

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com





. • .7 ì **-** ·

• •

LÉGISLATION MILITAIRE.

TOME QUATRIÈME.

France. Lows, statutes, etc.

LÉGISLATION MILITAIRE

OU

RECUEIL METHODIQUE ET RAISONNÉ

DES

10is, Décrets, Arrêtes, Réglemens et Justructiona

ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

SUR TOUTES LES BRANCHES DE L'ÉTAT MILITAIRE

PAR H. BERRIAT

Capitaine – Quartier – Maître – Erésorier Ju 4. me Rég. t d'Artill. à pied.

TOME QUATRIÈME.

A ALEXANDRIE,
CHEZ LOUIS CAPRIOLO I'MPRIMEUR-LIBRAIRE.

AN 1812.

UB615 A2 1812

TABLE DES MATIÈRES.

DATES		NUMÉROS	
des	CHAPITRE QUINZIÈME.	~	-
LOIS, DÉCRETS, RÈGLEMENS, etc.	***	d' ordre	de la
REGERENS, etc.	The same as coming the same		
	Hopitaux et service de santé.		
4 germ. an 8	ARR. qui ordonne l'établissement, près le min-de		
	la guerre, d'un direct. central des hôpit. milit.	V - T	1
	Id. concernant les hôpitaux militaires	515	2
4 frim. an 9.	Id. relat. aux fonct. et au traitem. des membres de directoires et de conseils d'administration		
	des hôpitaux militaires	1	~ 2
15 niv. an o.	Id. relatif au traitement de réforme des officiers	516	73
	de santé	517	73
23 vend.an 10	Id. relatif au traitem. et indemn. des membres		75
	du directoire central des hôpit, militaires, des		
	conseils d'administration, et des divers offic.		'
- frim on	de santé attachés au département de la guerre		, , ,
y mu. an 12	Id. relatif au service de sante des armées Déca. imp. relat. au direct. central et aux conseils	519	76
AC ATIM 1000	d'administration des hôpitaux militaires		۔ ہ
18 sept. 1806	RÉGLEM. sur les hôpitaux militaires, approuvé	320	81
,	par l'Empereur	521	82
23 sept. 1806	DECR. imp. relat. au versem. à la caisse d'amor-	}	~
	tissement du produit des effets appartenant		}
	aux milit. décédés dans les hôpit. ou dans les	į.	
	prisons, ou qui s'en sont évadés	522	87
36 nov. 1806	Instruct. sur le régime administratif et sur la comptabilité des hôpitaux		00
26 207 1806	CIRCUL. relat. aux soumiss., adjudicat. et marchés	523	88
20 1100. 1000	concernant les fournitures de toute espèce, qui		ł
	doivent être faites pour le service des hôpit.	524	97
2 mai 1808	Instruct. sur la destination à donner, dans les	, .) "
	hôpitaux ou dans les prisons, aux effets et		1
,	armes des milit. décédés ou évadés	525	102
	DÉGR. imp. concernant les préposés responsables		}
İ	de l'évasion des détenus dans les hôpit. civils et milit. (voy. le nym. 236, pag. 481 du vol. II.)	-	
22 avril 1810	DEVIS des dimensions exigibles pour les vêtemens	320	106
	d'infirmiers, et les capotes à fournir pour le		1
ĵ	service des hôpitaux militaires		106
31 janv. 1801	CAHIER des charges et conditions d'un abonnem	•	1
{	à passer aux économ. des hôpitaux en régie,	1	
	pour les dépenses en légumes potagers, feu,		1
1 .	lumière, propreté, blanchissage, poterie, fraide bureau, etc.	528	108
23 mars 1811	CIRCUL. relative aux attributions des inspecteurs		100
	près les hôpitaux militaires	529	113
24 avril 1811	Id. contenant des dispositions additionnelles su:	[1.
} ~	les adjudications et marchés relatifs aux four	1	
	nitures des hôpitaux militaires	5 3 0	115
30 nov. 1811	Déca. imp. relatif à la subordination des offic	20	1
an dán -01	de santé militaires. Cincul relat. à l'habillement des malades et des	531	116
29 usc. 1011	infirmiers dans les hôpitaux en régie et en		
	entreprise	532	118
		1	
		l. IV.	<u>,</u> \
I	F 027	· ,	•

DATES dos	APPENDICE AU CHAPITRE QUINZIÈME.	NUM	ÉROS
LOIS, DÉCRETS,			dela
REGLEMENS, etc.	Dépôts de Convalescens.	ordre	page.
!			,
i			
,22 yend. an 12	Ann. qui établit des dépôts, de convalescence à	533	123
	Boulogne, Ostende et Montreuil	333	, 123
	l'armée	534	124
	en e	, ,	
	CHAPITRE SEIZIEME.		·
	***	1	;
	Mode de paiement, administration, revues		
	et comptabilité.	:	
	• _ • _ • _ • _ • _ • _ • _ • _ • _ • _		
•			
8 flor. an 8	Ann. contenant réglement sur l'administration		ļ
1	et la comptabilité des corps	535	126
19 vent. an 11	RÉGLEM. relatif aux fournit. en pain qui doivent	p 22.00	_ ,
25 ger. an 13	être faites aux troupes en marche dans l'iutér. Déca. imp. portaut réglement sur les revues et	5 3 6	171
20 Soi. am 13	sur la comptabilité des dépenses justifiées par		
	les revues.	537	173
20 vend. an 14	CIRCUL. du ministre de la guerre sur la tenue	- 1	
1.3 jan - 0.0	des contrôles des corps	538	245
1000 aux. 1000	sur un exercice expiré	539	247
9 sept. 1808.	Id: sur la marche à suivre pour la rédaction des	. 339	-4/
	feuilles d'appel et des revues, et sur les rec-		1
- /	tifications qu'elle peuvent occasionner	540	248
24 sept. 1808	Instruct. sur le mode à suivre par les inspect. et sous-inspect. aux rev. pour vérifier et arrêter	l	
,	la comptabilité des corps de toutes armes.	541	252
	Déca. imp. sur les cons. d'administr. des régim.	542	277
1er juin 1809	Instruct, sur le mode à suivre pour les retenues	-	
	ordonnées au profit du trés. et pour les rectific. résultant de la vérification des revues	5/2	282
16 mai 1810	Déca. imp. sur le mode de paiem. de la solde	543	202
	et des masses de l'armée	544	287
23 mai 1810	Id. relat. au paiem. à bureaux ouverts d'une por.		
o init -9-0	des masses d'habillem, et de harnach, et ferrag.	545	291
19 Juii. 1010	Id. conten. des disposit. relatives au paiem. des indemn. de fourrag. et de logem	546	292
28 août 1810	Id. conten. des dispositions relatives à la masse	540	- []
	d'habillem. et à celle de harnachem. et ferrag.	547	293
1.er sept. 1810	Instruct. pour servir à l'exécut. du décr. du 16	į	
,	mai 1810 relat. au paiem. et à la régularisat. des dépenses de l'armée payables sur revues	548	295
25 oct. 1810	Instruct. du ministre direct. de l'admin. de la	545	-30
-	guerre pour servir à l'exécution du décr. imp.		
14. 0	du 16 mai 1810	549	318
21 Qec. 1010	Décr. imp. relat. au paiem. de la gratific. accord. aux sous-offic. nommés offic. après 5 ans de serv.	55 0	324
4 mars 1811	Instruct. pour servir à l'exécut. du décr. du 30		J-41
•	décem. 1810, port. réun. du supplém. d'étape		
	et des mass, d'ordin, et de pain de soup, à la sold	551	324
7	1	1	11

· •

.

.

DÉCIE du Chapitre seizième. 9 avril 1811 DÉCI. imp. relat. au mode de paiem. des supplémations de guerre du 9 mars 1811. 12 avril 1812 13 avril 1812 14 clat. au distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonn. de guerre étrangers, de conscrits réfract, et de désert, et de milit. convatezc. 1d. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonna de guerre (voy) ce num. pag. 133 du vol. III. 1d. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonniers de guerre étrangers 12 juil. 1811 1d. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. 1d. relat. aux augmentations ou diminutions provériant du réglement de décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. 1d. relat. aux augmentations ou diminutions provériant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la giétre
Décr. imp. relat. au mode de paiem. des rapidéra. alloués à lá masse d'habillement par le décret du 9 mars 1811. Circut. relat. à la solde de route des détachem. de prisonu. de guerre étraugers, de conscrits réfract. et de désert, et de milit. convetesc. Id. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonn. de guerre étraugers aux bataillons de prisonniers de guerre étrangers 22 juil. 1817 Id. relat. aux roitement et sur le mode de paiement des bataillons de prisonniers de guerre étrangers 1d. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions pro- vérhalt du réglement de décomptes et sutres retenues sur les fonds de l'administration de la gitérre Id. relat. aux augmentations dues aux milit. passes d'un corps à un autre, pour solde ar- rièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des con- seils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Réslem. pour déterminer comment servoir de l'administration de la guerre de la guerre et de l'administration de la guerre de la guerre et de celles de la marine momentaném empleyées au comptabilité des corps de troupes au compta du département de la guerre Circut. relat. à l'établissem. d'un but. de re- vues et de décomptes dans le sein du minis- tère de l'administr. de la guerre, et à la for- mat. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses telat. aux même minist. A
9 avril 1811 Déca. imp. relat. au mode de paiem. des supéra. alloués à la masse d'habillement par le décret du 9 mars 1811
Décn. imp. relat. au mode de paiem. des sapiéra. alloués à la masse d'habillement par le décret du g mars 1811
alloués à là masse d'habillement par le décret du 9 mars 1811
alloués à là masse d'habillement par le décret du 9 mars 1811
du 9 mars 1811
CIRCUE. relat. à la solde de route des détacheme de prisonn. de guerre étraugers, de conscritant réfract. et de désert., et de milit. convalesc. Id. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux hataillons de prisonn. de guerre (voy. conum. pag. 133 du vol. III. Id. relat. aux traitement et sur le mode de paiement des bataillous de prisonniers de guerre étrangers Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provériant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre Id. relat. aux augmentations ou diminutions provériant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre Id. relat. aux paiemn. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièré ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des constils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. A. Mong d'après lequel sont opérées les retenues qui a'exercent sur les traitemens militaires (extr.). Instraver, sur le môde de paiément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement decelles de la decent de la guerre. Carcut. relat. à l'établissem. d'un bur de
de prisonn. de guerre étraugers, de conscrits réfract. et de désert, et de milit. convadesc Id. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonn. de guerre (voyt conum. psg. 133 du vol. III
réfract. et de désert, et de milit. convertesc Id. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux bataillons de prisonn. de guerre (voyt ce num. pag. 133 du vol. lil
Id. relat. aux distribut. qui doivent être faites aux hataillons de prisonn. de guerre (voy. conum. psg. 133 du vol. lif. Id. relat. au traitement et sur le mode de paiement des bataillons de prisonniers de guerre étrangers Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provénishit du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre Id. relat. aux augmentations dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des constells et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct, sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes Réglem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct, sur le môde de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine momentanéem, emphoyes au compte du département de la guerre. Chacul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la fort mat. d'un ext. de rev. génér. per corps pour les dépenses ielat. au même minist. A
aux hataillons de prisonn. de guerre (voyt. conum. pag. 133 du vol. III. Id. relat. au traitement et sur le mode de paiement des bétaillons de prisonniers de guerre étrangers Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provénhaît du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la giérre Id. relat. at paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des constils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instrauct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui a'exercent sur les traitemens militaires (extr). Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui a'exercent sur les traitemens militaires (extr). Séque de la marine, et réciproquement de celles de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Carcut. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A
num. pag. 133 du vol. III. Id. relat. au traitement et sur le mode de palement des bataillons de prisonniers de guerre étrangers Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être fattes sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provénhaft du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre Id. relat. aux paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrierée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des consteils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Séglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mong d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le mode de paiément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Concul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. aux même minist. A. 555 360
24 juin 1811 Id. relat. au traitement et sur le mode de palement des bataillous de prisonniers de guerre étrangers 12 juil. 1817 Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent ètre faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provéniant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la giéfre 12 nov. 1811 13 relat. au paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arriérée ét pour masse de linge et chaussure. 14 relat. aux demandes ou réclamations des conséils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues 16 déc. 1811 18 déc. 1811 18 déc. 1812 18 déc. 1
ment des bâtaillons de prisonniers de guerre étrangers 1d. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. 1d. relat. aux augmentations ou diminutions provénhilt du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre 1d. relat. aux augmentations ou diminutions provénhilt du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre 1d. relat. aux augmentations ou diminutions provénhilt du réglement de décomptes du saint milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. 1d. relat. aux demandes ou réclamations des constils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues
etrangers Id. relat. aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provéntant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre Id. relat. aux paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des constèls et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct, sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes Réclem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre GA. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Therrèce, sur le môde de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném, employées au compte du département de la guerre. CIRCUL. relat. à l'établissem. d'un bur, de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér, par corps pour trois sépares leux dépenses selat. aux même minist. A. 331 332 334 345 346 347 348 349 349 340 340 341 341 341 342 343 344 344 345 345 346 347 347 348 349 349 340 340 341 341 342 343 344 344 344 345 345 346 347 347 348 349 349 340 340 341 341 341 342 343 344 344 344
doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutions provénant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la gitérie Id. relat. au paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arriérée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes Réglem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr.). Instruct. sur le môde de paiément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném, employées au compte du département de la guerre. Cracut. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses ielat. su même minist. A. 5562 367
par suite des mutations, ou du réglement des décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diministration provéntant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la gidére. Id. relat. aux paiem. des sommes dues aux milit, passés d'un corps à un autre, pour solde arrierée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues. Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Réglem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr.). Instruct. sur le mode de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses ielat. au même minist. A. 559 340 340 341 340 341 340 342 343 344 345 345 346 347 348 349 340 340 340 341 340 341 340 341 340 340
décomptes, ou pour rectification d'erreurs G. Id. relat. aux augmentations ou diminutious provénialit du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre. Id. relat. au paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues. Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr.). Instruct. sur lé môde de puiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Cincul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A. 335 340 342 343 3440 345 346 347 348 349 349 340 340 341 340 341 342 343 343 344 345 346 347 348 349 340 340 340 340 341 340 342 343 344 344 345 346 347 348 349 340 349 340 340 340 341 340 342 342 343 344 344 345 345 346 347 348 349 340 340 340 341 340 342 342 342 343 344 344 344
Id. relat. aux augmentations ou diminutions provénant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guérre. Id. rélat. aut paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues. Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Réglem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G.A Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le mode de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Cracul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A 367
vénant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la giéfre
retenues sur les fonds de l'administration de la giérre
la gitére Id. rélat. au paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conséils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G A. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le mode de paséement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Cincul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. su même minist. A. 335 340 342 343 345 346 347 348 349 349 349 340 340 341 340 342 343 344 349 349 340 342 342 343 344 344 345 349 344 349 349
12 nov. 1811 Id. relat. au paiem. des sommes dues aux milit. passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes 16 avril 1812 Réglem, pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre GA. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le môde de paiément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement des celles de la marine momentaném, employées au compte du département de la guerre. Cincul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. sur même minist. A. 340 340 340 341 340 342 343 345 346 347 347 348 349 349 340 340 340 341 340 342 341 340 342 343 344 344 344 345 345 346 347 348 349 349 340 340 342 342 344 344 345 346 347 348 349 349 340 342 344 346 347 348 349 349 340 340 342 342 344 344 345 346 347 348 349 349 340 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 340 342 342
passés d'un corps à un autre, pour solde arrièrée ét pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues. Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre GA. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le môde de pasément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. Cincul. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses ielat. au même minist. A. 340 340 342 343 345 346 347 348 349 349 340 349 340 340 341 340 342 341 340 342 342 344 344 345 345 345 346 347 348 349 349 340 349 340 340 342 340 342 341 340 342 342 343 344 344 345 345 346 347 348 349 340 349 340 342 342 344 344 345 345 346 347 348 349 349 340 349 340 342 340 342 340 342 341 340 342 342 342 344 344 346 347 347 348 349 349 340 349 340 342 340 342 340 341 340 342 342 342 344 340 342 342
ritérée et pour masse de linge et chaussure. Id. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues. Instruct. sur la tenue et sur les arrêtés de la comptabilité des corps de troupes. Réglem. pour déterminer comment seront établies les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre GA. Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Tenstruct. sur le môde de paiément et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. CTRCUL. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A
16. déc. 1811 16. relat. aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues
seils et des militaires concernant le service de l'inspection aux revues
l'inspection aux revues
Instruct. sur la tenue et sur les aprêtés de la comptabilité des corps de troupes
Comptabilité des corps de troupes
les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G A
les relations des ministère de la guerre et de l'administration de la guerre G. A
l'administration de la guerre G.A
Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires (extr). Instruct. sur le mode de pasement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. CIRCUL. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A
s'exercent sur les traitemens militaires (extr). INSTRUCT. sur le mode de pasement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. CINCUL. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses relat. au même minist. A
Instrict. sur le mode de pasement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre
ptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre. CINCUL. relat. à l'établissem. d'un bur. de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. su même minist. A
celles de la marine momentaném. employées au compte du département de la guerre
au compte du département de la guerre
vues et de décomptes dans le sein du minis- tère de l'administr. de la guerre, et à la for- mat. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A
vues et de décomptes dans le sein du minis- tère de l'administr. de la guerre, et à la for- mat. d'un ext. de rev. génér. par corps pour les dépenses selat. au même minist. A
tère de l'administr. de la guerre, et à la format. d'un ext. de rev. génér. par corps pour trois les dépenses selat. au même minist. A
mat. d'un ext. de rev. génér. par corps pour trois les dépenses selat. au même minist. A
les dépenses relat. au même minist. A
Appendice au chap. Seize 1.1 Section.
APPENDICE AU CHAP. SRIZE 1.4 SECTION.
Millian and and a second and the second
Militaires employés au recrutement. Dépôts de
conscrits réfractdires.
inil sectors in many first du name du constitution de
loveltiec. Port. tieri. Hygi. au Handa. au Anciet i (l.)
tone offic de recentem
juil. 1806 Déc. imp. port. fixat. du nomb. des officiers et sous-offic. de recrutem

DATES	Suite de l'Assessin	NUM	ÉROS
des LOIS, DÉCRETS, RÈGLEMENS, etc	Suite de l'Appendice du chapitre seizième.	ď	de la
		ordre	page.
18 sept 1806	Instruct. relat. au mode de paiem. et de régul. des traitem. alloués aux détachem. de recrut., aux majors employ. près des conseils de re-		
22 brum. an 12	crutem. et aux conduct. de conscr. Instruct. du minist. de la guerre, sur la solde et sur la comptabilité des dépôts de conscrits	564	371
1.er nov. 1811	ARREST. et conduite des réfract, aux dén.	56 5	376
	de l'instruct. génér. sur la conscription,	566	379
	2.e SECTION.		
	Mode de paiement de la solde de retraite, du traitement de réforme et de l'indemnité de licenciement.	•	
	Instruct. génér. sur la comptabil. des soldes de retr. et du traitem. de réforme	567	384
25 oct. 1811	Déc. imp. sur les indemnit. de licenciem. à ac- cord. aux empl. d'administ. des armées	568	403
	Mode de paiement du traitement de la légion d'honneur.		
20 juin 1811	Instruc. sur le mode de paiem. du traitem. des memb. de la lég. d'honneur	569	405
	CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.		
	Objets divers.		
11 sept. 1790	Décr. additionnel sur l'organisation de l'ordre		/ -0
22 brum. an 6	judiciaire (extr.)	570	408 ,
3 niv. an 6	pour le service public	571	409
18 fruct. an 8	sur les grandes routes	572	40ġ
29 germ. an 9	pour le service militaire	573	
	des chev. des différens services de l'armée	574	· .
19 ther. an 9	faites par suite de l'état de paix	575	416
3 germ. an 10	le compte du gouvernement	576 ``	417
	nemens de guerre et de marine	577	418

.

•

•

•

DATES	}	NUM	ÉBOS
des	Saite du Chapitre dix-septieme.	<u> </u>	
REGLEMENS, etc.		ordre q,	de la page.
28 prai. an 11	Ann, portant exempt. de la taze d'entretien des routes en faveur des génér, divisionn, et des		
	officiers d'état-major	578	419
6 fruct. an 11	ARR. sur les droits d'enregistrem, auxquels seront assujett, les marchands et adjudicat, pour les		
}	différeus services du départem, de la guerre .	579	420
20 flor, an 13	Decr. imp. qui fixe le nouveau tarif des chevaux	580	420
3 fruct. en 13	de poste	300	420
1	teurs condamnés, soit aux trav. publics soit	581	422
13 juin 1866	Déca. imp. relat. au paiem. des dépenses faites		-
	pour le service des armées	582	428
12 déc. 1806	Déca. additionnel. à celui du 13 juin 1806 sur la remise des pièces à l'appui des réclamet.		
	concernant le service de la guerre	583	429
1.47 juil. 1809	Déca. imp. concern. la retenue qui se fait dans le commerce sons le nom de passe de secs.	584	430
20 jail 1811	CIRCUL, relat. aux pertes provenant de l'échange	۱.	- 1
ļ	ou de la réduction des monnaies	58 5	43 ı
	ADDENDICE	- 1	
	APPENDICE	i	1
	CHAPITAL PREMIER.		
19 BOV. 1811	Coness de semestre	586	433
	CHAPITRE CINQUIEME.	ı	
16 déc. 18.	Récime des chevaux de l'armée d'Espague	587	433
3 mars 1812	Sous-aides vétérinaires	588	434
20 mars 1812	Compagn. d'ouvriers d'artill. et d'armur	589	434
1806	Annes	590 591	435
30 juin 2811	ATELIERS de réparations des armes	592	435
30 BOA. 1811	CHEFS d'escadron de gendarmerie	593	436
1 1	externes on aux eaux	594	436
25 mmi 1812	Revues et états de paiement de la gendarmerie. CHEVAUX des officiers idem	595	436
14 juin 1812.	BATAILLONS du train des équipages	595 597	437 437
3 janv. 1812.	Compagnies de réferve	598	438
	CHAPITER SIXIEME.		
. ' .	CHAPITEE SIXIEME.	j	
		Ì	
23 110# .0		- 1	
not foti	Orricten prisonnier, mis en jugement	599	4391

			-
DATES , des Lois, décrets,	Suite de l'Appendice,	ď	ÉROS de la
RÈGLEMENS etc.		ordre	page.
	CHAPITRE SEPTIÈME.	ey wite	·
25 nov. 1808	Dérenses des tribunaux milit sur la manière d'établir et de justifier les dép. des cons. de guerre et de révis. perman, ainsi que celles des commissions militaires	6 0 0	439
	CAAPITRE HUITIÈME.		
25 juill. 1811 17 mai 1811	PREMIÈRE mise des vetérans	601 602	440 440
	CHAPITRE DIXIÈME.		
24 juin 1807	Baux à passer pour magas., emplac. et terrains	603	440
	CHAPITRE ONZIÈME.		
8 mai 1812 27 juill. 1812	FRAIS de port de lettres. Service des auditeurs trésoriers Masses et fournitures d'habillement Première mise de petit équipement Gardes nationaux Officier payeur des gardes nationales Solde idem. Haute-paie idem. Enfans de troupe idem	604 605 606 607 608 609 610 611	441 442 443 443 444 444
	CHAPITRE DOUZIÈME.		
22 fev. 1812 6 avril 1812	ADJOINTS à l'inspection aux revues	61 3 614	444 445
	CHAPITRE TREIZIÈME.		
22 avril 1811 15 juin 1811	RETENUE du 2 pour cent.	616	445 445
5 fév. 1812	CHAPITRE QUATORZIÈME. EMPLOYÉS, des équipages du trésor impérial	617	446

		-	
DATES		NUM	Énos
des	Suite de l'Appendice.	~	-
LOIS, DECRETS,	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	d'	dela
REGIEMENS, atc		Ordre	yage.
		_	_
į.			
21 janv. 1812	CONTRE-SONS	618	446
MOS. SIN YOU of	Avanus, pertes par force majeure, ventes de	1	
7 play. an 12		619	447
Abrata un 13		- /	
lar mores 1913	GAENISALRES	620	1 1 5
3 ICV. 1812.	ROULANGERS, surveillance à exercer à leur sujet .	621	448
24 Mai (812	TRANSPORTS de rations de pair	022	
	Distributions de chausinge	623	449
1.47 oct. 1286	Ondonnances sur l'habillement des troupes	624	149
4 brom, an an	Cover at matit Assistant at hammakenest	625	449
1) frmct on re	GRAND et petit équipement et harnachement .	626	450
5 5 - C-	SAPEURS, municieus et tambours		
. A rear 1900	Hommes embarqués	627	450
31 Juin 1840	MILITAIRE remplacé	628	450
32 WALL 1911	Soulitas destinés aux militaires isolés	629	451
1.07 juin 1811	Uniforme des officiers du corps impérial de l'ar-	- 1	
1	tillerie	63 n	45:
3 octab. 1811	APPROVISIONNEMENT de réserve	631	451
30 déc. 18.	APPROVISIONNEMENT de reserve	632	452
76 64 . R	TROMPETTES et musiciens		452
14 fév. 1812	HAYRE-SAG	633	
70 4ALT 1913	Expers accordés en gratification	634	450
20 Juin 1812	GARDES nationales passant dans la ligne	635	452
	COMPAGNIES de réserve	636	453
11	Tantes relatife & l'habillament	635	453
3 avril 1806	VÉTÉRANS	638	454
18 mai 1812	EFFETS de linge et chaussure envoyés aux dé-	1,100	al a di
1011	FARES OF HUNE of CURTISALE SHADASS MAY GE-	630	454
A :	tachemens de guerre		
10 July 1011	REGULARISATION et comptabilité des fourrages	6/51	455
Anctor 1911	SITUATION des magazins idem	641	455
		- 1	
<u> </u>			- 11
	CHAPITRE QUINZIÈME.		H
			- li
			· ·
			- 11
1			
13 mars 1806	INCURABLES	$6[\gamma]$	455
9 oct. 1806.	Mititaines détenus dans les hôpitaux	6:31	456
15 oct. 1806	Orricians de aanté .	614	457
24 BOY. 1806	OFFICIERS de santé	6(5)	455
7 few +800	Dégradation commises dans les hôpitaux	640	6分
28	AMBES de bois	6,-	15.51
6 ini 0 4	AMBES de bois	25.1	(57) (58)
10 Juin 1810	Alsses d'instrument de chirurgie	6[8]	130
19 acc 1910 p	Alsses d'instrumens de chirurgie	6 (9)	158
19 mvril 1811 l	EAUX minérales	Gio)	458
		651	418
	MUTATIONS de comptables chargés de dépôts	- {	
	d'évacuation	65	<u> </u>
[-		653	139
[[2	Concernation de haritane	651	601
13			
ļ <u>15</u>	TRUCANENS EL DOSTIDACIES	655	160
] [MOBILIER des hopitaux		何川
1 6	MAPIT, régis par entreprise	650	β 13
] 1	Daces d'un garde-magasin d'effets d'hôpitaux	648]	164
, i	VASGINE		64
			11
	3		

DATES des LOIS, DÉCRETS RÈGLEMENS, etc.	Suite de l'Appendice.	NUMI d' ordre	de la
	CHAPITRE SEIZIÈME.	:	
4 mars 1811 26 août 1811 7 sept. 1811	Pour l'exécution de la décision portant que les revues génerales seront établies avec décomptes et seront accompagnées des feuilles d'appel'. IMPRIMÉS relatifs au travail des revues	660 661 662 663 664	464 465 465 465 466
17 oct. 1812	DIMENSIONS du capot des condamnés au boulet	665	467

•

.

.

.

•

ı

•

LÉGISLATION MILITAIRE.

CHAPITRE QUINZIÈME.

HOPITAUX ET SERVICE DE SANŢÉ.

\$\$\\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$

N.º 514.

Arrêté qui ordonne l'établissement, près le ministre de la guerre, d'un directoire central des hôpitaux militaires.

Du 4 gerthinal an 8.

(Nota.) Depuis cet arrêté, l'administration de la guerre a été séparée du ministère (le 17 vent. an 10, voy l'introduction au vol. I.), confiée à un directeur ayant rang et fonctions de ministre, et divisée en trois sections, à la tête de chacune desquelles un conseiller d'état a été placé.

Cette organisation a porté des modifications dans les attributions et les fonctions du directoire central.

Pour les fouctions actuelles du directoire central, il faudra voir ciaprès la section 23 de l'arrêté du 24 thermidor au 8, ainsi que les notes placées à l'art 275.

L'arrêté du 4 germinal créait également, pour la direction et la surveillance du service de chaque hôpital militaire, permanent et sédentaire, un conseil d'administration composé de trois membres; et près de chaque artnée un directoire particulier également composé de trois membres, pour administrer et dirigér les établissement relatifs au service dès malades.

Les conseils d'administration ont été supprimés par le décret du 10 avril 1806 ci après num. 520, et remplacés par un seul fonctionnaire sous le titre d'inspecteur. Les directoires des armées sont également supprimés, et remplacés par un agent en chef ou régisseur général nommé par le ministre. Voy. pour l'organisation du service des armées, les observations placées à l'article 123, ainsi qu'à l'intitulé de la 24.º section de l'arrêté du 24 thermidor an 8, ci-après.

Toutes les dispositions que renferme l'arrêté du 4 germinal, se trouveut en conséquence modifiées, et l'on pende qu'il est inutile de les rapporter ici.

Vol. IV. 1.

N.º 515.

Arrêté concernant les hôpitaux militaires.

Du 24 thermidor an 8.

(Note.) On n'oubliera pas., relativement à tous les articles de cet arrêté où il est question du directoire central, des directoires des armées et des conseils d'administration, les observations placées à la suite du titre de l'arrêté du 4 germinal an 8, num. 514.

TITEB 1.er

De la division et destination des hôpitaux militaires.

SECTION 1.re

De l'etablissement, classement et destination des hôpitaix militaires.

ART. 1.er Les hôpitaux militaires seront divisés en trois elasses:

1.º Les hôpitaux permanens;

2.º Les hôpitaux temporaires;

3.º Les hôpitaux ambulans (1).

2. Seront appelés permanens les hôpitaux qui ont été conservés dans l'intérieur par l'arrêté du 4 germinal an 8 : ces hôpitaux sont particulièrement destinés pour le service des divisions militaires; toutefois ils recevront, en tems de guerre, les malades et blessés qui reflueront des armées.

3. Les hôpitaux temporaires sont ceux qui, pendant la gnerre, ou pour le service des troupes rassemblées en corps d'armée (2), sont ou seront momentanément établis sur le derrière ou les flancs des armées, soit en pays ennemi, soit dans l'intérieur. Le nombre desdits hôpitaux sera déterminé par l'ordonnateur en chef de chaque armée, d'après la force de ladite armée, les circonstances dans lesquelles elle se trouvera, et l'avis du directoire

(2) Les hôpitaux temporaires formés dans l'intérieur, sont ordinairement en entreprise, ainsi que les dépôts dont il est question dans la note précédente; voy. la note placée à l'article 320.

⁽¹⁾ Indépendamment des hôpitaux désignés ci-dessus, il en existe encore plusieurs spécialement consacrés au service des eaux minérales: il y a, en ontre, dans l'intérieur, de petits établissemens sous la dénomination de dépôts, ainsi qu'il est prescrit par l'aprêté du 16 frimaire an II.

des hópitaux (1) établi près d'elle. Ils seront destinés à recevoir les évacuations des hôpitaux ambulans.

4. Les hôpitaux ambulans sont ceux qui, formés à la suite de l'armée, en suivront les mouvemens, et ne seront destinés qu'a offrir les premiers secours.

5. Les hôpitaux temporaires sont subdivisés en hôpitaux de li-

gne et en hôpitaux spéciaux (2).

Les hôpitaux de ligne sont distingués entr'eux par le numéro de la ligne d'évacuation d'ambulance dans laquelle ils sont placés.

Les hôpitaux spéciaux sont distingués entr'eux par l'objet de

leur destination.

6. Les hôpitaux sédentaires, destinés à recevoir immédiatement les évacuations de l'ambulance, seront de 1. re, 2.e ou 3.e ligne: ils seront établis dans les emplacemens les plus convenables

sous le double rapport de sûreté et de salubrité.

7. Les vénériens et les galeux ne seront traités que dans les hôpitaux sédentaires qui leur seront spécialement affectés; en conséquence, il sera formé à la proximité de chaque armée, des établissemens exclusivement affectés au traitement de ces maladies (3).

8. Outre les établissemens déjà existans dans les lieux où il y a des eaux minérales, il en sera, pendant la guerre, formé de nouveaux, ou bien il sera donné de l'étendue à ceux qui existent, à mesure que les circonstances l'exigeront, et sur la demande que le directoire (4) des hôpitaux en pourra faire au ministre de la guerre.

Il sera fait un réglement particulier sur l'organisation desdits

hôpitaux et sur leur régime.

9. Dans les communes où il n'y a pas d'hôpital pour les militaires, ils seront reçus dans les hôpitaux civils.

SEGTION 2.0

Du choix des emplacemens, et de la distribution intérieure des hôpitaux militaires.

10. Les hôpitaux temporaires doivent, comme les hôpitaux permanens, être formés dans les emplacemens qui réunissent aux

⁽¹⁾ Voy. relativement aux directoires des armées, l'observation placée à la suite du titre du num. 514.

⁽⁽²⁾ Cette distinction est celle du genre de maladie, au traitement de laquelle chaque hôpital spécial est affecté.

³⁾ Voy. ci-après l'art. 69 et suivans.

⁽⁴⁾ Il ne faut point oublier, par tout où il sera question du directoire central, de celui des armées et des conseils d'administration, les observations placées immédiatement après les titres de l'arrêté du 4 germinal et après celui du présent arrêté.

avantages de la salubrité ceux de la facilité du service. Le directoire près chaque armée est chargé, après avoir pris l'avis des officiers de santé en chef, d'indiquer lesdits emplacemens au commissaire-ordonnateur en chef, qui prescrit, s'il y a lieu, la formation desdits hôpitaux (1).

11. Lorsqu'il ne se trouvera pas d'emplacement suffisant ou réunissant les conditions essentielles à un hôpital sédentaire, le commissaire-ordonnateur pourra saire placer les malades sous la tente ou les saire baraquer: il pourra de même saire dresser des tentes ou construire des baraques pour un hôpital ambulant qui paraîtra devoir être quelque tems à poste sixe.

12. Dans toutes les salles, les lits simples seront au moins à soixante-cinq centimètres (deux pieds) de distance latérale; les lits doubles, à huit décimètres ouze centimètres (deux pieds et

demi.).

Lorsque les plasonds n'auront pas trois mêtres deux décimètres (dix pieds) d'élévation, les lits simples ne pourront être à une distance latérale moindre de huit décimètres onze centimètres (deux pieds et demi); et cette distance sera de neuf décimètres (trois pieds) pour les lits doubles.

Dans tous les cas, il y aura au moins deux mètres de distance entre chaque rang de lits; et si des circonstances impérieuses exigeaient une exception, elle ne pourra durer au plus que vingt-

quatre heures. (2)

13. Dans tous les hôpitaux permanens, et dans les hôpitaux temporaires de seconde ligne, il sera établi une ou plusieurs salles uniquement cousacrées à recevoir les convalescens: il y aura en outre, autant qu'il sera possible, une salle de rechange (3).

Dans chaque hôpital, autant que les localités le permettront, il sera réservé deux salles de moyenne grandeur pour les mala-

dies contagieuses, et gaugréneuses.

(2) Quelque étendue qu'ait une salle, il sora expressément défendu d'y établir des rangées de lits dans le milieu. Il sera interdit aux malades de pas er dans les salles où règnent des affections contagieuses; instruct.

du conseil de santé, du 7 vent. an 2.

⁽¹⁾ En cas de construction ou de formation d'un nouvel établissement, on pourra consulter, sur la distribution intérieure des bâtimens, la disposition des sallés, logemens, magasins etc., l'instruct, faisant suite à la loi du 28 nivôse an 3 (art. 7, voy le journal, milit. vol. II; plage 73:), elle entre à ce sujet, dans des détails qu'il est intéressant de connaître.

⁽³⁾ Outre les salles destinées aux sous officiers et soldats, il Joit y en avoir une ou même plusieurs dans chaque hôpital, pour les officiers qui doivent être traités séparément (cette disposition est applicable aux officiers prisonniers de guerre); circul. des 17 frimaire et 25 niv. an 9. Les lits dans ces salles doivent être séparés par une plus grande distance; ils sont garnis de deux matelas et des fournitures les plus propres; ibidem. A

14. Les latrines seront à proximité des salles, mais toujours isolées, et construites d'après les principes développés dans l'instruction qui sera rédigée sur le service de santé, et, autant que possible, à portée de l'eau.

15. Il ne sera fait aucune construction nouvelle dans les hôpitaux militaires sans l'autorisation spéciale du ministre; et dans
ce cas, les travaux scront toujours exécutés d'après les plans et sous

les ordres des officiers du génie.

16. Nul'hôpital permanent ne pourra être supprimé que d'après

une décision du ministre de la guerre.

Le commissaire ordonnateur en chef de chaque armée prononcera seul sur la suppression des hôpitaux temporaires, après avoir toutesois pris l'avis du directoire de la dite armée.

SECTION 3,

Des fournitures, linges et ustensiles nécessaires aux malades (1)

17. Dans aucun cas et dans aucun lieu, les malades ne seront posés sur le sol: dans les ambulances, on pourra, à défaut de mieux, se borner à poser les malades sur des planches on de la paille, ou tout autre objet propre à prévenir les effets de l'humidité.

Dans les hôpitaux temporaires, il sera employé à cet effet des bois de lit, ou au moins des planches posées sur des tréteaux.

Dans les hôpitaux permanens, il y aura des bois de lit ou couchettes. Le nombre des bois de lit sera toujours proportionné à l'étendue de l'établissement (2).

18. Dans l's hôpitaux ambulans, il pourra n'être employé que

des demi-fournitures.

Ces demi-fournitures consisteront en une paillasse, un sac de toile et une converture.

Dans les hôpitaux temporaires, on ajoutera un matelas au moins pour vingt-demi-fournitures. Ces matelas seront réservés pour les blessures et les maladies graves; ils seront distribués par les ordres des officiers de santé en ches. Dans les hôpitaux permanens, et dans les hôpitaux temporaires des lignes intérieures, il ne sers employé que des fournitures complètes, consistant en une pail-lasse, un matelas, un traversin et une couverture.

19. Dans les hôpitaux ambulans, il sera affecté à chaque lit trois draps, et, pour chaque malade, trois chemises, trois coif-

fes de bonnet.

Dans tous les autres hôpitaux, il sera affecté à chaque lit

⁽¹⁾ Pour les dimensions et le poids de ces diverses fournitures, voy. la 29.º section de ce réglement.

⁽²⁾ Le nombre des bois de lit doit être en proportion de celui des malades que l'hôpital peut être dans le cas de recevoir.

trois paires de draps, et, pour chaque malade, quatre chemises, quatre coiffes de nuit, deux bonnets de laine, une capote ou robe-de-chambre.

20. Les malades auront deux couvertures pendant l'hiver (1).

21. Aucun malade ou blessé ne pourra être doublé, lorsque l'officier de santé compétent aura prescrit pour lui un lit seul.

22. Il y aura au moins une baignoire (2) dans chaque hôpital temporaire. Dans les hôpitaux permanens, le nombre des baignoires sera dans la proportion de deux pour cent malades ou blessés ordinaires, d'une pour cinquante galeux, et d'une pour vingt-cinq vénériens.

23. Les ustensiles à l'usage des malades consisteront pour chacun d'eux, en une assiette, une écuelle, une cruche, moyenne pour la boisson alimentaire, une plus grande pour la tisane, et

un pot de chambre.

24. Il sera fourni des biberons, des crachoirs, des urinoirs et des bassins pour les malades auxquels l'usage en sera nécessaire.

SECTION 4.

De l'hôpital ambulant, des divisions et subdivisions d'ambulance.

25. L'ambulance de chaque armée sera calculée en raison de la force de l'armée, et organisée au complet; on y joindra un supplément ou réserve, tant en approvisionnemens qu'en officiers de santé, employés d'administration et infirmiers. Tous les moyens de service qui devront être rassemblés, seront réglés et arrêtés par l'ordonnateur en chef (3), de concert avec le directoire chargé d'y pourvoir, et des officiers de santé en chef, chacun pour ce qui le concerne. On se rapprochera, autant qu'il sera possible, pour ce qui doit composer l'hôpital ambulant tant en effets et ustensiles qu'en denrées et médicamens, de ce qui est prescrit par les divers titres et articles du présent réglement pour les hôpitaux sédentaires.

26. L'ambulance sera organisée de mauière à pouvoir être divisée en dépôt d'ambulance, divisions d'ambulance, sections d'am-

bulance, et ambulance volante.

Le dépôt d'ambulance sera le résidu de l'ambulance elle-même,

lorsqu'elle aura fourni au service de l'armée.

On donnera le nom de division d'ambulance à la portion de l'ambulance destinée au service d'une division ou colonne de l'armée.

(2) Celles qui sont en bois doivent être vernissées intérieurement et extérieurement.

⁽¹⁾ Lorsqu'il est impossible de se procurer des couvertures en quantité suffisante, il peut y être suppléé par des courtes pointes fabriquées à cet effet; L'usage pendant l'hiver doit en être combiné, avec celui des couvertures.

⁽³⁾ Ces objets seront réglés par l'ordonnateur en chef, dans le cas où les événemens de la guerre rendraient insussisants l'ambulance et ses moyens de service, dont les bases ont dû être déterminées par le ministre.

Le nom de section d'ambulance sera donné à la portion de l'ambulance destinée au service des avants-postes ou petits corps détachés.

L'ambulance volante sera placée à l'avant-garde, afin d'être toujours à portée de se rendre sur le champ de bataille, dans le moment de l'action pour administrer les premiers secours aux blessés.

La force des divisions et des sections de l'ambulance, ainsi que celle de l'ambulance volante, sera proportionnée à relle du

corps auquel elles seront attachées.

27. Les divisions d'ambulance destinées à suivre les différentes colonnes de l'armée, seront organisées sur le pied d'hôpitaux temporaires, dans la proportion de soixante jusqu'à cent-cinquante demi-fournitures; et elles réuniront, tant au personnel qu'au matériel, tous les moyens nécessaires, de manière à former sur le champ un ou plusieurs hôpitaux de premier secours, même sous la tente à défaut de bâtiment. Ces divisions seront sous la police et surveillance d'un commissaire des guerres, qui correspondra avec l'ordonnateur chargé de la police supérieure de l'ambulance.

28. Les sections d'ambulance destinées à être réparties sur les différens points où l'on peut prévoir quelques chocs partiels, contiendront, dans un ou deux caissons, outre six demi-fournitures et effets accessoires, tous les moyens de pansement, tels que caisses d'instrumens, bandes, charpie, compresses, pain,

vin, eau-de-vie, vinaigre, sel, bouillon, etc.

Ces objets seront consiés à un ou deux employés; il y sera attaché le nombre de chirurgiens jugé nécessaire par les officiers

de santé en chef, et six infirmiers.

La police et le mouvement en seront confiés au commissaire des guerres chargé des avant-postes, ou à celui qui se trouvera le plus à proximité.

29. L'ambulance volante sera attachée à l'avant-garde, et, pendant le combat, elle se portera sur tous les points où l'action

sera la plus vive, asiu d'y donner les secours d'urgence.

Les chirurgiens et les employés qui composeront l'ambulance volante, seront montés sur des chevaux équipés à la légère avec

porte-manteau.

Il sera attaché à l'ambulance volante quatre infirmiers, et un caisson attelé de quatre chevaux, lequel contiendra six couvertures, deux brancards, une caisse d'instrumens de chirurgie, et

les autres objets détaillés en l'article 28 ci-dessus.

30. A la suite du dépôt d'ambulance, ainsi que des divisions ou sections détachées, il y aura un nombre suffisant de brancards pour recueillir les bléssés, et, en outre, une quantité de voitures toujours garnies de paille, cerceaux et toiles, pour les transporter commodément au dépôt, d'où ils seront successivement évacués sur l'hôpital le plus voisin.

31. Toutes les divisions et sections d'ambulance ci-dessus prescrites ne devant jamais être considérées que comme des portions du principal corps d'ambulance d'où elles ont été momentapément détachées, elles y rentreront et s'y confondront, tant pour le matériel que pour le personnel, aussitôt que l'ordonnateur en chef en aura donné l'ordre, soit à toutes les parties du service soit à une seule pour toutes, sauf à recréer de nouvelles divisions lorsque le service l'exigera.

32. Le jour d'une bataille, le dépôt de l'ambulance sera placé en arrière du centre de l'armée, et aussi près qu'il sera possible sans en compromettre la sûreté. Tous les objets nécessaires au pansement et au soulagement des blessés seront déployés; les premiers secours seront administrés, et les blessés seront de suite transportes dans les hôpitaux de première et seconde ligne.

Des divisions et sections d'ambulance pour cont se porter au centre et sur les ailes, de manière à pouvoir se replier l'une sur l'autre, et se réunir suivant le besoin.

SECTION 5.

De la réception des malades ou blessés et de leur sortie.

33. Nul ne sera reçu dans les hôpitaux des armées sans un billet contenant ses nom, prénoms, grade ou emploi, lieu de naissance, municipalité et département (1).

34. Ce billet sera signé, pour les militaires, par l'officier commandant la compaguie ou le détachement, le quartier maître et le chirurgien du corps (2): celui-ci indiquera sommairement la nature de la maladie, et les moyens de guérison déjà employés (3).

Les billets, remplis sur des cartouches imprimées, seront écrits lisiblement, sans ratures, et les dates y seront en toutes lettres.

35. Dans le cas où des militaires isolés en route, se trouvant malades, ne pourraient prendre de leurs officiers des billets d'en-

⁽¹⁾ On doit relater avec soin sur les billets d'entrée à l'hôpital, indépendamment des lieux de naissance, cantons et départemens, le lieu du domicile de droit, ainsi que les numéros du registre-matricule: circul. des 11 brumaire an 11 et 23 janvier 1809 A. et du contrôle annuel; tircul. du 18 déc. 1810 A. Les conscrits ne peuvent être reçus dans les hôpitaux saus avoir été affectés à des corps; voy. page 63 du vol. I art. 550. À l'égard des militaires blessés dans une action le billet d'entrée à l'hôpital, celui de sortie, et, en cas de décès, l'extrait mortuaire, doivent faire mention de la nature des blessures, ainsi que de l'affaire où elles ont été reçues; circul. du février 1807. A

⁽²⁾ Pour les militaires détenus et pour ceux qui sont en jugement, les billets d'enviée, signés par l'officier de santé chargé de les visiter, seront visés par l'officier ayant la police supérieure des prisons, ensuite par le commissaire des guerres; circul. du 5 aveil 1809. A

⁽³⁾ L'exécution de cette formalité est spécialement recommandée pour les vénériens; circul. du 17 vendémiaire an 10. A

trée dans la forme ci-dessus prescrite, les commissaires des guerres, en leur absence les maires, expédieront les billets d'entrée, et

sur-le-champ ils en donneront avis au corps (1).

36. Quant aux militaires absens par congé, ou sortant des hôpitaux, qui tomberont malades avant l'expiration de leurs congés on en rejoignant leurs corps, il ne leur sera expédié des billets d'entrée par le commissaire des guerres, ou autres autorités compétentes, que sur le vu du congé ou de l'ordre de route dont ils devront être porteurs, et sur le certificat d'un médecin ou chirurgien du lieu (2).

37. Les employés ou autres salariés attachés au service de l'armée et des administrations militaires, seront reçus et traités dans les hôpitaux en cas de maladie (3): leurs billets d'entrée seront signés par leurs chess respectifs; et il sera fait, pour raison de leur traitement, une retenue sur leur salaire, conformément au

tarif annexé au présent réglement (4).

(4) Voyez au sujet des retenues l'art. 185 du décret du 25 germinal au

13, et la note placée à cet article, num. 537.

⁽¹⁾ Les officiers de santé du lieu doivent avoir préalablement déclare que les militaires sont susceptibles d'être admis à l'hôpital. Leurs certificats doivent être annexés aux billets d'entrée.

⁽²⁾ Militaires en non activité, employés etc. qui peuvent être admis à l'hôpital - Les soldats reformés ne peuvent être admis dans les hôpitaux que pendant les quarante jours qui suivent leur réforme; mais s'ils y sont entrés avant cette époque, ils y restent jusqu'a parfaite guérison, et le prix total de la dépense est à la charge de l'administration de la guerre. Les officiers réformés jouissant d'un traitement de réforme ne peuvent y être admis que lorsqu'ils tombent malades loin de leur domicile, ou lorsqu'ils se trouvent dans le cas d'une grande opération chirurgicale. Les officiers, sous-officiers et soldats jouissant de le solde de retraite penvent y être admis, lorsqu'il est justifié qu'ils sont, par la médiocrité de leurs moyens, hors d'état de pourvoir aux frais de leur traitement: mais il ne peuvent jouir de cette faveur, non plus que les officiers réformes, lorsqu'ils sout atteints de maladies vénériennes; circulaires des 30 messidor an 12 et 28 ociobre 1806. Les uns et les autres ne peuvent être admis dans les hòpitanx d'eaux minérales; voy. l'art. 96 ci-après. Les malades des compagnies de réserve ne doivent être envoyés à l'hôpital militaire qu'au défaut d'hospices civils. Les vétérans destines à former les camps, sont admis à l'hôpital; décision du 15 ventose an 12) Les gardes nationaux sédentaires hlessés en faisant le service das hatteries, doivent être admis dans les hôpitaux; circul. du 8 juin 1810 A. Lorsque les militaires tombent en démence; ils sont envoyés dans les hospices destinés au traitement de cette maladie, et la dépense cu est au compte de l'administration de la guerre, jusqu'au moment où il a été recoanu que le malade, étant inhabile au service, doit être définitivement réforme.

⁽³⁾ Les vivandiers et les blanchisseuses, les ouvriers, les employés attachés aux différens services militaires à la suite des armées; et les domestiques d'officiers, ne peuvent être admis à l'hôpital qu'en temps de guerre; circul. du 28 messid. an 12. Les ouvriers des manufactures d'armes au compte du gouvernement, les ouvriers des fortifications, lorsqu'ils ont été blessés en travaillant, peuvent être admis à l'hôpital militaire. En général les ouvriers externes de l'artillerie, même lersqu'ils sont blessés dans les travaux, n'y sont point admis.

38. Le jour d'une action, la formalité des billets n'étant pas compatible avec la promptitude nécessaire au service, les blessés seront reçus au vu de leurs blessures.

Les préposés de l'administration ne négligeront rien pour se procurer des renseignemens sur les entrans; ils feront de fréquens

appels pour parvenir à les connaître.

39. Dans les quatre jours qui suivront une action, il sera envoyé dans les hôpitaux, des officiers pour reconnaître les malades et blessés de leurs corps respectifs, et pour leur expédier des billets d'entrée, en y rappelant la date du jour de leur arrivée à l'hôpital.

40. Les prisonniers de guerre recevront, dans les hôpitaux, les mêmes soins que les autres malades et blessés; et pour leur réception, on suivra, autant que possible, les formes ci-dessus

prescrites.

41. Lorsqu'un malade se présentera à l'hôpital, le portier appèlera sur-le-champ le chirurgien de garde, qui vérifiera la nature de la maladie.

42. D'après cette vérification, le chirurgien sera tenu de timbrer le billet d'entrée du mot fievreux, blessé, vénérien, ga-

leux, suivant le genre de maladie qu'il aura reconnu.

43. Le billet, ainsi timbré, sera remis au commis aux entrées pour servir à enregistrer le malade, en indiquant le genre de sa maladie. Le billet sera visé, dans le jour, par l'officier de santé en chef; saute de quoi, il sera rejeté comme nul (1).

44. Le commis aux entrées inscrira, en présence du malade entrant, au dos de ce billet, les armes, habits, argent, et effets qui lui appartiennent, pour le tout lui être remis à sa sortie, ou, en cas de mort, à la personne chargée de les réclamer, conformément à l'article 33 du présent réglement.

45. Il sera tenu un registre (2) desdits effets, auxquels seront attachées des étiquettes portant le nom du malade et le jour de son entrée; ces effets seront déposés dans un magasin particulier,

sous la responsabilité de l'économe.

46. Ancun malade ne devant conserver avec lui ses armes, son argent, son uniforme ni ses habits, l'économe sera tenu de les retirer aux entrans, ainsi que leur linge et vêtemens: lui seul en sera le dépositaire légal, et responsable envers les héritiers ou ayant droit des décédés (3).

(1) Les billets d'entrée et de sortie doivent être visés par l'inspecteur de l'iropital.

(3) Le décret du 28 septembre 1806, ci-après num. 522. renferme des dispositions dont le but est d'assurer aux héritiers, le produit de la vente des effets et autres objets laissés par les militaires décédés dans les hê-

pitaux ou dans les prisons,

⁽²⁾ Les effets des militaires entrant à l'hôpital, sont inscrits sur deux registres dont le modèle est joint à la circulaire du 24 juillet 1808 L'un de ces registres est destiné aux effets appartenans aux corps, et l'autre à ceux qui forment la propriété du militaire; voy. le num. 524.

47. L'économe aura soin de faire blanchir la chemise que le malade aura quittée en entrant, afin qu'elle lui soit remise propre lors de sa sortie (1).

48. Après avoir été visité et enregistré, le malade entrant sera conduit dans la salle et au lit que le chirurgien de garde aura

indiqués.

A cet effet les infirmiers de première classe remettront chaque jour, après la visite, à la salle du chirurgien de garde,

l'état et les numéros des lits vacans dans chaque salle.

49. S'il se présentait à l'hôpital, avec un billet d'entrée, un militaire qui ne fût pas malade réellement, ou dont l'état paraîtrait douteux, le chirurgien de garde en préviendra l'officier de santé en chef (2).

50. L'économe ne pourra remettre le billet de sortie à aucun malade, sans que la sortie ait été réglée à la visite par l'officier de santé compétent, lequel sera tenu de dater et signer le billet

en terminant la visite (3).

Dans aucun cas, l'officier de santé ne se permettra de signer à l'avance un billet, sans qu'il ait été préalablement rempli.

51. Lorsque plusieurs malades sortiront, sans être guéris, pour se rendre dans un autre hôpital, il sussira que les officiers de

santé signent la feuille d'évacuation.

52. A l'égard des malades qui seront évacués isolément, il leur sera toujours délivré un billet marqué d'un timbre particulier qui le distingue du billet de sortie ordinaire; ce dernier ne devant, dans aucun cas, être admis comme billet d'évacuation.

6.me SECTION.

Du transport des malades et blessés d'un hôpital dans un autre,

53. Les malades et blessés seront évacués journellement de l'hôpital ambulant sur l'hôpital provisoire le plus voisin (4).

Pour prévenir l'engorgement des hôpitaux de première ligne, les malades et blessés susceptibles de transport seront reversés,

(2) Les officiers de santé en chef sont chargés spécialement de renvoyer aux corps, avec une déclaration motivée, les hommes dans le cas d'être traités à la caserne, qui seraient envoyés à l'hôpital (circul. du 11 flor.

an 13) A.

(4) Les malades ne doivent pas être évacués sur l'hôp. du lieu de leur do-

micile; circul. du 24 germ. an 12. A.

⁽¹⁾ A l'arrivée des malades à l'hôpital, leurs mains et leurs pieds seront lavés à l'eau tiède (instruct. du conseil de santé du 7 ventôse an 2). On doit aussi désinfecter les vêtemens des galeux au moyen d'une fumigation de souffre.

⁽³⁾ Il doit être exactement indiqué et en toutes lettres, le genre de maladie dont est atteint le militaire entrant, et dont a été guéri le militaire sortant, conformément aux quatre genres de fiévreux, blessés, galeux, vénériens (circul. du 22 décembre 1808 A.) Voy. relativement aux distributions qui doivent être faites aux militaires sortant de l'hôpital, l'art. 2/4.

de proche en proche, jusques sur les hôpitaux de troisième et quatrième ligne, s'il est nécessaire.

54. Le commissaire des guerres, chargé de la police, veillera à ce que les dispositions relatives aux évacuations soient faites

dès la veille, de manière que rien ne retarde le départ.

55. Les officiers de santé, chargés du service à l'hôpital ambulant et dans les hôpitaux les plus voisins de l'armée active, désigneront, chaque jour, par une liste nominale, qu'ils signeront, les malades en état d'être transférés le lendemain, en distinguant ceux qui ont besoin de voiture, de ceux qui sont en état de marcher. A cette liste sera jointe la feuille de visite extraite du cahier (1) qui sera tenu conformément aux diverses dispositions prescrites à ce sujet par la section 20 du présent réglement.

56. Toutes les listes nominales, ayant été remises à l'économe, il les rédigera en une seule, dans laquelle il observera les mêmes formalités que pour les billets d'entrée, en spécifiant le

jour d'entrée au premier hôpital (2).

Il donnera sur-le-champ connaissance au commissaire des guerres chargé de la police, du nombre des malades destinés à l'évacuation du lendemain.

57. Les dites listes seront doubles: l'une restera, comme pièce justificative de la sortie, à l'économe de l'hôpital d'où les malades et les blessés auront été transférés; l'autre sera de même une pièce justificative de leur entrée pour l'économe de l'hôpital qui recevra l'évacuation. Ces feuilles n'auront de valeur qu'autant qu'elles seront visées par le commissaire des guerres chargé de la police de l'un et de l'autre hôpital.

58. Les commissaires des guerres seront tenus de faire parveuir, tous les jours, le mouvement des hôpitaux dont la police leur est confiée, au directoire de l'armée (3), afin que celui-ci, d'après le tableau journalier de la situation et des ressources, puisse indiquer et diriger utilement les diverses lignes d'évacuation, et les varier suivant les cironstances, pour éviter les surcharges

et les engorgemens.

59. Le commissaire des guerres connaissant le nombre des malades qui devront être évacués, et la ligne d'évacuation à suivre, en préviendra aussitôt, par une ordonnance ou exprès, son collégue ou l'économe de l'hôpital sur lequel doit se porter l'éva-

(2) Cette formalité doit être remplie avec soin, et l'on doit récapituler, sur le dernier billet de sortie, toutes dates d'entrées aux hôpitaux où auraient séjourné les militaires (circul. du 8 juillet 1806. A.

⁽¹⁾ Les officiers de santé, avant de signer cet extrait, rempliront eux-mêmes la colonne d'observations, ann d'instruire celui qui doit recevoirles maladés, des principaux simptômes relatifs à chacun d'eux (loi du 3 ventôse an 2).

⁽³⁾ Au régisseur général on à l'agent en chef, on rappelle à ce sujet l'observation placée à l'art. 8.

cuation, afin que toutes les dispositions soient faites en conséquence : il réglera en même tems l'heure du départ pour le lendemain, en prenant l'avis des officiers de santé sur les convenances, le tems et la saison, et toujours de manière que les éva-

cuations ne soient saites que de jour en hiver.

60. Lorsque les malades ou blessés pourront être rendus en un seul jour à leur destination, les alimens et autres secours pour la journée, seront fournis par l'hôpital d'où l'évacuation aura été faite (1); quand lesdits malades ou blessés ne pourront arriver qu'en deux jours, il sona établi à mi-chemin, par les soins de l'économe de l'hôpital auquel ils doivent se rendre, un dépôt où il seront reçus pour la nuit, et où des alimons et des lits seront préparés.

61. Pour l'ordre et la sûreté de la route, le commissaire des guerres demandera un détachement de la garde. L'officier ou sous-officier commandant le détachement recevra la consigne du commissaire des guerres; et cependant ledit commandant ne pourra se dispenser d'obtempérer aux réquitions de circonstances que l'officier de santé, ou l'employé d'administration, accompa-

gnant l'évacuation, pourmit lui faire pendant la route.

La consigne à donner aux commandans aura pour objet principal, d'empêcher qu'aucun malade ne s'écarte du convoi, et ne s'arrête pour prendre des boissons ou alimens autres que ceux prescrits par l'officier de santé, de veiller aussi, à ce que, dans La route, il ne se joigne au convoi aucun militaire qui ne serait pas compris sur la feuille d'évacuation: l'employé d'administration tiendra, da son côté, rigoureusement la main à ce que les infirmiers donnent aux malades les soins dont ils auront besoin pendant la route, et à ce que, sous aucun prétexte, les conducteurs ne puissent abandonner les voitures.

62. Si l'on ne pouvait faire usage des voitures affectées au transport des malades, il en sera fourni, sur la réquisition du commissaire des guerres , par l'administration municipale du lieu, ou par les autnes, autorités constituées; ces voitures seront solides, légères, et bien garnies de paille; les préposés de l'administra-

Pour le paiement desdites distributions, il sers alloué, par l'admie, nistration de la guerre, à l'un et à l'autre, la moitié du prix de jour-

née fixé pour chacun d'eux;

Ces demi-journées seront comprises sur les états de trimestre, et sol-

dées de la même manière que ces états;

^{(1),} Lorsque des malades seront évacués d'un hôpital civil ou en entreprise, sur-un aptre établissement, ils recevront, à leur départ de l'hôpital évacuant, la demi-portion du jour, et l'autre demi-portion a l'hôpitat sur lequel so fera l'evacuation.

Pour justifier de la quantité des demi-journées à payer, on se conformera au vœu de l'art. 57 du réglement du 24 thermidor an 8, pertant qu'il sera fait des listes nominales d'évacuation doubles; que l'une restera à l'hôpitul sur lequel mura lieu l'évacuation, comme pièce justihoutive de l'entrée (circul. du 8 juillet 1806 A).

tion seront tenus d'avoir en réserve des cerceaux et les toiles nécessaires pour couvrir ces voitures:

On évitera d'employer, au transport des malades, les caissons destinés à voiturer les effets et comestibles, ces caissons devant

toujours être disponibles au premier ordre.

63. Au moment du départ, on rassemblera dans un lieu séparé les malades destinés à être évacués; on en fera l'appel nominal en présence du commissaire des guerres, lequel ne quittera le convoi qu'après l'avoir vu partir.

Aucun autre malade que ceux désignés dans la feuille d'évacuation, ne pourra faire partie du convoi. L'économe de l'hôpi-

tal en sera responsable.

64. Le convoi sera toujours accompagné d'un ou de plusieurs chirurgiens auxquels seront consiées les seuilles de visite destinées à éclairer les officiers de santé en chef de l'hôpital, qui devra recevoir les malades. Ces chirurgiens remédieront aux accidens qui pourraient survenir pendant la route; ils seront munis, à cet effet, des objets nécessaires.

65. Feront aussi partie dudit convoi, un commis de l'administration, ainsi qu'un nombre suffisant d'infirmiers, pour que les malades ou blessés ne manquent d'aucun secours. Ce commis aux évacuations, chargé pendant la route des détails d'administration, sera porteur de la feuille nominale pour l'économe de l'hôpital où devront arriver les malades: il y sera fait mention de

l'heure du départ.

66. Lors de l'arrivée du convoi à sa destination, il sera faitun nouvel appel des malades portés sur la feuille d'évacuation.

Dans le cas où il se trouverait des militaires autres que ceux dénommés dans ladite feuille, et qui ne seraient pas reconnus malades par les officiers de santé, il en sera rendu compte au commissaire des guerres, pour qu'il les fasse rejoindre sans délai.

Le commandant du détachement prendra ensuite du commissaire des guerres, ou, à son défaut, de l'économe de l'hôpital, un certificat qui indiquera l'heure et l'ordre dans lesquels les malades seront arrivés; il remettra ce certificat au commissaire des guerres du lieu du départ, il lui rendra compte de la conduite qu'auront tenue les malades pendant la route.

Les chirurgiens et les commis aux évacuations rempliront les

mêmes formalités envers leurs chefs respectifs.

67. Les officiers de santé en chef, chargés du service, ne se permettront jamais de désigner, pour être évacué, aucun malade ou blessé dont le transport pourrait compromettre la vie.

Les malades, dont les indispositions seraient légères ou susceptibles d'être terminées en peu de jours, ne seront pas évacués audelà de la première ligne.

68. Il sera tourni, sur la réquisition du commissaire des guerres, à chacun des officiers de santé, ainsi qu'à l'employé qui accom-

pagneront le convoi d'évacuation un cheval de monture équipé (1); et ils seront indemnisés des dépenses de la route, dans le cas où ils ne recevraient pas l'étape.

SECTION 7. :

Des vénériens et des galeux.

69. Il y aura, à la plus grandé preximité des armées, des hôpitaux exclusivement destinés au traitement des galeux et vénériens.

70. Dans le cas où un seul hôpital serait assez spacieux pour contenir les uns et les autres, le local sera disposé de manière qu'il ne puisse, y avoir aucune communication entre eux (2).

71. Les chirurgiens des corps armés senverrent dans les hôpitaux susdits, les militaires auxquels ils auront reconnu des signes vénériens bien caractérisés, ou une gale soit rebelle, soit com-

pliquée.

72. La gonorrhée simple sera traitée à la caserne ou sous la tente. Les officiers de santé chargés du traitement des vénériens, sont autorisés à refuser l'entrée des hôpitaux aux militaires affectés de ces maladies légères; ils les désigneront sur-le-champ au commissaire des guerres chargé de la police, pour qu'il leur fasse rejoindre leurs corps, où ils devront être traités.

73. Tout ce qui est prescrit par le présent réglement, pour l'heure des visites, la distribution des médicamens, celle des alimens, leur qualité, la tenue des cahiers, etc., sera exécuté

dans les hôpitaux des vénériens et galeux.

74. Le chirurgien et le pharmacien chargés de suivre la visite de l'officier de santé en chef, surveilleront l'administration des bains, et s'assureront du degré de leur température.

Il y aura toujours un chirurgien chargé d'assister aux frictions. A la fin du traitement, les officiers de santé veillerout aussi à ce que les vêtemens ue soient rendus aux galeux qu'après avoir été désinfectés dans les formes prescrites.

75. Les militaires affectés de gale simple ou de gonorrhées de

même nature, seront traités sous la tente, savoir:

voy. l'art. 147 du même réglement.

Pour les armées du midi, depuis le 1. et floréal jusqu'au 1. et

¹⁾ Les officiers de santé, n'ont point droit à cette fourniture ni à l'indemnité représentative en revenant d'excorter les évacuations (circul. du 5 août 1807). Cette disposition est applicable aux employés des hôpitaux voyageant dans la même position (circul. du 20 oct. 1807 A) Les infirmiers ont droit à l'indemnité de route (voy. le tarif num. 45). Mais pour leur retour seulement, attendu qu'en accompagnant l'évacuation ils doivent vivre à l'ordinaire préparé pour les matades (même circul.).

(2) Cette communication est également interdite dans tous les hôpitaux;

vendémiaire; et pour les armées du nord, depuis le 1. et prairiel jusqu'au 1. et vendémiaire (2).

76. On suivra, pour les armées de l'ouest, la même mesure

que pour celle du nord.

77. Il y aura dans les camps, ou à la suite de chaque corps d'armée, un certain nombre de tentes placées séparément des autres, lesquelles seront destinées au traitement des galeux.

Les militaires attaqués de gonorrhées simples ne seront point

assujettis à cette séparation pour être traités.

78. Il sera placé un nombre suffisant de sentinelles pour empêcher la communication des galeux avec le reste du camp.

79. Les galeux ainsi traités ne seront point soumis à un régime particulier; ils se réuniront en ordinaires pour préparer leurs alimens comme à la chambrée.

Lorsqu'ils ne seront point en assez grand nombre pour opérer cetté réunion, les alimens leur seront envoyés par leurs compagnies.

80. Les officiers de santé des corps armés qui composeront le camp, seront chargés de ce traitement, chacun pour le corps auquel il est attaché.

31. Le chirurgien du camp le plus ancien de service, aura la surveillance du traitement des galeux, sur sa responsabilité; il convoquera ses confrères tous les dix jours, afin de se concerter sur les moyens d'amélioration qu'ils jugeraient nécessaires.

82. Si parmi les chirurgiens du camp il se trouvait un chirurgien de première classe, la surveillance lui appartiendrait; elle serait dévolue au plus ancien de ce grade, s'il s'en trouvait

plusieurs.

83. Les médicamens strictement nécessaires au traitement, sous la tente, des militaires galeux, ou affectés de gonorrhées simples, seront fournis tout confectionnés par les hôpitaux militaires les plus voisins; on en excepte les boissons qui seront faites sur les lieux.

84. Ces médicamens seront délivrés sur le bon du chirurgient qui aura la survéllance du traitement, lequel sera tenu de justifier de leur emploi par un état détaillé de ses consommations, auquel il joindra le mouvement des galeux, pour le tout être at dressé, à la fin de chaque mois, au directoire près l'armée et aux officiers de santé en chef (2).

85. Ce mouvement sera visé par le commissaire des guerres et le commandant du camp, lesquels seront tenus de visiter sou-

vent ces établissemens, et d'y maintenir la police.

Les chirurgiens chargés de ce traitement se conformeront

⁽t) Du 21 avril au 23 septembre et du 21 mai à la même époque pour les armées du nord.

⁽²⁾ Les corps doivent rembourser, sur la masse générale, le prix des médicamens qui leur auront été fournis par les hôpiteux: les chirurgiens doivent rendre compte des consommations, aux conseils de ces corps.

à tout ce qui est indiqué dans l'instruction du 28 germin. an 6, adoptée par le ministre; et ils rendront régulièrement compte

de ce service aux officiers de santé en chef de l'armée.

86. Le même traitement simple pour la gale et la maladie vénérienne légère, aura lieu, dans les quartiers et casernes, pour les troupes stationnées dans l'intérieur, ainsi qu'à l'armée, dans les cantonnemens et autres positions fixes: le chirurgien attaché à chaque corps de troupe en sera spécialement chargé sous la surveillance du conseil d'administration du corps.

SECTION 8.

Des hôpitaux près les eaux minérales.

87. Indépendamment des établissemens qui existent à Barège et à Bourbonne-les-Bains, il en sera formé, autant que les localités le permettront, à la portée de chaque armée, pour recevoir, pendant la saison des eaux minérales, les militaires auxquels l'usage en sera prescrit (1).

88. Ces établissemens seront formés d'après l'état qui sera dressé chaque année par le ministre de la guerre sur la propo-

sition qui en sera faite par le directoire central.

8). Eu conséquence, le 1. er germinal (2), les chirurgiens attachés aux corps réuniront les militaires auxquels ils croient l'u-

sage des eaux minérales indispensable.

Ils les présenteront à l'examen des officiers de santé en ches de l'armée ou de l'hôpital le plus prochain. La nature des infirmités desdits militaires, ayant été constatée par un procès-verbal signé des officiers de santé, tant de l'hôpital que des corps, et du commissaire des guerres, il sera formé une feuille pour chaque corps; et les feuilles réunies serviront à composer la liste générale pour toute l'armée ou pour toute la division (3).

90. Le commissaire-ordonnateur, après avoir vérifié les listes, donnera les ordres nécessaires pour que chacun des militaires qui y seront compris, soit rendu à sa destination au jour qui y sera

fixé (3).

91. L'ouverture de ces hôpitaux aura lieu, dans les armées et les divisions du midi, du 20 au 30 flor.; et dans celles du nord, du 10 au 20 prairial (4).

(3 Une circulaire du 7 juin 1808 A: rappèle les autorités à l'exécution des mesures prescrites par ces articles, et porte qu'il n'est nullement néces-saire d'en référer au ministre pour l'envoi des militaires aux hôpitaux

d'eaux minerales.

⁽¹ De nouveaux établissemens d'eaux minérales ont été formés près d'Acqui et à Monte Ortone près le Padoue; on fait également usage, pour les militaires, des eaux d'Aix-la-Chapelle. Les officiers de santé des divisions à la proximité des côtes, ne doivent pas oublier que l'eau de la mer est la première et la plus energique des eaux minérales, tant pour l'usage merne que pour les bains et les douches; instruct. du 30 genninal an 10.

⁽⁴⁾ Relativement à l'hôpital de Bourbonne, pour éviter un encombremen Vol. 1V. 2.

L'époque de la clôture desdits hôpitaux, est fixée, pour tous, au 15 vendémiaire.

92. Les infirmités ou blessures qui nécessitent l'usage des eaux, seront énoncées nominativement dans l'état général; mais elles seront sommairement détaillées au dos du billet ou certificat dont

chaque militaire sera porteur.

93. Le billet sera présenté aux officiers de santé de l'hôpital où le militaire sera reçu. Ceux-ci, au moment de la sortie des hommes qui auront fait usage des eaux, exprimeront, à la suite dudit billet, l'effet qui en sera résulté pour chacun, et ce qu'on peut se promettre de succès en recommençant la saison suivante.

94. Les militaires qui, ayant été envoyés aux eaux, y contracteraient une nouvelle maladie, seront traités de la même manière que dans tout autre hôpital militaire, et dans une salle

particulièrement affectée à ces malades.

95. A la réserve de Barrège et de Bourbonne-les-bains, où les réglemens antérieurs continueront d'être observés, tous les hôpitaux à établir, conformément à l'art. 1. er de la présente section, seront formés par le directoire de l'armée, dans l'arrondissement de laquelle se trouveront les sources d'eaux minérales (1). A cet effet, il sera détaché de l'armée le nombre de commissaires des guerres, d'officiers de santé, d'employés et d'infirmiers nécessaires; et les relations de police, celles des services de santé et d'administration, seront les mêmes que dans tous les hôpitaux provisoires sédentaires aux armées.

96. Les avantages qui résultent des eaux minérales, n'étant pas en proportion des difficultés que leur usage présente aux militaires, ni des dépenses qu'entraînent les établissemens qu'elles nécessitent (2), les officiers de santé des armées et des hôpitaux militaires se conformeront à l'instruction rédigée par le conseil de santé, et approuvée par le ministre de la guerre le 28 germinal au 6, sur les moyens de remplacer les eaux minérales na-

turelles par des eaux artificielles (3).

(1) Dans le cas où les armées seraient à un trop grand éloignement de ces hôpitaux, la nécessité de cette mesure doit être constatée par les officiers de santé en chef et le régisseur général : l'ordonnateur en chef transmet

avec son avis, le projet au ministre, qui statue.

(2) Les hôpitaux d'eaux minérales sont spécialement consacrés aux militaires de l'armée active; les officiers réformés et les militaires pensionnés ne peuvent y être admis que su une autorisation spéciale du ministre ; décision du 26 floréal an 13.

(3) L'établissement de ces eaux ne peut néanmoins se concilier avec le peur de consistance d'un hôpital temporaire ou ambulant; il doit être res-

nuisible à la police intérieure de l'hôpital et à la bonté du service, les militaires doivent y être dirigés en deux euvois à peu près égaux, et à deux époques différentes: le premier envoi se composera des malades pour qui les eaux seront d'un usage plus urgent; ils devront airiver à l'établissement dans les vingt derniers jours de mai; le second envoi sera calculé de manière que les militaires ne puissent y arriver avant le 20 du mois d'août.

SECTION 9.

Des hôpitaux civils où les militaires seront reçus.

97. Dans les places de guerre, et dans les villes de l'intérieur où il n'y a point d'hôpital militaire, le soldat sera reçu et traité dans les hôpitaux civils, aux conditions qui seront réglées entre les administrateurs de ces établissemens et le directoire central des hôpitaux militaires (1).

98. La réception des militaires dans les hôpitaux civils, aura lieu au moyen d'un billet d'entrée pour lequel on observera les formalités prescrites pour les divers cas prévus par les articles

97, 98, 99, 100 et 101 (section 9).

99. Lorsque les militaire se trouveront dans un hôpital civil en nombre suffisant pour former une salle particulière, ils y seront réunis (2); et le service qui les concerne sera rapproché le plus possible des dispositions observées dans les hôpitaux militaires, sur-tout en ce qui est relatif aux visites, aux pansemens, à la qualité des alimens et à la police des malades.

100. Le prix des journées du traitement des militaires dans les hôpitaux civils, sera acquitté ainsi qu'il est prescrit aux articles 11 et 12 (section 2 du présent réglement.) (3)

101. Les officiers de santé des hôpiteux civils où des militaires auront été admis, correspondront directement avec le conseil

de santé pour tous les objets relatifs à l'art de guérir.

102. Il sera accordé aux officiers de santé des hôpitaux civils, une indemnité proportionnée à la nature et à l'importance des services qu'ils auront rendus; cette indemnité sera réglée tous les ans par le ministre de la guerre, d'après l'avis du conseil de santé, sur le rapport du directoire central (1).

(3) Voy. les articles 185, 186 et suivans du décret impérial du 25 germinal au 13, num. 537.

treint aux seuls hôpitaux sédentaires: le ministre détermine ceux où il doit avoir lieu.

⁽¹⁾ Le maximum du prix de journée pour les hospices civils de l'intérieur, a été fixé par S. M. à un franc, et le minimum à 80 centimes. Les commissions administratives des hospices civils sont chargées de pourvoir au traitement et à la subsistance des militaires malades, détenus dans les places où il n'existerait pas d'hôpitaux militaires, lorsque par mesure de sûreté l'autorité militaire jugerait convenable de les faire traiter à l'infirmerie de la prison; circul. du 9 octobre 1806. Ces commissions sont de même chargées du soin des sepultures de ceux qui viendraient à décéder étant ainsi traités; circul. du 2 mai 1808 A.

⁽²⁾ Le nombre des malades nécessaire pour la formation d'une salle particulière, est invariablement fixé à vingt. Lorsque leur nombre sera plus considérable, il sera formé autant de salles particulières, séparées de celles des malades civils, que pourront l'exiger la commodité du service et la salubrité, et que les localités le permettront (instruct. du 7 messidor an 12 A).

⁽⁴⁾ Ensuite de l'arrêté du 9 frimaire an 12, num. 519 et de l'instruction du 7 messid. suivant, il doit être spécialement attaché sur la désignation du ministre, un médecin militaire aux hospices qui recoivent ha-

TITRE 2.

Du service de santé. (1)

10.º SECTION.

Des officiers de santé, et de leur nomination.

103. Le traitement des malades dans les hôpitaux militaires continuera d'être confié à des médecins, des chirurgiens et des pharmaciens.

104. Il y aura deux classes de médecins, trois classes de chi-

rurgiens et trois de pharmaciens.

Dans les hôpitaux dont le service exigera plusieurs médecins il y en aura un scul de première classe; les autres seront de seconde

- prescriptions habituelles, le formulaire des hôpitaux militaires; ils devrout mutuellement se demander des avis dans les cas difficiles et compliqués, et réunir leurs lumières pour tout ce qui à rapport à la salubrité, et en général au perfectionnement du service de santé.
- de leurs subordonnés; mais ils ne pourront donner aucun ordre relatif à la police, ni s'immiscer en rien dans les détails de l'administration. Ils adresseront au commissaire des guerres et au conscil d'administration (2), leurs observations sur les objets de police et d'administration, qui leur paraîtront intéresser la santé des malades, afin qu'il y soit pourvu.

107. Le ministre, d'après le rapport du conseil de santé, nommera aux places vacantes et de créations nouvelles d'officiers de

santé de quelque grade que ce soit (3).

108. Les brevets et commissions des officiers de santé, jusques et compris ceux de première classe, seront signés du ministre (4);

bituellement le plus de militaires malades. Les chirurgiens des corps doivent faire le service des salles des malades militaires dans les mêmes hospices, au moyen de quoi l'article ci-desses n'a plus d'effet.

(1) Le service de sante ayant depus, subi une nouvelle organisation, on devra, pour les objets traités dans cette section ainsi que dans la suivante, consulter l'arreté du 9 frimaire an 12, num. 519.

(2) A l'inspecteur

(4) Le ministre commissionne tous les officiers de santé indistinctement. La commission indique la destination de chacun d'eux, les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, et les commissaires des guerres doivent ins-

⁽³⁾ Les nominations se font par le ministre, sur le rapport que lui présente le bureau du personnel de l'administration de la guerre, et d'après l'admission préalable et 'avis écrit et motivé des inspecteurs géneraux. relativement à cette derniere disposition, voyez ci-après le num. 519 article 3.

à l'égard des officiers de deuxième et troisième classe, le ministre instruira de ces nominations les commissaires ordonnateurs, qui expédieront les commissions, et feront connaître les pourvus, chacun en sa qualité.

Sont exceptés de cette dernière disposition, les chirurgiens de deuxième classe attachés aux corps armés, auxquels il continucra

d'être delivré des brevets signés par le ministre.

109. La résidence de tous les officiers de santé attachés au service des hôpitaux de l'armée, sera toujours au dépôt de l'ambulanc", jusqu'a ce qu'ils aient reçu une autre destination, ou

qu'il ait été prononcé sur leur sort.

110. Aucun congé, même de couvalescence, ne sera accordé aux officiers de santé attachés aux armées et aux hôpitaux militaires, que par le ministre, et sur la proposition et l'avis des officiers de santé en chef de l'armée, et le rapport du conseil de sauté (1).

SECTION 11.º

Du conseil de santé et de ses attributions.

(Nota) Le conseil de santé a été supprimé par l'arrêté du 9 frimaire an 12, numéro 519 cet arrêté institue des insperteurs généraux auxquels est confiée une partie des attributions du conseil de santé: les dispositions de la section 11 sont abrogées à l'exception d'une partie de l'article 113 et de l'article 117, qui seront placés par forme de note à l'arrêté du 9 frimaire an 12, aux articles qui traitent des fonctions des inspecteursgénéraux du service de santé. Cette section traitait egalement des hôpitaux d'instruction abrogés par le même arrêté du 9 frimaire an 12.

SECTION 12.

Des officiers de santé en chef aux armées.

119. Il y aura à chaque armée, pour diriger et surveiller les diverses parties de l'art de guérir, un médecin, un chirurgien

et un pharmacien en chef.

Lorsqu'il aura été jugé nécessaire d'attacher à une armée un second médecin, chirurgien ou pharmacien en chef, cet adjoint sera aux ordres du premier, auquel il rendra compte de ses opérations (2).

(1) Sur la proposition et l'ayis des officiers de santé en chef, soit de l'hô-

pital, soit de l'armée, transmis par les ordonnateurs.

crire en marge de chacune des lettres de service, le signarement de l'officier de santé (circ. du 8 ventose an 13) A.

⁽²⁾ Lorsqu'un ou plusieurs inspecteurs-généraux (voy, l'arrêté du 9 frimaire an 12, n.º 519) se trouvent à l'armée, ils remplissent les fonctions d'officiers de santé en chef. Les autres qui sont à la tête du service des divers corps d'armée, prennent le titre de principaux.

120. Le poste des officiers de santé en chef de l'armée sera habituellement au quartier-général, afin qu'ils soient à portée de recevoir et transmettre les ordres nécessaires.

121. Le service du quartier-général sera particulièrement af-

fecté aux officiers de santé en ches.

lement de procurer aux malades une prompte et sure guérison, mais encore de prévenir par leurs conseils les causes qui produisent les maladies, ils prendront, soit par eux-mêmes, soit par la correspondance la plus suivie avec les autres officiers de santé de l'armée, une connaissance exacte de la situation des camps et des lieux occupés par les troupes, de la qualité des eaux potables, et de celle des alimens de tout genre.

123. Le nombre, la force et la destination de chacun des hépitaux ayant été déterminés, les officiers de santé en chef,
réunis, feront de concert la répartition des officiers de santé qui
leur sont subordonnés, dans les divers établissemens et à la
suite des divisions d'ambulance, selon les convenances de l'âge
et de l'expérience, et d'après la fixation établie par la section

suivante (1).

124. Ils feront des visites dans les hôpitaux de l'armée, lorsqu'elles seront jugées nécessaires par le commissaire ordonnateur en chef, d'après le rapport motivé des officiers de santé, et sur l'avis du directoire de l'armée.

125. Le mouvement de l'hôpital ambulant sera remis, chaque jour, aux officiers de santé en chef de l'armée, et celui des autres hôpitaux leur sera adressé tous les dix jours. Cet envoi sera

fait par l'économe de chaque hôpital.

126. Les officiers de santé en chef aux armées tiendront le contrôle exact de leurs subordonnés, en y comprenant les chirurgiens attachés aux corps armés; et ils recueilleront des notes individuelles, qu'ils adresseront tous les trois mois, avec leur correspondance, au conseil de santé établi près le ministre, pour

⁽¹⁾ L'organisation du personnel des hôpitaux des armées est faite par le ministre qui nomme les agens supérieurs et autres, et détermine la proportion de leur nombre par grade, ainsi que celle de la quotité des traitemens. Cette proportion est variable suivant la force de l'armée: voy. la note placée à l'intitulé de la 24.º section ci-après.

le mettre en état de proposer l'avancement et les récompenses dout

chacun sera susceptible (1).

les mêmes officiers de santé en chef entretiendront avec les médecins, chirurgiens et pharmaciens de première clas e, employés dans les hôpitaux, une correspondance suivie sur tous les objets du service relatifs à l'art; ils dirigeront et éclaireront leurs collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions.

128. Ils correspondront régulièrement tous les mois avec le conseil de santé (2), pour lui rendre compte de la situation de leur service, et lui communiquer les observations essentielles que

présenteront les maladies régnantes.

Cette correspondance sera collective pour tout ce qui concerne les service général.

13.º SECTION.

Des officiers de santé chargés du service dans les hôpitaux militaires, permanens et temporaires.

129. Il sera attaché à chaque hôpital militaire un nombre d'officiers de santé de diverses classes, à raison de celui des mala-

des, dans les proportions qui seront indiquées ci-après.

n'excédera pas deux cents; de deux à quatre cents fiévreux, il y aura deux médecins; de quatre à six cents fiévreux, il y aura trois médecins.

Il ne sera attaché qu'un seul médecin à un hôpital de galeux, quel que soit le nombre des malades de ce genre, qui y seraient traités.

131. Le nombre des chirurgiens et pharmaciens de tout grade

⁽¹⁾ Ces notes doivent être adressées au ministre pour le mettre à portée d'accorder les récompenses et l'avancement dont chacun est susceptible.

(2) Avec le ministre.

qui devront être employés dans les hôpitaux, sera déterminé à raison du nombre des malades, ainsi qu'il suit; savoir:

NOMBRE des MALADES.	CHIRURGIENS par grades à employer.	PHARMACIENS par grades à employer.				
jusqu'à 150 ma- lades	3 idem de 3.	pharm. de 2.º cl.50 1 idem de 3.º				
De 150 à 300 mal. ^{es} ou bles- sés	1 chirurg. de 1. classe 1 idem de 2. de 3. dem des , et de 1 pour 50 malades excédant 150; ce qui pour 300 malades , fait 6 chirurgiens de 3. de classe.	🖯 1 pharm. de 2.° 💎 🖠				
De 300 à 450 mal.es ou bles-	1. chirurg. de 1. classe 1 idem de 2. 6 6 idem de 3. 6 Pour 300 malades; plus, 1 chirurgien de 3. 6 classe de supplément pour 50 malades ex- cédant 300 jusqu'à 450.	1 pharm. de 1.º cl.se 1 idem de 2 è				
De 450 à 600 mal.es ou bles- sés	chirurg. de 1.re classe 2 idem de 2.° gidem de 3.° Pour 450; plus, 1 chirungien de 3.° classe de supplément pour 50 malades, excédant 450 jusqu'à 600 malades.	2 idem de 2.º				

⁽¹⁾ L'on observera, ensuite de ce qui a été dit relativement à la nouvelle organisation sur le personnel du service de santé, que les chiroreness de première classe, de deuxieme et troisième, pharmaciens de première,

c' pharmaciens sera déterminé par le commissaire-ordonnateur, l'après l'avis du commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, et les observations des officiers de santé en chef; mais quels que soient le nombre des malades et celui des médecins, chirurgiens et pharmacieus de première classe, il n'y aura qu'un seul officier de santé en chef de chaque profession.

133. Les proportions établies par l'article précédent ne sont point applicables au service des galeux, et il n'y aura qu'un

chirurgien pour cent malades de ce genre.

134. Dans l'application des proportions ci-dessus indiquées, les officiers de santé en chef aux armées devront preudre pour base le meuvement habituel de l'hôpital, et ne pas se régler sur la fixa-

tion du nombre de lits que le ministre y fait entretenir.

135. Les officiers de santé en chef, dans les hôpitaux permanens ou temporaires, se concerteront entre eux pour la répartition du service et la rédaction de la correspondance, ainsi que pour la distribution des chirurgiens et pharmaciens de deuxième et troisième classe qui doivent suivre les visites et les pansemens, de manière que tous puissent s'instruire dans les diverses parties de leur service respectif, se suppléer, et alterner avec un égal succès.

136. Les officiers de santé en chef des hôpitaux permanens correspondront tous les mois avec le conseil de santé (1), auquel ils doivent compte de l'exercice de leurs fonctions: ces comptés seront collectifs pour tout ce qui concerne le service général. Ils lui adresseront, tous les trois mois, chacun pour son service, l'état nominatif des officiers de santé employés à l'hôpital, avec des notes particulières sur les talens, les mœurs et la conduite de ceux de deuxième et troisième classe.

Ce dernier état sera remis par eux, à la même époque, au

commissaire des guerres ayant la police de l'hôpital (1).

137. Les officiers de santé chargés des fonctions de chefs dans les hôpitaux temporaires et ambulans, seront tenus de correspondre régulièrement tous les mois, et plus souvent s'il est nécessaire, avec les officiers de santé en chef de l'armée, sur tous les objets du service dont ils sont chargés; ils leur adresseront, tous les deux mois, l'état de leurs collaborateurs, avec des notes sur les talens, le zèle et la conduite de chacun d'eux.

138. Ils tiendront note exacte du nombre des malades existans

(1) l'ons ces renseignemens doivent parvenir au ministre par l'intermé-

piure du commissaire des guerres et de l'ordonnteur.

de deuxième et de troisième classes, sont actuellement désignés par les titres de chirurgièns-majors, chirurgiens - aides-majors, chirurgiens-sons-aides -majors. Il en est de même pour les pharmaciens; voyez l'acreté du 9 frimaire an 12 num. 519.

vré par les préposés de l'administration que sur les bons du chirurgien en chef.

153. Il fera composer des caisses assorties de ces appareils, lesquelles seront, par ses soins, remises dans les magasins de l'administration, pour être ensuite réparties, avec les autres moyens

de secours, par tout où il en sera besoin.

154. Les chirurgiens de première, deuxième et troisième classe, attachés à l'armée, seront formés en divisions par le chirurgien en chef, qui les distribuera suivant les besoins du service; chacune de ces divisions sera composée de six chirurgiens, un de première, un de deuxième, et quatre de troisième classe; elles pourront être subdivisées suivant l'exigence des cas.

155. Lorsqu'une action aura été prévue, le chirurgien en chef rappellera à l'ambulance tous les chirurgiens de divers grades qui ne seraient pas absolument nécessaires dans les hôpitaux temporaires; ces chirurgieus, en retournant ensuite à leur poste,

accompagneront les blessés qui pourraient être transportés.

156. Dans le cas où les chirurgiens des hôpitaux de l'armée ne pourraient suffire à l'urgence du service, les chirurgiens des corps armés seront appelés par le chirurgien en chef pour les suppléer: il pourra aussi requérir les chirurgiens de deuxième et troisième classe des hôpitaux permanens qui se trouveraient à proximité de l'armée; à cet effet, la demande, visée par le commissaire-ordonnateur en chef, sera adressée au commissaire des guerres chargé de la police, qui jugera si le secours mo-inchtané peut être fourni sans nuire au service habituel de l'hôpital.

157. Le jour d'une bataille, le chirurgien en chef se tiendra à l'hôpital ambulant; il attachera à chacune des, divisions d'ambulance prescrites par la section 4 du présent réglement un nombre suffisant de chirurgiens, qui seront munis de tous les objets nécessaires au pansement et au transport des blessés.

Le chirurgien en ches ordonnera à l'ambulance volante de porter des sécours par-tout où l'action paraîra plus vive: les divisions de l'ambulance suivront les mouvemens de l'armée; et après avoir donné les premiers secours aux blessés, elles les seront évacuer sur les hôpitaux de première et de deuxième ligne.

Ces divisions de chirurgiens agiront toujours de manière à pouvoir se replier l'une sur l'autre, on à se réunir toutes, suivant les besoins et les ordres qui seront donnés.

de l'administration; des journées d'ouvriers qui seraient employés à ces préparations; et que les comptables qui en auraient acquitté le prix, ou les fonctionnaires qui en auront donné l'ordre ou l'autorisation, en seront pécuniairement responsables: sauf toutefois le cas, où des circonstances impérieuses ne permettraient pas de se conformer à ces dispositions, sans compromettre le service des blessés. Alors seulement, l'emploi des ouvriers peut être autorisé, et le ministre doit en être informé.

158. Lors du siège d'une place, le chirurgien en chef ordonnera, pour le service de la tranchée, une division de chirurgiens, qui seront munis de tous les objets convenables. Cette division sera remplacée par une autre, à l'heure où l'on relève la tranchée.

159. Le chirurgien de première classe est, à l'armée et dans les hôpitaux, le chef d'une division de chirurgieus; ses collaborateurs sont tenus d'exécuter tout ce qu'il leur ordonnera de relatif au service immédiat des malades ou blessés confiés à ses soins.

160. Le chirurgien de première classe veillera à ce qu'il ne soit reçu dans les salles des blessés aucun fiévreux, ui aucun homme affecté de gale ou de maladie vénérienne, lesquels doivent être traités dans des emplacemens séparés.

161. Dans les hôpitaux, le chirurgien ple première classe chargé du service, aura soin qu'il y ait toujours en réserve un certain nombre d'appareils pour les grandes opérations, les fractures et les luxations des grandes extrémités.

162. Il ordonnera et dirigera, pendant l'hiver, les dissections nécessaires à l'instruction; il veillera à ce qu'elles soient exécutées avec la circonspection et la décence qu'elles exigent.

163. Les chirurgiens de deuxième et de troisième classe obéiront au chirurgien de première classe et au médecin pour tout ce qui concerne le service des malades.

164. Il est également enjoint aux chirurgiens de troisième classe d'obéir aux ordres qui leur seront donnés pour le service,

par les chirurgiens de deuxième classe.

165. Indépendamment des fonctions particulièrement attribuées aux chirurgiens de deuxième classe, ils seront tenus d'exercer, en toutes circonstances, celles des chirurgiens de troisième classe, excepté dans le cas où ils seront détachés en chef avec une subdivision, et lorsqu'ils rempliront momentanément les fonctions de première classe.

16. SECTION.

Des pharmaciens.

166 Les pharmaciens de diverses classes (1) recevront et exécuteront les ordres du pharmacien en chef, non seulement pour le service de la pharmacie et des salles, mais encore pour celui du laboratoire et du dépôt des médicamens établis à la suite-de chaque armée.

167. Le dépôt de médicamens établi à la suite de chaque armée pour servir à l'approvisionnement de toutes les pharmacies de la division, sera confié à un pharmacien de première classe, qui sera responsable; il aura pour collaborateurs un nombre de phar-

⁽¹⁾ Voy. relativem. aux classes de pharmaciens, la note placée à l'art. 131

maciens de différentes classes jugé nécessaire par le pharmacien en chef, et qui sera approuvé du commissaire-ordonnateur.

168. Le pharmacien en chef de l'armée exercera sur ce dépôt la plus exacte surveillance, et se fera rendre compte de toutes

ses opérations.

169. Indépendamment du compte auquel le pharmacien chargé du dépôt est tenu à l'égard de son chef conformément à l'article précédent, il remettra, tous les mois, au directoire (1) de l'armée, l'état de situation de son magasin: cet état sera composé de l'existence en magasin, au 1. er du mois, des recettes, des dépenses, consommations ou envois, et du restant en magasin au trente du même mois, et il sera accompagné des récépissés et autres pièces justificatives.

170. Le pharmacien de première classe dans un hôpital, désignera, tous les jours, pour être de garde pendant vingt-quatre heures, chacun à son tour, le nombre de pharmaciens néces-

saire au service.

Le pharmacien de garde ne pourra s'éloigner de la pharmacie

pendant le tems de sa garde.

171. Les pharmaciens chargés de suivre les visites d'après la répartition faite par les chefs, se rendront dans leurs salles respectives une heure au moins avant la visite du matin, pour ad-

ministrer les médicamens prescrits la veille.

à la main: chaque pharmacien les verra prendre au malade, asin d'éviter les erreurs, et d'expliquer aux officiers de santé en chef les raisons pour lesquelles, de concert avec les chirurgiens de garde, il aurait jugé à propos d'en suspendre l'administration; et en cas de refus de la part du malade, son numéro sera noté et désigné à la prochaine visite.

173. Le pharmacien en chef de chaque hôpital veillera à ce que les balances et les poids soient parfaitement ajustés et étalonnés; il ne permettra jamais que les médicamens, de quelque espèce qu'ils soient, sortent de la pharmacie sans avoir été pesés

ou mesurés et étiquetés.

174. Il se conformera à ce qui est prescrit par l'art. 169, relativement au compte qu'il doit de ses opérations et de la manutention, tant à son chef de service qu'au directoire de l'armée.

En conséquence, il sera tenu de remettre, chaque mois, à l'économe, le compte appuyé de pièces dans la forme indiquée par l'article précité; il y joindra les cahiers de visite et les relevés de visites journalières, signés par les pharmaciens qui les auront suivies.

175. Les pharmaciens, attachés peudant la campagne à une division d'ambulance, ne s'éloigneront pas du caisson affecté au

⁽¹⁾ Au régisseur général.

transport de la pharmacie, asin d'être toujours à portée de parer sur-le-champ aux événemens qui pourraient survenir en route, et d'avoir sous la main les différens articles indispensables au service.

176. Les pharmaciens de seconde classe, indépendamment des fonctions qui leur seront déléguées par le chef, exerceront, en toute circonstance, celles de pharmaciens de troisième classe, conformément à ce qui est prescrit pour les chirurgiens de seconde.

177. Nul pharmacien ne pourra être employé dans un hôpital militaire, lorsqu'il aura un établissement de pharmacie dans la

même commune.

SECTION 17.

Des pharmacies.

178. La pharmacie d'un hôpital permanent sera toujours dans un local suffisamment éclairé, sec, commode, au centre de toutes les parties du service, et pourvu de dissérens accessoires, tels que laboratoires, tisanerie, jardin, grenier, cave etc.

179. Dans un hôpital temporaire, le pharmacien chargé en chef du service, se bornera à faire placer dans la pharmacie et le laboratoire, de simple rayons pour y distribuer, par ordre,

tous les objets destinés à ce service.

180. Tous les vases, boîtes et bocaux rangés dans la pharmacie et le laboratoire, seront étiquetés en français, et ne pourront rensermer qu'une seule et même espèce de médicamens.

181. Le service de la pharmacie, exigeant une continuelle activité, elle ne sera jamais fermée ni abandonnée par les pharmaciens. Celui qui se trouvera en chef, veillera à ce que ses collaborateurs ne s'absentent point pendant le tems des visites, des préparations et des distributions.

182 L'approvisionnement de la pharmacie sera toujours calculé sur les besoins, de manière que les articles susceptibles de s'al-

térer, puissent être renouvelés dans le cours d'une année.

183. Les demandes en médicameus pour le service des hôpitaux permanens de l'intérieur, seront adressées un mois à l'avance au directoire central, et calculées sur la consommation présumée de trois mois, d'après des états signés par les chess du service de santé, et visés par le commissaire des guerres chargé de la

police de l'hôpital (1).

Quant à la demande d'approvisionnement des pharmaciens des hôpitaux temporaires, tant sédentaires qu'ambulans, elle sera adressée au directoire de l'armée par les chess du service de santé attachés auxdits hôpitaux, d'après des états signés d'eux, et visés par les commissaires des guerres qui en auront la po-lice; il y sera pourvu par le dépôt établi le plus à proximité, d'après les ordres du directoire de l'armée.

⁽¹⁾ Les demandes de médicamens pour le service des hôpitaux de l'intérieur doivent être faites pour six mois sur des états revêtus des formalités

184. Dans le cas où un médicament ne se trouverait point dans la pharmacie, les pharmaciens ne se permettront jamais d'en substituer un autre; ils avertiront sur-le-champ l'officier de santé qui l'aura prescrit, afin qu'il détermine lui-même les moyens d'y suppléer.

185. Il est expressément défendu d'employer les médicamens simples et composés à aucun autre usage qu'au traitement des malades portés sur les cahiers de visite de l'hôpital, à l'exception seulement du cas prévu par les art. 81 et 82 du présent

réglement (1,.

186. Les ustensiles affectés au service de la pharmacie ne seront jamais employés à aucun usage domestique. L'étamage des vaisseaux de cuivre sera souvent renouvelé; et indépendamment de cette précaution nécessaire, les pharmaciens auront l'attention de n'y point laisser séjourner les remêdes qu'ils y auront préparés.

187. Les pharmacies ambulantes ne seront composées que des

objets propres à donner les premiers secours.

188. Dans le cas où, lors d'une retraite, on serait forcé d'abandonner des malades à l'ennemi, le pharmacien délivrera les médicamens jugés nécessaires par les officiers de santé en chef, qui en signeront l'état, à l'officier de santé qui sera chargé de rester près de ces malades pour en suivre le traitement : celuicien donnera récépissé, et sera tenu d'en rendre compte à son retour.

189. Les pharmaciens ne pourront délivrer ni vin, ni eau-devie, ni sucre, ni miel, ni lait, à moins que ces objets ne soient sous forme de médicamens, et en exécution des prescri-

ptions portées sur les cahiers de visite.

100. Les officiers de santé en chef d'une armée ou d'un hôpital, visiteront souvent le dépôt des médicamens, ainsi que la pharmacie de l'hôpital, pour constater la nature et la qualité des objets qui s'y trouvent, et s'assurer si les quantités sont dans les proportions qu'exige la sûreté du service.

18.º SECTION.

Du magasin général des médicamens, et des dépôts de méme nature à la suite des armées.

dicamens; ce magasin ne contiendra que les drogues simples, nécessaires à la préparation des médicamens, dont la manipula-lation en grand assure la perfection, l'efficacité et l'économie. On

prescrites par l'art. 183, et transmis au ministre par l'ordonnateur; instruct. du 5 décembre 1806, art. 7 et 10 voy. l'analyse.

⁽¹⁾ Excepté les cas prévus pour les maladies légères des condamnés ou prisonniers.

ne s'occupera, dans ledit laboratoire, que des compositions nécessaires pour remplir ce but (1).

192. L'approvisionnement de ce magasin sera fait dans la pro-

portion des besoins présumés pour un an.

La nature et l'espèce de médicamens, les véritables sources d'où il faudra les tirer, et le moment le plus opportun pour se les procurer, seront indiqués par le conseil de santé, dans un tableau annexé au formulaire des hôpitaux militaires.

193. Le nombre des pharmaciens à attacher au magasin central, sera réglé sur le rapport du conseil de santé, et d'après

les travaux de cet établissement.

194. On se conformera, pour la réception des médicamens exotiques et indigènes dans le magasin général, à ce qui est

prescrit par l'article 117 du présent réglement.

places de commerce, qu'au préalable elles n'aient été examinées par des experts nommés par le commissaire des guerres, ou telle autre autorité compétente. Le certificat de cette vérification sera annexé à la facture, qui, à défaut de cette formalité, ne pourra être allouée en compte (2).

196. Il sera établi à la suite de chaque armée, et, autant que les circonstances le permettront, auprès des hôpitaux d'instruction, un dépôt de médicamens simples et composés pour l'approvisionnement des pharmacies des hôpitaux permanens, tempo-

raires et ambulans de la division.

Ce dépôt sera sous la surveillance des officiers de santé en, chef, et soumis aux règles prescrites par les articles précédens,

et par les articles 167, 168 et 169.

197. On préparera, dans le laboratoire des hôpitaux d'instruction, toutes les compositions galéniques et chimiques, indiquées dans le formulaire, et qui ne font point partie de celles qui doivent être expédiées du magasin de Paris (3).

198. Sous quelque prétexte que ce soit, les pharmaciens ne pourront faire des achats de médicamens, ni des sournitures particulières, même par abonnement, pour le service des pharma-

cies d'hôpitaux.

199. Les pharmaciens, chargés en chef de la manutention du magasin central, remettront, tous les trois mois, au directoire des hópitaux (4), l'état de situation de l'établissement, et le compte de leur gestion, dans la forme établie par l'article 169.

risation préalable du ministre, ou de l'ordonnateur en cas d'urgence (instruct. du 5 décembre 1806 art. 14)

(3) Dans le laboratoire de chaque hôpital, les hôpitaux d'instruction étant supprimés.

⁽¹⁾ Ce magasin est désigné sous la dénomination de pharmacie centrale.
(2) Le pharmacien ne peut faire aucun achat de médicamens sans l'autorisation préalable du ministre, on de l'ordonnateur en cas d'urgence

⁽⁴⁾ Pour la tenue et la comptabilité, la pharmacie centrale est astreinte aux mêmes règles que les dépôts de pharmacie.

Vol. IV. 3.

19.º SECTION.

Des infirmiers (1).

200. Les infirmiers, employés dans les hôpitaux militaires et dans les ambulances, obéiront aux ordres qui leur seront donnés par les commissaires des guerres, par les officiers de santé, l'économe

et les employés d'administration (2).

201. Ils obéiront également à l'infirmier de première classe, lequel sera responsable du service de ses subordonnés, tant en ce qui concerne les soins à donner à chacun des malades, que pour l'exécution des ordres généraux de propreté et de salubrité.

202. L'infirmier en chef sera spécialement chargé de distribuer aux infirmiers le linge de corps et de lit destiné à renouveler celui des malades, et de veiller à la remise exacte du linge

sale. Il sera responsable de ces objets envers l'économe.

203. Il sera commandé, pour être de garde, et pour veiller pendant la nuit dans chaque salle, un nombre suffisant d'infirmiers, dans la proportion de celui des malades. L'ordre, à cet égard, sera donné à l'infirmier de première classe, par le commissaire des guerres; en son absence, par l'économe, de concert avec le médecin et le chirurgien de première classe.

204. Tout infirmier de garde pendant la nuit, qui sera trouvé endormi, sera puni d'une amende égale à deux journées de son

salaire.

205. Tont insirmier, qui sera convaincu d'avoir traité les malades ou blessés avec négligence ou dureté, sera privé de son emploi, où puni suivant ce qui sera jugé par le commissaire des

guerres, d'après le rapport qui lui en sera fait.

206. Les infirmiers qui se seront rendus coupables des fautes ou de délits relatifs au service ou à la fidelité, seront punis par le commissaire des guerres, sur les plaintes de l'économe ou des officiers de santé, ou, si le cas l'exige, ils seront renvoyés aux tribunaux ou aux conseils militaires, d'après les dispositions du code de police correctionnelle.

⁽¹⁾ L'on doit observer relativement aux dispositions que renferme cette section, que par décret du 13 avril 1809, il a été créé dix compagnies d'infirmiers (actuellement au nombre de onze et nommées compagnies d'ambulance) pour le service des armées et des hôpitaux. - Les sous-officiers et soldats de ces compagnies dès qu'ils sont employés au service actif des hôpitaux ou ambulances, sont soumis à l'egard des employés, à la même subordination et à la même discipline que celles établies par l'arrêté du 24 thermidor an 8: hors des ambulauces et des hôpitaux, ils ne sont soumis à d'autre autorité qu'à celle de leurs chefs et des commissaires des guerres, sous la police spéciale desquels ils se trouveront. Voy. au surplus le décret du 13 avril 1809, numéro 161, vol. II.

⁽¹⁾ On confie la garde des salles d'officiers aux infirmiers les plus intelligens (circ. du 25 nivôse an 9) A.

207. D'après le rapport de l'économe et des officiers de santé, sur ceux des infirmiers qui auront bien mérité, le commissaire des guerres proposera, tous les trois mois, au commissaire-ordennateur, les gratifications extraordinaires dont ils paraîtront susceptibles.

208. Les infirmiers de première et deuxième classe seront nourris dans l'hôpital à la portion du malade; mais il leur est expressément défendu d'emporter leurs portions hors de l'hôpital, sous peine de punition, et d'être privés de leur emploi en cas

de récidive.

lance à la suite des colonnes d'armée, recevront, au lieu de la nourriture réglée par l'article précédent, la même ration de vivres que le soldat, laquelle leur sera délivrée des magasins de subsistances militaires, sur les bons de l'économe visés du commissaire des guerres: quant à la boisson, le compte leur en sera fait tous les mois au taux qui sera réglé par l'administration (1).

210. Ils seront vêtus d'une soubreveste, d'un pantalon de toile pour l'été, et de laine pour l'hiver, qui seront fournis par l'administration. Ces vêtemens leur seront retirés par l'économe, dans le cas où ils resteraient moins d'une année au service de

l'hôpital (2).

211. Les infirmiers seront nommés par le directoire central (3).

212. Les infirmiers qui tomberont malades dans l'exercice de leurs fonctions, seront traités à l'hôpital comme les autres militaires, et il leur sera fait retenue de la moitié de leur salaire pour le tems qu'aura duré leur maladie.

213. En cas de désertion, ils seront jugés suivant les lois rendues contre les militaires déserteurs qui leur sont applicables.

20.° SECTION.

De la visite et du pansement des malades et blessés.

214. A l'hôpital ambulant, la visite du matin précédera le départ de l'évacuation au moins d'une demi-heure; et la visite du soir se fera une demi-heure après l'arrivée, et lorque les malades auront été placés convenablement.

215. Dans les hôpitaux permanens et temporaires, les visites du matin se feront régulièrement à six heures du (4) premier germinal au premier vendémiaire, et à sept heures du premier vendémiaire au premier germinal; elles commenceront plutôt si le nombre des malades l'exige, pour que la distribution des re-

(4) Du premier avril au premier octobre.

⁽¹⁾ Ces dispositions ainsi que celles des trois articles suivans ne sont point applicables aux sous-officiers et soldats des compagnies d'infirmiers.

⁽²⁾ Tontes les dimensions que devront avoir ces effets, ont été réglées par la décision du 26 mars 1810; circul. du 22 avril 1810 num. 527.

⁽³⁾ Voy. relativement à la nomination des infirmiers le num. 521.

mèdes se fasse toujours au moins une heure avant celle des alimens, et que celle-ci n'éprouve aucun retard: les visites du soir seront faites chaque jour à l'heure jugée la plus convenable par les officiers de santé; celle du chirurgien ne pourra être faite qu'après le pausement.

216. Pour faciliter les visites et prévenir les équivoques dans

la distribution des alimens, chaque lit sera numéroté.

217. Indépendamment des visites du matin et du soir, les médecins et les chirurgiens de première classe seront tenus d'en faire d'autres toutes les fois que la gravité des maladies et des blessures l'exigera.

En conséquence il est enjoint au chirurgien de garde, dans tous les cas graves et périlleux, de faire avertir les officiers de santé supérieurs, pour qu'ils se rendent à l'hôpital sans retard, à l'effet de donner à ces malades et blessés tous les secours dont l'application différée pourrait entraîner des suites fâcheuses.

218. Les médecins et les chirurgiens chargés de la visite, seront précédés, à l'hôpital, par les chirurgiens et les pharmaciens de deuxième et de troisième classe, qui s'y rendront avant le pansement et la visite du matin pour préparer les cahiers de celle du jour, par ordre de numéros et par noms des malades.

219. Ces cahiers, dont chaque feuille sera tracée selon le modèle annexé au formulaire des médicamens des hôpitaux militaires, serviront au chirurgien et au pharmacien qui suivront

la visite, à écrire toutes les prescriptions.

220. Les cahiers de visite seront alternatifs, afin que l'officier de santé qui prescrit, ayant toujours à la main et sous les yeux le cahier de la veille, puisse vérifier plus sûrement si les prescriptions en alimens et médicamens ont été fidèlement exécutées, et juger de leurs effets.

221. Les médecins et chirurgiens seront pareillement suivis d'un pharmacien, qui leur rendra raison des remèdes ordonnés précédemment, et de l'administration desquels il aura été particulièrement chargé. Il écrira sur son cahier toutes les prescriptions

de l'officier de santé faisant la visite.

222. Le sous-officier de planton, ou le commandant de la garde de l'hôpital, assistera exactement aux visites, afin de faire observer l'ordre et le silence.

223. Les infirmiers de garde et celui de chaque quartier, suivront aussi la visite, pour rendre compte aux officiers de santé
de ce qu'ils auront remarqué, et prendre leurs ordres sur les
soins à donner aux malades et blessés.

224. La prescription du régime sera toujours faite à haute voix, afin que chaque malade sache ce qui doit lui être donné en alimens. Les prescriptions seront écrites en français: on ne pourra se servir d'aucun caractère chimique ou pharmaceutique pour désigner la substance et les doses, et il ne sera employé d'autres

abréviations que celles adoptées à la suite du formulaire des hô-

pitaux militaires (1).

225. Les cahiers seront au moins de douze feuilles liées ensemble; ils seront écrits lisiblement, entretenus dans la plus grande propreté, datés et signés à la fin de chaque visite par l'officier de santé qui l'aura faite, et par ceux qui l'auront écrite.

226. Dans les cas graves qui exigeront la réunion des connaissances du médecin et du chirurgien, ils seront tenus de s'appeler réciproquement en consultation pour déterminer le traitement ou l'opération à faire : dans ce cas le résultat de la consultation sera porté sur la colonne d'observations du cahier de

visite; qui sera sigué par les consultans.

pharmaciens qui l'auront suivie, se réuniront en présence des médecins et des chirurgiens en chef pour collation ser leurs cahiers et rectifier les erreurs qui auraient pu s'y glisser. Le chirurgien qui aura suivi la visite fera un relevé des ordonnauces concernant le régime alimentaire, et, après l'avoir signé, il le remettra à l'économe pour qu'il pourvoie et qu'il veille à leur exacte observation. Le pharmacien portera son cahier à la pharmacie, où les remèdes ordonnés seront préparés pour être ensuite distribués.

228. Les relevés de visite, prescrits par l'article précédent, formant, pour l'économe, la pièce justificative de ses dépenses et consommations journalières, contiendront le sommaire de tous les alimens à distribuer, et cadreront, pour le nombre d'hommes, avec le mouvement, de manière que le total des portions et fractions de portions, réuni avec celui des diètes, donne un nombre égal à celui des malades existans dans le jour.

229. Les officiers de santé communique vont leurs cahiers à l'économe, afin de le mettre en état de s'assurer de l'exactitude

des relevés qui lui seront remis.

Lorsque les cahiers de visite seront remplis, ils seront remis à l'économe, qui les conservers pour les représenter au besoin (2).

230. Les officiers de santé en chef ayant seuls le droit d'ordonner, chacun en ce qui le concerne, les remèdes et le régime des malades et blessés, il est expressément défendu à toutes personnes, quels que soient leurs grades ou leurs pouvoirs, de s'apposer à l'exécution des ordonnances desdits officiers de santé,

(1) Il est défeudu, sous les peines les plus sévères, aux sous-aides, suivant la visite de faire copier, par des malades ou autres, les feuilles de prescription.

⁽²⁾ Ces cahiers doivent être tenus sans ratures ni surcharge; ils seront visés par l'inspecteur, cotés et paraphés par le commissaire des guerres (circul. du 9 germ. an 10). Les relevés doivent ê re signés par les officiers de santé en chef (circul. du 29 thermid. an 11 Å). La ponctuelle exécution de ces mesures est très-essentielle.

ni de rien prescrire de leur propre mouvement sur cette partie du service.

231. Le chirurgien chargé en chef du service aura soin de faire le pansement un peu avant la visite du médecin, asin que s'il y avait quelques cas graves, ils pussent en consérer, et agir_

en tout pour le bien du service.

232 Ce chef pansera ou fera panser les malades chaque sois qu'il le jugera nécessaire; lui seul sera les opérations majeures, ainsi que le pansement des blessures graves: il pourra cependant saire exécuter par ses subordonnés, mais toujours sous ses yeux,

les opérations dont il les jugera capables (1).

233. Il tiendra la main à ce que les pansemens ne soient commencés que lorsque tous les appareils seront prêts, afin de ne point exposer les plaies à l'impression de l'air. Les chirurgiens de deuxième et troisième classe qui suivront les pansemens, auront soin de tenir les appareils prêts et suffisamment garnis de bandes, compresses et onguens usuels, le tout dans la plus grande propreté: ces préparatifs seront disposés dès la veille pour servir au moment du besoin.

234 Le pansement des blessés précédera toujours la visite.

Indépendamment des officiers de santé qui doivent suivre le chirurgien en chef, ceux attachés aux différentes salles de blessés ou de vénériens, le suivront aussi pour leur propre instruction, et pour lui donner des notions sur chaque blessé, s'il en a besoin.

235. Tous les objets nécessaires au pansement ne sont délivrés à la pharmacie, à la dépense, au magasin, que sur des bons particuliers faits par les chirurgiens de première classe, au-fur-et-à-mesure de leurs besoins; et par le chirurgien de garde, dans les cas urgens et imprévus.

236. Ces bons n'auront de valeur qu'autant qu'ils seront faits sans ratures, exprimés en toutes lettres, signés du chirurgien qui les aura faits, et visés de l'officier de santé qui aura dicté la visite.

Il ne sera fait de bons à la pharmacie que pour les objets qui

ne seront pas portés sur les cahiers de visite.

237. La quantité de linge à pansement sera exprimée dans ces bons en raison de sa qualité; de sorte que les lez d'un drap seront exprimés par mètres, et le linge d'une autre forme, par son poids (2).

238. Dans les salles de siévreux, les chirurgiens de deuxième classe seront spécialement chargés de surveiller le service

⁽¹⁾ Il doit s'assurer de temps en temps que les instrumens de chacun de ses subordonnés, sont eu bon état (loi du 3 rentôse an 2).

⁽²⁾ Les bons dont il est question doivent exprimer en toutes lettres la dénomination de grand ou de petit linge, celle de bandes et compresses, et le poids particulier de chaque espèce de linge; circul. du premier septembre 1807 A.

de la chirurgie. Ils veilleront à ce que les saignées soient faites et les topiques appliqués aux heure prescrites; ils prendront toujours les ordres des médecins chargés du service, et ils les préviendront de tous les cas extraordinaires.

239. Chaque jour le chirurgien en chef de l'hôpital nommera un ou plusieurs chirurgiens pour être de garde pendant vingtquatre heures, qui commenceront à l'issue de la visite du ma-

tin, et finiront le lendemain à pareille heure.

Il y aura un chirurgien de garde pour trois-cents malades, deux pour cinq-cents et au-delà, et trois pour neuf-cents et plus.

- 240. Les officiers de santé de garde devront être toujours prêts à porter des secours par-tout où il est nécessaire il leur est expressément défendu de sortin de l'hôpital et de se déshabiller pour se coucher.
- 241. Il y aura, à proximité des salles, une chambre pour le chirurgien de garde; sa destination sera inscrite au-dessus de la porte. Cette chambre aura une cheminée ou un poële, et le chauffage sera fourni par l'économe; elle sera éclairée d'une lampe; et le chirurgien de garde aura toujours une autre lumière sa disposition, pour l'éclairer pendant ses fonctions de la nuit.

21. SECTION.

Des alimens et de leur distribution.

- 2/2. La portion d'alimens pour chaque malade, sera, par jour, d'un demi-kilogramme de viande, deux tiers de bœuf et l'autre tiers de veau ou de mouton; lequel demi-kilogramme (une livre environ) poids de marc, de viande cuite et sans os, doit revenir à-peu-prés aux 9/16; de huit hectogrammes de pain (1), entre le bis et le blanc, de pur froment et bien cuit, d'un demi-litre de vin, de bonne qualité, et vieux autant qu'il sera possible : il sera fourni, en outre, le sel et le vinaigre nécessaires.
- 243. Les alimens et boissons pour la journée entière du malade, seront sixés, dans la visite du matin, par les officiers de santé en chef.
- 2/1/1. Lorsqu'un malade sera désigné pour la portion entière, il ne pourra lui être prescrit d'autres alimens que ce qui est réglé par l'article 1.er (présente section). Les prescriptions d'alimens ordinaires seront toujours établies par portions entières, trois quarts, demi et quart de portion, de manière que le pain de la soupe soit pris sur la ration prescrite (2).

(1) Sept hectogrammes et demi; réglement du 20 germinal en 12 A.
(2) Lorsque les malades sont guéris, il ne doit leur être fait, aucune distribution d'alimens, si l'hôpital est dans le lieu de la garnison.

Les malades sortant de l'hôpital externe ont seuls droit, le jour de leur sortie, après guérison, à une distribution composée de la demiportion en pain et en vin seulement; eircul. du 26 mars 1806 A.

245. Chaque pain qui sera fourni dans les hôpitaux, sera, étant refroidi, du poids d'une ou deux rations complètes, pour en faciliter, sans pesée de détail, la division en trois quarts, demi, quart, demi-quart ou soupe: il sera pesé, à son entrée à la dépense, et ce qui se trouvera alors de mauvaise qualité.

sera rejeté (1).

246. La pesée de la viande sera faite, à raison de deux cent-quarante-quatre grammes (2), cinquante-sept centigrammes (une
demi-livre) de viande, pour chaque malade, infirmier ou servant (3), à sept-heures du soir, pour la distribution du matin,
et entre neuf et dix heures du matin, pour la distribution du
soir; et si, dans l'intervalle de la pesée à la mise de la viande
dans la marmite, il entrait quelque malade à l'hôpital, dans ce
cas seulement il sera ajouté deux cent-quarante-quatre grammes
cinquante-sept centigrammes (une demi-livre) de viande pour
chaque entrant.

247. Le sergent de planton assistera toujours à la pesée; et aussitôt qu'elle sera faite, la viande (4) sera mise dans un lieu dont la clef sera donnée à ce sous-officier, qui, à l'heure accoutumée, se trouvera présent pour en faire l'ouverture; alors la viande en sera tirée et mise dans la marmite devant lui. Il y a ura toujours une sentinelle posée à la cuisine, à qui il sera donné pour consigne de ne laisser tirer de la marmite aucun morceau

jusqu'au moment de la distribution.

248. On mettra dans la marmite, pour chaque demi-kilogramme de viande, un litre neuf déciditres (deux pintes) d'eau, qui seront réduites, par l'ébullition, à un litre, quatre décilitres, quatre centilitres (une pinte et demi): on y ajoutera également

(2).250 grammes. Il parait y avoir ici contradiction avec l'art. 242 relatilement au poids de la portion de viande; le ministre consulté à ce sujet, a répondu que le but de l'art. 246 était de fixer les heures de pesée, at que le premier de ces deux articles ayant déjà réglé le poids de cette

portion, devait seul être suivi à ce sujet.

de 200 malades et au-dessous; circul. du 15 janvier 1810 A.

(4) La viande doit être belle, de bonne qualité, bien saignée, sans qu'on

puisse y admettre de tête, fressure, langue, pied ni saignure:

⁽¹⁾ Il doit être pesé en présence de l'inspecteur et du sergent de planton; et celui qui se trouve trop peu cuit ou brûlé, ou d'un poids faible, est rejeté.

⁽³⁾ Ensuite d'une décision ministérielle du 16 février 1809, dans les hôpitaux dont le mouvement journalier moyen s'élève au-dessus de 500 malades, les infirmiers et servans ne doivent point faire nombre pour la quantité de viande à mettre à la marmite; dans les hôpitaux de 400 à 500 malades on doit ajouter seulement un quart de ration de cette même fourniture pour chaque infirmier ou servant: cette proportion doit être d'un tiers à l'égard des mêmes employés dans les hôpitaux de 3 à 400 malades, et dans ceux de deux à 300, d'une moitié de ration; enfin de la totalité dans les hôpitaux dont le mouvement journalier moyen est de 200 malades et au-dessous; circul. du 15 janvier 1810 A.

le sel nécessaire, et, autant que la saison le permettra, des plan-

tes potagères en suffissante quantité (1,.

249. Lorsque les officiers de santé jugeront à propos d'interdire l'usage de la viande et du bouillon gras à quelque malade, il y sera suppléé par un bouillon maigre, suit avec les végétaux qui seront désignés par les officiers de santé; mais ceux-ci seront tenus de remettre à l'économe, la veille du jour où le régime devra commencer, l'état des malades auxquels ils l'auront prescrit, afin que la viande qui aurait dû leur être fournie, soit distraite de la pesée.

Il sera fait mention, sur le mouvement, du nombre des ma-

lades mis à ce régime particulier.

250. Les alimens extraordinaires, connus dans les hôpitaux sous le titre de légers alimens, consisteront en œufs à la coque, en pruneaux, en lait simple, bouillie au lait, panade, riz au gras et riz au lait. Ils pourront être ordonnés par supplément, en une espèce seulement, aux malades qui, étant au régime gras, seront à la demi-portion et au-dessous; les panades et riz au gras tenant alors lieu de soupe, attendu que la portion de bouillon de ces malades y est employée. A l'égard des malades qui seront au régime végétal, les officiers de santé pourront ordonner ces légers alimens en deux espèces (2).

251. Il entrera dans une panade un demi-hectogramme de pain; dans une bouillie, trois décagrammes de farine; la portion de riz au gras ou au lait, sera un demi-hectogramme (une once et demie); la portion de lait simple sera d'un quart de litre; et il entrera également un quart de litre de lait dans une bouillie et dans un riz au lait; enfin la portion de pruneaux sera de six

décagrammes, pesée avant la cuisson (2).

252. Les officiers de santé pourront, ainsi quil est d'usage pour les alimens ordinaires, réduire les quotités ci-dessus exprimées, en les divisant, lors de leurs visites, en portion entière, trois

quarts, demi et quart.

(3) Le premier mai.

253. Le vin, dans les hôpitaux militaires, sera rouge ou blanc, de bonne qualité; et dans le cas où l'on ne pourrait s'en procurer que de la dernière récolte, la distribution ne pourra en être faite avant le 15 germinal suivant (3).

254. Le vin, considéré comme boisson alimentaire, ne pourra

⁽¹⁾ Le bouillon des officiers doit être substantiel, et l'on doit apporter en général des soins particuliers dans la préparation de leurs alimens: il ne peut cependant leur être donné d'antre vin que celui destiné aux autres malades, décision du 17 nivôse an 10.

⁽²⁾ Le ministre ayant en lieu de remarquer que les officiers de santé, bien souvent, ne gardaient aucune mesure dans leurs prescriptions en alimens légers, les a rappelés à diverses épaques à l'exécution de ces deux articles en les faisant souvenir que l'exacte économie qu'exigent les interêts de l'état, pouvait aisément se concilier avec le bien être des malades,

être délivré aux malades que dans la proportion des quotités pres-

crites en alimens solides (1).

255. Dans les pays qui ne produisent pas de vin, il pourra y être suppléé, pour les infirmiers seulement, par neuf décilitres quatre centilitres (une pinte) de cidre, et par un litre

quatre-vingts centilitres (un pot) de bière. (2).

celliers et magasins de l'hôpital, pour s'assurer de la qualité des liquides qui y sont renfermés; il pourra se faire assister par les officiers de santé en chef: et dans le cas où il se trouverait du vin défectueux ou gâté, le commissaire des guerres en ordonnera le remplacement. Il en sera usé de même à l'égard de la bière et du cidre. Il se conformera, au surplus, pour la réception de ces objets, à ce qui est réglé par les articles 355 et 356 du présent réglement.

257. La distribution des alimens dans les hôpitaux militaires, se sera le matin à dix heures, et le soir à quatre heures. Le commissaire des guerres pourra néanmoins modifier quelque chose à cette fixation, de concert avec le médecin et le chirurgien de

première classe.

258. Vers l'heure de la distribution, la viande sera tirée entièrement de la marmite pour être coupée en portions en présence du sous-officier de planton, qui assistera également à la

préparation des portions de pain et de vin.

259. On commencera par distribuer le pain et le bouillon en même temps: pendant ce tems, on disposera dans la cuisine les pertions de viaude et les autres alimens, dont la distribution, ainsi que celle du vin, se feront de suite et avec la plus grande célérité, sans nuire à l'exactitude ni à la propreté.

260. Les distributions commenceront chaque jour alternativement en sens inverse de la veille, soit pour l'ordre des salles,

soit dans chaque salle pour l'ordre des lits.

261. Le commissaire des guerres, assistera, le plus souvent qu'il lui sera possible, soit aux préparations de la distribution, soit à la distribution elle-même, afin de goûter le bouillon et les autres alimens, et de s'assurer de leurs qualités: les efficiers de santé en chef ferent journellement la même dégustation; et s'ils trouvent quelque défectuosité, ils en avertiront le commissaire des guerres.

262. Les portions d'alimens, après avoir été comptées en présence du chirurgien de garde et du sous-officier de planton, se

(1) Il est défeadu de faire aucune distribution supplémentaire de vin ; eircul. au 15 vent. an 9.

⁽²⁾ Lorsque les officiers de santé n'en jugent pas l'usage pernicieux la bière peut aussi être substituée au vin, pour les galeux et vénérieus, dans les pays où cette dernière boisson est rare; mais l'intérêt des malades exige que l'on n'use de cette faculté qu'avec la plus grande précaution.

ront portées et distribuées dans les salles par les infirmiers, cha-

cun dans son quartier.

263. Dans chaque quartier, le chirurgien qui aura suivi la visite du matin, sera présent à la distribution; il tiendra la main à ce que chaque malade ou blessé reçoive ce qui lui aura été ordonné, en observant toutefois de diminuer et de supprimer les alimens au malade à qui la fievre ou d'autres accidens seraient survenus depuis la visite.

264. Le sous-officier de garde accompagnera également la

distribution pour y maintenir le bon ordre.

265. La distribution ne sera faite aux infirmiers et autres, dont la ration est comprise dans la pesée, qu'après que la distribution des malades sera entièrement terminée; et dans le cas où il ne resterait pas assez de viande, il y sera suppléé par des œufs ou autres alimens.

266. Le chirurgien de garde sera tenu de veiller à ce que les malades à la diète reçoivent les bouillons qui leur auront été prescrits, aux heures déterminées par l'officier de santé qui aura fait la visite.

267. Il sera délivré, sur les bons du chirurgien de garde, les alimens qu'il jugera convenable de faire donner aux malades entrans qui n'auraient pu être compris dans les visites, ainsi que les médicamens et autres objets nécessaires pour leur pansement. Ces bons seront présentés, lors de la visite du lendemain, à l'officier de santé en chef, pour être revêtus de sa signature (1).

Les bons pour alimens sont exceptés de cette disposition; ils seront annullés après que les quantités d'alimens qu'ils désigneraient, auront été portées sur le cahier des visites à coté du nom des malades qui les auront consommées, ainsi que sur le relevé

des visites.

208. Au moyen des rations de subsistances, que la loi accorde aux ossiciers de santé et aux employés, il leur est expressément désendu de tirer des hôpitaux, aucun aliment ou objet de consommation, même sous la condition de la retenue ou du paiement.

269. A l'hôpital ambulant, le commissaire des guerres autorisera l'économe à entretenir une marmite de précaution, asin que les malades qui arrivent successivement, trouvent toujours du bouillon. La quantité de viande à mettre chaque jour dans cette marmite, sera déterminée d'après un ordre par écrit du commissaire des guerres.

(1) Les malades qui viennent de lieux éloigné

⁽¹⁾ Les malades qui viennent de lieux éloignés, recevant l'indemnité de route jusqu'au jour inclus de leur arrivée, ne doivent participer qu'à la distribution du leudemain, en ce qui concerne les alimens, à l'exception néanmoins des hommes évacués d'un hôpital sur un autre; decis. du 23 ventôse an 10 A.

22. SECTION.

Du blanchissage du linge et effets dans les hôpitaux permanens et provisoires. sédentairés.

270. Dans les hôpitaux permanens et provisoires sédentaires, le blanchissage du linge se sera, autant qu'il sera possible, par des blanchisseuses externes, d'après des marchés à sorsait ou à la pièce, passés par le conseil d'administration (1), à la participation du commissaire des guerres, dans le cas où l'adjudication ne pourrait avoir lieu.

271. Les économes seront tenus de faire livrer le linge au blanchissage aussi souvent que le rechange sera fait dans l'hôpital; ils veillerout à ce que la rentrée s'en opère avec promptitude.

· 272 Le linge qui aura servi aux galeux et vénériens, sera

toujours blanchi séparément.

273. Les linges à pansement, bandes et compresses, seront soigneusement recueillis dans des paniers par les infirmiers qui suivent les pansemens, pour être sur-le-champ déposés dans un baquet destiné à cet usage, et dont l'eau sera renouvelée deux fois chaque jour. Ils ne seront livrés au blanchissage qu'après cette précaution préliminaire et indispensable (2).

274. Les matelas et traversins, devant être rebattus deux sois par an, leurs enveloppes seront reblanchies avant d'être employées de nouveau; il en sera de même pour les envelops es des matelas qui, dans les cas prévus par le réglement, doivent

être sanifiés et réparés sur-le-champ.

TITRE 3. Du service administratif.

23. SECTION.

Des fonctions du directoire central.

275. Le directoire central, établi par l'arrêté des consuls, du 4 germinal an 8, sera chargé immé intement, sous les ordres du ministre de la guerre, de la surveillance générale du service, tant dans l'intérieur qu'aux armées, et de la direction de toutes les opérations y relatives (3).

(2) L'exécution de cet article est spécialement recommandée par la circul.

du premier septembre 1807.

⁽¹⁾ La dépense du blanchissage est actuellement à la charge de l'économe; voyez le num. 528.

⁽³⁾ Les fonctions du directoire central ayan' subi quelques modifications par l'arrêté du 17 ventôse an 10, ainsi qu'on l'a observé dans la note placée à l'arrêté du 4 germinal an 8 num. 514 on pense qu'il n'est

176. Il portera son attention et ses soins sur tout ce qui peut intéresser le bon ordre, l'économie et l'amélioration dans toutes les parties du service des hôpitaux, tant au personnel qu'au matériel; il se tiendra exactement informé de la conduite et de la capacité de tous les individus qui y sont employés, quelles que soient teurs fonctions, afin d'être en état d'éclairer le ministre, et de lui procurer tous les renseignemens nécessaires.

277. Il pourra s'aider des avis et des lumières du conseil de

santé, lorsqu'il le jugera convenable (1).

278. Le directoire central présentera à l'approbation du ministre l'organisation du personnel administratif des hôpitaux per-

manens, ainsi que du service des armées.

Il mettra la plus sévère attention dans le choix des employés dont il proposera la nomination, afin que ce service important ne soit consié qu'à des hommes dont les talens et la moralité soient reconnus; et la présérence sera toujours donnée à ceux qui réuniront à ces qualités, l'ancienneté de service dans l'adminis-

tration des hôpitaux militaires.

4 germinal, pourvoir à l'approvisionnement en tout genre, d'effets, ustensiles, denrées, comestibles, drogues, médicamens et objets de pansement nécessaires au service des hôpitaux militaires, il fera dresser à l'avance un tableau dans lequel il indiquera, par nature et quantité d'objets, ce qu'il faut pour assurer le service pendant une année si l'on est en paix, ou pour faire la campagne, s'il s'agit de se préparer à la guerre; ce qui existe en magasin, et ce qui manque pour compléter.

Ce tableau, certifié par les membres du directoire central, sera

pas hors de propos d'insérer ici les articles de l'instruction du premier

pluviôse an 11 relatifs à ces mêmes fonctions.

Le directoire central des hôpitaux militaires, établi par l'arrêté du 4 germinal an 8, régit le service hospitalier sous la direction du conseiller d'état chargé de la deuxième section, et sous les ordres du ministre-directeur de l'administration, de la guerre, art. premier.

La correspondance relative au service est adressée au directeur-ministre, communiquée au conseiller d'état, et renvoyée au directoire central art 2. Les décisions, lettres d'exécution et ordres quelconques, sont signés par

le directeur de l'administration et expédiés en son nom art. 3.

Le directoire délibère sur tous les objets concernant le service, fait les rapports, propose les demandes et répartitions de fonds, les decisions, ordres et lettres d'exécution, et remet son travail au conseilles d'etat, qui donne son avis et présente le tout au directeur ministre art. 4.

Les employés du bureau des hôpitaux sont sous les ordres du directoire: il les surveille, propose les nominations, avancemens et destitutions desdits employés art. 5.

Le directoire ceutral propose à l'approbation du ministre, l'organisation du personnel administratif des hôpitaux de l'intérieur, ainsi que celle du matériel du service des armées.

(1) Des inspecteurs généraux du service de santé; voy. ci-après l'arrêté du 9 frimaire an 12 num. 519.

soumis à l'approbation du ministre, de même que les dispositions relatives à l'exécution et à la répartition de ces approvisionnemens.

280. Les approvisionnemens seront calculés d'après la force et la composition de l'armée, dans la proportion du septième de

l'existence effective des troupes.

Pendant la guerre, le directoire central fera de plus tenir en réserve dans les grandes places de l'intérieur, sur les derrières de l'armée, un fonds d'approvisionnement de toute nature pour parer aux consommations, aux pertes et aux fortunes de guerre. Ce supplément pourra s'élever au quart de la masse générale (1).

281. Les achats d'effets et denrées pourront se faire par adjudication au rabais, ou par la voie du commerce, suivant ce que le directoire central jugera le plus convenable sous les rapports

de sûreté, d'économie et de célérité.

Les marchés et soumissions ne seront valables qu'autant qu'ils auront été préalablement soumis à l'examen du directoire central, et revêtus de l'approbation du ministre.

Les médicamens seront toujours achetés par la voie du commerce, en observant les précautions et les formalités prescrites

par les sections 18 et 29 du présent réglement.

282. Dans aucun cas, ct sous quelque prétexte que ce puisse être, les économes, gardes-magasins ou autres comptables, ne pourront prendre, pour leur compte, aucune espèce de fourni-

ture, ni s'y intéresser, à peine de destitution.

283. Le directoire central mettra, à la sin de chaque mois, sous les yeux du ministre, le tableau des besoins pécuniaires pour le mois suivant; il lui soumettra également l'état de répartition ou d'emploi des sonds qui seront successivement affectés au service des hôpitaux.

Il tiendra la main à ce que les économes n'apportent aucune

négligence au recouvrement des feuille de retenue.

Il exigera, tous les mois, des directoires des armées, des conseils d'administration, des économes et autres agens comptables, le hordereau de l'emploi des fonds mis à leur disposition, soit par le ministre, soit par les ordonnateurs en chef ou de division, en y comprenant le montant des feuilles de retenue.

284. Le directoire veillera à la rentrée des comptabilités; il les fera vérifier sous ses yeux, et en préparera la liquidation.

⁽¹⁾ Outre ces magasins de réserve, on forme ordinairement, en temps de guerre; des approvisionnemens de siège: S. M. désigue elle même les places où il doit y en avoir. Les ordres d'exécution sont donnés par le ministre. Les approvisionnemens de siège sont ordinairement calcules; 1.0 pour le mobilier, dans la proportion du dixième de la garnison, avec un supplément d'un vingtième pour la facilité des rechanges; 2.0 pour les denrées, objets de consomnation et médicamens dans la proporportion du nombre de malades et de la durée présumée du siège. S. M. prononce de même la suppression des approvisionnemens de siège.

Il provoquera des mesures de sévirité contre les comptables qui se seraient rendus coupables de négligence ou d'insidélité, de même qu'il proposera des indemnités ou de l'avancement en fa-

veur de ceux qui s'en seraient rendus dignes.

285. Il entretiendra une correspondance active avec les directoires aux armées et avec les conseils d'administration; il sera chargé de leur notifier les ordres et décisions du ministre, et de leur donner toutes les instructions nécessaires pour en assurer l'exécution.

286. Le directoire central ne donnera des ordres que d'après les décisions du ministre et en son nom; lesdits ordres, et, en général, tous les actes du directoire, ne seront valables qu'autant qu'ils seront revétus de la signature de deux membres au moins.

287. Le 1.er de chaque mois, les membres du directoire central nommeront entre eux un président; ils nommeront également un nommeront l'entre pour le président de président.

rapporteur. L'un et l'autre pourront être réélus.

Le président et le rapporteur se réuniront pour présenter le travail au ministre.

24.º SECTION.

Des directoires aux armées (1).

288. Les directoires créés près des armées par l'arrêté du 4 germinal, y dirigeront le service des hôpitaux, sous les ordres de l'ordonnateur en chef et du directoire central; ils étendront leurs soins et leur surveillance à tous les hôpitaux temporaires et ambulances établis dans les contrées et divisions comprises dans l'arrondissement de l'armée.

(1) Il n'est plus créé de directoires pour les armées, ainsi qu'on l'a ob-

servé dans la note placée à l'arrêté du 4 germinal'num. 489.

Le ministre, sur la désignation du directoire central et la présentation faite par le bureau du personnel, nomme un régisseur général ou agent en chef pour l'armée, et un directeur ou agent principal pour chaque corps d'armée; voy. la note 'placée à l'art. 123. S'il y a insuffisance d'employés, l'agent supérieur du service en fait son rapport à l'ordonnateur, qui en réfère au ministre en indiquant le nombre et le grade des employés supplémentaires à envoyer. C'est l'ordonnateur en chef qui doit faire les nominations provisoires, sauf à en rendre compte au ministre. Il peut prendre l'avis de l'agent supérieur du service.

Lorsqué les circonstances obligent de former des hôpitanx temporaires en entreprise, ce sont les entrepreneurs qui nomment leurs employés,

mais les nominations doivent être approuvées par l'ordonnateur.

Les agens en chef ou régisseurs généraux peuvent, en cas d'urgence, confier momentanément à des employés et à des infirmiers les fonctions d'un autre grade que le leur, sans que ceux-ci puissent prétendre au traitement qui y est attribué, sauf à prendre en considération leurs services pour leur procurer de l'avancement.

289. Le directoire (1), à l'armée, suivra tous les mouvemens du quartier général, de manière à se tenir toujours à portée de l'ordonnateur en chef, pour recevoir ses ordres et en assurer la prompte exécution.

290. Il sera tenu de correspondre avec le directoire central, sur tout co qui concerne le service des hôpitaux, et notamment sur l'exécution des dispositions de l'article 276, qui feront éga-

lement partie des attributions du directoire de l'armée.

291. Le directoire de l'armée aura sous ses ordres un agent en chef et des agens principaux, tous comptables et responsables,

dont les fonctions seront indiquées ci-après.

292. Il (2) présentera à l'ordonnateur en chef et adressera au directoire central, à la fin de chaque mois, le tableau de la situation des magasins et des hôpitaux de son arrondissement en tout genre de mobilier et d'approvisionnemens, avec indication de ce qui est nécessaire pour assurer le service.

Il joindra à cet état celui des besoins pécuniaires pour le mois

suivant, et le mouvement général des hôpitaux de l'armée.

293. Pour ce qui concerne les approvisionnemens et les effets de coucher, le directoire (2) de l'armée instruira le directoire central (3), des ressources que l'on peut obtenir des réquisitions, de celles que présentent les localités, et des prix courans de chaque objet, enfin de ce qu'il est indispensable de tirer de l'intérieur.

294. Conformément aux dispositions de l'art. 283 (section précédente), le directoire de l'armée ne devra accepter aucune soumission, ni conclure aucun marché, sans préalablement les avoir adressés au directoire central, qui en fera sur-le-champ son rapport au ministre, pour être approuvés ou rejetés s'il y a lieu.

295. Dans le cas où des circonstances urgentes exigeraient quelques achats, le directoire pourra les autoriser, mais en observant de les restreindre à la proportion nécessaire pour parer aux besoins, en attendant qu'il en ait été rendu compte au directoire central, et qu'il ait fait connaître les intentions du ministre.

206. Le directoire de l'armée fera la répartition des fonds qui seront mis à sa disposition; il en adressera l'état à l'ordonnateur en chef, et un double au directoire central: l'agent comptable sera tenu de se conformer à cette répartition pour l'emploi des fonds qu'il touchera; et il ne pourra d'ailleurs faire

(2) Le régisseur général.

sera facile de reconnaître.

⁽¹⁾ L'agent en chef.

⁽³⁾ Le commissaire-ordonnateur en chef ou intendant général.
Ces observations se rapportent à tous les passages du réglement où il est question du directoiré de l'armée, dont les fonctions sont souvent du ressort de l'ordonnateur en chef, et quelquefois de l'agent en chef, ce qu'il

aucun paiement sans y être préalablement autorisé par le directoire de l'armée (1).

L'état de répartition susdit sera mis à l'ordre de l'armée, conformément aux dispositions de l'art. 11 de l'arrété des consuls.

207. Lorsqu'indépendamment des fonds envoyés par les ministres pour le service des hôpitaux de l'armée, l'ordonnateur en chef aura jugé à propos d'y affecter quelques secours pécuniaires, le directoire de l'armée sera tenu d'en adresser, sans délai, l'état au directoire central.

208. Le directoire de l'armée tiendra la main à ce que chaque comptable lui sasse parvenir tous ses comptes, et les pièces à l'appui, dans les formes et les délais prescrits: il pourra suspendre de leurs fonctions ceux qui, par négligence, différeraient cet envoi; et il fera poursuivre ceux qui se seraient rendus coupables de dilapidations ou d'infidélité dans leur gestion.

299. Dans le cas où l'éloignement et la position de l'armée rendraient difficiles et dangereuses les communications de quelques points de son arrondissement avec le quartier-général, les comptables pourront être autorisés à adresser directement leurs pièces et états au directoire central, auquel le directoire de l'armée aura soin de faire parvenir l'état de ceux qui se trouveront dans le cas de cette exception.

Il en sera de même à l'égard des établissemens avec lesquels, pour raisons semblables, le directoire de l'armée ne pourrait correspondre que difficilement, et dont le service aurait à souffrir, s'il n'était d'ailleurs pourvu à ce qu'ils fussent convenablement

surveillés et secourus (2).

300. Le directoire de l'armée pourra, lorsqu'il le jugera convenable, appeler les officiers de santé en chef de l'armée, pour s'aider de leurs avis et de leurs lumières.

301. Les déliberations, arrêtés, ordres et autres actes du die rectoire de l'armée, ne seront valables qu'autant qu'ils seront revêtus de la signature de deux membres au moins.

302. Les directoires aux armées seront teuns de se conformer exactement aux ordres et instructions qu'ils recevront du directoire eentral.

^(:) Les fonds sont faits à l'ordonnateur ca chef, qui met ensuite à la disposition de l'agent en chef, les sommes nécessaires au service.

⁽²⁾ Lorsque le service a beaucoup, d'étendue, on établit, ensuite de la décision du ministre, dans un point central de l'intérieur et le plus à proximité de l'armée, un bureau chargé du retrait et de la vérification sommaire des différentes comptabilités du service.

25.º SECTION.

Des conseils d'administration près des hôpitaux permanens.

(Nota.) Toutes les dispositions que renferme cette section et qui sont encore en vigueur, se trouvent renfermées dans l'article premier du réglement du 18 sept. 1806, ci-après, num, 521-

26.º SECTION.

Du service administratif des hópitaux ambulans.

314. Les détails du service administratif à l'armée, ainsi que la manutention des deniers, seront confiés à un agent général, sous les ordres et la surveillance immédiate du directoire de l'armée. Cet agent sera comptable et responsable des fonds et des objets en nature qui seront mis à sa disposition, ainsi que de l'exécution des ordres qui lui seront notifiés par le directoire.

315. L'agent comptable suivra toujours le directoire de l'armée, et ne pourra s'en éloigner sans en avoir reçu de lui l'auto-

risation.

316. Dans chaque grande division active de l'armée, les détails administratifs, seront confiés à un agent principal sous les ordres du directoire, et comptable envers lui, tant des fonds, effets et denrées qui sont affectés au service de sa division, que de l'exécution des ordres que ce dernier lui transmettra.

317. Dans les subdivisions de l'armée qui comporterent plusieurs établissemens d'ambulance, le service sera dirigé par un agent, sous la dénomination d'économe divisionnaire, lequel sera comptable et responsable envers l'agent principal de la division.

318. L'agent général, les agens principaux et les économes divisionnaires, ne pourront, dans aucun cas faire des rachats, sous-crire des marchés, sans y avoir été spécialement autorisés par le directoire de l'armée; ils seront tenus de se conformer, pour les depenses qu'ils seront dans le cas d'acquitter, aux états d'emploi et de distribution de fonds qui auront été arrêtés par le directoire.

Le montant des achats ou des dépenses saites en contravention aux dispositions ci-dessus, restera à la charge des contrevenans,

et sera rejeté de leurs comptes.

319. Les agens principaux et les économes divisionnaires attachés aux divisions et subdivisions éloignées du centre de l'armée, rendront compte journellement au directoire de l'armée de la situation de leur service, des ordres qu'ils pourront recevoir des ordonnateurs et des commissaires des guerres chargés du service des hôpitaux, et des mesures qui en résultent, afin qu'il soit promptement pourvu à tout ce que les circonstances exigeront.

27.º SECTION.

De la composition du service administratif dans les hôpitaux permanens et temporaires.

320. Les détails administratifs des hôpitaux permanens, ainsi que des hôpitaux temporaires, secont confiés à des évocomes, sous la surveillance des directoires des armées ou des conseils d'administration (1).

Ces économes seront comptables et responsables des fonds, du mobilier et des objets de consommation affectés au service de leur établissement.

321. Le nombre des employés nécessaire au service administratif de chaque hòpital permanent ou temporaire, sera réglé en raison du nombre des malades habituellement dans l'établissement, et dans les proportions ci-après; savoir (2):

Di	ENOMINATION	GRADES ET NOMBRE DES EMPLOYES.						
et force DES HÖPITAUX.		Commis aux			Gardes	Dė	Тотал	
		Économes.	entrées	écritures	des effers d'hôpit.	des effets de malades.)épenses.	Å L.
	50 à 100 malades	»	I		I	*	»	2
de	100 à 200	1	1	»	I.	>>	»	3
Hôpitaux	200 à 300	1	I	»	1. :	. *	1	. 4
11ôp	300 à 500	1	ı	1	r	1	ţ	6
	500 à 700 et au-dess.	I	I	2	1	1	1	7

⁽¹⁾ En pays ennemi le service des hôpitaux temporaires se fait ordinairement par économie, soit au compte du gouvernement français, soit par les soins des magistrats du pays ensuite de réquisition. Dans l'intérieur les hôpitaux temporaires formés par suite d'un rassemblement considérable de troupes, ainsi que les dépôts dont il est question dans les notes des articles 1 et 3, sont en entreprise. Leur régime pour le service intérieur est le même que celui des hôpitaux permanens régis par économie; il n'y a de différence que dans la manière de comptar avec l'administration de la guerre. Ces derniers comptent de clerc à maître et les premiers à prix tixe de journée. Relativement aux employés, voy. la note placée à l'intitulé de la section précédente. Les obligations des entrepreneurs sont déterminées par leurs marchés. Au surplus, toutes les règles de police et d'administration portées par les arrêtés relativement aux fournitures à faire aux malades et aux soins à leur donner, sont communes aux uns et aux autres établissemens.

(2) Voy. l'art. 51 du num. 523.

322 Dans les hôpitaux qui contiendront plus de 500 malades, il pourra cependant être placé un employé de plus au grade de commis aux entrées, pour aider à l'économe dans les détails de sa surveillance, et le seconder dans le travail du bureau (1).

323. Aux ambulances, le service sera dirigé par des économes de 1. re ou de 2. de classe, ou par des employés de 1. re classe, suivant l'importance du détachement. Ces employés supérieurs auront à leur disposition des employés et des infirmiers en nombre suffisant pour remplir les vues indiquées par la section 4 du présent réglement.

Ce nombre sera déterminé par le directoire de l'armée, d'a-

près la décision de l'ordonnateur en chef.

324. Il sera de plus, attaché aux hôpitaux ambulaus et à tous autres, lorsqu'il sera jugé nécessaire, des employés sous la dénomination de commis aux évacuations, chargés d'accompagner les malades que l'on fait passer, par convoi, d'un hôpital à un autre, et de leur procurer, dans la route, tous les secours qui feur seront dus. Ces employés sont comptables et responsables de tous les effets qui seront mis à leur disposition pour la marche d'un convoi, notamment des effets appartenant aux malades et blessés, ainsi que des cerceaux et tolles dont les voitures seront recouvertes, et qu'il leur est expressément recommandé de ne pas perdre de vue jusqu'à leur rentrée dans l'hôpital.

325. Il sera entretenu, dans les hôpitaux militaires, des infirmiers de 1.re et 2e classe. Dans la première classe, sont compris les infirmiers en chef, le portier, le cuisinier et le premier garçon de pharmacie: les infirmiers ordinaires, les aides de cuisine, ceux de pharmacie, dans les hôpitaux qui en exigent plus

d'un, composeront la 2.º classe.

326. Dans un hôpital, le nombre des infirmiers de 1. re classe sera réglé à raison d'un pour cent malades, et ainsi de suite en

proportion (1).

327. Le nombre d'infirmiers ordinaires dans un hôpital, demeure réglé en raison d'un pour douze maindes effectifs: dans ce nombre, ne sont pas compris les servans attachés aux cuisines,

dépenses, magasins, pharmacies, etc. (1).

A mesure que les malades diminueront, le nombre des infirmiers sera réduit par des réformes successives, jusqu'à ce qu'il soit restreint aux fixations indiquées par le tableau ci-après. Le nombre d'infirmiers déterminé par ce tableau, devra être, dans tous les cas, conservé à poste fixe jusqu'à l'entière suppression de l'hôpital. Quant aux cuismiers, garçous de pharmacie, de ma-

⁽¹⁾ Voy. l'art. 51 du num. 523.

gasin, dépense, etc., leur nombre sera invariablement réglé, comme il suit:

D	ENOMINATION	NOMBRE DES INFIRMIERS ET SERVANS qui derveut être attaches en tout temps aux bôp.									
	et forçe DES HÖPITAUX.	infirmiers	ordinair,	y compets	de pharma 18.	Dépanses.	Magasins	Proprete fies corrs et corrid ra-	Port ers	Bansa.	TOTAL.
	50 a 100 malad.	I	5	ι	1	n n	in the	20	1		9
9)	too à 200	2	9	а	1	70	,,	*	,	E 47.01	15
Hopitaux	coo 4 300	2	15	z	1	ı	h	- 16		म् ज्ञान	23
Hop	300 à 500	4	21	. 3	2	1	£	1	1	1204ND	34
(500 à 700	5	29	3	2	Ł	1	1	,	5	43
						<u> </u>		·			

328. Dans les établissemens où les localités rendraiens le service difficile et impraticable avec un infirmier pour douse malades, le commissaire des guerres, après s'être convaincu de la nécessité de faire une exception, et avoir pais par écrit l'avis de l'économe, des officiers de santé, et du conseil d'administration (1), proposera au commissaire ordonnateur une augmentation déterminée d'infirmiers, pour être par lui autorisée, s'il la croit nécessaire. Dans ce cas, l'économe joindra copie de son autorisation aux états de dépense, à peine de radiation.

329. Dans le cas où le service exigerait une augmentation d'employés, le directoire de l'armée en informera le directoire central par un rapport motivé, d'après lequel ce dernier proposera au mi-

nistre les nominations qui seront jugées nécessaires.

330. Les nominations ou promotions que les directoires particuliers, ou les conseils l'administration croirsient devoir faire par urgence, ne seront que provisoires, et seront soumises au directoire central, qui en rendra compte au ministre pour être approuvées ou annulées.

331. Les économies n'entretiendront jamais de servans sous le le nom de fendeurs de bois, garçons de bureau, d'appareils et commissionnaires: les ouvrages pour lesquels il sera indispensable

⁽¹⁾ Et de l'inspecteur. Cette observation se rapporte également à tous les actueles de ce règlement, où 1 est question de couselle d'administration; voy. le note placée à l'araête du 4 germinal an 8, num 514.

d'employer accidentellement des ouvriers, seront saits et payés

à la journée (1).

332. Lorsque les circonstances exigeront qu'il soit pris des buandières et blanchisseuses, et des conturières pour réparer le linge, elles seront payées à la journée, sans nourriture, au prix courant des communes, qui sera réglé par le conseil d'administration, de concert avec le commissaire des guerres (1).

28.º SECTION.

* Des fonctions et des devoirs des économes et des employés dans les hôpitaux militaires.

Nota.) Même observation que pour la 25.º section: l'on trouvera dans les articles du réglement du 18 septembre 1806, qui traitent des économes et des autres employés, tout se qui est relatif à leur service. L'on pense en conséquence pouvoir supprimer tous les articles de cette section.

29. SECTION.

Des magasins généraux d'approvisionnement, des fournitures d'effets et denrées, et de leur réception.

342. Il sera établi sur les derrières de l'armée, et à portée d'elle, un magasin général dans lequel sera déposé le fonds de

l'approvisionnement des hôpitaux ambulans.

343. Dans le cas où l'armée et ses divisions occuperaient une étendue de pays trop considérable pour que l'on pût tirer faci-lement des secours de ce magasin général, et les répartir sur tous les points avec la célérité que le service exigé, il sera formé, en arrière des ailes de l'armée, des dépôts munis, dans une proportion convenable, de tous les objets d'approvisionement.

344. Chaque hôpital sera également pourvu de tous les essets, ustensiles et denrées nécessaires à son service, et dans la proportion indiquée par la section 3 du présent réglement.

L'économe doit teuir un contrôle particulier où seront portés les noms, prénoms et fonctions de ces individus et ce contrôle sera, comme le premier, visé chaque mois par l'inspecteur, vérissé et arrêté par le commissaire des guerres.

Ces deux contrôles seront souvent comparés dans l'objet de s'assurcr que les mêmes individus ne sont point portés sur l'un et sur l'autre sous une dénomination différente.

On devra faire mention de l'exécution de ces mesures sur les procès-

verbaux de conférence.

Les inspecteurs dans leurs rapports trimestriels ferent aussi mention de la tenue et de l'examen de ces contrôles.

⁽¹⁾ L'exécution de ces dispositions est particulièrement recommandée par la circul. du 7 déc. 1811 A. Cette circulaire prescrit aux commissaires des guerres 'et aux inspecteurs de veiller avec exactitude à ce qu'aucun des individus employés par l'économe. à l'exploitation du service compris dans son abonnement (voy. le num. 528) ne soit porté sur le contrôle des infirmiers et des servaus.

315. Les magasins désignés par l'art. 342 seront confiés à un garde-magasin général comptable et responsable envers les directoires d'armée, et le directoire central.

Les dépôts seront gérés par des gardes-magasins principaux; sons la surveillance du directoire de l'armée et de l'agent qui le représente, ainsi que sous celle du garde-magasin général, et responsable comme ce dernier.

346. En ce qui concerne le coucher des malades, on se conformera exactement à ce qui est prescrit par la section 3 du

présent réglement.

347. On observera strictement, pour les fournitures de couchers indiquées dans la section rappelée par l'article précédent,

les dimensions et proportions ci-après; savoir :

Pour les couchers à deux places, la couchetté, élevée de terre d'environ quatre décimètres (quanze à dix-huit pouces), aura un mêtre trente centimètres (quatre pieds) de largeur, sur un mêtre quatre-vingt-quatorze centimètres (six pieds) de longueur dans œuvre (1).

La paillasse et les matelas auront les mêmes longueur et largeur. La paillasse sera remplie de vingt-cinq à vingt-neuf kilo-

grammes (cinquante à soixante livres de paille).

Le matelas sera rempli de moitié laine et moitié crin, ou de

deux tiers de l'un et un tiers de l'autre.

Le traversin aura un mètre vingt-neuf centimètres (quatre pieds) de long, sur neuf décimètres sept centimètres (trois pieds) de pourtour, rempli de laine et crin comme les matelas; et ils pèseront ensemble dix-sept kilog. (trente-cinq livres).

Les couvertures seront de laine; elles auront deux mètres soixante centimètres (huit pieds) de longueur, sur deux mètres

onze centimètres (six pieds et demi) de largeur.

Pour le coucher à une place, la couchette, le matelas et la paillasse auront la même longueur que ci-dessus, et seront réduits à neuf décim. sept centim. (trois pieds) de largeur (2).

Le traversin aura neuf décim. sept centiun. (trois pieds) de pourtour, et autant de longueur; sa composition sera la même

(2) Ensuite d'une décision du 22 avril 1810 les dimensions de la conchette

à une place ont été réglées comme il suit:

⁽¹⁾ Il doit y avoir une tablette à la tête de chaque lit, pour que le malade puisse y déposer les nstensiles à son usage. La largeur de ces tablettes est de 175 millim. et l'épaisseur est de 12 millim.

Longueur dans œuvre 1 mètr. 940 millimètr., largeur 970 millimètr.; montans, hanteur de la tête 1 m. 270; hauteur des pieds 730 mill.; pans assemblés à tenons, mortaises, et chevilles, largeur 230 millim. épaisseur 30 id., élévation du sol 400 millim.; tablette à rebords de 54 millim., supportée par deux gonssets, largeur 175 millim., épaisseur 12 millim.; circul. du 6 mai 1810 A.

que ci-dessus; et ils pèserout ensemble quatorze kilogy, soixante-

sept centigr. (trente livres) (1).

Les convertures auront deux mêtres cinquante-quatre à cinquante-neuf centim. (sept pieds huit à dix pouces) de longueur, sur un mêtre soixante-dix-huit centim. (cinq pieds et demi de largeur.

Les dimensions prescrites pour les couvertures ne sont pas de rigueur, vu les circonstances et pour le tems que durera la guerre; mais le directoire central est tenu de s'en éloigner le

moins possible.

348. Dans le cas où le directoire central ne pourrait se procurer des couvertures en quantité suffisante pour subvenir aux besoins des hôpitaux, il est autorisé à y suppléer par des courtepointes qu'il fera fabriquer à cet effet.

349. Les linges et effets accessoires au coucher et au vêtement des malades, seront, quant aux quantités, établis dans les proportions indiquées, et ils auront les dimensions ci-après, savoir :

Les draps pour les lits à deux places, auront deux mêtres neuf décimètres environ (neuf pieds un à deux pouces) de longueur, sur deux mêtres onze à seize centimètres (six pieds six à huit pouces de largeur (2).

Les chemises auront pour le pan de derrière, à partir du cellet, un mêtre deux centimètres (trois pieds deux pouces) de longueur; pour le pan de devant, aussi à partir du cellet, quatre-vingt-onze centimètres (deux pieds dix pouces) de longueur.

L'ouverture des pans sera de trente-sept centimètres (quatorze

ponces) de hauteur, mesurée sur le pan de devant.

Les manches auvont cinquante-quatre centimètres (vingt pouces) de longueur, non compris le gousset, sur vingt-un à vingtquatre centimètres (huit à neuf pouces) de largeur, sans amadis ni poignet.

Le collet aura six centimètres (deux pouces et demi) de hauteur, sur trente-sept centimètres (quatorze pouces) de longueur.

Sur la totalité des chemises, il y en aura un vingt-cinquième pour les blessés, lesquelles seront ouvertes du haut en bas sur le devant et toute la longueur des manches; il y sera adapté le nombre de cordons nécessaire pour les fermer.

Les coiffes de bonnet seront coupées en rond par le haut; elles auront, étant pliées, quarante-deux centim. (seize pouces) de hauteur, sur treute-deux centim. (un pied) de largeur.

· (2) La largeur des araps de lit à une place doit être de 1 mètr. 80 cent. cuviron et no peut être moindre de 1 mètr. 67 cent.; circul. du 16 avril 1807 A.

⁽¹⁾ Pour le coucher à une place, le matelas doit avoir 12 kilogr. 23 décagr. et le traversin 2 kilogram 44 décagr., ensemble 14 kilogram. 67 décagr. toiles comprises; circul. du 29 février 1808 A.

Les draps, chemises et coiffes seront de bonne toile de chanre ou de lin, dite de ménage, bien frappée, et, autant que saire se pourra, demi-blanche.

Le linge destiné au traitement des vénériens et des galeux pour-

ra être de toile écrue, et d'une qualité plus commune:

Les bonnets seront de tricot; ils auront vingt-sept centim. (dix pouces) de hauteur, sur trente-deux cent. (douze pouces) de

largeur.

La capote sera de drap commun ou de tiretaine: sa longueur, non compris le collet, d'environ un mêtre trente centim, (quatre pieds); elle aura, pour le bas, à peu-près deux mêtres vingteept centim. (sept pieds) d'ampleur, et un mêtre trente centim. (quatre pieds) vers le milieu du corps. Le collet aura cinq centim. (deux pouces) de hauteur, sur quarante-huit cent. (dixhuit pouces) de longueur (1).

350. Il y aura dans les hôpitaux de galeux et de vénériens, des pantalons de toile grise; le rechange en sera fait tous les dix

jours (1).

351. Les tabliers destinés aux chirurgiens seront de toile blauche; ceux des pharmaciens, de toile teinte; et ceux des infirmiers, de toile écrue. Il y aura, pour chaque médecin et chi-

rurgien en chef, un sarrau de toile brune.

352. Les vestes et pantalons destinés aux infirmiers, seront, pour l'été, de coutil écru on de toile sorte et bien tissue: pour l'hiver, ces vêtemens seront d'étosses de laine connues sous la dénomination de calmout et de tiretaine (1).

Il sera adapté aux vestes un collet unisorme, asin que ces in-

firmiers soient facilement reconnus.

353. Dorénavant, tous les remplacemens qui s'opérerent dans

les hôpitaux permanens, se seront en lits à une place.

354. Indépendamment des effets désignés dans les articles précédens, les magasins seront pourvus, dans une proportion convenable, de tous les ustensiles nécessaires au service des malades, et indiqués dans la section 3. Il y aura des brancards en nombre suffisant et conformes aux modèles envoyés aux armées; le magasin sera, en outre, pourvu de tous les ustensiles dont ou peut prévoir l'usage dans des cas extraordinaires.

355. Les magasins généraux et les dépâts seront également approvisionnés en denrées, comestibles, liquides et combustibles, et autres effets à l'usage des hôpitaux militaires, ainsi qu'en médicamens. Les remplacemens en tout genre se feront à mesure

des consommations.

356. Tous ces objets devant être de bonne qualité, dès l'instant et avant leur réception, le commissaire des guerres les sera examiner en sa présence par des experts qu'il nommera à cet es-

⁽¹⁾ Pour ce qui concerne ces vêtemens voyez les num. 527 et 532

370. Cet équipage, ainsi composé, demeurera exclusivement affecté aux hôpitaux ambulans.

Il est expressement désendu aux commissaires des guerres et autres agens, quels que soient leur grade et leurs pouvoirs, d'en rien distraire pour une destination étrangère à ce service; les caissons ne seront même employés au transport des malades que dans les cas d'absolue nécéssité.

371. Il sera affecté un caisson attelé de quatre chevaux, au transport des bureaux du directoire de l'armée, et un au service

des officiers de santé en chef.

372. Indépendamment de l'équipage susdit, il sera réuni au corps ou parc d'ambulance, à la diligence du commissaire ordonnateur, un certain nombre de voitures à loyer ou de réquisition, lesquelles seront destinées au transport des malades et blessés des dépôts d'ambulance sur les hôpitaux de première et seconde ligne.

373. Le directoire des hôpitaux de l'armée sera chargé de faire disposer une quantité suffisante de cerceaux et de toiles d'un tissu ferme et serré, pour couvrir, lors des évacuations, ces voitures, qui devront être aussi garnies, amplement de paille

fraîche et non foulée.

374. Les chefs de l'équipage exécuteront et seront exécuter par le leurs subordonnés les ordres qui leur seront donnés par le directoire ou les agens supérieurs des hôpitaux, relativement à la

marche et aux mouvemens de l'équipage.

375. Les capitaines, conducteurs et autres chefs de l'équipage, se tiendront toujours à portée de recevoir les ordres et instructions du directoire de l'armée (1) ou de l'économe de l'ambulance. Ils voilleront à ce que les charretiers soient à leur poste, et à ce que les caissons soient en état de partir au premier avis.

376. Ils feront chaque jour la visite des chevaux, caissons et harnais: ils feront exécuter sur-le-champ les réparations nécessaires, et seront personnellement responsables des retards qui

pourraient être attribués à leur négligence.

377. Lorsqu'un employé des équipages aura donné lieu à des plaintes fondées sur les faits relatifs au service, il sera dénoncé par ses chefs immédiats au commissaire-ordonnateur, qui pourra, lon l'exigence du cas, prononcer sa suspension ou sa destitution. Il en sera de suite donné avis au directoire de l'armée, qui pourvoira sans délai au remplacement du préposé.

378. Les capitaines et conducteurs sont responsables envers les préposés de l'administration des hapitaux, des objets reusermés dans les caissons dont on leur aura consié la conduite; ils ne pourront, sous aucun prétexte, après le chargement sait et

¹¹⁾ De l'agent eu chef. On rappelle de nouveau les notes placées dux articles 296 et 328.

les feuilles arrêtées, transporter aucun objet d'un caisson dans un autre.

379. L'état de chargement sera fait triple; il indiquera, par quantités et espèces, sous le numéro de chaque caisson, les objets qui y seront chargés. Une expédition de cet état restera au garde-magasin pour sa décharge; le chef de l'équipage mettra son reçu au bas; la seconde sera remise au garde-magasin de l'ambulance; la troisième sera pour le chef de l'équipage, et elle sera déchargée par le préposé des hôpitaux, auquel il fera la remise des objets qui y seront détaillés. Ces états certifiés seront visés par le commissaire des guerres.

380. Les économes d'ambulance se trouveront, autant que faire se pourra, au chargement et au déchargement des caissons, pour les faire disposer de manière que rien ne s'endommage. Ils don-veront la plus grande attention à la rédaction des états mentionnés dans l'art, précédent, et à ce que les numéros de chaque caisson correspondent exactement à ceux des états où les objets

sont nominativement désignés.

31,me SECTION.

Des établissemens accessoires au service des hópitaux ambulans.

Du coutelier.

381. A l'effet de prévenir les moindres négligences dans l'entretien des instrumens de chirurgie, et d'obvier à toutes les difficutés qui peuvent s'y opposer, il sera établi à la suite de l'hôpital ambalant un contelier expert en cette partie.

382. Il sera chargé des réparations des caisses d'instrumens de chirurgie, et du sois de les entretenir dans le meilleur état de

propreté et de service.

383. Il suivra le corps d'ambulance; il sera sous la surveillance du directoire de l'armée; et, quant à son travail, il recevra les ordres immédiats du chirurgien en ches.

384. Le coutelier accompagnera toujours le caisson qui sera chargé de ses outifs et des caisses d'instrumens de chirurgie en

réparation.

385. Dans le cas où le maltre-contelier ne pourrait seul subvenir, avec la éclérité convenable, au travail qui le concerne, le directoire de l'armée lui fera adjoindre un ouvrier sur la demande du chirargien en ches.

Du chaudronnier ferblantier.

386. Il y aura, à la suite de l'ambulance. un chaudronnier ferblantier, pour l'entretien de tous les ustensiles de pharmacie et de cuisine, ainsi que des vases destinés au service des malades. 387. Il premira, sur tous les objets de son travail, des ordres

de l'économe de l'ambulance, sous la direction et surveillance du directoire de l'armée.

388. Il sera fourni à cet ouvrier les outils et matières qui lui seront nécessaires, tant pour l'étamage que pour les réparations des ustensiles de cuivre et de fer blanc.

Du tonnelier.

389. Il sera aussi attaché un tonnelier à la suite de l'ambulance. 300. Il sera chargé de veiller à la conservation des liquides, à l'entretien des futailles, ainsi que des ustensiles de buanderies et de boulangerie.

De la buanderie.

391. Pour que les draps, chemises et autres linges à l'usage des malades et blessés soient toujours entretenus dans l'état de propreté nécessaire, il sera formé, à portée du corps de l'ambulance, un établissement de blanchisseurs ou blanchisseuses en nombre convenable.

392. Ce service sera dirigé immédiatement par un blanchisseur en chef, qui répondra de tout, et sera aux ordres du garde-magasin et de l'économe.

393. Les officiers de santé en chef visiteront souvent cet établissement, pour s'assurer de la régularité de cette partie essentielle du service, et surveiller l'exacte séparation des objets qui ne doivent pas être lessivés ensemble.

394. Les dits officiers de sauté avertiront l'économe des abus qu'ils auraient observés; et dans le cas où il n'aurait pas été fait droit à leurs représentations, ils en rendront compte au commissaire des guerres.

De la boulangerie.

395. Sur les grains ou farines destinés au service des hôpitaux, il sera prélevé, d'après l'autorisation du directoire de l'armée, une portion qui sera affectée à l'ambulance, afin de s'assurer des moyens d'avoir du pain pour les malades ou blessés par tout où elle s'arrêtera.

306. Cette farine, préparée de la manière convenable pour la qualité du pain prescrite, sera embarillée avec soin, afin de

supporter le transport sans inconvéniens.

397. Le directoire de l'armée prescrira toutes les dispositions nécessaires pour qu'il y ait toujours à la suite de l'ambulance un nombre convenable de boulangers. Ils formerent une division commandée par un brigadier, sous la responsabilité duquel seront les farines, dont il sera comptable envers l'économe de l'am-

bulance, ainsi que des effets et ustensiles qui lui auront été

confiés (1).

398. Les ustensiles nécessaires à la manutention des farines et à la fabrication du pain, seront, ainsi que les farines, charges sur des caissons d'ambulance que les boulangers seront tenus d'accompagner.

32.e et 33.e SECTIONS.

De l'acquittement des dépenses et de la comptabilité.

(Nota) Depuis l'époque où cet arrêté a été rendu, les formes relatives à l'acquittement des dépenses et à la comptabilité, ont entièrement changé; il serait conséquemment inutile de placer ici ces deux sections : on se contentera de rappeler les articles 399 et 408, dont les dispositions sont encore suivies en partie. Il faudra pour ce qui concerne ces deux parties, voir la section ouze, titre trois du décret du 25 germinal an 13, numéro 537 le réglement du 18 septembre 1866 numéro 521.

Toutes les dépenses du service des hôpitaux militaires, seront acquittées par le trésor public, sur les ordonnances du ministre directeur de l'administration de la guerre (art. 399.).

Chaque agent principal doit recueillir et réunir les comptes des différens comptables compris dans son arrondissement, et les envoyer, autant que faire se peut, à l'agent en chef, qui, à mesure de la rentrée des pièces, bordereaux et états, en fait faire, sous ses yeux, une vérification sommaire, dont le but est,

1.º De s'assurer de l'exactitude des recettes;

2.º De vérisser si les comptabilités sont complètes, et si les états et pièces sont revêtus de toutes les formalités nécessaires;

3.º De rédiger les observations auxquelles pourraient donner lieu, premièrement, des circonstances particulières et locales; secondement la comparaison des dépenses et des consommations avec le nombre des journées d'hôpital (art. 408 modifié).

34. et 35. SECTIONS.

Des appointemens, traitemens et rations de vivres, etc., des membres des directoires, des conseils d'administration, des officiers de santé et autres employés.

(Nota). Les 24.º et 25.º sections ont été, ainsi que les précédentes abrogées par des dispositions postérieures, à l'exception des articles 415, 418 et 421 que l'on trouvera ci-après. Voir relativement aux traitemens dont il est question, les tarifs numéros 11, 35 et 48.

415. Les appointemens des employés de l'administration, seront réglés par le ministre.

418. Les officiers de santé et les employés faisant le service

⁽¹⁾ l'ordonnateur en chef ayant toujours à sa disposition des boulangers pour le service des vivres, peut en détacher pour le service des hêpulaus.

dans les hôpitanx provisoirement établis dans l'intérieur et situés dans l'arrondissement de l'armée, ne pourront prétendre au traitement de guerre, qu'autant qu'ils aurarient été détachés de l'am-

bulance pour servir dans ces établissemens.

420. En cas de réforme ou de licenciement d'officiers-de-santé et d'employés pour cause de suppression d'hôpitaux, ou pour excedant du nombre sixé par le présent réglement, il leur sera payé un mois d'appointemens, à compter du jour du licenciement, et ils recevront en outre l'étape pour rejoindre leurs soyer (1).

241. Les conteliers, chandronniers, ferblantiers, tonneliers, blanchisseurs, boulangers, attachés aux ambulances en exécution de la section 31, recevrent la ration en pain, viande et accessoires, comme les soldats, sur les bons de l'économe de leur division, visés du commissaire des guerres ayant la police de l'ambulance. Quant à leurs traitemens ou gages, ils seront réglés par le commissaire ordonnateur en chef, suivant les circonstances et les localités, d'après l'avis et sur la proposition de l'agent en chef.

TITRE 4.

De la police supérieure des hôpitaux militaires.

36. SECTION.

De la police supérieure des hôpitaux militaires.

425. Les commissaires-ordonnateurs des guerres auront, sous l'autorité du ministre, la police supérieure des hôpitaux militaires établis dans leurs divisions: ils les visiteront aussi souvent qu'ils le pourront, et toutes les sois que les circonstances l'exigeront. Ils veilleront à ce que les commissaires des guerres chargés de la police de chaque hôpital, remplissent exactement les souctions qui leur sont attribuées, et leur donneront, à cet effet, les instructions convenables, après néanmoins qu'elles auront été approuvées par le ministre de la guerre auquel its doivent les soumettre.

⁽¹⁾ Les officiers de santé ont actuellement droit au trait ment de réforme; voyez l'arrêté du 15 nivose an 9, num. 517. L'indemnité de licenciement dont il est question dans l'article ci-dessus est supprimée par l'art. 10 de cet arrêté,, pour les officiers de santé: cette indemnité est toujours accordée aux employés après un an de service, et en cas de suppression d'hôpitaux; décision des 23 vendéminier et 8 floréal an 12. Voyez neumains le décret du 23 octobre 1811 contenant de nouvelles dispositions à ce sujet num. 574, chap. 16. - Les chirurgiens requis, lorsqu'ils se sont déplacés du lieu de leur résidence v out également droit: et elle est graduée sur la durée de la réquisition; décision des 15 juin et 26 août 1806.

426. Les commissaires-ordonnateurs confierent la police particulière des hôpitaux à ceux des commissaires des guerres de leur division dont l'expérience et les talens leur seront bien connus.

427. Les commandans de place chargerout, chaque jour, de visiter l'hôpital, un on plusieurs officiers de la garnison, lesquels seront tenns d'assister à la distribution des alimens, le

matin et le soir (1).

428. Ces officiers teront la dégustation du bouillon, du vin et des autres alimens, mais en présence de l'économe ou d'un des émployés; ils inscriront et signeront sur un registre coté et paraphé par le commissaire des guerres, les observations qu'ils auront à faire sur les diverses fournitures, afin que le commissaire des guerres puisse en prendre connaissance et y faire droit s'il y a lieu. Ils rendront compte au commandant de place, de tout ce qu'ils auront remarqué lors de leur visite.

129. Le commandant de la place fera lui-même des visites à l'hôpital, soit de jour, soit de nuit, toutes les sois qu'il le jugera convenable. S'il s'apperçoit de quelques abus, il en avertira le commissaire des guerres pour qu'il les sasse cesser; saute

de quoi, il en rendra compte au ministre.

37. SECTION.

De la police particulière et intérieure des hôpitaux militaires.

430. Le commissaire des guerres chargé de la police d'un hôpital militaire, y sera chaque jour des visites, principalement aux heures de la distribution, pour s'assurer de la qualité des alimens, et saire droit sur les plaintes qui pourront lui être portées.

431. Indépendamment des visites journalières que le commissaire des guerres sera dans les salles, offices et magasins de l'hôpital, il sera souvent des visites extraordinaires de jour et de nuit et au moment où il sera le moins attendu, pour s'as-

surer par lui-même de la régularité du service.

432. Le commissaire des guerres requerra des commandans militaires, le nombre d'hommes nécessaire pour la garde des hôpitaux, ou l'escorte des évacuations; cette garde, dont il indiquera la force, sera à ses ordres, et le commandant recevra de lui la consigne.

433. Tous les officiers de santé et employés de chaque hôpital, indépendamment de la subordination à laquelle il sont tenus à l'égard de leurs chefs respectifs, seront sous la police du commissaire des guerres, auquel ils doivent compte de leur con-

duite pour tout ce qui est relatif au service (2).

⁽¹⁾ Voyez le titre 24 du num. 42 pag. 224 du vol. I.

⁽²⁾ Voy., quant à la subordinat. des offic. de sonté, le num 531.

434. Le commissaire des guerres viendra la main à ce que les visites, les pansemens, les distributions, se fassent exactement, et aux heures sixées. Il veillera, au surplus, à ce que les officiers de santé et employés exécutent ce qui leur est prescrit par le présent réglement, et en cas de négligence ou autres délits, il en instruira le commissaire-ordonnateur de la division, qui procédera contre les coupables, ainsi qu'il est prescrit pour les cas qui ont été prévus; il pourra même, si le cas est grave, les suspendre de leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre (1).

435. Tout militaire malade ou blessé sera également sous les ordres du commissaire des guerres, dans tous les cas qui intéres-

seront le service et la police des hôpitaux.

436. Indépendamment de la garde de l'hôpital, il sera commandé, chaque jour, un ou deux sous-officiers de planton, qui devront assister aux pesées de la viande du matin et du soir, ainsi qu'à celle du pain, après s'être fait remettre, par l'économe, le mouvement qui indiquera la quantité de malades et d'infirmiers qui doivent participer à la consommation des alimens. Ces sous-officiers se conformeront au surplus, à ce qui est prescrit par la section 12 du présent réglement, et à ce qui pourrait leur être ordonné pour le bien du service par le commissaire des guerres.

437. Il est expressément défendu aux malades et blessés, d'avoir, dans les salles de l'hôpital, aucune arme, poudre à tirer,

dés ou cartes à jouer, et même d'y fumer.

438. Aucun malade ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, entrer dans les cuisines, dépenses, pharmacies et magasins de l'hôpital, les infirmiers devant toujours leur procurer ce dont ils ont besoin, d'après ce qui a été prescrit pour chacun d'eux.

439. Les malades observeront, envers les officiers de santé et employés, les égards et la désérence qu'ils doivent aux soins

qu'ils en recoivent.

Il est également recommandé aux officiers de santé et employés

de traiter les malades avec douceur et humanité.

440. Il est pareillement recommandé aux malades et blessés de traiter les infirmiers avec douceur, et de ne jamais les injurier, quand même ils leur auraient donné lieu à quelques plaintes, auquel cas ils devront en instruire l'économe, pour qu'il en rende compte au commissaire des guerres, qui punira les coupables.

441. Il sera établi, dans chaque hôpital, une chambre de

⁽¹⁾ Les économes et les officiers de santé ne peuvent conserver auprès d'eux comme infirmiers ou domestiques, des soldats prétendus malades. Le ministre prend des mesures de sévérité contre les fonctionnaires qui donnent lieu à des plaintes sur ce sujet. Les ordonnateurs et commissaires des guerres doivent y veiller avec soin , circul. du 3 juillet 1806 A.

discipline dans laquelle les malades qui auront commis quelque faute, seront envoyés par le commissaire des guerres, dès qu'ils pourront l'être sans danger pour leur santé (1). Ils y auront pour coucher un bois de lit garni seulement d'une demi-fourniture; et ils pourront, en outre, être punis par la privation des alimens et boissons qui pourraient leur être retranchés sans in-

convéniens, d'après l'avis des officiers de santé.

442. Dans les hôpitaux où il n'y a ni jardin, ni espace suffisamment aéré, lorsque les officiers de santé jugeront la promenade nécessaire à quelques malades ou convalescens, ils en préviendront le commissaire des guerres, qui, sur l'état nominatif qu'ils lui en remettront, accordera la permission de sortir. Cet état, visé du commissaire des guerres, sera remis au commandant temporaire, qui désignera un nombre suffisant de sous-officiers pour accompagner ces malades pendant la promenade, empêcher qu'ils n'achètent ou ne reçoivent aucune espèce d'alimens, et pour les ramener à l'hôpital.

443. Il ne sera permis à qui que ce soit d'entrer dans les hôpitaux pour visiter les malades, qu'en vertu d'une permission par écuit du commissaire des guerres, ou autre le représentant

en son absence.

444. En cas de violence ou de voies de fait exercées soit de la part des malades, soit par toute autre personne, le sous-of-ficier de planton, ou le commandant du poste, prêtera main forte et arrêtera provisoirement les perturbateurs, à la charge d'en rendre compte de suite au commissaire des guerres.

445. Dans les hôpitaux où il existe un jardin potager, il sera cultivé pour l'usage des malades; l'économe seul en aura la

clef, et nul ne pourra y entrer sans sa permission.

Le jardin botanique sera sous la direction immédiate du pharmacien de première classe, qui se concertera avec les autres officiers de santé en chef, sur les espèces de plantes qu'il conviendra d'y entretenir.

' 446. Le commissaire des guerres tiendra la main à ce que le nombre des officiers de santé, ainsi que celui des employés, infirmiers et autres personnes attachées au service, n'excède pas

les proportions déterminées par le présent réglement.

447. Les officiers de santé de tous grades et de toutes les classes, ayant droit au logement en nature ou en argent, les chess seront logés, autant que faire se pourra, dans les hôpitaux militaires, pour y donner les secours d'urgence, et main-

⁽¹⁾ Il doit aussi y avoir dans les hôpitaux une chambre de sûreté, destinée à recevoir les malades en état d'arrestation. Précautions à preudre par ceux qui sont chargés de veiller à la garde ou au transférement de ces malades. Peines dont ils sont susceptibles en cas de leur évasion; voy. le num. 525.

tenir le bon ordre parmi leurs subordonnés. La désignation des logemens que devront occuper les officiers de santé, sera faite

par le commissaire-ordonnateur.

Lorsque les bâtimens n'offriront pas les ressources convenables, les officiers de santé seront tenus de loger le plus à proximité de l'hôpital, et dans ce cas, ils auront droit à l'indemnité fixée.

Il en sera de même pour les employés qui devront jouir de la même indemnité dans les grades correspondans, conformément

1 l'art. 415 du présent réglement.

448. Le commissaire des guerres sera tenu de réunir, tous les dix jours, les officiers de santé en chef et l'économe de l'hôpital pour s'occuper ensemble des moyens d'amélioration du service, et de la réforme des abus qui auraient pu s'y introduire.

Il convoquera également, toutes les sois qu'il le jugera utile, une assemblée extraordinaire à laquelle seront appelés tous les officiers de santé et employés, pour entendre la lecture du réjélement, et celle des instructions particulières qui auraient reçu la sanction de l'autorité supérieure.

38.º SECTION

De la propreté intérieure des hôpitaux militaires.

449. Les infirmiers balaieront les salles trois fois par jour; savoir:

Celles des fiévreux et galeux, avant la visite du matin;

Celles des blessés et vénériens, immédiatement après la visite du matin;

Toutes indistinctement après le repas du matin et après celui

du soir.

450. L'infirmier de première classe détachera chaque jour un ou plusieurs infirmiers ordinaires, pour balayer les cours et vestibules, ainsi que les escaliers, vider les baquets, et maintenir la propreté des latrines.

451. Les pots, les écuelles, et tous les ustensiles à l'usagé des malades, seront rincés soir et matin avant la distribution.

452. Les salles des malades seront aérées avant et après les

visites et pansemens, ainsi qu'après les repas.

453. Chaque salle sera éclairée pendant la nuit; les lampes seront recouvertes d'un chapiteau, auquel sera adapté un tuyau pour donner issue à la fumée.

454. Les marmites, casseroles et autres ustensiles de cuisine et de pharmacie, seront nettoyés tous les jours exactement, et

retamés aussi souvent qu'il sera jugé utile

455. Les baigneires seront rincées et lavées chaque jour, immédiatement après qu'elles auront servi aux malades.

456. Les couvertures seront aussi lavées et foulées tous les six

mois (1), et les matelas seront rebattus aux mêmes époques, et

plus souvent s'il est nécessaire (2).

457. La paille des paillasses sera renouvelée lorsqu'elle sera brisée, et lorsque les officiers de santé, de concert avec le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, le jugeront nécessaire. La paillasse des morts sera renouvelée.

458. Les draps de lits seront renouvelés tous les quinze jours,

et les chemises et coiffes tous les cinq jours.

Ce renouvellement habituel n'exclut pas celui que les officiers de santé pourront indiquer autant de fois qu'ils le jugeront convenable (3).

459. A proximité de chaque salle, il sera placé des fontaines, ou du moins des seaux et baquets garnis d'un robinet, pour donner aux malades la facilité de se laver les mains. Ces fontaines ou baquets seront nettoyés tous les matins, et l'eau en sera renouvelée ainsi que l'essuie-main.

460. Lans tous les hôpitaux permanens et provisoires sédentaires, au commencement du printemps et de l'automne, on sera blanchir à l'eau de chaux les salles, cuisines, corridors, corps de latrines, en observant de saire gratter les murs avant d'ap-

pliquer le nouvel enduit.

461. Pour prévenir tout accident d'incendie, les tuyaux des cheminées, fourneaux et poêles, seront nettoyés et ramonés tous

les quinze jours, et même plus souvent.

462. Tous les ordres concernant les objets ci-dessus détaillés, et ceux relatifs à la température et autres moyens de salubrité, au placement des lumières et des poêles; à la division et distribution des salles, à la position des latrines, et aux précautions à prendre pour prévenir l'influence de leurs émanations, scrout donnés par le commissaire des guerres, après avoir consulté les officiers de sauté en chef; et l'économe de l'hôpital sera spécialement chargé de leur exécution.

39. SECTION. Des portiers.

463. Le portier établi dans chaque hôpital militaire, empê-

(1) Les convertures ne doivent être soumises au foulon que dans le cas de désinfection jugée nécessaire par les officiers de saute (circul: du 16 janvier 1809).

(2) On ne laissera point dans le voisinage des salles on de l'hôpital, des caux stagnantes, des tas de fumier, ni aucunes matières végétales ou animales en décomposition; instruct. du conseil de santé du 7 vent. au 2.

⁽³⁾ Les bonnets de laine, les vestes et pantalons de laine, doivent être lavés ainsi que l'exigent la propreté et le bon entretien de ces effets (circul. du 24 mai 1806). Le linge sale doit être porté dans le lieu le plus aéré de l'édifice, et suspendu sur des pérches, sans être entassé (instruct: du conseil de santé du 7 ventose an 2).

chera que personne n'y entre et n'en sorte (1), excepté ceux désignés dans la consigne que lui remettra le commissaire des

guerres ou l'économe (2).

464. Il ne permettra l'entrée d'aucune denrée, boisson, fruits ou autres alimens qui ne seraient pas introduits par ordre de l'économe pour le service de l'hôpital, ou pour la consommation particulière des officiers de santé et employés qui y seront logés.

465. Tous les individus qui reçoivent leur nourriture à l'hôpital devant y consommer leurs alimens, conformément à l'art. 208 du présent réglement, le portier ne laissera sortir aucune den-

rec ni boisson.

466. Il pourra fouiller, à l'entrée, non seulement tous les infirmiers et ouvriers, mais encore les militaires à qui l'entrée de l'hôpital aurait été permise; et tout ce qu'il saisira en contraven-

tion à l'art. 454 sera confisqué à son profit.

467. Il pourra de même fouiller, à la sortie, tous ceux qui seront suspects; il saisira les effets et objets qui pourmient appirtenir à l'hôpital, consignera le coupable à la garde, et sera de suite avertir l'économe, qui en rendra compte au commissaire des guerres, pour être par lui statué ce qu'au cas appartiendra.

468. La sentinelle et la garde de l'hôpital prêteront main-forte

au portier quand il le requerra.

469. Lorsqu'il y aura deux portes d'entrée dans un haital, il n'en sera tenu qu'une ouverte, à laquelle il sera mis une barrière, afin de donner au portier la facilité nécessaire pour exercer sa surveillance.

470. Il ne laissera sortir aucun malade ou convalescent, qu'il ne soit muni d'une permission dans la forme prescrite par l'article 442.

Il ne laissera également entrer aucune femme, ni sortir aucun

infirmier sans un billet de l'écorome.

471. Indépendamment de leur salaire, les portiers seront nourris à l'hôpital, et recevront les alimens et boissons prescrits pour

la portion entière des malades. •

472. Il est expressément désendu aux portiers des hôpitaux militaires de vendre aucun aliment ou boisson, à peine d'être privés de leur emploi, ou punis plus sévèrement si leur contravention a donné lieu à quelque désordre.

(1) Le commandant d'armes, les officiers supérieurs, les officiers de police et chirurgiens-majors des corps, en tenue, sont exceptés de ces dispositions.

⁽²⁾ Les économes des hôpitaux militaires, laisseront entrer dans ces établissemens les préposés des droits réunis, quand ils en seront requis par eux; leur laisseront la faculté de visite et d'exercice que la loi leur donne: et leur fourniront tous reuseignemens et moyens de vérification nécessaires, sur la consommation des boissons sujettes aux droits; circul. du 5 juin 1809.

473. Les places de portiers seront données de présérence à d'anciens militaires qui seront en état de produire des preuves de leurs services et de leur bonne conduite.

40.º SECTION.

Des testamens (1) et des inhumations.

474. L'économe sera dépositaire et responsable des effets, papiers et argent appartenant aux décédés; et il sera tenu d'en adresser l'état à leurs familles, ainsi que leurs extraits mortuaires (2).

- 475. Immédiatement après le décès d'un malade, ou blessé, dans un hôpital, l'infirmier de quartier en avertira le chirurgien de garde, qui, après s'être assuré si la mort est réelle, fora transporter le corps, par les infirmiers, dans le lieu qui sera destiné à cet effet.
- 476. Les corps des malades ou blessés décédés, ne seront enterrés que vingt-quatre heures après leur mort, à moins que les officiers de santé en chef n'en décident autrement.

Les enterremens seront toujours faits à la pointe du jour.

477. Les fosses dans lesquelles les morts seront enterrés, auront au moins quatre pieds de profondeur, et seront exactement remplies de terre bien soulée, après que les corps y auront été déposés.

478. Les dimensions des fosses communes à plusieurs cadavres, seront réglées par le commissaire des guerres, d'après l'avis des officiers de sané; et il ne sera procédé à l'enterrement que lo sque l'ordre pour les dimensions aura été ponctuellement exécuté.

479. Les cimetières ou lieux de sépulture seront éloignés des hôpitaux, des camps et des habitations; leur emplacement sera fixé par le commissaire des guerres, en observant de choisir toujours la position la moins défavorable à la salubrité.

480. Aussitôt après une action, le commissaire ordonnateur chargé de la police des hôpitaux commandera le nombre d'hommes suffisant pour faire la recherche de tous les morts et les enterrer.

481. Dans les terrains trop secs ou trop humides, on recouvrira les cadavres d'une couche de chaux, sur laquelle on versera une quantité d'eau suffisante, avant de combler la fosse avec de la terre.

A défaut des moyens indiqués, les corps seront brûlés.

482. Aussitôt après le décès d'un malade, l'économe fera prévenir l'officier public chargé, par la loi, de constater les décès

(2) Relativement aux objets qui ont appartenu aux militaires décédés, voy.

ci-après le décret du 23 septembre 1806 num. 522.

⁽¹⁾ Cette section ne contient aucune disposition sur les testamens quoique le titre qu'elle porte, semble l'indiquer; voy. à ce sujet les titres 4 et 5 du num. 364, vol. 11.

LEGISLATION MILITAIRE. -- CHAP. 15.

dans l'arrondissement de la commune. Il lui présentera le billet d'entrée du décédé, pour que les noms, âge, lieu de naissance et de résidence, soient partés sur le registre de l'officier public, avec la désignation de la compagnie et du corps auquel il était attaché: la date de sou entrée à l'hôpital et celle de sa mort y seront inscrites en toutes lettres; il indiquera le genre de maladie dont il est mort (1).

483. Indépendamment de cette formalité indispensable, l'économe de chaque hôpital sera tenu d'avoir un registre coté et paraphé a chaque page par le commissaire des guerres, pour inscrire tous les malades et blessés dont le décès sera survenu.

Ce registre contiendra les mêmes détails sur le défunt que ceux

indiqués par l'article précédent.

484. En cas de retraite ou changement de l'économe d'un hôpital, l'économe sortant sera tenu de remettre à son successeur le registre mentionné dans l'article précédent.

485. Les économes des hôpitaux militaires remettront, tous les mois, l'extrait du registre mortuaire au commissaire des guerres,

qui l'adressera au ministre de la guerre (2).

A la suite d'une bataille ou d'une action, ou dans le cas d'un siège, les commissaires des guerres et les économes des hôpitaux se procureront, dans les régimens, bataillons et autres corps, les noms de ceux qui ont été tués. Ils réuniront sur les décès tous les renseignemens possibles, pour les inscrire sur leurs registres, afin de fournir aux familles les extraits mortuaires.

486. Les fournitures du lit, sur lequel un malade aura décédé, seront sur-le-champ enlevées et remplacées par des fournitures

nouvelles.

487. Lorsque la maladie aura éu quelques simptômes de contagion, qu'elle aura été longue ou de nature à endommager les fournitures, elles seront, d'après les ordres du commissaire des guerres, et suivant l'urgence des cas, brûlées, ou désinfectées, ou réparées convenablement : dans tous les cas, elles seront mises à l'air pendant quelques jours.

(2) Le numéro que chaque militaire décéde avait sur le registre-matricule de son corps, sera soigneusement relaté sur les extraits mortuaires (instruction du 15 nov. 1809) num. 364, vol. II.

⁽¹⁾ Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons et maisons de réctusion, ou d'exécution à most, il ne sera fait sur le registre aucune mention de ces circoustances (code Napoléon. art. 85).

41.º et 42.º ŞEGTION s.

De l'uniforme des officiers de santé et des employés des hôpitaux militaires, et du costume des membres du directoire central, des directoires d'armée et des conseils d'administration.

(Nota.) Les dispositions que renferment ces deux sections ne sont plus suivies : voyez pour l'uniforme actuel des officiers de santé et des employés des hépitaux de tontes classes et de tous grades, le réglement du premier vendém. an 18, num. 464, rol. III.

N.º 516.

Arrêté relatif aux fonctions et au traitement des membres de directoires et de conseils d'administration des hôpitaux militaires.

-Do 4 frimaire an 9.

ART. 1. er Les fonctions de membres du directoire central des hôpitaux militaires (1), des directoires aux armées et des conseils d'administration des hôpitaux militaires, sont purement civiles.

2. Ceux d'entre eux qui jouissent d'une solde de retraite ou de réforme, pourront la cumuler avec le traitement attaché à cette fonction, conformément à l'art. 5 de la loi du 28 fructidor an 7, et à l'avis du conseil d'état, du 18 fructidor dernier, approuvé par le premier consul.

3. Le ministre de la guerre est chargé, etc.

N.º 517.

Arrêté relatif aux traitemens de réforme des officiers de santé.

Du 15 nivôse an 9.

ART. 1.er Les officiers de santé actuellement attachés au service des armées de terre ou de mer, par brevet ou commission ministérielle, obtiendront des traitemens de résorme, lorsqu'ils

⁽²⁾ Des administrateurs des hôpitaux militaires au nombre desguels sont les inspecteurs créés en vertu du décret du 10 avril 1806; vov. ci-aprés le num. 520,

seront licenciés, en exécution des ordres du gouvernement, avant d'avoir rempli les conditions fixées par les lois pour jouir d'une solde, de retraite.

2. Le traitement de résorme des officiers de santé sera fixé à

raison de leur grade et de la durée de leurs services.

3. Il sera pour chaque année de service, d'un trentième du minimum fixé, pour leurs grades respectifs, à la solde de re-

traite pour infirmités non provenant de blessures (1).

4. Néanmoins ceux qui n'auront pas plus de dix ans de service continu pourront obtenir ce traitement: il leur sera seulement alloué une gratification une fois payée, qui sera d'une année d'appointement pour dix ans de service, d'une demi-année pour cinq ans; et proportionnellement pour le nombre d'années entre dix et cinq ans, ou intérieur à cinq ans (2).

5. Les officiers de santé démissionnaires, ou qui demanderont eux-mêmes leur licenciement, ne pourront obtenir le traitement

de réforme.

6. Nul ne pourra jouir du traitement de réforme attribué à son grade par les articles précedens, sil n'a exercé, pendant deux ans, les fonctions de ce grade. Si les deux années ne sont pas complètes, le traitement de réforme sera réglé sur le grade immédiatement inférieur (2).

. 7. Il ne pourra, sous aucun prétexte, être appelé au service, des officiers de santé qui ne jouiront point d'un traitement de réforme, qu'au refus ou au défaut d'officiers de santé jouissant dudit

traitement.

8, Les officiers de santé qui, appelés soit aux armées, soit au service des hôpitaux militaires, refuseront de se rendre au poste qui leur aura été assigné, ou n'y seront récliement point rendus au terme qui leur aura été fixé, ne pourront, sous aucun prétexte, continuer à jouir du traitement de réforme.

9. Les traitemens de résorme ci-dessus déterminés, sont incompatibles avec toute espèce de traitement d'activité ou d'appointemens quelconques accordés par l'état pour le service des armées

de terre ou de mer. (3).

10. Au moyen du traitement de réforme ci-dessus déterminé, il ne sera plus accordé d'indemnité de licenciement aux officiers de santé qui recevront ordre de cesser leurs services (4).

11. Les traitemens de réforme seront payés de la même ma-

nière que les solde de retraite.

12. Les gratifications seront soldées ainsi qu'il suit;

⁽¹⁾ Le traitement de réforme a été fixé sur de nouvelles bases par la loi du 8 sloréal an 11, art. 12 du num. 292; voy. aussi le tarif num. 51. (2) Voy. le num. 302 bis page 589 du vol. 11.

⁽³⁾ Voy. Fart. 12 du num. 292 vol. 11. (4) Voy. Part. 420, page 64 de ce vol.

Deux mois d'appointemens au plus, seront soldés au moment du licenciement; et les mois excédans, mois par mois, au domicile de l'officier de santé réformé.

N.º 518.

Arrêté relatif aux traitemens et indemnités des membres du directoire central des hôpitaux militaires, des conseils d'administration, et des divers, officiers de santé attachés au département de la guerre.

Du 23 vendémiaire, an 10.

ART. 1.er Les traitemens des membres du directoire central des hôpitaux militaires et des conseils d'administration des mêmes hòpitaux, seront, à dater du premier vendémiaire an 10, payés sur la masse des hôpitaux (1).

2. 'Il en sera de même des traitemens des membres du conseil de santé, et des autres officiers de santé attachés au département de la guerre, à l'exception de ceux qui sont attachés à

un corps d'une arme quelconque.

3. Les frais de route accordés aux uns et aux autres, soit pour changement de destination ou pour tout autre motif, seront pris sur le même fonds.

Il en sera de même de l'indemnité de logement accordée, par l'art. 447 de l'arrêté du 24 thermidor an 8 (2) aux officiers de santé qui ne peuvent être logés à l'hôpital, et 'de l'indemnité de licenciement accordée par l'art. 420 du même arrêté.

5. Il sera, pour les traitemens, passé revue des membres du directoire central des hôpitaux militaires, des membres des conseils d'administration des mêmes hôpitaux, des membres du conseil de santé, et des officiers de santé désignés ci-dessus, aux mêmes époques et de la même manière que des corps d'une arme quelconque.

6. Cette revue sera, aux mêmes époques et de la même manière que toute autre, envoyée au ministre de la guerre, qui l'ordonnancera sur la masse des hôpitaux, et fera les dispositions nécessaires pour que les traitemens des officiers de santé et au-

⁽¹⁾ Les conseils d'administration des hôpitaux n'existent plus: mais ces dispositions s'appliquent au paiement des fonctionnaires qui les out remplacés.
(2) Voy. le num. 515., pas. 67.

tres employés désignés dans l'art. 5, puissent être payés aux mêmes époques, et de la même manière que la solde de l'armée (1).

7. Les fruis de route, les indemnités de logement et de licenciement, seront payés d'après des décisions et des ordonnances

spéciales du ministre (2).

8. Dans chaque demande de fonds ou dans chaque état de dépense, les sommes à employer ou employées pour ces objets,

seront portées sur une colonne particulière.

Les traitemens des membres du directoire central des hôpitaux et du conseil de santé, les frais de route et les indemnités de licenciement, seront portés à l'article des dépenses générales des hôpitaux.

Les traitemens des membres des conseils d'administration et des officiers de santé, seront, ainsi que l'indemnité de logement, portés à l'article des dépenses particulières de chaque établisse-

ment.

N.º 519.

Arrêté relatif au service de santé des armées.

Du 9 frimaire an 12.

Organisation du service militaire de santé, tant dans les hôpitaux militaires, que dans les corps et les salles militaires des hospices civils.

ART. 1.er IL sera établi six inspecteurs-généraux du service de santé (3), dont deux médecins, trois chirurgiens et un pharmacien.

2. Ces inspecteurs seront nommés par le premier consul, sur

la présentation du directeur-ministre.

3. Chacun des inspecteurs-généraux fera, chaque année, une tournée pour inspecter les hôpitaux militaires, les infirmeries régimentaires et les salles des hôpitaux civils destinées aux troupes.

(2) L'indemnité de route est cumulée à la solde; voy. le num. 415 vol. III- Gelle de logement se paie sur les mêmes états que les appointemens; voy. le num. 546.

(3) Ce nombre a été porté à 7 par le décr. imp. du 23 fév. 18:1.

⁽¹⁾ Les traitemens des inspecteurs généraux du service de santé, des officiers de santé, des agens d'administration et employés des hôpitaux militaires et ambulans qui u'étaient payables qu'en vertu d'ordonn inces du ministre directeur sont actuellement acquittés à la fiu de chaque mois sans ordonnances préalables sur extraits de revues individuelles, voy. l'art. 2 du num. 544 et le titre 13 du num. 548.

Ils feront, lors de leurs tournées dans les hôpitaux qui leur seront indiqués par le ministre, des cours publics sur les parties du service de santé militaire qui leur sera prescrit. Ils examineront, à la fin de ces cours, les médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires de l'arrondissement, non seulement sur les objets du cours qu'ils auront faît, mais encore sur les différentes branches de l'art de guérir.

Ils soumettront au ministre le résultat de leur inspection sur l'amélioration du service de santé, sur le perfectionnement de l'art de guérir, sur l'instruction et le mérite des médecins, chi-

rurgieus et pharmaciens militaires (1).

Deux d'entr'eux seront constamment en tournée.

4. La solde des inspecteurs-généraux est fixée à 5,000 fr. par an. Leurs frais de postes, pour celles qu'ils parcourront lors de leurs tournées, sont fixées à raison de 7 fr. par poste.

5. Le conseil de santé est supprimé.

Hopitaux militaires.

6. Il y aura dans chaque hôpital militaire un médecin, un chirurgien-major et un pharmacien, chargés en chef de la direction du service de santé de ces établissemens.

Ils seront secondés dans ce service par les chirurgiens des corps en garnison dans la ville où chacun de ces hôpitaux se trouve, et ce, conformément aux dispositions ci-après (2).

7. Dans les lieux où il existera des hôpitaux militaires, et où, par quelque circonstance que ce soit, la garnison n'offrirait point un assez grand nombre de chirurgiens pour desservir ces établissemens, l'ordonnateur de la division, ou même le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, requerra les chirurgiens des corps les plus voisins (3), à l'exception des

Aucun des objets relatifs au service de santé, ou à l'art de guérir, tels que médicamens simples, bandages herniaires, instrumeus de chirurgie et autres dont il est fait usage dans les hôpitaux militaires, no pourra être reçu dans le magasin central des médicamens à l'aris, que sur un certificat de vérification de la part du conseil de santé (arr. du 24 thermid. dn 8, art. 117).

(3) Les colonels sur l'invitation des ordonnateurs, donnent ordre aux chirurgieus désignés, quel que soit leur grade, de se rendre sans délai d'une

⁽¹⁾ Les inspecteurs généraux doivent aussi rédiger les instructions et observations, sur les objets d'art, que les circonstances rendront nécessaires, et que le ministre jugera à propos de publier pour le persectionnement des moyens de secours dus aux militaires (arr. du 24 thermid. an 8, art. 113); voy. la note placée immédiatement au-dessous du fit. de la ouzième section du num. 515.

⁽²⁾ Le chirurgien-major doit toujours suivre les bataillons de guerre. Il ne doit rester près des corps que le nombre de chirurgiens nécessaire pour le service habituel et le traitement des maladies légères, le surplus étant réservé pour les hôpitaux militaires, les ambulances et les salles militaires des hospices civils; circ. du 16 floréel an 12. A.

chirurgiens majors, de se rendre à l'hôpital militaire pour y faire le service. Ceux-ci ne pourront se refuser d'obéir à ces

réquisitions, sous peine de destitution (1).

8. Sont exceptés des dispositions du présent arrêté les hôpitaux de Bourbonne et de Barréges, dont le service continuera d'être fait par les officiers de santé que le ministre y attachera spécialement.

9. Le nombre d'aides et surnuméraires pharmaciens à employer dans les hôpitaux militaires, sera déterminé d'après le nombre habituel des malades reçus dans chaque hôpital.

10. Il sera placé des médecins-adjoints dans les hôpitaux militaires qui reçoivent habituellement plus de 500 malades (2).

en chef des hôpitaux militaires est fixée ainsi qu'il suit (3):

12. Les hôpitaux militaires d'instruction sont supprimés (4).

Services près les corps armés et dans les salles militaires des hospices civils.

13 Il sera attaché deux chirurgiens par bataillon sur le pied de guerre, et un à chaque escadron sur le même pied.

Ils scront réduits à moitié sur le pied de paix.

14. Un seul de ces chirurgiens aura par régiment le grade de chirurgien-major; les autres seront divisés en aides-majors et sous-aides, dans la proportion ci-après:

Régimens à quatre bataillons:

3 aides-majors....4 sous-aides.... pied de guerre.

1 idem...... pied de paix.

les établissemens où leur présence, est nécessaire; circ. du 16 floréal ant 12. - Ils n'en seront pas moins tous indistinctement compris pour leur paiement sur les états de revues des corps, auxquels ils appartiennent ibid. Voy. l'art. 7 du numéro 548.

(1) Lorsque l'envoi des chiturgiens des corps à l'armée ne permet pas d'assurer le service des hôpitaux par leur moyen, on emploie : soit des officiers de santé réformés, soit des chirurgiens civils. circ. du 2 complémentaire an 13 A; voy. relativem.aux chirurg. civ. le num. 537, art. 76.

(2) Les médecins adjoints sont assimilés, pour le traitement et les attributions, aux chirurgiens et pharmaciens aides majors. Décision du 26. avril 1807. Voy. le tarif n. 11.

(3) Voy. le tarif num. 11.

(4) Les officiers de santé en chef doivent faire des cours pour l'instruction des jeunes chirurgiens, et pour les former au manuel des opérations. Il doit y avoir dans chaque établissement une salle destinée à cet objet : le service de cette salle est fait par un garçon infirmier; circ. du 26 nivose an 13, A.

Tous les objets nécessaires, tant pour l'entretien de la propreté et le chaussage de cette salle, que pour la démonstration et la dissection, sont fournis par l'économe de l'hôpital, sur la demande des ossiciers de santé en chef, visée par le commissaire des guerres et approuvée par l'ordou-

nateur. Instruct. du 26 novembre 1806; art. 60.

Régimens à trois bataillons.

2 aides-majors 3 sous-aides pied de guerre. 1 idem pied de paix.

Régimens à quatre escudrons.

1 aide-major 2 sous-aides pied de guerre.

15. Les chirurgiens des corps seront chargés du service des hôpitaux militaires et des salles militaires des hospices civils, dans les lieux où leurs corps seront en résidence (1).

Pans les hôpitaux militaires ils seront sous les ordres des offi-

ciers de santé attachés à l'hôpital (2).

16. Les chirurgiens majors et aides-majors des hôpitaux et des corps ne pourront être employés en cette qualité qu'après avoir été reçus docteurs, conformément aux lois sur l'exercice des professions de médecins et chirurgiens (3).

Les sous-aides-majors ne seront employés qu'après avoir été examinés par les inspecteurs. Ils ne pourront parvenir au grade

d'aide-major qu'après avoir été gradués. (4).

(1) Les commissions administratives ne peuvent, sous aucun prétexte, mettre obstacle à l'exercice de leurs fonctions; instruct. du 7 messid. an 12 art. 5.

(2) Les chirurgiens des corps chargés du service des salles militaires des hospices civils, doivent se borner au traitement chirurgical et aux prescriptions qui en dépendent. Tout ce qui est du ressort de la médecine est exclusivement réservé aux médecins attachés à ces établissemens. Les sous-aides qui par circonstance seraient chargés du même service, devront prendre les ordres du médecin en chef de l'établissement; circul. du 27 messidor an 12 A.

(3) Les médecins ou chirurgiens non reçus docteurs, mais qui ont eté employés comme officiers de santé de première classe pendant deux ans dans les armées, s'ils veuleut obtenir le titre de docteur eu médecine ou en chirurgie, doivent se présenter avec leurs commissions à une des écoles de médecine, pour y subir le dernier acte de réception ou soutenir thèse. Il leur est délivré un diplome, et ils ne paient que les frais fixés pour la thèse; loi du 19 ventose an 11 art. 11.

Les chirurgieus des deuxième et troisième classes qui ont été employés aux armées, peuvent faire valoir leurs années de service pour être dis-

pensés des inscriptions; arrêté du 20 prairial an 11.

(4) Relativement aux sujets qui se se présentent comme médecins, on doit exiger l'exhibition de leurs lettres de docteur.

L'inspecteur médecin doit s'assurer de leurs connaissances pratiques, en les conduisant à quelques visites et les questionnant au lit même

des malades; décision du 19 vendémiaire an 13 A.

Quant aux pharmaciens et aux chirurgiens, on se borne à leur faise des questions écrites, auxquelles ils doivent répondre sans désemparer, en présence des inspecteurs généraux de santé, ou dans les départemens en presence des municipalités, qui adressent leurs réponses aux inspecteurs généraux.

Les nominations se font par le ministre, sur les rapports que lui présente le bureau du personnel, d'après l'admission préalable et l'avis écrit

et motivé desdits inspecteurs généraux.

17. Il sera attaché un médecin militaire aux salles militaires des hospices civils qui reçoivent habituellement le plus de militaires malades.

13. Dans les hospices civils dont les salles militaires ne pourraient être desservies par les chirurgiens des corps, attendu la quantité de malades qu'elles contiendraient, et le petit nombre des chirurgiens de la garnison et de l'arrondissement, les commissions des hospices seront tenues d'entretenir à leurs frais le nombre d'aides-chirurgiens que comportera l'étendue de l'établissement sur le pied et sous les rapports militaires.

Lorsque, par quelque circonstance que ce put être, aucna chirurgien militaire ne pourrait donner de soins aux militaires malades dans les salles militaires des hospices civils, les commissions administratives seront tenues d'en faire faire le service par

les médecins et chirurgiens de leurs établissemens.

19. Les salles militaires des hospices civils seront assujetties à la même police et à la même surveillance que les hôpitaux militaires. Le régime et le service y seront les mêmes que dans les hôpitaux militaires.

20. La solde des chirurgiens-majors des corps est fixée à (1).

21. Les chirurgiens des corps devront continuer de traiter à la chambre, à la caserne, sous la tente, les maladies légères.

22. Il sera mis, chaque année, une somme à la disposition des chirurgiens-majors des corps, pour l'achat et entretien des bandages herniaires, la provision du linge, charpie et médicamens nécessaires au traitement des malades qui pourront être soignés hors des hôpitaux. Cette dépense sera imputée sur la masse des hôpitaux, et déterminée, pour chaque corps, en raison de sa force et de ses besoins par le directeur-ministre. Elle ne pourra excéder 1000 fr. (2).

23. Le fonds indiqué par l'article précédent sera déposé dans la caisse du corps, et son emploi sera surveillé par les conseils d'administration, à qui les chirurgiens majors seront tenus d'en rendre compte tous les trois mois, et plus souvent si le conseil

le juge nécessaire.

24. Lorsqu'un corps se mettra en marche pour l'armée, il y aura par bataillon un caisson d'ambulance, organisé de manière à porter les objets nécessaires pour le premier appareil à mettre sur-le-champ de bataille,

(1) Voyez le tarif num. 26.

⁽²⁾ Cette masse formait un fonds séparé sous le titre de masse de médicamens, et était payée à raison de 45 cent. par homme pour les corps de cavalerie, d'artillerie et du génie; et de 32 cent. pour ceux d'infanterie sur le pied du complet de chaque corps; circul. du 11 prairiel an 12 et 18 plusiose an 13 A. - La masse de médicamens a eté supprimée par le décret du 2 février 1806, et la dépense pour le traitement des maladies légères est à la charge de la masse générale; voy. pour la somme que les corps ne pourront excéder dans leurs dépenses, le tarif num. 30.

25. L'administration des médicamens que contiendra chaque caisson sera confiée aux chirurgiens-majors, sous la surveillance des conseils d'administration auxquels ils seront tenus d'en rendre compte tous les trois mois, et plus souvent, si le conseil le juge, ou les circonstances le rendent nécessaire.

26. L'achat, entretien et renouvellement des drogues, médicamens, charpie, linge à pansement, etc., contenus dans le caisson, seront faits sur les ordres du ministre directeur et le

montant imputable sur la masse des hôpitaux.

L'achat, entretien du caisson et autres dépenses en résultant,

seront à la charge de la masse des équipages (1).

27. Les commandans des corps sont autorisés à dispenser, sur la demande du chirurgien-major, un ou deux soldats du service habituel pour faire le service d'élève-chirurgien.

Indomnités de logement et de fourrages.

28. L'indemnité de logement qui devra être accordée aux médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires, qui ne pourront être logés dans les bâtimens militaires ou nationaux, demeure fixée ainsi qu'il suit : (2)

Il ne sera accordé ni logement, ui indemnité représentative aux médecins militaires attachés aux salles militaires des hospices

civils.

29. Le nombre de rations de fourrages, soit en nature, soit en indemnité représentative, à fournir, tant sur le pied de paix que sur le pied de guerre, sux médecins, chirurgiens et pharmaciens militaires, est fixé comme ci-après (2):

30. Les ministres de la guerre, etc.

N.º 520.

Décret impérial, relatif au directoire central et aux conseils d'administration des hôpitaux militaires.

Au palais des Tuileries, le 10 avril 1806.

APOLEON, Empereur des français; roi d'Italie;

Sur le rapport de notre ministre directeur de l'administration de la guerre,

Notre conseil d'état entendu,

Avons décrété et décretons ce qui suit :

ART. 1.ºr Le directoire central des hôpitaux militaires conti-

⁽¹⁾ Voy ci-après pour ce qui concerne les caissons d'ambulance, le num. 534. (2) Voy. les tarifs, numéros 35, 36 et 48.

nuera à exercer près du ministre-directeur de l'administration de la guerre, les différentes sonctions qui lui sont attribuées.

2. Les conseils d'administration actuels des hôpitaux militaires sédentaires sont supprimés. Chaque conseil sera remplacé par un seul fonctionnaire, chargé, sons la dénomination d'inspetteur, de la surveillance du service administratif, et par un économe comptable qui sera tenu de fournir un cautionnement en immeubles (1).

3. L'in pecteur sera choisi, ou parmi les membres actuels des conseils d'administration, ou parmi les militaires qui auront obtenu au moins le grade de chef de bataillon ou d'escadron, et qui seront membres de la légion d'honneur, ou enfin parmi les agens principaux ou les agens en chef du service hospitalier aux armées, qui auraient obtenu, par suite de leurs services, la décoration de la légion d'honneur.

Ils seront nommes par Sa Majesté, sur la présentation du ministre-directeur de l'administration de la guerre, qui est chargé de lui présenter les mesures réglementaires auxquelles ce décret doit donner lieu.

N.º 521.

Règlement sur les hópitaux militaires, approuvé par l'Empereur.

Le 18 septembre 1806.

Des inspecteurs.

ART. 1.° L'inspecteur de l'hôpital militaire y surveille, 1.° l'exécution des réglemens et instructions relatives au service administratif; 2.° l'emploi des deniers, la conservation et l'entretien du mobilier; 3.° la remise au commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, des mouvemens, des états de journées et de comptes de toute espèce, dans les formes et aux époques prescrites; 4.° la gestion de l'économe, et la conduite des employés et sous-employés de tout grade, en ce qui concerne leur service à l'hôpital (2).

il tient la main à ce que leur nombre n'excède pas les proportions fixées par le règlemens. Il est présent à la passation

⁽¹⁾ Relativement aux fonctions des inspecteurs, et à celles des économes, ainsi que sur la sixation de leur cautionnement; voy. le réglement du 18 septembre 1806, num. 521.

⁽²⁾ Il ne peut être établi d'inspecteur près des hôpitaux temporaires ou ambulans, à moins d'un ordre exprès du ministre; arrêté du 24 therm. an 8, art. 305.

des marchés qui doivent être signés par lui; ceux qu'il n'approuverait pas ne pourraient être que provisoires, et il en serait réséré au ministre-directeur; enfin il vérisse la tenue, et l'exactitude des registres en tout genre, ainsi que des états de con-

sommation, et en vise les pièces.

Il a le droit et le devoir de vérifier les qualités, poids et quantités de toutes les denrées et effets qui entrent dans l'hôpital pour la consommation des malades. Il peut en suspendre la réception ou la distribution, et en ordonner le remplacement. Sa décision, dans ce cas, est exécutoire par provision. Cependant si l'économe pense qu'elle est mal fondée, il peut en rélérer au commissaire des guerres (1).

L'inspecteur correspond avec l'ordonnateur de la division et

le ministre-directeur

Des économes et autres employés.

2. L'économe est seul, et sauf recours contre ses subordonnés, comptable et responsable des fonds, du mobilier, des denrées, médicamens et objets de consommation qui lui seront confiés pour

le service de l'hôpital (2).

3. Le cautionnement à fournir par l'économe, ne pourra être moindre de 10,000 fr. Ce cautionnement pourra être fourni en immeubles ou en numéraire, ou en ciuq pour cent cousolidés; et dans ces deux derniers cas, il sera versé à la caisse d'amor-

tissement (3).

4. L'économe se conformera aux réglemens et instructions en ce qui concerne les fournitures, linge et ustensiles nécessaires aux malades; leur entretien, la réception et la sortie des malades; les inhumations, les alimens, médicamens, et leur distribution; l'arrangement et le chauffage des salles; la propreté intérieure des hôpitaux; le rechange et le blanchissage du linge et des effets, et les autres détails du service intérieur (4).

niture relative au service de l'hôpital.

(2) Lors même qu'il aura plusieurs établissemens à gérer; instruction du

26 novembre 1806 art. 35 num. 523.

(3) Il n'est point réglé de cautionnement particulier pour l'économe ayant

des succursales à gérer; décision du 13 février 1807.

⁽¹⁾ Il tiendra strictement la main à ce que l'économe ou les employés ne. s'immiscent directement ni indirectement dans aucune espèce de four-

Il dirigera spécialement sa surveillance sur tout ce qui peut concourir au maintien de l'ordre et de l'économie dans toutes les parties du service, à la recherche et à la répression des abus. Il pourra, lorsqu'il le jugera convenable, prendre l'avis des officiers de santé en chef de l'hôpital, sur les moyens d'amélioration; arrêté du 24 thermidor an 8, articles 308 et 310; voy. sur les attribut, des inspect. le num. 529.

⁽⁴⁾ L'économe assistera le plus souvent possible, aux visites, aux pansemens, aux distributions. Il ne doit négliger aucune des attentions propres à seconder les vues bienfaisantes de S. M. envers les militaires malades; instruction du-26 novembre 1806; art. 52.

5. L'économe correspondra habituellement, et pour les objets du service ordinaire, avec le commissaire des guerres. Il donnera connaissance à l'inspecteur, des modifications accidentelles apportées au service, soit par le commissaire des guerres, soit par l'ordonnateur (1).

6. Le ministre-directeur nommera l'économe de chaque hôpital. Il nommera également le premier commis, sur la présentation de l'économe. Cette présentation aura lieu par l'intermédiaire du commissaire des guerres ayant la police de l'hôpital,

et par celui du commissaire-ordonnateur de la division.

Les employés d'un grade inférieur et les sous employés, seront au choix de l'économe. Notre intention est que coux qui
sont actuellement en fonctions soient conservés, à moins que
notre ministre-directeur n'en ordonne le remplacement, d'après
les rapports qui lui seront adressés par le commissaire des guerres chargé de la police des hôpitaux respectifs. Il sera donné
connaissance au ministre-directeur, de la nomination des premiers, ainsi que de celle des sous-employés de première classe; et
on lui adressera à la fin de chaque trimestre, un état des mutations survenues dans le personnel de l'administration de l'hôpital (2).

7. L'économe ne pourra présenter au ministre, pour la place de premier commis, ni nommer lui-même aux autres emplois, que des sujets qui auront servi d'une manière irréprochable dans

les hôpitaux militaires (3).

8. L'orsqu'un économe ou son premier commis aura été appelé pour remplir momentanément ses fonctions à une armée active, il ne pourra être remplacé que provisoirement, et il reprendra ses fonctions à la fin de la campagne.

Si le choix tombe sur l'économe, son premier commis le remplacera; l'économe restera garant de la gestion provisoire.

(I) Il doit s'adresser, pour tous les besoins de l'hôpital au commissaire des guerres, qui transmet la demande à l'ordonnateur avec son avis. L'ordonnateur la soumet au ministre-directeur; ibid. art. 48.

Le ministré-direct. reçoit, chaque trimestre, par l'intermédiaire du commissaire des guerres et de l'ordonnateur, un état nominatif des employés de chaque hôpital, énonçant l'avis de l'inspecteur et du commissaire sur l'intelligence, l'application et la conduite de chacun de ces employés.

(3) L'économe peut, lorsqu'il le juge nécessaire, proposer le changement

⁽²⁾ Les différens employés dans un hôpital, seront aux ordres et à la disposition de l'économe, et graduellement responsables envers lui. Il pourra indépendamment des fonctions particulières qui leur seront désignées, les occuper au bureau, et à toutes les opérations que la surveillance du service ou les détails de la comptabilité exigeront; arc. du 24 thermid., art. 340. Si l'économe s'appercevait que ses subordonnés se rendissent compables de quelques abus contraires au bien être des malades et aux intérêts du gouvernement, il devra prendre de suite les mesures pour les faire cesser. Il est responsable, sauf son recours contre qui de droit, de tout ce qui ne peut être imputé à des événemens de force majeure, et que sa surveillance aurait pu prévoir; instr. du 26 nov. 1806 art. 54.

9. L'économe ne pourra acheter (1) que les médicamens dont le formulaire pharmaceutique permet l'acquisition sur les lieux; les autres articles lui seront expédiés des dépôts de pharmacie.

10. Les marchés passés par les anciens conseils seront exécutés jusqu'à leur expiration, qui ne pourra se prolonger au-delà du

1.er janvier 1807.

Des traitemens.

11. Le traitement des inspecteurs sera réglé par le ministredirecteur suivant la force des hôpitaux, qui seront divisés en trois classes. Il ne pourra excéder 6,000 fr., ni être moindre de 3,000 fr.; il sera acquitté sur revues particulières, dans la forme usitée pour les anciens membres des conseils d'administration, et prélevé sur la masse des hôpitaux (2).

12. Le ministre-directeur réglera également et sur les mêmes bases, le traitement des économes et employés de chaque hôpital.

Le maximum du traitement sera, pour les économes, de 3,000 francs; et le minimum de 2,000 fr. (2).

Employés et sous-employés en subsistance dans les hôpitaux.

13. Le ministre-directeur pourra mettre en subsistance dans chaque hôpital sédentaire,

Un employé qui aura vingt-cinq ans de service dans les hô-

pitaux, dont trois campagnes au moins.

Un infirmier-major et un infirmier ordinaire qui auront vingt ans de service dans les hôpitaux, dont trois campagnes au moins (3); Leurs journées seront portées à la suite des états de trimestre.

Celles de l'employe seront comptées comme journées d'officier; celles des infirmiers comme journées de soldat.

14. Les dépenses de traitement, autre que celui des inspeêteurs, seront applicables au prix de la journée."

De la comptabilité.

15. Nulle pièce ne sera admise, dans les comptes de l'économe, si elle n'est visée par l'inspecteur, et vérillée et arrêlée par le commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital.

16. Les états de journées établis par trimestre, ainsi que le porte le décret du 25 germinal an 13, seront transmis au directeur ministre, dans les délais fixés par ledit décret, après

(1) Sans un ordre spécial du ministre, ou de l'ordonnateur en cas d'ut-

(2) Voy. pour le mode de paiement des inspecteurs et des économes le titre 13 du *num.* 548...

du premier commis, en motivant à cet égard sa proposition (instruct. du 26 novemb. 1806 art. 55.).

Il peut de même remplacer les employés d'un grade inférieur, toutés les fois qu'il le juge utile au bien du service; voy. idem num. 523

⁽³⁾ Cette mise en subsistance n'aura plus lieu pour les hommes faisant partie des compagnies d'infirmiers, créées par le décret impérial du 13 avril 1809; voy. ce décret num, 161, page 356 du vol. Il.

4

5. Il n'est rien changé par le présent décret aux dispositions existantes relativement aux effets qui seraient reconnus appartenir aux corps dont les militaires décédés ou évadés faisaient partie (1).

6. Nos ministres de la guerre et des finances sont chargés etc.

N º 523.

Instruction sur le régime administratif et sur la comptabilité des hópitaux;

Du 26 novembre 1806:

(Nota.) On s'est dispensé de placer ici, 1.0 les articles 1, 2, 3, 4, 5 6, 7, 8, 9, 10 es 11 dout les dispositions ne sont relatives qu'à la remise du scrvice, aux nouveaux comptables institués par le décret du 10 avril; et sont inutiles a connaître;

2.º Les articles 37, 28, 39, 40 et 41 qui ont été abrogés par l'instruction du 2 avril 1808 relative à la comptabilité des gardes-magasins

d'essets d'hôpitaux;

3.º Les articles 56, 57, 58, 59, 60, 61; 62 et 63 dont l'unique but est de rappeler à des mesures que contiennent les réglemens retatifs au service des hôpitaux, et que l'on trouvers dans les u.ºº 515 et 521.

ART. 12. LA comptabilité des hôpitaux gérés par économic, est divisée en quatre sections principales, savoir, la comptabilité en journées, celle en nature, celle en deniers et celle en mobilier.

13. Le compte en journées se compese d'états de mouvemens de mois, et d'états de journées nominatifs de trimestre.

L'état de mouvement de mois devra être conforme au modèle num. 33, annexé au décret du 25 germinal an 13, art. 187.

Il sera certifié par l'économe et par l'inspecteur, et visé par le commissaire des guerres, qui en fera l'envoi à l'ordonnateur le 1. er de chaque mois.

14. L'état nominatif de trimestre devra êrre conforme au modêle num. 35, annexé au décret du 25 germinal au 13. On

⁽¹⁾ Un avis du conseil d'état sous la date du 3 novembre 1809, porte que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices, et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir auxdits hospices, à l'exclusion des heritiers et du domaine, en cas de déshérence; qu'à l'égard des malades ou personnes valides, dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés par lesdites personnes malades ou valides, et que dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices, au préjudice du domaine; et enfin qu'il ne doit être rien innové à l'égard des militaires décédés dans les hospices.

suivra avec soin, pour sa rédaction, les dispositions contenues

dans l'art. 190 de ce décret.

Cet état sera certifié par l'économe et par l'inspecteur, et arrêté, pour le nombre de journées, de sorties et de sépultures, seulement, par le commissaire des guerres ayant la police de

l'hôpital.

La remise au commissaire des guerres de l'état nominatif de trimestre, appuyé des pièces justificatives, s'effectuera dans les premiers jours du mois qui suivra le trimestre pour lequel ledit état sera établi, et de manière à ce que le commissaire des guerres puisse lui-même en faire l'envoi à l'ordonnateur au plus tard le 10 du mois, ainsi que le prescrit l'art. 190 du décret du 25 germinal an 13 (1).

15. Les employés et infimiers mis en subsistance dans les hôpitaux, conformément aux mesures reglémentaires du décret du 10 avril, les infirmiers tombés malades dans l'exercice de leurs fouctions, seront portés, sous un titre distinct, sur les états nominatifs; mais la dépense sera, comme celle relative à la nourriture des infirmiers en santé, répartie sur les journées de traite-

ment des militaires malades (2).

16. Conformément à l'art. 15 du décret du 25 germinal an 13, les économes dresseront, en outre des états de mouvement de mois et de ceux nominatifs de trimestre, des états par corps de tous les militaires qui se trouveront à l'hôpital et qui appartiendront à des corps non stationnés dans la place.

Ces états, après avoir été certifiés par l'économe et par l'inspecteur, seront, dans les dix premiers jours de chaque mois, remis au commissaire des guerres qui les adressera aux conseils

d'administration des corps.

17. Les marins admis dans les hôpitaux militaires seront compris dans l'état nominatif de trimestre avec les autres malades,

Les économes en formeront, en outre, des états séparés pour mettre l'administration de la guerre à portée de se faire rembourser par la marine.

18. Il sera également fait des états séparés pour les officiers résormés jouissant du traitement de résorme, et les militaires en

retraite qui pourront être admis dans les hôpitaux.

Ces états indiqueront à la récapitulation,

1.º La quotité, par jour, de la solde ou du traitement de

réforme de chaque individu;

2.º La déluction à lui faire supporter, également par jour, pour son traitement à l'hôpital, conformément aux dispositions de la circulaire du 15 mai 1806, citée à l'art. 59 (3).

3) Voy. l'article 185 du numéro 537.

⁽¹⁾ Ces dispositions sout modifiées. Voy. les notes de l'art. 190 du numéro

²⁾ Voy. l'article 13 du num 521, et la note de cet a rticle.

péditions en ce geure qui leur seront faites, seront portées, par

eux, en recette dans leur compte en deniers.

32 La valeur des bandages herniaires délivrés aux militaires traités à l'hopital, sera allouée à l'économe en dépense extraordinaire dans son compte en deniers: il rapportera, à l'appui de cette dépense, l'autorisation du commissaire des guerres, donnée

sur l'avis des officiers de santé et de l'inspecteur.

Il ne pourra être délivré de bandages herniaires aux militaires voyageant isolément et non traités à l'hôpital, que sur l'autorisation de l'ordonnateur, et, en cas d'urgence, sur celle du commissaire des guerres : leur délivrance sera justifiée par la présentation de la dite autorisation; leur valeur sera portée sur des états particuliers, pour être remboursée à l'hôpital au moyen d'un mandat de l'ordonnateur, imputable sur là seconde portion de la masse générale (1).

33. Toute dépense extraordinaire en deniers devra être justifiée par une copie légale de l'autorisation de l'ordonnateur, ou

de celle du commissaire des guerres, s'il y a urgence.

Ne seront point réputées dépenses extraordinaires celles occasionnées par une augmentation d'infirmiers, dans le cas prévu par l'article 328 du règlement du 24 thermidor an 8.

Ces dépenses seront justifiées dans la forme que prescrit cet

article.

34. Les paiemens faits par les économes doivent être justifiés

par quittances.

Il n'y aura d'exception que pour les articles de médiocre valeur qui; s'achètent journellement au marché et en petite quantité: ces achats seront justifiés par des états certifiés par l'économe, vérifiés par l'inspecteur, et visés par le commissaire des guerres.

Les quittances des parties prenantes seront revêtues des mê-

mes formalités.

Les économes ne comprendront jamais dans la même quittance, des objets qui se rapportent à différens articles du compte ch deniers.

(1) Les officiers de santé, les employés des différens services militaires et les instrmiers, sont autorisés à prendre des bandages horniaires dans les hô pitaux, sauf à produire des certificats constatant qu'ils sont dans la née cessité d'en faire usage: et sous la condition du remboursement.

Cette même circulaire règle le mode, qui sera suivi pour rendre compte

de cette fourniture.

Les bandages fournis aux militaires seront payés par les corps, quelle que soit la position des hommes auxquels ils seront délivrés. Cette fourniture restera au compte de l'administration de la guerre, pour les hommes qui n'appartiennent à aucun corps, ou dont les corps ne jouissent pas de la masse générale tels que les conscrits réfractaires, les condainnés aux travaux, les prisonniers de guerre etc. Circ. du 20 avril 1810 A.

Le libellé de la quittance relatera le nom et la profession de la partie prenante, la quantité ou le poids, le marché ou l'autorisation, le prix et le montant, en toutes lettres, de l'objet livré.

Les sactures, et les marchés seront produits à l'appui de la

quittance.

Celles données par des personnes qui ne savent pas signer, seront revêtues de la marque des parties prenautes et de la

signature de deux témoins.

35. Les économes qui auront plusieurs établissemens à géren, sont seuls, et sauf leur recours contre leurs subordonnés, responsables de cette gestion: ils rendront, chaque mois et de même à la fin de l'exercice, un compte séparé pour chacun de ces établissemens.

Ils en présenteront les résultats généraux dans une récapitulation établie de manière à faire ressortir la dépense et le prix des journées, tant pour chaque établissement en particulier que pour l'ensemble de la gestion.

Cette récapitulation aura lieu pour les comptes courans adressés chaque mois, comme pour les comptes généraux d'exercice.

36. Lorsqu'un économe se trouvera réliquataire à la fin d'un exercice, il pourra, si les besoins l'exigent, employer, pour les dépenses de l'exercice suivant, la somme disponible: il ne s'en portera point en recette sur le dit exercice, et la remplacera sur les premiers fonds qui lui seront faits, de manière à ce qu'elle reste libre pour être affectée par suite aux dépenses de l'exercice auquel elle appartiendra.

42, Les effets de coucher et ceux accessoires ne pourront être consommés en grosses téparations, ni convertis en linge à pansement, sans une autorisation spéciale du ministre ou de l'ordon-

nateur dans les cas d'urgence qui doivent être très-rares.

L'autorisation du ministre ne sera donnée que sur l'envoi, par l'ordonnateur, d'un état vérifié par l'inspecteur, indicatif des objets susceptibles de grosses réparations, et des quantités à consommer pour cet usage:

43. Les économes s'approvisionneront, par la voie du commerce, de linge à pansement et de charpie, comme de tous les autres

objets de consommation.

44. Lorsqu'une conversion de linge hors de service en linge à pansement aura été autorisée, il sera dressé procès-verbal, à l'effet de constater les dénominations, les quantités et le poids du linge hors de service, s'il a été ou non altéré dans ses dimensions, et les causes de cette altération.

Un second procès-verbal constatera le produit de la confection. Les économes feront recette dans leur compte en deniers, au prix du tarif, de la valeur du produit en liuge à pansement ou charpie.

La dépense occasionnée par ces manutentions sera imputable

sur le prix de la journée.

Dans la rédaction des comptes de mobilier, le classement des effets doit être fait avec la plus scrupuleuse attention; de manière à ce que, par exemple, on ne fasse jamais figuren dans la colonne des effets hors de service, ceux qui peuvent encore faire un bon usage, ni dans celle des objets à réparer, ceux dont les frais de réparation excéderaient la valeur. C'est par une économie bien entenduc qu'on préviendra ces sortes d'erreurs, et par des réparations faites à propos qu'on prolongera, autant que possible, la durée du mobilier.

Les intérêts du gouvernement font aux commissaires des guerres, aux inspecteurs, et particulièrement aux économes, un devoir d'apporter le plus grand soin et la plus active surveillance dans

toutes les opérations relatives à l'objet de cet article.

45. Les économes se conformeront, en ce qui concerne le régime alimentaire des malades, aux dispositions, non rapportées, contenues dans la section, 21 du réglement du 24 thermidor au 8, ils suivront également, pour les détails du service intérieur, celles des dispositions de ce réglement qui sont encore en vigueur.

46. Il sera procédé, par voie d'adjudication au rabais, à la fourniture des principales denrées, telles que le pain, la viande,

le vin et le bois à brûler ou le charbon de terre.

Il y aura autant d'adjudications que d'articles différens à fournir. On se conformera au mode prescrit par la circulaire du 26 novembre, qui détermine les sormalités à remplir pour chaque adjudication, et les sonctionnaires qui doivent concourir à leur exécution (1).

Lorsque l'adjudication n'aura pas donné un résultat satisfaisant par rapport aux prix comparés aux cours de la place, les économes pourront passer des marchés en leur nom, en évitant, comme dans les adjudications, de comprendre dans le même

marché des articles de différentes espèces.

Ces marchés seront soumis à l'approbation de l'inspecteur, et

il en sera adressé une expédition au ministre (1).

47. Les économes prendront les précautions convenables pour que les livraisons à faire en exécution des adjudications et marchés n'excédent point, sur-tout vers la fin de l'année, les consommations présumées; En sorte que la coupure des comptes par exercice, présente, le moins possible, de restant en denrées et objets de cousommation.

48. Ils s'adresseront, pour tous les besoins de l'hôpital, soit en mobilier, soit en deniers, soit en médicamens, autres que ceux dont l'acquisition sur les lieux est autorisée par le formulaire pharmaceutique, au commissaire des guerres, qui transmettra leurs demandes à l'ordonnateur, en les appuyant de son avis,

L'ordonnateur les soumettra au ministre.

⁽i) Voy. le numéro 524.

Ces demandes seront préalablement visées par l'inspecteur de l'hôpital.

Celles en mobilier relaterent le nombre et le classement des

effets existans dans le genre de ceux demandés.

Celles en médicamens seront formées par trimestre; elles indiqueront le mouvement à l'époque de la demande, les quantités existantes le premier du mois, et celles consommées dans le cours du mois précédent (1).

Les économes ne négligeront pas de saire saire, tous les ans, la récolte des plantes médicinales indigènes, et se conformeront,

à cet égard, à la circulaire du 24 mai 1806 (2).

49. En exécution de l'art. 340 du réglement du 24 thermidor an 8, les différens employés de l'hôpital seront aux ordres et à la disposition de l'économe, en ce qui concerne le service, et graduellement responsables envers lui.

Il déterminera, en conséquence, leurs fonctions respectives,

en se conformant au réglement.

50. Le nombre des employés nécessaires au service administratif de chaque hôpital sera réglé, ainsi que le prescrit l'art: 321 du réglement ci-dessus cité, en raison du nombre des malades

habituellement traités à l'hôpital.

51. Conformément aux mesures réglementaires du décret du 10 avril, les hôpitaux seront divisés en trois classes; et cette division, dont il sera donné connaissance à chaque économe, servira à déterminer le maximum des employés et sous employés qui pourront être attachés à chaque hôpital.

On appliquera à la division qui aura lieu, les proportions sixées par le tableau faisant suite à l'art. 321 du réglement, pour

le nombre des employés.

Celle déterminée pour les hôpitaux de cinq-cents à sept-cents malades, sera applicable à la première classe;

Celle pour les hôpitaux de trois-ceuts à cinq-cents malades,

à la seconde classe;

Celle pour les hôpitaux de deux-cents à trois-cents malades, à la troisième classe.

Le maximum du nombre d'employés et sous-employés ne sera autorisé qu'autant que la nécessité en serait suffisamment cons-

tatée par le mouvement habituel des malades.

Dans tout état de cause, l'organisation provisoire que feront les économes, sera soumise à l'approbation du ministre par l'ordonnateur, avec l'avis motivé de l'inspecteur et du commissaire des guerres.

⁽¹⁾ Les demandes de médicamens ne doivent plus être faites que par semestre, les 15 juin et 15 décembre; circul. du 29 novemb. 1810 A.

⁽²⁾ Et à la décision ministérielle du 21 avril 1812, portant qu'il ne sera plus fait qu'un seul envoi de procês-verbaux, le 15 décembre de chaque aunée.

52. Les économes assisteront, le plus souvent possible, aux visites, aux pansemens, aux distributions.

Ils ne négligeront aucune des attentions propres à seconder les

vues bienfaisantes de S. M. envers les militaires malades..

Ils veilleront scrupuleusement à ce que le linge, les fournitures, les ustensiles, les salles, et généralement toutes les parties de l'hôpital soient entretenues avec la plus grande propreté.

Ils se conformeront, à cet égard, aux dispositions prescrites par la section 38 du réglement, et par la circulaire du 24 mai 1806.

- 53. Les économes feront exécuter les prescriptions des officiers de santé en chef de l'hôpital, autant qu'elles seront conformes aux dispositions de la section 21 du réglement du 24 thermidor an 8.
- 54. Si les économes s'apercevaient que leurs subordonnés se rendissent coupables de quelques abus contraires au bien-être des malades et aux intérêts du gouvernement, ils prendraient de suite des mesures pour les faire cesser. comptables directs envers l'administration de la guerre, ils seront responsables, sauf leur recours contre qui de droit, de tout ce qui ne pourra être imputé à un événement de force majeure, et que leur surveillance aurait pu prévoir.
- 55. Ils pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, proposer le changement du premier commis de l'hôpital; en motivant à cet égard leur proposition; quant aux autres employés, ils pourront, sauf l'exception voulue par l'art. 6 des mesures réglementaires du décret du 10 avril 1806, les remplacer toutes les fois qu'ils le jugeront utile au bien du service, en donnant toutefois connaissance de ces mutations et de leurs motifs au commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital, qui en rendra compte au commissaire-ordonnateur, et ce dernier au ministre-directeur.
- 64. Les inspecteurs et les économes ne perdront pas de vue que la bonté du traitement des malades et l'économie dans les dépenses sont les deux principaux objets qui doivent exciter leur sollicitude.

Pénétrés de toute l'étendue de leurs devoirs, ils sentiront qu'un zèle et un dévouement sans bornes sont nécessaires pour justifier la confiance à laquelle ils doivent leurs fonctions; ils sentiront surtout que c'est par une bonne intelligence entre eux dans tout ce qui pourra tendre à l'amélioration du sérvice, qu'ils doivent se faire remarquer, et ne s'écarteront point, par des motifs de considération et d'intérêt personnel, des égards récipreques auxquels ils sont tenus.

N.º 524.

Circulaire relative aux soumissions, adjudications et marchés concernant les sournitures de toute espèce qui doivent être faites pour le service des hôpitaux.

Du 26 novembre 1806.

1.º Ladjudication sera annoncée par deux affiches successives: elles indiqueront toutes deux la qualité et la nature des objets à fournir, les conditions principales de la fourniture, sous le rapport de l'époque des livraisons et du mode de paiement, et l'obligation imposée à l'adjudicataire, de fournir un cautionnement, ou une caution suffisante pour la garantie de l'exécution du marché.

2.º La première affiche annoncera que, de telle date à telle date, il sera reçu, au secrétariat de la mairie, des soumissions

cachetées, qui seront ouvertes à jour fixe.

3.º La seconde et dernière affiche, en rappelant l'énoncé de la première, fera connaître que pour telle fourniture, il y a soumission à tel prix; que de nouvelles soumissions au rabais seront reçues, de telle date à telle date, au secrétariat de la mairie, et qu'elles seront ouvertes à jour fixe, pour la fourniture être adjugée au moios disant, et offrant d'ailleurs les sûretés morales et pécuniaires voulues en pareil cas.

4º L'ouverture des secondes soumissions se fera le jour déterminé par le commissaire des guerres, à l'hôtel de ville en présence du maire et des agens comptables et surveillans du ser-

vice auquel ces soumissions seront relatives.

Il pourra, après avoir pris l'avis de ces fonctionnaires, ou sur leur réquisition, rejeter toute soumission qui, bien qu'à un prix inférieur, ne serait pas souscrite par un individu d'une moralité et d'une solvabilité suffisamment reconnues, et adjuger la four-niture à celui qui présentera, avec les garanties ci-dessus, un prix convenable.

5.º Le commissaire des guerres, lors de l'ouverture des soumissions intervenues sur la première affiche, établira un procès-verbal pour en constater le résultat, en énonçant chacune des soumissions parvenues, les prix et les noms des concurrens; ce résultat sera signé par les fonctionnaires indiqués à l'article ci-dessus, qui seront présens à la première comme à la seconde séance.

La même opération aura lieu après l'ouverture des soumissions de second rabais; mais elle sera consignée sur le procès-verbal déjà établi, et comme n'en étant que la suite, de manière que

On admettra comme petit linge à pansement les draps et taies dédoublées avec contures en travers, les chemises dégagées de leurs cols et manches, les nappes et serviettes non ouvrées, les rideaux; le tout en toile de fil blanc, bien lessivée, ni trop usée, ni trop rapiécée. Ce linge doit presenter quarante à cinquante centimètres au moins, tant en longueur qu'en largeur.

La charpie sera sans odeur, longue, blanche, bien battue, ef-

filée, et non cotonneuse.

3.º Les denrées seront rendues à l'hôpital, aux frais du soumissionnaire: elles seront reçucs, le pain et la viande, suivant le mode ci-dessus prescrit; les autres denrées, sur procèsverbal dressé par le commissaire des guerres, en présence de l'inspecteur et des officiers de santé en chef de l'hôpital; toutes celles rejetées resteront au compte du fournisseur, qui sera obligé de les remplacer.

Le fournisseur sera tenu de délivrer gratuitement les futailles et caisses, qui lui seront rendues en bon état, au fur et à me-

sure qu'elles seront vides.

4.º Les livraisons se feront sur la demande de l'économe, et

de manière que le service soit convenablement assuré.

5.º Si, par suite de l'inexécution de la disposition précédente, l'approvisionnement de l'hôpital venait à manquer, il pourra y être pourvu aux frais, risques et périls de l'adjudicataire.

6.º En cas de suppression de l'hôpital ou de suspension de service, il n'y aura lieu à aucune indemnité pour cessation de fournitures; mais celles livrées et reçues resteront au compte du

gouvernement, et seront payées au fournisseur.

7.º Le décompte des sournitures se sera mois par mois, et le paiement s'en sera au sournisseur, par l'économe, pour les livraisons du mois échu, durant les dix derniers jours du mois suivant, dans la proportion ou environ des onze douzièmes du montant des livraisons.

Le douzième réservé à la fin de l'année, sera acquitté dans

le cours du premier trimestre de l'année suivante.

8.º Les adjudicataires sont chargés d'acquitter les droits d'octrois et autres établis et à établir, les frais d'impression et d'apposition d'affiches; ceux-ci dans la proportion qui sera réglée par le commissaire des guerres, de concert avec M. le maire (1).

(1) On stipulera dans les annonces, avis, affiches, procès-verbaux, cahiers des charges, marchés et soumissions, que tous droits et impôts existans a l'epoque de l'adjudication, seront à la charge des fournisseurs.

Les nouveaux impôts qui pourraient être mis sur les deurées, pendant la durée des marchés, seront à la charge de l'administration. Ils seront néanmoins acquittés par les fournisseurs auxquèls l'administration en tiendra compte. Lorsqu'il y aura suppression d'impôts, le prix accordé au fournisseur sera réduit en proportion de ladite suppression. Les augmentations ou réductions de prix seront établies d'après les avis réunis des maires, du commissaire des guerres, de l'ordonnateur et du préfet; le tout approuvé par le ministre; circul. du 26 moi 1812 A.

9.º Quelque hausse ou quelque baisse que puisse subir le cours des denrées pendant la durée du présent marché, il n'y aura lieu à augmentation ni à diminution des prix adjugés.

10.º En cas de contestation sur l'inexécution de quelqu'un des articles du présent marché, les adjudicataires déclarent s'en rapporter à ce qui sera décidé par le ministre-directeur de l'administration de la guerre, et consentent à être jugés administrativement, conformément aux dispositions de l'art. 3, titre 144 de la loi du 11 septembre 1790.

11.º Les cautions désignées par les adjudicataires seront solidaires envers le gouvernement, et garantiront la pleine et entière

exécution des marchés.

12.º La présente adjudication ne devient définitive que par

l'approbation ministérielle.

13.º La décision du ministre portant confirmation, annullation ou modification de l'adjudication, sera notifiée à chacun des adjudicataires, qui s'engage à donner un reçu de cette notification.

14.º Si, dans un délai de trois mois, à compter d'anjourd'hui, l'approbation ministérielle n'est pas notifiée, les adjudicataires

ne seront plus liés par l'adjudication.

15.º Enfin si, dans l'intervalle de l'adjudication à la notification, des fournitures ont été faites en vertu du premier de ces actes, elles seront liquidées et payées, comme si l'adjudication avait été approuvée.

Lecture faite des dispositions énoncées aux quinze articles précédens, les adjudicataires et leurs cautions ont déclaré s'y sou-

mettre.

Les cautions sont:

M., etc., idem. M., etc., idem.

Lesquels ont signé avec mous.

Fait et clos k le, etc.

⁽¹⁾ On indiquera les noms, prénoms, professions et domiciles des adjudicataires et de leurs cautions.

maient la propriété du militaire décédé ou évadé, même les armes, si c'est un officier, en se conformant toutefois, à l'égard de ces armes, aux réglemens de police des lieux où les ventes se feront.

Quant aux essets de petit équipement des sous-officiers et soldats, ils devront être rendus aux corps, s'ils sont sur les lieux,

en exécution de ma circulaire du 2 octobre dernier.

15. Mais si les corps étaient stationnés nilleurs, comme les frais de transport des objets à leur verser en absorberaient la valeur, la vente en sera ordonnée par les ordonnateurs, et faite par les commissaires des guerres, mais séparément et de manière à distinguer ce qui doit revenir à chaque corps. Le produit de ces ventes, constaté par des procès verbaux particuliers, devra toujours être versé à la caisse d'amortissement par l'intermédiaire des receveurs de l'enregistrement, ou payeurs d'armée, qui en donneront récépissé au bas des minutes de ces actes.

16. Ces dernières ventes devant se faire au profit de la masse de compagnie (1), les commissaires des guerres adresseront extrait des procès-verbaux aux conseils d'administration des corps, pour les mettre à portée d'en réclamer le montant auprès de la

caisse d'amortissement.

17. Les minutes des procès-verbaux de ces diverses ventes seront rédigées sur papier timbré, d'après les modèles ci-annexés;
il en sera fait deux expéditions sur papier libre: l'une, pour la
caisse d'amortissement, sera remise au recever de l'enregistrement; l'autre sera adressée, saus retard, au commissaire-ordonnateur, qui devra me la transmettre dans le délai d'un mois.

18. D'après la décision de S. E. le ministre des finances, ces procès verbaux étant sujets à la formalité de l'enregistrement, le droit proportionnel de 2 francs pour cent et les frais accessoires seront acquittés par les acheteurs, chacun en proportion de son adjudication, de manière qu'il n'y ait aucun prélèvement à faire

sur ce produit.

19. À l'égard des effets d'habillement ou de grand équipement des sous-officiers et soldats, s'ils sont bons, ils devront être rendus aux corps qui seraient à portée de les recevoir, ou versés dans les magasins de l'habillement. Dans le cas où l'éloignement des corps et des magasins serait susceptible d'entraîner des frais de transport trop coûteux, ils seront vendus, ainsi que ceux de peu de valeur ou hors de service, par les commissaires des guerres qui suivront, à cet égard, les formalités prescrites ci-dessus pour la vente des effets de petit équipement, et le versement de leur produit à la caisse d'amortissement.

20. Les armes des sous-officiers et soldats qui ne pourront être

⁽i) La masse de compagnie étant supprimée le produit de ces ventes est versé à la masse d'habillement.

rendues aux corps, seront versées dans les arsenaux ou dépôts, s'il en existe dans la place; autrement les commissaires des guerres dresseront, le 1 er janvier de chaque année, un état indicatif de la nature, du nombre et du classement de celles existantes dans chaque hôpital; ils l'adresseront à l'ordonnateur qui formera un état général pour la division, et l'enverra au directeur de l'artillerie, afin qu'il puisse donner une destination à ces armes, ou provoquer les ordres de S. E. le ministre de la guerre.

21. Je rappelle aux ordonasteurs et commissaires des guerres, qu'il est de leur devoir de surveiller la stricte exécution des art. 44, 45 et 46 du réglement du 24 thermidor an 8, relatifs à la tenue du registre servant à l'inscription des effets, etc, et à celles de l'art. 474 du même réglement, qui veut que les économes adressent aux familles les extraits mortuaires des militaires décédés, ainsi que l'état des effets, papiers et argent qui leur appartiennent (1).

C'est particulièrement l'inscription des effets, des papiers et de l'argent appartenant aux malades sur le registre prescrit par l'art. 45, qui r'end inutile la formalité de l'apposition, par les juges de paix, des scellés sur la succession des militaires dé-

cédés.

22. Ce registre sera coté et paraphé par les commissaires des guerres, qui le vérifieront et l'arrêteront au moins une fois par mois, et ils s'assureront si l'inscription y est faite journellement, sans ratures ni surcharges.

Cette inscription devra offrir les détails exigés dans le premier

paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

La qualité des effets y sera désignée, autant que possible, par abréviations.

Il y sera fait mention des gilets, culottes, bas et souliers qu'il peut être nécessaire de laisser à la disposition des malades.

Au moyen de ces mesures, dont je vous invite, messieurs, à assurer l'exégution, chacun en ce qui vous concerne, les dispositions contraires insérées dans mes circulaires des 26 prairial au 12, 13 vendémiaire an 13 et 2 octobre dernier, sont rapportées et n'auront plus d'effet.

⁽¹⁾ Une circulaire du 24 juillet 1808 dans l'objet d'assurer d'une manière plus particulière i exécution de ces dispositions, a donné le modèle de deux registres destinés à l'inscription des effets appartenans aux corps et de ceux formant la proprieté du militaire.

N.º 526.

Décret impérial concernant les préposés responsables de l'évasion des détenus dans les hôpitaux civils et militaires.

Voyez le num. 236, page 481 du vol. II.

N.º 527.

Devis des dimensions exigibles pour les vêtemens d'instrmiers, et les capotes à sournir pour le service des hôpitaux militaires (1).

Du 22 avril, an 1810.

Capotes. Longueur, collet compris, un mêtre trente centim.; largeur sur l'estomac, trente centim., largeur de l'écarrure du dos prise entre les épaules, quarante-huit centim. grosseur sous le bras prise en totalité, un mêtre, quarante-deux centimètres; ampleur par le bas, deux mètres, vingt-sept centimètres.

Manches. Longueur mesurée depuis la couture du collet, soixante-seize centimètres jusqu'à l'extrémité de la manche. Largeur

au milieu et à l'extrêmité de la manche, vingt-deux centim.

Collet doublé de même étoffe. Longueur mesurée par le haut, cinquante centim., hauteur, huit centim.

Ouvertures de côté. Prises à 45 centim. de distance du collet; elles auront, à partir de ce point, de lougueur vingt-cinq centim., elles auront de saillie trois centim: ; et seront doublées de même étosse pour la partie saillante, en toile pour la partie rentrante.

Pointes sur les côtés. Leur largeur ne pourra excéder par le bas trente centim., ni leur longueur, cinquante à cinquante-

cinq centim.

Doublures. Les capoies seront doublées dans le dos en bonne toile; elles seront doublées sur le devant en même étoffe que celle de la capote.

⁽¹⁾ Les dimensions sixées par ce devis devront être rigoureusement suivies pour les fournitures qui seront saites à l'avenir, et aucune soumission ne doit être admise, même provisoirement, si elle n'énonce pas en détail ces dimensions. Circ. du 22 avril 1810 A.

La doublure, soit en étoffe, soit en toile, aura de largeur, à partir du collet, au moins quarante centim.

Il y sera adapté, sur le côté gauche et en toile de même qualité, une poche ayant sur toutes faces vingt-cinq centim.

Boutons et boutonnières. Il y sera placé sur la poitrine trois boutons d'étoffe et autant de boutonnières.

Vestes. Largeur du devant, depuis l'épaulette jusqu'au bas, soixante-huit centim.; largeur de poitrine, vingt-trois centim.; largeur d'écarrure du dos, dix-huit centim.; grosseur en total par dessous les bras, un mètre, douze centim.; grosseur au bas de la taille, un mètre, sept centim.; longueur de la manche prise par le devant du bras, cinquante-un centim.; largeur en haut, dix-huit centim.; largeur au coude, dix-huit centim.; largeur au poignet, douze centim.; longueur du collet, quarante-cinq centim.; hauteur, quatre centim.; hauteur des paremens, cinq centim.

Pantalons. Longueur du côté, depuis la couture de la ceinture jusqu'au bas, un mètre, huit centim.; largeur du petit pont (1), onze centim. hauteur, trente-sept centim.; largeur du pantalon au haut de la cuisse, en totalité, soixante seize centim.; largeur au jarret, trente-neuf centim : largeur au mollet, quarante-deux centim.; largeur au bas de la jambe, vingt-quatre centim.; hauteur du fond, non compris la ceinture; quarante-neuf centim.; longueur de la ceinture, quarante-cinq centim.; hauteur de la ceinture par devant, onze centim.; hauteur de la ceinture par derrière, huit centim.; sousset ou morceau de même étosse pour donner du jeu au pantalon, commençant au haut de la ceinture.

Largeur du haut, onze centim., hauteur allant en pointe, seize centim.

⁽¹⁾ Les pantalons seront à grand pont-levis; cette substitution du grand au petit pont levis ne doit entraîner aucune augmentation dans les quantités d'ét sfes employées.

Le grand pont-levis doit être garni par le haut d'une bande de 55 millimètres, et par le côté d'une autre bande de 25 millim : la largeur entiere, doit être de 52 centimètres, ou bien à partir de la couture du milieu de 26 centimètres : et la hauteur reste, comme celle du petit pont de 37 centimètres à partir de l'enfourchure. Circ. du 17 juillet 1812 A.

N.º 528.

Cahier des charges et conditions d'un abonnement à passer aux économes des hôpitaux en régle, pour les dépenses en légumes potagers, seux, lumières, propreté, blanchissage, poterie, frais de bureau, etc.

Du 31 janvier 1811.

ART. 1.er Labonnement est obligatoire pour les économes des

hôpitaux en régie, permanens ou temporaires.

2. Les abonnemens seront renouvelés chaque année; les économes titulaires seront tenus d'adresser, par l'intermédiaire de MM. les ordonnateurs, le 1.er août de chaque année, leur soumission pour l'abonnement de l'année suivante.

Celles souscrites pour les six derniers mois de 1811, seront

transmises le 1.er avril prochain au plus tard.

Toutes devront être communiquées à l'inspecteur et au commissaire des guerres; chacun d'eux adressera séparément, au ministre, dans un billet cacheté annexé à la soumission, son avis sur le prix à allouer; il en sera de même de l'ordonnateur divisionnaire par l'intermédiaire duquel les soumissions seront envoyées.

3. L'abonnement comprendra l'obligation de fournir,

1.º Les légumes potagers pour la marmite seulement; et afin qu'ils soient toujours en quantité et qualité suffisantes, les sournitures à saire seront réglées, le premier jour de chaque mois, à tant de kilogrammes par dix malades, dans une conférence, à laquelle assisteront l'inspecteur, les officiers de santé en chef et l'économe.

Procès-verbal de cette conférence sera dressé par le commissaire des guerres, pour être transmis par l'ordonnateur au ministre directeur.

2.º Le bois ou le charbon de terre; le charbon de bois, l'huile à brûler, le coten pour les mèches, les mèches à réverbère, la chandelle, et généralement tout ce qui tient au chaussage, à l'éclairage des salles des malades, à la préparation des alimens, des médicamens, ainsi que tous les frais accessoires. Par frais accessoires on doit entendre ceux relatifs au mesurage, sciage, sendage et transport du bois, ainsi que toutes les dépenses autres que le posage des poêles et de leurs tuyaux, ainsi que le ramonage des cheminées, qui resteront au compte de l'administration.

Dans le procès-verbal de consérence dont il a été question cidessus, on déterminera le nombre et l'espèce de seux à entretenir dans la pharmacie, les chambres de garde et les salles de malades occupées ou qui pourront l'être durant le cours du mois, ainsi que la durée du temps pendant lequel ces feux devront être entretenus, et le degré de chaleur à maintenir approximativement dans les salles des malades occupées.

Il en sera usé de même pour les lampes et réverbères à entretenir dans les lieux ci-dessus désignés, ainsi que dans les cours,

corridors, escaliers et autres dépendances du service.

On déterminera également le nombre de chandelles à consom-

mer par jour, et pour quel usage.

L'économe sera tenu de se conformer aux fixations qui auront été déterminées par le procès-verbal, sauf son recours à l'ordonnateur, et sauf encore à consigner au procès-verbal ses observations sur la possibilité de diminuer les consommations.

Il ne pourra être consommé dans les salles que du bois à brûler, à moins d'autorisation particulière du ministre, excepté dans les pays où l'on fait un usage journalier du charbon de terre, et dans les hôpitaux où les officiers de santé auront reconnu qu'eu égard à la construction des poêles, l'emploi de ce combustible n'offre aucua inconvénient.

3.º Les ballets de crin, de bouleau et autres, suivant le pays, de même que les éponges, le sable, le grès, les brosses, pelles, ratissoires, brouettes, baquets, et tout ce qui est en usage pour entretenir la propreté de l'établissement.

4.º Le blanchissage des effets en toile de chanvre, de lin et en lainage, soit qu'il se sasse à l'économie, soit qu'il se sasse à

la pièce.

Dans ce dernier cas, il sera sévérement interdit de faire usage de la chaux ou de tout acide qui pourrait brûler le linge et en accélérer la déténioration.

L'inspecteur et les officiers de santé veilleront à ce que les rechanges se fassent aux époques prescrites par le réglement.

En cas de plaintes sur cet objet, elles seront portées au com-

missaire des guerres, qui y fera droit sur-le-champ.

La mise au foulon des objets de lainage, toutes les fois qu'elle aura été requise par les officiers de sauté, sera à la charge de l'économe.

5.º Les frais de burcou, quels qu'ils soient, à l'exception seulement des imprimés, que l'administration fournit elle-même pour la formation des comptes, et qu'elle continuera de fournir gratuitement.

6.º La paille pour le coucher des malades.

Le renouvellement des paillasses aux époques et dans les cas prévus par le réglement, sera surveillé dans chaque hôpital par le commissaire des guerres, l'inspecteur et les officiers de santé en chef.

7.º Enfin tous les ustensiles en terre, grès verre et faïence, pour les distributions tant d'alimens que de médicamens.

et du mobilier compris dans l'abonnement. La remise en sera faite à son successeur, et sera constatée par un inventaire particulier que dressera le commissaire des guerres, en présence de l'inspecteur et des deux comptables.

L'administration comptera à l'économe sortant, du montant de l'inventaire, suivant le mode réglé art. 16, à moins qu'il ne présère traiter, pour cet objet, de gré à gré avec son successeur.

Si l'administration le paie : elle sera, dans ce cas, remboursée par le nouvel économe, de la manière indiquée art. 14.

18. L'économe se paiera par ses mains, chaque mois, du produit de l'abonnement; il en fera dépense dans son compte en deniers, en rapportant à l'appui de sa quittance;

1.º Une expédition du mouvement général du mois, arrêtée par le commissaire des guerres et par l'ordonnateur divisionnaire;

2.º Une copie légale du procès-verbal de conférence;

- 3.º Et pendant la durée sculement des marchés passés pour 1811, une déclaration des sournisseurs, portant qu'il leur a payé le montant des livraisons qu'ils out saites pendant le cours dudit mois.
- 4.º Enfin, un décompte du produit des journées, lequel sera visé par l'inspecteur, arrêté par le commissaire des guerres et par l'ordonnateur.

Ce décompte sera établi dans la forme des modèles ci-joints,

numéros 1 et 2.

19. Au moyen de l'abonnement, toutes pertes et consommations, soit en denrées, soit en ustensiles compris dans l'abonnement, quelle qu'en soit la cause, excepté dans les cas de force majeure, seront pour le compte de l'économe, sauf son recours contre qui de droit.

20, Par l'effet de ces dispositions, les objets de consommation et ustensiles compris dans cet abonnement, ne seront plus portés dans les comptes en denrées et en mobilier des économes.

21. Dans les établissemens où il existe des jardius, ils ne seront plus cultivés pour le compte de l'administration, à l'exception seulement de ceux spécialement affectés à la pharmacie.

La location des antres sera mise en adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, en suivant les formalités qui seront ultérieurement préscrites. L'économe pourra concourir à cette adjudication et obtenir la présérence à prix égal.

Dans tous les cas, le produit de la location sera porté en re-

cette dans les comptes en deniers de l'économe.

22. L'économe se conformera au réglement du 24 thermidor an 8, et à toutes les instructions et circulaires relatives au service, en tout ce qui n'est pas contraire aux présentes dispositions.

23. En cas de contestation sur l'exécution de l'abonnement, le dit économe consent à s'en rapporter à la décision du ministre, et à être jugé administrativement suivant les lois en vigueur pour les entrepreneurs des travaux publics.

N. 529

Circulaire relative aux attributions des inspecteurs près les hôpitaux militaires.

Du 23 mars 1811.

Messieurs, j'ai eu lieu de me convaincre qu'on n'avait pas bien saisi par-tout l'esprit du décret du 18 septembre 1806, relatif à la création d'inspecteurs près les hôpitaux militaires. De l'incertitude où l'on a été quelquefois sur leurs véritables attributions, il est résulté une mésintelligence qui n'a pu que nuire au bien du service. C'est pour remédier à cet état de choses, que j'ai cru devoir entrer avec vous dans quelques explications.

Les inspecteurs des hôpitaux militaires sont les agens directs du ministre, chargés de surveiller l'exécution des réglemens, des ordres du ministre, de ceux de l'ordonnateur et du commissaire des guerres, et dont on doit toujours leur donner connaissance officielle; mais ils n'ont aucune autorité active, même sur les agens subalternes des hôpitaux, et ne petvent leur donner aucun ordre, sauf le cas prévu par l'art. 1. du décret précité (1).

Si les inspecteurs n'ont pas d'ordres à donner, ils n'en ont pas non plus à recevoir sur la manière dont ils doivent exercer leurs fonctions, si ce n'est du ministre, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'ordonnateur ou des commissaires des guerres. Cependant l'ordonnateur et les commissaires des guerres peuvent et doivent leur recommander de faire porter plus particulièrement leur surveillance sur telle ou telle partie du service.

De ces principes il suit qu'un inspecteur a le droit de donner des avis à tous les agens de l'hôpital auquel il est attaché; et qu'il doit, lorsqu'il remarque un abus ou une négligence, en prévenir par écrit l'agent qui peut immédiatement y apporter remède, l'économe ou les officiers de santé, selon le cas.

Si l'observation de l'inspecteur est négligée, il doit s'adresser

au commissaire des guerres.

Si le commissaire des guerres ne donne pas sans retard à sa demande les suites nécessaires, l'inspecteur doit en écrire au commissaire ordonnateur.

Ensin, si ce dernier ne prend pas sans délai les mesures con-

venables, l'inspecteur doit en rendre compte au ministre.

Au moyen de cette gradation que les inspecteurs doivent suivre dans leur correspondance, ils ne peuvent s'adresser au commissaire-ordonnateur qu'autant que le commissaire des guerres aurait resusé ou négligé d'accéder à leurs demandes; et ils ne corres-

⁽¹⁾ L'article premier du réglement du 23 septembre 1806 faisant suite au décret du 10 avril de la même année.

en vertu du premier de ces actes, elles seront liquidées et payées

somme si l'adjudication avait été approuvée.

Pour rendre plus facile l'exécution de ces dispositions, autant que pour établir dans la rédaction des proces-verbaux une uniformité dont le moindre avantage sera de rendre l'examen de ces sortes d'opérations plus prompt et plus sûr, j'ai fait dresser un modèle ci-joint du proces-verbal d'adjudication, dont MM. les ordonnateurs adresseront un exemplaire à chacun des commissaires des guerres chargés, dans leur division, de la police des hôpitaux en régie.

Je les invite à ne point perdre de vue qu'en conséquence de l'art. 6 de ma décision précitée, il importe que les pièces relatives à l'adjudication me soient transmises très promptement: je rendrai responsables MM. les ordonnateurs et fonctionnaires d'un grade inférieur, des suites que pourrait avoir le défaut de transmission, laquelle doit avoir lieu, au plus tard, huit jours après

la clôture de l'adjudication.

N.º 531.

Décret impérial relatif à la subordination des officiers de santé militaires.

Du 30 novembre 1811.

ART, 1.er Liss officiers de santé militaires ne sont subordonnés, pour tout ce qui est relatif à l'art de guérir, qu'à leurs

chefs respectifs.

2. Les chirurgiens des corps ne reçoivent d'ordre que des conseils d'administration, pour ce qui concerne leur placement auprès des bataillons ou escadrons, détachemens ou dépôts; mais ils sont subordonnés, pour tout ce qui tient à leur service et à la discipline militaire, aux commandans des corps ou détachemens, et à leurs chefs directs, c'est-à-dire, les sous-aides aux-aides majors, et les aides aux chirurgiens-majors.

Tous les ordres relatifs au service seront donnés par les conseils d'administration ou commandans des corps et de détachemens, au chirurgien le plus élevé en grade, qui les transmettra à ses

subordonnés.

3. Les officiers de santé attachés, en vertu d'ordres du ministre, au service des ambulances ou hôpitaux militaires, et les chirurgiens des corps qui y sont appelés en exécution de l'art. 4. de l'arrêté du 9 frimaire an 12, (1) sont, pour tout ce qui con-

^{&#}x27;(1) Voy, le num. 519.

cerne le service, l'administration et l'exécution des réglemens, sous la police des intendans généraux de nos armées, des com-

missaires-ordonnateurs et ordinaires des guerres.

4 Les officiers de santé en chef des armées et les officiers de santé principaux des corps d'armée pourront être punis des arrêts simples ou forcés, et même, si le cas est grave, être suspendus provisoirement de leurs fonctions, par les intendans généraux ou commissaires-ordonnateurs en chef d'armée.

Les officiers principaux pourront être punis des mêmes peines, et suspendns provisoirement de leurs fonctions, par les commis-

saires ordonnateurs des corps d'armée ou d'arrondissement.

Les officiers de santé des grades inférieurs pourront être punis des arrêts simples ou forcés, et suspendus provisoirement, par les intendans généraux ou commissaires ordonnateurs en chef d'armée et les commissaires ordonnateurs des corps d'armée ou d'arrondissement.

Les commissaires des guerres ne pourront infliger de punitions, qu'aux officiers de santé attachés aux hôpitaux ou ambulauces dont ils ont la police, et qui n'auraient pas le titre d'officiers de santé en chef ou principaux des armées, ou d'officiers de santé en chef d'hôpitaux.

5. Lorsqu'un commissaire-ordonnateur de corps d'armée ou d'arrondissement aura infligé une punition de discipline à un officier de santé principal, il en rendra compte à l'intendant général

ou à l'ordonnateur en chef de l'armée.

Tout commissaire des guerres qui aura puni un officier de santé d'un grade subalterné, attaché à l'hôpital où à l'ambulance dont il a la police, devra en rendre sur le champ un compte motivé au commissaire ordonnateur de l'arrondissement.

6. Les officiers de santé du même corps et ceux attachés au service du même hôpital ou de la même ambulance, sont aussi, quant à la discipline, subordonnés entre eux dans la hiérarchie

des grades de même profession.

Un officier de santé d'un grade supérieur ne peut infliger à ses subordonnés que trois jours d'arrêts simples. Celui qui aura prononcé cette peine, devra en prévenir, dans les vingt-quatre heures, le commissaire des guerres ayant la police de l'établissement, ou le chef du corps.

7. Tout officier de santé qui aura à se plaindre du service d'un officier de santé d'une autre profession, s'adressera d'abord au chef du service auquel appartient l'officier de santé; s'il n'en obtient pas justice, il s'adressera au commissaire des guerres sous.

la police duquel ils se tronvent.

N.º 532.

Circulaire relative à l'habillement des malades et des infirmiers dans les hôpitaux en régie et en entreprise.

Du 29 décembre 1811.

Monsieur, j'ai adopté pour l'habillement des malades et celui des infirmiers dans les hôpitaux tant en régie qu'en entreprise, les dispositions que je vais vous faire connaître.

Celui des malades consistera, comme par le passé, en une capote qui sera confectionnée ordinairement en drap bége lisse ou en drap de couleur, au lieu de l'être en tricot ou en tiretaine.

Il sera de plus accordé des pantalons de toile, mais pour

l'usage exclusif des galeux et vénériens.

Les infirmiers continueront d'avoir deux vêtemens, l'un pour l'hiver, l'autre pour l'été.

Le premier, de même étoffe que les capotes,

Le second en treillis.

Les dimensions de ces vêtemens seront celles déterminées par ma circulaire du 22 avril 1810 (1).

Toutesois je vous sais observer qu'il y a eu erreur dans l'impression de cette circulaire, où la longueur de la capote a été portée à un mêtre trente centimètres, collet compris, au lieu de l'être à un mêtre trente centimètres, collet non compris.

Il sera entretenu dans chaque hôpital un nombre de capotes égal à celui des malades qui peuvent y être reçus en tems ordinaire, et en observant entre les lits les distances que prescrit le réglement des hôpitaux.

Il sera ajouté à ce nombre un vingtième en sus pour la faci-

lité des rechanges et des réparations.

On y entretiendra pour les insirmiers un nombre de vêtemens proportionné à la force des hôpitaux, et calculé comme il suit:

•		VÊTEMENS	
	_	d'hiver.	d'été.
L'Anie	de 50 mal. des et a u-dessous de 51 à 100 <i>Id</i>	1 par 7 id.	1 par 5 id. 1 par 6 id. 1 par 7 id. 1 par 7 id.

⁽¹⁾ Voy. le num. 527 page 106.

Il ne sera point accordé de vêtemens aux servans employés pour le compte des économes dans les hôpitaux en régie où il a été passé des abonnemens pour les dépenses de chauffage, lumières, propreté et blanchissage de linge.

Les demandes formées par chaque hôpital et dans les proportions ci-dessus déterminées, seront certifiées par l'économe, visées par l'inspecteur s'il en existe, et par le commissaire des guerres

ou le fonctionnaire qui le remplace.

Elles présenteront, indépendamment des quantités nécessaires pour chaque nature d'effets, ce qui existe, avec indication du classement, enfin ce qui manque.

Elles me seront adressées par vous avec votre avis,

Pour les vétemens de treillis et de toile, le premier février de chaque année:

Pour les vêtemens de drap, le premier juillet de chaque année. Les étoffes, treillis et doublures seront livrés, d'après les ordres que je donnerai au directoire de l'habillement, par les fournisseurs ordinaires de ce service, aux prix des marchés qui leur auront été passés pour l'habillement de la troupe en santé.

Les envois en seront faits aux économes et aux gardés-magasins des hôpitaux chargés de suivre les confections et d'en répartir

les produits.

Ces envois seront exécutés dans les qualités et délais prescrits articles 11, 12, 17 et 18 du cahier des charges de l'habillement, dont extrait est ci-joint (1).

Les formes pour la réception et le paiement, seront celles indiquées au même cahier des charges, articles 20, 21, 22, 23, 24 et 28, sauf les exceptions ci-après (-1).

La commission chargée de l'examen des étoffes, etc., sera

composée,

Du commissaire des guerres chargé de la police des hôpitaux, qui dressera procès-verbal de l'opération;

De deux officiers désignés par le commandant de la place; De l'inspecteur de l'hôpital du lieu, ou de tout autre inspec-

teur qui aura été désigné par moi;

De deux chefs tailleurs, ou, à leur désaut, de deux experts nommés, l'un d'office par le maire, et l'autre par le commissaire

des guerres.

Au lieu de mandats de paiement, il sera établi par l'ordonnateur chargé de la police supérieure des établissemens où les livraisons seront faites, un décompte qu'il m'adressera avec les procès-verbaux de réception et les récépissés des comptables, visés par le commissaire des guerres.

⁽¹⁾ Ces articles n'ont point été placés dans ce recueil; voy. ce qui a été observé à ce sujet dans la note de l'art. 22 du num. 462 vol. 111.

Des modèles de capotes et de vêtemens d'infirmiers, en drap bége lisse, vont être adressés de Paris à qui sera chargé de suivre la confection de ceux destinés à

Aussitôt après l'arrivée de ces modèles, il sera passé, au lieu où la confection sera faite, des marchés pour celles à exécuter

jusqu'au premier janvier 1813.

Ces marchés, qui seront soumis à mon approbation, ne détermineront pas le nombre de vêtemens à confectionner, mais seulement un prix ferme par capote, veste ou pantalou.

On y stipulera, 1.º les dimensions de chaque espèce de vê-

temens;

2.º Les quantités à fournir dans un délai déterminé;

3.º L'allocation au confectionnaire des consommations ci-après:

Drap en 119/100 de large.

Par capote	2 ^m .	66o.					
Par veste pour le corps et les manches le collet	1	220.					
		025.					
Par pantalon	1	210.					
Tricot en 69/100 de large.							
Par capote	4	620.					
Par veste pour \ \le corps et les manches \ \le collet \cdots	3	100.					
le collet	0	040.					
Par pantalon	2	0 90.					
Toile à doublure en 104/100.							
Par capote de drap ou tricot Par veste de drap en tricot ou en treil-	1	300.					
lis à manches	1	400.					
jusqu'aux genoux Par pantalon de treillis, pour doublure	1	300.					
de ceinture, poche et droits fils	0	400.					
Treillis en 89/100.							
Par capote	3	55o.					
Par veste à manches	1	, 620.					
Par pantalon	1	55o.					

4.º L'obligation par le confectionnaire de compter, d'après ces bases, des matières qui lui auront été remises;

5.º Celle de fournir les vêtemens en même qualité d'étoffe et

de doublure que celle dont la remise lui aura été faite.

6.º Ensin, et dans le cas de rejet des vêtemens pour vice de consection, substitution ou dégradation d'étoffes, l'obligation de

rembourser, indépendamment de la valeur des matières premiè-

res, la totalité des frais à faire pour leur remplacement.

Le confectionnaire sera appelé à l'examen des étoffes et doublures livrées par les fournisseurs de l'habillement. La remise lui en sera faite en présence de la commission qui les aura reçues, et sera constatée par le procès-verbal d'admission.

La même commission se réunira pour l'examen des vêtemens

confectionnés.

Ceux admis scront de suite timbrés en dedans et à la rouille,

de la marque des hôpitaux, et du millésime de l'année.

Le procès-verbal d'admission établira le décompte d'emploi des matières premières et la valeur des objets confectionnés aux prix d'achat, cumulés avec ceux de confection. Les entrepreneurs en compteront à ces prix, avec addition des frais de transport et d'emballage; les économes des hôpitaux en régie, aux prix du tarif.

Le même procès-verbal établira le décompte du confectionnaire et les sommes à lui payer par le comptable, qui les portera

en dépense extraordinaire dans ses comptes.

Les vêtemens destinés à être répartis entre d'autres établissemens, seront de suite emballés et remis au préposé des trans-

po rts directs, pour être expédiés à leur destination.

La mise en service des capotes aura lieu comme à l'ordinaire, en proportion des besoins, et de manière que chaque malade en soit pourvu. Il sera expressément défendu aux infirmiers de les employer, ainsi que les pantalons de toile, à leur usage personnel.

La mise en service des vêtemens d'infirmiers sera constatée par une revue que dressera, chaque trimestre, le commissaire chargé de la police de l'hôpital ou le fonctionnaire qui le remplace.

Dans les hôpitaux en entreprise, à prix fixe de journée, cette revue énoncera les noms, prénoms et grades d'infirmiers, la na-

ture et l'état de leurs vêtemens.

Dans les hôpitaux en régie, la revue énoncera les noms et prénoms des infirmiers, leur grade, la nature des vêtemens dont ils sont pourvus, la date de leur remise, leur classement au premier et au dernier jour de chaque trimestre; enfin, les retenues à opérer, sur les gages de ceux dont les vêtemens auraient été dégradés par toute autre cause que par l'usage.

Ces retenues seront fixées par le commissaire des guerres, sur l'avis de l'inspecteur et de l'économe de l'hôpital militaire, qui sera spécialement chargé de veiller à ce que la durée des vêterens soit de deux saisons, pour ceux en drap bége, comme pour

ceux en treillis.

Les économes des hôpitaux en régie feront recette du montant de ces retenues dans leurs comptes en deniers.

Les revues dressées dans les hôpitaux en régie, lors de la substitution des vêtemens d'hiver à ceux d'été, et vice-versa, énonceront la valeur respective des uns et des autres, au moment de leur remise et de leur retrait.

Elles seront produites à l'appui du compte en mobilier, et remplaceront, pour ces sortes d'effets, les procès-verbaux de changement de classement.

Il ne pourra, dans ces hopitaux, être disposé des vêtemens

classés hors de service, sans mon autorisation spéciale.

Quoique, d'après les qualités ci-dessus indiquées, les fournitures d'étoffes paraissent devoir être exclusivement faites en drap bége lisse, je me réserve de les faire faire, lorsque je le jugerai convenable, en toute autre étoffe, dont pour lors il sera fourni des échantillons particuliers.

Je pourrai aussi disposer pour le service des hôpitaux, de matières existant dans les magasins de réserve de l'habillement; et, dans ce cas, la commission dont il a été question ci-dessus, se réunira, non pour prononcer sur leur admission, mais pour en constater la qualité lors de la remise aux confectionnaires.

Les modèles, dans les deux cas précités, ne servitont d'objet de comparaison que pour la forme et la coupe des vêtemens.

Il est d'ailleurs bien entendu que tout ce qui existe dans les hôpitaux et les magasins, de capotes ou de vêtemens d'infirmiers, en tiretaine, en tricot, coutil et toile, sera mis en service avant que l'on fasse usage de drap bége ou de treillis.

Je vous invite, monsieur, à surveiller, en ce qui vous concerne, l'exécution de ces dispositions, par suite desquelles il ne devra plus être fait aux infirmiers aucun paiement d'indemnité

d'habillement, à compter du 1.ºr janvier prochain.

N.º 533.

Appendice au chapitre 15-

Dépôts de convalescens.

(Nota) On établit ordinairement à la suite des armées, des dépôts de convalescens, pour mettre les hommes sortans de l'hôpital, en état de se rétablir avant de reprendre leur service.

L'arrêté ci-après a été placé dans ce recueil non parceque les dépôts dont il fait mention existent encore mais pour faire connaître les bases

du régime de ces dépôts.

Arrêté qui établit des dépôts de convalescence à Boulogne, Ostende et Montreuil.

Du 22 vendémiaire, an 12.

ART. 1.er L sera établi à Boulogne, dans la caserne; à Ostende, dans une des casernes, et à Montreuil, également dans une caserne, des dépôts de convalescence.

2. Tous les hommes sortant de l'hôpital, avant de rentrer à leurs corps et de baraquer, resteront une ou plusieurs semaines

dans ces dépôts.

3. Ils feront ordinaire entr'eux. Il leur sera fourni une ration de vin (1, et, selon la pature des maladies qu'ils auraient eues, les remèdes qui pourront achever leur convalescence.

4. Le dépôt de convalescence, à Boulogne, pourra contenir

mille hommes.

Le depôt d'Ostende en contiendra cinq-cents; et le dépôt de Montreuil en contiendra huit-cents.

5. Il sera nommé un chef de bataillon spécialement chargé de la direction et du commandement de chacun de ces dépôts.

Chaque corps faisant partie des camps fournira un nombre d'officiers proportionné au nombre de soldats qu'il y aura, pour la police du dépôt, savoir : un capitaine pour cent, un lieutenant pour vingt-cinq (2).

⁽¹⁾ Et une ration de pain composée de 7 hectogrammes et demi de pain bis blanc de pur froment à l'extraction de 22 kilogrammes de son par quintal métrique, ainsi que 250 grammes de viande.

⁽²⁾ Le ministre directeur de l'administration a donné le 20 octobre 1806, une instruction sur le régime des dépôts de convalescence; relativement

6. Les médecins des hôpitaux ou des corps feront le service de ces dépôts.

N.º 534.

Caissons d'ambulance à la suite des corps à l'armée.

Un décret du 14 fructidor an 13, conformément aux dispositions des articles 24 et suivans de l'arrêté du 9 frimaire an 12 n.º 519 atrache à la suite de chaque régiment d'infanterie entrant en campagne (cette mesure a depuis été pareillement adoptée pour les régimens de cavalerie) un fourgon d'ambulance, de premier secours (1), attelé de quatre chevaux, et destiné à transporter au moins six blessés. (Décret du 14 fructidor art. 1.er)

Chaque caisson doit contenir deux matelas assortis à la capacité de la caisse du fourgon, six brancards de sangles, une caisse d'instrumens de chirurgie, cinquante kilogrammes de charpie, cent kilogrammes de linge à pansement et une caisse de

à ceux qui avaient été établis à Chambery, Strasbourg et à Mayence, à cause des circonstances de la guerre.

Il doit être formé dans chaque dépôt un'conseil d'administration composé d'un capitaine et de deux lieutenans pris parmi les officiers de la garnison, il y a en outre 4 sergens pris également dans la garnison.

Les sous-ossiciers reçoivent la mone ration que les soldats admis dans ces dépôts au moyen de quoi leur solde doit, ainsi que pour ces derniers être calculée sur le pied fixé par le tarif pour la solde avec les vivres de campague.

Voy. au surplus pour le mode de paiement les articles 8 et 16 du numéro 548.

Lorsque les hommes qui ont séjourné dans ces dépôts, rejoignent leurs corps, ils y sont rappelés; savoir, ceux qui sortaient précédemment des hôpitaux, de la solde d'hôpital, soit pour les journées antérieures à leur arrivée dans les dépôts; soit pour le tems qui s'est écoulé, depuis qu'ils en sont partis jusqu'au jour, inclus, de leur arrivée au corps.

Et ceux qui venaient de congé de convalescence de leur demi-solde, pour les journées antérieures et postérieures au séjour dans les dépôts; et du linge et chaussure seulement pour le tems de ce séjour.

On met aussi, quelquesois, à la suite de ces dépôts, ou de différens corps des sous-officiers et soldats en subsistance; voy. les articles 8 et 16 du *num*. 548.

(1) A la suite de la circulaire du 20 fructidor an 13, est une notice descriptive des dimensions et des diverses pièces d'un caisson d'ambulance.

HÔPIT. ET SERY. DE SANTÉ - NUM. 534.

pharmacie, cette dernière caisse est composée aiusi qu'il suit;

:	DÉNOMINATION.	QUANTITÉS.~	OBSERVATIONS.
Médicamens	Agaric de chêne Vitriol bleu Cire blanche Colophane pulverisée Eau - de - vie cam phrée Acide acéleux Liqueur d'Offmann Landamm liquide Alcali volatil	» 64 1 »» 64 » 64 » 64	1 bocal. 1 idem. 4 bocaux. 1 bocal. 1 flacon bouché. 1 bocal. 1 flacon bouché.
Ustensiles .	Bocaux petits Idem plus grauds Flacons bouchés Echevaux de fil blanc. Caisse garnie à com partiemens	4 4 2 4	Déc. du 27 brum. 2n 14.

La caisse d'instrumens n'est reçue qu'après une déclaration préalable des officiers de santé en chef de l'armée.

Cette caisse ainsi que les médicamens, le linge à pansement et la charpie doivent être fournis par les magasins des hôpitaux mais au compte des corps pour la première mise seulement. (Décret du 14 fructidor an 13).

Leur valeur a été conséquemment imputée sur les premiers 3000 fr. accordés à chaque régiment, en exécution du décret du 14 fructidor au 13, et il ne leur est alloué que 2300 pour les autres dépenses de première mise, consistant dans l'achat du fourgon, de quatre chevaux de traits, d'un attelage complet de quatre harnais à l'allemande, de deux matelas et de six brancards.

Relativement à la conduite, à la surveillance, à l'entretien et au renouvellement de ce fourgon, les mesures prescrites par le décret du 7 avril 1809. (V.....) pour les caissons de vivres, sont applicables aux fourgons d'ambulance.

Pour l'administration des médicamens, l'achat; l'entretien et le renouvellement des drogues, du linge et de la charpie etc. Voy. les articles de l'arrêté du 9 frimaire an 12. rappelé cidessus.

CHAPITRE SEIZIÈME.

MODE DE PAIEMENT, ADMINISTRATION, REVUES ET COMPTABILITÉ.

(Nota) Ce chapitre contient, 1.º les dispositions générales, relatives au mode de paiement de la solde et des masses, de tous les traitemens militaires d'activité, de retraite ou de réforme: et au mode de perception en nature de la plus grande partie des fournitures faites à la troupe; 2.º les forma!ités à observer, pour la régularisation de ces paiemens et perceptions, par le moyen des revues et des décomptes, opérations que l'on désigne, peut être improprement, par le nom de comptabilité; 3.º Les dispositions générales sur la formation des conseils, et sur l'administration intérieure des corps, ainsi que sur leur comptabilité ou la reddition de leurs comptes.

On observe toutefois, qu'il sera bon de recourir également sur ces mêmes matières, aux divers chapitres, sections ou paragraphes qui traitent principalement de l'objet sur lequel on désire s'éclairer. Ainsi, par exemple, pour l'administration et la comptabilité de l'habillement, on devra recourir aussi à la 4.º section du chapitre 14; pour le traitement des troupes en marche, fournitures de convois et de transports: on devra se reporter à la 8.º section du même chapitre etc. Voy. ce qui a été observé à l'art. de la division générale (introduction), sur les exceptions auxquelles don-

nait lieu cette même division.

Le réglement du 25 germinal numéro 537, contient aussi un grand nombre de dispositions (voy. la 5.º section du tit. premier), sur les modifications qu'eprouve le traitement des militaires dans les diverses, positions où ils peuvent se trouver.

N.º 535.

Arrêté contenant réglement sur l'administration, et la comptabilité des corps.

Du 8 floréal, an 8.

TITRE 1.er

Formation et fonctions du conseil d'administration.

ART, 1.er lous les détails relatifs à l'administration intérieure de chaque corps d'infanterie et de troupes à cheval, seront consiés à un conseil d'administration, qui sera spécialement chargé de diriger, conformément aux règles ci-après établies, l'emploi des sonds destinés à la solde et à l'entretien de la troupe.

2. Le conseil d'administration des corps de toute arme, sera composé ainsi qu'il suit (1):

3. Cette première formation étant faite, les conseils d'administration seront renouvelés tous les ans, aussitôt après la clôture de la revue de l'inspecteur général de manière que la gestion du conseil remplacé embrasse l'année entière (2).

Le commandant du corps sera toujours membre du conseil.

Les trois plus anciens capitaines de chaque bataillon dans les demi-brigades d'infanterie de ligne et légère, rouleront entre eux, pour être alternativement, en suivant l'ordre d'ancienneté, membres du conseil d'administration, chacun pendant une année.

Les bataillons fourniront alternativement le lieutenant, le sous-

lieutenant et le sous-officier.

Dans les demi-brigades de véterans nationaux, les capitaines de première classe rouleront entre eux dans chaque bataillon, et ne seront remplacés par ceux de la seconde classe, que dans le cas d'absence ou de maladie de tous ceux de première.

Il en sera de même des lieutenans de première clare.

Dans les régimens de troupes à cheval à trois escadrons, les quatre plus anciens capitaines, et les six plus anciens dans ceux à quatre escadrons, rouleront entre eux pour être alternativement, suivant l'ordre de leur ancienneté, membres du conseil d'administration.

Le lieutenant continuera toujours d'être pris dans l'escadron

qui n'aura pas fourni de capitaine.

Les deux plus anciens sous-lieutenans et sous-officiers rouleront dans chaque grade pour être alternativement membres du conseil.

Dans les régimens d'artillerie, à pied, les six premiers capitaines rouleront, pour être alternativement membres du conseil.

Dans les régimens d'artillerie à cheval, les six capitaines rou-

leront entre eux.

Dans les régimens d'artillerie, tant à pied qu'à cheval, les deux plus anciens lieutenans en premier et en second, et les deux plus anciens sous-officiers de chaque corps, rouleront de même entre eux.

Dans les bataillons de sapeurs et pontonniers, les deux plus anciens capitaines, lieutenans et sous-lieutenans, rouleront ensemble, pour être alternativement membres dudit conseil.

(1) Les dispositions de cet art., relatives à la composition des conseils, se trouvant abrogées par le décret impérial du 21 décembre 1808, num. 542 on s'est dispensé de les rapporter ici.

⁽²⁾ D'après les dispositions du décret du 21 décembre 1808, num. 542 l'ancienneté de grade servant de base à l'admission des officiers et de leurs suppléans dans les conseils; ils ne doivent jamuis être renouvelés entièrement ni périodiquement; toutes les fois qu'un membre en sort par avancement ou lorsqu'il quitte le corps, il est remplacé par l'officier du même grade, le plus ancien. Circ. du 18 janvier 1809 G.

Dans les compagnies d'ouvriers et mineurs, et dans les bataillons du truin d'artillerie, les membres du conseil ne seront point renouvelés.

Au moyen de ces dispositions, les membres du conseil d'administration des demi-brigades d'infanterie de ligne et légère, et des vétérans nationaux le chef de brigade excepté, ne pourront rentrer au conseil que deux ans après qu'ils en seront sortis (1).

Dans les corps à cheval, les régimens d'artillerie et les bataillons de sapeurs et pontonniers, ils y rentreront après un an

d'intervalle.

4. Le chef de brigade dans les corps de toute arme, présidera le conseil d'administration, et en son absence, le conseil sera présidé par l'officier qui lui succédera dans le commandement.

Dans les bataillons de sapeurs et pontonniers, et dans les compagnies de mineurs et d'ouvriers, le conseil sera présidé par l'offi-

cier du grade le plus élevé.

5. Le quartier-maître, ou, en son absence, l'officier que le conseil a la choisi pour le suppléer, remplira les fonctions de secrétaire du conseil.

Il n'aura point voix délibérative, et sera chargé simplement d'écrire les délibérations sur le registre qui sera établi ci-après, et de fournir au conseil tous les éclarcissemens dont il aura besoin.

6. Tous les membres du conseil auront voix délibérative. Les moins avancés en grade, et, dans chaque grade, les moins anciens, opineront les premiers; la pluralité l'emportera; et les membres qui seront d'un avis différent, auront la liberté d'inscrire eux-mêmes sur le tegistre, les motifs qui auront déterminé leur opinion.

7. Le conseil s'assemblera régulièrement une fois par décade, et extraordinairement toutes les fois que le commandant du corps

ou l'inspecteur le jugeront nécessaire.

Les assemblées se tiendront chez l'officier qui devra présider le conseil, et lui seul aura le droit de le convoquer, et d'en fixer le jour et l'heure.

Le quartier-maître inscrira en tête du procès-verbal de chaque séance, le nom des membres du conseil présens; en cas d'absence de l'un d'eux, celui du remplaçant, et les motifs de l'absence.

Nul ne sera introduit dans la salle des séances, et pendant leur durée, que les membres du conseil. Les personnes appelées par lui, et les citoyens ou militaires qui prétendront avoir à dénoncer des abus, à porter des plaintes, ou faire des réclamations relatives à l'un des objets confiés au conseil (1).

(1) Le sous-officier peut être réélu; voy. l'article 3 du numéro 542.
(2) Le commissaire des guerres de la place, toutes les fois qu'il aura à communiquer au conseil, des renseignemens ou observations concernant l'administration ou les intérêts du trésor, ou ce qui a trait à cette ad-

ministration, peut y être introduit; dans ce cas il occupe la place qui suit immédiatement celle du sous-inspecteur; lettre du ministre-directeur du 13 septembre 1809. Le conseil sera tenu de faire mention sur son registre, des abus, plaintes ou réclamations susdits, et de prononcer sur chaque objet, dans la même séance, ou dans celle qui la soivra immédiatement.

8. La comptabilité des corps devant être arrêtée tous les trois mois, l'inspecteur fera convoquer le conseil d'administration à cette époque, pour procéder à ladite opération, en la manière qui sera expliquée dans le présent réglement.

Il entrera pareillement aux séances ordinaires du conseil, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, pour lui communiquer quelqu'objet relatif au bien du service, ou prendre connaissance de la si-

tuation de la caisse (1).

9. Le chef de brigade, ou, en son absence, l'officier qui présidera, prendra la première place, et les autres membres se rangeront alternativement à sa droite et à sa gauche, suivant leur grade ou leur rang d'ancienneté.

Le quartier-maître sera vis-à-vis du président.

Lorsque l'inspecteur assistera au conseil, il occupera la 1.10 place.

conforme au modèle A, joint au présent réglement. Ce registre sera coté et paraphé par l'inspecteur, pour servir à l'enregistrement, par ordre de dates, de toutes les délibérations qui seront prises par le conseil, et à la transcription des arrêtés des autres registres, qui auront lieu tous les trois mois, en sorte qu'il réunisse tous les résultats de la comptabilité.

Ce registre sera lui-même arrêté provisoirement, tous les trois mois, par l'inspecteur chargé de la revue du corps, et

définitivement tous les ans par l'inspecteur général.

seront proposés par l'officier qui présidera (2). Tous les membres du conseil auront néanmoins le droit de faire, pour le bien de l'administration, toutes les propositions qu'ils jugeront convenables. Elles seront aussitôt inscrites sur le registre, et mises en délibération par le président: le conseil pourra les ajourner, les modifier où les rejeter: mais il est tenu de délibérer sur chacune d'elles, séance tenante, ainsi que sur toutes celtes qui seront présentées par le président.

Dans le cas où le chef du corps croira que la délibération du conseil est contraire au bien du service, ou à l'intérêt particulier du corps qu'il commande, il pourra la déférer à l'inspecteur aux revues, qui prononcera, s'il y a lieu, ou renverra la question à l'inspecteur général, pour la soumettre au ministre.

12. Le conseil chargera des différens détails relatifs à l'admi-

(2) Le major, lorsque le colonel est présent ne fait près du conseil que les

fonctions de rapporteur; voy. l'art. 5 du num. 542.

⁽¹⁾ Des sous-inspecteurs ont exigé, que lorsqu'ils assistent aux délibérations, les membres du conseil fussent en grande tenue avec hausse-col, cela devrait être ainsi dans tous les cas.

nistration intérieure du corps, les officiers qu'il jugera le plus en état de les bien remplir, et il en sera fait mention, sur le re-

gistre général des délibérations.

Les officiers choisis par le conseil ne pourront se refuser de donner leurs soins aux détails qui leur auront été confiés, ni se dispenser, sous aucun prétexte, d'obéir aux ordres du conseil, qui leur seront transmis par écrit, par le secrétaire, en forme d'extrait du registre.

· L'expédition des délibérations ainsi signée du secrétaire, servira aux officiers chargés des dissérens détails, de l'autorisation nécessaire pour traiter avec les fournisseurs; mais, dans tous les cas, les marchés ne seront valables, qu'autant qu'ils auront été

tatissés par le conseil (1).

13. Les officiers supérieurs, les membres du conseil d'administration et le quartier-maître, ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, faire des achats, ni conclure aucun marché (2).

14. Le conseil n'étant établi que pour la direction et la surveillance des détails relatifs à la solde, aux masses et à la comptabilité qui en est la suite, il ne pourra, sous aucun prétexte, s'immiscer dans ce qui concerne le service, la police et la discipline, qui demeureront sous l'autorité immédiate et exclusive du commandant du corps.

Celui-ci, de son côté, ne pourra rien déterminer seul de ce qui est de la compétence du conseil, ni rien changer aux déter-

minations que le conseil aura prises.

TITRE 2.4

De l'ordre à suivre dans l'administation, et des registres à tenir.

ART. 1.er A l'époque où le présent réglement sera mis à exécution dans chaque corps, la première opération du conseil d'administration sera de constater l'état de la caisse, de s'assurer de sa situation active et passive, et d'en dresser un bordereau, qui sera signé de tous les membres du conseil, pour les résultats en être portés sur-le-champ sur les nouveaux registres suivant leur destination respective.

(1) Voy. la note de l'art. 13.

²⁾ On doit entendre par ces dispositions, que les membres du conseil pris isolément, ne peuvent conclure aucun marché. Le réglement du 10 fév. 1806 num. 466 vol. III, ainsi que l'instruct. du 12 mai 1806, portent expressément, que les marchés seront conclus par les conseils d'administration; et que dans le cas où ils seraient obligés de déléguer ce droit à un officier, les marchés ne seront valables qu'autant que copie de l'autorisation donnée par le conseil, et revêtue du visa du sous-inspecteur, sera transcrite à la suite du marché et certifiée véritable par l'officier foudé de pouvoirs. Les inspecteurs et sous-inspecteurs doivent se faire rendre compte des marchés passés par les couseils, et vérifier la qualité et la quantité des étoffes provenant de ces marchés; instruction du 12 déc. 1806 A.

Le conseil arrêtera en-même-tems la situation, à la même époque, de l'habillement, armement et équipement, tant de l'homme que du cheval, selon les différentes armes, et celle des magasins affectés à chaque partie; et il en sera dressé pareillement un état ou bordereau

Cette opération se fera en présence de l'inspecteur aux revues, s'il est sur les lieux, et il en signera les bordereaux: s'il est absent, copie lui en sera adressée, pour qu'il puisse, à sa pre-

mière inspection, en vérifier le contenu.

2. Le registre de caisse sera tenu conformément au modèle B, et sera destiné à enregistrer, date par date, toutes les recettes en deniers provenant de la solde et des masses, et toutes les dépenses qui les concerneront, en distinguant, dans ces dernières, les sommes données en à-compte au quartier-maître, d'avec celles dont il aura justifié l'emploi.

Ce registre étant la base de la comptabilité du conseil d'administration, il sera déposé dans la caisse, et vérifié et arrêté

par le conseil, aussi souvent qu'il le jugera convenable.

Indépendamment de ces vérifications, ledit registre sera provisoirement arrêté tous les trois mois, avec récapitulation et état de situation, suivant le modèle, et définitivement tous les ans, ainsi que le registre des délibérations.

Au surplus, ce registre ne doit jamais sortir de la caisse déposée chez le commandant du corps, que pour le moment où il

y sera fait des enregistremens (1).

3. Toutes les sommes appartenant au corps, tant en deniers qu'en effets actifs, le registre de caisse, et les papiers essentiels à conserver, continueront d'être ensermés dans une caisse à trois serrures, laquelle sera déposée chez le commandant du corps (2).

Des trois cless, il en demeurera une entre les mains du commandant, une en celles du premier capitaine membre du con-

seil, et la troisième en celles du quartier-maître.

Ces trois officiers seront solidairement responsables des fonds déposés dans la caisse, dont il ne doit jamais rien sortir, sans une délibération expresse du conseil d'administration.

4. Il ne pourra être délivré aucune somme au quartier-maître par le payeur de la guerre, soit par forme d'à-compte, soit pour décompte final, que sur des récépissés ou quittances signées de tous les membres du conseil d'administration.

Tous les récépissés ou quittances qui ne seroient pas revêtus

de ces signatures, demeureront pour le compte du payeur.

Indépendamment de ces récépissés, le quartier-maître sera muni d'un livret (3), coté et paraphé par l'inspecteur, sur le-

⁽¹⁾ Voy. l'art. 9 du num. 542.

⁽²⁾ L'achat et l'entretien de cette caisse sont à la charge de la masse générale; circul. du 29 brumaire an 6.

⁽³⁾ Voy. relativement au livret de solde l'art. 297 da num. 537 et l'art. 41 du num. 560.

quel toutes les sommes qu'il recevra du payeur de la guerre

seront inscrites exactement par ledit payeur.

5. Les sommes provenant du payeur de la guerre, soit par à-compte sur la solde et les masses, soit pour solde de décompte, seront déposées dans la caisse en présence des officiers chargés des cless, et l'enregistrement en sera fait sur-le-champ par le

quartier maitre, sur le registre de caisse.

Il en sera de même de toutes les recettes particulières qui auraient été faites par le quartier-maitre, dans l'intervalle d'un conseil à l'autre, la recette du quartier-maître ne devant jamais être composée que des sommes qui lui seront remises directement par le conseil d'administration, conformément à ce qui est prescrit par l'article suivant.

6. Le quartier-maître recevra du conseil d'administration, le premier de chaque décade, la somme à-peu-près nécessaire pour les dépenses de la solde et des masses pendant la décade. Ces différentes sommes formeront la première colonne de dépense du registre de caisse, et la colonne de recette du journal général

du quartier-maître.

Les membres du conseil d'administration seront solidairement responsables de toute somme excédant les bornes des besoins courans, qu'ils auraient fait remettre au quartier-maître, ou

qu'ils auraient laissée entre ses mains.

7. Le quartier-maître ne fera aucun paiement à des fournisseurs, et n'enverra aucun à-compte aux officiers et sous-officiers décachés, sans l'autorisation positive du conseil d'administration, laquelle sera inscrite sur le registre des délibérations.

Il sera personnellement responsable de tout paiement non autorisé par le conseil, et en outre puni militairement comme ayant

contrevenu aux dispositions des lois.

8. Il est pareillement défendu aux membres du conseil d'administration, de preudre aucune délibération pour accorder des avances à quelques individus que ce soit, officiers, fourmisseurs ou autres, sinon dans les cas où ils sont formellement autorisés par le présent règlement (1), à peine d'en être solidairement responsables, et d'être même punis suivant la rigueur des lois militaires, pour contravention aux réglemens.

9. Les recettes du registre de caisse seront justifiées, 1.º par le montant des décomptes au bas des revues (2); 2.º par le certificat des capitaines, constatant le produit de la vente des effets de linge et chaussure des hommes morts ou désertés dans leurs compagnies; et 3.º dans les troupes à cheval par le certificat de

(1) Voy. l'art. 10 du tit. 4.

⁽²⁾ Ces décomptes ne pouvant, d'après le mode actuellement suivi, être consommés que long tems après la vérification de la comptabilité trimestrielle, le livret seul, sert à justifier les recettes dont il est question.

la vente des fumiers, délivré par le fonctionnaire public, en présence de qui la vente aura été faite.

Les dépenses seront justifiées par les détails énoncés au registre-

journal du quartier-maître, et par les pièces à leur appui.

10. Le quartier-maître tiendra de son côté un registre intitulé journal général, suivant le modèle C, sur lequel il portera, jour par jour, toutes les recettes et dépenses, de quelque nature qu'elles puissent être.

Sa recette ne sera composée que des à-comptes qui lui auront été remis par le conseil, et la dépense le sera de toutes les sommes dont il aura fait emploi en vertu des ordres que le conseil

lui aura donnés.

l'administration, il est nécessaire néanmoins qu'elles n'y soient pas confondues, afin qu'on puisse en tout tems s'en procurer facilement le résultat.

A cet effet, indépendamment des colonnes nécessaires pour la transcription des détails de la recette et de la dépense, et pour l'enregistrement des sommes qui en seront l'objet, le registre sera partagé en autant de colonnes qu'il y a de différentes natures de dépenses, et le quartier-maître aura soin de porter chaque somme à mesure sur la colonne à laquelle la dépense appartiendra.

Ce registre sera vérissé tous les mois par le conseil d'administration, et arrêté tous lés trois mois, avec récapitulation, par l'inspecteur chargé de la revue, et désinitivement tous les ans

par l'inspecteur général.

- 12. Les recettes de ce registre seront justifiées par les articles du registre de la caisse, énonçant les sommes délivrées au quartiermaître par le conseil d'administration, et les dépenses par toutes les pièces et acquits à l'appui des détails relatifs à la solde et aux différentes masses.
- 13. Comme les dépenses de la masse de linge et chaussure ne peuvent être établies que sommairement dans le journal général, attendu que les détails en sont consiés aux commandans des compagnies (1), le quartier-maître formera, tous les trois mois, à l'époque des décomptes, un tableau général, par compagnie, de la situation de la masse de linge et chaussure, au moyen des seuilles détaillées et nominatives que les capitaines lui en remettront exactement.

Ce tableau sera tenu conformément au modèle D, et servira de principale pièce à l'appui de la colonne du linge et chaussure, dans le registre précédent.

Il sera soumis au visa de l'inspecteur.

14. Il sera tenu en outre, par le quartier-maître, un contrôle général du mouvement intérieur de chaque corps, où il établira,

¹⁾ Voy. l'art. 54 du tit. 4.

jour par jour, toutes les mutations qui pourront survenir, tant en hommes qu'en chevaux, suivant le modèle E.

C'est d'après ce registre que le quartier-maître doit former les états nécessaires aux revues, et vérifier le travail des fourriers (1).

Il en sera fait, tous les jours, un relevé pour les comptes à

rendre de la situation du corps.

15. Pour que le quartier-maître puisse établir avec exactitude, sur le contrôle précédent, tous les mouvemens qui arriveront dans le corps, les fourriers de chaque compagnie seront tenus de se rendre chez lui tous les matins, et de lui remettre un état, signé d'eux, des mouvemens survenus la veille; les fourriers répondront personnellement des erreurs qu'ils pourraient commettre par négligence ou autrement (1).

16. Les signalemens de tous les sous-officiers et soldats qui composent un corps, seront réunis dans un même registre (2) ou

contrôle, soté F. (3).

Chaque homme y sera désigné par un numéro qu'il conservera taut qu'il sera au corps, et il portera son nom de famille dans la compagnie, à moins qu'il n'y ait un autre soldat du même nom, auquel cas on adopterait pour lui un nom différent.

A l'égard toutesois des suppléans admis en remplacement des conscrits, on se conformera, pour leur inscription sur le contrôle de chaque corps, à la disposition de l'art. 12 du titre 3 du réglement du 17 ventôse dernier, afin que l'on puisse toujours sacilement les connaître, et suivre les évenemens qui les concernent (4).

(2) Voy. relativement à la tenue de ce registre le num. 538 et l'art. 20 du num. 537.

(4) Cet article porte, que les suppléans seront inscrits sur le contrôle du corps dans lequel ils devront servir, sous leurs noms et prénoms ordi-

⁽¹⁾ Ces dispositions ne sont point en harmonie avec les principes actuellement suivis. Le fourrier n'a la signature d'aucune pièce, et ne peut être responsable en aucune manière; et l'on pense qu'il faut s'en rapporter à ce sujet aux art. 9 et 10 du tit. 4 du num. 44 vol. I. Au reste le registre dont il est question ne sert plus de base au travail des revues, depuis que la tenue des contrôles annuels est confiée au major, qui doit envoyer à l'inspecteur l'état des mouvemens, certifié par lui et visé par le commandant du corps; voy. les art. 13 et 14 du num. 537 : voy. la note placée à l'art. 3 du tit. suivant. D'après les dispositions de l'art. 12 du réglement du 15 mars 1792 sur les revues, l'état des mouvemens était certifie par le quartier-maître-trésorier et visé par le lieutenant-colonel chargé des détails.

⁽³⁾ Les capitaines de recrutement, doivent aussi faire tenir des contrôles nominatifs des conscrits dirigés sur les corps. Ces contrôles doivent porter le signalement des hommes; l'indication de leur année de conscription; celle du canton où ils ont été appelés; le num sous lequel ils sont portés au tableau général de conscription de leur département, et de celui qui leur sera échu lors du irrage: ces renseignemens doivent être aussi portés sur le registre de signalemens.

Le commandant du corps tiendra la main à ce que toutes les variations relatives aux sous-officiers et soldats, y soient notées exactement; et il en sera extrait tous les mois, pour être adressé au ministre de la guerre,

1.º Le signalement des hommes de recrue;

2.º Celui des hommes passés d'une compagnie dans une autre;

3.º Celui des hommes montés à de nouveaux grades;

4.º Celui des hommes désertés, morts et congédiés.

Ce registre sera comparé à celui tenu par compagnie, par le chef de bataillon ou d'escadron (1), et présenté aux inspecteurs toutes les fois qu'ils le requerront, pour y faire les vérifications dont ils auront besoin.

Au surplus, il ne sera renouvelé que quand celui existant

sera rempli.

17. Il sera tenu, en outre, par le quartier-maître, dans les troupes à cheval, un contrôle conforme au modèle G, dans lequel il inscrira, compagnie par compagnie, le signalement des chevaux, leur pays, et l'époque de leur arrivée au corps.

Le nom du cheval sera inscrit sur une tablette clouée au

råtelier.

TITRE 3.

De la solde.

ART. 1.er La solde continuera d'être payée à l'effectif, suivant

les bases déterminées par la loi du 23 floréal an 5. (2).

Le décompte de chaque corps et de chaque individu, ne sera dressé et arrêté que tous les trois mois, d'après les revues des inspecteurs; mais il sera fait à chaque officier, sous-officier et soldat présent, un à-compte ou prêt, dont la quotité et l'époque seront déterminées ainsi qu'il suit.

2. La solde des officiers sera payée du 1.ºr au 2 de chaque mois, à l'heure qui sera indiquée à l'ordre par le commandant

du corps.

Elle ne sera payée qu'aux officiers présens sous les armes ou détachés. Les premiers signeront à la marge de l'état qui sera dressé de leur solde, mois par mois; les autres enverront régulièrement leurs quittances individuelles.

Le quartier-maître portera, mois par mois, sur son registre-jeurnal C, à la colonne de la solde, le montant de celle qu'il aura payée aux officiers, et réservera, pour pièces justificatives, les états émargés et les quittances.

naires, mais qu'ils porteront pour surnom celui du conscrit dont ils seront les suppléans, et seront militairement désignés par ce surnom.

⁽¹⁾ Avec les contrôles annuels tenus par le major. (2) Num. 408 vol. III; voy. les tarifs.

3. Le prêt continuera d'être fait exactement tous les cinq jours; savoir, les 1,6, 11, 16, 21 et 26 de chaque mois (1), et aux présens sous les armes seulement.

Il en sera formé chaque fois un état par compagnie, contenant sommairement le nombre des hommes divisés par grade, avec

les mutations, suivant le modèle n.º 1. (2).

Cet état sera signé du commandant de la compagnie et de l'ossicier de décade. Ce dernier se rendra chez le quartier-maître, à l'heure qui aura été annoncée à l'ordre par le commandant du corps, et recevra l'argent du prêt, ensuite de quoi cet officier, accompagné du sourrier (3), distribuera le prêt aux chess de chambrée, à l'heure de la soupe du matin.

Il sera déduit, sur ce qui revient à l'ordinaire, ce qui aura été payé pour les hommes entrés aux hôpitaux du lieu ou externes, morts, congédiés, ou désertés dans l'intervalle d'un prêt à

l'autre.

Le quartier-maître portera dans son journal général C, sur le tableau qui y est préparé à cet effet, le montant de chaque état de prêt, au fur et à mesure des paiemens effectués.

4. Indépendamment des états de prêt, le commandant de chaque compagnie tiendra une feuille de subsistance suivant le modèle n.º 2. (4).

(1) Pour autant de jours qu'il en restera pour sinir le mois.

(2) Il sera parcillement établi une feuille de prêt pour les hommes attachés à l'état-major.

(3) Accompagné du sergent-major.

On remarquera, en passant, que plusieurs articles de ce réglement, font mention du fourrier pour des objets qui sont dans les attributions

du sergent-major.

Lors de la création du grade de fourrier qui paraît dater de l'ordonnance du 21 décembre 1762, son rang sut sixé ainsi qu'il l'est aujourd'hui, entre les sergens et les caporaux; ses sonctions étaient bornées au détail des subsistances, des distributions, du logement; et à surveiller la propreté du quartier. L'ordonnance du premier août 1764 et celle du 19 juin 1771 rendirent ce grade superieur à celui de sergent et ajoutèrent aux sonctions qui y étaient attachées les autres détails de la comptabilité.

L'ordonnance du 25 mars 1776 créa ensuite le grade de sergent-major; mais il ne fut chargé que de surveiller les détails du service, de la police et de la discipline, supérieurement aux sergens; les détails de l'administration restèrent dans les attributions du fourrier dont le grade

devint intermédiaire entre ceux de sergent-major et de sergent.

Le réglement du 8 floréal an 8, paraît avoir été basé sur l'ordonnance du 20 juin 1788, relative à l'administration des corps; mais, peutêtre, n'a-t-on pas fait attention lors de la rédaction de ce réglement que les attributions et le rang des fourriers n'étaient plus les mêmes, et que diverses dispositions y avaient depuis apporté des changemens; voyez les art. 16 et 18 du num. 57 vol. II, et l'art. 8 titre premier du num. 44 vol. I, dont les dispositions fixent les attributions qui sont du ressort de l'un et de l'autre grade; voy. aussi l'observation placée à l'art. 14 et à l'art. 15 du précédent titre.

(4) Ce modèle n'est plus le même.

137

Cette seuille contiendra d'abord les noms de tous les sous-officiers et soldats, avec le détail des mutations qu'ils éprouveront successivement, et des journées de solde dues à chacun d'eux.

Elle sera terminée tous les trois mois, 1.º par une récapitulation, contenant le total des journées par grade avec le total des sommes dues à chaque grade; le produit de la retenue pour linge et chaussure, et pour les hôpitaux du lieu; et la demi-solde des congés rentrés; ensuite, le relevé des états de prêt, pour faire la balance des sommes dues avec celles payées; 2.º par le mouvement sommaire de la compagnie pendant les trois mois; 3.º par l'état de distribution du pain pendant le même tems.

Il sera fait deux expéditions de cette seuille, qui seront signées, réciproquement du capitaine et du quartier-maître, et serviront

à leur décharge respective.

Dans les troupes à cheval, la récapitulation qui doit terminer cette feuille, indiquera le mouvement sommaire survenu dans

les chevaux pendant le trimestre.

5. Les hommes revenus de congé, ne seront compris dans les états de prêt, que du jour de leur retour; et pour les faire payer de ce qui leur reviendra de leur demi-solde pendant le tems de leur absence, le capitaine de chaque compagnie en formera tous les mois un état conforme au modèle num. 3, lequel contiendra le décompte de la somme à payer aux hommes revenus de congé pendant le mois.

Ces états seront nominațifs, et désigneront en détail, les époques du départ et du retour desdits hommes, le tems de leur absence, et ce qui leur reviendra net, déduction faite des feuilles d'hôpitaux et des avances qui auraient pu leur être faites en route.

Ces états seront présentés au quartier-maître, qui vérifiera si les hommes qui y sont portés, sont revenus à l'expiration de leur cougé (1); et dans le cas où ils l'auraient outre-passé, sans motif légitime, il ne leur sera fait aucun rappel ni décompte, à l'exception de celui du linge et chaussure.

Le montant desdits états sera acquitté tous les mois par le quartier-maître, et porté en dépense sur son journal au compte de

la solde.

6. Les journées des hommes aux hôpitaux du lieu seront acquittées tous les mois par le quartier-maître, à raison de deux tiers de la solde, sur des feuilles de retenue, qui lui seront présentées par les économes des hôpitaux, dans la première décade du mois suivant (2).

⁽¹⁾ Ces dispositions sont inutiles: les mouvemens actuellement enregistrés par le major et communiqués au sous-inspecteur déterminent les droits de chaque homme.

⁽²⁾ La dépeuse des journées de traitement des militaires admis dans les les hôpitaux est en totalité à la charge de la masse des hôpitaux; voy. l'art. 185 du num. 537.

Le quartier-maître portera sur son journal, au compte de la

solde, le montant des journées acquittées.

7. Les hommes aux hôpitaux externes ne seront compris dans les revues de l'inspecteur, pour le décompte de leur solde, que jusqu'au jour de leur départ pour les hôpitaux exclusivement.

Ceux revenus des hôpitaux, seront payés du lendemain de leur

retour.

Il sera pareillement expédié des feuilles de retenue, pour acquitter les journées des hommes aux hôpitaux externes; et ces feuilles ne comprendront également en retenue, que les deux tiers de la solde affectée à chaque sous-officier et soldat (1) de toute arme. Il sera fait rappel du tiers restant sur la revue de solde, pour le décompte en être fait à chaque homme, au prêt qui suivra l'époque de sa rentrée, déduction faite de la retenue du linge et chaussure, qui doit être versée à la masse (2).

Ces feuilles seront conformes au modèle num. 4: elles seront acquittées sur les lieux, et envoyées au payeur de la division dans laquelle le corps sera stationné, à l'effet d'être employées dans

le premier décompte.

La haute-paie du caporal-tambour, attaché à l'état-major, et celle des tambours des compagnies, qui est destinée à l'entretien de leurs caisses, ne seront point sujettes à la retenue pour journées d'hôpitaux, et le rappel en sera fait à leur retour, dans la première revue (3):

Il sera de même expédié des feuilles de retenue, pour les journées que des officiers auraient passées aux hôpitaux; savoir:

Pour celles des sous-lieutenans, un franc vingt-cinq centimes; Pour celles des lieutenans, un franc cinquante centimes;

Pour celles des capitaines, deux francs;

Et pour celles des grades supérieurs, trois francs (3).

8. Les hommes allant aux hopitaux externes, ou qui en reviendront, recevront quinze centimes par lieue de poste, pour

les mettre en état de faire leur route (4).

Ce secours leur sera avancé par le payeur du lieu, sur les mandats du commissaire des guerres, ou, en son absence, du sous-préfet; et il en sera tenu note, tant sur leur billets de sortie d'hôpitaux que sur leur cartouche.

Si l'on fournit auxdits hommes des effets de petit équipement dont ils se trouveraient avoir besoin, il sera tenu, comme cidessus, note du prix de ces effets, tant sur le billet de sortie, que sur la cartouche desdits hommes, afin que la retenue puisse

⁽¹⁾ Voyez la note placée à l'art. 6.

⁽²⁾ Les hommes qui reviennent des hôpitaux ne sont plus rappelés que de la retenue du linge et chaussure; voy. le num. 415 vol. 111.

⁽³⁾ Voy. les tarifs de solde

⁽⁴⁾ Lors-même qu'ils n'auraient qu'une journée de marche à parcourir pour arriver à l'hôpital ou pour rentrer au corps.

en être opérée sur eux, à leur retour au corps, ces effets devant

être à leur compte.

Les commissaires des guerres et les sous-présets auront l'attention de ne délivrer leurs mandats que d'une sous-présecture à l'autre, c'est-à-dire, à la plus prochaine où il se trouvera un payeur (1).

Chaque mandat sera individuel; et le sous-officier ou soldat qui en sera porteur, sera tenu de l'acquitter par sa signature,

ou par sa marque faite en présence de témoin.

Les commissaires des guerres et les sous-présets tiendront un registre exact des mandats qu'ils auront délivrés, soit pour argent soit pour effet; et ils en sormeront tous les mois un relevé, qu'ils euverront à chacun des corps auxquels appartiendront les hommes à qui les mandats auront été délivrés (2).

Les quinze centimes par lieue ne seront point donnés aux hommes absens par cougés, qui seraient entrés aux hôpitaux externes; et si, par nécessité, on avait été obligé de leur faire quelques avances à cet égard, elles seraient à leur compte en totalité.

Pour opérer ces dissérentes retenues, il sera sormé des bordereaux conformes au modèle n.º 5, par les divers payeurs qui auront sait les avances, soit de l'argent, soit des effets; et ces bordereaux, toujours distingués des seuilles de retenue, seront envoyés au payeur de la division où le corps sera remplacé, pour être employés dans le premier décompte (3).

9. Aussitôt que les feuilles de retenue, pour journées d'hôpitaux externes, auront été remises au conseil d'administration, le quartier-maître en fera la vérification et le dépouillement, à l'effet de reconnaître si les hommes y portés font réellement

partie du corps, et si la retenue est bien exercée.

Lorsque tous les articles de la feuille en retenue auront été reconnus justés et admissibles, le quartier-maître fera approuver la feuille par le conseil d'administration; il la portera ensuite en recette et dépense sur le registre de caisse, pour être employée dans la revue du trimestre.

Si la seuille entière est reconnue fautive et non recevable, le

(3) Ces bordereaux doivent être envoyés au ministre; voy. à ce sujet l'art.

133 du décret du 25 germinal au 13 num. 537.

⁽¹⁾ L'art. 132 du décret du 25 germ. an 13, porte, qu'il ne sera fourni aucun effet, de quelque nature qu'il puisse être, que par les ordres des commissaires des guerres; et que les hommes qui se seraient écartes de l'itinéraire tracé par leurs feuilles de route, ne pourront prétendre à cette faveur.

⁽²⁾ Les cartouches, billets de sortic des hôpitaux, ou certificats des hommes qui rentreront de semestre, seront remis le lendemain de leur arrivée, par le sergent-major de leur compagnie au quartier-maître tresorier, qui les examinera et portera sur le registre des mutations l'époque de leur rentrée, ainsi que les secours qu'ils auront reçus pendant leur absence : tit. 3 art. 14 du réglement du premier janvier 1792.

conseil d'administration y inscrira les motifs de son refus, et

la fera rendre au payeur.

S'il n'y a dans la même feuille que quelques articles à refuser, le conseil d'administration gardera la feuille, pour être employée comme ci dessus, par rapport aux articles admissibles, et il fera dresser un extrait authentique des articles refusés, au bas duquel seront inscrits les motifs de son refus: cet extrait, signé du conseil, sera remis au payeur (1) et vaudra, pour sa décharge, comme si c'était la feuille elle-même.

donnés, seront parvenus au conseil d'administration, il les sera vérisser et dépouiller par le quartier-maître, à l'esset de reconnaître l'existence des hommes, et si les avances sont à la charge

de la république ou de ceux qui les ont reçues.

Lorsque tous les articles du bordereau seront reconnus appartenir à des hommes dépendans du corps, le conseil d'administration fera extraire les sommes au compte de l'état, (2) c'est-àdire, les quinze centimes par lieue délivrés aux hommes allant aux hôpitaux externes, ou qui en seront revenus. Ces sommes seront portées en recette et dépense sur le registre de caisse, et employées dans la revue du trimestre.

Les sommes provenant des effets donnés, soit aux hommes allant ou revenant des hôpitaux, soit à ceux absens par congé, qui scraient entrés dans les hôpitaux externes, et les quinze ceutimes par lieue, que ces derniers auraient touchés, seront por-

tés au compte desdits hommes.

Si le bordereau tout entier se trouve étranger au corps, et dans le cas d'être refusé, le conseil d'administration y inscrira

les motifs de son refus et le fera rendre au payeur.

S'il ne se trouve dans le même bordereau que quelques articles à refuser, il en sera usé de même que pour les feuilles de retenue des hôpitaux externes qui seront dans le même cas, suivant l'article précédent.

11. Pour faciliter l'exécution des dispositions qui précèdent, le quartier-maître tiendra un cahier de dépouillement des seuilles de retenue et des borderaux d'avances, consorme au modèle

numero 6 (3).

A la revue de trimestre, il formera, par relevé dudit cahier, un état des dépouillemens qu'il aura faits pendant les trois mois précédens, pour être présenté à l'inspecteur, avec les feuilles et bordereaux à l'appui, suivant le modèle num. 7.

⁽¹⁾ Ces bordereaux ne sont plus rendus au payeur. Les corps en sont crédités sur les revues.

⁽²⁾ Ce qui est au compte de l'état n'est plus imputé aux corps.
(3) La tenue de ce registre n'est plus de la même importance depuis que l'on n'impute plus aux corps que les articles dont la reteuue doit être immédiatement faite aux hommes et portée à leur compte particulier; l'instruc. du 28 déc. num. 500 n'en fait pas mention.

L'inspecteur emploiera dans les revues les articles qui devront y être compris, ensuite de quoi il bâtonnera les feuilles et bordereaux, qui demeureront pendant un an dans les archives du

corps

fets donnés trop légèrement aux soldats de passage, ainsi que de leur admission trop facile dans les hôpitaux, il est expressément défendu aux commissaires des guerres et à tous autres (1) de faire fournir de l'argent ou des effets à aucun soldat en route, de quelque arme qu'il soit, et à tous économes, administrateurs des hôpitaux militaires ou de charité, de les admettre dans lesdits hôpitaux, à moins qu'ils ne soient porteurs d'une cartouche de congé limité; ceux qui ont des congés absolus ne devant plus rien recevoir, sous aucun prétexte, à l'exception des soldats réformés, auxquels il sera donné quinze centimes par lieue, pour se rendre dans le lieu de leur retraite (2).

Toutes les avances ou effets délivrés aux soldats porteurs de cartouches de congé limité, ainsi que les journées que les dits hommes auraient passées aux hôpitaux, seront exactement inscrits sur les cartouches. Les bordereaux d'avances, ou les feuilles de journées, dont le montant ne se trouverait pas porté au dos des cartouches, seront refusés par les corps, ou, en cas qu'ils aient été payés avant le retour desdits hommes, la répétition en sera faite à la charge de ceux qui auraient contrevenu

à la présente disposition.

13 Les indemnités qui seront payées au corps pour leur tenir lieu d'étape, pendant les routes qu'ils feront dans l'intérieur, seront employées dans les revues comme supplément de solde, et portées tant en recette qu'en dépense, sur le registre de caisse, et en dépense, sur le journal gén., au compte de la solde (3).

14. La liquidation de tous les décomptes sera faite en double par les payeurs, d'après les revues des inspecteurs, et suivant le modèle annèxé au réglement concernant les revues; et il en sera délivré aux différens corps de troupe, au dos de l'extrait

de revue, un double signé desdits payeurs (4).

15. Les revues des inspecteurs et l'ampliation du décompte, signé du payeur, devant servir de premières pièces justificatives de la recette des fonds confiés au conseil d'administration de chaque corps, ces pièces seront produites au conseil par le quartier-maître, lors de la vérification des dépenses de solde, et le

(2) Les hommes réformés peuvent encore être admis à l'hôpital; voy. la note placée à l'art. 36 du num. 515.

⁽¹⁾ Voy. la note placée à l'art. 8 4.º paragraphe du présent tit.

⁽³⁾ Le supplément d'étape étant réuni à la solde; ces dispositions des viennent inutiles, voy. le num. 415 vol. 111.

(4) Voy. à ce sujet les notes placées aux-art. 93 et 94 du num. 537.

quartier-maître présentera en outre, à l'appui de son registre,

1.º Les états émargés de la solde des officiers;

2.º Les états de prêt du n.º 1.;

3. Les feuilles de subsistance n.º 2;

4.º Le, registre de linge et chaussure F;

5.º Les décomptes de solde payés aux hommes revenus de

congé, n.º 3;

6. Ét finalement les feilles de retenues pour journées d'hôpitaux et les bordereaux d'avances, tant en argent qu'en effets, acquittés en vertu des articles 7, 8, 9, 10 et 11 du présent titre.

TITRE 4.me Des masses (1).

ART. 1. Les conseils d'administration des corps sont charges de diriger les fonds des masse d'entretien, et de linge et chaus-

sure, établies par la loi du 26 fructidor an 7 (2);

Les masses de boulangerie, des fourrages, des étapes, du chauffage, du logement, des hôpitaux, de l'habillement et du grand équipement, et celle des remontes, établies par la même loi, demeurent provisoirement à la disposition du ministre de la guerre, qui fera pourvoir à l'objet de leur destination (3).

Il sera néanmoins prélevé, conformément à la même loi, ainsi qu'il sera réglé ci-après, sur la masse destinée à la remonte des troupes à cheval, la somme nécessaire pour le ferrage, les médicamens, et autres dépenses particulières relatives aux chevaux.

Cette somme portera le nom de masse de ferrage et médicamens et sera pareillement confiée à l'administration des conseils dans les corps à cheval (4).

2. Les masses d'entretien et de ferrage, seront comprises dans les revues des inspecteurs, à compter du 1. er germinal (5).

(2) Num. 447.

(4) Cette masse porte aujourd'hui le uom de masse de harnachement et ferrage, elle forme une division de la masse d'habillement; voy. le

num. 469 vol. III.

(5) Voy. les première et seconde sections tit. 3 du num, 537.

⁽¹⁾ l'out ce que renferme ce titre, à l'exception néanmoins des dispositions relatives à la masse de linge et chaussure, se trouve dans le réglement du 10 fév. 1806 num. 466, avec les modifications qui sont la suite des changemens que l'administration militaire a éprouvés; on devra par conséquent recourir de préférence à ce dernier réglement, pour tout ce qui concerne l'habillement et l'équipement de l'homme, le harnachement et ferrage des chevaux, l'armement et les dépenses communes.

⁽³⁾ Les masses des remontes, du chauffage, ainsi que celle de l'habillement et du grand équipement à laquelle est réunie la masse d'entretien, ont depuis été confiées à l'administration des corps; voy. les troisieme, quatrieme et septième sections du chap. 14 celle des fourrages dont les corps avaient pareillement été chargés, est de nouveau passée sous l'administration du ministre directeur; voy. la sixième section du même chap. vol. 111.

La masse de linge et chaussure, devant se former par retenue sur la solde, sera payée avec le montant de la solde, à l'effectif des hommes compris dans les revues.

Masse d'entretien.

3. La masse d'entretien est fixée par la loi du 26 fructidor

an 7, pour les différentes armes; savoir:

Pour chaque sous-officier et soldat d'infanterie de ligne et vétérans nationaux, par an à, 8.º 00.º; pour ceux d'artillerie à pied, ouvriers, mineurs, sapeurs, pontonniers et train d'artillerie, 8.º 50°; pour ceux d'infanterie légère à 9.º 00.º; pour ceux de cavalerie et dragons 13.º 20.º; pour ceux de chasseurs, hussards et artillerie à cheval, à 12.º 20°.

Cette masse sera payée au complet des corps. Les fonds de la masse s'accroitront du produit de ce qui restera à la masse du linge et chaussure des soldats morts, désertés (1), ou qui ob-

tiendront des congés absolus étant chez eux.

Les soldats n'auront droit à aucun décompte sur la masse d'entretien.

4. Ladite masse sera chargée de la dépense relative aux ob-

jets ci-après; savoir:

La confection des effets d'habillement et d'équipement; les réparations desdits effets; les réparations de l'armement; les frais de bureau et autres dépenses communes;

La première fourniture d'effets de petit équipement à faire

à chaque homme à son arrivée au corps (2);

Plus, les épaulettes d'adjudant; les galons pour marque distinctive des sous-officiers; ceux des musiciens; les épaulettes de grenadier; les pompons pour chapeaux et cocardes; les plumets; et généralement tous les cordonnets et autres agrémens pour les uniformes des troupes légères (3);

Habillement et équipement de l'homme et du cheval.

5. Le conseil d'administration, dans les corps-d'infanterie, nommera un capitaine, pour être chargé en chef du détail de la confection et réparation de l'habillement et èquipement, et des fournitures d'effets de petit équipement, qui seront faites à chaque homme à son arrivée au corps, ainsi que des réparations de

(3) Relativement aux dépenses qui sout à la charge de la masse d'habit-

lement; voy. le tarif num. 39.

⁽¹⁾ Voy. les art. 55 et 61 du num. 466 et l'art. 17 tit. 5 de ce réglement.
(2) La retenue qui sera faite sur la solde ne dévant servir qu'à l'entretien et au remplacement desdits effets art. 26 de la loi du 26 fructid. un 7 num. 447. On accorde actuellement à titre de supplément une somme de 40 fr. pour subvenir aux dépenses de cette première mise; voy. le num. 477 vo. 111.

l'armement, et de veiller, sous les ordres du conseil d'admini-

stration, à tous les objets qui y sont relatifs (1).

Ce capitaine sera autorisé à choisir lui-même deux autres officiers, pour être employés sous lui, l'un à suivre les détails particuliers de la confection et distribution de l'habillement et des effets de linge et chaussure, l'autre à suivre les détails de l'équipement et de l'armement: il les présentera au conseil d'administration, qui pourra les agréer, ou lui prescrire d'en présenter d'autres; mais, dans tous les cas, le capitaine demeurera toujours seul responsable des détails qui lui auront été confiés par le conseil, en vertu d'une délibération prise à cet effet, dans laquelle ses adjoints seront compris, et dont il lui sera délivré copie (2).

Dans les troupes à cheval, le conseil d'administration nommera pareillement un capitaine, pour être chargé en chef de l'habillement neuf, et des réparations des effets du petit équipement à fournir aux hommes arrivant aux corps. du grand équipement

de l'homme et du cheval, et de l'armement.

Ce capitaine s'adjoindra, comme il est dit ci-dessus, et de l'agrément du conseil, deux officiers à son choix pour être chargés, sous lui, l'un de l'équipement, harnachement et armement, l'autre de l'emploi de la masse de ferrage et médicamens, le ca-

(1) Ces articles et les suivans jusqu'au num. 12 sont reproduits dans le reglement du 10 février 1806 avec quelques modifications.

Il serait donc à désirer que dans les corps de l'artillerie et du génie, l'on eut à ajouter au cadre des officiers de la compagnie de dépôt, deux lieutenans qui pourraient à la fois être les adjoints du capitaine de l'habillement, se former sous lui aux détails de cette partie importante de l'administration des corps, et l'y remplacer lorsque cet officier serait appelé à de nouvelles fonctions: et d'un autre côté le soulager dans les soins et la surveillance que demande la compagnie de dépôt.

⁽²⁾ On observera, relativement à ces articles, que depuis la création d'une compagnie de dépôt dans chacun des corps de l'artillerie et du génie (voy. pages 60 et 259 du sol: II), le tapitaine commandant cette compaguie, seul officier qui doit y être attaché, est en même tems chargé de l'habillement

Bien souvent il ne se trouve au dépôt, aucun lieutenant pour lui servir d'adjoint; de sorte qu'il est à la fois chargé, seul, des détails de l'habillement et de l'administration, de la police et de l'instruction, d'une compagnie, dont l'effectif, quelquefois au-dessus de celui d'un bataillon, est toujours composé de recrues, qui demandent beaucoup de soins et de surveillance; et si l'on ajoute que les mouvemens continuels, qu'il y a parmi les hommes de cette compagnie, donnent un ouvrage infini, on reconnaîtra qu'il est bien difficile que le même officier puisse, scul, suffire à la fois au commandement de la compagnie de dépôt et à l'administration de l'habillement; dont les détails loin d'être moins nombreux que lors de la publication de l'arrête du 8 floréal, sont au contraire beaucoup plus étendus; les corps ayant aujour-d'hui l'administration entière de l'habillement, tandis qu'alors ils étaient seulement chargés de l'entretien.

pitaine demeurant toujours seul responsable, envers le conseil, de ces dissérens détails.

G. Le capitaine chargé de l'habillement et équipement dans les corps d'infanterie, tiendra un registre, suivant le modèle n.º 8, dans lequel scront inscrites toutes les étoffes et autres fournitures entrées en magasin, ou qui en seront sorties pour les con-

fections et réparations de l'habillement.

Une partie de ce registre sera réservée pour l'enregistrement des objets de petit équipement à fournir à chaque recrue en arrivant au corps, et pour l'armement; il sera tenu, dans les troupes à cheval, un registre dans la même forme, pour y réunir aux détails ci-dessus, toutes les parties de l'équipement de l'homme et du cheval, par l'addition du nombre de colonnes nécessaires à leur établissement; en y réunira également tous les objets appartenans à la masse du ferrage.

7. Le capitaine apportera, à l'appui de son registre, et du compte qu'il rendra de sa gestion, l'état des remplacemens neufs arrêtés par le ministre chaque année, dont il sera fait mention ci-après, ainsi que l'état des hommes de nouvelle levée; il y joindra les marchés, factures, quittances de marchands, bordereaux de fournitures, l'ettres de voiture et autres pièces justificatives.

8. L'officier chargé du détail particulier de l'habillement, et des effets de linge et chaussure, sous les ordres du capitaine, tiendra un journal de recette et dépense en effets, de tous les effets d'habillement et de linge et chaussure qui entreront au magasin, et qui en sortiront, pour être distribués aux sous-officiers et soldats.

Ce journal sera conforme au modèle num, 9, et servira de

contrôle au registre général du capitaine.

g. L'ossicier pareillement chargé, sous les ordres du capitaine, des détails particuliers de l'équipement et armement dans les corps d'infanterie, à quoi sera joint le harnachement dans les troupes à cheval, tiendra un semblable journal, conforme au modèle num. 10, pour y établir la recette et la dépense en essets d'équipement, harnachement et armement, qui entreront

en magasin, ou qui scront délivrés aux compagnies.

journal général, les sommes qu'il aura payées, par les ordres du conseil, sur la demande de l'officier chargé en chef des différeus détails, soit aux fournisseurs, pour effets reçus, soit aux maîtres-ouvriers, pour à-compte ou pour solde des façons ou réparations; mais cet officier tiendra note par-devers lui des à-comptes donnés, sur sa demande, soit aux fournisseurs, soit aux maîtres-ouvriers, asin de pouvoir les porter en déduction dans le décompte ultérieur qui sera fait aux uns et aux autres, pour le paiement de leurs mémoires respectifs.

11. La sourniture des étosses et marchandises nécessaires à l'habillement, au grand équipement des hommes, et au harna-

Fol. IV. 10.

chement des chevaux, sera faite aux corps de toute arme, pour l'an 8, par les ordres du ministre de la guerre, au moyen de la masse d'habillement et équipement établie pour chaque arme, par la loi du 26 fructidor an 7 (1), et laissée à sa disposition. Le conseil d'administration ne sera chargé que de l'emploi de ces matières, et de la confection des effets dont la dépense doit être supportée par la masse d'entretien établie par la même loi, et qui est mise à la disposition de chaque corps.

li se conformera, pour la confection des effets d'habi!lement, aux prix fixés pour les façons, par le tarif qui sera arrêté par

le ministre (2).

Lorsque les corps recevront des parties d'habillement, d'équipement ou de harnachement confectionnées, le prix des façons leur en sera retenu sur le compte de la masse d'entretien.

12. Les capitaines formeront l'état des hommes qui devront

être habillés à neuf.

Ils feront pareillement l'examen de l'équipement de l'homme dans l'infanterie, et de l'homme et du cheval dans la cavalerie, ainsi que des réparations, tant de l'habillement que de l'équipement, afin d'indiquer les besoins de leur compagnie à cet égard.

13. Les remplacemens de l'habillement neuf, et de l'équipement de l'homme et du cheval, se feront dans les proportions prescrites par la loi du 2 fructidor an 2, jusqu'à ce qu'il en ait

été autrement ordonné (3).

14. En conséquence de la disposition qui précède, chaque capitaine formera, dans le courant du mois de prairial, sur une seuille conforme au modèle n.º 12, l'état de situation de toutes les parties de l'habillement, équipement et armement de la compagnie, où il établira celles dont le remplacement devra se faire dans l'année suivante.

Dans les troupes à cheval, chaque capitaine formera un pareil état de toutes les parties de l'équipement des chevaux, qui devront être remplacés pour le même tems dans sa compagnie.

Les capitaines, dans toutes les armes, joindront à cet état une feuille conforme au modèle n.º 13, contenant seulement la dé-

signation du nombre et de la nature des effets à réparer.

Ces états seront remis au chef de brigade, lequel sera une revue exacte de tout le corps, à l'esset de vérisser ces demandes, et d'arrêter provisoirement les quantités d'habits, vestes et autres essets à remplacer ou à réparer, lesquelles seront déterminées d'après les besoins (4).

(2) Voy. le tarif num. 40.

⁽¹⁾ Par le décret du 25 avril 1806; voy. le tarif num. 38.

⁽³⁾ Ces dispositions sont abrogées et l'arrêté du 17 frimaire an 11, et successivement celui du 25 avril 1806 numéros 463 et 468 prescrivent de

nouvelles proportions pour les remplacemens.

⁽⁴⁾ Ces dispositions ne sont plus observées : et les demandes annuelles des corps, en remplacement d'essets d'habillement, de grand équipement et de harnachement ont été pour 1812 assujetties à un nouveau mode par la circul. du 2 octobre 1811 A.

133

15. Aussitôt que les dissérens états des essets à remplacer, et des réparations à faire, auront été arrêtés, le conseil d'administration sera sormer, suivant le modèle n.º 12, par le capitaine chargé du détail de l'habillement, un état général de la quantité des objets à remplacer, et suivant le même modèle n.º 13, un état approximatif des étosses et marchandises nécessaires pour ces réparations (1).

16. Lorsque ces états auront été remis au conseil, il arrêtera, par une délibération, les quantités des dissérentes parties d'habillement et d'équipement, dont il aura jugé convenable de demander le remplacement et les quantités d'étoffes et marchandises

que les réparations lui paraîtront exiger.

La même délibération contiendra le montant des dépenses nécessaires, pour les confections de l'habillement neuf et pour les

réparations.

17. Les états énoncés dans les articles précédens, seront remis par le conseil d'administration à l'inspecteur général, à l'époque de sa revue.

L'inspecteur général, après avoir reconnu la nécessité, soit des remplacemens neufs, soit des réparations, les approuvera; il adressera ensuite au ministre celui relatif aux remplacemens, et autorisera le conseil à exécuter celui relatif aux réparations.

18. En conséquence des états de demandes approuvées par les inspecteurs généraux, le ministre de la guerre arrêtera l'état des différentes marchandises ou fournitures, qui devront être envoyées à chaque corps pour l'exécution des effets de remplacement.

C't état sera adressé au corps, et conservé jusqu'à la revue suivante, pour être représenté par le conseil d'administration, à l'inspecteur chargé de la revue, afin de le mettre à même de vérisier si les objets détaillés ont effectivement été remis au

corps.

19. Le conseil d'administration prendra les mesures les plus exactes, pour constater la bonue qualité des étoffes qui lui seront adressées; et dans le cas où les ballots paraîtront endommagés, il requerra le commissaire des guerres, ou, en sou absence le sous-préfet ou le maire du lieu, d'en constater l'avarie, et de procéder à leur ouverture.

Il sera dressé proces-verbal de la situation des marchandises, et des dommages qu'elles auraient éprouvés, le tout en présence d'experts nommés, l'un par le corps, et l'autre par le sous-préfet ou le maire, lesquels feront l'estimation du dommage et de la perte que la marchandise aura essuyés, et nommeront eux-

mêmes un tiers expert, en cas de partage (2).

20. Lorsqu'il n'y aura point de dominage extérieur aux bal-

⁽¹⁾ Voy. la dernière note de la page précédente.

⁽²⁾ Voy relativement à cet article et aux suivant le num. 462.

lots, le conseil d'administration procédera à leur ouverture, et vérifiera, en présence du capitaine et autres officiers chargés du détail, si les étoffes et marchandises sont conformes aux échan-

tillons qui lui auront été adressés à l'avance.

Dans le cas où ils reconnaîtront des différences essentielles et préjudiciables à la bonté et à la qualité des étoffes, ils appéleront le commissaire des guerres, ou, en son absence, le souspréset ou le maire, pour en constater juridiquement les désectuosités, en présence d'experts, dans la forme prescrite par l'article précédent.

21. Le commissaire des guerres ou autre qui aura rédigé les procès-verbaux énoncés aux articles qui précèdent, en remettra aux corps deux expéditions, dont il en sera aussitôt adressé une à l'inspecteur général, avec les demandes de remplacement, auxquelles le déficit ou l'avarie des étosses ou marchandises aurait donné lieu.

L'inspecteur général sera passer aussitôt le procès-verbal au ministre de la guerre, afin qu'il donne des ordres pour le remplace-

ment des étoffes, aux frais de qui il appartiendra,

22. Il sera établi, dans les casernes de chaque corps, un magasin général, pour y déposer tous les draps et autres étoffes, et tous les effets de l'habillement, de l'équipement et harnachement façonnés ou non taçonnés, ainsi que les médicamens et autres objets relatifs à l'écurie.

Ceux de l'armement y seront aussi l'enfermés, et la garde dudit magasin sera confiée supérieurement au capitaine chargé en chef de ce détail, et, sous ses ordres, aux officiers qui lui

auront été adjoints.

Lesdits officiers veilleront soigneusement à la sareté et conservation desdites marchandises, au moyen des précautions qu'ils scront autorisés, par le commandant du régiment et par le conseil d'administration, de prendre à cet effet (1).

23. Le maître-tailleur prendra mesure à chaque homme, et se conformera strictement aux proportions prescrites par les anciens réglemens, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné (2).

L'officier susdit tiendra la maiu à ce que le maître-tailleur ne s'écarte pas du modèle qui aura été arrêté par le corps.

24. Il sera en couséquence établi, dans chaque corps, un modèle d'habillement complet, lequel sera présenté à l'inspecteur général lors de sa revue; et après qu'il aura été par lui agréé et revêtu de son cachet, le chef du corps demeurera responsable des changemens qu'on pourrait y faire.

(2) Voyez les numéros 482 et 483 vol. III. Ou devait à cette époque se

conformer au réglement du premier octobre 1786.

⁽¹⁾ Cet article et les suivans jusqu'au num. 51, ont été reproduits dans le réglement du 10 fév, num. 466; voy. l'observation placée à la rubrique du présent titre.

25. Lorsque le gouvernement jugera à propos d'accorder des congés pendant l'hiver, et que ceux qui les auront obtenus, seront destinés à être habillés de neuf dans l'année suivante, la mesure de leur habit leur sera prise avant leur départ.

26. Tout habillement neuf sera essayé par les hommes auxquels il sera destiné, en présence des officiers chargés de ce détail; tout ce qui ne sera pas en régle, sera réparé sur-le-champ aux frais du maître-tailleur, qui doit répondre de la

coupe et des façons.

27. Le conseil d'administration réglera les salaires respectifs du maître-tailleur et de ses ouvriers, sur le prix fixé pour les

saçons, par le tarif mentionné en l'art. 11 du titre 4.

28. Tout ce qui vient d'être prescrit pour la vérification et la distribution de l'habillement, sera également observé pour la coissure et l'équipement tant de l'homme que du cheval.

29. Toutes les parties de l'habillement seront timbrées de l'an-

née où elles auront été façonnées.

Les habits et les vestes seront marqués sur le pli du derrière, et les culottes sur le côté droit extérieur de la ceinture.

Toute la bussileterie, bretelles et havre-sacs, porte-manteaux et autres essets d'équipement, tant de l'homme que du cheval, seront marqués du naméro de l'homme, et des lettres alphabétiques qui seront assectés à chaque compagnie (1).

30. Aussitôt que l'habillement neuf sera façonné, le comman-

dant du corps sera commencer les réparations générales.

Les capitaines veilleront à ce que les effets de leur compagnie marqués pour être réparés, soient renvoyés successivement au magasin, à mesure que l'officier chargé de ce détail en fera la demande, et ils ne les recevront qu'autant que les réparations en auront été faites avec exactitude et solidité.

31. Toutes les menues réparations, qui auront lieu dans le courant de l'année, avant l'époque des réparations générales, se feront pour le compte du soldat, au moyen de ce que son habit lui restera à l'expiration du temps qu'il devra durer (2).

32. Après que l'habillement et l'équipement neufs auront été achevés et distribués par ordre du commandant du corps, et

(2) Le vieil habillement, à remplacer ne doit plus rester au soldat; voyez l'art. 11 du num. 463 vol. III. La masse de compagnie était chargée des menues réparations: les réparations importantes doivent se faire avec les débris du vieil habillement; et v'il ne suffit pas au compte de la masse; circul. du premier déc. 1808 G.; voy. les art. 15 et 52 du num. 466.

⁽¹⁾ Ensuite de l'instruction du premier janvier 1792 (art. 9) l'habillement et l'équipement devait être manqué de la manière suivante : les lettres g. r'1 et g. r 2 désignaient les deux compagnies de grenadiers et les 16 premières lettres de l'alphabet les 16 compagnies de fusiliers. L'équipement devait être marqué au revers de chaque pièce; sur la droite de la lettre alphabétique devait être mise l'année dans laquelle l'esset neuf était délivré, et sur la gauche, le numéro de l'homme ainsi qu'il suit 1791 a 10.

que les réparations auront été faites dans toutes les compagnies, il sera dressé un tableau ou état nominatif de situation, par compagnie, de l'habillement et équipement, tant de l'homme que du cheval, suivant le modèle num. 14 (1).

Cet état sera séparé en trois parties; la première pour l'habillement, la seconde pour l'équipement de l'homme et pour celui du cheval, dans la cavalerie; et la troisième pour l'armement.

Il sera formé deux doubles de cet état. Le capitaine chargé du détail de l'habillement en gardera un, signé du commandant de la compagnie, pour pouvoir y instrire à mesure le mouvement de l'habillement, et rendre compte, à la sin de chaque année, des variations: l'autre double, signé du capitaine chargé de l'habillement, demeurera entre les mains du commandant de la compagnie.

Cet état sera rapporté, par extrait, par les officiers adjoints au capitaine, sur leurs journaux de détail, num. 9, 10 et 11, suivant leurs détails respectifs, et par le commandant de chaque compagnie, sur le registre particulier du détail de compagnie, num. 18.

33. L'état de situation de l'habillement et équipement par compagnie, sera vérisié tous les trois mois, et les sourriers (2) rendront compte à l'officier chargé du détail de l'habillement, des recettes et des consommations qui auront eu lieu.

Chaque changement sera enregistré, avec le nom de l'homme qui y aura donné lieu, et il sera fait à chaque vérification, un nouvel arrêté de ce qui existera dans la compagnie, en augmentant ou déduisant les parties reçues ou consommées.

34. Les capitaines et autres officiers des compagnies, veilleront à ce que les soldats conservent leurs habits et autres effets dans le meilleur état qu'il sera possible, et se conformeront, à cet égard, aux réglemens concernant la discipline et la police intérieure des corps (3).

35. L'habillement des hommes qui s'absenteront par congé, sera visité à leur départ, et à leur retour: les dégradations occasionnées par leur faute, seront réparées à leurs trais.

36. Au surplus, la bonne administration de toutes les parties de l'habillement et équipement, dépendant infiniment des soins du capitaine et des autres officiers qui seront chargés de ces

⁽¹⁾ Cet état doit servir à justisser les distributions qui sont faites aux compagnies et la circul. du 15 oct. 1810 G. porte, qu'il ne sussit pas aux conseils d'administration, d'établir par leurs registres ou par des lettres de voitures, qu'ils ont envoyé aux bataillons ou escadrons de guerre, ou à tous autres détachemens, des étosses et des effets d'habillement, et que les commandans de ces détachemens doivent saire parvenir ponctuellement à leurs dépôts respectifs, les états prescrits par l'art. ci-dessus.

⁽²⁾ Voy. relativement au fourrier les pages 134 et 136, notes 1 et 3. ...
(3) Voy. le tit. 5 du num. 44 vol. I page 377.

détails, les commandans des corps informeront l'inspecteur général du zèle et de l'intelligence avec lesquels ils s'en seront acquittés, et le comité central en rendra compte au ministre de la guerre.

Armement.

37. Le ministre de la guerre sera sournir des arsenaux de la république, les armes dont le remplacement aura été reconnu indispensable.

Les réparations de l'armement seront saites dans l'intérieur des corps, par les maîtres armuriers, sous la direction du capitaine chargé de l'habillement; et de son adjoint, pour les dé-

tails de l'équipement et de l'armement.

38. Les conseils d'administration de chaque corps donneront des ordres à l'officier chargé du détail de l'armement, pour rassembler, dans le magasin du corps, un approvisionnement de pièces d'armurerie, suffisant pour subvenir à l'entretien et aux réparations au moins d'une année.

39. Toutes les pièces d'armurerie nécessaires aux réparations susdites, seront conformes aux modèles adoptés par le ministre,

et seront tirées directement des manusactures nationales.

40. Le prix de chaque pièce, combiné avec les frais de transport, étant connu, il sera dressé un tarif de ce qu'elle devra coûter, ajustée et mise en place, et le conseil pourra en conséquence en passer un marché avec l'armurier.

41. Il sera remis à chaque compagnie un double du tarif du prix desdites pièces, approuvé par le conseil d'administration, et

consenti par l'armurier.

L'officier chargé de ce détail en aura également une copie

sur son journal.

42. Toutes les pièces de l'armement qui seront jugées hors d'état de servir, par l'esset du temps et de leur durée, ainsi que celles cassées, par accident, pendant le service, ou par vétusté, seront remplacées au compte de la masse d'entretien.

Celles cassées par négligence, ou qui auront été perdues, se-

ront remplacées au compte des sous-officiers ou soldats.

Ce sera l'officier chargé du détail des réparations de l'armement, qui décidera, sous les ordres du capitaine chargé de l'habillement.

43. Lorsqu'il y aura quelque arme à réparer dans une compagnie, le sergent-major détaillera la réparation à faire, sur un billet, où le nom de l'homme, celui de la compagnie, et le

numéro de son arme, seront désignés.

L'arme sera portée, avec le billet signé du commandant de la compagnie, chez l'armurier, à l'heure indiquée par l'officier chargé du détail, lequel inscrira sur son journal le précis dudit billet; et après avoir examiné sur le compte de qui la répa-

ration devra être portée, il en établira le prix suivant le tarif,

tant sur le billet que sur son journal.

14. Après que la réparation aura été faite, le tergent major retirera l'arme avec le billet, qui sera remis au commandant de la compagnie, pour lui faire connaître les objets portés au compte du soldat, de la retenue desquels il demeurera chargé.

45. L'officier chargé du détail de l'armement, portera sur son journal num. 10, d'après le billet du capitaine, les réparations qui seront faites à chaque arme, en distinguant celles qui de-vront être portées sur le compte de la masse d'entretien, de celles qui seront portées sur celui du soldat.

46. Il est expressément désendu au maître-armurier, de recevoir aucune arme à réparer, que de l'officier chargé du détail, et de faire aucune autre réparation, que celle nommée dans le

billet du commandant de la compagnie.

47. Tous les fusils, baionnettes et sabres, seront marqués de la lettre alphabétique affectée à la compagnie, et d'un numéro, depuis un, jusqu'au dernier numéro représentatif du nombre d'hom-

mes dont la compagnie sera composée.

Les armes de ceux qui ne feront plus nombre, passeront à ceux qui les remplaceront, afin que, dans aucun cas, l'ordre des numéross des hommes ne soit interverti, et demeure constamment tel qu'il aura été établi dans les compagnies, divisions, subdivisions ou escouades.

Les armes sans destination, et celles des hommes absens par congé, seront déposées dans le magasin de la compagnie, et entretenues par des hommes de corvée.

48. L'ossier chargé de ce détail, sera, tous les trois mois, le relevé de son journal, compagnie par compagnie, suivant le mo-

dèle n.º 15.

Ce relevé, après avoir été certifié par les commandans des compagnies, sera mis sous les yeux du conseil d'administration, qui ordonnera de porter en dépense sur la masse d'entretien, le montant de la somme qu'elle devra supporter: le surplus sera acquitté par le capitaine, au compte particulier de chaque homme.

Dépenses communes.

49. Le quartier-maître formera, tous les trois mois, un état des frais de bureau, tels que les registres, papiers, plumes, encre, cire, ports de lettres et frais de copistes, avec les pièces à l'appui; et après que cet état aura été arrêté et approuvé par le conseil, il en portera le montant en dépense sur son journal-général, à la colonne de la masse d'entretien.

50. A l'égard des frais extraordinaires, il ne pourra en être payé aucun que sur une délibération expresse du conseil d'administration, visée de l'inspecteur général, et approuvée du ministre

de la guerre.

51. Les décomptes du payeur faits en conséquence des revues des inspecteurs, seront les principales pièces justificatives de la recette de la masse d'entretien.

Le montant de la masse du linge et chaussure des morts, désertés ou congédiés étant chez eux, qui doit se réunir à la masse d'entretien, sera justifié par les pièces destinées à constater les événemens qui concernent ces hommes.

La dépense de cette masse sera justifiée par la production des

registres et états énoncés aux articles précédens.

Masse de linge et chaussure (1).

52. La masse de linge et chaussure sera formée d'une retenue de huit centimes sur la solde des sous-officiers, tant des compagnies que de l'état-major, à l'exception des adjudans, et de cinq centimes sur celle de chaque caporal, grenadier, fusilier et chasseur dans l'infanterie, l'artillerie et autres troupes à pied, et de huit centimes par chaque maréchal-des-logis, brigadier, cavalier, carabinier, dragon, hussard, chasseur et canonnier à cheval (2).

Cette masse est individuelle, et appartient particulièrement à

chaque homme.

53. Les sonds de la masse de linge et chaussure seront particulièrement affectés au paiement de tout ce qui concerne le petit équipement de l'homme, comme souliers, bas, guêtres, chemises, cols, mouchoirs (3), et autres objets de cette nature.

54. Les effets de linge et chaussure ou petit équipement, devant être fournis ou façonnés par les soins des capitaines (4), suivant les modèles arrêtés par les conseils d'administration, les capitaines donneront leur premier soin au choix et à l'achat des étoffes, cuirs et toiles nécessaires à la confection des dits effets.

Ils les tireront directement des manufactures, autant que faire

se pourra.

Les cuirs pour les semelles des souliers seront de la meilleure qualité.

Les toiles pour les chemises seront de chanvre.

Les dits capitaines prendront d'ailleurs les mesures les plus conomiques, en considérant que les frais doivent se joindre au prix principal des marchandises, et entrer dans l'évaluation des matières thises en œuvre et saçonnées.

(1) Voy. aussi relativement à la masse de linge et chaussure la cinqueme section du chap. 14, vol. III, page 366.

(2) Dans la nomenclature des effets dont le sac des hommes doit être pourvu, il n'est pas question de monchoirs; voy. ci-apris l'art. 14 du

litre 5.

⁽²⁾ Cette retenue après avoir subi diverses augmentations, a été fixée par le décret du 30 décembre 1810 (voy. le num. 415 vol. III) à 10 centimes pour tous les grades et pour toutes les armes, à l'exception néan-moins des vétérans pour lesquels elle est conservée à 5 cent.

⁽⁴⁾ Ces dispositions sont modifices; voy. le num. 486 vol. III

ront dans des garnisons ou quartiers, il sera procédé à cette vente, par un marché, par adjudication, si l'objet en vaut la peine, ou à forfait, pardevant le maire du lieu, qui délivrera au conseil d'administration, un certificat du produit de la vente, pour servir de pièce justificative de cette partie de la recette (1).

67. La masse de ferrage et médicamens sera chargée de l'a-

chat et de l'entretien des objets ci-après:

Du ferrage, des médicamens, des bridons d'écurie, des licous et longes, des pelles, des balais, des civières, barres, fanaux et lumière d'écurie.

Ladite masse fournira également à chaque homme, en arrivant au corps, une brosse, une étrille, une éponge, des ciseaux et un peigne d'écurie.

· Il sera chargé ensuite de s'en entretenir à son compte.

Cette masse s'accroîtra du produit de la vente des fumiers.

La troupe n'aura droit à aucun décompte sur la masse de ferrage.

68. Le quartier-maître portera régulièrement sur son journalgénéral, à la colonne de la masse de ferrage et médicamens, toutes les sommes qu'il aura payées à compte de cette masse, sur les bons de l'officier chargé de ce détail (2).

69. Le ferrage des chevaux sera réglé par le conseil d'administration, à raison d'un prix fixe par mois et par chaque che-

val présent au corps.

Les maréchaux seront tenus, au moyen dudit prix, de ferrer à neuf, et d'entretenir le ferrage de tous les chevaux de troupe, à l'exception du premier ferrage des chevaux de remonte, pour lequel il leur sera accordé un supplément, réglé à la moitié d'un fer neuf.

Ils seront payés, tous les mois, du montant de leurs salaires, sur les bons du capitaine. Le quartier-maître formera un relevé général desdits bons, qu'il soumettra au conseil d'administration, lequel en approuvera la dépense, après l'avoir vérifiée, et le montant en sera porté sur le registre-journal général, au compte de cette masse.

70. Au moyen de l'abonnement réglé par le maréchal-expert, le ferrage des chevaux de troupe devra être entictenu en bon

(2) On se souviendre relativement aux articles suivans ainsi que pour ceux qui précèdent, de l'observation placée à la rubrique du présent titres

⁽i) Le produit de la vente des fumiers était versé à la masse de compaguie et cette dernière masse se trouvait chargée de l'achat, du renouvellement, et de l'entretien des balais d'écurie, pelles, fourches, seaux, baquets, civières, faltots, lampes, lanternes ou huile pour l'éclairage de l'écurie; et des coffres à avoine. Un décret du 2 mai 1811 ayant supprimé la masse de compagnie, ces dispositions sont abrogées et les articles 66 et 67 ci-dessus sont remis en vigueur; circul. du 22 mai 1811 G. voy. le num. 513 bis, vol. III, page 451.

état; en conséquence, les commandans de compagnies, et l'officier chargé du détail de la masse de ferrage, veilleront à l'exé-

cution de cette disposition.

71. L'officier chargé du détail de la masse de serrage et médicamens, tiendra un journal conforme au modèle num. 11, pour servir à l'enregistrement des recettes et dépenses en nature, de tous les objets d'approvisionnement relatif à l'emploi de cette masse.

72. Le capitaine chargé supérieurement des détails de l'habillement, fera faire les emplettes en gros, des drogues les plus usuelles, d'après les ordres qu'il recevra à cet effet du conseil d'administration.

73. L'artiste vétérinaire du corps, n'administrera aucun remède cher, et ne fera aucune opération majeure, sans, au préalable, y avoir été autorisé par l'officier chargé de cette partie, lequel rendra compte au conseil d'administration, des maladies dont le traitement entraînerait plus de dépense que la valeur intrinsèque du cheval.

Le conseil en informera l'inspecteur général, qui donnera des

ordres à ce sujet, après avoir pris ceux du ministre.

74. L'officier chargé du détail de la masse de ferrage et médicamens, s'assurera de la bonne qualité des effets neufs qui entreront au magasin, soit qu'ils proviennent d'achats particuliers, soit qu'ils aient été façonnés au corps.

75. Les conseils d'administration n'ordonneront de remplacement, qu'après qu'ils auront été reconnus indispensables, par des visites faites tous les trois mois par les officiers supérieurs.

76. Quant aux objets à la charge de la masse de serrage et médicamens, qui sont susceptibles de réparations, le commandant de chaque compagnie les fera présenter sur-le-champ à d'officier chargé du détail, qui délivrera un bon à réparer pour le maître-sellier.

Cet ouvrier formera, tous les mois, un état par compagnie, de ces réparations, et le portera, avec les bons à l'appui, chez l'officier chargé du détail de la masse, qui vérifiera si les prix ' ne sont pas trop forts, et en sera payer aussitôt le montant par

le quartier-maître.

77. La recette de la masse de ferrage et médicamens, sera constatée par le décompte des revues de solde, et par le certificat de la vente des fumiers, la dépense le sera, tant par les acquits du maître-maréchal, que par ceux des fournisseurs, et les reçus des capitaines, pour les objets délivrés à leurs compagnies.

TITRE 5.0

Détails d'administration intérieure des compagnies.

ART. 1.er Les capitaines, et les officiers qui les remplacent en cas d'absence, sont chargés et responsables de tous les détails relatifs à la subsistance et à l'entretien de leur compagnie. Il leur est enjoint, en consequence, de diriger ces détails avec ordre et économie, sous l'autorité des officiers supérieurs, et de tenir la main à ce que les fournitures, qui sont dues à leur troupe, lui soient délivrées avec exactitude, et dans les qualités et quantités prescrites par les réglemens.

Ils répondront particulièrement au conseil d'administration, de l'emploi des deniers appartenant à chacun des hommes dont leur

compagnie sera composéc.

2. Le premier soin du capitaine portera sur le prêt. sur l'exactitude à le faire, et sur la manière de l'employer (1).

Il sera fait tous les cinq jours, et le pain distribué tous les

quatre jours.

Les états particuliers de l'un et de l'autre seront dressés par les fourriers (2), et le capitaine en fera facilement la vérisication sur la seuille de subsistance, num. 2, puisqu'elle doit contenir toutes les mutations et les mouvemens de la compagnie.

Il fera donc attention au nombre des absens par congé, ou aux hôpitaux, pour lesquels il ne doit point être pris de pain, et aux accroissemens et réductions, que les mouvemens survenus

entre deux prêts pourraient occasionner.

3. Les officiers de décade, devant répondre des abus qui pourraient se glisser dans la dépense du prêt, veilleront à l'emploi qui en sera fait par les chefs de chambrées, et ne permettront, sous aucun prétexte, qu'il en soit distrait la plus légère partie, si ce n'est par les ordres exprès du conseil d'administration.

On joint ici, sous le num. 19 un exemple de l'emploi du prêt, pour indiquer de quelle manière cet objet doit être ré-

gulièrement établi.

4. Les officiers de décade examineront avec soin, si la qualité des alimens est bonne et saine, si la quantité en est proportionnée au nombre d'hommes qui compose l'ordinaire, et si la dépense est fidellement écrite sur le cahier destiné à cet usage, suivant le modèle num. 19 (3).

Ils exigeront que le chef de la chambrée mène avec lui un

hoinme pour porter les provisions.

⁽¹⁾ Voy. relativement à l'emploi de la solde des caporaux et soldats l'art. 4 du num. 415 vol. III.

⁽²⁾ Voy. les notes placées aux articles 14 du tit. 2 et 3 du tit. 3 du présent airêté.

⁽³⁾ Dans quelques corps on se sert de balances, pour vérifier, en présence du sergent de semaine et du chef d'ordinaire, le poids des comesubles.

Les provisions seront payées comptant, en présence dudit homme, dont la corvée roulera sur tout l'ordinaire.

Ensin, le capitaine se sera remettre, tous les mois, un certificat des bouchers et des boulangers, pour attester qu'il ne leur

sera rien dû par les soldats de la compagnie (1).

5. La feuille de subsistance, établie par l'article 4 du titre 3, que le capitaine de chaque compagnie est tenu de former, pour arrêter, avec le quartier-maître, le décompte de subsistance de la compagnie, remplira le double objet de le mettre en état de suivre, jour par jour, l'emploi des deniers destinés à la solde de sa troupe, au moyen de l'exactitude avec laquelle il fera porter sur ladite feuille, en sa présence, et tou; les matins, par le fourrier, les mutations et les évéremens de la veille, à côté du nom des hommes auxquels ils auront rapport, et de former, tous les trois mois, la feuille de contrôle prescrite par le réglement concernant les revues, pour servir à l'établissement de la revue des inspecteurs.

Il aura soin également d'y faire inscrire le montant de chaque prêt, et la qualité de rations de pain délivrée par chaque distribution, et il y trouvera toutes les notes dont il aura besoin, pour connaître le compte de chaque homme par journée, en former le décompte en argent, s'assurer de la somme absorbée pour la solde des présens, et de celle destinée pour acquitter les jour-

necs d'hôpital.

Le nombre de journées des présens indiquera celui des rations de pain qui reviendront à la compagnie, et le relevé des distributions, celui des rations fournies.

6. Les sous-officiers feront ordinaire entre eux, en se réunis-

sant par deux compagnies (2).

7. Le traitement du frater, dans chaque compagnie, ainsi que les frais du blanchissage des chemises, seront à la charge de l'ordinaire (3).

S. Les capitaines seront responsables envers le commandant du corps, de la tenue et de l'entretien de toutes les parties de l'habillement, équipement tant de l'homme que du cheval, et ar-

mement de leur compagnie.

Ils donneront des reçus de toutes les fournitures qui seront faites à leur troupe, certifieront le travail des réparations, et se concerteront, pour ces différens objets, avec les officiers chargés par le conseil d'administration, des détails qui y seront relatifs (4).

⁽¹⁾ Ces dernières dispositions sont également prescrites par le réglement du 24 juin 1792; voy. l'art. 22 tit. 2 du num. 44 vol. I. (2) Voy. l'art. 20 et suivans tit. 2 du num. 44 vol. I.

⁽³⁾ L'ordinaire est encore chargé de pourvoir à plusieurs autres dépenses relatives à la propreté intérieure des casernes; voy. les pages 721 et 723 du vol. II.

⁽⁴⁾ Dans la plupart des corps, les commandans de compagnies font un

9. Pour réunir sous leurs yeux tous les détails de leurs centpagnies, et pour les suivre plus facilement, les capitaines tiendront deux registres: le premier, consorme au modèle num. 17, qui s'appellera contrôle de signalement des hommes et des chevaux; le second, consorme au modèle num. 18, qui s'appellera registre particulier du détail de la compagnie (1)

Ce dernier sera divisé en douze ou quatorze parties, selon les différentes armes, qui contiendront les détails suivans; savoir:

1.º Le compte particulier des sous-officiers et soldats; 2.º l'état des sommes en dépôt à la masse du linge et chaussure de chaque homme; 3.º l'état des effets de linge et chaussure; 4.º l'état des effets d'habillement; 5.º l'état des effets de l'équipement de l'homme et de l'armement; 6.º l'état du harnachement dans les troupes à cheval; 7.º l'état des hommes à l'hôpital du lieu; 8.º l'état des hommes aux hôpitaux externes; 9.º l'état des hommes détachés; 10.º l'état des hommes en congé; 11.º l'état des prisonniers de guerre; 12.º l'état des distributions et du prêt; 13.º l'état des distributions de fourrage; 14.º l'état des mutations.

que homme, tous les effets qui lui auront été fournis, et le prix qu'ils auront coûté: ils y ajouteront tout ce qui lui reviendra du décompte de son linge et chaussure, pour former la balance de la dépense avec la recette. Le résultat indiquera ce que

chaque homme aura à sa masse de linge et chaussure.

11. Chaque homme aura un livret de sa recette et dépense, n.º 20, qui devra se trouver conforme au compte établi sur le registre de la compagnie (2).

Les fourriers y inscriront tous les effets, à mesure qu'ils les

délivreront.

Ces livrets seront présentes aux capitaines, lorsqu'ils voudront

faire la vérification des comptes de leur compagnie (3).

12. Les capitaines procéderont à la vérification des décomptes, tous les trois mois, en présence de chaque homme. Le registre de compagnie, n.º 18, l'état nominatif de l'habillement, n.º 12, et le livret des soldats, n.º 20; seront comparés eusemble: et après la vérification des décomptes, ils seront affichés dans les chambrées.

13. Les capitaines prendront soin de former, à chacun des

(1) D'après le nouveau modèle prescrit par l'instruct. du 28 déc. num. 560. Ces deux registres sont réunis en un seul.

(2) La dépense de ce livret est à la charge des hommes; circul. du 16 nocombre 1811 G.

abonnement avec le maître-tailleur ou avec le tailleur de la compagnie pour la réparation des effets: cet usage est très économique.

⁽³⁾ Ces livrets doivent être arrêtés et signés par le capitaine chaque trimestre. Les sous-inspecteurs sont chargés de faire exécuter ponctuellement cette mesure; decis. du 12 messid. an 13.

161

hommes de leur compagnie un fonds de masse, ainsi que le porte l'art. 60 du titre 4 du présent réglement (1).

14. Il sera fourni, par la masse d'entretien, à chaque homme

de nouvelle levée, le nombre d'effets ci-après:

. Deux chemises;

Un col noir;

.... Un paire de bas de fil ou de coton;

Un paire de bas de laine;

Deux paires de souliers;

Une paire de guêtres de toile grise, dans l'infanterie seulement;

Une paire de guêtres d'estamette noire;

Un sac de toile pendant la guerre (2);

Un sac de peau dans l'infanterie seulement;

Deux cocardes (3).

Dans le cas où un homme de nouvelle levée se trouverait pourvude tout ou partie des essets ci-dessus, la masse lui tiendra compte du prix de ceux qu'elle ne lui délivrerait pas, et le montant en sera porté à son bénésice sur la masse du linge et chaussure (4).

Au moyen des effets qui auront été fournis à chaque homme en arrivant au corps, et de la retenue qui sera faite sur la solde de l'entretien du linge et chaussure, le sac des sous-offi-

ciers et soldats sera composé des effets ci-après:

Trois chemises, un col noir, trois cols blancs, deux paires de bas de fil ou de coton, une paire de bas de laine, deux paires de souliers, une paire de guêtres de toile grise, dans l'infante-rie seulement, une paire de guêtres d'estamette noire, un sac de toile pendant la guerre, un sac de peau dans l'infanterie seulement, deux cocardes dant une au chapeau et des menus objets nécessaires à la tenue.

Les dits effets seront tous marqués de la lettre alphabétique de

la compagnie, et du numéro de l'homme.

L'entretien des effets est uniquement confié à la vigilance des officiers de la compagnie. Le capitaine en ordonnera le rempla-

(2) Pendant la paix il en est fourni un pour huit hommes; circul. du 29

(4) Voy. à ce sujet l'art. 53 du num. 466 et l'art. 3 du num. 477 vol. III.

⁽a) Néanmoins il leur est défendu d'exiger que les sous-officiers et soldats fassent à leur masse des dépôts d'argent, et qu'ils y versent d'autres fonds que ceux provenant des retenues qui lui sont affectées; circul. du 24 juillet 1807 G.

⁽³⁾ On doit comprendre au nombre des essets de première mise, une épinglette et un tournevis; circul. du 30 janvier 1808 G. Les monte-ressorts devaient être fournis, entretenus et renouvelés au compte de la masse de compagnie; même circul.

Dans les troupes à cheval, l'entretien des effets d'écurie, qui auront été fournis à chaque homme en arrivant au corps, seront pareillement à sa charge.

15. Les commandans des compagnies auront l'attention de me point demander des congés pour leurs sous-officiers ou soldats, qu'autant que les uns et les autres seront pourvus, à l'instant

du départ, de bas, de souliers et d'argent pour la route.

Le détail de leurs effets sera mis au dos de leur cartouche; au moyen de quoi, il ne leur sera rien fourni en route, à titre de subsistance ou chaussure, à moins de quelque cause extraordinaire, dont mention sera faite au dos de la cartouche de

chaque homme, ainsi qu'il a été réglé précédemment.

16. Les différentes divisions des compagnies, ayant principalement pour but la police, la tenue et l'administration intérieure, les lieutenans et sous-lieutenans dans leurs divisions, les sergens ou maréchaux-des-logis dans leurs subdivisions, et les caporaux et brigadiers dans leurs escouades (2), en surveilleront toutes les parties, et chacun d'eux tiendra un contrôle, dans la forme du modèle n.º 3 du registre particulier des compagnies, où seront inscrits les noms des hommes, et la situation de leurs effets de linge et chaussure, afin d'être en état de les vérifier, et d'en rendre compte à leurs supérieurs.

Ces contrôles seront renouvelés tous les mois."

17. Dès qu'un soldat sera mort ou déserté, son compte sera artêté sur-le-champ, en présence du capitaine, qui fera vérifier l'état du sac ou porte-manteau, d'après la feuille mentionnée en l'article précédent, et ledit sac ou porte-manteau sera retiré par le fourrier.

Les effets du petit équipement seront vendus dans la compa-

gnie, et le produit sera versé à la masse d'entretien.

Les effets des hommes désertés, ne seront vendus qu'après qu'ils auront été contumacés; et en cas de retour après ce délai, il ne leur sera tenu compte que du montant de la vente, qui sera pris sur la masse d'entretien (3).

(1) On doit prendre pour base de la durée des effets de petit équipement les termes suivans: pour la chemise, le col noir, les bas de fil, laine ou coton et la cocarde, 6 mois; les souliers, les ressemelages, les guêtres grises et noires, un an; le sac de peau, 6 ans; loi du 2 fructid. an 2.

⁽³⁾ La masse de linge et chaussure des déserteurs contumacés, et ensuite absous par jugement, doit être rétablie, dans l'état où elle se trouvait, au moment où ils ont quitte le corps; circul. du 6 janvier 1810. Ils recoivent aux frais de la masse générale les effets d'habillement qui leur manquent; mais tous les effets de petit équipement qui leur sont fournis, sont à leur compte; circul. du 19 avril 1812 A. - La masse des hommes condamnés à une peine afflictive doit être versée à la masse d'ha-

Quant au décompte du linge et chaussure du aux hommes moits ou désertés, ou congédiés étant chez-eux, il sera versé à la masse d'entretien.

TITRE 6.

Des distributions (1).

Anr. 1.er Les fournitures du pain, du chauffage, du riz, de la viande, du vinaigre, de la paille, du fourrage et autres, tent de garnison qu'en campagne, seront enregistrées sur le journal du quartier-maître, coté E, à l'article des distributions.

Cet enregistrement servira au quartier-maître, à justifier, tous les trois mois, au conseil d'administration, des quantités délivrées à chaque compagnie, d'après les bons du capitaine, et les reçus de l'officier de la compagnie, qui aura été présent à la distribution.

Les bons acquittés seront retirés par le quartier-maître, après chaque distribution, et il donnera un reçu général de la four-niture.

2. En conséquence, les lieutenans et sous-lieutenans de chaque compagnie seront tenus d'assister, à tour de rôle, à chaque distribution, et ne pourront s'en dispenser, que dans le cas où ils seraient commandés pour un service militaire; auquel cas ils seraient remplacés par le fourrier, lequel devra toujours s'y trouver.

L'officier ou le fourrier présent à la distribution, donnera, au bas du bon du capitaine, son reçu des quantités fournies, lorsque la distribution aura été complétée; et quant elle ne l'aura pas été, il ne donnera qu'un récépissé d'a-compte, et gardera le bon jusqu'au complément de la fourniture.

3. Le capitaine tiendra note des bons qu'il aura délivrés, et des quantités fournies en conséquence, et la portera régulière-

billement, quaut à ceux qui ne seraient condamnés qu'à une peine simple de discipline, ils ne doivent pas être privés du décompte de linge et chaussure, qui leur revient pour le tems autérieur à leur détention.

La masse de linge et chauseure des hommes tiré des dépôts de conscrits réfroctaires, pour entrer dans les corps de la ligue, doit être remise à ces corps dans l'état où elle se trouve au moment du départ des conscrits. Si un homme endetté déserte pendant sa route ou vient à mousir avant d'arriver au corps auquel il était destiné, ce corps doit supporter sur la masse d'habillement la perte résultant de la dette de cet homme, ainsi que l'imputation de toutes les avances d'effets de linge et chaussure qui auraient pu lui être faites pendant sa route; circul. du 4 sérvier 1808 G; voy. aussi le vol. III, pag. 220, art 61.

Les gratifications accordées aux régimens de la grande armée doivent, quant à la portion qui revient aux hommes morts ou désertés être ver-

sées à la masse d'habillement; circul. du 21 novembre 1809 G.

(1) Voy, encore sur les distributions le titre 23 du num. 43.

ment sur le numéro 12 de son registre particulier de compagnie.

4. A chaque distribution, les poids, mesures et quantités des fournitures, seront vérifiés par l'officier commandé à cet effet surtout le corps.

Le quartier-maître dressera l'état général de la distribution, d'après les bons des capitaines, conformément à l'article 1.er du

présent titre.

Le décompte de tous ces objets sera fait tous les trois mois par le quartier-maître, et arrêté par le conseil d'administration avec le fournisseur.

5. L'ordre et la police, qui doivent être observés dans les distributions, y seront mainteuns, d'après les règlemens concernant la discipline militaire: et les commandans des corps seront responsables des désordres qui pourraient s'y commettre (1).

6. Il sera fourni, tous les trois mois, par les soins du conseil d'administration, un état conforme au modèle n.º 22, par re-levé de l'article 8 du journal des mouvemens et distributions, coté E, contenant toutes les distributions qui auront été faites à la troupe, tant en subsistance pour les hommes, qu'en fourrage pour les chevaux, pendant le trimestre précédent (2).

Cet état, certifié par les membres du conseil d'administration, sera adressé à l'inspecteur, en double expédition, dont il en fera passer une, visée de lui, au Comité central des inspecteurs géné-

raux, avec sa revue.

TITRE 7. mo

Cloture de la comptabilité.

ART. 1.er Tous les registres généraux de comptabilité mentionnés dans le présent réglement; savoir, le registre des déliberations, du conseil, le registre de caisse, et le journal général du quartier-maître, seront vérifiés et arrêtés proviseirement tous les trois mois, par l'inspecteur qui auxa fait la revue du corps.

Le tableau général par compagnie, de la situation de la masse du linge et chaussure, et le registre des effets d'habillement,

équipement et armement, seront visés par lui.

2. En conséquence, aussitôt après la liquidation des comptes, il sera convoqué, tous les trois mois, un conseil d'administration, auquel assistera l'inspecteur, s'il est sur les lieux, et où il sera procedé, en sa présence, à l'examen et vérification de toutes les recettes et dépenses, tant de la solde que des masses, ainsi que des pièces qui devront en justifier.

⁽¹⁾ Voy. les titres 23 du num 42, 26 du num. 43 et 7 du num. 44 vol. I. (2) La remise de cet état n'est plus exigee; elle est devenue inutile depuis que l'on établit des décomptes pour les subsistances et autres distributions; voy. les huitième et neuvième sections tit. 3 du num. 537.

3. Ladite vérification faite, le conseil d'administration certifiera le résultat de chaque registre, dans la forme établie sur les modèles, et il fera viser toutes les pièces justificatives par un membre du conseil (1).

L'inspecteur mettra cusuite son arrêté provisoire au bas de chaque registre, dont il visera aussi les pièces justificatives; et lesdites pièces seront réunies et gardées, pour être représentées à l'inspecteur général, lors de l'arrêté définitif de la comptabilité.

4. L'inspecteur formera, aussitôt après son arrêté provisoire susdit, un résultat de la situation des masses de chaque corps, et l'adressera à l'inspecteur général de l'arrondissement (2).

5. En l'absence de l'inspecteur, le conseil d'administration procédera également à l'examen et vérification des recettes et dépenses, certifiera le résultat de chaque registre, et laissera la place nécessaire, pour que l'inspecteur puisse y ajouter son arrêté provisoire à la prochaine revue, et viser les pièces justificatives.

Le conseil rendra compte à l'inspecteur de son opération, et lui fera passer en même temps le résultat de la situation des masses, signé de tous les membres du conseil, pour être pareil-

lement adressé à l'inspecteur général.

6. A l'époque de la revue de l'inspecteur général, et au jour qui sera par lui fixé, le conseil d'administration de chaque corps, et l'inspecteur qui en aura fait la revue, s'assembleront, en présence du dit inspecteur général.

Le conseil d'administration mettra sous les yeux de l'inspecteur général, les differens registres, ci-dessus mentionnés, avec les pièces justificatives des arrêtés provisoires qui y auront été mis

en exécution de l'article ci-dessus.

Lorsque le tout aura été de nouveau vérifié, en présence de l'inspecteur général, l'inspecteur mettra au bas de chaque registre, un arrêté définitif, conforme à ceux établis sur les modèles. Cet arrêté sera signé de lui, et approuvé par l'inspecteur général.

Au moyen de cette opération, la comptabilité de l'année sera close et terminée définitivement, et le conseil déchargé de son

administration (3).

Les acquits et décharges seront conservés au corps, pendant deux années, à l'expiration desquelles ils seront brûles.

(1) Les pièces à l'appui des dépenses seront déposées dans la caisse à chaque arrêté de compte; circul. du 29 brumaire an 6.

(3) Dans le cas où les opérations de l'inspecteur général d'armes auraient précédé celles de l'inspecteur aux revues, la comptabilité des corps n'en doit pas moins être sonmise à ce dernier; circul. du 14 ventose an 13 G.

⁽²⁾ Il a été donné par le directeur général des revues le 24 septemb. 1808, une instruction très-étendue, sur toutes les opérations relatives aux verifications à faire, par les inspecteurs aux revues, de la comptabilité des corps: voy. le num. 541.

TITE 8.me

De l'ordre à observer dans l'administration intérieure, en cas de division d'un corps, par la séparation d'un bataillon ou escadron, ou d'un simple détachement.

ART. 1.er Lorsqu'un bataillon devra se séparer du corps, pour passer les mers, il lui sera créé un conseil d'administration extraordinaire, composé:

Du chef de bataillon;

Des deux plus anciens capitaines;

Du plus ancien lieutenant ou sous-lieutenant;

Du plus ancien sous-officier (1).

Total . . . cinq.

Le conseil du corps restera pour lors composé des cinq mem-

bres des deux bataillons restans.

Dans le cas de séparation des trois bataillons, chaque bataillon formera son conseil, conformément à ce qui est réglé au commencement de cet article, à l'exception que dans le bataillon où se trouvera le chef de brigade, ce sera lui qui présidera le conseil.

Le conseil sera tenu de se conformer à tout ce qui est prescrit au conseil ordinaire, par les dispositions qui précédent.

Si, dans les corps de cavalerie, un escadron avait ordre de sortir du territoire de la république, ou de passer les mers, il lui sera créé un conseil d'administration, composé ainsi qu'il suit (2):

2. Avant la séparation, le conseil du bataillon ou escadron qui devra partir, s'assemblera en même tems que celui du corps, à l'effet de procéder à la division des masses de linge et chaus-

sure et d'entretien, et de celle d'écurie.

L'enregistrement des sommes provenant du partage, sera fait sur les registres respectifs; et le résultat de toute cette opération, sera inscrit, en forme de procès-verbal, en tête du registre des délibérations du conseil du bataillon ou escadron partant, et signé par les membres des deux conseils (3).

3. Il sera remis au commandant du bataillon ou escadron détaché, l'état des signalemens de sa troupe, avec billets d'hô-

pitaux et des cartouches de congé.

4. Il sera pourvu, par les ordres du ministre de la guerre, à l'habillement et équipement neufs dudit bataillon ou escadron, en raison des climats où il devra servir.

5. Les officiers chargés des détails de l'habillement, équipement et armement général, remettront à ceux chargés des mê-

⁽¹⁾ Voy. pour la composition du conseil le décret du 21 décembre 1808 num. 542.

⁽²⁾ Meme observation pour la composition du conseil, (3) Ces dispositions et les suivantes sont reproduites dans le num. 466.

mes détails dans le bataillon ou escadron partant, les états de situation de tous ces objets, par rapport à chacune des compa-

gnies qui le composent.

Ces états seront doubles, et signés respectivement par lesdits officiers, qui en garderont, de chaque côté, une expédition, pour leur servir de pièces justificatives vis-à-vis des deux conseils d'administration.

6. Le conseil d'administration du bataillon ou escadron séparé, se conformera, pour les remplacemens et réparations de l'habillement, équipement et armement de sa troupe, aux dispositions

du présent réglement.

7. Les effets de linge, de chaussure, ou de petit équipement des soldats du bataillon ou escadron détaché, seront mis en bon état avant leur départ; ce qui pourrait leur revenir de leur fonds de masse, sera remis au conseil d'administration dudit hataillon ou escadron, qui en donnera sa reconnaissance; et mention en sera faite, par le conseil sur le registre des délibérations (1).

8. Lorsque les bataillons ou escadrons se réuniront, le conseil du bataillon ou escadron détaché, avant de cesser ses fonctions, rendra compte à celui du corps, de son administration, pendant

tout le temps de leur séparation.

L'inspecteur aux revues, s'il est sur les lieux, sera présent

au conseil qui sera tenu à cet effet.

Après vérification faite par le conseil d'administration du corps des registres relatifs aux recettes et dépenses du bataillon ou escadron réuni, et des pièces à l'appui, lesdits registres seront arrêtés provisoirement par l'inspecteur, s'il est présent; sinon, lors de sa prochaine revue.

Le quartier-maître sera aussitôt l'enregistrement des dissérentes sommes versées dans la caisse du corps; et tous ces registres seront conservés, pour être présentés à l'inspecteur général, et arrêtés définitivement en sa présence, dans les sormes ci-devant

prescrites concernant la comptabilité.

Immédiatement après l'arrêté provisoire des comptes du bataillon ou escadron rentré, le conseil se formera suivant les dispo-

sitions de l'art. 2 du tit. 1 du présent réglement.

g. Lorsque les trois bataillons viendront à se réunir en même lieu, après leur séparation, les trois conseils s'assembleront en présence de l'inspecteur, s'il est sur les lieux, et procéderont à la vérification de leurs comptes respectifs, en commençant par ceux du premier bataillon, et finissant par ceux du troisième.

⁽¹⁾ La masse de linge et chaussure ne doit être remise qu'aux détachemens de guerre; décret imp. du 29 août 1809. Il paraît néanmoins résulter des dispositions de l'art. 15 du num. 560 que la remise de ce fonds, doit être faite à tous les détachemens qui doivent sortir de la division où réside le couseil.

Cette opération terminée, le conseil du corps se formera suivant les dispositions de l'art. 2 du présent réglement; et les résultats des trois comptes ci-dessus, seront portés, par son ordre, sur les registres du corps qui auront été suivis dans le premier bataillon.

La même marche sera observée par les corps de troppes à cheval, auxquels se réunira l'escadron qui en aurait été détaché.

les officiers qui le commanderont, en sommeront le conseil d'administration, et suivront, autant que faire se pourra, les tègles qui viennent d'être établies, tant pour la tenue de leur compabilité, que pour les comptes à rendre à leur retour.

Séparation d'un bataillon ou escadron dans l'intérieur.

11. Lorsque les trois bataillons d'un corps d'infanterie, on les divers escadrons d'un corps à cheval, seront séparés l'un de l'autre, et même dispersés dans différens quartiers sur le territoire de la république en Europe, l'île de Corse exceptée, leur administration générale demeurera entre les mains du conseil, qui résidera toujours au premier bataillon ou escadron, et restera composé comme avant sa séparation (1).

Dans le cas où un officier, membre du conseil, serait commandé pour aller en détachement, il sera remplacé au conseil par l'officier ou sous-officier qui le suivra en ancienneté de grade.

12. Le conseil d'administration donnera aux commandans des détachemens une instruction, dont ils ne devront point s'écarter, avec des cartouches de congé limité et des billets d'hôpitaux, et nommera un officier pour en gérer le détail.

13. Les revues de solde, et les décomptes du payear, seront faits au premier bataillon ou escadron, comme si le corps était rassemblé: à cet effet, les inspecteurs employés dans les villes ou quartiers où seront les détachemens, se conformeront à ce qui est prescrit par le réglement, concernant les revues (2).

14. Les bataillons ou escadrons détachés, ou autres détachemens particuliers recevront, par les soins du conseil d'administration du corps, tous les effets d'habillement et équipement, qui devront leur revenir, d'après le travail général.

Lorsque les bataillons, escadrons ou détachemens, seront trop éloignés, pour que le conseil d'administration puisse commodément leur fournir les effets consectionnés, et saire exécuter les

^{(1&#}x27;) L'administration doit toujours être centralisée au dépôt du corps; mais les détachemens qui se trouvent dans une autre division, que celle où réside le conseil d'administration, reçoivent directement sur des états séparés la solde et ses accessoires; voy. à ce sujet le décret du 25 germinal an 13 num. 537.

⁽²⁾ Voy. le titre 2 du num. 548,

réparations dont ces effets auront besoin, le conseil autorisera le commandant du bataillon, escadron ou détachement, à y faire procéder, au moyen des étoffes qu'il lui fera tenir, et des fonds de la masse d'entretien qu'il mettra à sa disposition.

15. L'officier chargé des détails de l'habillement et armement, se transportera, deux sois l'année, si la distance le permet, au bataillon ou escadron détaché, ou autre détachement, pour arrêter, avec chaque sourrier, l'état de situation de ces objets.

Le maître-armurier s'y rendra tous les trois mois, pour faire les réparations de l'armement, à moins qu'il ne se trouve sur les lieux des armuriers en état de faire ces réparations, à des prix convenables, approuvés par le conseil.

Dans tous les cas, il sera rendu un compte exact de tous ces détails à l'officier qui en est chargé, afin qu'il puisse en faire entrer les dépenses dans son compte, tant en deniers qu'en effets.

16. Tous les détails, d'administration de l'habillement et de l'équipement, du harnachement du cheval et de l'armement, et autres frais à la charge de la masse d'entretien, les fournitures du pain, du chauffage, du fourrage et autres, et les décomptes du linge et chaussure, seront constatés, pour le bataillon ou escadron détaché, ou pour les détachemens, d'après les mêmes principes, et dans les mêmes formes que pour tout le corps.

dron détaché, ne tiendra qu'un seul registre-journal de recette, et dépense, pour toutes les recettes et dépenses dudit bataillon ou escadron détaché, dans la sorme prescrite pour le journal du quartier-maître, en en retranchant les colonnes de détails, lesquelles ne seront établies qu'au corps, au moyen de la copie de ce journal qui y sera envoyée tous les mois, en désignant la somme demeurée en caisse (1).

18. L'officier susdit remplira le registre de solde, dans la forme du registre coté D, aussitôt que les décomptes des compagnies seront terminés, il les fera passer au quartier-maître, afin de lui donner le moyen de remplir le registre-général de solde du corps.

19. Lorsque les bataillons, escadrons ou détachemens, viendront à se réunir au corps, l'officier qui aura été charge du détail, remettra son registre au quartier-maître, avec les pièces justificatives à l'appui; et les tonds qui lui resteront, seront versés dans la caisse du corps, en présence du conseil d'administration, qui en fera mention sur les registres des différentes parties, auxquelles les dits fonds seront relatifs (2).

⁽¹⁾ Voy. le titre 2 du num. 550.

⁽²⁾ Et l'on observera en outre les formalités prescrites par l'article 9.

Détachemens commandes pour tenir garnison sur les vaisseaux.

eph impost profit come

20. Les officiers et soldats de toute arme, commandés pour servir sur les vaisseaux de l'état, cesséront, du jour de leur départ du corps, d'être compris dans les revues, si ce n'est pour mémoire seulement; ils subsisteront et seront entretenus au moyen des revues de solde, qui leur seront saites dans les lieux où ils pourront se trouver.

21. Il ne sera fait aucune avance aux détachemens qui devront s'embarquer, que sur un ordre particuliér du ministre de

la guerre (1).

22. L'officier qui commandera le détachement, observera, autant qu'il sera possible, pour la comptabilité des finances de sa troupe, les mêmes formes qui ont été établies, par les dispositions du présent réglement, pour la comptabilité des corps.

23. A la rentrée d'un détachement, l'officier qui l'aura commandé, présentera ses comptes au conseil d'administration du corps lequel en fera la vérification provisoire, et les réservera pour être soumis à l'inspecteur, lors de sa prochaine revue.

Lorsque ces comptes auront été ainsi vérifiés et ensuite arrêtés par l'inspecteur; ils demeureront au corps, pour y avoir recours,

en cas de réclamation.

Ces détachemens ne devant être compris dans les revues du corps, que du jour de leur réunion, il leur sera fait une re-! vue particulière, pour servir au rappel 'de leur 'solde, à compter du jour où ils auront cessé d'être au compte de la marine, jusqu'à celui de leur rentrée au corps.

Les hommes restés aux hôpitaux de la route, seront compris dans les revues subséquentes du corps, comme étant aux hôpitaux externes, du jour de leur entrée dans les dits hôpitaux.

Détachement laissé à terrre par un corps embarqué.

- 24. Lorsqu'un corps commandé pour passer les mers, laissera en France un détachement, les officiers, sous-officiers et soldats qui le composeront, ne seront compris que pour mémoire dans les revues du corps, et seront payés de leur solde sur des revues particulières, qui leur seront faites par les inspecteurs aux revues. revues.
- 25. Avant le départ du corps, le conseil d'administration fera remettre par le quartier-maître, au commandant du détachement, les différens registres relatifs à son administration.

⁽¹⁾ Pour les avances à faire aux détachemens qui s'embarquent; voyez le num. 427 vol. III, et le num. 562 bis.

26. Lorsque le corps sera rentré en France, le commandant du détachement rendra compte an conseil de son administration,

à partir du dernier compte arrêté par l'inspecteur.

La vérification faite, les résultats en seront portés sur les registres relatits à chaque objet, et le commandant du détachemont déchargé de son administration.

N.º 536.

Réglement relatif aux fournitures en pain qui doivent être faites aux troupes en marche dans l'intérieur.

Du 19 ventôse, an 11.

(Nota.) Les art. 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15 et dernier de ce réglement sont relatifs à la régularisation des fournitures, les dispositions en sont abrogées ou reproduites dans les instructions et décrets qui ont été publies postérieurement sur la même matière; voy. le num. 537 art. 170 à 177 et le num. 549. On a cru pouvoir, en conséquence, se dispenser de les rapporter ici.

ART. 1. er A compter du 1. er germinal prochain, les fournitures de pain ne seront faites aux corps de troupes et aux détachemens en route dans l'intérieur, que sur les mandats des commissaires des guerres, visés par les maires des communes où les distributions doivent avoir lieu.

Ea cas d'absence ou à défaut de commissaires des guerres, les préfets, les sous-préfets ou les maîres les remplaceront; mais, dans ce cas, il leur est expressément recommandé de remettre dans les trois jours, au commissaire des guerres de l'arrondissement, l'état détaillé des mandats ainsi que des seuilles de route qu'ils auront delivrés, lequel état sera conforme au modèle n.º 1,

annexé au réglement sur les convois militaires.

2. En conséquence, le commissaire des guerres du lieu du départ des corps de troupes ou détachemens, ou le fonctionnaire autorisé à le remplacer, leur délivrera, autant que possible, sur une même seuille conforme au modèle ci-joint n.º 1, un nombre de mandats égal au nombre des gîtes d'étapes dans lesquels le pain doit être fourni aux troupes en marche, jusqu'au licu de la résidence du premier commissaire des guerres sur la route inclusivement.

Celui-ci délivrera de nouveaux mandats, et ainsi de suite jusqu'au jour de l'arrivée à la destination exclusivement.

Chaque corps de troupes ou détachemens aura ses mandats particuliers.

Les corps de troupes ou détachemens qui partent d'un lieu quelconque, devant toujours recevoir, dans le lieu même du départ, le pain pour un, deux ou trois jours, suivant le plus ou le moins d'éloignement du premier gîte d'étape ou le pain doit leur être fourni de nouveau, le premier mandat pour fourniture de pain à délivrer aux corps ou détachemens qui se mettent en route, sera pour la fourniture à faire dans la place même d'où ils partent, et relatera le nombre de jours pour lesquels elle sera faite, y compris celui du départ.

3. Les commissaires des guerres, ou les fonctionnaires autorisés à les remplacer, auront attention de ne donner des mandats aux corps de troupes ou aux détachemens, que pour les gîtes d'étapes où le pain doit leur être fourni, et d'indiquer avec soin sur le mandat délivré pour chaque gîte d'étage où le pain doit être fourni, le nombre de jours pour lesquels les corps ou dé-

tachemens doivent y recevoir le pain.

4. Il est expressément recommandé aux maires de ne fournir le pain, et aux conseils d'administration des corps ou commandant de détachemens de n'en recevoir, que dans les gîtes d'étapes où le pain doit être fourni, et pour lesquels il aura été délivré des mandats aux dits corps ou détachemens.

Les uns et les autres demeurent, chacun en ce qui le concerne, responsables des fournitures qui auraient eu lieu contrai-

rement à cette disposition.

Il est également recommandé aux uns et aux autres, sous leur responsabilité, de ne faire fournir et de ne recevoir le pain dans chaque gîte d'étape où il doit être distribué, que pour le nombre de jours porté sur le mandat relatif audit gîte d'étape.

5. Le conseil d'administration du corps, ou le commandant du détachement, avant de remettre au maire le mandat en vertu duquel la fourniture devra être faite dans la commune, certifiera sur le dit mandat l'effectif des hommes à l'arrivée du corps ou du détachement dans ladite commune.

Ce mandat, visé ensuite par le maire ou son adjoint, et revêtu du cachet de la municipalité, sera remis au préposé du

service pour en effectuer la fourniture.

6. Lorsqu'un corps ou détachement, partant du lieu de sa garnison avant d'avoir pu consommer les rations de pain provenant de la dernière distribution qui lui aura été faite comme service de garnison, sera dans le cas d'emporter une partie desdites rations, le dernier bon de distribution sera, conformément à la circulaire du 9 prairial an 10, réduit à la quantité des rations consommées comme service de garnison.

7. La fourniture du nombre de rations qui aura été déduit du bon de garnison, étant imputable sur le service d'étape, sera constatée par un mandat conforme au modèle num. 1, et com-

prise dans le bordereau général de ce service.

Dans ce cas, les commissaires des guerres, ou les fonction-

naires autorisés à les remplacer, auront soin de combiner les mandats qu'ils délivreront pour le premier gîte d'étape où le pain devra être fourni aux corps ou détachemens, de manière

qu'il ne puisse y avoir double emploi.

8. Les maires des lieux dans lesquels le munitionnaire général doit fournir le pain aux troupes en marche, et qui auraient été dans le cas de faire par eux-mêmes ou de faire faire par leurs soins quelques fournitules, à défaut par les préposés du munitionnaire général d'y avoir pourvu, enverront, dans les ciqq premiers jours de chaque mois, les mandats duement en règle, constatant lesdites fournitures faites, le mois précédent, au garde-magasin des vivres de l'arrondissement, qui sera tenu d'en rembourser le montant de gré à gré; faute d'avoir été adressés dans le tems prescrit, les fournitures constatées par lesdits mandats ne seront plus admises: le tout conformément à la circulaire du 2 prairiel an 10.

pas tous ses mandats, soit parceque sa destination serait changée, soit pour toute autre cause, il sera tenu, sous sa responsabilité de faire passer saus retard les mandats qui lui resteront, au commissaire des guerres dans l'arrondissement duquel ils auront été délivrés, afin que ce fonctionnaire puisse les déduire du relévé général qu'il doit fournir au commissaire-ordonnateur, conformément au modèle num. 5 annexé au réglement sur les

convois militaires.

N.º 537.

Décret impérial portant réglement sur les revues et sur la comptabilité des dépenses justifiées par les revues.

Du 25 germinal an 13.

TITRE 1,01

Des revues.

SECTION 1. TO

Désignation des revues attribuées aux corps des inspecteurs aux revues.

ART. 1.er Lies corps de troupes organisés, les compagnies franches, les officiers d'état-major, les inspecteurs aux revues, les commissaires des guerres, les officiers et employés de l'ar-

tillerie et du génie, la gendarmerie nationale, les gardes nationales en activité de service militaire (1), les conscrits, les prisonniers de guerre étrangers (2) et déserteurs étrangers, réunis en dépôts ou détachemens (3), et généralement tous les militaires soldés sur les fonds de la solde, seront passés en revue par les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues.

2. Les membres du directoire d'habillement, ceux du directoire et des conseils d'administration des hópitaux militaires,
les inspecteurs généraux du service de santé, les officiers de
santé attachés au service des hôpitaux et ambulances au compte
du département de la guerre, les employés, charretiers, chevaux
et voitures des équipages militaires, et généralement tous les employés attachés par commission aux divers services administratifs militaires, seront également passés en revue par les inspecteurs ou sous-inspecteurs (4), et leur solde sera payée sur les
fonds des diverses masses portées au budget de l'administration
de la guerre, sauf les exceptions à faire pour les employée et
charretiers dont le traitement est à la charge des divers entrepreneurs.

3; Les inspecteurs seront en outre chargés de faire les revues de la maison nationale des invalides et de ses succursales, conformément aux lois et réglemens particuliers à ces établissemens; ils seront également chargés des revues de l'école polytechnique et des écoles militaires.

⁽¹⁾ Les gardes nationales ne peuvent être mises en réquisition à moins de circonstances extraordinaires comme celle d'une attaque; et d'après l'autorisation du ministre de la guerre: dans ce seul cas elles recevront le même traitement que l'infanterie de ligne.

⁽²⁾ Les revues des prisonniers de guerre étrangers auront lieu dans la forme prescrite pour les troupes de l'empire.

⁽³⁾ Les agens d'administration, concierges et surveillans des ateliers de déserteurs condamnés au boulet et aux travaux publics.

⁽⁴⁾ Dans l'intérieur, les employés attachés à un service administratif quelcouque, en vertu d'une commission, on d'un ordre ministériel, sont les seuls qui doivent être soumis à la formalité des revues, soit qu'ils recoivent leur traitement d'une caisse particulière, soit qu'ils le touchent directement des payeurs de la guerre en vertu des ordonnances délivrées par les commissaires ordonnateurs : circul. du 8 janvier 1808.

Aux armées, tous les employes et sous-employés attachés aux divers services administratifs, et commissionnés, soit par le ministre-directeur de l'administration, soit par les ordonnateurs en chef, sont indistinctement soumis à la formalité des revues.

Aux armées comme dans l'intérieur, les inspecteurs doivent faire les revues des officiers de santé attachés aux hôpitaux militaires, ou requis pour ce même service, et celles des inspecteurs, des agens généraux et principaux, des directeurs de service, des garde-magasius des hôpitaux, militaires, et des employés disponibles et non attachés à des hôpitaux ainsi que des employés des divers services administratifs, qui touchent directement leur traitement de la caisse des payeurs, en vertu des mandats provisoites des ordonnateurs.

4. Les officiers résormés, et tous les militaires retirés avec la solde de retraite, continueront d'être payés sur les mandats des commissaires des guerres, consormément aux lois et réglemens qui existent.

5. Le travail des révues confiées aux inspecteurs et sous-inspecteurs, sera dirigé par le comité central des revues (1), sous les ordres immédiats du ministre de la guerre et du ministre-di-

recteur de l'administration de la guerre.

SECOTION 2.

Des contrôles des troupes.

6. Les contrôles annuels des troupes, destinés à inserire les mutations et mouvemens des hommes et des chevaux, continueront d'être tenus et par les corps et par les sous-inspecteurs aux revues; ils seront conformes au modèle n.º 1.er (2).

7. Les contrôles de chaque corps serout divisés de manière qu'il y en ait un pour l'état-major, et un pour chaque compa-

gnie.

La réunion de ces contrôles particuliers formera le contrôle

général du corps.

Un double de se contrôle général, d'après l'article précédent, demeurera toujours dans les mains du corps, et l'autre dans celles du sous-inspecteur.

Les cases de chaque contrôle particulier seront numérotées de-

puis la première jusqu'à la dernière.

Lors de l'établissement ou du renouvellement des contrôles, les hommes seront enregistres par rang de grade, et dans chaque grade par rang d'ancienneté. Les tambours ou trompettes et les enfans de troupe y précéderont les fusiliers ou cavaliers.

Il sera laissé au contrôle de chaque compagnie, pour les remplacemens qui pourront avoir lieu dans le cours de l'année, deux cases en blanc numérotées à la suite, de chaque grade d'officier; deux à la suite des sergens-majors ou maréchaux-des-logis en chef,

(1) Le comité central a été remplacé par un conseiller d'état, directeur général des revues et de la conscription militaire, sous l'autorité du ministre de la guerre; déc. imp. du 8 juillet 1806; voy. Tintroduction vol. Le service de la direction des revues est actuellement fait dans les bureaux du ministre de la guerre; voy. le num. 561.

⁽²⁾ Il est à remarquer que la plupart des modèles indiqués par le décret du 25 germinal sont changés, et l'on trouvera à la suite de la circul. du si mars 1811, la nomenclature de tous les modèles d'états qui doivent être suivis pour le travail des revues. Ces états sont fournis chaque trimestre aux inspecteurs et sous-inspecteurs sur une demande approximative de ceux qui leur sont nécessaires. Tous les états qui doivent être dressés par les corps sont fournis par les conseils d'administration, à l'exception du contrôle annuel dont il est question dans l'art.

huit à la suite des sergens ou maréchaux-des-logis, deux à la suite des fourriers, seize à la suite des caporaux ou brigadiers, quatre à la suite des tambours ou trompettes, et quatre à la suite des enfans de troupe.

Il sera pareillement laissé sur le contrôle de l'état-major, à la suite de chaque grade ou emploi, un nombre de cases en blanc égal à deux fois le nombre des hommes formant le com-

plet du grade ou de l'emploi.

Chaque homme sera désigné au contrôle par le numéro de la case qu'il occupera, par le numéro qui lui aura été donné dans le contrôle des signalemens, par ses nom, prénom et surnom, le lieu de sa naissance et celui de son domicile au moment où il aura été appelé au service (1); l'âge de chaque officier y sera également indiqué.

Pour les corps de troupes à cheval, les contrôles des chevaux seront divisés et numérotés comme ceux des hommes: Les chevaux d'officiers et ceux de troupe y seront désignés par les nu-

méros de leurs cases et par leurs noms et signalemens.

8. Le contrôle général à tenir à chaque corps sera tenu en totalité par le major, et à son défaut par un chef de bataillon ou d'escadron, au lieu où résidera le conseil d'administration du

corps, et sous sa surveillance immédiate.

En conséquence, lorsque des détachemens seront séparés de l'état-major ou de la portion du corps à l'aquelle restera attaché le conseil d'administration, et qu'ils s'administreront eux-mêmes, soit que ces détachemens soient composés de compagnies ou de fractions de compagnie, il en sera formé des contrôles particuliers que tiendront les chefs desdits détachemens.

Lorsque ces détachemens seront dans l'intérieur de la république les états de leurs mutations et mouvemens, certifiés par les officiers qui les commanderont, et visés par les sous-inspecteurs, seront adressés, par lesdits officiers commandans, ou major ou chef de bataillon ou escadron chargé de la tenue du contrôle

général, tous les dix jours.

Cet envoi sera fait, autant que possible, tous les mois, pour les détachemens embarqués ou employés au-delà des frontières (2).

⁽¹⁾ On doit y indiquer en outre s'il est conscrit, ou suppléant, ou enrôlé volontaire et dans les premiers cas, l'année de conscription, et les numéros sous lesquels il est porté au tableau général du département et sur la liste formée dans le canton; circul. du 29 oct. 1806.

⁽²⁾ Une circulaire du 8 mai 1807 pour assurer l'exécution des dispositions prescrites par l'art. 8, charge les sous-inspecteurs eux-mêmes de faire l'envoi des états des mutations et mouvemens aux sous-inspecteurs chargés de la police administrative des dépôts, et ces derniers de les remettre aux conseils éventuels; voy. L'art. 29 du num. 548.

A la réunion au corps desdits détachemens, les contrôles qui en auront été tenus, seront arrêtés et refondus dans le contrôle général.

A l'égard des compagnies franches ou isolées, telles que les mineurs (1), les ouvriers d'artillerie, les canonniers gardes-côtes, etc., le contrôle à tenir à chaque compagnie sera tenu par l'officier qui la commandera.

Les commandans des dépôts de conscrits, de prisonniers de guerre étrangers et déserteurs étrangers, tiendront également les

contrôles de ces dépôts.

9. Lorsque toutes les parties d'un corps de troupe se trouveront dans la même division, les contrôles annuels de ce corps, à tenir par les sous-inspecteurs, seront tenus en totalité par le sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil d'administration.

10. Si les détachemens sont employés dans une division autre que celle où résidera l'état-major du corps, les sous inspecteurs à qui la police de ces détachemens sera confiée, devront en

tenir les contrôles annuels.

En conséquence, lorsque des détachemens se sépareront du corps pour se rendre dans une autre division, si ces détachemens sont composés de compaguies entières, le sous-inspecteur ayant la police du corps adressera les contrôles de ces compagnies, après les avoir arrêtés, aux sous-inspecteurs dans l'arrondissement desquels elles devront se rendre. Si, au contraire, les détachemens ne sont composés que de fractions de compagnie, ledit sous-inspecteur en formera des contrôles particuliers extraits du contrôle général; il y indique a la date du départ de chaque homme et de chaque cheval, et il enverra également les dits contrôles aux sous-inspecteurs qui devront prendre la police des détachemens.

destination, le sous-inspecteur en arrêtera les contrôles jusqu'au jour exclus de son départ, et les adressera sous cachet au sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel le corps ou détachement

devra passer.

12. Chaque capitaine tiendra pour sa compagnie un contrôle annuel, dans la même forme que ceux tenus par le major : il y inscrira les mouvemens et mutations, au fur et à mesure qu'ils auront lieu, et sera responsable de l'exactitude de ces enregistremens. Pareil contrôle sera tenu par le quartier-maître pour l'état-major.

13. Tous les matins, les capitaines, chacun pour sa compa-

⁽¹⁾ Les mineurs ont été organisés en bataillons par le décret impérial du 21 décembre 1808 num. 135 vol. II.

gnie, à l'heure du rapport que prescrit le réglement de police intérieure (1), feront remettre au major (et, dans un détachement, à l'officier commandant) par les sergeus-majors ou maréchaux-des-logis en chef, l'état des mutations et mouvemens survenus dans leurs compagnies respectives. Cet état sera certifié par lesdits capitaines, qui serout responsables des erreurs qu'il pourrait contenir, pour l'état-major, il fera fourni et certifié par le quartier-maître.

Aussitôt la réception dudit état, le major ou le chef du détachement enregistrera les mutations et mouvemens sur les con-

trôles dont la tenue lui sera confiée (2).

14. Les états de mutations et mouvemens des hommes ét des chevaux, certifiés par le major, et visés par le commandant de chaque corps, seront fournis par les majors aux sous-inspecteurs; tous les jours, dans la forme du modèle n.º 2: ils ne seront fournis que tous les cinq jours, pour les corps faisant partie d'une armée, ou stationnés dans des places où il n'y aura point de sous-inspecteur. Ces états seront envoyés par des ordonnances lorsque les sous-inspecteurs résideront dans les mêmes places que les corps, ét par la poste dans le cas contraire.

Aussitôt leur réception, les sous-inspecteurs auront soin de les

enregistrer sur les contrôles annuels.

Les états de mutations des détachemens et des compagnies isolées seront certifiés et fournis par les chefs desdits détachemens

et compagnies.

Lorsqu'une troupe sera en marche, l'état de ses mutations sera fourni, à tous les lieux de séjour, au sous-inspecteur ou commandant d'armes qui la passera en revue, lequel indiquera les dites mutations ou mouvemens au tableau de sa revue sur la feuille de ronte en vertu de laquelle la troupe marchera.

A l'arrivée de la troupe à sa destination, le relevé général de ses mutations et mouvemens pour tout le temps de sa marche sera également fourni au sous-inspecteur qui en prendra la police. Le sous-inspecteur, après avoir vérifié ce relevé sur la feuille de route qui lui sera également remise; l'enregistrera aux contrôles annuels.

15. Les individus qui surviendront après la confection ou le renouvellement annuel des contrôles, seront ajoutés à la suite de leurs grades respectifs; et leur classement par rang d'ancienneté

⁽¹⁾ Voy. l'art. 9 et suivans tit. 4 du num. 44 page 370 du vol. I.
(2) Pour assurer l'exactitude du versement de la masse des hommes morts on désertés, lorqu'un homme entrera à l'hôpital, partira en vertu d'un congé de semestre ou d'une permission, la situation de sa masse sera constatée, par une apostille sur l'état des mutations; il en sera de même pour l'homme mort subitement ou déserté; instruct. du 24 sept. 1808 apricle 13.

Maura lieu qu'au renouvellement des contrôles à la fin de l'année.

A l'égard de l'individu passant dans le même corps d'une compagnie à une autre (1), il sera fait mention au contrôle de sa nouvelle compagnie, du numéro de la case qu'il aura occupée dans la compagnie dont il aura fait précédemment partie.

L'individu qui cessera d'appartenir à une compagnie ou à l'état major d'un corps, pour quesque motif que ce soit, sera de suite rayé du contrôle, et son numéro restera vacant jusqu'a la fin

de l'année.

A l'expiration de chaque mois, l'économe de chaque hôpital civil ou militaire formera des états par corps de tous les militaires qui se trouveront audit hôpital, et qui appartiendront à des corps non stationnés dans la même place que l'hôpital. Ces états présenteront les nom, prénom, grade, et l'époque de l'entrée à l'hôpital de chaque militaire. L'économe les certifiera véritables, et les remettra, dans les dix premiers jours du mois suivant, au commissaire des guerres ayant la police militaire de l'hôpital, lequel sera tenu de les adresser de suite, et par la poste s'il y a lieu, aux conseils d'administration des corps qu'ils concerneront respectivement (2).

Les militaires aux hôpitaux externes, dont l'existence n'aurait pas été justifiée depuis trois mois au conseil d'administration de

Leurs corps, seront rayés des contrôles (3).

Il en mera de même de ceux absens avec congé expiré depuis trois mois, qui n'auraient pas légalement justifié au corps des motifs de leur absence. Celui qui rejoindra son corps, après avoir été rayé des contrôles, prendra un nouveau numéro à la suite des hommes de son grade.

16. Les contrôles tenus par les capitaines seront comparés tous les mois avec ceux tenus par le major, en présence du conseil d'administration de chaque corps, qui ordonnera les rectifications dont les uns et les autres seraient susceptibles, et

en rendra compte au sous-inspecteur ayant la police du corps.

(2) Cet envoi est recommandé d'une mauière spéciale par le § 15 de l'ins-

truction du 12 fructid. an 13.

⁽¹⁾ Ces sortes de mouvemens ne doivent avoir lieu, qu'ensuite du consentement des généraux de division, sons les ordres desquels les corps sont employés; et les sous-inspecteurs aux revues ne doivent reconnaître que les changemens de compagnie qui auront été ainsi autorisés ou qui auront en lieu par suite de promotions; circu. du 24 juillet 1807 G.

⁽³⁾ Si le major ou le chef du corps apprend soit par les états des économes, soit par toute autre voie, que les militaires se soient évadés des hôpitaux externes ou qu'ils n'aient pas rejoint à leur sortie. Il les signalera comme déserteurs; voy. le titre 4 du num. 268 page 533 du vol. II. Si malgré ses demandes réitérées aux commissaires ordonnateurs ou des guerres ayant la police des hôpitaux, il ne pent parvenir à savoir ce que les hommes sont devenus, il les fera rayer du contrôle et les signalera comme absens; voy. idem tit. 2 et 5.

Les contrôles tenus par le major de chaque corps ou par le chef de chaque détachement, ainsi que ceux des capitaines, seront pareillement comparés tous les trimestres, à l'époque des revues, avec ceux tenus par le sous-inspecteur, lequel y apposera son visa, et rendra compte à l'inspecteur, des négligences ou des abus qui pourraient s'y être glissés.

17. A la sin de chaque année, le ministre de la guerre adressera aux inspecteurs, tant pour les sous-inspecteurs que pour les corps et détachemens, les imprimés nécessaires pour re-

nouveler les controles de l'année expirée.

18. Les sous-inspecteurs et les majors, ou les chefs de détachemens, en renouvelant ces contrôles à l'époque du premier vendémiaire de chaque année, auront soin de rappeler sur les nouveaux contrôles le dernier mouvement de chaque individu qui serait alors absent du corps.

9. Lorsque les contrôles annuels tenus par les sous-inspecteurs auront été renouvelés après la révolution de chaque année, ils

seront de suite envoyés au ministre de la guerre.

20. Indépendamment des contrôles annuels ci-dessus désignés, les conseils d'administration continueront de faire tenir par les quartiers-maîtres des registres de signalemens et mutations pour les hommes et pour les chevaux, ainsi qu'il est prescrit par les articles 16 et 17 du tit. 2 du réglement du 8 floréal an 8 (1).

21. Les doubles des registres de signalemens et mutations prescrits à l'article précédent, seront pareillement tenus dans les bureaux du ministre de la guerre, auquel les conseils d'administration des corps adresseront à cet effet les états de mutations, tous les mois, ainsi que le prescrit l'article 16 du tit. 2 du réglement du 8 floréal au 8.

SECTION 3.º

Des revues d'effectif des corps et détachemens.

22. Les revues des corps et détachemens de troupes seront passées sur le terrain, au moins une fois par mois, pour constater l'effectif des hommes et des chevaux, et pour vérifier l'exactitude des contrôles annuels tenus par les sous-inspecteurs, d'après les états de mutations et de mouvemens fournis par les corps.

Ces revues seront inopinées: les sous-inspecteurs en détermi-

neront l'époque et le lieu.

Les sous-inspecteurs passeront en outre les troupes en revue sur le terrain, lorsqu'ils en seront requis par une autorité compétente.

⁽¹⁾ Num. 535 page 134.

23. Les sous-inspecteurs, avant de faire leur revue, seront tenus d'en prévenir, la veille au plus tard, l'ossicier-général ou teut autre qui commanderait dans la place ou le quartier (1).

Ils indiqueront en même temps l'heure et le lieu qu'ils auront choisis à cet effet. L'officier général ou commandant ne pourra s'y opposer, à moins de fortes raisons, dont il sera tenu de rendre compte au ministre de la guerre.

Les sous-inspecteurs en rendront pareillement compte au comité

central, par l'intermédiaire des inspecteurs.

24. Les commandans des places ou quartiers avertiront à l'avance les commandans des corps ou détachemens, du lieu et de l'heure où ils devront passer en revue, d'après l'indication des

sous-inspecteurs.

25. Lorsqu'un corps ou détachement devra passer en revue, les compagnies seront mises en haie; les officiers et sous-officiers de chaque compagnie seront placés à la droite suivant leurs grades, et les soldats suivant leur rang et leur numéro dans le contrôle annuel de leur compagnie.

Les officiers, la troupe (2) et le sous-inspecteur, seront dans

la plus grande tenue.

L'état-major sera placé à la droite du premier bataillon ou escadron.

Les compagnies resteront en haie et en silence, sans qu'aucua homme puisse sortir de son rang avant la fin de la revue.

Les capitaines des compagnies d'infanterie feront successivement porter les armes à leurs troupes, quand le sous-inspecteur les passera en revue.

Les capitaines de cavalerie leur feront mettre le sabre à la main. 26. Tous les officiers, sous-officiers et soldats, ous les chevaux devront être présens aux revues. A cet effet, toutes les gardes et postes, et même les travailleurs aux travaux publics, appartenant aux corps qui devront passer en revue, seront généralement relevés par d'autres troupes de la garnison; et en cas qu'il n'y ait qu'un régiment dans une place, les gardes et postes seront relevés par les compagnies de grenadiers ou d'élite, lesquelles passeront ensuite en revue devant le sous-inspecteur.

Dans tous les cas, le surplus du corps restera sous les armes, jusqu'à ce que les compagnies détachées pour les gardes et postes aient été relevées par d'autres compagnies qui auront déjà été passées en revue, et se soient réunies à la troupe pour y

être également passées.

(1) Pour les revues des compagnies de réserve ils doivent faire la même communication aux présets.

⁽²⁾ Le soldat doit avoir le sac sur le dos et le cavalier son porte-manteau; instruct. du 24 septembre 1308. Le sons-inspecteur ne doit jamais manquer à l'heure qu'il a indiquée; instruc. du 16 ventése en 3.

27. Les sous-inspecteurs feront leurs revues par appel nonfinal, sur des états ou feuilles d'appel qui leur seront remis, en se présentant à la tête des compagnies, par les capitaines ou officiers commandant lesdites compagnies, et par le major pour l'étatmajor.

Ces seuilles, certisiées desdits officiers, présenteront les numéros, noms, prénoms, surnoms et grades des hommes, ainsi que leurs mouvemens et mutations depuis la dernière revue, sans

aucun décompte de journées (1).

Il sera fait des feuilles distinctes pour les chevaux.

Il sera également remis au sous-inspecteur, par le major dans chaque corps, et par le chef dans chaque détachement, un état nominatif et par compagnie, des officiers, sous-officiers et soldats désignés sur les feuilles d'appel comme malades à la chambre : cet état, pour les corps, sera certifié par le chirurgient major, et visé par le colonel; pour les détachemens, il sera certifié par l'officier commandant.

Il sera remis au sous-inspecteur un semblable état pour les chevaux à l'infirmerie, lequel sera certisié par l'artiste vétérinaire,

et également visé par le commandant.

28. Après la revue, la troupe défilera par compagnie et par peloton, pour que le sous-inspecteur puisse faire une vérification

plus exacte des compagnies

29. Lorsqu'un homme sera surpris, pour passer en revue, dans un corps auquel il n'appartiendra pas, ou dans une autre compagnie que la sienne, le commandant de la compagnie dans laquelle il se trouvera, sera dénoucé par le sous-inspecteur ou par le colonel du corps au commandant de la place, qui le fera arrêter et traduire au conseil de guerre, pour être jugé et puni

conformément au code pénal militaire (2).

30. Les sous-inspecteurs ne passeront point les revues de la gendarmerie sur le terrain, à moins du rassemblement extraordinaire de chaque compagnie; mais pour suppléer à la vérification qu'elles ont pour objet, les certificats de présence, pre-crits par l'article 63 de la loi du 28 germinal an 6, leur seront adressés dans les dix premiers jours de chaque mois, par le capitaine commandant chaque compagnie; ces certificats seront signés par les maires (3).

31. Les sous inspecteurs se porteront dans les hôpitaux, pour

⁽¹⁾ Voy. relativement à la remise des feuilles d'appel, l'art. 23 du numéro 548.

⁽²⁾ Yoy. l'art. premier titre 7 du num. 233 page 474 du vol. II.
(3) Ces dispositions sont applicables aux compagnies de canonniers gardescôtes, ainsi qu'aux détachemens de recrutement; sans que néanmoins les
sous-inspecteurs soient dispenses de passer des revues sur le terrain toutes les fois que les localités le permettront sans nuire aux antres parties de lenr service; circul. du 15 décembre 1807 G.

'y constater l'existence des militaires qui appartiendront aux corps soumis à leur inspection; ils pourront aussi se faire remettre par les économes un état nominatif desdits militaires, avec indication de l'époque de leur entrée à l'hôpital.

Cet état sera visé par les commissaires des guerres, qui auxont

la police desdits hôpitaux.

Les sous inspecteurs se porteront également au quartier et à l'infirmerie, pour y vérisser l'existence des hommes malades à la chambre et des chevaux restés à l'infirmerie, d'après les états

qui leur auront été remis en exécution de l'article 27.

32. Au dernier jour de chaque mois, les sous-inspecteurs formeront, en trois expéditions, les tableaux de l'effectif des corps et détachemens soumis à leur inspection (1); suivant le modèle n.º 3. (2). Ces tableaux, qui seront le résultat des revues inopinées passées sur le terrain, et du dépouillement des contrôles, s'appelleront revues d'effectif (3). La première expédition sera adressée le lendemain au commissaire des guerres, la seconde au commissaire ordonnateur; l'autre expédition sera envoyée à l'inspecteur.

33. Le commissaire ordonnateur et l'inspecteur, après avoir réuni toutes les revues d'effectif de la division, en formerent, chacun à part soi, le tableau général suivant le modèle n.º 4 (4). Le commissaire ordonnateur adressera ce tableau, dans les dix jours, au ministre-directeur; et l'inspecteur le sera passer au mi-

(2) Ce modèle est changé; il en est de même du num. 4 dont il est ques-

tion dans l'art. suivant; voy. la note de l'art. 6.

(4) Le commissaire-ordonnateur ne recevant plus d'état d'effectif num. 3 l'inspecteur lui fait passer une expédition du tableau num. 4; et joint à cette expédition un état sommaire par grade et par place, des officiers d'état-major et autres officiers sans troupe jouissant des vivres de campagne: cet état sous le num. 4 A est fourni par la direction; circ des 23 et 27 août 1808. L'ordonnateur est conséquemment dispensé d'envoyer le tableau num. 4 au ministre directeur de l'administration.

⁽¹⁾ Ces tableaux ne doivent plus être fournis qu'en une seule expédition qui sera envoyée à l'inspecteur de la division ainsi qu'il est prescrit par l'art. 33. Le sous-inspecteur adressera au commissaire des guerres, seulement une expédition du tableau num. 4 dont la rédaction est presserite par le même article; circul. des 23 et 27 août 1808. Il lui adresse en outre les premier et 16 de chaque mois, les états d'effectif dont l'envoi est prescrit par l'art. 45 du num. 548.

⁽³⁾ Remplacement des sous-inspecteurs pour les revues d'effectif. Ces revues d'effectif doivent en l'absence des sous-inspecteurs être passées par les commissaires des guerres, à défaut de ceux-ci par les commandans d'armes; par les préfets, ou un conseiller de préfecture délégué par le préfet; dans les chefs-lieux de sous préfecture par le sous-préfet et dans les communes où il n'y a ni préfet ni sous-préfet, par les maires; circul. des 4 janvier 1806, 9 avril 1807 et 6 juin 1809; voy. néanmoins l'art. 9 du num. 551.

nistre de la guerre par l'intermédiaire du comité central des

reyues (1).

34. Si un corps ou détachement reçoit l'ordre de changer de garnison, il lui sera passé une revue d'effectif la veille de son départ. Le tableau de cette revue, également conforme au modèle n.º 3, sera inscrit sur la feuille de route, pour servir à la délivrance des mandats de fournitures.

Cette revue sera répétée, dans chaque gîte où la troupe séjournera, par le sous-inspecteur, ou à son défaut par le (2) commandant d'armes, s'il s'y trouve l'un ou l'autre de ces fonctionnaires. Elle sera encore répétée par le sous-inspecteur, le jour ou le lendemain de l'arrivée de la troupe au lieu de sa destination.

35. Le tableau des revues d'effectif passées au départ et à l'arrivée de la troupe (indépendamment de sa transcription sur la feuille de route) sera envoyé de suite comme il est prescrit

aux articles 32 et 33 (3).

36. Les généraux commandant les divisions seront tenus de prévenir les ordonnateurs et inspecteurs, de tous les mouvemens de troupes qui devront s'opérer dans leurs divisions respectives. Cet avis sera donné plusieurs jours à l'avance, lorsque le bien du service ne s'y opposera point; et, lorsqu'il exigera que les mouvemens soient secrets, dès que les circonstances le permettront.

SECTION 4.º

Des revues générales de comptabilité.

37. Il sera fait tous les trois mois des revues générales de comptabilité, dont les extraits serviront à établir, justifier et régulariser le paiement et la fourniture des objets suivans:

1.º La solde, dans la quelle sont compris les divers supplémens de solde, la masse du pain de soupe des sous-officiers et

(1) Une circul. du 17 août 1806 recommande la plus grande célérité dans l'envoi des revues d'effectif et du tableau num. 4, et porte que ces états doivent être parvenus à la direction le 10 au plus tard de chaque mois, de tous les points de l'empire.

(3) Ces tableaux ne doivent plus être envoyés aux commissaires et aux ordonnateurs cusuite des dispositions additionnelles contenues dans la circ. du 23 août 1808. Yoy les notes (1) et (4) placées aux art. 32 et 33.

⁽²⁾ Même observation qu'à l'article 32 pour le remplacement du sous-inspecteur en l'absence des autorités militaires; les fonctionnaires civils ne doivent viser aucun mandat de fournitures ni déterminer le nombre des rations à délivrer; qu'au préalable ils n'aient passé la revue du corps ou détachement et qu'on ne leur ait produit les mutations survenues dans la troupe depuis la dernière fourniture; mémes circ.

soldats, les indemnités de tournée des directeurs de l'artillerie et du génie, les indemnités de frais de bureau des inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, des commissaires ordonnateurs et commissaires des guerres (1);

2.º La masse du chauffage;

(2) 3.º La seconde portion de la masse générale;

- 4.º La masse de serrage et harnachement des bataillons du train d'artillerie (3).
 - 5.º Le supplément d'étape aux troupes en marche (4);

6.º L'indemnité de logement (5);

- 7.º L'indemnité de fourrage (5);
- 8.º Les indemnités qui peuvent être accordées en remplacement des vivres de campagne;
 - 9.º Les vivres en station;
 - 10.º Les fourrages en station;
 - 11.º Les vivres par étape;
 - 12.º Les fourrages par étape;

13.º La premiere portion de la masse générale (2);

Les objets désignés au n.º 1. sont dans les attributions du ministre de la guerre (5).

SECTION 5.º

Revues générales des corps et détachemens.

38. Le premier jour de chaque trimestre, les corps et détachemens de troupes remettront aux sous-inspecteurs des feuilles d'appel établies par compagnie, pour les hommes et les chevaux, suivant les modèles n. 5 (6); lesquelles indiqueront tous les mouvemens et mutations survenus depuis la dernière revue générale, ainsi que les divers supplémens de solde accordés aux hommes qui en seront l'objet.

Ces seuilles présenteront le détail, par colonnes, des diverses

(2) La deuxième et la première portion de la masse générale sont réunies sous la dénomination de masse d'habillement, décret du 25 avril 1806, numéro 468 vol. III.

(3) La masse de harnachement et ferrage pour tous les corps de cavalerie, décret impérial du 6 juillet 1806, numéro 469.

(4) Le supplément d'étape est réun à la solde; voy. le numéro 415 même vol.

(5) Les indemnités de logement et de fourrages, se paient à l'instar de la solde et sur les mêmes états et font partie des sonds du ministère de la guerre.

(6) Ce modèle est changé; voy. la note placée à l'art. 6.

⁽¹⁾ La masse du pain de soupe est réunie à la solde. Le paiement de la solde et de ses accessoires, pour les officiers sans troupe est actuellement établi au moyen de revues mensuelles; voy. l'art. 2 du numéro 544 et le tit. 12 du numéro 548.

journées, elles seront certifiées par le commandant de chaque compagnie, qui en sera responsable, vérifiées sur les contrôles annuels, et, visées, par le major pour les carps, et par l'officier commandant pour les détachemens et les compagnies isolées (1).

Il en sera formé de particulières pour l'état-major de chaque

corps, lesquelles seront-signées par le major....

Les seuilles d'appel de la gendarmerie seront accompagnées, dans leur envoi, des certificats prescrits par l'art. 69, de, la loi du 28 germinal an 6, pour constater les journées de découchet (2).

39. Les sous-inspecteurs, après avoir comparé les feuilles d'appel prescrites à l'article précédent, avec les contrôles annuels tenus dans leurs bureaux, et s'être convaincus de leur exactitude, établiront les revues générales de comptabilité, qui en seront le dépouillement.

Ces revues, conformes au num. 6 (3), présenteront, par compagnie, les noms, prénoms, grades et âge des officiers; l'effectif des sous-officiers et soldats, l'effectif des chevaux d'officiers et de troupe; les mutations et mouvemens des hommes et des chevaux; l'indication des supplémens de solde; enfin le décom-

pte par colonne des diversés journées.

Les revues générales de la gendarmerie présenteront en outre, en deux colonnes distinctes, les journées passées pour service extraordinaire en station et en route, qui donneront lieu à la sourniture de vivres et fourrages, et dans une troisième colonne supplémentaire, les journées de découcher qui donneront lieu au supplément de solde fixé par l'art. 69 de la loi du 28 germinal an 6.

Celles des prisonniers de guerre étrangers seront établies par chapitres, suivant le classement ci-après:

(4) 1.er chapitre. Les prisonniers de guerre non travailleurs.

2.c Les travailleurs logés au dépôt.

(4) 3.e Les travailleurs à demeure chez l'habitant. 4.e les femmes et les enfans.

Les revues générales des dépôts ou détachemens de conscrits, réquisitionnaires, prisonniers de guerre et déserteurs étrangers, indiqueront toujours les noms, grades et corps des officiers qui auront le détail desdits dépôts ou détachemens.

⁽¹⁾ Pour éviter tout retard dans la remise de ces seuilles d'appel, elles seront commencées le premier jour de chaque trimestre, et les mutations. y seront établies par jour asin qu'à l'expiration du trimestre, il u'y ait plus qu'à les clore et à dresser les récapitulations; circ. du 21 sept. 1807. – elles doivent être visées, vérisées et certifiées par le sous-inspecteur, et il en doit être joint une expédition à la revue générale.

⁽²⁾ Voy. la note placée à l'art. 30, et le vol. II, pag. 269. (3) Ce modèle est changé; voy. la note placée à l'art. 6.

⁽⁴⁾ Les seuilles d'appel sur lesquelles ces revues doivent être établies seront sournies par le ministère. - Les travailleurs à demeure chez l'habitant n'out plus droit à la solde; voy. page 376 du vol. II. art. 50.

40. Les revues générales seront faites par corps ou détachement et par division, de manière que chacune comprenne toutes les parties du même corps qui se trouveront dans la même division (1).

Les officiers, sous-officiers et soldats composant les conseils de guerre, ainsi que ceux en recrutement, seront considérés comme détachemens s'administrant eux mêmes (2), lorsque les corps ou détachemens auxquels ils appartiendront se trouveront stationnés dans une autre division (3).

Les revues générales de la geudarmerie seront faites par compagnie : les officiers supérieurs de cette arme seront compris dans la revue de la compagnie qui occupera le département, du lieu de leur résidence.

Il sera fait une revue particulière pour chaque dépôt, ou détachement de conscrits, prisonniers de guerre et déserteurs étrangers (4).

S'il se trouve dans un dépôt de prisonniers de guerre étrangers, des individus appartenant à plusieurs puissances, il sera fait une revue distincte pour les hommes de chaque puissance.

41. Lorsque plusieurs détachemens du même corps seront répartis dans la même division, sous la police de plusieurs sous-inspecteurs, l'administration en sera tenue en totalité par le conseil d'administration du corps s'il est dans la division, sinon par l'officier le plus élevé en grade, auquel le conseil aura délégué des pouvoirs; et la revue générale en sera faite par le sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil ou l'officier chargé de ladite administration: à cet effet les autres sous-inspecteurs adresseront à ce dernier sous-inspecteur, dans lestrois premiers jours du mois qui suivra le trimestre expiré, les feuilles d'appel, chacun pour ce qui le concernera, des détachemens soumis à leur police, après les avoir vérifiées et arrêtées (5), 42. Les revues générales embrasseront la totalité du trimestre,

⁽¹⁾ Ensuite des dispositions du décret du 16 mai 1810, il ne doit plus être établi qu'une seule revue par trimestre et pour toutes les portions d'un même corps, en station dans l'intérieur de l'empire, ou employées à la même armée hors des frontières; voy. l'art. 13 du numéro 5/8.

⁽²⁾ En conséquence les formalités prescrites par l'art. 42 ci-après seront observées à leur égard; et les paiemens qui leur seront faits pour solde et supplément de solde, seront considérés comme définitifs; instruction du 12 fructid. an 13 G.

⁽³⁾ Ces dispositions sont modifiées pour ce qui concerne les militaires détachés aux conseils de guerre; voy. les art. 6 et 15 du num. 548. Pour le traitement des hommes appelés en témoignage par devant les mêmes conseils, voy. l'observation placée à l'art. 7 du même num.

⁽⁴⁾ Il ne doit plus être fait qu'une seule revue pour tous les détachemens de conscrits arrivés à un corps pendaut le même trimestre; voy. le tit. 9 du num. 548.

⁽⁵⁾ Voy. la première note placée à l'art 40.

lorsque, pendant le trimestre, les corps ou détachemens n'auront

point changé de division (1).

Lorsqu'un corps ou détachement s'administrant lui-même, quittera une division dans le cours d'un trimestre après y avoir été stationné, il lui sera fait, aussitôt son départ, une revue générale, qui embrassera tous les jours du trimestre depuis sa dernière revue générale jusqu'au jour du départ de la troupe du lieu de sa garnison exclusivement (1). Dans ce cas, les feuilles d'appel de la revue d'effectif prescrites au premier paragraphe de l'article 34 du présent réglement serviront à l'établissement de la revue générale (2); elles seront en conséquence rédigées suivant le modèle n. 5. (3).

Lorsqu'un corps ou détachement s'administrant lui-même, sera, dans le cours du même trimestre, parti d'une résidence et arrivé à sa destination dans une autre division, sa revue générale, à sa nouvelle résidence, ne sera faite qu'après l'expiration du trimestre : elle embrassera tous les jours courus depuis et comcompris celui du départ de la troupe, jusqu'au dernier jour in-

clus du trimestre.

A l'égard du corps ou détachement arrivé dans une division pendant le cours d'un trimestre, et qui serait parti de sa dernière résidence antérieurement au même trimestre, il lui sera fait, immédiatement après son arrivée, une revue générale, qui embrassera tous les jours du trimestre précédent pendant lesquels la troupe aura marché, depuis et y compris le jour de son départ (4). Les feuilles d'appel de la revue d'effectif prescrite au dernier paragraphe de l'art. 34, serviront à l'établissement de cette revue générale, et seront dans ce cas rédigées d'après le modèle num. 5. La revue générale de la même troupe, qui sera faite à l'expiration du trimestre de son arrivée, embrassera conséquemment tout le même trimestre.

Les jours complémentaires seront compris dans les revues générales du dernier trimestre de l'année, pour toutes les dépen-

ses dont la fixation est déterminée par jour.

43. Les officiers, sous-officiers et soldats passant d'un corps dans un autre, seront payés dans leur ancien corps jusqu'au jour exclus de leur départ, et rappelés depuis cette époque, après leur arrivée à leur nouveau corps (5).

⁽¹⁾ Ces dispositions sont modifiées; voy. la première note placee à l'art. 40. (2) Les revues doivent être faites par exercice; cependant les rappels d'une année expirée penvent avoir lieu sur les revues del'exercice courant, tant qu'il n'a pas été notifié officiellement que les paiemens à faire n'auront plus lieu que sur ordonnances spéciales; circul. du 13 janvier 1808 num. 539.

⁽³⁾ Ce modèle est changé ainsi qu'il a été observé à l'art. 38. (4) Ces dispositions sont modifiées; Voy. le tit. 2 du num. 548.

⁽⁵⁾ Vétérans. Les officiers, sous-officiers et soldats qui passent des corps de

Les officiers et sous-officiers qui, par l'effet d'une promotion, passeront d'un corps dans un autre, seront également payés à leur ancien corps du traitement attaché au grade qu'ils avaient avant leur promotion, jusqu'au jour de leur départ exclusivement, et rappelés, après leur arrivée et leur réception à leur nouveau corps, de la solde attribuée à leur nouveau grade, à compter dudit jour de leur départ.

Les officiers et sous-officiers présens qui monteront à de nonveaux grades dans leur corps (1), seront payés du traitement attribué à leur nouveau grade, à compter du jour de leur ré-

ception (2).

Les officiers et sous-officiers absens qui seront nommés à de nouveaux grades, de même que ceux nouvellement pourvus, seront rappelés de la solde attribuée à leur nouveau grade, après deur arrivée et leur réception au corps, à compter du jour où

(1) Les officiers de gendarmerie promus dans les compagnies d'une même légion, sont censés ne pas changer de corps.

Les officiers prisonniers de guerre qui lors de leur rentrée seront mis à la suite, ne jouiront que du traitement de la dernière classe de leur grade, jusqu'à ce qu'ils aient été replacés comme titulaires; et que, dans ce cas, ils puissent reprendre leur rang; circ. du 8 mai 1809. Voy.

aussi sur le classement les notes de la page 17 du vol. Il.

la ligne dans ceux de vétérans, sont traités comme ceux passant d'un corps à un autre; en consequence ils jouissent pendant ieur route de la simple indemnité, et sont rappelés après leur arrivée à leur nouveau corps, de la solde du grade qu'ils doivent occuper dans les vétérans, à compter du jour où ils seront partis pour rejoindre, circ du 3 septembre 1807 G.

⁽²⁾ La circul. du 15 sloreal numero 39 désend aux ches de corps de faire recevoir dans leur nouveau grade, les officiers promus, avant d'avoir recu leurs lettres de service; en conséquence ces officiers ne peuvent être payés en leur nouvelle qualité, pour un tems antérieur à l'arrivée au corps de ces mêmes lettres. - Les capitaines et les lieutenans passant à une classe supérieure qui viendrait à vaquer dans le même corps doiveut être rappelés de la différence du traitement de la classe qu'il quittent, à celle à laquelle ils passent à dater du jour de la vacance : ce rappel ne peut avoir lieu pour les officiers venant d'un autre corps, pour occuper une place de deuxième ou de première classe de leur grade. Firc. du 10 décembre 1807. - Les officiers promus et mis à la suite par · defaut de place vacante, dans le grade auquel ils ont été élevés, jusqu'à ce qu'ils soient titulaires, ne peuvent jouir que du traitement de sear ancien grade: Les sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant et qui se trouveront dans la même catégorie sont néanmoins exceptés de ces dispositions, et doivent toucher le traitement de sous-lieutenant jusqu'à leur placement définitif dans ce grade: circ. du 23 mars 1808. Les adjudans-majors promus dans leurs corps doivent être payés du traitement affecté à cet emploi du jour de leur entrée en fouctions, et nondu jour de leur réception; après toutetois que leur nomination a été confirmée par le gouvernement. Circ. du 8 juin 1810.

de sa solde (1), pour le tems de son absence, qu'après son

retour au corps (2).

Ce rappei n'aura lieu qu'autant que l'officier sera rentré au corps avant l'expiration de son congé, et que cette circonstance aura été constatée par la présentation de l'officier chez le sous-inspecteur, et, en cas d'absence de celui-ci, par un certificat du commandant de la place, adressé au sous-inspecteur par le

commandant du corps.

47. D'après la disposition qui précède, tout officier absent par congé ou par mission, à l'époque d'une revue générale, ne sera employé que pour mémoire dans cette revue, depuis et compris le jour de son départ, jusqu'au jour de son arrivée exclusivement; mais le sous-inspecteur devra y indiquer avec soin la durée du congé, l'époque de son expiration, et s'il est accordé avec ou sans solde.

48. A l'égard des officiers absens par mission, par congé avec solde, ou en semestre, qui viendront à mourir, à changer de corps, à passer aux invalides, à se retirer par congé définitif, par réforme ou autrement, ils seront rappelés dans les revues pour être payés de leur solde jusqu'au jour de leur mort inclusivement, ou de leur retraite exclusivement, sur les extraits mortuaires en bonne forme qui seront remis aux sous-inspecteurs, pour les officiers morts (3), et sur les avis officiels du ministre de la guerre, pour les autres (4).

Les conseils d'administration des corps ne pourront porter en dépense le produit des rappels à faire pour les dits officiers, qu'en vertu d'acquits, dûment légalisés de ceux qui auront changé de corps ou se seront retirés; et pour les individus morts, des quittances de leurs héritiers, légalisées par le juge de paix de l'ar-

rondissement de Jeur domicile (5).

49. Les sous-inspecteurs seront mention dans leurs revues générales, des emplois vacans, de l'époque et du mais de leur

yacance.

50. Les originaux de toutes les routes, brevets d'officiers, congés, billets de sortie d'hôpital, extraits mortuaires, et généralement de tous les titres justificatifs des mouvemens et mutations tant des hommes que des chevaux, seront communiqués aux sous-

(2) Un congé sans appointemens emporte nécessairement la privation du traitement, pour le tems de la route d'aller et du retour; circ. du 17 février 1808 G.

(4) Tout officier qui donnerait sa démission étant en congé n'aura droit à aucun tappel; réglem. du 15 mars 1792.

(5) Voy. relativement aux titres à produire par les héritiers des officiers décédés, le numero 363, page 775 du vol. Il et l'art. 67 du num. 548,

⁽¹⁾ Ce rappel pour les officiers en congé ne doit comprendre, ni les supplémens de guerre, ni les supplémens à titre d'indemnité pour frais de représentation on dépenses extraordinaires.

⁽³⁾ Il en est de même pour le cas de mort à l'hôpital; circ. du 6 août 1807 G.

dont ils auront besoin, pour vérifier leurs contrôles et pour arrêter leurs revues. Ces communications seront de rigueur de la part des officiers arrivant à leurs corps, soit pour la première fois, soit après une absence quelconque, lesquels seront tenus de se présenter, aussitôt leur arrivée, chez le sous-inspecteur, ayant la police de leurs corps respectifs, s'il est sur les lieux, sinon chez le commandant de la place, et dans le dernier cas, de justifier-de leur présentation comme il est prescrit à l'article 46.

51. Les sous-officiers et soldats qui reviendront de congé on de semestre, des hôpitaux, de désertion, des prisons des conseils de guerre ou de celles de l'emnemi, et tous ceux qui joindront un corps pour la première fois, seront, dans les vingtquatre heures de leurs arrivée, présentés au sous-inspecteur, s'il est sur les lieux, par le fourrier de la compagnie à laquelle ils seront destinés, ou celui qui en fera les fonctions (1), à l'effet d'être aussitôt portés, présens sur le contrôle de la compagnie, de la date de leur présentation; sans toutefois que ceux qui auront voyagé avec l'indemnité de route, puissent compter comme présens, le jour de leur arrivée.

Le fourrier ou autre sous-officier qui accompagnera lesdits hommes chez le sous-inspecteur, devra lui remettre en même tems la note des numéros qui leur auront été affectés au con-

trele du corps.

Dans les places où il ne se trouvera pas de sous-inspecteur, ces présentations seront faites aux commandans d'armes, et, à défaut de ceux-ci, aux maires. Les commandans d'armes ou les maires qui les recevront, en tiendront registre, dont ils adresseront, tous les dix jours, des relevés au sous-inspecteur de l'arrondissement.

Les conscrits ne seront compris dans les revues de leurs corps pour être payés de leur solde, qu'à compter du lendemain de leur arrivée auxdits corps, et qu'après qu'ils y aurout éte reçus.

Jusqu'à cette époque, la comptabilité relative à la dépense des

conscrits sera distincte de celle des corps (2).

52. Tout officier appartenant à un corps de troupe, qui rent trera des prisons de l'ennemi en vertu d'un cartel d'échange, recevra, en entrant sur le territoire de l'empire Français, une feuille de route, avec l'indemnité attribuée à son grade, pour se rendre à son corps; et après son arrivée à son corps, il y sera rappelé de la solde d'activité dans la prochaine revue, pour le tems de sa détention et celui de sa route, sans toute-

(a) Ces dispositions sont abrogées.

⁽¹⁾ Voy. l'observation placée à l'art. 3 tit. 3 du num. 535.

Les officiers sans troupe, également remrés des prisons de l'ennemi en vertu de cartels d'échange, recevront à la frontière une feuille de route, avec l'indemnité de leur grade, pour se rendre au lieu de leur demicile. Aussitôt leur arrivée à leur demicile, ils en informeront le ministre de la guerre, en lui adressant copie du titre qui aura autorisé leur rentrée, collationnée par un commissaire des guerres, ou par le seus-préfet de l'arrondissement. D'après cet avis, le ministre de la guerre leur expédiera de nouvelles lettres de service, en vertu desquelles ils recevront une feuille de route, avec indemnité, pour se rendre au poste qui leur sera assigné; et, après leur arrivée à ce poste, ils seront rappelés de deux mois de solde entière dans la prochaine revue de comptabilité.

A l'égard des officiers de toutes armes qui rentreront, sur parole, des prisons de l'ennemi, ils recevront également à la froutière des feuilles de route pour se rendre à leur domicile, avec l'indemnité attribuée à leur grade. Aussitôt leur arrivée à leur domicile, ils en informeront le ministre de la guerre, en lui adressant copie dûment collationnée du titre en vertu duquel ils seront rentrés. D'après cet avis, le ministre de la guerre autorisera le commissaire-ordonnateur à les faire jouir du traitement de réforme, à compter du jour de leur arrivée, et à les en rappeler pour un tems antérieur de deux mois. Lorsqu'après leur échange ces officiers recevront de nouvelles lettres de service, ils seront traités à l'instar des officiers réformés appelés à reprendre de l'activité (1).

Les sous-officiers et soldats rentrant des prisons de l'ennemi recevront, à leur arrivée sur la frontière, une feuille de route, avec l'indennité, pour rejoindre leur corps: après leur retour à leur corps, ils seront rappelés de la solde entière, à compter de

la date de ladite seuille de route (2).

53. Les hommes nommés à un nouveau grade (3) ou à une haute-paie seront portés, dans les revues de solde, à l'apostille de leur ancien grade, sous les mots non compris, jusqu'au jour exclus de leur nomination, et ils compteront depuis la même époque à l'effectif de leur nouveau grade (4).

(2) Voy. l'art. 7 du même numéro.

⁽¹⁾ Ces dispositions sont abrogées par le décret du 17 mars 1809; voy. le numéro 171, page 379 du vol. II.

⁽³⁾ Lorsqu'un sous-officier passe au grade d'officier, il ne doit être remplacé qu'après sa réception dans son nouveau grade, ou son départ pour une nouvelle destination; instruction du 9 septembre 1808 G.

⁽⁴⁾ ils doivent, par conséquent, recevoir la solde attribuée à leur nouveau grade à dater du jour de leur nomination. Ces dispositions ne sont pas néanmoins, applicables aux hommes du corps de la gendamerie, qui deivent être traités d'après celles de l'art. 43; circ. du 23 décembre 1807.

54. Les hommes passés d'une compagnie dans une autre (1) seront également portés à l'apostille de leur grade dans leur première compagnie, pour les faire payer jusqu'au jour exclus

qu'ils l'auront quittée.

55. Les hommes absens par congé ou semestre, au moment de la revue, feront nombre dans les compagnies; mais leurs journées ne seront employées à la revue que jusqu'au jour exclus de leur départ: bien entendu que les sous-inspecteurs auront visé leurs coagés, ou qu'en cas d'absence il leur aura été représenté un état justificatif du jour du départ desdits hommes, certifié par le commandant de la place qui aura visé lesdits congés.

56. Les hommes qui s'absenteront par congé, toucheront le décompte de ce qui leur sera dû de solde jusqu'au jour de leur

départ exclusivement (2).

57. Les sous-officiers et soldats qui ne rejoindront qu'après l'expiration de leur congé, ne toucheront point de décompte, et ne devront être rappelés, pour le tems de leur absence, que de leur linge et chaussure, à moins qu'ils ne justifient de leur abseuce pour cause de maladie, constatée par des billets de sortie d'hôpitaux (3) en bonne forme, ou par des certificats d'officiers de santé, attestés par l'autorité locale et visés du commandant. ·de la gendarmerie.

58. Tout sous-officier ou soldat qui rentrera au corps sans être porteur de sa cartouche, ne touchera point le décompte de la portion de solde qui pourrait lui revenir pour le tems de son abscuce; mais il en sera néaumoins rappelé dans la revue, et le montant en sera versé à sa masse de linge et chaussure, et y restera pendant un an pour subvenir au remboursement des

avances qui pourraient lui avoir été faites.

59. Les hommes morts à leur compagnie ou tués dans une affaire de guerre, et ceux désertés, seront compris dans les revues pour être payés jusqu'au jour inclus de leur mort ou désertion. Il ne sera fait aucun rappel pour les sous-officiers et soldats (4)

(4) Et pour les sous-employés des hôpitaux et des administrations militaires;

circ. du 21 juillet 1808 G.

⁽¹⁾ Voy. sur les changemens de compagnie par les hommes, la première note de l'art. 15, page 179.

⁽²⁾ Les congés de convalescence accordés aux sous-officiers et soldats par le ministre de la guerre, emportent nécessairement la conservation de la portion de solde, qui revient aux hommes en congé de semestre, déterminée par l'art. 203. Lettre du ministre de la guerre du 3 février 1810.

⁽³⁾ Lorsqu'un semestrier entre à l'hôpital, il ne doit plus être considéré comme semestrier, mais comme militaire parti de son corps pour entrer à l'hôpital; circ. du 16 nivose an 11 G. En conséquence les officiers et adjudans subissent à leur retour, sur le rappel de leur demi-solde, la retenue exercée pour journées d'hôpitaux, sur les militaires des mêmes grades qui jouissent de la solde entière; et les sous-officiers et soldats, pour toutes les journées passées à l'hôpital, sont rappelés de 10 cent. seulement et les tambours de 20 cent.; déer. du 19 nov. 1811.

morts où désertés, ou réformés, ou congédiés définitivement, ou pensionnés, ou passés aux invalides, ou passés à d'autres corps, étant en congé limité ou à l'hôpital (1), non plus que pour ceux qui rentreraient aux corps après avoir été rayés des contrôles (2).

60. Les hommes admis à l'hôtel des invalides, ou retirés avec pension, seront payés jusqu'au jour de leur départ exclusivement.

Ceux congédiés définitivement, soit par réforme, soit de toute autre manière, seront également payés jusqu'au jour exclus de leur départ.

61. Les prisonniers de guerre de tout grade ne seront compris dans les revues pour être payés de leur solde, que jusqu'au jour inclusivement où ils auront été faits prisonniers: ils continuerent d'y être por és pour mémoire, jusqu'à leur retour au corps.

Les officiers, sous-officiers et soldats aux hôpitaux, soit da lieu, soit externes, n'y seront également portés que pour mémoire à compter du jour de leur départ du corps; et lors de leur retour à leur corps ou à leurs fonctions, les sous-officiers et soldats ne seront rappelés dans les revues de leurs journées d'absence, que pour la portion de solde appelée solde d'hôpital, en observant de distinguer les journées des vénériens (3), de celles de autres pour lesquelles cette portion de solde diffère, quant aux officiers, ils seront rappelés de leurs journées d'hôpital pour la solde d'hôpital, et de leurs journées de route pour la solde entière (4).

62. Les sous inspecteurs ne comprendront dans les revues des troupes à cheval que les chevaux présens et effectifs, tant ceux

des officiers que ceux de la troupe.

Les officiers devront être montés sur des chevaux d'escadron (5). Les chevaux de la troupe, qui ne seraient pas marqués de la marque du régiment, ae pourront y être compris.

(2) Ces différentes dispositions ne sont point applicables aux sous-officiers et soldats du corps de la gendarmerie, qui doivent être rangés pour ces disserens cas dans la même catégorie que les officiers; voy. l'art. 48

circul. du 6 août 1807 G.

(4) Les officiers, sous-officiers et gendarmes qui se rendront aux hôpitaux ou aux eaux, et qui en reviendront scront traites comme les autres mili-

'taires de la ligne; circul. du 6 oct. 1807 G.

⁽¹ Il n'est question que des militaires à l'hôpital externe; ceux qui sont à l'hôpital du lieu étant considérés comme présens, seront rappelés jusqu'au jour de leur réforme, ou admission soit aux invalides soit à la solde de retraite; circ. du 2 juillet 1808 G.

⁽³⁾ Cette portion est actuellement réduite au linge et chaussure, et la distinction des maladies n'apporte aucune différence dans ce rappel; voy. l'art 7 du num. 415 vol. Ill. - Les militaires maiades ou blessés qui se font traiter ailleurs que dans les hôpitaux, n'ont droit à aucun rappel tant qu'ils sont absens de leur corps; loi du 2 thermid. an 23 à moins qu'ils ne justifient, de l'impossibilité où ils auraient été de s'y transporter voy. à ce sujet la page 91 du vol. 1.

⁽⁵⁾ Le 2.º cheval passé aux capitaines dans les troupes à cheval peut cepeudant être à courte queue: il en est de même de ceux des officiers supérieurs; réglement du 15 mars 1792 art. 56.

63. Dans le nombre des chevaux effectifs seront compris ceux qui, étant éclopés, seraient restés dans quelque ville ou village, lesquels néanmoins ne passeront présens, soit qu'ils appartiennent à des officiers, soit qu'ils fassent partie des chevaux de la troupe, que sur certificat du commandant de la place, ou, en son ababsence, du maire: bien entendu qu'ils ne se trouveront pas dans une autre division que le corps, auquel cas ils donneraient lieu à des revues particulières.

64. Les chevaux morts ou résormés seront employés dans les revues jusqu'au jour de leur mort ou résorme inclusivement.

Les chevaux de remonte y seront employés à partir du jour de leur réception, laquelle aura lieu en présence du sous-inspecteur, qui la constatera par procès-verbal (1).

65. Il sera fait deux expéditions des revues générales (2).

Les sous-inspecteurs en remettront une aux corps, et adresseront l'autre aux inspecteurs avant le 30 du mois qui suivra immédiatement le trimestre pour lequel elles auront été faites (3).

66. Les inspecteurs réuniront toutes les revues générales de leurs divisions respectives; et, dans le cours des dix premiers jours du second mois qui suivra le trimestre, ils les adresserent au comité central des revues (4).

Les inspecteurs joindront à cet envoi un résumé des revues, qui présentera par grade l'effectif des bommes et celui des che-

vanx à l'époque du dernier jour du trimestre.

67. Le comité central (5) fera faire la vérification des revues générales dans ses bureaux, et ordonnera aux inspecteurs de faire rectifier dans les revues suivantes les erreurs qui auraient pu s'y glisser.

.6. SECTION.

Contrôles et revues des officiers sans troupe.

68. Les inspecteurs tiendront des contrôles annuels pour chaque classe d'officiers sans troupe employés dans leur division respective, dans l'ordre ci-après (6):

(1) Lorsque les remontes sont saites directement par les corps, les chevaux sont partie de l'essec if du jour où ils sont mis en marche pour les rejoindre; art. 2 du décret du 25 février 1806.

(2) Il doit être fait trois expéditions des revues, dont une restera pour minute, au sous-inspecteur, la seconde sera remise au corps, et la troisième sera envoyée à la direction avec les feuilles d'appel à l'appui; instruction du 20 mars 1807.

(3) Voy. le titre 3 du num. 548.

(5) voy. la note placée à l'art. 5.

⁽⁴⁾ L'observation rigoureuse de ce délai est recommandée par la circul. du 17 août 1806. L'exécution en est néanmoins devenue très-difficile d'après le nouveau mode de revues; voy. l'art. 34 du man. 548 qui preserit de nouveaux délais de rigueur.

⁽⁶⁾ Dans l'intérieur les sous inspecteurs doivent tenir également des con-

1.º Les officiers généraux et d'état major, les commandans d'armes, adjudans et secrétaires des places (1);

2. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues;

3.4 Les commissaires-ordonnateurs et ordinaires des guerres et leurs adjoints (2);

4.º Les officiers et employés d'artillerie détachés dans les

arsenaux ou places;

5.º Les officiers et employés du corps du génic (3).

69. Pour faciliter la tenue exacte de ces contrôles, les officiers sans troupe seront tenus, lors de leur arrivée à une nouvelle destination ainsi qu'à leur départ pour se rendre d'une destination à une autre, de présenter aux inspecteurs les originaux de leurs brevets, et de soumettre à leur visa les nouvelles lettres de service qu'ils auront reçues.

Les chess d'état-major, les commissaires-ordennateurs, les commandans de l'artillerie et du génie, adresseront néanmoins aux inspecteurs l'état de tous les mouvemens et mutations desdits officiers et employés, au fur et à mesure qu'ils auront liéu, et leur donneront ou feront donner communication des titres justi-

ficatifs.

70. Le dernier jour de chaque mois, des états conformes au modele n.º 7 (4), et présentant, pour le mois écoulé, les noms, grades, mutations, mouvemens, les diverses journées des officiers sans troupe compris dans la première et les trois dernières classes (5) désignées à l'art. 68, ainsi que le nombre et les journées des chevaux autorisés par la loi, et le décompte provisoire des sommes à payer à chaque officier pour solde, supplément de solde, frais de bureau et de tournée, indemnités de fourrages et de logement (6), seront dressés, certifiés et envoyés aux ins-

(1) Les portiers-consignes des places de guerre seront également compris dans les revues des officiers sans troupe; instruct. du 12 fruct. an 13 G. (2) Voy. sur les commissaires et adjoints provisoires la page 45 du vol. III

note 3.

(4) Le mode de paiement ainsi que le modèle d'état prescrits par cet ar-

ticle ont été modifiés; voy. le num. 548.

(5) Et les 4 dernières classes ensuite de l'organisation des ingénieurs géographes en corps militaire; voy. la note 2 placée à l'article 68.

Les commissaires ordonnateurs sont connaître aux inspecteurs, les dé-

tibles annuels pour les employés attachés à un service administratif quelconque, en vertu d'une commission ou d'un ordre ministériel; circul. du 8 janvier 1808 G.

⁽³⁾ Les ingénieurs géographes organisés en corps militaire par le dècret du 30 janvier 1809, sous la dénomination de corps impérial des ingenieurs géographes, forment une sixième classe parmi les officiers saus troupe; voy. relativement à ces officiers le num. 135 vol. II, et ci-après la note de l'art. 87.

⁽⁶⁾ Les frais de hureaux et traitemens extraordinaires accordés aux commissaires ordonnateurs, aux commissaires des guerres et adjoints titulaires ou provisoires sont payés à bureaux ouverts à l'instar de la solde, et sur les fonds de l'administration de la guerre.

pecteurs aux revues divisionnaires, par les officiers généraux et supérieurs désignés au dernier paragraphe de l'art. 69, chacun pour ce qui le concernera.

Les inspecteurs établiront de semblables étaits pour eux et les

sous-inspecteurs employes sous leurs ordres.

- 71. Après avoir vérifie sur les contrôles annuels les états prescrits à l'article précédent, et s'être assurés de leur exactitude, les inspecteurs en arrêteront trois expéditions (1); et le premicr du mois qui suivra celui pour lequel ces états seront établis, ils en remettront une expédition au commissaire ordonnateur, et une au payeur des dépenses de la guerre (2), lequel sera tenu d'en former des extraits qu'il adressera de suite à ses préposés, pour ce qui concernera ceux des officiers sans troupe. qui tireront leur solde de la caisse desdits préposés. Quant à la troisième expédition des mêmes états, elle sera considérée comme revue d'essectif, et comprise dans l'envoi (3) que les inspecteurs devront faire au ministre de la guerre par l'intermédiaire du comité central des revues, en exécution de l'art. 33 du présent décret.

Les commissaires-ordonnateurs, de leur côté, comprendront dans l'envoi au directeur-ministre qui leur est préscrit par le même article, une ampliation de l'expédition qu'ils auront reçue desdits états.

Lorsque les officiers auront droit aux vivres et aux sourrages en nature, les ordonnateurs enverront une copic desdits états au préposé en chef de chaque service, lequel sera tenu d'en transmettre des extraits aux gardes-magasin, à chacun pour ce qui concernera les officiers en résidence dans son arrondissement.

72. Les revues générales des officiers sans troupe établies sur la base des contrôles annuels et des états dont l'envoi est prescrit à l'article précédent, seront closes par les inspecteurs pour chaque trimestre (4) avant le 20 du mois suivant (5).

cisions relatives à tout traitement extraordinaire quelconque; circul. des 16 nov. 1808 et 25 juin 1811.

(1) Le mode de paiement des officiers sans troupe ayant été changé, ainsi qu'on l'a observé dans la première note de l'article précédent, les dispositions prescrites par cet article sont pareillement modifiées; voyez l'art. 2 et suivans du num. 544 et les-titres 12 et 13 de l'instraction du

premier septembre 1810 num. 548.

(3) Voy. l'art. 81 du num. 5,48.

⁽²⁾ Pareils états certifiés par les agens d'administration et visés par le sousinspecteur, seront également onvoyés au payeur, pour le traitement des agens d'administration, surveillaus et concierges près les steliers de condamnés au boulet et aux travaux publics; et les paiemens qui leur sont faits seront régularisés dans la forme prescrite pour les officiers saus troupe.

⁽⁴⁾ Les revues des officiers sans troupe sont actuellement faites tous les mois, et les extraits sont individuets; voy. les articles 2, 9 et suivans du num. 544 et les titres 12 et 13 du num. 548. (5) Il est expressement défendu aux juspecteurs de comprendre dans leurs

Ces revues, conformes au modèle numi 8, présenterent les noms, grades, résidences, mutations et mouvemens des ufficiers, leurs diverses journées de solde, de supplément de solde, d'indemnités de tourusée et de frais de bureau, d'indemnités de logement et d'ameublement, ainsi que des journées de subsistance. lorsque les officiers sans troupe auront droit aux rations de vivres (1), le nombre des chevaux autorisés par la loi, et le nombre des journées pour lesquelles les rations de fourrages devront être sournies en nature ou remboursées en argent.

Les officiers sans troupe ne pourront être compris dans les revues générales pour un nombre de journées plus grand que celui pour lequel ils auront été payés de leur solde, ensuite des états dont le renvoi sera fait aux inspecteurs d'après l'art. 90.

Il sera fait une revue générale pour chacune des cinq classes

d'officiers sans troupe désignées à l'art. 68 (2).

Les dispositions des art. 43 et 48 du présent réglement sont

applicables aux officiers sans troupe (3).

73. Les revues générales des officiers sans troupe embrasseront, pour chaque officier, la totalité ou partie du trimestre, selon les cas de mouvemens prévus par l'art. 42, et sauf les

exceptions qui pourraient résulter de l'art. 72. (4)

74. Les jours complémentaires seront compris dans les revues générales des officiers sans troupe du dernier trimestre de l'année, seulement pour les rations de vivres et sourrages, lorsque les lits officiers auront droit de les recevoir, soit en nature, soit en argent (5).

75. Une expédition de ces revues sera envoyée au comité central des revues et vérifiée par ce comité, comme il est dit pour

les revues des corps aux articles 66 et 67.

7.º SECTION

Des revues des officiers de santé et des employés militaires.

76. Les inspecteurs procéderont pour la tenue des contrôles et l'établissement des revues générales des inspecteurs généraux du

(1) Il doit être établi des revues particulières pour les subsistances, lorsque les officiers sans troupe seront dans le cas de les recevoir en nature;

circul. et instruct. du 20 mars 1807 G.

(a) Il existe actuellement une sixième classe d'officiers sans troupe; voyez · la upte I placée à l'art. 68.

(3) Il'y a des dispositions particulières aux officiers d'état-major, relativement à leurs rappels; voy. la dernière note de l'art. 43.

(4) Voy. la première note placée à cet article.

revues d'aucres officiers employés aux armées, dans les divisions militaires et dans les places, que ceux dénommés dans les états qui leur auront été adressés, en conséqueuce des ordres du ministre par le directeur général des revues; instruct. du 12 fruct. an 13 G.

⁽⁵⁾ Ces dispositions s'appliquent au 31° jour de mois, pour tous traitemens payables par jour; voy. à ce sujet de nouvelles dispositions prescrites par les articles 4 et 5 du num. 551.

service de santé, des officiers de santé, employés au compte de la guerre dans les hôpitaux ou ambulances (1), et généralement de tous les employés commissionnés attachés aux divers services administratifs militaires (2), ainsi qu'il est prescrit cidessus pour les officiers sans troupe (3).

77. Les états nominatifs de ces individus, ainsi que les états de leurs mutations, seront sournis aux inspecteurs par le chef

de chaque service:

78. Une expédition de chacune des revues générales des officiers de santé et employés commissionnés attachés aux services administratifs militaires sera envoyée au comité central des revues et vérifiée par ce comité, comme il est prescrit aux art. 66 et 67 (4).

8.º SECTION.

Revues des équipages militaires.

79. Il sera procédé pour les revues d'effectif et pour les revues générales des employés, charretiers, chevaux, caissons, forges ét voitures des divers équipages militaires, comme il est prescrit pour celles des corps et détachemens.

Les commissaires des guerres sous la surveillance desquels ces équipages sont placés, en ordonneront le rassemblement pour être passés en revue d'après la demande des sous-inspecteurs.

Les revues des équipages militaires seront faites par division et par brigade ou détachement: il sera fait une revue particulière pour les employés non attachés aux brigades et pour leurs chevanx.

Lorsque ces équipages seront en entreprise, les revues géné-

(2) On ne doit plus confondre dans la même revue, les officiers de santé et les employés des hôpitaux on doit faire des revues séparées pour ces deux classes; circul. du 21 'novembre 1808. Voy. au surplus le tit. 13 de l'instruction du premier septembre 1810, numéro 548, contenant de nouvelles dispositions à cet égard,

(3) Les sous-inspecteurs doivent en conséquence tenir pour les employés et sous-employés de chaque service des contrôles annuels où chaque établissement sera distingué.

(4) Voy. le titre 13 de l'instruction du premier septembre 1810 num. 548,

⁽¹⁾ Les officiers de santé civils requis pour le service des hôpitaux militaires de l'intérieur, doivent présenter aux sous inspecteurs une copie des lettres par lesquelles le ministre approuve leur réquisition, et fixe leur traitement. Ceux qui ne remplissent point cette formalité ne peuvent être portés sur les revues; circul. du 27 novembre 1809 A. - Ces afficiers de santé doivent jouir des deux tiers du traitement de leur grade, lorsqu'ils ne sout point employés dans le lieu habituel de leur résidence; et de la moitié seulement dans le cas contraire; circul. du 26 janvier 1811 A.

rales en seront établies dans la forme prescrite par le directeurministre.

80. Il sera fait deux expéditions des revues générales des équipages militaires, lesquelles recevront la destination prescrite par les articles 65 et 66.

Lorsque ces équipages seront en entreprise, une troisième expédition de ces revues sera remise au commissaire-ordonnateur (1).

TITRE 2.6.

De la solde.

SECTION' 1. re

Paiement de la solde au compte du ministère de la guerre.

81. La solde des troupes sera payée par à-compte, tous les quinze jours, sur états présentant, aux époques des 1.er et 16 de chaque mois, l'effectif des sous-officiers et soldats présens sous les armes, et portant décompte provisoire de leur solde pour quinze jours, avec compensation des rappels ou déductions qui devront résulter des mutations survenues depuis le dernier à-compte (2): ces états, conformes au modèle n.º 9 (3), serent dressés et certifiés par les conseils d'administration, visés et vérifiés par les sous-inspecteurs (4); le conseil, ou le quartier-maître autorisé par lui, donnera son acquit provisoire au pied de chaque état.

S2. La solde des officiers des corps se paiera à l'expiration de chaque mois, pour le mois révolu, sur des états qui en porteront décompte provisoire suivant le modèle n.º 10 (3), et qui présenteront l'effectif par grade des officiers présens ayant droit. Ces états seront dressés, vérisiés et quittancés comme il est dit

à l'article précédent.

83. La solde des officiers, sous-efficiers et soldats de la gendarmerie, se paiera également à l'expiration de chaque mois, sur des états d'effectif conformes au modèle n.º 10 (3), dressés, vérifiés et quittancés comme ci-dessus.

(1) Voy. la note placée à l'art. 102.

⁽²⁾ Il ne doit plus être fait sur les premiers états de paiement d'un trimestre, aucune compensation des rappels ou déductions, qui pourraient
résulter des mutations et mouvemens survenus parmi les sous-officiers
et soldats, dans le cours de la dernière quinzaine du trimestre précédent;
voy. le num. 556.

⁽³⁾ Ce modèle n'est plus le même.

(4) Si le sous-inspecteur est absent, le commissaire des guerres du département est autorise à le remplacer, pour le visa des états d'effectif, mais dans ce cas dempêchement du sous-inspecteur, sera indiqué par le commissaire des guerres dans son visa. Les commandans d'armes et successivement les préfets et sous-préfets, peuvent également arrêter les états de paiement; voy. l'art. 9 du num. 551.

Les frais de tournée des officiers, les indemnités de frais de bureau du quartier-maître, et le supplément de solde aux sous-officiers et gendarmes qui auront découché, ne seront payés qu'à la consommation du décompte définitif de la revue générale (1), dans le premier extrait de laquelle ces diverses dépenses seront conséquemment employées (2).

devant servir au paiement de leur solde, seront visés par les commissaires des guerres, à défaut des sous-inspecteurs. Les commissaires des guerres, dans ce cas, veilleront à ce qu'ils ne présentent pas un effectif supérieur à celui qui sera constaté par la

dernière revue de route (3).

85. Tout payeur qui aura fait une avance de solde à une troupe en marche, sera tenu, sous sa responsabilité, d'en faire mention, tant sur la feuille de route que sur le livret de solde du corps ou détachement: et l'acquit de cette avance sera adressé, suivant le mode que déterminera le ministre du trésor public, au payeur dans la division duquel devra se rendre la troupe, pour être remis comme nul au conseil d'administration du corps ou au chef de détachement, après que le montant en aura été imputé ou précompté par ce dernier payeur sur le décompte de la solde, ainsi qu'il sera dit ci-après aux articles 86 et 94 (4).

86. Les paiemens de solde mentionnés aux articles 81, 82 et 83, devront être considérés comme à-bon-comptes: les acquits qui les constateront au pied des états d'effectif, ne vaudront point, dans les mains des payeurs, comme pièces de comptabilité régulières et définitives; mais ils devront être imputés ou précomptés aux corps dans les décomptes définitifs des revues.

87. La solde, les supplemens de solde; (5) les frais de bu-

(1) Tous ces divers supplémens seront payés par mois et compris à cet effet par un article séparé sur les états d'appointemens et de solde art. 4 du num. 544.

(3) Voy. la note placée à l'art. 81.

(5) Par supplément de solde on doit entendre

2º Le traitement extraordinaire des commandans des écoles régimen-

⁽²⁾ Le supplément accordé aux officiers, sous-officiers et gendarmes lors-qu'ils sont en service extraordinaire ou aux armées, sera également acquitté de la même manière: il en sera de même du supplément de solde attribué aux sous-officiers et gendarmes, détachés près les ateliers de déserteurs condamnés au boulet et aux travaux publics, et fixé à un quart en sus de leur solde. Ce supplément ne sera payé qu'aux gendarmes, qui appartiennent à la compagnie du département où ces ateliers sont établis; s'ils sont hors du département, ils seront considérés comme détachés en service extraordinaire; instruct. du 12 fructidor an 13 G.

⁽⁴⁾ Ces dispositions ainsi que celles de l'article suivant sont abrogées par le décret du 16 mai 1810 num. 5/4.

^{1.}º L'indemnité de représentation des commandans de corps, fixée à 1800 francs par an pour l'infanterie et à 1500 francs aussi par an pour les troupes à cheval; et à 600 fr. pour les corps à un seul hataillon; et l'indemnité de représentation des officiers d'état-major.

reau (1) et de tournée des officiers sans troupe, seront payés, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour le mois précédent, en vertu des états qui auront été remis aux payeurs

d'après l'article 71.

Les parties prenantes donneront des quittances provisoires pour les deux premiers mois de chaque trimestre; en revevant la solde du troisième mois, elles donneront une quittance définitive pour tout le trimestre, au moyen de laquelle les acquits provisoires relatifs aux deux premiers mois leur seront rendus pour être annullés (2).

88. Lorsqu'un officier sans troupe changera de division ou d'armée, sa solde lui sera payée, avant de partir, jusqu'au jour exclus de son départ du lieu de sa résidence, en vertu des états mentionnés à l'art. Ju, sur sa simple quittance et sur la repré-

sentation de son ordre de départ.

Le montant des sommes antérieurement payées au même officier, pour le même trimestre et dans la même division, sera employ é dans cette quittance, laquelle devra être considérée comme acquit définitif; au moyen de quoi les quittances provisoires seront annullées (3).

89. Les acquits définitifs mentionnés aux deux articles qui précédent, ne pourront être alloués en dépense aux payeurs

taires d'artillerie fixé à douze cent francs, lorsqu'ils ne sont ni officiers

généraux ni directeurs.

(1) Les frais de bureau comprénent

1.º Ceux accordés aux adjudans commandans chargés du détail des divisions dans les camps.

2.º Ceux des inspecteurs aux revues.

3.º Ceux des commissaires des guerres. 4.º Ceux des états-majors des divisions militaires.

5.º Ceux de, l'état-major des troupes françaises en Italie.

- 6.º Ensin ceux dont il est question dans la note 6) de l'art. 70. Les frais de bureau des états-majors des places de première et de deuxième classe sont à la charge des commandans d'armes; pour les places de troisième et quatrième classes et postes militaires, ils sont remboursés sur la présentation des pièces justificatives et d'après les ordon-nances spéciales du ministre de la guerre; instruct. du 12 fruct. an 13 G.
- (2) Ces dispositions sont abrogées; voy. le décret du 16 mai 1810, et le titre 12 de l'instruction du premier sept. 1810, numéros 544 et 548. (3) Ces dispositions ont été modifiées; voy. l'art. 82 de l'instruction du premier septembre 1810.

^{3.}º Enfin les supplémens de guerre. - Le supplément de solde accordé aux ingénieurs géographes (voy. page 265 du vol. Il art. 7) est payé comme la solde et sur les mêmes fonds. Les inspecteurs avant d'allouer ce supplément devront s'assurer que ces officiers y ont droit : ce qui sera constaté par un état fourni chaque mois par l'officier commandant l'arme dans la division. Cet état indiquera, par individu, le nombre des journées d'absence des travaux sur le terrain, qu'elle qu'en soit la nature, et sera transmis au ministre avec les revues; circul. du 7 février 1812 G.

qu'autant qu'ils seront appuyés et justifiés par les extraits pres-

orits ci-après art. 98 (1).

90. Les payeurs annoteront avec soin et exactitude, dans la colonne à ce destinée des états qu'ils auront reçus d'après l'article 71, tous les paiemens de solde, supplémens de solde, frais de bureau et de tournée, qu'ils feront aux officiers sans troupe; et le 15 du premier mois de chaque trimestre, ils renverront à l'inspecteur, pour servir à l'établissement de sa revue, ainsi qu'il est dit art. 72, ceux de ces états qui seront applicables au trimestre précédent (2).

91, Les officiers sans troupe qui, à défaut de s'être présentés chez le payeur pour recevoir leur solde avant le renvoi des états mentionnés au précédent article, n'auraient pu être portés dans la revue générale pour tout le trimestre, ne pourront être rappelés de ce qui leur restera du, que dans la revue du trimestre

suivant (3).

SECTION 2.º.

Décompte et régularisation de la solde au compte du ministère de la guerre.

92. Les sous-inspecteurs formeront, suivant le modèle n.º 11 (4), un extrait de chacune des revues générales des corps et détachemens, pour servir à régulariser les dépenses de la solde. Cet extrait présentera par grade les diverses journées de solde et de supplément de solde : les sous-inspecteurs y appliqueront le décompte des sommes dues pour raison desdites journées, celui des supplémens et indemnités qui, d'après le n.º 1 de l'art. 37, sont considérés comme solde; ils ajouteront au produit de ces décomptes le montant des bordereaux à porter au crédit du corps, d'après l'article 135, et ils en déduiront le montant des feuilles de retenue dont le corps devra être débité, d'après l'art. 134. Ce premier décompte sera appelé décòmpte de liquidation.

93. Le sous-inspecteur arrêtera trois expéditions de l'extrait portant décompte, prescrit à l'article précédent; et il les adressers au payeur avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de

la revue (5).

⁽¹⁾ Même observation qu'aux articles 85 et 88.

⁽² Ces dispositions sont modifiées, voy. l'art. 80 de l'instruction du premier septembre 1810 num. 548.

⁽³⁾ Ces dispositions ne doivent plus avoir d'estet ensuite du nouveau mode de paiement; voy. le tit. 12 de instruction précitée.

⁽⁴⁾ Ce modele est changé; voy. la note placée à l'art. 6.

⁽⁵⁾ Ensuite des dispositions du décret du 16 mai 1810 num. 544, le ministre du trésor public n'étant plus appelé à concourir à la consommation des décomptes; et ce soin étant exclusivement laissé aux ministres de la guerre, et de l'administration de la guerre, tous les extraits de revue quelconques sont adressés à l'aspecteur pour être transmis au directeur général des revues; voy, les tit. 3 et 5 de l'instruction du premier septembre 1810 num. 548.

Lorsque l'extrait concernera une revue générale faite à l'occasion du départ d'un corps ou détachement, les expéditions devront être adressées dans les dix jours qui suivront celui

du départ.

94. Aussitôt la réception de l'extrait, le payeur établira au pied des trois expéditions, et ce contradictoirement avec le conseil d'administration du corps ou le chef du détachement, le décompte définitif de la solde, dans lequel il fera imputation de tous les paiemens d'à-bon-comptes constatés par les acquits men-

tionnés aux articles précédens.

Jans le cas où les acquits mentionnés à l'article 85 des avances de la solde faites au corps pendant ses marches ne seraient pas parvenus audit payeur, il en précomptera néanmoins le montant, par forme d'imputation, sur le décompte de liquidation porté audit extrait; à l'effet de quoi communication lui sera donnée par le corps, du livret de solde et des feuilles de route sur lesquels les avances auront été mentionnées en exécution du même

article 85 (1).

95. Si, par le résultat du décompte définitif, le corps reste créancier, le montant du solde lui sera pajé sur-le-champ; si au contraire il se trouve débiteur, le conseil d'administration donnera au payeur un acquit provisoire, à valoir sur la solde courante pour le montant du débet : au moren de quoi le décompte définitif sera signé pour solde, tant par le conseil que par le payeur, sur les trois expéditions de l'extrait de revue, et les acquits seront rendus au corps pour être brûles. à l'égard des acquits des avances payées en route, qui ne seraient pas parvenus au payeur, et qui auraient néanmoins été imputés au décompte en exécution de l'article précédent, le payeur remettra au conseil une promesse de les rendre pour nuls. Une expédition dudit décompte sera également remise au corps ; une autre restera au payeur, et la troisième sera renvoyée par ce dernier au sous-inspecteur, qui la fere passer à l'inspecteur. de la division avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre de la revue (2).

96. Les conseils d'administration pourront commettre, sous leur responsabilité, ou le quartier-maître, ou l'un de leurs membres, pour opérer, contradictoirement avec les payeurs, l'arrêté et la consommation des décomptes définitifs de solde. Dans ce cas, la délibération du conseil, portant délégation de ses pouvoirs, sera jointe à l'expédition de l'extrait de revue qui devra rester

au payeur.

(2) Mêmes observations qu'aux articles 93 et 94 relativement à ces dispos

sitions et aux suivantes.

⁽¹⁾ Toutes les opérations relatives à la consommation des décomptes, doivent être exécutées dans les bureaux des ministres de la guerre, et de l'administration de la guerre; voy. la note précédente.

97. Les dispositions du précédent article seront obligatoires pour les corps on détachemens qui quitteront la division. L'officier que ces corps ou détachemens laisseront conséquemment en arrière, sera chargé de régler tous les décomptes, tant pour la solde et les masses que pour les subsistances.

98: Les inspecteurs formeront en deux expéditions, suivant le modèle numéro 12, des extraits collectifs des revues générales des officiers sans troupe, pour servir à régulariser la dépense de leur solder, supplémens, indemnités de frais de bureau et de tournée assimilés à la solde. Ces extraits présenteront les noms, grades, résidences des officiers, le nombre des diverses journées de solde et le décompte de liquidation des sommes à payer pour le temps de chaque revue.

Les inspecteurs remettrant aux payeurs divisionnaires, à l'époque du 20 du mois qui suivra les revues, la première expédition desdits extraits dont le décompte seru consommé au moyen des quittances définitives mentionnées aux articles 87 et 88 (1).

99. Les inspecteurs réuniront chacun pour sa division, les extraits de revue qu'ils auront reçus ou dressés d'après les articles 95 et 98: ils en formeront des bordereaux généraux (2) modèle n.º 13; et avant le 20 du second mois qui suivra le trimestre, ils en adresseront une expédițion au ministre de la guerre (bureau de la solde), avec les extraits à l'appui (3).

un compté ouvert par trimestre pour les dépenses qui concernent son département. Ce compte sera le résultat des bordereaux généraux et extraits de revue dont l'envoi est prescrit par l'article précédent. Il servira, avec les états dont il sera parlé ciaprès, art. 221, à l'établissement des ordonnances de régularisation que le ministre devra délivrer sur le trésor public (4).

3.º SECTION.

Paiement de la solde au compte de l'administration de la guerre, pour les services administrés au nom du gouvernement.

101. Le ministre-directeur ouvrira aux commissaires-ordonnateurs, chaque trimestre, les crédits présumés nécessaires pour la dépense de la solde au compte de son département (5).

(1) Tontes ces dispositions se trouvent abrogées; voy. la première note placée à l'article 71.

(3) Lex extraits doivent actuellement être adressés directement aux ministres; voy. l'art. 35 du num. 548.

(4) Voy. l'art. 12 et suivans du décret impérial du 16 mai 1810 num. 544.

(5) Voy. la note de l'art. 6 du num. 518.

⁽²⁾ Les extraits de revue concernant les compagnies de la réserve doivent être envoyés séparément, et ne doivent pas figurer sur ces bordereaux; attendu que ces compagnies sont payées sur les revenus communaux, et que la depense qu'elles occasionnent ne doit point entrer dans la comptabilité générals de l'armée: circul. du 27 septembre 1806 G.

tquipages administrés au compte du gouvernement, sera payée aux mêmes époques que celles des corps de troupe, ensuite d'états conformes aux modèles numéros 9 et 10, visés et vérifiés par les sous-inspecteurs aux revues, et en vertu de mandats provisoires des commissaires ordonnateurs, imputables sur les crédits prescrits à l'article précédent (1).

des officiers de sauté employés au compte de la guerre dans les hôpitaux ou ambulances, et de tous les employés commissionnés des divers services (autres que les équipages) administrés au nom du gouvernement (2), sera payée aux mêmes époques que celle des officiers sans troupe, ensuite d'états conformes au modèle num. 7, et de mandats provisoires des commissaires-ordonnateurs (3).

4.6 SECTION.

Décompte et régularisation de la solde au compte de l'administration de la guerre, pour les services administrés au nont du gouvernement.

104. Les sous-inspecteurs établiront les extraits de revues portant décompte de la solde à la charge de l'administration de la guerre, comme ceux relatifs aux corps de troupes et officiers sans troupe, et ils les adresseront en trois expéditions aux commissaires-ordonnateurs, lesquels en remettront la première expédition aux payeurs, avec leurs mandats de paiement définitifs imputables sur les crédits ouverts d'après l'article 101; au moyen de quoi les mandats provisoires prescrits aux art. 102 et 103 seront annullés.

Les payeurs consommeront les décomptes desdits extraits ainsi ordonnancés avec les parties prenantes; et les ordonnateurs en

(1) Le service des équipages ayant été corfié à un corps de troupes sous la dénomination de bataillons d'équipages militaires, et la soide de ces bataillons devaut être payée et régularisée de la même manière que pour les autres corps de l'armée, cet agt. devient inutile; voy. le derr. du 26 mars 1807, num. 154 vol. 11.

(3) Voy. le tit. 13 de l'instruction du premier septembre 1810 num. 548 et la note de l'art. 6 du nam. 5185--

⁽²⁾ Les employés des administrations militaires doivent être rangés en deux classes, savoir : ceux payés directement aux caisses des payeurs de la guerre d'après les mandats des commissaires ordonnateurs, et ceux qui reçoivent leur traitement des caisses particulières des comptables des divers services. Pour ses premiers on doit fournir des étais mensuels de paiement : pour ce qui concerne les employés de la seconde classe on ne doit point établir d'états mensuels de paiement : les feuilles d'appel à fournir pour eux sont les seules pièces exigibles pour la confection de leurs revues : circ. du 16 nov. 1808.

Il sera fait des bordereaux distincts pour les prisonniers de

guerre de chaque puissance.

174. Le commissaire ordonnateur vérifiera ces bordereaux généraux, tant sur les mandats et bordereaux de place, que sur les extraits des registres de mandats des commissaires des guerres: après s'être assuré de leur exactitude, il portera son arrêté au pied de chaque expédition; et avant le 30 du second mois qui suivra le trimestre des fournitures, il adressera la première expédition ad directeur-ministre, avec les bordereaux de place (modèle num. 30 bis) et les extraits de revue qu'il aura reçus d'après l'art. 172 (1). Il remettra la seconde au chef de service, lequel la fera passer de suite à l'entrepreneur général, avec les extraits de revue qui lui auront été adressés en conformité du même article 172. Le commissaire-ordonnateur conservera la troisième expédition du bordereau général, avec les mandats annulés, pour y recourir au besoin.

175. L'entrepreueur général formera, d'après les bordereaux et les extraits de revue qui lui auront été envoyés en conséquence de l'article précédent, le relevé général des fournitures faites par étape pendant le trimestre des revues, Ce relevé sera établi par corps et par division, suivant le modèle ci-joint n. 31, de manière qu'il présentera les différences qui pourront se trouver entre les rations distribuées et les rations constatées par les

extraits de revue.

L'entrepreneur général l'adressera en deux expéditions au directeur-ministre, dans le cours du second mois qui suivra le trimestre des fournitures, et il joindra les bordereaux et extraits

de revue à l'appui (2).

176. Le directeur-ministre fera vérifier ce relevé général sur les bordereaux par division, les borderaux par place et les extraits de revue qui lui auront été adressés suivant l'art. 174, même au besoin, sur les relevés des registres des mandats des commissaires des guerres; et après s'être assuré de l'exactitude dudit relevé général, il en arrêtera la dépense, réglera et ordonnaucera le solde de l'entrepreneur, comme il est dit art. 169.

177. Toutes les fournitures comprises audit relevé général, qui auront été légalement constatées, seront allouées à l'entre-preneur; mais dans le cas où elles excéderaient, pour quelques corps, les quotités dues d'après les extraits de revue, l'excé-

(2) Même observation qu'à l'article précédent.

⁽¹⁾ Cet envoi ne sera plus accompagné des extraits de revnes; voy. les articles 46 et suivans du num. 548. Il sera fait au ministre de la marine et des colonies pour les fournitures distribuées aux corps d'artillerie, aux compagnies d'ouvriers militaires de la marine, aux bataillous de flotille et à ceux de la marine impériale. Instr. du 15 fév. 1809 A; voy. aussi la deuxième section du num. 549.

dant sera remboursé par ces corps au moyen d'une retenue exercée sur leur solde (1) au profit du gouvernement et à la diligence du directeur-ministre (2).

10.º SECTION.

Première portion de la masse générale (3).

178. Les fournitures relatives à la première portion de la masse générale, lorsque la totalité de la masse ne devra pas être payée en argent, seront basées sur l'effectif des sous-officiers et soldats, pour ce qui concerne l'entretien et le renouvellement de l'habillement; et en outre sur l'effectif des hommes de recrue et le nombre des déserteurs, pour ce qui concerne la première mise.

179. Il sera fait (suivant le modèle numéro 32), pour servir au décompte et à la justification des fournitures d'habillement, un extrait de chaque revue générale, lequel présentera la récapitulation de toutes les journées diverses des sous-officiers et soldats, et en outre l'effectif des hommes incorporés pendant le trimestre de la revue saus avoir été préalablement habillés aux frais du gouvernement, ainsi que le nombre des hommes désertés dans le cours du même trimestre, avec une addition de trois cent soixante-cinq journées pour chaque homme nouveau, et une déduction de cent quatre-vingt deux journées pour chaque homme déserté (4).

180. Le sous-inspecteur fera deux expéditions de chacun des extraits prescrits par l'article précédent, et il appliquera sur chacun le décompte de liquidation des effets d'habillement à la charge de la première portion de la masse générale, en obser-

vant d'y mentionner les fractions.

Ce décompte sera établi de manière à présenter les fournitures qui, d'après le tarif de la durée de chaque objet, devront être faites pour raison de toutes les journées portées à l'extrait, en calculant, par exemple, que l'habit, dont la durée est fixée à deux ans, devra être fourni pour sept cent trente journées.

Le sous-inspecteur, après avoir arrêté le décompte au pied de

(4) Voy. l'art. 115 et les notes relatives à la 2.º portion de la masse gé-

nérale.

respondantes.

⁽¹⁾ Sur la masse générale voy. la note placée à l'art. 134, et le num. 557.

(2) Le ministre directeur de l'administration adresse au directeur général, des revues les feuilles des retenues qu'il croit devoir prescrire; ces feuilles indiquent les décomptes sur lesquels les retenues doivent frapper. Instr. du premier juin 1809 num. 543; voy. aussi à ce sujet le num. 557.

(3) La première et la deuxième portion de la masse générale ayant, ainsi qu'on l'a observé à l'art. 37, été remises à l'administration des corps, sous le titre de masse d'habillement, les dispositions que renferme cette section, sont devenues inutiles; voy. au sujet de la masse d'habillement les art. des première et seconde sections du titre 3 où il est question de la seconde portion de la masse générale, ainsi que les notes cor-

deux expéditions de chaque extrait, les transmettra au commissaire-ordonnateur, avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de la revue.

181. Le commissaire-ordonnateur, après avoir vérifié les décomptes, portera son arrêté au pied de chaque expédition de l'extrait; et le 10 du second mois, il adressera la première expédition au ministre-directeur (bureau de l'habillement) et la seconde au conseil d'administration du corps, encore même que

l'extrait ne concernerait qu'un détachement.

182. Le directeur-ministre sera réunir dans ses bureaux, par exercice, les divers extraits de revue relatifs à l'habillement du même corps; et, dans le cours du second mois qui suivra chaque exercice, il expédiera les autorisations nécessaires pour les sournitures qui, d'après lesdits extraits seront dues pour l'exercice expiré, lesquelles sournitures devront toujours être saites en totalité au conseil d'administration du corps chargé d'en saire exécuter les consections (1).

183. Le paiement de ces fournitures sera fait sur les mandats de chaque corps, ordonnancés par le directeur-ministre conformément à ce qui est prescrit par l'arrêté du 8 thermidor an 8.

184. Le directeur-ministre sera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par corps et par exercice, des sournitures d'habillement qui seront saites d'après l'article précédent à la charge de la masse génerale, et des dépenses en deniers qui en résulteront.

11.º SECTION.

Dépenses de journées de traitement dans les hópitaux.

185. La dépense des journées de traitement des militaires admis dans les hôpitaux civils et militaires, sera en totalité à la charge de la masse des hôpitaux.

Au moyen de cette disposition, les feuilles de retenue qui s'expédiaient sur la solde, pour raison desdites journées, n'au-

ront plus lieu (2).

(1) Le ministre directeur conclut actuellement les marchés généraux relalatifs à l'habillement.

⁽²⁾ Ces dispositions sont applicables aux officiers de santé et à tous les employés et sous-employés militaires soumis aux revues, attendu que ces revues doivent présenter le décompte de la solde déduction faite de la portion à retenir pour les journées d'hôpitaux. Circul. du 10 février 1807. La retenue que doivent éprouver les militaires en retraite et les officiers réformés, qui peuvent être admis dans les hôpitaux (voy. la note de l'art. 36 du num. 515), a été définitivement réglée au psix de la journée, lorsque la quotité de la solde le permet; et dans le cas contraire à la totalité de la solde, circul. du 11 frim. an 14. Le prix de la journée est fixé à 1 fr. 75 cent., pour les officiers, et à 1 fr. pour les

186. Le ministre-directeur ouvrira aux commissaires-ordonnateurs les crédits présumés nécessaires pour les à-comptes qu'il jugera convenable de faire payer par torme d'avances, dans le cours de chaque trimestre, sur la dépense des journées de traitement des militaires admis dans les hôpitaux civils et militai-

res (1).

187. Les administrateurs de chaque hôpital civil ou militaire (2)' ouvriront, le premier de chaque mois, un état du mouvement journalier des militaires traités audit hôpital. Cet état, conforme au modèle num. 33, sera clos et certifié par lesdits administrateurs, le 30 du même mois; il présentera, pour chaque jour du mois, et en totalité pour le mois, le nombre des journées de traitement. Les administrateurs le soumettront au commissaire des guerres ayant la police de l'hôpital, qui le vérifiera, l'arrêtera et en fera l'envoi au commissaire-ordonnateur, le premier du mois suivant.

hommes, sans avoir égard au prix payé par l'administration de la guerre aux commissions administratives, entrepreneurs etc.; circul. du 15 mai 1806 A. Le traitement des domestiques d'officiers et des vivandiers on vivandières (voy. page 9, note 3). Sera porté dans les états de dépenses à ordonnaucer sur la masse des hôpitages, à raison d'un fianc par journée; et le ministre en ordonnera la retenue, par déduction sur les extraits de revue individuels ou états de paiement des officiers ou des corps auxquels ils appartiendrout, au moyen d'extraits particuliers que l'on joindra à ces états généraux. Ces extraits devront être établis dans la meme forme que l'état général des journées anquel ils seront annexés; ils seront décomptés par le commissaire ordonnateur. Instruction

du 25 oct. 1810 et circul. du pay. génér. du 22 juin 1810.

(1) D'après une circulaire du 30 vent. au 13 A, les ordonnateurs, sur les fonds mis à leur disposition pour le service des hôpitaux, devaient faire acquitter les dépenses dans l'ordre suivant, 1.º les frais de route, 2.º la masse de médicamens, 3.º le traitement des conseils d'administration, 4.º le traitement des officiers de santé, 5.º l'indemnité de logement, 6.º le traitement des employés, 7.º celui 'des gardes-magasins d'essets d'hôpitaux et les dépenses ordinaires de leur service, 80, les salaires et autres dépenses ordinaires des dépôts de pharmacie 9 🔩 les dépenses des hôpitaux militaires, et des dépôts, 10.0 enfiu les hospices civils. - La masse de médicamens est supprimée, les frais de route sont acquittés sur mandats des commissaires des guerres, les indemnités de logement se paient avec la solde: le traitement des employés est acquitté sans ordonnance préalable; voy. le tit. 13 du num. 548; les fonds pour le service des hôpitaux sont ordonnaucés directement par le ministre.

(2) Les conseils d'administration des hôpitaux militaires sédentaires ayant cté supprimés par le décret impérial du 10 avril 1806 et remplacés par un inspecteur et un économe; les états dont il est question devrout être établis par ce dernier fonctionnaire et certisiés par l'inspecteur, sauf néanmoins le cas d'absence ou de maladie, où les états pourront être admis comme réguliers sans cette dernière formalité quand la cause en seca expressément mentionnée, art. 15 du réglement faisant suite au

décret du 10 avril 1806.

4.º Le décompte de liquidation des rations dues d'après ces

dernières journées.

L'extrait relatif aux vivres pour la gendarmerie, constatera seulement les journées de présence en station pour service extraordinaire hors du département où résidera la compagnie.

Les officiers ne seront employés aux extraits de revue établis

pour les vivres, que lorsqu'ils y auront droit.

158. L'extrait relatif aux fourrages que prescrit l'article 156, devra présenter:

1.6 Les journées de chevaux en station pour lesquelles la ration journalière sera due;

2.º Les journées à déduire, comme il est dit ci-dessus;

3.º Les journées sur lesquelles devra être basée la fourniture faite par l'entrepreneur;

4.º Le décompte de liquidation des rations dues d'après ces

dernières journées.

Cet extrait, pour la gendarmerie, constatera sculement les journées de présence en station hors de son département pour un service extraordinaire.

159. Avant le 30 du mois qui suivra le trimestre de chaque revue, le sous-inspecteur adressera trois expéditions des extraits prescrits par l'article 156, au commissaire des guerres, dans l'arrondissement duquel le conseil d'administration du corps ou le chef du détachement se trouvera (1).

160. Aussitôt la réception desdits extraits, le commissaire des guerres se réunira avec le conseil d'administration ou le chef du détachement et le préposé du service, pour régler le décomple

des rations fournies, au pied de chaque extrait.

Ce décompte final sera établi, pour chaque service, d'après les bons de totalisation qui auront été réunis en conséquence de l'article 155. Quel que soit le nombre des rations distribuées d'après ces bons, le décompte final, dans aucun cas, ne pourra être arrêté pour une quantité de rations supérieure à celle constatée par l'extrait de revue; et le conseil d'administration tiendra compte au préposé, de l'excédant de distribution.

Mais lorsque les rations distribuées seront inférieures en nombre aux rations constatées par l'extrait de revue, le décompte

final sera arrêté seulement pour les rations distribuées.

Ce décompte sera signé, sur les trois expéditions de l'extrait, par le conscil d'administration et par le préposé du service. Il sera visé par le commissaire des guerres, qui, dans la même séance, et en présence des parties intéressées, apposera le ca-

⁽¹⁾ Les observations placées aux articles 93 et 94 relativement à la régularisation des décomptes sont applicables aux subsistances; voy. le tit, 6 de l'instruction du premier septembre 1810 num. 548 et le num. 549.

SECTION 9.6

Vivres et fourrages par étape.

176. Les fonrnitures de vivres et de sourrages aux troupes en marche dans l'intérieur, depuis et compris le jour du départ jusqu'au jour de l'arrivée inclusivement, seront saites sur les mandats des commissaires des guerres, ainsi qu'il est prescrit par les réglemens du directeur-ministre (1), et sauf les cas d'exception prévus par l'art. 120 du présent décret.

17i. Il sera formé des extraits de chaque revue, pour servit à la justification des fournitures de vivres et de fourrages en route dans l'intérieur, suivant les modèles num. 28 et 29 (2).

L'extrait relatif aux vivres (3) présentera les journées de présence en route, des sous-officiers et soldats ayant voyagé en corps ou détachement, et le décompte de liquidation des rations dues en conséquence desdites journées. Si cet extrait concerne la gendarmerie, il offrira les journées des sous-officiers et gendarmes en route hors de leur département pour servicé extraor-dinaire.

L'extrait relatif aux fourrages (4) offrira les journées de présonce en route, des chevaux pour lesquels les rations seront ducs dans cette position, et le décompte de liquidation des rations dues en conséquence desdites journées.

172. Le sous-inspecteur arrêtera trois expéditions de chacun des extraits prescrits à l'art. précédent; et avant le 30 (4) du mois qui suivra le trimestre de la revue. Il adressera la première au commissaire-ordonnateur, la seconde au chef du service, et la troisième au corps.

173. Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, le ches divisionnaire de chaque service recueillera les mandats acquittés des sournitures qui auront été saites dans la division par les préposés sous ses ordres, pendant le trimestre précédent, il en sormera un bordereau général conforme au modèle n. 30, qu'il soumettra en triple expédition au commissaire-ordonnateur, avec les bordereaux par place et les mandats à l'appui, avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre (5).

⁽¹⁾ Voy. le num. 536 et la seconde section du num. 549.

⁽²⁾ Voy. la note de l'art. 157.
(3) Cette division des journées de route et de celles de station devient inutile, quant aux vivres, d'après le nouveau mode de revues et de décomptes.

⁽⁴⁾ Voy. la note de la page 225.
(5) Même observation que pour l'art. 172. - Il ne doit plus être établi de bordereaux particuliers des fournitures faites dans chaque place; instruc, du 25 oct. 1810. Voy. la note placée au titre de la septieme section.

montant du décompte, en toutes lettres (1); ensuite de quoi il remettra les deux expéditions au commissaire-ordonnateur (2).

198. Après avoir vérissé et arrêté désinitivement ces deux expéditions, le commissaire-ordonn, en transmettra une au payeur (3). Avant le 15 du mois qui suivra le trimestre, avec son mandat de paiement imputable sur le crédit qui lui aura été ouvert d'après l'article 196; et il adressera l'autre au directeur-ministre, en

lui rendant compte de l'emploi dudit crédit (4).

69. Il ne sera plus exercé de retenue sur la solde des militaires acquittés par les conseils de guerre, pour raison des quinze centimes qui auront été payés pour leur subsisistance aux concierges des prisons de ces conseils. En conséquence, lesdits militaires, après leur retour à leur corps, seront rappelés dans la prochaine revue générale du corps, en vertu du jugement ou du certificat de l'autorité qui les aura acquittés, pour être payés de leur solde entière (5) pour tout le tems de leur absence (6).

200. Le directeur-ministre fera tenir dans ses bureaux, un compte-ouvert par trimestre, pour les dépenses des quinze centimes affectés à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des conseils de guerre: ce compte sera établi d'après les

états qui lui seront envoyés en exécution de l'article 198.

(2) Du 20 au 25 du même mois au plus tard.

(4) Il n'est plus ouvert de crédit au commissaire ordonnateur à ce sujet; et le payeur est couvert de ses avances, tant par les fonds que le ministre directeur met chaque mois et à l'avance à la disposition du ministre du trésor public, que par les ordonnances de solde remises pour chaque mois au même ministre.

(5) Ils seront rappelés de la solde de semestre sur laquelle ils éprouveront la retenue affectée au linge et chaussure; art. 9 du num. 415 vol. Ill.

(6) Les sous-inspecteurs observeront à ce sujet que toutes les fois qu'il y a eu condamnation à une peine quelconque le militaire quand il rejoint ne peut être rappelé d'ancune solde.

Lorsqu'un corps aura reçu l'avis officiel de la condamnation d'un militaire mis en jugement, il fera rayer ce militaire du contrôle, et lorsqu'après avoir subi sa peine il retournera au corps, il ne pourra être considéré que comme un homme qui arrive la première fois. Instruction du 12 fructidor an 13. Les militaires qui se sont évadés, doivent pareillement être rayés des contrôles et il ne doit être fait aucun rappel pour eux.

⁽¹⁾ Il est à remarquer qu'ensuite d'une circulaire du 24 février 1806, il ne doit être fait aucune distribution de pain ni alloué aucune indemnité de gîte, pour les militaires détenus conduits par la gendarmerie, le jour de leur arrivée dans une prison; à moins que cette prison ne soit la première où ils seraient traduits: que ces mêmes fournitures doivent être allouées aux militaires conduits par la gendarmerie, le jour de leur sortie de prison; voy, les numéros 423 et 423 bis vol. Ill.

⁽³⁾ Cette expédition sera remise au concierge, et non au payeur, avant le dix du seconde mois qui suivra celui auquel appartiendra la dépense. Le concierge devra la faire présenter dans le plus court délai possible, au payeur qui en acquittera le montant à présentation; voy. l'instruction du 4 déc. et l'art. 9 du décr. du 16 mai 1810 num. 423 vol III et 544.

chef dudit détachement, d'en tenir l'administration, et d'en recevoir la solde et les divers traitemens accessoires, autres que la masse générale, à compter du jour de son départ, époque, à partir de laquelle les individus composant le détachement ne seront compris que pour mémoire dans les revues du corps.

Les livrets de solde délivrés aux détachemens par les conseils d'administration des corps scront signés en tête, par les chefs desdits détachemens cotés et paraphés par le sous-inspe-

cteur aux revues ayant la police du cops.

Les livrets de solde seront renouvellés tous les ans, et ceux qui auront servi pendant l'année expirée, seront remis aux sous-inspecteurs pour être adressés au ministre de la guerre, après toutefois que les divers décomptes des revues générales de l'année auront été consommés (1).

Les livrets des détachemens s'administrant eux-mêmes, seront renouvelés sans le concours des conseils d'administration des

corps (2).

208. Les payeurs ou leurs préposés inscriront soigneusement sur les livrets de solde des corps ou détachemens, et sur ceux des officiers sans troupe et employés militaires, tous les divers paiemens qu'ils pourront leur faire, même en vertu d'ordonnances spéciales du ministre (3), ainsi que les résultats des décomptes définitifs qu'ils auront consommés avec eux; et ils seront personnellement responsables de tous les doubles emplois auxquels pourrait donner lieu l'omission de ces inscriptions (4).

Lorsqu'un corps oa détachement s'administrant lui-même, devra

(3) L'exécution de ces dispositions est formellement recommandée par l'instruction du payeur général des dépenses de la guerre du 22 juin 1810 art. 39.

Il serait à désirer que les mesures prescrites par l'art. 208 fussent de rigueur pour tous les paiemens que l'on fait aux corps et que l'on fit aussi mention sur le livret des pièces qui sont données pour comptant.

⁽¹⁾ Les livrets des corps ne doivent plus être remis au sous-inspecteur; voy. l'art. 41 du num. 560.

⁽²⁾ Lorsque les livrets ont été perdus, cet évenement doit être constaté en tête du nouveau livret par un procès-verbal signé des membres du conseil d'administration; et dans lequel ils doivent relater d'après leur registre de caisse, les différens paiemens qui auront éte faits depuis le commencement de l'année.

Si c'est un officier sans troupe qui ait perdu son livret, il lui sussit pour être payé d'en produire un nouveau s'il n'a pas changé de résidence et s'il ne réclame que le mois échu. Dans le cas contraire il doit rapporter avec le nouveau livret un certificat de l'inspecteur aux revues du lieu qu'il a quitté, énonçant le dernier paiement qui lui a été sait Instr. de la trésorerie du 1. er flor. an 6.

⁽⁴⁾ On n'inscrit point sur les livrets, les sommes acquittées par les receveurs généraux pour le traitement de la légion d'honneur, celles que les payeurs acquittent pour le compte de la marine etc. etc.; ce qui forme une lacone dans les élémens de la vérification des comptes.

Le commissaire des guerres, en cas d'absence, sera suppléé

par le sous-préset ou le maire (1).

188. Aussitôt la réception de l'état de mouvement que prescrit le précédent article, le commissaire-ordonnateur établira, au pied dudit état, le décompte provisoire de la dépense des journées y portées, d'après la fixation déterminée pour chaque journée par le directeur-ministre; et il expédiera au profit de l'hospice un mandat de paiement pour une somme dont la proportion sera réglée par les instructions du directeur-ministre (2), laquelle sera imputable sur le crédit ouvert à l'ordonnateur d'apprès l'article 186, et sera considérée comme à-bon-compte sur la dépense des journées de traitement du trimestre.

189. Dans les dix premiers jours de chaque mois, les commissaires-ordonnateurs adresseront au directeur-ministre (bureau des hôpitaux), le relevé général conforme au modèle n. 31, des états de mouvemens journaliers des hôpitaux de leur arrondissement respectif, qui leur auront été fournis en exécution de l'art, 187, et qui auront dû servir de base à leurs ordonnances d'à-compte. Ce relevé présentera, par hôpital, le nombre total des journées, le montant du décompte provisoire, et la somme

ordonnancée.

190. A l'expiration de chaque trimestre, les administrateurs de chaque hôpital civil ou militaire dresseront, dans la forme du modèle n. 35, l'état des militaires qui auront été traités audit hôpital, pendant le trimestre (3). Cet état présentera la désignation des corps, bataillons ou escadrons et compagnies, les noms, prénoms, grades des militaires, l'époque de leur entrée à l'hô-

L'ordonnateur doit joindre à son envoi une expédition du mouvement mensuel de chaque établissement; cet état lui sera parconséquent

remis en double expédition.

pense, à moins de stipulations particulières por ées par ces marchés.

Pour les hôpitaux régis par économie les mandats devront être des cinq sixièmes de la dépense pendant les trois premiers trimestres et des ouze douxièmes pendant le quatrième. Instruct- du 12 fruct. an 13

S. 15 A; voy. la note de l'art. 186.

⁽¹⁾ Le ministre-directeur en rappellant ces dispositions et celles des art. 188 et 189, a prescrit pour la rédaction de cet état mensuel, ainsi que pour le relevé général dont l'envoi est ordonné par l'art. 189, deux nouveaux modèles annexés à la circulaire du 11 mars 1810.

Les administrateurs des hospices civils, devront envoyer des états négatifs lorsqu'ils n'auront point reçu de mulades. Ces états seront adressés avec soin par les commissaires des guerres aux ordonnateurs, dont les relevés doivent toujours présenter la nomenclature de tous les établissemens hospitaliers de la division. Instruç. du 12 fruct. an 13 A. (2) Le montant du mandat ne pourra excéder les cinq sixèmes de la dé-

⁽³⁾ Cet état sera dressé par l'économe et certifié par l'inspecteur, il sera arrêté pour le nombre de journées, de sorties et de sépultures seulement, par le commissaire des guerres ayant la police de l'hôpital; art. 14 de l'instruct. du 26 nov. 1806 faisant suite au décr. imper. du 10 avril piême année.

pital, celle de la sortie ou de la mort des individus qui ne s'y trouveraient plus au dernier jour du trimestre, le nombre des journées de traitement de chaque militaire, applicables au même trimestre, et le décompte de la dépense à allouer à l'hôpital, pour raison desdites journées, d'après la fixation déterminée par le ministre directeur. Les militaires appartenant au même corps y seront juscrits à la suite immédiate les uns des autres par rang de grade, et les corps par ordre de numéro pour chaque arme. Ledit état certifié par les administrateurs de l'hôpital, sera soumis, avec les billets d'entrée et de sortie, et les extraits mortuaires à l'appui, au commissaire des guerres, qui le vérifiera, l'arrêtera et en fera l'envoi au commissaire-ordonnateur, dans les dix premiers jours du mois qui suivra le le trimestre (1).

191. Les commissaires-ordonnateurs, après avoir vérilié sur pièces les états de journées qu'ils auront reçus en conséquence de l'article précédent, et s'être assurés de leur exactitude, établiront, au pied de chaque état, le décompte des paiemens ordonnancés par forme d'à-bon-compte; et après avoir arrêté ce compte, ils adresseront lesdits états au directeur-ministre (bureau des hôpitaux), en y joignant, chacun pour ce qui le concerne, un relevé général qui en sera la récapitulation, soivant

le modèle n. 36 (1).

Les billets d'entrée et de sortie, ainsi que les extraits, seront annulés, et resteront déposés dans les archives des commissaires-ordonnateurs jusqu'à la liquidation définitive, après laquelle ils seront brûlés.

des détachemens s'administration des corps et les commandans des détachemens s'administrant eux-mêmes, feront dresser, certificront véritable, et remettront aux sous-inspecteurs, à l'époque des
revues générales, un état pour chaque corps ou détachement,
de tous les militaires qui auront été traités aux hôpitaux pendant le trimestre des revues. Cet état, conforme au modèle n. 37,
indiquera les noms, prénoms, grades, bataillons ou escadrons
et compagnies desdits militaires, la désignation des hôpitaux
dans lesquels lls auront été traités, l'époque de l'entrée à l'hôpital de chaque individu, et celle de sa sortie, si elle a eu
lieu. Tous les hommes qui auront été traités au même hôpital,

⁽¹⁾ Le délai pour l'envoi de cet état est porté à 40 jours, dont les 30 premiers sont accordés aux économes, entrepreueurs et administrateurs pour l'établir et le transmettre au commissaire des guerres: il doit ensuite être adressé par l'ordonnateur au ministre le 11 du second mois qui suit le trimestre pour lequel il est établi. Circul, du 14 mai 1812 A. Lorsque les ordonnateurs n'auront pas reçu tous les états des hôpitaux civils et militaires compris dans leur division, ils auront soin de désigner les établissemens en retard, ainsi que ceux qui n'auraient pas reçu de malades. Instruct. du 12 fructid. en 13 A.

y seront portés par rang de grade, immédiatement à la suite les uns des autres. Dans les quinze premiers jours du mois qui suivra le trimestre, le sous-inspecteur, après l'avoir vérisié sur ses contrôles, adressera cet état à l'inspecteur de la division, le juel devra le transmettre au directeur-ministre (bureau

hôpitaux), à l'époque du 20 du même mois.

Dans le cas où les économes des hôpitaux, pour les états qu'ils doivent former d'après l'art. 15, auraient annoncé à un corps, comme lui appartenant, des individus qui lui seraient étrangers, le conseil d'administration de ce corps aura soin d'indiquer, dans un chapitre particulier, à la suite de l'état que prescrit le présent article, les noms, prénoms et grades desdits individus, ainsi que la désignation des hôpitaux sur les états des-

quels ils auront été compris.

193. Le directeur-ministre sera vérisser dans ses bureaux les états de journées de traitement qu'il aura reçus d'après l'art. 191, tant sur les relevés d'états de mouvemens prescrits par l'art. 189, que sur les états nominatifs qui doivent lui être envoyés en exécution de l'art. 192; et après s'être assuré de leur exactitude, il en arrêtera définitivement la dépense, réglera le solde, et en ordonnancera le paiement en saveur des hôpitaux qui en seront reconnus créanciers.

194. Le directeur-ministre fera senir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre pour la dépense des journées de traitement des militaires dans les hôpitaux civils et militaires: ce compte sera la récapitulation des états de journées mentionnées au précédent article.

SECTION.

Dépense des quinze centimes par homme et par jour affectés à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des tribunaux militaires (1).

195. Les commissaires des guerres dans l'arrondissement dequels sont placés les prisons des conseils de guerre, tiendront

(1) Les militaires condamnés aux fers, ou à toute autre peine emportant dégradation, cessent d'être à la charge de la guerre et passent du jour de leur condamnation dans les attributions du ministre de l'intérieur. Instruction du 12 fruct. an 13 § 16 A.

La dépense à laquelle donnent lieu les militaires mis en jugement èt détenus dans les prisons des conseils de guerre se compose de deux centimes et domi pour gite et geolage, des 15 cent. dont il est question dans cette section et d'une botte de paille de six kilog, par homme arrivant à la prison, pour première fourniture et d'une botte de même poids, par dix journées de détention pour renouvellement de couchage. Pour la régularisation de ces différentes fournitures, ainsi que de celles qui sont faites aux militaires conduits de prisons en prisons sous l'escorte de la gendarmerie, il faut consulter l'instruction du 4 décembre 1806 num. 423, vol. III.

les contrôles de mouvement des militaires traduits à ces tribunaux et détenus dans les dites prisons, dans la forme du modèle num. 38.

Pour faciliter aux commissaires des guerres la tenue exacte de ces contrôles, les commandans d'armes et les officiers rapporteurs des conseils de guerre leur donneront connaissance officielle de tous les mouvemens qui devront s'opérer dans lesdites prisons. Les concierges de ces prisons devront en outre leur remettre, tous les cinq jours, l'état desdits mouvemens. Les commissaires des guerres, pour s'assurer de la véracité des états qui leur seront fournis par les concierges, pourront, lorsqu'ils le jugeront convenable, compulser les registres d'écrou et faire l'inspection des détenus.

196. La dépense des quinze centimes par jour et par homme affectée à la subsistance des militaires détenus dans les prisons des conseils de guerre, sera à la charge de la masse du casernement. Le ministre-directeur ouvrira, chaque trimestre, aux commissaires-ordonnateurs, les crédits présumés nécessaires pour y pourvoir.

197. Dans les dix premiers jours de chaque (1) trimestre, le concierge de chaque prison formera, suivant le modèle num. 40, un état de tous les militaires qui auront été détenus dans ladite prison, pour être traduits au conseil de guerre, pendant le trimestre précédent. Cet état présentera les noms, prénoms et grades desdits militaires, la désignation de leurs corps, bataillons ou escadrons et compagnies (2) les dates d'entrée ou de sortie de ceux qui seraient entrés ou sortis dans le cours du trimestre, le nombre des journées de prison, et le décompte des sommes à payer pour la dépense des quinze centimes par homme et par jour affectés à la subsistance desdits militaires: cet état, certifié en double expédition, tant par le concierge que par l'officier rapporteur du conseil de guerre (3) sera soumis à l'examen du commissaire des guerres (4) qui, après l'avoir comparé avec les contrôles tenus en exécution de l'art. 195, en avoir vérifié les calculs et s'être assuré de son exactitude, y portera son arrêté, dans lequel il rappellera le

⁽¹⁾ De chaque mois. Instruct. num. 423. vol. III.

⁽²⁾ Il devra comprendre iudifféremment les militaires appartenant à des corps, ceux n'appartenant à aucun corps, et les marins. Instruct. du 4 décembre 1806 num. 423.

⁽³⁾ Dans le même délai que ci-dessus.

⁽⁴⁾ Du dix au quinze pour tout délai. Même instr.

passer d'une division dans une autre, le conseil d'administration ou chef de détachement, avant son départ, donnera communica: tion de son livret de solde au paseur, afin que ce dernier y prenne les notes dont il aura besoin pour les imputations à faire dans les décomptes définitifs de la revue générale, qui sera dressée à l'occasion du départ du corps ou détachement, en exécution de l'article 42.

Après le retour au corps ou détachement de l'officier reste en arrière, suivant l'article 97, pour le réglement desdits décomptes, les résultats de ces décomptes seront inscrits sur le liwret de solde par le payeur dans l'arrondissement duquel le corps ou détachement se sera rendu; à l'effet de quoi le conseil d'administration ou le chef du détachement devra lui représenter les extraits de revue, au pied desquels lesdits décomptes auront été constatés.

200. Les fonctions attribuées aux conseils d'administration par le présent réglement, seront, pour les détachemens placés sur d'autres divisions que leurs corps, remplies par les chefs de ces

détachemens.

210. Lorsqu'un corps de troupe sera divisé de manière qu'une portion se trouvera dans l'intérieur, tandisque l'autre portion sera embarquée, ou employée à une expédition lontaine, la portion du corps restée dans l'intérieur sera considérée, sous les rapports de la comptabilité et de l'administration, comme si elle formait le corps en entier.

Il en sera de même de chacun des détachemens embarqués ou éloignés; mais à la réunion des diverses parties du corps, toutes

les parties de sa comptabilité seront également réunies.

211. Dans le cas où le gouvernement ordonnera la levée ou la création d'un nouveau corps de troupe, l'organisation en sera faite par un officier général, d'après les instructions particulières du ministre de la guerre, et par un sous-inspecteur aux reyues, pour ce qui concerne les détails de l'administration et de la comptabilité. Le procès-verbal qui devra la constater, sera rédigé par le sous-inspecteur, et signé en cinq expéditions quadruples, Lant par lui que par l'officier général et le conseil d'administration. Ce procès-verbal présentera le tableau de l'effectif du corps, et indiquera l'époque à laquelle chaque individu dont il sera composé, devra entrer en solde. Une expédition en sera envoyée, par l'intermédiaire du comité central des revues, à chacun des ministres de la guerre, et de l'administration de la guerre.

Une autre expédition sera déposée aux archives du corps, et la

dernière restera au sous-inspecteur (1).

212. Dans le cas du licenciement ou de l'incorporation d'un

⁽¹⁾ Ce procès-verbal doit être en outre transcrit littéralement en tèle du registre de délibérations.

tral, feront au moins une tournée par an dans leurs divisions respectives, pour inspecter les opérations des sous-inspecteurs, vérifier et arrêter la comptabilité des corps dans toutes ses parties. Ils rendront compte du résultat de ces tournées au comité central, qui en informera les deux ministres, chacun pour ce qui le concerne.

tournées que le bien du service exigera, et que le ministre ordonnera pour la surveillance du travail des revues et de la comptabilité des corps; mais cette comptabilité ne sera définitivement arrêtée qu'après qu'elle aura été close par les généraux-inspecteurs, sur le compte qui leur sera rendu de toutes les parties d'administration, de tous les genres de consommations et de dépenses, et qu'ils en auront approuvé les résultats en présence des sous-inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres qu'ils appelleront à cet effet.

1220. Dans les dix derniers jours du second mois de chaque trimestre, les payeurs divisionnaires, chacun pour ce qui le con-

cernera, adresseront au payeur général:

1.º L'état des décomptes en deniers (2) relatifs au trimestre

précédent qui auront été consommés;

2.º L'état des décomptes relatifs au même trimestre qui n'auront pas été consommés, et des sommes qui resteront dues pour le solde.

Ces étate seront distincts pour chaque nature de dépense, et le second indiquera les motifs de la non-consommation des dé-

comptes.

- 221. Le payeur général formera des relevés généraux desdits états, en observant les mêmes distinctions; et, par l'intermédiaire du ministre du trésor public, il adressera ces relevés au ministre de la guerre et au directeur ministre, chacun pour ce qui le concerne, dans le cours du troisième mois qui suivra le trimestre des revues.
- guerre expédieront au payeur général, à l'expiration de la guerre expédieront au payeur général, à l'expiration de chaque trimestre précédent, et ce, par l'intermédiaire du ministre du trésor public, les ordonnances définitives des dépenses de la solde et des autres dépenses payables à l'avance comme la solde, justifiées par les revues dont les décomptes définitifs seront réglés (3).

223. A la fin du premier trimestre, chaque année, le ministre et le directeur ministre, chacun pour son département,

⁽¹⁾ Voy. la note placée à l'art. 5.

⁽²⁾ Voy, les notes placées aux art. 93 et 94, et l'art. 11 du num. 544.
(3) Voy. les articles 11, 12 et 13 du décret imp. 16 mai 1810 num. 544.

présenteront au gouvernement le compte général des dépenses ustifices par les revues de l'année précédente.

- 224, Los arrêtés des 26 ventôse an huit et 13 brumaire an dix

sont rapportés.

Les dispositions de ceux des 9 pluviose et 8 floréal an 8 continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire au présent réglement, lequel sera inséré au bulletin des lois.

N.º 538.

Circulaire du ministre de la guerre sur la tenue des contrôles des corps.

Du 20 vendémiaire an 14.

Lie décret impérial du 25 germinal an 13 (1) ayant déterminé, Messieurs, d'une manière positive, les attributions du major et celles du quartier-maître, quant à la tenue des contrôles dans tous les corps, je vous préviens que les dispositions de ma circulaire du prenzier ventôse précédent, ainsi que les articles de mon instruction du 24 brumaire an 12 qui pourraient contrarier l'exécution du décret impérial en ce qui regarde cet objet, sont entièrement annulés.

Le major devra donc, conformément à l'article 8, section 2, tenir en totalité le contrôle général dont le modèle se trouve joint à ce décret, sous le numéro premier. Ce contrôle de revue, ainsi que le prescrit l'art. 7, présentera l'ensemble des contrôles annuels particuliers, tenus, pour l'état-major du corps, par le quartier-maître, et, dans chaque compagnie, par le capitaine: Tous ces contrôles seront renouvelés à la fin de chaque année, et j'enverrai à cet effet des imprimés aux inspecteurs aux revues

chargés d'en faire la distribution.

Le quartier-maître, conformément aux articles 20 et 21 de la même section (2) sera chargé de la tenue des registres de signalemens, dont le modèle coté F se trouve à la suite de l'arrêté du 8 floréal an 8; et le conseil d'administration devra m'adresser chaque mois les états de recrues et de mutations destinés à maintenir au pair avec les registres du corps, les doubles registres tenus dans mes bureaux. Ces registres de signalemens ne doivent pas être renouvelés chaque année, et seront suivis aussi long-tems que la quantité d'hommes passés dans le corps

⁽¹⁾ Num. 537 page 173.

⁽²⁾ Et conformément à l'art. 16 tit. 2 du num. 535 page 134.

permettra de le faire sans rendre trop considérable le nombre

des volumes supp, mentaires.

En attribuant aux quartiers-maîtres la confection de ces registres, le décret du 25 germinal leur rend également applicable l'observation qui se trouve sol. 10 de mon instruction, et qui, d'après l'art. 89 du code civil, chargeait de la tenue des registres de l'état civil, hors du territoire français, l'officier à qui serait consiée celle des registres matricules ou de signalemens.

Les quartiers-maîtres, dans tous les corps, devront, en conséquence, rentrer dans les fonctions qu'ils remplissaient avant la circulaire du premier ventôse, quant à la tenue des registres-matricules, et à celle des registres de l'état-civil, aux extraits à faire de chacun d'eux, et à l'euvoi des états de mutations et de signalemens; le tout sous la surveillance du conseil d'administration.

Le major seta exclusivement chargé des fonctions que lui at-

tribuent les différens articles du décret impérial.

Je saisis cette circonstance pour vous rappeler combien il importe que cette partie des attributions du quartier-maître ne souffre que le moins possible des événemens de la guerre, et combien vous devez apporter de surveillance pour que les actes de l'état-civil qu'il peut être chargé de rédiger, n'éprouvent jamais de plus longs délais que ceux autorisés par la loi; enfin, combien la conservation de vos registres et contrôles est importante. Ne perdez pas de vue que chaque mois il devra parvenir dans mes bureaux un état exact des recrues et un autre état présentant les mutations arrivées aux sous-officiers et soldats, telles qu'avancement, blessures, actions d'éclat, désertion, prise par l'ennemi, et morts dans les hôpitaux ou sur le champ de bataille.

Le sénat conservateur ayant décrété qu'à compter du 11 nivôse prochain (premier janvier 1806) le calendrier Grégorien serait mis en usage, je vous recommande de veiller à ce qu'à dater de cette époque les inscriptions faites aux registres de signale mens et de l'état-civil, le soient conformément à cette dis-

position.

Je compte sur votre empressement à remplir les dispositions de cette lettre, dont vous m'accuserez la réception sans retard.

N.º 539.

Circulaire concernant le rappel des sommes dues sur un exercice expiré.

Du 13 janvier 1808.

Daprès les dispositions d'une décision transmise, Messieurs, par une circulaire du comité de MM. les inspecteurs en chef aux revues, en date du 21 juillet 1806, concernant les revues des cent jours de l'an 14 et de l'exercice 1806, ainsi que d'après une décision que je vous ai communiquée circulairement le 9 avril 1807, relativement aux journées de rappel des 1. re et 2.º portions de l'ancienne masse générale, dès qu'un exercice était expiré, il ne pouvait être fait sur cet exercice aucun rapel, qu'au moyen de revues spéciales supplémentaires.

Cette opération multipliait les revues à l'infini, et pouvait donner lieu à des doubles emplois. LL. EE. les ministres de la guerre, de l'administration de la guerre et du trésor public, ont reconnu ces inconvéniens; et, en conséquence, le ministre

de la guerre a pris la décision suivante:

Les rappels ordinaires et journaliers d'une année expirée s'effectueront sur les revues de l'exercice courant, tant qu'il n'aura pas été notifié officiellement, que les paiemens à faire pour l'exercice expiré sur la solde et les accessoires payables comme la solde, n'auront plus lieu que sur ordonnances spéciales.

Néanmoins il sera formé, à la fin de chaque exercice, par la direction générale des revues, un tableau des paiemens effectués, per rappel, pour l'exercice précédent, afin que, dans les comptes à reudre à S. M., le produit puisse en être ajouté aux dé-

penses de l'exercice que ces paiemens concernent.

Il en sera de même des sommes rentrées par la voie des retenues ou autrement, au profit d'un exercice expiré pendant le cours de l'exercice suivant. (cette partie concerne spécialement le trésor public).

Il résulte de ces dispositions, messieurs, qu'à dater du jour de la réception de la présente, il ne sera plus fait de revues supplémentaires pour les rappels d'un exercice sur l'autre. On

devra se conformer, en conséquence, à ce qui suit:

1,° Chaque fois qu'il y aura lieu à un rappel pour un exercice expiré, il en sera fait mention sur les feuilles d'appel et sur les revues du trimestre courant;

2.º Indépendamment de cette mention, les conseils d'administration fourniront aux sous-inspecteurs un état nominatif présentant, par bataillon et compagnie et par nature de dépense, le montant des sommes à rapeller et des fournitures à allouer (1);

3.º Cet état sera envoyé à la direction avec les seuilles d'appel qui doivent accompagner les revues générales de comptabilité.

Je vous invite, messieurs, à vous conformer désormais à cés

dispositions, et à tenir la main à leur exécution.

Il est inutile, sans doute de vous faire remarquer que les paiemens sur l'an 13 et années antérieures, ne pouvant être faits que sur ordonnances spéciales, les rappels qu'on réclamerait sur ces exercices, devront être faits sur revues particulières et distinctes pour chaque année; en se conformant aux formalités prescrites pour la liquidation de la solde arriérée de chacun d'eux, et qu'on devra suivre successivement la même marche pour les exercices suivans, à mesure qu'il sera décidé que les paiemens les concernant ne peuvent plus s'effectuer à bureau ouvert (2).

N. 540.

Circulaire sur la marche à suivre pour la rédaction des feuilles d'appel et des revues, et sur les rectifications qu'elles peuvent occasionner.

Du 9 septembre 1808.

Feuilles d'appel.

ART. 1.er L'LLES doivent présenter en tête, lorsqu'il y a lieu, les diverses annotations prescrites par la note qui se trouve sur le modèle.

2. Les hommes doivent y être inscrits dans le même ordre que sur le contrôle annuel.

(1) Toutes les fois que l'on accorde, sur un exercice expiré, la masse d'habillement à un corps qui n'aurait joui que de la masse d'entretien; il seru fait à ce corps sur l'exercice expiré, une revue spéciale portant rappel de la dissérence du prix de l'une à l'autre masse.

⁽²⁾ Ensuite du décret imp. du 28 janvier 1812, le paiement des sommes restant à acquitter sur les exercices 1808 et 1809, et sur les 6 premiers mois de 1810, ne pourre plus avoir lieu que sur ordonnances spéciales. L'article 3 de ce décret porte en outre, que le paiement des dépenses arriérées ne doit s'appliquer qu'aux hommes présens ou absens pour cause légitime; et que la portion revenant, aux hommes morts ou désertés, doit être reversée au trésor impérial et déduite des revues qui serviront de base à l'expédition des ordonnances.

Quelques corps sont dans l'usage de faire à la fin un article de non compris pour tous les grades: cette marche est vicieuse, elle est contraire au réglement du 25 germinal an 13, qui prescrit par le modèle de la feuille d'appel qui y est annexé, de porter les non-compris, à l'art. de chaque grade.

3. Les mutations doivent être inscrîtes très-lisiblement, et indiquer clairement les mutations et le passage d'une compaguie

ou d'un corps à un autre.

Lorsque ces passages se font d'une compagnie à une autre, il faut qu'indépendamment du numéro que l'homme doit prendre, suivant son grade, dans la nouvelle compagnie où il passe, la feuille d'appel indique, dans la colonne des mutations, les numéros du bataillon et de la compagnie d'où il est sorti, et la numéro qu'il avait dans cette dernière compagnie. Cette annotation est indispensable pour faciliter les vérifications à faire tant par MM. les sous-inspecteurs que par les bureaux de la direction, et pour prévenir les doubles emplois: les commandans des compagnies ont tous les moyens pour se conformer à cette disposition.

Lorsque les passages concernent les officiers, la feuille d'appel doit aussi faire connaître les bataillons ou les compagnies.

d'où ils sont sortis.

Les mêmes indications doivent être données pour des officiers,

sous officiers et soldats passant d'un corps à un autre.

4. Lorsque les hommes entrés aux hôpitaux dans le cours d'un trimestre ne sont pas rentrés dans le trimestre suivant, on se contente de mettre à leur article cette apostille, à l'hôpital ancien. Cette annotation est insuffisante; il faut rappeler la date de leur entrée à l'hôpital, asin que la direction puisse juger s'ils ne sont pas dans le cas d'être rayés, et qu'elle ait la facilité de vérisier la seuille d'un trimestre, en la comparant seulement avec celle du trimestre précédent.

5. Lorsqu'il s'agit d'un déserteur rentré, on ne doit pas se borner à mettre déserteur rentré; il saut rappeler la date de sa désertion; et, s'il ne rentre pas dans la même compagnie, on doit donner en outre les renseignemens prescrits ci-dessus.

pour les hommes passant d'une compagnie à une autre.

6. Toutes ces observations sont applicables aux feuilles de contrôles des chevaux, sauf les modifications résultant de leur

espèce.

L'art. 43 du réglement du 25 germinal an 13 (1) porte que les officiers présens qui sont promus à de nouveaux grades, ne doivent être payés de la solde de ces nouveaux grades qu'à dater du jour de leur réception.

Une circulaire du ministre de la guerre, du 15 floréal mê-

⁽¹⁾ Page 188.

me année (1) désend aux chess des corps de saire recevoir dans leur nouveau grade les officiers promus à l'ancienneté ou à l'élection, avant d'avoir reçu leurs lettres de service: en conséquence, ces officiers ne peuvent pas être payés de la solde de leur nouveau grade pour un tens antérieur à l'arrivée de leurs lettres de service aux corps.

7. Le même art. 43 veut que les officiers passant d'un corps à un autre par l'esset d'une promotion, ainsi que ceux nommés étant absens, soient rappelés, après leur arrivée de la solde de de leur nouveau grade, à dater du jour où ils se sont mis en route; et par ma circulaire du 6 août 1807, num. 53, j'ai mandé que ceux de ces officiers qui ne seraient pas arrivés dans les délais prescrits par leurs seuilles de route, ne pouvaient être payés que du lendemain de leur arrivée.

Pour me mettre à même de juger si ces diverses dispositions ont été suivies, il faut que les feuilles d'appel indiquent, savoir:

Pour les officiers promus étant présens, les dates des décrets qui les nomment, les dates des lettres du ministre anuonçant ces nominations, et les époques d'arrivée de ces lettres aux corps;

Et pour les officiers promus étant absens, ou venant d'un autre corps par l'effet d'une promotion, les dates des décrets de nominations, celles des lettres du ministre annonçant ces nominations, les époques du départ de ces officiers, et celles de leur arrivée à leur destination.

Lorsqu'ils auront dépassé le temps fixé par leurs feuilles de route les feuilles d'appel devront en faire mention, et ne pas leur allouer la solde pour le tems de leur route.

Les mêmes annotations seront faites pour les officiers passant

de la résorme ou de la retraite à l'activité de service.

A l'égard des officiers venant d'un autre corps, par l'effet d'une simple mutation, les feuilles d'appel indiqueront les dates de leurs lettres, les époques de leur départ des corps qu'ils quitteront, et celles de leur arrivée à leur nouvelle destination, et feront en outre connaître s'ils sont arrivés dans les délais fixés par la feuille de route. Dans le cas contraire, ils doivent être privés de leur solde pour le tems en route.

8. Une circulaire du ministre de la guerre, du 10 décembre 1807, a déterminé comment devait se faire le classement des capitaines et lieutenans, en cas de vacance d'une classe supérieure.

L'art. 2 de la décision prise à cet égard par S. Exc. porte que, dans cette circonstance, le passage à une classe supérieure ne pourra se faire qu'après la nomination et l'arrivée de l'officier remplaçant celui qui a donné lieu à la vacance, soit que le

⁽²⁾ Page 122 dn vol I.

remplaçant appartienne au même régiment, ou qu'il y vienne d'un autre corps. Il faut, en conséquence, que lorsqu'un capitaine ou lieutenant passe à une classe supérieure, la feuille d'appel fasse connaître l'officier qui a donné lieu à la vacance, et si son remplaçant dans le grade est nommé et arrivé.

9. Lorsqu'un sous-ossicier passe officier, il ne doit être remplacé dans sou grade de sous-officier qu'après sa réception dans son nouveau grade, ou son départ pour sa nouvelle destination,

lorsqu'il ne reste pas dans le même corps.

La seuille d'appel doit donc, dans ce cas, saire connaître, à l'article du sous-officier promu, la date de la réception légale de cet officier, ou celle de son départ pour se rendre à son pouveau corps.

10. Avant de remettre à MM. les sous-inspecteurs les feuilles d'appel et de contrôle, les conseils d'administration des corps et les commandans des détachemens doivent être assurés de leur exactitude.

ces feuilles sur leurs contrôles annuels, et ne pas perdre de vue que c'est de l'exactitude de ces seuilles que dépend celle de leurs revues.

· Feuilles de vérification.

- 12. Avant de répondre aux feuilles de vérification, MM. les sous-inspecteurs doivent les communiquer aux conseils d'administration des corps et aux commandans des détachemens. Ces conseils et ces commandans doivent comparer ces feuilles avec leurs contrôles annuels et les expéditions de revues générales qui leur ont été remises, voir si les erreurs relevées sont réelles, ou si elles ne proviennent pas de ce que les mutations ont été mal énoncées, et soumettre ensuite les réclamations à MM. les sous-inspecteurs aux revues, en leur signalant les erreurs commises à leur préjudice, et qui n'avaient pas été aperçues par la vérification.
- 13. MM. les sous-inspecteurs doivent examiner et discuter ces réclamations, et mettre ensuite leurs réponses sur les seuilles de vérification.
- 14. Les conseils d'administration ayant par ce moyen toutes les facilités pour relever les erreurs commises à leur préjudice, MM. les sous-inspecteurs les préviendront qu'après avoir pris communication des feuilles de vérification, et y avoir répondu, ils ne seront plus admis à saire aucune réclamation.

Feuilles de rectification ou de retenues

(Nota.) L'article r5 et les suivans, annoucent l'envoi d'un nouveau medèle de seuille de rectification, et prescrivent de porter exactement sur les revues générales de comptabilité et sur les extraits correspondans, les numéros et les dates des teuilles de rectification; et les dates et numéros des bordereaux de débit et de crédit adressés en vertu des articles 134 et 135 du num. 537 page 219. - Pour les bordereaux de crédit ou doit en outre relater le numéro et la date du bordereau de retenue, ainsi que la revue sur laquelle cette retenue avait été faite.

Les retenues faites par les ordres du ministre, ne doivent pas être contondues avec celles qui résultent de la vérification des revues; on doit toujours indiquer le numéro et la date de l'ordre ou de la feuille de retenue, et joindre ces pièces, aux revues qui sont transmises au ministre.

N.º 541.

Instruction sur le mode à suivre par les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, pour vérifier et arrêter la comptabilité des corps de troupes de toutes armes.

Du 24 septembre 1808.

Le ministre d'état chargé de la direction générale des revues et de la conscription militaire, pénétré de la nécessité de rendre uniforme et facile l'exécution des art. 217 et 218 du réglement du 25 germinal an 13, relatifs à la surveillance et à la vérification des comptabilités des corps de troupe de toutes armes, a arrêté l'instruction suivante:

TITRE 1.er

Opérations des sous-inspecteurs aux revues.

1.Te SECTION.

Effectif des hommes.

ART. 1.er Lors des revues de rigueur, que les sous-inspecteurs sont tenus de passer sur le terrain, de tous les corps de troupe, tant d'infanterie que de cavalerie, soumis à leur inspection, ainsi que des compagnies et détachemens s'administrant euxmêmes, ils ne peuvent se dispenser d'exiger que la troupe soit dans la plus grande tenue, que le soldat ait le sac sur le dos,

et que le cavalier ait son porte-manteau; ils ne peuvent également se dispenser d'exiger la stricte observation des autres dispositions des art. 25, 26, 27 et 28 du décret du 25 germinal an 13.

2. Les sous-inspecteurs examineront avec soin l'armement, l'habillement et l'équipement des hommes et le harnachement des chevaux (a), afin de fournir au directeur général les moyens de faire connaître à son excellence le ministre de la guerre, si sa circulaire du 28 messidor an 9, et à son excellence le ministre-directeur de l'administration de la guerre, si l'art 9 de de son instruction du 12 décembre 1806 (1) ont reçu leur pleine et entière exécution.

Ils ordonneront l'ouverture de plusieurs sacs ou porte-manteaux, pour vérisier, en présence de la troupe, la nature, les dimensions et la qualité des effets de petit équipement sournis aux soldats; ils entendront les plaintes qui pourraient leur être portées à cet égard, vérisieront si ces effets sont marqués de la lettre alphabétique de la compagnie et du numéro de l'homme, et prendront toutes le notes qu'ils jugeront devoir leur être utiles lors de la vérisication de la comptabilité en matières.

Ils se feront représenter sur le terrain quelques livrets, pour s'assurer de leur existence et de leur régularité, sans préjudice de l'examen détaillé qu'ils doivent en faire dans leurs bureaux.

3. Il sera fait, par les sous-inspecteurs, des visites aux hôpitaux et aux quartiers (b), pour constater l'existence des hommes désignés, sur les feuilles d'appel, comme malades à l'hôpital

⁽a) La circulaire du ministre de la guerre, du 28 messidor an gordonne aux sous inspecteurs, 1.º de passer chaque trimestre une revue exacte de l'armement des corps soumis à leur inspection, et surtout d'être attentifs à n'en signer les états de situation qu'après avoir acquis la certitude, que ces états sont en tout conformes à ce qu'ils out vu pendant leur inspection; 2.º de porter la même attention et la même sévérité, dans leurs inspections, à l'examen de toutes les parties de l'habillement et de l'équipement.

L'article 9 de l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 12 décembre 1806, prescrit aux sous-inspecteurs de constater provisoirement, lors de leurs revues de trimestre, les remplacemens annuels ordinaires de l'habitlement, sauf la régularisation par l'inspecteur général d'armes; lors de sa revue définitive.

⁽b) Art. 31 du régiement du 25 germ. an 13 page 182.

⁽¹⁾ Cet article porte que les remplacemens annuels ordinaires, seront provisoirement constatés par les sous-inspecteurs lors de leurs revues, et qu'il sera pourvu à la fourniture des effets d'habillement des hormes de nouvelle levée aussitôt après leur incorporation. - Les remplacemens d'effets d'habillement sout aujourd'hui fixés sur des bases particulières; le ministre pourvoit à l'habillement des hommes de nouvelle levée, et les fournitures d'effets de petit équipement leur sont faites sur les 40 francs alloués pour cet objet.

Cet article n'est pur conséquent plus en vigueur.

ou à la chambre: l'état de ces derniers devra leur être remis certifié par le chirurgien major et visé par le commandant (a).

Lorsqu'ils le croiront nécessaire, ils pourront exiger que, pendant ces visites, le corps qu'ils passent en revue reste sous les armes.

4. La revue sur le terrain ainsi terminée, les sous-inspecteurs compareront dans leurs bureaux l'effectif des hommes qu'ils auront trouvés présens sous les armes, et celui des hommes absens pour cause légitime (b), avec l'effectif de la revue précédente, et les augmentations ou diminutions survenues depuis la dernière revue.

Pour être assurés des gains et pertes et en acquérir une connaissance exacte et détaillée, ils se feront remettre et vérifieront les contrôles des capitaines et ceux du major, en les comparant, et avec ceux qu'ils sont eux-mêmes chargés de tenir (c), et avec les revues mensuelles d'effectif (d). Ils auront soin, enmême-tems, de s'assurer de la stricte exécution des dispositions de l'article 8 du régiement du 25 germinal an 13, sur la tenue des contrôles et l'envoi des états de mouvemens, dans le cas où le corps aurait des détachemens s'administrant eux-mêmes, soit dans l'intérieur de l'empire, soit embarqués ou placés au-delà des frontières; dispositions qui sont rappelées dans la circulaire imprimée du directeur général des revues, du 26 mars 1807 (1).

Ils vérifieront également si l'on a rayé des contrôles les individus qui devaient l'être d'après l'art. 15 du même réglement; si tous ceux portés comme rayés pour cause de trop longue absence, ont été signalés comme tels au directeur général et au premier inspecteur général de la géndarmerie, en exécution de la circulaire du 5 janvier 1807, et si tous ceux portés comme déserteurs on été dénoncés et jugés conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 (2).

Ils vérisieront, en outre, si les deux registres généraux de mouvement intérieur et de signalement (e) sont bien tenus et à jour.

5. Lorsqu'il existera entre toutes ces pièces une concordance parfaite, et que l'inscription des hommes de nouvelle levée (f)

⁽a) Id. 27, ibid.

⁽b) Les hommes absens pour cause légitime, sont uniquement ceux qui se trouvent détachés, embarqués, en mission, aux hôpitaux, en semestre, en congé, en jugement ou prisonniers de guerre.

⁽c) Art. 16 do réglement du 25 germ. on 13 page 179.

⁽e) Articles 14 et 16 du tit. 2 de l'arr. du 8 slor. 21 8 page 133.

⁽f) Circulaire imprimée du directeur général, du 29 oct. 1806; voy. la note de l'art. 7 da num. 537 page 176.

^{&#}x27; (1) Voy. la note de l'art. 8 du num. 537 page 176.

⁽²⁾ La circulaire du 5 janvier n'est plus suivie; voy. sur la radiation du contrôle, des hommes absens et des déserteurs le num. 268, page 531 vol. II.

et autres entrés pendant le trimestre, sera freconnue avoir été faite avec régularité, les sous-inspecteurs apposeront leur visa aux contrôles des capitaines et du major (a); dans le cas contraire, ils les feront rectifier en leur présence, et rendront compte des négligences ou des abus qu'ils auront remarqués.

SECTION 2.º Effectif des chevaux.

6. Lorsque les sous-inspecteurs passeront en revue un corps de cavalerie, ils vérifieront l'existence des chevaux, et feront ensuite les visites nécessaires (b) pour se convaincre que les chevaux restés malades à l'infirmerie sont les mêmes que ceux mentionnés dans l'état remis par le corps, et revêtu du certificat de l'artiste vétérinaire (c) et du visa du commandant.

Ils auront soin de s'assurer que tous les chevaux de troupe sont marqués (d) du numéro du régiment; et s'ils en trouvaient qui ne le fusseut pas, ils feront procéder à cette opération, sur le terrain, par l'artiste vétérinaire ou un maréchal-ferrant du

corps.

Ils refuseront de passer dans leurs revues tout cheval qui aurait eu les oreilles fendues (1) et rechercheront les causes de sa présence au régiment; il en sera rendu spécialement compte

dans le procès-verbal d'arrêté de la comptabilité.

7. Les contrôles (e) et le registre de signalemens des chevaux (f) seront vérifiés par les sous-inspecteurs, qui, pour obtenir la preuve de l'exactitude de ces contrôles, et pouvoir les revêtir de leur visa, les compareront à ceux dont la tenue leur est confiée. Ils opéreront, entre ces pièces et le résultat de la revue précédente, tous les rapprochemens qu'ils croiront propres à leur faire connaître avec précision, l'effectif des chevaux, soit d'officiers, soit de troupe.

(b) Art. 31 ibid. page 182.

⁽a) Art 16 du réglem. du 25 germ. an 13 page 179.

⁽c) Art. 27 ibid.
(d) Circul. imprimée du directeur-général du 2 mai 1808; voy. l'art. 12 du num. 492 page 331 du vol III.

⁽e) Art. 7 du réglement du 25 germ. an 13 page 175. (f) Art. 17 du tit 2 de l'arr. du 8 flor. an 8 page 135. (1) Voy. l'art. 29 du num. 492 page 335 du vol. III.

3. SECTION.

Comptabilité en deniers.

CHAPITRE 1.er

Solde courante et arriérée, supplémens de solde et traitement des membres de la légion d'honneur.

8. Les recettes faites pour la solde, les hautes payes (a), et les supplémens accordés aux commandans des corps (b), étant constatés par les extraits de revue de trimestre portant décompte de paiement (c), et pouvant être contrôlées par les livrets de solde (d), les registres de caisse (e), les états mensuels des officiers (f) et par les feuilles de quinzaine des sous-officiers et soldats (g), les sous-inspecteurs trouveront dans ces pièces les moyens de s'assarer de l'exactitude des résultats portés aux divers registres de comptabilité, et d'obtenir une connaissance précise du montant des sommes reçues.

9. Les états émargés par les officiers (h), les seuilles de prêt établies pour les sous-officiers et soldats, et signées des commandants de compagnies et des officiers de semaine (i), les seuilles de subsistance (k), enfin le journal du quartier-maître (l), seront produits aux sous-inspecteurs pour servir à la justification

des dépenses.

Toute pièce justificative qui sera soumise à leur examen, devra être revêtue du visa d'un membre du conseil d'administration.

Dans l'examen qu'ils feront de la comptabilité des fonds de la solde, les sous-inspecteurs donneront une attention particulière à la vérification des recettes et dépenses concernant les ensans de troupe : cette vérification aura lieu en conformité des arrêtés des 7 thermidor an 8 (1), 18 vendémiaire an 10, et 20 vendémiaire an 11.

10. Les recettes et dépenses effectuées pour solde arriérée (m), deivent fixer l'attention des sous-inspecteurs aux revues.

(a) Arr. du 3 therm. an 10 page 59 du vol. III.
(b) Arr. des 18 vendem. an 10 et 20 vendém. an 11, voy. le num. 416, même vol.

(c) Art. 92 du réglement du 25 germ. an 13 page 205.

(d) Art. 207, ibid. page 240.

(i) Art. 3, ibid.

(k) Art. 4, ibid. page 136.

(1) Voy. le num. 390 et 39 pages 873 et 879 vol. II.

⁽e) Art 2, tit. 2 de l'arr. du 8 stor. an 8 page 131. (f) Art. 82 du régl. du 25 germ. an 13 page 202.

⁽g) Art. 81, ibidem.
(h) Art. 2 du tit. 3 de l'arr. du 8 slor. an 8 page 135.

⁽¹⁾ Art. 10 tit. 2, ibid. page#133.
(m) La solde arriérée, est celle qui n'est payable que sur ordonnances spéciales du ministre de la guerre; voy. le num. 539 page 247.

Les livrets de solde et les registres des délibérations et de

caisse serviront à prouver les recettes.

Les dépenses seront justifiées par le journal du quartier-maître. Des états nominatifs par compagnie, remis par les corps aux sous-inspecteurs, constateront les paiemens faits aux hommes présens quant aux sommes payées aux hommes retirés du service, ou passés à d'autres corps, elles seront justifiées par des quittances de la partie prenante, visées par l'autorité locale, pour les hommes retirés; et pour ceux passés à d'autres corps, par les conseils d'administration de ces corps.

Les sous-inspecteurs prescriront aux conseils d'administration, à l'époqué du premier arrêté qu'ils feront de la comptabilité des corps, en exécution de la présente instruction, l'établissement d'un registre où devront être inscrites les recettes et dépenses de

la solde arriérée.

11. Les sous-inspecteurs se livreront également à l'examen des recettes et dépenses provenant du traitement des membres de la légion d'honneur; mais cette opération n'aura lieu que pour ordre (1)

CMAPITRE 2

Masses.

12. L'instruction du directeur-ministre, en date du 24 juillet 1806 (2), sur le nouveau mode de paiement des masses, ayant réglé que ces masses seraient acquittées sur ordonnances, les arrêtés de comptabilité ne pourront être retardés sous le prétexte de la non-réception des ordonnances définitives, sauf à ne débiter les corps que du montant de leurs recettes réelles, et à les créditer de la totalité de leurs dépenses. Les différences figureront dans les comptes comme excédans de dépense, imputables sur les recettes subséquentes.

Les sous-inspecteurs devront, en conséquence, prendre pour base de la vérification des recettes, faites pour le compte des masses acquittées sur ordonnances, les paiemens inscrits aux livrets des corps par suite des ordonnances d'à-compte ou finales expé-

diées par le ministre-directeur.

Dans le cas seulement où les ordonnances définitives auront été acquittées aux corps, les extraits de revue de trimestre serviront, concurremment avec les livrets de solde, à la vérification des recettes.

13. Pour connaître les recettes de la masse de linge et chaussure, c'est-à-dire, le montant des retenues journalières supportées par la solde de chaque homme (a), les sous-inspecteurs

⁽a) Art. 52 du tit. 4 de l'arrêté du 8 flor. an 8, page 153.
(1) Voy. ce qui a été observé à ce sujet page 240, note 4.

⁽²⁾ Cette instruction n'est plus en vigueur; voy, sur le mode de paiement des diverses dépenses de l'armée les num. 544, 545, 550 et 531.

vérifieront les décomptes de la solde et les seuilles de subsistance.

Les dépenses seront contrôlées par les tableaux généraux et particuliers du linge et chaussure (a), par les comptes ouverts

des compagnies (b), et par les livrets des soldats (c).

Les sous-inspecteurs doivent s'assurer que l'emploi des fonds de cette masse est légal, et que ces fonds reçoivent la destination qui leur est affectée (d): ils veilleront particulièrement à ce que le décompte en soit fait aux époques prescrites, en saveur des hommes y ayant un excédant (e); ils doivent s'assurer aussi que l'arrêté de ce compte est régulièrement inscrit à la fin de chaque trimestre sur le registre de compagnie et sur le livret de l'homme, et signé du capitaine ou de l'officier-commandant la compagnie (f).

Toute dépense étrangère à la masse de linge et chaussure, doit être provisoirement rejetée par les sous-inspecteurs, et rester à la charge de ceux qui l'auraient ordonnée ou autorisée.

Dans le cas où il aurait été fait des emprunts à cette masse, pour subvenir à l'insussissance du produit des autres, les sous-inspecteurs requerront de suite la réintégration des sonds empruntés (g), excepté toutesois lorsque l'emprunt a été sait suivant les sormés déterminées par l'article 62 de l'instruction ministérielle du 10 sévrier 1806, sur la masse générale.

Le soldat ne doit éprouver aucune autre retenue sur sa masse de linge et chaussure, que celle qui résulte du paiement des effets imputables sur cette masse: si, dans l'examen, soit des livrets, soit des registres de compagnie, les sous-inspecteurs s'appercevaient qu'il en a été exercé, ils ordonneront provisoirement la restitution des sommes retenues.

Pour assurer l'exécution des versemens de la masse des hommes morts ou désertés, les sous-inspecteurs prescriront aux corps les mesures suivantes:

Lorsqu'un homme entrera à l'hôpital, partira en vertu d'un congé de semestre ou d'une permission; la situation de sa masse sera constatée, par une apostille, sur l'état des mutations, qui, aux termes de l'article 14 du réglement du 25 germinal au 13, doit être remis chaque jour, par le major, au sous-inspecteur ou au fonctionnaire chargé par les circulaires ministérielles des

(c) Art. 11 du tit. 5, ibid. (d) Art. 53 du tit. 4, ibid. page 153.

(e) Art. 59, 60, 61, 62 et 63 du tit. 4, page 154 et suiv.

⁽a) Art 13 du tit. 2 et art 64 du tit. 4 de l'arrêté du 8 slor. an 8 pages 133 et 155.

⁽b) Art 9 du tit. 5, ibid. page 160.

⁽f) Décision du ministre de la guerre, relatée dans la circul. imprimée du comité des revues, du 10 therm. an 13; voy. la note 3 de la page 160.
(g) Circul, imprimée du comité des revues, du 3 therm. an 11; voy. la page 220 du vol. 111.

4 janvier 1806 et 9 avril 1807 (1), de le suppléer en son absence.

Il eu sera de même pour l'homme mort subitement ou déserté. Les sous-inspecteurs auront soin de comparer, lors de leurs vérifications de la comptabilité, les documens résultant de ces apostilles avec les registres de compagnie, pour s'assurer de leur concordance, ou pour découvrir et signaler les différences qui

pourraient exister entre ces pièces.

Les fonds de la masse de linge et chaussure devant, à moins d'un ordre exprès du ministre, rester aux dépôts dans la caisse générale (a), sauf aux dépôts à faire parvenir aux détachemens de guerre les objets nécessaires au petit équipement, au fur et à mesure des besoins, les sous-inspecteurs veilleront soigneusement à ce qu'il n'y ait aucun déplacement de fonds, lorsque des hommes passeront des dépôts aux bataillons ou escadrons de guerre, et réciproquement; ils s'assureront que les dispositions de la circulaire imprimée du directeur général des revues, du 7 août 1807, ont été strictement observées (2).

Les sous-inspecteurs feront connaître, dans leurs procès-verbaux de vérification, subsidiairement à la situation générale de

la masse du linge et chaussure;

1.º Le nombre des masses inférieures à la moitié du complet; 2.º Le nombre de celles excédant cette moitié et au-dessous des trois quarts;

3.º Le nombre des masses complètes;

4.º Les nombre de celles au-dessus du complet; ils indiqueront par une note les causes de l'incomplet ét de l'excédant du complet.

Art. 14 Ces articles traitent des masses d'ordinaire et de compagnie; ils sont abrogés et inutiles à connaître par suite de la suppression de ces deux masses.

16. Les sous-inspecteurs compulseront le registre particulier de la masse de chauffage (b), et le compareront aux livrets de solde pour connaître, d'une manière certaine, le montant des

⁽a) Circulaire imprimée du comité des revues, du 23 ventôse an 12, numero 52.

⁽Une décision du ministre de la guerre, relatée dans la circulaire du directeur général, du 12 mars 1807 num. 27, a modifié ces dispositions à l'égard des détachemens de recrutement, en ce que les fouds de la masse de linge et chaussure de ces détachemens doivent être remis aux capitaines qui les commandent. Il a été fait aussi une exception à ces dispositions, en faveur des hataillons, escadrons ou détachemens quel-conques employés aux armées d'Espagne. S. M. l'Empereur et Roi ayant ordonné qu'ils fussent mis en possession des fonds de leur masse de linge et chaussure); voy. aussi page 167, note 1. re

⁽b) Voy, pour la comptabilité en matières, l'article 28. (1) Voy, les notes de l'art. 32 du num. 537 page 183.

⁽²⁾ Ensuite des dispositions de l'art. 15 de l'instruction du 28 décembre num. 560. La masse de linge et chaussure devrait être remise à toutes les portions du corps qui se séparent de l'état-major.

recettes. Ils connaîtront les dépenses par l'inspection des factures quittancées des marchands et par le registre des recettes et dépenses en nature.

Îls se feront représenter les marchés passés pour le chauffage, à l'effet de s'assurer que ces marchés sont revêtus du visa des

commissaires des guerres.

Dans le cas où ils découvriraient quelques abus dans l'administration des fonds de cette masse, ils auront soin de les signa-

ler au ministre d'état directeur-général.

Ils veilleront à ce que les conseils d'administration des corps de troupe rendent compte chaque année, en exécution de l'art. 6 de l'arrêté du 7 floréal an 11 (1); et dans les formes du modèle joint à l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre du 31 décembre 1807, de l'emploi des fonds qu'ils auront reçus pour le service de la masse de chauffage, pendant l'année précédente.

17. La masse d'habillement (a) étant celle qui comporte le plus de détails et dont la vérification présente le plus de difficultés, il convient d'apporter à l'examen de son administration

l'attention la plus scrupuleuse.

Les recettes de cette masse (b), qui s'accroit du versement de la masse de linge et chaussure des hommes morts, désertés ou congédiés étant chez eux, sont établies par les livrets de solde et les registres particuliers et généraux des corps.

Ces mêmes registres, les factures, quittances de marchands,

ŧ

et autres pièces justificatives constatent les dépenses.

Pour pouvoir opèrer une vérification exacte et rigoureuse des sommes reçues (c) et des paiemens effectués par cette masse, les sous-inspecteurs doivent se bien pénétrer des dispositions de l'instruction du ministré-directeur de l'administration de la guerre, du 10 février 1806, sur la masse générale; avoir présente la nomenclature des dépenses à la charge de la masse d'habillement, distinguer les dépenses d'achat de celles de confection et d'entretien, comparer les prix des confections à ceux indiqués

(b) Voy. pour la comptabilité en matières, les articles 30, 31, 32, 33, 34 et 35.

(1) Page 158 du vol. III.

⁽a) Décret du 25 avril 1806, page 228 du vol. III.

⁽c) Un doit considérer comme article de recetté les mandats tirés par les conseils d'administration des corps sur le ministre-directeur; mais si, par extraordinaire, ces mandats n'ont pu être acquittés, et si, sur le refus du ministre-directeur, ils ont eté renvoyés aux corps, le montant doit en être déduit de celui des recettes.

On doit aussi considerer comme article de recette, les imputations saites en exécution des dispositions des articles 134 et 135 du réglement du 25 germinal au 13, ainsi que les retenues exercées par suite de rectifications d'erreurs dans les revues, et étrangères à la masse d'habillement; voy. à ce sujet le tit. 6 du num. 543.

par les tarifs arrêtés pour ces objets, compulser tous les divers registres, les rapprocher des pièces de dépense, examiner ces pièces dans le fond et dans la forme, s'assurer que les dépenses effectuées ont toutes été autorisées par le conseil d'administration, n'allouer que celles susceptibles de l'être, et réduire enfin celles qui leur paraîtraient exagérées (a).

Toute allocation pour frais de voyage (b) du capitaine d'habillement, envoyé dans les fabriques pour y faire les approvisionnemens, doit être considérée comme dépense illégale, et par

suite rejetée.

Si les sous-inspecteurs; reconnaissent que les corps ont acheté ou fait confectionner des objets non prescrits par les réglemens ou d'une autre forme ou qualité, sans y avoir été autorisés par une décision spéciale et préalable du ministre-directeur, ils refuseront de les allouer en dépense, et en rendront compte au directeur général. Ils suivront la même marche, si les corps ont fait confectionner un plus grand nombre d'objets que ceux qu'ils auront été autorisés à avoir, ou s'ils ont dépassé, soit en prix d'achat, soit en frais de confection, les sommes pour lesquelles ils auront reçu des autorisations.

Les états pour frais d'entretien et de réparations, ainsi que les achats, doivent fixer l'attention des sous-inspecteurs. Il est nécessaire qu'ils s'assurent, autant qu'il dépendra d'eux, que les fournisseurs ne font aucune remise qui ne tourne au profit de la masse, et qu'il n'y a point d'exagération dans les prix qu'on

leur alloue.

18. Les recettes de la masse de harnachement et de ferrage, qui est la seconde portion de la masse d'habillement des troupes à cheval (c), sont établies par les livrets de solde et le registre particulier de cette masse (d).

Ce même registre, le journal-général du quartier-maître, les factures des marchauds, les mémoires quittancés des maréchaux et de l'artiste vétérinaire, sont les pièces justificatives des dépenses.

⁽a) L'obligation de rejeter les dépenses illégales et de réduire 'celles qui paraissent exagérées, est imposée aux inspecteurs aux revues par les articles 43, 44, 45, 46, 50, 58, 59, 60, 61, 64 et 65 de l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 10 février 1806; par l'article 2 de celle du 12 mai suivant, et par l'article 8 de celle du 12 décembre même année. Ces deux dernières instructions, émanées du même ministre, confirment la première et prescrivent d'en suivre les dispositions.

⁽b) Art. 5 de l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 12 décembre 1806 num. 470 vol. III, page 232.

⁽c) Décret du 6 juillet 1806 num. 469, page 231.
(d) Voy. pour la comptabilité en matières, les articles 30, 31, 32, 33, 34 et 35.

Les sons-inspecteurs veilleront à ce que cette masse ne supporte aucune dépense pour les chevaux des officiers; ils examimeront tout avec soin, afin de se convaincre que tout concorde, et que les fonds de cette masse ont reçu la destination pres-

crite (a).

19. Les recettes et dépenses relatives aux effets de campement des corps, quoique confondues avec celles de la masse générale on d'habillement, doivent former néanmoins un article particulier, tant dans les revues que dans les arrêtés de compte (b), il est donc nécessaire que les sous-inspecteurs examinent séparément le détail de ces recettes et dépenses, et en présentent la situation d'une manière distincte.

Les recettes de cette masse, qui est payée au complet et par semestre; à raison de 50 centimes par homme et par au (c), sont prouvées par les livrets de solde, et par le registre de la masse

générale ou d'habillement.

Ses dépenses sont justifiées par ce même registre, par le journal général du quartier-maître, et par les pièces constatant les

pairment effectués sur les sonds de cette masse.

Les sous inspecteurs devront, pour pouvoir se livrer fructueusement à l'examen de la gestion de la masse de campement, se bien pénétrer des dispositions de la circulaire imprimée du directeur général, num. 42, en date du 2 juin 1807.

20. (1).

21. La comptabilité de la masse des remontes, dont la gestion est consiée aux conseils d'administration des corps (d), sera

également vérifiée par les sous-inspecteurs aux revues.

Ils procédement au contrôle des recettes par l'examen du registre affecté à cette masse, et des livrets de solde où doivent être inscrits les paiemens faits aux corps, en vertu des ordonnances délivrées par le ministre-directeur de l'administration de la guerre.

Ils s'assureront que le produit de la vente des chevaux réformés a été versé dans la caisse au profit de cette masse (e).

Les dépenses seront vérifiées sur ce même registre, sur le journal du quartier-maître, et sur les pièces justifiant les sommes payées pour dépenses faites par les officiers en remonte et

(d) Arr. du 23 fruct. an 8 num. 448 même vol. page 121.

⁽a) Art. 6 du décret du 6 juillet 1806 num. 469.

⁽b) Ait 3 du décret du 25 sevrier 1806 numero 505 vol. III page 407.

⁽r) Art. 2 du même décret.

⁽e) Arr. du 13 pluv. an 11 et art. 2 de l'instr. du ministre-directeur du 24 veut. an 12 pum. 492.

⁽¹⁾ Cet article troite de la masse des fourrages; il est abrogé, cette masse n'étant plus administrée par les corps.

celles acquittées aux fournisseurs, en exécution des marchés (a) passés par les conseils d'administration. Ces marchés seront représentés aux sous-inspecteurs, pour qu'ils puissent se convaincre de la légalité des opérations et de leur conformité aux dispositions qui régissent le service des remontes.

CHAPITRE 3.

Indemnités courantes et arriérées.

Art. 22 (1).

23. L'indemnité de convois et transports directs (b) doit être considérée comme une masse: les conseils d'administration sont, en conséquence, comptables des économies qui peuvent résulter de la gestion des fonds que les corps reçoivent à ce titre.

Les recettes seront justifiées comme celles des masses payables

sur ordonnances.

Les dépenses seront justifiées, savoir, pour les sournitures de convois, par les récépissés des parties prenantes, visés par les autorités locales; et pour les transports directs, par les récépissés inscrits au pied des troisièmes expéditions des procès-verbaux de pesée (c).

Art. 24 (1).

25. Après s'être assurés de la légalité des dépenses, et avoir vérisse si les pièces comptables sont régulières, si elles ne présentent ni altération ni surcharge, si les sommes mentionnées aux acquits y sont rappelées en toutes lettres, si la tenue du journal est bonne, si les opérations numériques portées aux différentes colonnes sont exactes, les sous-inspecteurs devront viser les pièces, et former, au moyen de comparaisons et rapprochemens, la balance des recettes et dépenses faites tant pour la solde que pour les masses et indemnités.

26. Dans le cas où le résultat de cette opération présenterait un restant de recette ou un excédant de dépense, les causes en seront déduites avec précision, dans la coloune d'observations du relevé sommaire des recettes et dépenses, destiné à présenter le

tableau de la situation générale des finances du corps.

(b) Décret du 10 avril et instr. du ministre-directeur, du 17 du même mois; num. 498 et 499 vol. III.

⁽a) Le mode d'achats directs n'est plus suivi, et, à compter du premier janvier 1808, les remontes ne peuvent plus être faites qu'au moyen de marchés passés avec des fournisseurs; circul, du 5 mars 1808 A.

⁽c) Paragraphe 2 de l'instruct. du ministre-directeur, du 17 avril 1806. (1) Ces deux articles traitent des indemnités de logement et de fourrages dont la comptabilité est la même que celle de la solde : ils sont inutiles à connaître.

4.º SECTION.

Comptabilité en viatières.

Vivres.

27. La comptabilité des vivres sera vérifiée par les sous-inspecteurs, qui, à cet effet, se seront produire les extraits de revue décomptés devant le commissaire des guerres de l'arrondissement (a) entre les conseils d'administration et les préposés de chaque service.

Le décompte de liquidation des journées de présence leur sera connaître le nombre des rations de pain, viande, riz, légumes, etc. revenant au corps; et le décompte définitif, le nombre de rations alloué. Ces extraits devront être rapprochés des feuilles de subsistance (b), des registres de détail de compagnies (c) et du journal de mouvemens et de distributions (d) tenu par le quartiermaître (1).

Chauffage.

28. La vérification du compte en deniers de la masse du chauffage doit mettre les sous-inspecteurs à portée de connaître, au moyen des acquits des fournisseurs, les quantités de diverses espèces de combustibles achetées et versées dans les magasins des corps; ce qui forme l'article des recettes en nature.

Les dépenses ou consommations doivent être contrôlées par le registre de mouvemens et de distributions tenu par le quartiermaître, en le comparant aux bons des capitaines, aux reçus généraux de la fourniture remis par le quartier-maître à ces officiers (e), et ensin aux revues qui, en établissant les journées de présence, constatent le nombre des rations d'hyver ou d'été ducs aux corps, et, par suite les quantités qui peuvent être définitivement allouées.

section du num. 549.

⁽a) Art. 16a du réglem, du 25 germ, an 13 num. 537 page 225.
(b) Art. 4 du tit. 3 de l'arr. du 8 flor, an 8 page 136.

c) Art. 9 du tit. 5, ibid. page 160.

⁽d) Art. 14 du tit. 2, ibid. page 133.

⁽e) Art. premier du tit. 6, ibid. page 163. (1) Le décompte définitif n'étant ordinairement établi que long-tems après l'expiration du trimestre, la comparaison dont il est question doit être faite eutre la feuille d'appel, celle de subsistance, le journal de distributions et les états de totalisation générale prescrits par la première

Les sous-inspecteurs auront soin de s'assurer, autant qu'il dépendra d'eux, que les livraisons ont été faites aux soldats, et suivant

les proportions déterminées par les réglemens.

Ils observeront que les quantités distribuées ne doivent jamais excéder celles revenant aux hommes; s'il en était autrement, ils devraient réduire les distributions aux quantités accordées par les revues, et, dans le cas où elles seraient inférieures, en arrêter le montant sur le pied des quantités réellement consonmées, et faire porter en bonification à la masse le produit de la différence.

Ces dispositions seront suivies lorsque le corps aura lui-même acheté les matières servant au chaussage; mais on devra suivre celles de l'article précédent, lorsque ces matières auront été fournies par les magasins de l'état.

Fourrages.

Art. 29. (1).

Habillement.

30. Les achats saits par les corps pour les remplacemens annuels de l'habillement, qui sont determinés par l'arrêté du 17 frimaire an 11, par l'instruction du 10 sévrier 1806 et par le décret du 25 avril suivant (2) et pour les sournitures de première mise à délivrer aux hommes de nouvelle levée, doivent particulièrement sixer l'attention des sous-inspecteurs aux revues.

Ils se feront représenter (a) toutes les lettres, autorisations et décisions du ministre-directeur, relativement aux objets à renou-

veler et à remplacer pendant le cours de l'année.

Ils se feront également représenter les marchés (b) conclus directement par les conseils d'administration avec les sabricans ou chess de sabriques, et examineront si ces conseils ont traité avec

⁽a) Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, étant chargés de veiller à l'exécution des lois, décrets, réglemens et décisions, et ne devant admettre aucune dépense non autorisée, il est de leur dévoir lors-que quelque décision ministérielle ne leur a pas été notifiée officiellement, d'exiger qu'elle leur soit représentée, ann île nes point opérer au hazard, et de ne point compromettre leur responsabilité. Ce principa trouve ici d'autant plus son application, que l'article 9 de l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 12 déc. 1806, prescrit aux sous-inspecteurs de constater provisoirement lors de leurs revues, sauf la régularisation par l'inspecteur-général d'armes, à l'époque de sa revue définitive, les besoins des corps pour les remplacemens annuels ordinaires. Voy. la note de l'art. 2.

⁽b) Art. 6 de l'instr. du directeur-ministre, du 12 déc. 1806.

⁽¹⁾ Cet article est inutile; voy. la note de l'art. 20. La fourniture des . fourrages se régularise actuellement de la même manière que celle des vivres.

⁽²⁾ Num. 466 et 468 vol. III, pages 206 et 228.

La masse de linge et chaussure des hommes de nouvelle levée, ne devra payer la fourniture d'aucun effet de petit équipement qu'autant, que la première mise de ce même effet leur

aura été distribuée.

. La qualité des effets de petit équipement sera soigneusement examinée, d'autant que cette qualité influe sur la consommation et intéresse particulièrement le bien-être du soldat. Plus les sousinspecteurs donneront d'attention à cette partie si importante de leurs fonctions, plus, dans leurs procès-verbaux, ils donneront de détails sur cette partie de l'administration. des corps, mieux ils

rempliront les vues paternelles de S. M. l'Empereur.

Ils s'assureront que les effets de petit équipement laissés par les hommes morts ou désertés, ont été vendus publiquement, pour le produit en être versé à la masse de compagnie, qui doit en faire recette, lors toutesois que ces hommes ne redoivent point à leur masse de linge et chaussure. Ils constateront les économies qui doivent nécessairement résulter d'achats faits en gros, et de confections ayant presque toujours lieu à des prix inférieurs à ceux fixés par les tarifs.

Armement.

· 36. L'armement des corps devant être inspecté chaque trimestre (a), les sous-inspecteurs examineront les armes de toute espèce existantes en magasin, leurs formes et leurs dimensions, et feront connaître l'état où elles se trouvent." "

37. Le régistre général (b), tenu par le capitaine d'habillement, et le registre particulier (c) de l'officier chargé du détail sous les ordres du capitaine seront produits, par ces officiers, aux sous-inspecteurs, qui feront les vérifications, rapprochemens et comparaisons nécessaires pour se convaincre de l'exactitude des opérations y consignées.

· 38. La combinaison des résultats présentés par les registres avec ceux produits par l'inspection des hommes sur le terrain et des magasins, donnera aux sous-inspecteurs une connaissance

exacte de la situation générale de l'armement.

SECTION.

Dispositions particulières à différentes armes.

39. La comptabilité de la gendarmerie impériale (d) devant être établie suivant les formes déterminées par l'arrêté du 8

⁽a) Circ. du ministre de la guerre, du 28 messid. an 9. (b) Art. 6 du tite 4 de l'arr. du 8 flor. an 8 page 145.

⁽c) Art. 9, ibid. (d) Loi du 28 germ. an 6 num. 136 vol. II. page 266.

floréal an 8 (a), sauf les modifications que peut nécessiter la composition particulière de l'arme, les sous-inspecteurs suivront, pour son examen, le mode indiqué dans les quatre sections qui

précèdent.

Les registres généraux prescrits par l'arrêté précité, les registres particuliers des masses, les contrôles, le compte ouvert du quartier-maître, le livret de solde, ceux des gendarmes, ceux constatant les tournées des officiers, les états pour indemnités de découcher des gendarmes, les certificats fournis par les maires, à l'effet de constater l'existence des hommes et des chevaux dans chaque brigade, les extraits de revue décomptés, les pièces justificatives des paiemens effectués, seront vérifiés pour fournir la preuve tant de la bonne tenue des écritures et de leur exacte concordance entre elles, que de la légitimité des recettes et dépenses faites sur la soldé et les masses de compagnie, êde secours et de fourrages qu'elle sert à former, ainsi que sur les supplémens et les indemnités diverses.

La comptabilité des fourrages devra attirer et fixer particulièrement leur attention, ils examineront les détails nombreux qu'elle comporte, afin de découvrir si l'on a négligé d'exécuter quelques unes des dispositions relatives à cette partie (b); ils veilleront sur-tout à ce que les conseils d'administration passent des marchés en temps utile, et à ce que ces marchés leur soient de

suite communiqués.

En arrêtant les états de trimestre, ils prendront les mesures convenables pour s'assurer que les dépenses faites dans les lieux

de non-résidence des brigades ne sont point exagérées.

40. Les compaguies de canonniers gardes-côtes (c) étant également soumises, pour la comptabilité et l'administration, aux dispositions de l'arrêté du 8 floréal au 8 et du décret du 25 germinal au 13, les sous-inspecteurs doivent se livrer aux mêmes opérations à l'égard de ces compagnies. Ils vérifieront en conséquence les registres, contrôles de signalemens et de mutations, le contrôle particulier du garde-magasin de la direction d'artillerie (d), les feuilles mensuelles d'effectif, les extraits de revue décomptés, les feuilles de prêt, et autres pièces comptables constatant les recettes et dépenses.

On examinera si l'habillement des sous-officiers et canonniers

⁽a) Circ. du ministre de la guerre, du 10 vend. an 12.

⁽b) Circulaires du comité des revues, du 17 germin. an 12; du ministre de la guerre du 17 vend. au 14; du comité des revues, du premier février 1806, et observations inscrites sur le modèle des revues générales de comptabilité de cette arme.

⁽c) Arrêté du 8 prairial au 11 num. 106 vol. Il page 161.

⁽d) Circul. du ministre de la guerre, du second jour complémentaire an 11.

est conservé avec soin, cette partie de l'administration des canonniers gardes-côtes exigeant une surveillance particulière.

41. Les mêmes procédés doivent être employés pour l'examen et apurement des comptes des dépôts (a) de conscrits réfractaires; ces comptes étant aussi établis et réglés d'après l'arrêté du 8 floréal an 8 (b). On devra vérifier, comparer et balancer les résultats fournis par le registre matricule (c) les contrôles de compagnie, par les registres des délibérations, de caisse et du quartier-maître, par les registres particuliers des masses de linge et chaussure, des deniers de poche (d), du pain de soupe, de première mise, d'entretien et de chauffage, par les livrets de solde, décomptes, seuilles de prêt, quittances des marchands, et généralement tous papiers comptables.

42. L'administration et la comptabilité des compagnies départementales de la réserve (e), qui se trouvent aussi placées sous l'Empire des dispositions générales qui régissent les autres corps de troupe, réclament, de la part des sous-inspecteurs, une surveillance constante et sévère. Ils devront en conséquence, lors de leurs revues de trimestre, inspecter ces compagnies sous tous

les rapports administratifs.

La vérification des divers registres généraux et de ceux tenus pour les masses de linge et chaussure, de pain de soupe (f), de boulangerie, de logement, d'étape, de chaussage, et pour la masse générale; leur rapprochement des états de quinzaine, des extraits de revue décomptés, du livret de solde pour les recettes, des scuilles de prêt, des états émargés par les officiers, des quittances des marchands et sournisseurs pour les dépenses, leur seront découvrir si les sonds mis à la disposition de ces compagnies ont été bien ou mal gérés.

L'administration des masses (g) fixera particulièrement leur attention. Ils établiront d'une manière distincte la recette et la dépense de chacune d'elles, et en feront la balance pour pouvoir constater, s'il y a lieu, l'insuffisance du fonds des masses

réunies et compensées l'une par l'autre (h).

Ils examineront aussi, dans le plus grand détail, les comptabilités de l'habillement, de l'équipement (i) et de l'armement (1).

(d) Art. 14, ibid.

(f) Gircul. du ministre de la guerre, du 5 sim. an 14. (g) Decr. du 25 therm. au 13, réglant les masses de ces compagnies;

num. 157 vol II.

⁽a) Arr. du 19 vendém. au 12 num. 244 vol. II page 492.

⁽b) Art. premier de l'instr. du ministre de la guerre, du 22 brum. an 12. (c) Art. 4, ibid. num. 565.

⁽e) Décr. du 24 flor. an 13, et circ. imprimée du comité des revues, du 16 fructid. suivant; voy. le num. 156, pag. 345, vol. II.

⁽h) Décr. du 30 therm. an 13, et circulaires adressées aux préfets par le ministre de la guerre, les 3 thermid. et 12 fruct. au 13, et par le ministre-directeur. le 21 fruct. de la même année.

⁽i) Décr, du 7 mars 1806; num. 159 vol. II. (1) Voy. le dernier § de la page 355 vol. II.

43. Les sous inspecteurs devront également se livrer à l'examen de la comptabilité des sétachemens de recrutement, ces détachemens ayant une administration distincte et séparée (a) de celle des régimens auxquels ils appartiennent. Ils vérifieront le coutrôle annuel spécial (b) du détachement et le registre de comptabilité (c) tenu par l'officier commandant.

Les recettes seront justifiées par ce registre, par le livret de solde, par les états d'effectif de paiement, par les extraits de

revue décomptés par le payeur.

Ce même registre et les pièces constatant les paiemens effectués

par l'officier, justifieront les dépenses.

Il est à remarquer que les commandans des détachemens de recrutement n'ont point de compte à rendre de la masse générale (d) les conseils d'administration des corps dont les détachemens font partie, étant seuls comptables des fonds de cette masse; il h'en est pas de même de ceux de la masse de linge et chaussure, ces fonds étant administrés par les commandans de ces détachemens.

Les sous-inspecteurs appliqueront, autant que possible, à ces détachemens et aux autres corps désignés aux articles 39, 40, 41 et 42, et en général à tous les corps irréguliers ou hors ligne, les dispositions des quatre premières sections du tître premier, et leur approprieront les modèles des états dont il prescrit la consection.

▲rt. 44. (1).

TITRE 2.

Opérations des inspecteurs divisionnaires.

45. Les diverses comptabilités annuelles des corps ne pouvant dissérer, quant à la manière de les établir et de les vérisser, de celles de trimestre, puisque les unes se composent des autres, les règles à observer par les sous-inspecteurs aux revues sont com-

munes aux inspecteurs divisionnaires.

47. Les principes qui servent de base à ces règles, devront enconséquence recevoir leur application, soit lorsque les inspecteurs divisionnaires feront dans leurs divisions respectives la tournée annuelle prescrite par l'article 218 du réglement du 25 germinal an 13, soit lors des revues inopinées d'inspection qu'ils jugeront convenable d'effectuer pour le bien du service.

⁽a) Decr. du 31 juillet 1806 num. 14 vol. I.

⁽b) Art. 3 de l'instr. du directeur général, du 18 sept. 1806. num. 564.

⁽c) Art. 19, ibid. (d) Art. 9, ibid.

⁽¹⁾ Cet art. prescrivait la tenue d'une comptabilité particulière pour la solde des conscrits; cen dispositions sont abrogées; voy. l'art 20 du num. 56e.

47. Les inspecteurs divisionnaires seront assistés, dans le cours de leurs opérations, par les sous-inspecteurs, qui devront leur donner tous les renseignemens, avis et documens dont ils pourraient avoir besoin.

48. Ils inspecteront les corps de troupe sous tons les rapports de comptabilité et d'administration, personnel, finances, matériel, tout sera examiné avec l'attention la plus scrupuleuse et

dans le plus grand détail.

49. Cet examen auca aussi pour objet de contrôler les opérations des sous-inspecteurs (1), et de faire connaître au directeurgénéral si elles ont eu lieu aux époques fixées, et si elles ont toujours été régulières; si les sous-inspecteurs ont exercé une surveillance active et continue sur l'emploi des fonds mis à la disposition des corps, s'ils ont maintenu les conseils d'administration dans la stricte observation des principes d'ordre et d'économie qui doivent diriger leur gestion, s'ils ont eu soin de rejeter toutes les dépenses illégales saites ou autorisées par les conseils, s'ils ont veillé à la bonne tenue des registres, contrôles et piéces comptables; s'ils ont signalé les abus et leurs auteurs, des qu'ils ont été découverts; s'ils ont enfin rempli toutes les obligations qui leur sont imposées. Ils ne doivent pas perdre de vue qu'ils sont à-la-fois les surveillans des corps et des sous-inspecteurs, et qu'ils jugent le plus souvent en dernière instance leurs opérations respectives.

50. Les inspecteurs divisionnaires auront soin également, lors de leurs tournées périodiques ou inopinées, de vérifier la situation du travail intérieur des bureaux des sous-inspecteurs, pour s'assurer si les contrôles annuels, le registre destiné à recevoir, en exécution de l'art. 215 du réglement du 25 germinal an 13, l'inscription des revues et extraits qu'ils ont été dans le cas d'établir, et celui de correspondance, sont tenus avec exactitude et régularité, et s'il règne enfin dans les bureaux des sous-inspecteurs un ordre tel qu'ils soient à portée, à chaque instant, de fournir, au besoin, tous les renseignemens qui peuvent être

demandés.

51. Les comptes à rendre par les inspecteurs divisionnaires, seront présentés dans les formes de ceux des sous-inspecteurs, avec cette différence qu'ils embrasseront la totalité d'un exercice, tandis que les autres ne comprendront qu'un trimestre. Ces comptes seront accompagnés d'un rapport particulier sur les opérations des sous-inspecteurs, et sur la tenue de leurs bureaux.

⁽¹⁾ Art. 218 du réglem. du 25 germ. page 2434

TITRE 3.me

Dispositions générales.

52. Il importe que les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues suivent, d'une manière particulière, le mouvement des fonds mis à la disposition des conseils d'administration, et s'attachent à découvrir les déficits qui peuvent exister dans les caisses des

corps.

A cet effet, et pour se convaincre que les corps ne masquent point ces déficits, les inspecteurs et sous-inspecteurs doivent effectuer quelquesois à l'improviste des vérifications de caisse, et par des opérations numériques, tant inverses que directes, établir séparément les entrées et sorties de caisse, en faisant toutesois abstraction des viremens, qui, dans aucun cas, ne peuvent influer sur la situation réelle des fonds de la caisse.

Les effets actifs (a) seront soigneusement examinés et discutés (b) par les inspecteurs et sous-inspecteurs. Afin d'acquérir la certitude que l'on n'a point remplacé des fonds tirés de la caisse, par des pièces informes, et que l'on n'a pas substitué des va-

leurs imaginaires à des valeurs réelles.

Les inspecteurs et sous-inspecteurs doivent s'assurer utant qu'il est en leur pouvoir, que toutes les sommes appartenant aux corps, tant en deniers, qu'en effets actifs, le registre de caisse et les papiers essentiels à conserver, sont soigneusement enfermés dans la caisse à trois cless, que cette caisse est déposée chez le commandant, que les trois cless se trouvent entre les mains des officiers, que les réglemens en constituent dépositaires; que le quartier-maître ne reçoit du payeur aucune somme, soit à titre d'à-compte, soit pour décompte final, que sur des récépissés ou quittances signés de tous les membres du conseil d'administration; que les sommes versées dans la caissé sont enregistrées à mesure sur le registre de caisse; que le quastier-maître ne reçoit du conseil que les sommes à peu près nécessaires pour les besoins courans, et qu'il ne dispose des fonds pour paiemens à des fournisseurs, ou pour à-comptes aux milifaires détachés, que d'après une autorisation expresse du conseil, inscrite au registre des délibérations (c).

53. Les inspecteurs et sous-inspecteurs vérifieront également,

⁽a) Un effet actif est la preuve écrite d'une somme légalement sortie de la caisse, et qui, au moment où elle en est sortie, n'a pu être portée en dépense; on le gage d'une recette inscrite, mais qui n'a pu encore être réalisée en tout ou en partie,

⁽b) Art. 64 de l'instruct. du ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 10 fév. 1806 num. 466 vol. III.

⁽c) Art. 3, 4, 5, 6 et 7 du tit. 2 de l'arr. du 8, flor. an Supage 131.

par l'inspection du registre des délibérations, si les dispositions du titre premier de l'arrêté du 8 floréal an 8, sur l'ordre et la tenue des conseils d'administration, sont regulièrement exécutées; si les assemblées ont lieu aux époques fixées; si les délibérations sont signées au moment où elles sont prises, et par les membres ayant voix délibérative; si le procès-verbal de chaque séance désigne en tête le nom des membres présens, et, en cas d'absence de l'un d'eux, le nom du remplacant et les motifs de l'absence.

54. Lorsque, dans les cas prévus par l'article 62 de l'instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre, en date du 10 février 1806, il aura été fait, au profit d'une masse, des emprunts à une autre masse, les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues devront s'assurer, dans leur vérification de la comptabilité des corps, que la somme empruntée a été inscrite en dépense sur le registre de la masse qui a fait le prêt, et en recette sur celui de la masse qui a emprunté, et que l'opération inverse a en lieu lors de la restitution de l'emprunt; ces viremens étant étrangers à la caisse, on ne devra point en faire mention sur le registre qui lui est spécialement affecté; mais pour les faire connaître, on devra les employer en recette et en dé se aux colonnes respectives des masses, sur le relevé sommaire des recettes et dépenses mentionné en l'art. 26.

55. Lorsque les frais de bureau de quelques corps excéderont les fixations déterminées par l'art. 43 de l'instruction précitée, les inspecteurs et sous-inspecteurs ne devront allouer provisoirement, et après en avoir reconnu la légitimité, que les dépenses qui n'excéderont pas ces fixations, sauf à se conformer, pour les excédans, à ce que prescrit l'art. 44 de la même instruction.

56. Il est expressément recommandé aux inspecteurs et sousjuspecteurs, de veiller à ce qu'il ne soit formé dans les corps aucun fonds secret sous le titre de masse d'économie, ou sous toute autre dénomination quelconque: ces sortes de masses se composant toujours de recettes illicites, sont la source des abus les plus graves, et servent à alimenter parmi les troupes le goût des objets de luxe dont la prohibition est formellement prononcée par les décisons des ministres de la guerre et de l'administration de la guerre (a).

57. Il a été réglé (b) que les sous-inspecteurs arrêteront, tous les trois mois, la comptabilité des dépôts, sans attendre l'arrivée des pièces concernant les bataillons ou escadrons de guerre, sauf à opérer, lors de l'arrêté du dernier trimestre de l'année, et de la réunion des comptes, de ces bataillons ou escadrons, le clas-

⁽a) Circulaire imprimée du directeur-général, du 19 avril 1807.; voy. le num. 481, pag. 275 du vol. III.
(b) Circul id. id., en date du 23-oct. 1806; voy. le num. 560.

sement et la répartition des recettes et dépenses effectuées sur

chaque trimestre (1).

Par une suite de ces dispositions, les sous-inspecteurs pourront sans inconvénient, lorsque les conseils d'administration des dépôts se trouveront dans l'impossibilité de justifier, au moyen des récépissés des capitaines, leurs envois aux bataillons ou escadrons de guerre, en effets d'habillement ou déquipement admettre provisoirement en dépense les quantités de chaque nature d'effets que les conseils de dépôts prouveront, par pièces régulières, avoir expédiées à leurs détachemens de guerre, mais dans ce cas ils devront faire reporter en recette pour ordre, dans les comptes du magasin général du corps, lorsqu'il sera possible, la différence des quantités envoyées à celles distribuées.

Mais ce mode ne devra être suivi que lorsque les sous-inspecteurs des détachemens de guerre n'auront pas renvoyé en temps utile, revêtu de leur visa de vérification, aux sous-inspecteurs des dépôts, le relevé qu'ils en auront recu pour vérifier et cons-

tater la réception des envois faits par les dépôts (1).

58. La comptabilité des bataillons ou escadrons de guerre étant soumise aux mêmes formes que celle des dépôts (a) où la comptabilité générale se centralise et se règle, les sous-inspecteurs et inspecteurs divisionnaires ayant la police de ces bataillons ou escadrons, devront, lors des vérifications de trimestre et des vérifications annuelles, se livrer à toutes les opérations prescrites par la présente instruction, et en transmettre de suite les résultats à ceux de leurs collégues ayant la surveillance des dépôts, pour être fondus dans les comptes généraux des corps (b).

59. Aussitôt que les inspecteurs et sous-inspecteurs auront terminé leurs opérations, qu'ils auront visé les pièces comptables et arrêté les différens registres des corps, ils procéderont à la confection du compte rendu qu'ils doivent adresser à la direction générale, pour y être vérifié par le bureau chargé spécialement de l'examen des arrêtés de la comptabilité des troupes, et de la formation des résultats à soumettre aux deux ministres de la guerre.

Le compte rendu se composera des pièces ci-après détaillées (2): 1.º Etat des recettes et dépenses de la masse d'habillement,

nodèle: n.º 1 (exécution de l'article. 17 de l'instruction);

1.2.º Relevé sommaire des recettes et dépenses du corps, modèle 1.0.2 A (exécution de l'article 26);

⁽a) Circul. du comité des revues, du 23 vent an 12.

⁽b) Ibid. du 30 germ. an 12. (1) Voy. le tit 2 de l'instruct. du 26 déc. 1811 hum. 560.

⁽²⁾ Plusieurs de ces modèles ont été changés; voy. le tit. à de l'instruction du 28 déc. 1811 num. 560; et page 175 note 2.

3.º Même relevé, mais seulement pour la partie concernant le ministère de l'administration de la guerre, modèle n.º 2 B;

4.º Etat des marchés passés pour les remplacemens de l'habillement ou pour l'habillement des conscrits, modèle n.º 3 (exécation de l'art. 30);

5. Etat des sournitures saites en conséquence des marchés,

modèle n.º 4 (exécution de l'art. 31);

6.º Etat sommaire de situation des draps, cadis et tricots exis-

tans en magasin, modèle n.º 5. (exécution de l'art. 32).

7.º Tableau comparatif des quantités des matières employées aux confections, et de celles dont l'emploi était déterminé par les devis modèle n.º 6 (exécution de l'art. 33);

8.º Etat sommaire de situation de l'habillement et équipement,

modèle n.º 7 (exécution des art. 33, 34 et 35);

9.º Etat sommaire de situation du harnachement, modèle n.º 8 (exécution de l'art. 34);

10.º Etat de situation de l'armement, modèle n.º 9 (exécu-

tion de l'art. 38);

11. Procès-verbal d'inspection, pour la direction générale, modèle n.º 10 A;

12.º Même pièce, mais seulement pour la partie concernant le

ministère de la guerre; modèle n.º 10 B;

13.º Même pièce, mais seulement pour la partie concernant le ministère de l'administration de la guerre, modele n.º 10 C.

Les inspecteurs divisionnaires adresscront à la direction, chaque année et en double expédition, toutes les pièces désignées dans la nomenclature qui précède, à l'exception de celles n° 2 B, 10 A, 10 B, 10 C, qui ne devront être feurnies qu'en simble expédition.

Les sous-inspecteurs adresseront à la direction, chaque trimestre et en simple expédition, l'état modèle n.º 1, le rélevé soun-

maire modèle n.º 2 A, et le procès-verbal n.º 10 A. ...

L'envoi aura lieu, au plus tard, le 10 du dérnier mois de chaque trimestre, s'il s'agit d'une revue trimestrielle d'inspection; dans le cours du troisième mois de chaque exercice, s'il est question d'une revue annuelle; et de suite, si la revue a été

extraordinaire et inopinée (1).

60. La démarcation des pouvoirs délégués aux différentes autorités n'excluant pas l'obligation où elles sont de se prêter des secours mutuels dans toutes les circonstances qui peuvent rendre ces secours nécessaires, il est du devoir des inspecteurs et des sous-inspecteurs de faire connaître aux divers ministres, chacun en ce qui le concerne, les abus qu'ils auront pu remarquer dans celles des parties de l'administration des corps qui sont étrangères à leurs attributions.

⁽¹⁾ Voyez le titre deux du num. 560.

Il suffira sans doute, pour garantir l'exécution stricte et littérale des dispositions que cette instruction renserme, de rappeler à MM. les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, que S. M. I. attend de leur zèle de nouveaux efforts, qui, en ramenant l'ordre et l'écopomie dans l'administration des troupes, produisent à la fois une amélioration sensible et dans les finances de l'empire et dans le sort du soldat.

N.º 542.

Décret impérial sur les conseils d'administration des régimens.

Du 21 décembre 1808.

ART. 1.er Les conseils d'administration de nos régimens d'infanterie de ligne et légère, de carabiniers, de cuirassiers, dragous, chasseurs, hussards, d'artillerie, à pied et à cheval, et ceux de nos régimens étrangers ou hors de ligne, qui n'ont pas de capitulation particulière, seront composés à l'avenir ainsi qu'il suit; savoir:

Dans l'infanterie de ligne et légère.

Le colonel, président; les deux plus anciens chefs-de-bataillon; le plus ancien capitaine; un sous-officier.

Dans les carabiniers, cuirassiers, dragons, chasseurs et hussards.

Le colonel, président; le deux plus anciens chess d'escadron; le plus ancien capitaine; un sous-officier.

Dans les régimens d'artillerie à pied.

Le colonel, président; les deux plus anciens chess-de-bataillon; le plus ancien capitaine, un sous-officier.

Dans les régimens d'artillerie à cheval.

Le colonel, président; les deux plus anciens chefs d'escadron; le plus ancien capitaine; un sous-officier.

Dans les régimens auxiliaires ou hors ligne, à trois bataillons,

Le colonel, président; les deux plus anciens chefs de bataillon, le plus aucien capitaine, un sous-officier.

Dans les régimens auxiliaires ou hors ligne, à deux bataillons

Le colonel président; les deux chess de bataillon; le plus ancien capitaine; un sous-officier.

Dans les corps qui n'ont qu'un bataillon,

Le chef de bataillon, les trois plus anciens capitaines ou commandans des compagnies, lorsqu'elles n'ont pas de capitaine; un sous-officier.

2. Les officiers désignés par l'art. premier pour être membres de ce conseil, qui ne pourront y assister pour raison d'absence, maladie ou autre cause, seront remplacés par les officiers de leur grade respectif les plus anciens, et, à leur défaut, par ceux tirés des grades suivans.

Lorsque les membres du conseil n'auront pas obtenu de congé, ils ne pourront se dispenser d'y assister que lorsqu'ils seront détachés à plus de dix lieues de l'endroit où le conseil se tiendra.

Notre ministre de la guerre prononcera sur les autres motifs qui pourront dispenser un officier d'être membre du conseil d'administration (1).

Le sous-officier seta toujours pris parmi ceux présens aux

lieux où se tiendra le conseil d'administration.

3. Le sous-officier, membre du conseil, sera élu pour un an, à la pluralité des suffrages, par les officiers membres de ce conseil, à l'exception du président : il ne pourra être pris que parmi ceux qui seront portés sur une liste composée d'un sous-officier par compagnie, choisi par le commandant de cette compagnie (2).

Il pourra être réélu les années suivantes. Il aura deux suppléans:

ils seront elus de la même manière.

4. En cas d'absence ou de maladie, le colonel sera remplacé par le major, et si, ce dernier est absent, par le plus aucien ches de bataillon ou d'escadron présent.

5. Le major sera chargé de la tenue des contrôles; et, hors

(3) Le sous-officier ne pourra être d'un grade insérieur à celui de sergent

ou maréchal-des-logis. Circul. du 18 janv. 1809 G.

⁽¹⁾ L'adjudant-major à raison de ses occupations, doit être dispensé de faire partie du conseil, tant qu'il se trouve d'autres officiers pour le composer, mais à défaut d'autres officiers, il doit y prendre place. Lettre minist, que 29 avril 1812 G.

l'absence du colonel, il ne fera près du conseil, où il aura voix consultative, que les fonctions de rapporteur.

Le quartier-maître y fremplira celles de secrétaire, à moins

qu'il n'en ait été autrement ordonné.

6. En cas d'absence ou de maladie, le major sera remplacé, dans la tenue des contrôles, par un capitaine, et le quartier-maître par un lieutenant ou sous-lieutenant (1).

Ces deux officiers seront désignés à l'avance par les membres

du conseil d'administration, à la pluralité des suffrages.

7. les trois plus anciens capitaines présens, après les membres du conseil, ou, à défaut, les officiers les plus élevés en grade et les plus anciens de grade, et les sous-officiers suppléans, seront appelés à toutes les séances du conseil et y assisteront; mais ils n'y auront voix ou action qu'en cas d'absence des membres qu'ils doivent remplacer (2).

8. Le quartier-maître ni les officiers chargés des divers détails ne pourront, dans aucun cas, faire partie du conseil d'adminis-

tration (3).

9. Toutes les sommes appartenant au corps, tant en deniers, qu'en essettifs, le registre de caisse et les papiers essentiels à conserver, continueront d'être ensermés dans une caisse à trois serrures, qui sera déposée chez le commandant du corps. Des trois cless, il en demeurera une entre les mains du commandant du corps; la seconde sera consiée au membre du conseil le plus élevé en grade après le président, et, à parité de grade, au plus ancien; la troisième le sera au quartier-maître, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné.

Ces trois officiers seront solidairement responsables des fonds déposés dans la caisse, d'où il ne doit jamais rien sortir, sans

(2) Les suppléans qui remplaceront les membres absens, et qui, en cette qualité, prendront part aux délibérations, devront aussi en signer les les actes, mais ils ajouterant à leur signature la qualité de suppléant

Circul, du 18 janvier 1809 G.

⁽¹⁾ Les dispositions relatives au remplacement du quartier-maître sont également applicables dans les régimens d'infanterie de ligne et légère, à l'officier payeur, lorsque ces deux officiers seront séparés, parcequ'en cas de réunion, l'officier payeur sera toujours le remplaçant du quartier maître.

⁽³⁾ Une circul. du 24 juin 1807 porte néanmoins, que les fonctions du capitaine d'habillement n'étant que temporaires, et ne lui empêchant pas d'ailleurs d'être à la tête d'une compagnie; on ne peut lui interdire de prendre le commandement du dépôt lorsque son grade ou son aucienneté de service l'y appèle, et de présider à ce titre le conseil d'administration; mais qu'il s'abstiendra de présider ce conseil, lorsqu'il doit y être question d'objets relatifs aux détails dont il est chargé : que dans ce cas le conseil doit être présidé par l'officier le plus élevé, ou le plus aucien en grade après lui; qu'il ne peut y avoir voix délibérative: voy. la pote de l'art. 13 tit. premier du numéro 44 page 358 du vol. l.

une délibération expresse du conseil, préalablement consignée sur le registre des délibérations.

. 10. Les conseils d'administration éventuels des bataillons ou escadrons détachés à plus de trois journées de marche du corps, seront composés minst qu'il suit:

Le chef de bataillon ou d'escadron, président,

Les trois plus anciens capitaines présens,

Un sous-officier.

Les deux officiers présens les plus élevés en grade, et dans ce grade les plus anciens, suppléeront les membres absens.

Le sous-officier et ses suppléans seront élus par les capitaines

membres du conseil, ainsi-qu'il est prescrit ci-dessus art. 3.

Un capitaine sera chargé de la tenue des contrôles: il aura un lieutenant pour suppléant. Un lieutenant ou sous-lieutenant sera suppléant du quartier-maître.

Ces officiers seront élas ainsi qu'il est prescrit art. 6.

11. Les correils d'administration des bataillons de dépôt des régimens d'infanterie de ligne et légère, lorsque ces bataillons seront séparés du régiment, seront composés ainsi qu'il suit:

Le major président,

Les trois capitaines autres que celui de l'habillement,

• Un sous-officier.

Les lieutenans, par ancienneté de grade, remplaceront les membres absens.

Le sous-officier et ses suppléans seront élus ainsi qu'il est

prescrit art. 3.

Un lieutenant sera suppléant du major pour la tenue des contrôles; et un lieutenant on sous-lieutenant sera suppléant du quartier-maître.

Ces officiers seront élus ainsi qu'il est prescrit art. 6 (1).

12. Les conseils d'administration des bataillons du train seront composés ainsi qu'il suit :

Le capitaine-commandant, président (2),

L'adjudant-major,

Les deux officiers de compagnie, du grade le plus élevé, dans ce grade les plus anciens, un sous-officier.

Les deux officiers présens les plus élevés en grade, et dans

⁽¹⁾ Lorsque le bataillon de dépôt sera réuni à un ou deux autres du régiment, les chefs de ces bataillons feront partie du conseil d'administration, dans lequel les capitaines les moins anciens ne prendront plus alors séance; et dans les dépôts qui seront isolés et qui out perdu leur compagnies; le conseil d'administration ne sera composé que de trois membres, savoir; le major, le capitaine commandant sous ses ordres le piquet de dépôt; et le premies adjudant sous officier: l'adjudant-major et le second adjudant sous-officier seront suppléans.

(2) Voy. l'art. 33 du numéro 85 et le num. 95 pages 44 et 61 du vol. II.

ce grade les plus anciens, suppléeront les officiers membres du

conseil qui seront absens.

Le sons-officier membre du conseil et ses suppléans seront élus par les officiers membres du conseil, autres que le président, ainsi qu'il est dit art. 3.

Un lieutenant ou sous-lieutenant sera chargé de la tenue des

contrôles, et élu par les officiers membres du conseil.

13. Les conseils d'administration des compagnies d'ouvriers et de canonniers vétérans seront composés ainsi qu'il suit :

Le premier capitaine, président;

Le second capitaine, Et un sous-officier.

Le sous-officier sera élu tous les ans, et lorsqu'il sera nécessaire, par le second capitaine et les deux lieutenans de la compagnie.

14. Il y aura, dans le chef-lieu de la direction d'artillerie, un conseil d'administration pour toutes les compagnies de canonniers gardes côtes de cette direction.

Il sera composé

D'un directeur d'artillerie,

De l'adjudant des côtes,

Du quartier-maître;

Du plus ancien des capitaines des compagnies en garnison au ches-lieu de la direction, et d'un sous-officier pris dans la première des compagnies en garnison dans le ches-lieu de la direction qui suivra le numéro de celle qui a fourni le capitaine.

Ce conseil revisera la comptabilité de chaque compagnie, et

l'arrêtera.

soit d'infanterie, soit de cavalerie, qui se trouveront au-dessous d'un bataillon ou d'un escadron, et qui auront plus de deux officiers, seront composes des deux officiers les plus élevés en grade, et d'un sous-officier. Le sous-officier sera choisi par les membres du conseil, sur la liste formée par le choix des commandans des compagnies du détachement, parmi les sous-officiers présens. Lorsque le détachement aura moins de trois officiers, le commandant du détachement sera chargé de la gestion de la compabilité de ce détachement, sous la surveillance du sous-inspecteur aux revues de l'arrondissement et du conseil d'administration de son corps.

Si, dans les dépôts des bataillons du train, il ne se trouvait qu'un officier, le conseil serait composé de cet officier et des

deux plus anciens sous-officiers présens.

16. Les conseils d'administration des demi-brigades de vétérans continueront à être composés ainsi qu'il est prescrit par l'arrêté

5. Dans le cas où la disposition qui précède ne serait pas praticable, parceque les dépenses respectives ne se reproduiraient pas dans le trimestre sur la revue générale duquel les rectifications devraient être faites, ces rectifications seront néanmoins portées sur la revue; et pour les extraits qui devront en résulter, on opérera ainsi qu'il suit : s'il s'agit de dépenses au compte de l'administration de la guerre, les augmentations ou diminutions ordonnées seront faites sur l'extrait de revue portant décompte de liquidation de la masse d'habillement, ou, à défaut, sur celui de tonte autre masse, on indemnité payable sur les fonds du même ministère, et subsidiairement sur le décompte de la solde; mais, dans ce cas, on indiquera sur la revue générale de comptabilité, à l'article des augmentations ou diminutions respectives les extraits de revue sur lesquels ces augmentations on diminutions, devront être opérées. Cette mention sera aussi portée sur les extraits; et lorsque les rectifications devront avoir lieu sur celui de la solde, la direction générale des revues en rendra compte à l'administration de la guerre (1).

Les dispositions du paragraphe qui précède seront observées, 1.º Lorsque les retenues à exercer en vertu de l'article 134 du réglement du 25 germinal an 13, ne pourront pas être faites sur la masse d'habillement, ainsi que le porte le décret du 12 décembre 1806, transmis par la circulaire du ministre-directeur

de l'administration de la guerre, du 15 janvier 1807.

2.º Pour toutes les augmentations ou diminutions dont il sera

-parbé ci-après:

Lorsqu'il s'agira de dépenses au compte du ministère de la guerre, les augmentations ou déductions seront opérées subsidiairement sur la solde, et mention en sera également faite tant sur la revue générale de comptabilité, que sur l'extrait relatif à la solde.

TITRE 3

Des rectifications provenant de la vérification des revues des officiers sans troupes,

6. Les augmentations et déductions concernant les officiers d'état-major et sans troupe, seront faites sur les dépenses correspondantes; à défaut des dépenses correspondantes, elles auront lieu sur d'autres dépenses payables sur les fonds du ministère qu'elles concerneront, et subsidiairement sur la solde.

Elles seront opérées tant sur les états mensuels de paiement et les revues générales de comptabilité, que sur les extraits de

ces revues.

A cet effét, on indiquera par un nota, à la colonne muta-

⁽¹⁾ Voy. idem et l'article 32 du num. 548.

tions de l'état mensuel et de la revue générale de comptabilité, et à la colonne observations de l'extrait de revue, le motif de l'augmentation ou de la diminution à faire au décompte des sommes à payer à l'officier ou à l'individu qu'elles concerneront.

On désignera à la même colonne la portion du traitement sur laquelle la rectification devra être faite, et l'on y portera le décompte de cette portion de traitement. On fera ensuite l'augmentation ou la déduction, et la somme qui en résultera sera portée à la colonne du décompte de cette même portion de traitement.

Tithe 4.3 (1).

Tita 5.° (1).

TITRE 6.º

Des écritures à faire par les corps dans leur comptabilité intérieure, par suite des augmentations et diminutions qui seront étrangères aux dépenses respectives sur les décomptes desquelles elles seront opérées.

19. Toute augmentation faite sur le décompte d'un traitement en deniers d'un corps, mais étrangère à ce traitement, devient un article de dépense pour ce même traitement, et une recette pour le traitement anquel elle se rapporte, si le corps tient une comptabilité en argent pour ce dernier traitement.

Et de même, toute diminution de même nature devient une recette pour le traitement sur lequel elle est opérée, et une dépense pour le traitement auquel elle se rapporte; si le corps tient une

comptabilité en argent pour ce dernier traitement.

Ces principes doivent être démontrés par des exemples.

Premier exemple.

On a porté en augmentation sur la masse d'habillement une somme de 67 fr., 50 cent, dont 37 fr. 50 cent. pour des rations de pain indûment remboursées par les corps; 20 francs pour une erreur, à son préjudice, sur un décompte d'indemnité de vivres, et 10, francs pour des effets de linge et chaussure qui lui avaient été portés en retenue, en vertu de l'art. 134 du réglement du 25 germinal an 13; mais dont le rejet qu'il en a fait ensuite, a été reconnu légitime.

Le nouveau mode de consommation des décomptes (voy. l'art. 16 du

num. 544) rend inutiles les dispositions qu'ils contiennent.

⁽¹⁾ Cos titres traitent, de l'envoi aux commissaires des guerres et aux payeurs, des extraits de revue relatifs aux subsistances et aux dépenses payables à bureaux ouverts; et de la transmission de ces mêmes extraits — après qu'ils avaient été décomptés.

3. Les indemnités de logement et de fourrages seront payées, à la fin de chaque mois, savoir, pour toutes les parties prenantes mentionnées dans l'article précédent, sur extraits de revues individuelles, et, pour les officiers des corps, sur états nominatifs, certifiés par les conseils d'administration des corps respectifs, ou par les commandans de détachemens lorsqu'ils n'auront pas de conseil d'administration, et arrêtés par les sous-inspecteurs aux revues (1).

Les états relatifs à l'indemnité de logement seront, avant d'être présentés aux sous-inspecteurs, contrôlés par les commissaires des guerres, qui certifierent, s'il y a lieu, que les officiers n'ont pas pu être logés dans les bâtimens militaires, ou qu'ils y ont

été logés sans meubles (2).

4. Les indemnités de représentation des Commandans des corps, les indemnités de tournée des officiers de gendarmerie, celles accordées pour service extraordinaire aux officiers, sous-officiers et gendarmes qui découchent de leur résidence, les frais de bureau des quartiers-maîtres de gendarmerie, ceux des conseils d'administration des compagnies de canoaniers gardes-côtes, seront payés par mois, et compris à cet effet, par un article séparé, sur les états d'appointemens et de solde.

5. La masse de chauffage sera acquittée à la fin de chaque mois, pour le mois échu, dans les formes qu'avait établies, il'art. 111

de notre décret du 25 germinal an 13.

Les indemnités en remplacement de convois militaires, à la suite des corps, seront payées conformément aux art. 121, 122 et 123 du décret du 25 germinal an 13, et à l'art. 9 de notre décret du 10 avril 1806 (3).

Celles en remplacement des vivres de campagne seront payées

comme la solde et les appointemens.

6. Les dépenses de gîte et geolage continueront d'être acquittées sur extraits des relevés généreux des registres d'écrou, conformément à l'instruction arrêtée à ce sujet, le 4 décembre 1806 (4), par notre ministre-directeur de l'administration de la guerre.

7. Les soldes de retraite et les traitemens de réforme continueront d'être payés, par trimestre, sur les mandats individuels expédiés par les commissaires des guerres (5).

⁽¹⁾ Les indemnités de logement et de fourrages doivent être payées sur les fonds du ministère de la guerre, voy. le num. 545; et sont actuellement portées sur les mêmes états que ceux rédigés pour les appointemens.

⁽²⁾ Voy. les art. 9 et 87 du num. 5/8.
(3) Num. 498 vol. III: l'indemnité de transports directs, continuera d'être payée sur ordonnances du ministre-directeur de l'administration.

⁽⁴⁾ Num. 423 vol. III. (5) Voy. Lappendice de ce chap., 2.º sect.

& Toutes les dépenses non désignées par les articles ci-dessus ne seront payées qu'en vertu d'ordonnances préalables délivrées par nos ministres de la guerre, à l'exception cependant d'une portion de la masse d'habillement, de harnachement et ferrage, pour laquelle une disposition particulière pourra être prise relativement à quelques localités (1).

Les payeurs recevront,

1.º Pour chaque paiement qu'ils feront aux conseils d'administration, aux commandans de détachemens ou aux officiers par eux autorisés, un état quittancé tel qu'il est prescrit par les art. 1, 3 et 5...

Les signataires de chaque état de paiement quittancé, remettront en même temps, au payeur, une copie de cet état, au bas de laquelle ils déclareront avoir donné quittance du montant;

2.º Pour les dépenses indiquées par les articles 2 et 7, une simple expédition de l'extrait de revue, ou les mandats quittan-

cés de chaque partie prenante,

3.º Pour les dépènses de gîte et geolage, une double expédition des extraits rappelés par l'art. 6 : le concierge quittancera l'une de ces expéditions; il déclarera, au has de l'autre, avoir donné quittance au payeur, de la somme mentionnée dans la

première.

10. Les payeurs feront arrêter par le commissaire-ordonnateur trois expéditions, au lieu de deux, du bordereau prescrit par l'art. 133 de notre décret du 25 germinal an 13, pour le paiement des indemnités de route et les avances de linge et chaus, sure aux militaires isolés. Deux de ces expéditions resteront en leurs mains: Le commissaire-ordonnateur gardera la troisième, pour en faire la vérissication, après l'expiration de chaque trimestre, sur les registres de route que les commissaires des guerres doivent lui envoyer, en vertu de l'art. 64 du réglement approuvé le 18 frimaire an 14 (2) par notre ministre-directeur.

11. Les payeurs divisionnaires enverront au payeur général des dépenses de la guerre, dans la première quinzaine du mois

qui suivra celui des paiemens effectués,

1.º Tous les états de revues, extraits et mandats qui leur

auront été remis, conformément à l'article 9;

2.º Les deux expéditions du bordereau arrêté par le com-

missaire-ordonnateur, conformément à l'article 10.

· Ils accompagneront les pièces comprises dans la première disposition d'un bordereau, en double expédition, pour chaque nature de dépense

Les bordereaux des revues individuelles seront, avant leur en-

⁽¹⁾ Voy. les num. 545 et 547.

⁽²⁾ Num. 497 page 358 du vol. 111.

voi au payeur général, soumis, avec lesdits extraits quittancés, aux inspecteurs aux revues, qui les vérifieront et les arrêteront (1);

Ceux relatifs aux mandats de retraite et de réforme seront visés par les commissaires des guerres, et arrêtés par les ordon-

nateurs.

12. Notre ministre du trésor public sera remettre successivement, par le payeur général des dépenses de la guerre, dans les bureaux de nos deux ministres de la guerre, chacun pour ce qui le concerne,

1.º Les états et extraits portant déclarations de quittance;

2.º Une expédition de chacun des bordereaux exigés par les articles 10 et 11: Cette expédition tiendra lieu de déclaration de quittance pour tous les paiemens faits sur revues individuelles, et pour ceux des indemnités de route et des avances de linge et chaussure.

3. La remise des pièces désignées par l'article précédent, sera immédiatement suivie de la délivrance des ordonnances de nos ministres de la guerre, pour une somme égale au moutant des

paiemens ainsi justifiés.

14. Lorsque ces ordonnances auront été délivrées, les états d'effectif et les états nominatifs, les revues individuelles, les mandats de retraite et de réforme, les extraits des relevés généraux des registres d'écrou dûment quittancés, les bordencaux des indemnités de route et des avances de linge et chaussure, arrêtés comme il est dit ci-dessus, seront, pour le payeur général, des acquits définitifs, et opéreront sa décharge.

15. Nos deux ministres de la guerre feront ouvrir à chaque corps un compte distinct et séparé pour chacune des dépenses désignées par les articles précédens, et feront porter, au débit de ce compte, le montant de chacune des déclarations de quittance dont notre ministre du trésor public lour auva fait faire la re-

mise: ces comptes devront être constamment à jour.

16. Au moyen des dispositions qui précèdent, la formation des revues générales de comptabilité, le réglement de leurs décomptes, ainsi que toutes les opérations qui s'y rapportent, sont laissés exclusivement aux soins de nos ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, chacun pour ce qui le concerne.

Les dispositions du décret du 25 germinal an 13 qui appe-

⁽¹⁾ Ces bordereaux divisés en six chapitres, dont un pour chaque classe d'officiers sans troupes, et terminés par une récapitulation, seront, adressés dans les cinq premiers jours de chaque mois à l'inspecteur, qui les vérifiera et les arrêtera, et les fera remettre au payent le dix du mois au plus tard, avec les extraits de revue; pour recevoir la destination prescrite par l'art. ci-dessus. Instr. du payeur général du 22 juin 31820; voy. aussi l'art. So du num. 548.

laient notre ministre du trésor public à concourir à la consom-

mation des décomptes, sont rapportées.

17. Aussitôt après le réglement définitif des décomptes des revues, s'il est reconnu qu'il ait été perçu plus ou moins qu'il n'était dû, nos ministres de la guerre et de l'administration de la guerre feront les déductions ou les augmentations sur les premiers paiemens.

18. Le présent décret sera inséré au bulletin des lois, et aura

son exécution à dater du premier juillet prochain.

Nos ministres sont chargés etc.

N.º 545.

Décret impérial relatif au paiement à bureaux ouverts d'une portion des masses d'habillement et de harnachement, et ferrage.

Du 23 mai 1810.

ART. 1.er Les dispositions de notre décret du 12 mars 1808, qui autorisaient les régimens composant nos armées d'Espagne et de Portugal, à toucher, avec la solde, une portion de la masse d'habillement et de celle de harnachement et ferrage, seront étendues à tous les corps employés hors du territoire de l'Empire, et à ceux stationnés dans les 27,° 28° et 29.° divisions militaires et dans les états romains (1).

(1) Ces dispositions ne sont applicables qu'aux bataillons détachés et dont les dépôts seront placés au-delà des Alpes: les dépôts de ces mêmes corps, malgré qu'ils se trouveraient au-delà des alpes, ne devront pas en jouir. Circul. du premier décembre 1810. — Il en est de même à l'égard des détachemens en station dans l'intérieur et dont les dépôts seraient hors du territoire de l'empire. Lettre du 19 avril 1811.

A l'égard de la masse de harnachement et ferrage, ces dispositions sont étendues à tous les détachemens de l'intérieur, séparés de leurs corps depuis au moins quinze jours, et sortis de la division dans laquelle est leur dépôt. Décr. imp. du 11 juillet 1811. — Cette portion est fixée à un franc 50 cent. par cheval et par mois, pour tous les corps de troupes à cheval et pour l'artillerie légère; et à 2 fr. 91 cent. par cheval et par mois, pour tous les bataillors du train d'artillerie, du génie et des équipages. Ibid.

Les paiemens en seront faits à l'avance par quinzoine et à bureau ouvert, sur des élats qui en présenteront le décompte, d'après l'effectif des chevaux au premier jour de chaque quiuzaine, et d'après les mu-

2. La portion de la masse d'habillement qui devra être payée en exécution de notre décret du 12 mars, ne sera plus destinée à pourvoir qu'aux dépenses de l'entretien et des réparations de l'habillement et du grand équipement, ainsi qu'aux frais de bureau de l'administration

Celle de la masse de harnachement et ferrage continuera d'être affectée aux dépenses de ferrage et des médicamens de chevaux

et de réparations du harnachement.

3. Cette portion est fixée, pour la masse d'habillement, à cinq francs par homme et par an, pour les corps de toutes armes; et pour la masse de harnachement et serrage, à 15 fr. par cheval et par an, pour tous les corps de troupes à cheval et pour l'artillerie légère (1).

Et à trente francs par cheval et par an, pour les bataillons du train d'artillerie, du génie et des équipages militaires (2).

4. Les corps employés dans nos armées d'Espagne, d'Illyrie, de Dalmatie, et dans les îles Ioniennes toucheront, en outre un supplément d'un franc par homme et par an, pour la masse d'habillement.

N.º 546.

Décret impérial contenant des dispositions relatives au paiement des indemnités de fourrages et de logement.

Du 19 juillet 1810.

ART 1.er A dater du premier juillet 1810, les indemnités de fourrages et de logement seront acquittées sur les fonds du ministère de la guerre, au lieu de l'être sur ceux de l'administration de la guerre.

(1) Et à quatre francs pour les cohortes de gardes nationales; voy. la page 865 du vol. Il note 3.

(2) Voyez la note de la page précédente.

tations survenues pendant la quinzaine précédente. Ces états seront faits en trois expéditions, dont une sera adressée avec les états d'effectif trimestriels prescrits par la circulaire du 11 oct. 1810. — Les détachemens devront faire l'emploi le plus économique des fonds qu'ils auront reçus; et justifier de cet emploi aux conseils d'administration à la fin de chaque trimestre. Circul. du 2 août 1811 A. Ces paiemens ne seront considérés que comme des-à comptes sur le montant des revues qui n'en devront pas moius comprendre la totalité du crédit des masses. Circul. du premier décembre 1810. A.

2. Ces indemnités seront payées chaque mois en même tems que la solde d'activité, et sur une seule et même revue.

N.º 547.

Décret impérial contenant des dipositions relatives à la masse d'habillement et à celle de harnachement et ferrage.

Du 28 août 1810.

ART. 1. et Conformément aux dispositions de notre décret du 25 germinal an 13 (1) les revues générales de comptabilité continueront à déterminer définitivement les sommes dues aux corps pour la masse d'habillement et celle de harnachement et ferrage.

Toutefois la disposition de l'art. 115 de ce décret, qui ordonne une diminution de cent quatre-vingt-deux journées de masse d'habillement pour chaque déserteur, cessera d'être exé-

cutée à compter du premier janvier 1810.

2. Afin de donner à notre ministre-directeur de l'administration de la guerre, ainsi qu'aux conseils d'administration des corps de notre armée, les moyens de connaître plus promptement que par les revues générales de comptabilité, et d'une manière néanmoins très-approximative, les sommes auxquelles s'élèveront les masses d'habillement et de harnachement et ferrage, le crédit des corps sur ces deux masses sera, à dater du premier janvier 1810, provisoirement établi sur deux états distincts, présentant l'un le nombre des journées de masse d'habillement résultant de l'effectif des sous-officiers, soldats et enfans de troupe, l'autre, le nombre des journées de masse de harnachement et ferrage, résultant de l'effectif des chevaux de troupe au dernier jour de chaque mois du trimestre, d'après la revue passée sur le terrain.

On ajoutera sur l'état relatif à la masse d'habillement pour chaque recrue admis pendant chaque mois du trimestre, une augmentation de trois cent soixante cinq journées de masse, à titre de première mise d'habillement, conformément à l'article 115

de notre décret du 25 germinal an 13 (2).

(1) Num. 537 page 173.

⁽²⁾ Indépendanment de ces 365 jour nées relatives à la première mise des hommes de nouvelle levée, il est enco e porté en augmentation à la masse, diverses sommes à titre de supplément; voy. le num. 477.

3. Il sera sait deux expéditions de chacun desdits états d'esfectif; l'une sera remise au corps qu'elle concerne, l'autre sera transmise à notre ministre-directeur, le 1. er du premier mois du trimestre suivant, par l'inspecteur divisionnaire auquei le sous inspecteur qui aura établi les états d'effectif, les aura sait passer (1).

Au moyen desdits états d'effectif, ceux qui doivent être adressés à notre ministre-directeur pour chaque mois, cesseront de

Iui être envoyés.

4. Les états d'effectif scront provisoirement la base, 1.º des dépenses que notre ministre-directeur de l'administration de la guerre pourra ordonner en saveur des corps sur leurs masses d'habillement et de harnachement et serrage; 2.º des comptes qu'il nous rendra pour chaque exercice sur les mêmes masses.

5. Lorsque notre ministre-directeur aura reçu les extraits de revues générales de comptabilité pour les masses d'habillement et de harnachement et ferrage, il en comparera le montant avec le

produit des états d'effectif des trimestres correspondans.

Si les états d'effectif ont alloué plus ou moins que les revues de comptabilité, il fera, tant au crédit des corps, qu'aux comptes qu'il nous rendra, les augmentations ou diminutions qui ré-

sulteront de cette comparaison.

6. Le directeur général des revues continuera à ordonner sur les revues subséquentes, aux articles des masses d'habillement et de harnachement et ferrage; les rectifications qui devront être le résultat de la vérification qu'il aura faite des revues générales de comptabilité.

7. Le montant des masses d'habillement et de harnachement et ferrage continuera d'être payé sur les ordonnances spéciales de notre ministre-directeur, sauf les portions de ces masses que, par notre décret du 23 mai dernier (2) nous avons accordées à titre d'entretien aux troupes employées hors du territoire de l'empire et dans les divisions militaires au-delà des alpes. Les portions de masses seront acquittées comme la solde, conformément aux dispositions de notre décret du 16 mai dernier (3).

(3) Num. 544, page 287.

⁽¹⁾ On pourra consulter relativement à la réduction de ces états la circulaire du 11 octob. Idro qui contient à ce sujet, des détails très-étendus; voy. aussi la note de l'art. 3 du num. 552.

⁽²⁾ Voy. les observations placées à l'art. 1 du num. 545.

N.º 548.

Instruction pour servir à l'exécution du décret du 16 mai 1810, relatif au paiement et à la régularisation des dépenses de l'armée payables sur revues.

Du 1.er septembre 1819.

TITRE 1.0r

Des états de paiement.

ART. 1. LES états de paiement pour la solde, pour les masses d'ordinaire, de pain de soupe et de chaussage, pour le supplément d'étape (1), et les indemnités de convois, ainsi que les copies de ces états portant déclaration de quittance, seront établis suivant les modèles déjà fournis (1).

2. Les inspecteurs et sous-inspecteurs au revues, et, en leur absence, les commissaires des guerres, sont seuls chargés d'arrêter les états de paiement de solde, de masse d'ordinaire, de

pain de soupe et de chauffage.

Les mandats pour supplément d'étape et indemnités de convois ne pourront plus être délivrés que par les commissaires des guerres (2).

3. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues tiendront re-

gistre de tous les mandats qu'ils délivreront.

Ce registre sera divisé en deux parties, l'une pour les paiemens aux troupes stationnaires, et l'autre pour les paiemens aux troupes de passage.

Chaque partie sera distribuée en autant de colonnes qu'il y

aura de natures de dépense.

4. Lorsque des corps ou des détachemens devront passer les frontières de France pour en sortir ou pour y rentrer, les états de paiement devront être coupés au jour du passage exclus.

Si, dans l'intérieur de l'empire, il est établi des états de paiement pour solde acquise à l'armée hors des frontières, ces états devront en porter formellement l'annotation, afin que, lors du réglement de décompte dans les bureaux ministériels, les états portant déclaration de quittance, puissent être exactement appliqués aux revues y relatives, et vice versa, si à l'armée il est

⁽¹⁾ Voy. la note placée à l'art. premier du num 415 page 61 du vol. III. (2) Les dispositions de cet article sont medifiées; voy. l'art. 9 du num. 551.

fait des états de paiement pour des allocations acquises dans

l'intérieur (1).

Les états de paiement pour un temps postérieur au jour du passage des frontières, ne doivent porter ni augmentation ni diminution, pour mutations relatives aux journées antérieures à ce passage (2).

5. Il ne sera fait qu'un seul état de quinzaine ou de mois, pour toutes les portions d'un même corps stationnées dans la mê-

me division territoriale de l'intérieur.

Il en sera de même aux armées pour toutes les portions du même corps qui seront sous les ordres du même général de division, ou qui seront stationnées dans l'airondissement du même payeur.

L'état de paiement sera établi par le conseil d'administration,

ou par l'officier qui doit en tenir lieu.

6. Les états de paiement pour les détachemens de gendarmerie employés hors de leur département auprès des ateliers de condamnés, ou des dépôts de conscrits réfractaires, seront établis par compagnie de gendarmerie, et certifiés par le conseil d'administration de celle du département, où seront placés ces ateliers ou dépôts.

7. Les inspecteurs ou sous-inspecteurs aux revues établiront les états de paiement pour les officiers de santé détachés aux ambulances ou dans les hôpitaux, ainsi que pour les militaires détachés aux conseils de guerre (3), aux écoles d'hippiatrique, ou qui se trouveront dans toute autre position leur donnant droit à toucher séparément leurs appointemens, d'après les ordres sormels du Ministre de la guerre.

Les états de paiement qui sont le sujet du présent article et du précédent, seront toujours nominatifs; ils seront établis par mois, à terme échu et au nom des corps respectifs (4).

(1) Voy. au sujet des états de paiement, le num. 556.

(2) Il doit en être de même relativement aux mutations d'un trimestré expiré.

⁽³⁾ Les sous-officiers et soldats tenus en résidence loin de leurs corps pour être entendus comme témoins à un conseil de guerre reçoivent 75 cents par jour. Cette indemnité est indépendante de la solde attribuée à leurs grades, et dont ils sont rappelés à leur retour. Décision du 23 vendém, an 12 et instruction du 25 novembre 1808 G. – Il en est de même à l'égard des militaires appelés en témoignage auprès des tribunaux ordinaires. Circul. du 10 janvier 1812 G.

⁽⁴⁾ Dans des cas de nécessité urgente, il pourra être payé aux officiers de troupes, en soute pour rejoindre leur corps, des a-comptes sur leurs appointemens. Ce paiement s'effectuera sur acquit définitif, pour le compte de ces corps, au moyen d'un double état, dont un portera déclaration de quittance; il en sera fait mention sur la feuille de route de ces officiers; et les inspecteurs aux revues des corps en seront respectivement prévenus par le fonctionnaire qui aura arrêté l'état de paiements Décision du 3 septembre 1810 G.

8. Lorsque, par des ordres spéciaux, des sous-officiers ou soldats seront mis en subsistance dans des corps, il sera fait pour eux des états de paiement particuliers et sans distinction des corps auxquels ces militaires appartiendront: ces états, établis pour le compte et au nom des corps dans lesquels ces militaires seront en subsistance, ne comprendront pas la portion de solde affectée à la masse de linge et chaussure, le rappel devant en être fait après le rétour de ces hommes à leur corps.

Les états de paiement, pour les dépôts de convalescens et autres dépôts généraux composés d'hommes appartenant à plusieurs corps, seront également établis sans distinction de corps, et sous la déduction de la portion de solde affectée à la masse de

linge et chaussure.

9. Lorsque, dans une division territoriale, il y aura des portions d'un même corps stationnées dans divers arrondissemens de commissaires des guerres, le certificat de non-logement qui doit être mis au bas des états de paiement pour les officiers, sera donné par le commissaire des guerres de l'arrondissement où ces états devront être établis en exécution de l'art. 7; à cet effet, les commissaires des guerres des autres arrondissemens lui adresseront (1) les documens nécessaires (2).

10. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues auront soin d'opérer sans retard, sur les états de paiement, toutes les augmentations et diminutions qui seront prescrites par suite de réglement de décompte dans les bureaux des ministres de la guerre, ou pour rectification d'erreurs intervenues dans les revues, ou ensin par tout autre ordre émané de l'autorité minis-

térielle (3).

Ces augmentations ou diminutions seront classées ainsi que l'indiquent les modèles des états de paiement (4).

(2) Cet article est applicable aux compagnies de gardes-côtes, lors même qu'elles se trouvent placées dans plusieurs divisions, attendu qu'il n'est fait pour elles qu'un état de paiement par direction d'artillerie.

(4) Il ue doit plus être opéré sur les états de paiement que les augmen-

⁽¹⁾ Cet état indiquera le nombre de jours d'occupation du logement de chaque officier, le corps et la compagnic à laquelle il appartient. A l'égard des officiers d'états-majors et saus troupe, il sera udressé à l'inspecteur aux revues de la division, régulièrement à la sin de chaque mois, même dans le cas où il devrait être négatif. Instr. du 25 octobre 1810 A.

⁽³⁾ Les expéditions des décomptes qui font le sujet de l'art. 12 du réglement ariêté le 24 mars 1809 par le ministre-directeur de l'administration de la guerre, sur la distribution des approvisionnemens de siège et de réserve des îles et forts en mer, continueront d'être remises au sous-inspecteur, qui opérera, sans ordre préalable du ministre, la diminution nécessaire, sur l'état de paiement de la masse d'ordinaire, s'il s'agit de vivres, et sur celui de chaussage, s'il s'agit de fourniture de bois,

de décompte pour dépenses payables en argent, seront opérées sur les états de paiement établis pour dépenses de même nature.

Mais dans le cas où ces dépenses ne se reproduiraient pas au moment où des diminutions devraient être opérées, ces diminutions seront effectuées, pour ce qui concerne l'administration de la guerre, sur les autres dépenses de ce ministère payables à bureau ouvert, et subsidiairement sui celles payables en vertu

d'ordonnance préalable (1).

12. Lorsqu'un corps ou un détachement s'administrant déjà lui-même viendra à partir dans le courant de la quinzaine pour laquelle il aura reçu la masse d'ordinaire, et qu'il aura ordre de passer à une destination où il ne devra pas en jouir, le sous-inspecteur aux revues fera connaître au commissaire des guerres le montant du trop perçu sur cette masse, afin que ce dernier le porte en diminution sur les états de paiement pour le supplément d'étape et l'indemnité de convois (2).

Il sera sait mention de ce trop perçu, ainsi que de l'avis donné au commissaire des guerres, sur l'extraît de revue qui sera établi pour la masse d'ordinaire: à cet effet, l'annotation en

sera portée sur la feuille de route.

TITRE 2.º

De l'établissement et de la remise des feuilles d'appel nécessaires à la confection des revues générales de comptabilité.

13. Les revues mensuelles pour les dépôts, les bataillons ou escadrons de guerre et pour toutes les portions de corps s'administrant elles-inêmes, continueront d'être passées sur le terrain par les inspecteurs et sous-inspecteurs chargés immédiatement de leur police administrative : mais, à partir du premier juillet 1810, il ne sera établi qu'une revue générale de comptabilité, par trimestre, pour toutes les portions d'un même corps, stationnées dans l'intérieur de l'empire.

Il ne sera également établi qu'une revue générale de comptabilité, par trimestre, pour toutes les portions d'un même corps

employées à la même armée hors des frontières (3).

tations ou déductions qui proviendront du réglement des décomptes; voy. le num. 556.

Les états de paiement ne doivent jamais être entièrement absorbés par les retenues; voy. idem..

⁽¹⁾ Ces dernières dispositions ont subi quelques modifications; voyez le num. 557. art. 4.

⁽²⁾ Voy. la note placée à l'art. premier du num. 544 et l'art. 3 du num. 551. (3) Sauf l'exception résultant de l'art. 58 de la présente instr.

14. Les revues générales de comptabilité seront toutes établies aux dépôts des corps.

Il y aura, en cas de passage des frontières, conpure pour les feuilles d'appel et les revues, ainsi qu'il est prescrit pour les

états de paiement, par l'art. 4.

15. Seront compris dans les revues des corps respectifs, selon la division portée par les deux précédens articles, les militaires et officiers de santé se trouvant dans les positions indiquées

par les art. 6 et 7.

A cet esset, les inspecteurs ou sous-inspecteurs aux revues qui auront sait payer la solde et autres traitemens à ces militaires, enverront une expédition de chacun des états de paiement, au sur et à mesure qu'ils les auront arrêtés, à l'inspecteur aux revues chargé de l'établissement de la revue trimestrielle où ces militaires doivent être compris. Cette expédition portera les renseignemens nécessaires pour la liquidation des subsistances sournies en nature.

Ces militaires n'en seront pas moins compris dans les feuilles d'appel des compagnies auxquelles ils appartiennent, pour la liquidation de ce qui doit leur être alloué, la copie de leurs états de paiement ne devant être considérée que comme état de mutations. Cette disposition est applicable aux paiemens des deux mois de solde et de demi-solde faits aux mititaires rentrant des prisons de l'ennemi (1), ainsi qu'à ceux faits aux officiers

Mode de paiement de la solde due aux prisonniers de guerre rentrés.

2.º Les officiers, sous-officiers et soldats prisonniers de guerre, autres que ceux désignés dans le paragraphe précédent, seront payés de ce qui leur revient d'après les articles 2 et 7 du décret, sur revue du premier sous-inspecteur aux revues; auquel ils se présenteront lors de leur reu-

trée en France.

Pour obtenir ce paiement, ils produiront, savoir: chaque officier, son brevet ou lettre de service, et chaque sous-officier, un certificat du commissaire de la puissance chez laquelle il aura été détenu, constatant son grade et le temps pendant lequel il sera resté en captivité. S'il ne peut en justifier, le paiement de ce qui pourra lui être dû en vertu des articles précités, sera ajourné jusqu'à ce que ses droits aient été reconnus; et dans ce cas, l'indemnité de route devra lui suffire comme avant le décret, jusqu'à son arrivée soit à son corps, soit dans ses foyers.

3. Toutes les revues faites pour ces paiemens, indiqueront les pièces que les officiers aurout produites, et seront connaître le lieu et l'é-

⁽¹⁾ Voici les dispositions qui ont été ordonnées pour le paiement des deux mois de solde et de demi-solde alloués par les art. 2 et 7 du num. 171 vol. II; voy. aussi à ce sujet le § premier des observations qui précèdent les tarifs.

auront fait partie des garnisons des colonies, et qui débarqueront dans les ports, recevront, par les soins du ministre de la marine, les sommes qui leur sont allouées par les art. 2 et 7 du décret; en conséquence, messieurs les inspecteurs et sous-inspecteurs, ne leur feront faire aucun paiement pour le temps de leur captivité.

détenus autorisés à percevoir une partie de leur solde (1).

16. Sont exceptés des dispositions du précédent article les sousofficiers et soldats retenus dans les dépôts de convalescence (2) ou autres dépôts généraux composés d'hommes appartenant à divers corps.

Ces dépôts continueront d'être considérés comme corps particuliers sous le rapport de la régularisation de leurs dépenses.

Sont également exceptés les militaires mis en subsistance dans les corps; les feuilles d'appel continueront d'en être établies, ainsi qu'il est déjà prescrit par les instructions existantes; mais elles entreront, par article distinct et séparé, dans les revues générales des corps où ils seront provisoirement placés, la régularisation de leurs dépenses devant être faite pour le compte et au nom de ces corps.

17. Les scuilles d'appel qui doivent servir de base aux revues générales de comptabilité, ne seront, quels qu'aient été les mouvemens dans l'intérieur de l'empire ou dans l'arrondissement de la même armée, closes qu'à l'expiration du trimestre, excepté le cas du passage des frontières, ou de celui d'une armée à

une autré.

poque de leur prise par l'ennemi, et les corps d'armée auxquels ils appartennient.

4.º Les paiemens de solde entière en faveur des sous-officiers et soldats conformément à l'article 7 du décret, seront faits sur des états

d'à-bon-compte imputables aux corps.

Afin de couvrir les corps de ces imputations, les militaires qui en seront l'objet, seront rappelés dans leurs revues; et, pour opérer ces rappels, les conseils d'administration établiront des états nominatifs portant décompte individuel de la somme revenant à chaque homme, le montant de ces états, qui seront envoyés à la direction comme les feuilles d'appel, sera ajouté par un article séparé dans le décompte général de la revue.

5.º Les sommes qui devront être allouées en vertu des décisions du ministre de la guerre, conformément aux articles r et 4 du décret, seront payées, pour les officiers d'état-major et sans troupe, sur les revues courantes de la classe à laquelle ils appartiendront.

Elles seront payées, pour les officiers retirés dans leurs foyers, sur

des revues spéciales qui seront faites au nom des corps respectifs.

On relatera dans les unes et les autres les ordres qui en auront autorisé la confection.

6.º Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 qui précèdent sont applicables aux officiers, sous-officiers et soldats qui, avant été pris en mer, ne seraient cependant pas débarqués dans les colonies. Mais ces militaires devront, indépendamment des pièces exigées par l'art. 2 des mesures d'exécution indiquées dans la décision du ministre, produire un certificat du commissaire de marine du port où ils seront débarqués, et constatant qu'il ne leur a rien été payé sur les sommes qui leur reviennent en vertu des articles 2 et 7 du décret; et les revues devront, dans ce cas, faire mention de la production de cette pièce.

(1) Pour le mode de paiement du traitement de résorme des officiers rentrés des prisons, et qui sont autorisés à le recevoir ensuite de l'art. 5

du num. 171; voy. L'art. 85 de la présente instruction.

(2) Voy. le num. 533 page 123.

18. Lorsqu'à l'armée, à cause des mouvemens ou d'autres circonstances locales, les feuilles d'appel ne pourront être assez promptement et complètement établies, le directeur général des revues, ou l'inspecteur aux revues autorisé par lui, aura la faculté de dispenser les capitaines de porter sur ces seuilles le décompte des journées et des différens traitemens.

Dans ce cas, il suffira que ces capitaines remettent et certifient ces seuilles d'appel, postant seulement les noms, les mutations et mouvemens, ainsi que l'annotation des diverses natures de subsistances perçues, ou de tout autre traitement extraor-

dinaire ou local.

Les décomptes seront établis par les soins des conseils d'administration des dépôts.

Pour cet effet, les sous-inspecteurs aux revues chargés de recueillir et d'envoyer les feuilles d'appel, en vérifierent et certifierent l'exactitude sous le rapport des mutations et mouvemens, ainsi que sous celui des annotations qui doivent indiquer les fournitures allouées pendant le courant du trimestre.

19. Les seuilles d'appel continueront d'être remises aux sousinspecteurs aux revues, le premier jour de chaque trimestre.

Si, à cette époque, une portion de corps est en marche dans l'intérieur, elles seront recueillies par le sous-inspecteur de résidence au premier lieu de sejour; et si elle sort de France, ou si elle y rentre, celui qui se trouvera placé sur la route en France le plus près des frontières, se fera remettre les feuilles d'appel qui doivent être établies pour les journées antérieures au passage : il en sera fait mention sur la feuille de route.

Si dans ces cas de mouvement la remise des seuilles d'appel n'a pas eu lieu, le sous-inspecteur aux revues en préviendra de suite le Directeur-général ainsi que l'inspecteur du dépôt, asin qu'ils les réclament de l'inspecteur aux revues de la destination

de la portion de corps qui a marché.

20. Lorsque la portion du corps qui se sera trouvée dans une des positions prévues par le précédent article sera arrivée à sa destination, le sous-inspecteur aux revues qui sera chargé de sou inspection, s'assurera si la remise prescrite par cet article a eu lieu; si elle n'a pas été effectuée, il exigera qu'elle lui soit faite de suite.

21. Lorsqu'un corps ou un détachement passant d'une armée à une autre, traversera la France, il sera censé employé dans l'intérieur depuis le jour de sa rentrée inclus, jusqu'à celui de sa sortie exclus; et pour la remise et l'envoi des scuilles d'appel,

on lui appliquera les dispositions des articles 19 et 20.

22. Si une portion de corps passe, sans traverser la France, d'une armée à une autre, la coupure des états de paiement et des feuilles d'appel se sera au jour où elle cessera d'être au compte de l'armée qu'elle quitte, tant pour les subsistances que pour la solde, selon les lignes de démarcation.

23. Indépendamment des mesures déja prescrites pour obliger les conseils d'administration et les chets de détachement à remettre les feuilles d'appel aux termes et dans les positions fixés cidessus (1), il est défenda aux inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues d'arrêter l'état de paiement du traitement des officiers pour le dernier mois du trimestre, ou pour tout autre restant à acquitter, si ce n'est après la remise desdites feuilles d'appel.

24. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues qui auront recueilli, conformément à ce qui est prescrit par les articles ci-dessus, les seuilles d'appel des portions du corps séparées du dépôt, procéderont de suite à la vérification de ces seuilles, les rectifieront, s'il y a lieu, et les seront parvenir aux inspecteurs aux revues des divisions où se trouveront les dépôts. Ils en informeront, par un état détaillé, l'inspecteur en ches ou l'inspecteur divisionnaire, au sur et à mesure qu'ils les auront expédiées.

Ils enverront en même temps au Directeur général des revues,

une copie de cet état.

Cet envoi aura lieu; savoir, pour l's portions de corps en garnisou, dans les vingt premiers jours du mois qui suivra l'expiration du trimestre; et dans les autres cas, d'abord après la remise.

25. Les inspecteurs en chef aux revues, ainsi que les inspecteurs, chacun pour son arrondissement, se seront rendre, le 20 du premier mois de chaque trimestre, et ensuite tous les dix jours, jusqu'à parsait envoi, compte de l'état et du progrès de la transmission que les sous-inspecteurs aux revues doivent saire des seuilles d'appel aux inspecteurs aux revues des dépôts.

Ils prendront ou provoqueront toutes les mesures convenables

pour accélérer cette transmission.

26. Le trente du premier mois de chaque, trimestre, les inspecteurs aux revues des divisions où sont placés les dépôts, formeront l'état de toutes les portions de corps stationnées dans l'intérieur de l'empire, ou qui en seront sorties pendant le trimestre écoulé, et pour lesquelles les seuilles d'appel ne leur seraient pas parvenues.

Quinze jours après, semblable état sera sait par les mêmes inspecteurs, pour les portions de corps employées aux armées hors

du territoire français.

Les inspecteurs aux revues des dépôts adresseront de suite ces

stats au Directeur général.

Ils écriront en même temps aux inspecteurs qui seraient en retard, pour réclamer les seuilles d'appel non encore parvenues.

27. Le Directeur général des revues, aussitôt après la réception

⁽¹⁾ Voy. l'art. 38 du num. 537 page 186.

des relevés des feuilles d'appel non parvenues, enjoindra aux inspecteurs chargés d'en faire l'envoi, de remplir sans délai cette obligation, et de faire connaître les causes du retard, ainsi que les mesures prises pour le faire cesser.

28. Au fur et à mesure de la réception des seuilles d'appel, les inspecteurs aux revues des dépôts les seront remettre, par l'intermédiaire des sous-inspecteurs, aux conseils d'administration

de ces dépôts.

29. Les conseils d'administration des dépôts rapprocherout ou seront rapprocher sans délai par le major et le quartier-maître, les feuilles d'appel de toutes les portions du corps, pour reconnaître si elles ne présentent pas de doubles emplois, tant en hommes et en chevaux qu'en journées et en allocations.

Dans le cas où aucun double emploi n'aura été remarqué, les

conseils d'administration en donneront l'attestation négative.

Dans le cas contraire, ils signaleront toutes les espèces de double emploi par un état qu'ils remettront au sous-inspecteur aux revues chargé de l'établissement des revues générales de

comptabilité.

Il se serviront de la communication des seuilles d'appel de toutes les portions de corps, pour rectisier, s'il y a lieu, les contrôles annuels du corps entier, les registres matricules, etc.; ils y puiseront ensin tous les renseignemens que ces seuilles pourront sour l'administration et la comptabilité du corps, soit pour l'ensemble, soit pour les individus.

Tirke 3.

De la confection des revues générales de comptabilité, et de l'envoi des différens extraits.

30. Les seuilles d'appel communiquées aux conseils d'administration en exécution de l'article 28, seront rendues aux sons-inspecteurs aux revues cinq jours après la communication de la dernière de toutes celles qui doivent entrer dans la même revue.

Les sous-inspecteurs aux revues se feront remettre en même temps l'attestation ou l'état prescrit par l'art. 29; ils s'assureront

de son exactitude.

31. Les sous-inspecteurs aux revues procéderont à la confection de chacune des revues qu'ils sont chargés de rédiger, au sur et à mesure que toutes les seuilles d'appel qui doivent entrer dans la même revue, leur seront parvenues, et auront subi les vérifications ordonnées par les articles 28 et 29.

32. On n'opérera sur les revues générales de comptabilité et sur les extraits, que les augmentations et diminutions ordonnées pour rectification d'erreurs intervenues dans les revues, excepté dans le cas où, selon ce qui est prévu au 2:° f. de l'art. 11, il y auguit lieu à effectuer des diminutions sur les fonds paya-

bles en vertu d'ordonnances; auquel cas ces diminutions seront

opérées sur les revues et extraits (1)-

33. La revue générale, ainsi que les extraits, porteront distinctement par division, et avec désignation des commandans des différentes portions de corps, le sommaire des allocations attribuées à chaque partie s'administrant elle-même, pour solde, masse d'ordinaire, supplément d'étape, indemnité de fourrages et de logement, et pour les diverses fournitures de subsistances.

34. Les sous-inspecteurs aux revues devrent avoir terminé toutes les revues qu'ils sont chargés d'établir, de manière qu'elles soient parvenues à l'inspecteur divisionnaire le dernier jour du trimestre qui suivra celui que ces revues concerneront, afin que cet inspecteur puisse lui-même les faire parvenir au directeur général

des revues avant le 15 du mois suivant au plus tard.

35. On enverra au directeur général, en même temps que la revue générale de comptabilité et les feuilles d'appel, les extraits de revue en simple expédition pour toutes les dépenses payables sur revues ou sur ordonnances, ainsi que pour chaque espèce de subsistances sournies, en nature (2). Cet envoi sera accompagné d'un bordereau en double expédition.

TITRE 4.

Des revues des corps et compagnies qui n'ont pas de dépôt fixe.

36. Les revues générales de comptabilité des corps et compagnies qui n'ont pas de dépôt fixe, seront établies par les sous-inspecteurs aux revues qui auront sous leur inspection la portion du corps ou de la compagnie où se trouvera le conseil d'administration ou le commandant.

L'envoi des seuilles d'appel à ces sous-inspecteurs sera sait, et les revues seront établies d'après les principes de division et de distinction consacrés par les dispositions du titre 2.

TITRE 5.º

Du réglement de décompte des dépenses en argent payables sur revues.

37. Le directeur général des revues enverra aux ministres de

Cette disposition déroge à l'article 5 de l'instruction du premier juin 1809 num. 543.

(2) Ces dispositions sont modifiées, voy. les act. 3 et 4 du num. 561.

⁽¹⁾ Les augmentations ou diminutions sur les masses d'habillement et de harvachement, doivent être exclusivement opérées sur les décomptes de ces masses; sauf, en cas d'insuffisance des décomptes d'un trimestre, à les opérer partiellement et successivement sur ceux des trimestres sub-séquens. Décisjon du 4 septembre 1810 A.

la guerre et de l'administration de la guerre, les extraits de revue pour les dépenses payables sur revue ou sur ordonnance, ainsi que pour les subsistances fournies en nature, après qu'il se sera assuré de leur parfaite identité avec les revues générales déposées dans ses bureaux.

Cet envoi aura lieu dans le quatrième mois qui suivra le

trimestre auquel les extraits se rapporteront (1).

38. Le directeur général des revues n'ordonnera que les augmentations et diminutions résultant de la vérification des revues.

Lorsque les erreurs reconnues dans les revues porteront sur le nombre de journées donnant droit aux subsistances, le directeur général des revues en informera le ministre-directeur de l'administration de la guerre, qui examinera si les erreurs ont occasionné un trop alloué par la consommation du décompte, et donnera directement les ordres pour que les retenues soient faites sur les prochains états de paiement (2).

39. Le réglement de décompte ordonné par l'art. 16 du décret du 16 mai se fera dans les bureaux des ministres de la guerre et de l'administration de la guerre; on n'attendra pas, pour y procéder, le résultat de la vérification des revues.

40. Le décompte de liquidation sera adressé, avec les déclarations de quittance, directement par les ministres, à l'inspecteur aux revues de la division on de l'armée, où se trouvera stationné le conseil d'administration ou le chef de détachement qui doit tenir lieu de conseil, et que concernera la liquidation.

41. L'inspecteur aux revues, en remettant aux conseils d'administration ou aux chefs de détachement le décompte de liquidation, ainsi que les déclarations de quittance, leur enjoindra d'en faire de suite la vérification, et de consigner sur leur registre des délibérations, leurs observations et objections, si ces décompte et déclarations sont susceptibles de contestation.

Une copie de la délibération sera adressée au sous-inspecteur aux revues, avec les déclarations de quittance contestées (3).

Ces déclarations seront renvoyées au ministre qui les aura fait parvenir, pour le mettre à même de prononcer sur la validité du rejet.

42. Si le rejet est trouvé légitime, le corps sera crédité du

montant des déclarations rejetées.

S'il y a défaut de qualité dans les parties prenantes, la garantie sera exercée contre le fonctionnaire qui aura délivré le

⁽¹⁾ Voy. la note 2 de la page précédente.

⁽²⁾ Même observation qu'aux art. précédens; voy. l'art. 7 du même num.

⁽³⁾ Les inspecteurs ne doivent pas oublier, qu'ils sont tenus de mettre leur avis motivé sur les délibérations; formalité sans laquelle le ministre ne peut prononcer avec une parfaite connaissance de causé, sur la légitimité des réclamations des copps, Circul. du 24 juillet 1812 G-

mandat, ou contre le payeur, si la pièce est irrégulière on fausse.

43. Les conseils d'administration ou les chefs de détachement, au nom desquels le réglement de décompte aura été fait pour toutes les portions du corps comprises dans la même revue, et dont les états de paiement doivent donner lieu à des augmentations ou diminutions résultant de la liquidation, feront la balance des sommes allouées par chaque extrait de revue à chaque portion de corps, et du montant des déclarations de quittance la concernant.

Les différences qui résulteront de cette balance constitueront les reprises que les conseils d'administration ou les chefs de détachemens qui doivent tenir lieu de conseil, aurent à exercer sur chacune des portions détachées comprises dans la revue, et

vice verså

Il sera tenu un compte ouvert à cet effet (1).

Le résultat de l'opération sera vérifié et arrêté par le sous-inspecteur aux revues, lors de sa première tournée pour la vérification de la comptabilité trimestrielle.

44. Les reviremens qui seront nécessités d'après, l'opération prescrite par le précédent article, se feront de la manière sui-

vante:

Les détachemens créanciers recevront le solde de leur décompte au moyen de mandats délivrés à leur profit par les conseils

d'administration (2).

Les détachemens débiteurs rembourseront le trep perçu au moyen de seuilles de retenue que les conseils d'administration établiront, et qu'ils soumettront à la vérification du sous-inspecteur aux revues.

Chaque seuille de retenue, adressée au sous-inspecteur du détachement débiteur, servira de base au mandat que ce détache-

ment devra faire parvenir au conseil d'administration (2).

Les sous-inspecteurs aux revues respectifs resuseront d'arrêter les états de paiement pour la solde, jusqu'à ce qu'on leur ait exhibé le mandat à saire parvenir à la portion du corps créancière.

TITRE 6.me

De la perception des subsistances en nature, et de leur régularisation.

45. les articles 152, 153, 154 et 155 du réglement du 25 ger-

⁽¹⁾ Voy. l'art 9 du num. 560,

⁽²⁾ Voy. relativement à ces mandats la note de l'art. 71 de cette instruct.

minal an 13 (1), continueront d'être exécutés: les bons de subsistance seront visés par les commissaires des guerres, à qui les sous-inspecteurs aux revues devront adresser les états d'effectif des corps, au 1.ºº et au 15 de chaque mois.

Ces états porteront indication des journées d'augmentation et de diminution résultant des mutations d'une quinzaine à l'autre.

46. Au lieu du réglement de décompte prescrit par l'art. 160 du décret du 25 germinal, il n'y aura qu'une totalisation trimestrielle, qui se fera le dernier jour du trimestre, ainsi et de la même manière qu'il est prescrit par ce décret pour les totalisations mensuelles (2).

Il sera fait de l'état de totalisation trois expéditions, dont une pour le commissaire-ordonnateur, une pour le corps ou détache-

ment, et la troisième pour le chef de service.

En cas de départ dans le courant du trimestre; la totalisation

définitive se fera la veille (3).

47. Le chef de service divisionnaire, après avoir réuni tous les états de totalisation de la division, en formera un bordereau général par nature de dépenses, et le remettra en trois expéditions au commissaire-ordonnateur, dans les vingt jours qui sui-

vront l'expiration du trimestre.

48. Le commissaire-ordonnateur, après avoir vérisié le bordereau général remis en vertu de l'article précédent, mettra son arrêté au pied de ce bordereau; et avant le 30 du premier mois du trimestre suivant, il en adressera une expédition, avec les totalisations à l'appui, au ministre-directeur de l'administration de la guerre.

La seconde expédition sera remise au chef de service, qui la fera parvenir au directeur général des vivres, avec les expédi-

tions des totalisations.

La troisième expédition restera entre les mains du commissaireordonnateur.

49. Le ministre-directeur de l'administration de la guerre feratenir dans ses bureaux, des décomptes ouverts avec chaque corps

pour la dépense des fournitures en nature.

Ces comptes seront établis d'après les bordereaux et états de totalisation qui doivent lui être adressés en vertu de l'article 46; mais les résultats n'en seront adressés au corps que dans le cas où ils présenteraient un trop perçu.

50. S'il résulte du réglement de décompte qu'il ait été perçu par des portions de corps comprises dans la même revue, plus de rations de subsistances qu'il n'en a été alloué par l'extrait de

⁽¹⁾ Num. 537, page 173.

⁽²⁾ Cette disposition n'est point applicable aux essiciers sans troupe; vey. la première section du num. suivant.

⁽³⁾ Voy. la première section du num. 540.

revue correspondant, cet excédant sera remboursé par le corps., au moyen d'une retenue au profit du gouvernement sur les états

de paiement.

Il est bien entendu que, dans le cas où le trop perçu proviendrait d'une erreur intervenue dans la revue au préjudice du corps, on lui rendra, par une opération inverse, le montant de la retenue qu'il aura supportée.

Le réglement de décompte portera le relevé des totalisations, détaillé par division, afin que la reprise puisse être exercée con-

tre qui de droit (1).

51. L'ordre de retenue sera adressé par le ministre, avec l'état portant réglement de décompte, à l'inspecteur aux revues ayant sous son inspection la portion du corps au nom de laquelle la revue aura été établie. Cet inspecteur fera parvenir le tout au sous-inspecteur aux revues, qui remettra l'état portant réglement de décompte au conseil d'administration ou au chef de détachement que cet état concernera, et qui, sur le prochain état de paiement, portera en diminution le montant de la retenue ordonnée.

Les retenues pour trop perçu en subsistances seront effectuées sur les dépenses qui concernent l'administration de la guerre, payables à bureau ouvert, par plérence sur la masse d'ordinaire, subsidiairement sur les dépenses de la même administration pa-

yables sur ordonnauces (1).

52. Le conseil d'administration, ou le chef de détachement qui doit en tenin lieu, en rapprochant le détail des totalisations porté sur l'état de liquidation, de l'expédition de la revue y relative, reconnaîtra sur quelle portion de corps doit retomber l'excédant de perception qui a donné lieu à la retenue.

53. Le droit au recours sera constaté, et le recours exercé, ainsi

qu'il a été indiqué pour les dépenses payables en argent.

54. Les dispositions du réglement du 25 germinal relatives aux subsistances fournies par étape, continueront d'être exécutées.

TITRE 7.

Détachemens de recrutement.

55. Les détachemens de recrutement continueront d'avoir des revues distinctes et séparées.

Conséquemment, il n'est rien changé aux dispositions existan-

tes, quant à l'établissement de ces revues:

Les paiemens de quinzaine et de mois étant définitifs, l'inspecteur aux revues se bornera à adresser au directeur-général des revues et de la conscription militaire, avec une expédition de la revue; l'extrait en simple expédition (2).

⁽¹⁾ Voy. le num. 557.

⁽²⁾ Voy. l'art, 5 du num. 561.

56. Les extraits spéciaux tirés des revues générales des corps, pour les dépenses payables sur les fonds de la conscription, se-

ront aussi adressés au directeur général des revues (1).

57. Le directeur général des revues et de la conscription militaire tiendra un compte ouvert pour toutes les dépenses payables sur revue, et mises à la charge des fonds de la conscription.

Il procédera au réglement de décompte et aux opérations qui doivent en résulter, de la manière prescrite pour ceux arrêtés sur les autres revues.

TITRE 8.

Corps payés immédiatement par les caisses d'un gouvernement étranger.

58. Les revues pour les corps ou portions de corps français employés dans les états étrangers et mis à la charge de ces états, seront établies sur les lieux par les inspecteurs aux revues attachés à ces corps ou portions de corps; et la régularisation de leurs dépenses sera faite selon le mode actuel, ou selon tout autre qui pourrait être convenu entre le gouvernement français et celui qui devra pourvoir aux dépenses de ces corps.

59. L'exception portée par l'article précédent ne peut avoir lieu que dans le cas où le gouvernement étranger paierait directement la troupe française, et non dans le cas où il verserait une somme convenue dans le trésor français, tenu lui-même de faire

ce paiement.

Dans ce dernier cas, il faudrait appliquer à la troupe française stationnée dans les états étrangers, en Europe, les dispositions générales relatives à l'établissement des revues.

TITRE . 9.

... Dépenses des conscrits.

60. Les dépenses des conscrits antérieures à leur arrivée aux corps auxquols ils sont destinés, devant être distinctes et séparées de de celles de ces corps, et les états nominatifs de ces conscrits embrassant toutes les journées, depuis le jour de leur réunion au chef-lieu d'arrondissement jusqu'à celui de leur arrivée au corps, leurs revues comprendront le même espace de temps, sans distinction de trimestre ou d'exercice (2).

Il ne sera fait qu'une revue générale de comptabilité pour tous

⁽¹⁾ Voy. la dernière note de la page précédente.

⁽²⁾ Voy. les art. 51 du num. 537 page 193, et 20 du num. 560.

premier état dont le paiement sera ouvert, et le corps sera crédité particulièrement pour cet objet, sur les revues et extraits de revue.

Il en sera de même si l'avance ordonnée par l'article précédent n'avait lieu qu'après que tous les états du trimestre auquel elle se rapporte auraient été acquittés : le conseil d'administration en serait couvert, ainsi qu'il est prescrit par le même article.

71. Lorsqu'un sous-officier ou soldat congédié, ou passé dans un autre corps ou aux invalides, sera parti sans que le conseil d'administration ait pu lui avancer sa solde, le sous inspecteur aux revues, sur sa première réclamation reconnue fondée, rappélera cette solde arriérée, ainsi qu'il est porté par l'art. 69, ou par l'art. 70, selon le cas (1), et veillera à ce que le conseil d'administration verse la somme due, chez le payeur ou le receveur, et à ce que le mandat de cette somme soit envoyé à ce sous-officier ou soldat, ainsi que le porte l'article 34 de l'instruction du payeur général, du 22 juin 1810 (2).

72. Pour que les crédits ou augmentations qui auront eu lieu en vertu des trois précédens articles, puissent être portés sur les revues, les sous-inspecteurs qui les auront alloués, en feront parvenir l'état certifié à l'inspecteur aux revues des dépôts, en même temps que les seuilles d'appel des trimestres où ces augmen-

tations auront eu lieu.

73. Les officiers retirés ou passés dans d'autres corps, ou leurs héritiers, ainsi que les sous-officiers et soldats congédiés ou pas-

(1) Voy. la circul. du 22 nov. 1811 num. 558 contenant des dispositions additionnelles sur le paiement des sommes dues, à titre de solde ou de masse de linge et chaussure, aux militaires passés d'un corps à un autre.

public sera nécessaire.

Lorsque les remises devront avoir lieu d'une division de l'intérieur à une armée, ou réciproquement, les fonds seront versés au payeur, qui délivrera les mandats sur le trésor public, aquittables par le payeur

de l'armée ou de la division où les fonds devront être comptés.

⁽²⁾ Cet article porte, que les remises de fonds entre les conseils d'administration des corps et les détachemens, seront désormais opétées par mandats que les receveurs ou les payeurs délivreront sur le trésor public; lors, toutefois, que ces mandats n'excéderont pas mille francs à payer dans le cours d'un mois à la même partie prenante. Dans le cas où ils excéderaient cette somme, l'autorisation du ministre du trésor

Lorsque le conseil d'administration d'un corps stationné dans un département de l'empire aura des fonds à transmettre à des détachemens ou à des militaires dans d'autres départemens (si les remises de fonds devaient avoir lieu dans la même division, elles s'opéreraient par le moyen de mandats que le payeur délivrerait sur ses préposés, ou sur les receveurs des arrondissemens ou départemens), il en fera le versement dans la caisse du receveur près duquel il résidera et qui lui remettra ses mandats sur la caisse de service, payables par les receveurs des départemens où les fonds devront être comptés.

sés dans d'autres corps, et qui auront des réclamations à faire, pour une cause quelconque, contre leurs anciens conseils d'administration, pourront les adresser à l'inspecteur aux revues de la division où ils sont domiciliés, ou à celui du corps où ils sont passés, pour les transmettre à l'inspecteur qui se trouvera chargé de la surveillance administrative de ces conseils, et en suivre l'action jusqu'à ce qu'il y soit satisfait (1).

TITRE 12.

Des revues des officiers sans troupe et des employés militaires.

74. Les revues générales des officiers sans troupe continueront d'être établies par classe.

Indépendamment des cinq classes désignées par le décret du 25 germinal an 13, il en existe une sixième composée des ingénieurs-géngraphes (2).

Les officiers de l'état-major du train d'artillerie sont partie de

la quatrième classe (3).

75. Les états nominatifs des officiers sans troupe et des employés militaires, les revues nominatives et collectives, les extraits de revue individuels, les hordereaux d'envoi de ces extraits, seront établis conformément aux modèles déjà fournis.

76. Le dernier jour de chaque mois, les chess des différentes classes d'officiers sans troupe fournirent à l'inspecteur aux revues les états nominatifs des officiers de leur classe employés dans

l'étendue de leur arrondissement.

77. Aussitôt qu'il aura reçu les états nominatifs prescrits par l'article précédent, l'inspecteur aux revues, après s'être assuré de leur exactitude, liquidera sur la revue générale, collective et nominative de chaque classe, les sommes revenant à chacun de ces officiers ou employés militaires.

Il tirera de la revue générale l'extrait individuel qui concer-

nera chacun des officiers ou employés.

Le même extrait comprendra la solde et les supplémens de solde, ainsi que les indemnités de logement et de fourrages.

Il en sera fait un particulier pour les indemnités de vivres.

78. Le 2 du mois, l'inspecteur aux revues enverra à chaque

chef de classe tous les extraits de revue la concernant.

Cet envoi sera accompagné d'un bordereau, qui sera rendu à

⁽¹⁾ Voy. le num. 559.

⁽²⁾ Voy. la quatrième note de l'art. 68 du num. 537 page 198.

⁽⁸⁾ Il en est de même à l'egard de tons les capitaines en second du corps de l'artillerie, faisant actuellement partie de l'état-major général de la même arme; voy. l'art 15 du numero 386 bis eel. 11. et le tari num. 6.

des officiers sans troupe et des employés militaires qui auront été ou auront pu être logés, pendant le trimestre expiré, dans les bâtimens militaires meublés, ainsi que dans ceux non meublés; il s'entendra, à cet effet, avec le directeur du génie (1).

Cet état accompagnera la revue générale du dernier mois du

trimestre destinée pour le directeur général des revues.

88. Lorsqu'une armée sera composée de plus d'un corps d'armée chaque corps d'armée aura ses revues générales et collectives d'officiers sans troupe et employés militaires, mais sans coupure pour des officiers qui, dans le courant d'un mois, passeraient d'un corps à un autre, Semblable division aura lieu par gouvernement militaire ou par arrondissement (2).

Elles seront faites par les inspecteurs aux revues respectifs.

L'inspecteur en chef établira les revues des officiers et cmployés attachés au grand quartier général et ne tenant pas d'une manière particulière à un des corps de l'armée.

89. Les subsistances fournies aux officiers sans troupe seront régularisées de la même manière que celles fournies aux corps.

Pour cet effet, le revues pour subistances concernant ces officiers, continueront d'être établies suivant la forme actuellement en vigueur: elles seront adressées, avec les extraits en simple expédition, à la fin du trimestre, au directeur général des revues, qui fera parvenir ces extraits au ministre-directeur de l'administration de la guerre.

TITRE 13.0

Des revues et des extraits individuels concernant les employés de l'administration militaire.

90. Les employés de l'administration militaire sont divisés par classes dans l'ordre suivant;

Savoir:

- Les commissaires des guerres et adjoints provisoires (3),
 - 2.º Les officiers de santé des ambulances et des hôpitaux,

3.º Les employés des hôpitaux,

4.º Les employés des vivres-pain,

5.º Les employés des vivres-viande,

6.º Les employés des fourrages et chauffage,

(1) Voy. l'art. 9 page 297.

Dans ce cas, il devra être procédé ainsi qu'il est porté par l'art. 82. (3) Voy. sur ces fonctionnaires, la note 3 de la page 45 du vol. 111.

⁽²⁾ Cette disposition n'est pas applicable au cas où dans un ou plusieurs arrondissemens de la même armée; la solde des troupes serait payée immédiatement par un gouvernement étranger.

7.º Les employés des équipages militaires,

8.º Les employés de l'habillement.

91. Les états nominatifs, les feuilles d'appel des sous-employés des divers services administratifs des armées, les revues générales, nominatives et collectives, les extraits de revue individuels ou collectifs et nominatifs, etc., seront établis conformément aux modèles déjà fournis.

92. Les dispositions du titre 12, concernant les revues des officiers sans troupes, sont applicables à celles des employés de l'administration militaire, sous les modifications résultant des

articles suivans:

93. Le traitement des sous-employés des hôpitaux, dans l'intérieur, sera payé, terme échu, sur état mensuel, nominatif et collectif, formé par établissement et certifié par l'économe.

Cet état, visé et vérisié par le commissaire des guerres, sera quittancé par l'économe, qui continuera d'en compter en la forme actuelle; il sera en double expédition, dont une portera déclaration de quittance.

Cette espèce de dépense, ne devant point être régularisée par revues, sera liquidée dans les bureaux de l'administration de la

guerre.

94. Aux armées, les revues des sous-employés des hôpitaux, des ambulances et des autres services administratifs, seront mensuelles, nominatives et collectives, et par établissement; elles seront faites par les inspecteurs aux revues, sur feuilles d'appel certifiées par les économes ou les chefs de service, et visées par les commissaires des guerres.

Les paiemens n'auront lieu qu'à terme échu et sur extraits également nominatifs et collectifs, en double expédition, dont

une portera déclaration de quittance.

95. Les états nominatifs qui doivent être fournis chaque mois par les chefs des classes des employés de l'administration militaire, seront recueillis, tant aux armées que dans l'intérieur; par le commissaire ordonnateur, qui, après les avoir visés, les fera remettre à l'inspecteur aux revues.

Les extraits de revue individuels seront ensuite adressés par cet inspecteur, avec un bordereau, au commissaire-ordonnateur, qui les transmettra aux chefs respectifs des classes, pour les re-

mettre aux parties prenantes.

96. A l'armée, le traitement des employés de tous les services de l'administration militaire étant payés sur le même fonds, comme frais d'administration extérieure, il ne sera fait qu'une seule revue générale collective et nominative pour tous les services, en distinguant chaque classe par un chapitre particulier.

97. Il sera, pour les huit classes d'employés de l'administration militaire, envoyé directement au ministre-directeur un dou-

ble du relevé prescrit par l'article 80.

98. Les dispositions de la présente instruction seront exécutées à partir du premier juillet 1810.

N.º 549.

Instruction du Ministre directeur de l'administration de la guerre, pour servir à l'exécution du décret impérial du 16 mai 1810.

Du 25 octobre 1810.

1. Pe SECTION.

Subsitances des troupes en station.

La distribution du pain et des vivres de campagne continuera autant que possible, à se faire tous les quatre jours; celle des fourrages, tous les deux jours; et celle du chaussage, de cinq jours en cinq jours.

Les commissaires des guerres régleront dans chaque place, de concert avec le chef militaire, les jours et heures des distributions, suivant les saisons, les circonstances et les localités.

Aucune distribution, si ce n'est pour les parties prenantes isolées n'appartenant à aucun corps de troupe, n'aura lieu que sur bons faits au pied d'états constatant l'effectif des hommes ou des chevaux présens. Ces états, conformes au modèle n.º 1, joint à la présente instruction, indiqueront, en outre, les déductions et augmentations provenant du gain et de la perte survenus dans ledit effectif depuis la dernière distribution.

Les bons délivrés pour les distributions à faire aux détachemens, indiqueront en tête, et très-lisiblement, le nom et le grade du commandant.

Les états d'effectif soront certifiés par l'officier chargé de la tenue des contrôles, et les bons seront signés par le quartiermaître. Lorsqu'il s'agira d'un détachement, l'état d'effectif et le bon seront signés par le commandant.

S'il arrive que, dans l'intervalle des jours de distribution, le gain à l'effectif excède la perte, et qu'il y ait nécessité d'ajouter un supplément à la dernière prise, il sera fait un bon extraordinaire, dont le montant sera porté en déduction dans le bon de la prochaine distribution ordinaire.

A la sin du trimestre, les distributions seront réglées de telle sorte qu'il y ait un bon pour le dernier jour du mois seulement.

Cette disposition, qui n'est applicable qu'aux corps et détachemens, aura l'avantage de leur procurer, autant que possible, le moyen de ne recevoir, nonobstant les mutations, que le nombre exact des rations qui peuvent leur être allouées par les revues, et de ne point être exposés à des retenues pour remboursement de rations, lors du décompte qui s'établira dans les buseaux de l'administration de la guerre.

Tous les bons de distributions, ceux mêmes délivrés par les parties prenantes isolées, seront soumis au visa du commissaire des guerres de la place où la distribution devra avoir lieù: à désaut de commissaire des guerres, les bons seront visés par le

sous-préset, et à désaut de sous-préset, par le maire.

Les commissaires des guerres, avant de viser les bons de distributions des corps et détachemens, les compareront avec l'étatgénéral effectif qui leur aura été adressé par les sous-inspecteurs aux revues (1); et si, toutes augmentations et déductions compensées, ils croient apercevoir de l'erreur ou de l'exagération dans le nombre de rations porté dans un bon, ils en feront l'observation dans leur visa.

Les bons délivrés à chaque distribution ordinaire ou supplémentaire, seront totalisés le dernier jour de chaque mois, ou la

veille du départ des troupes et autres parties prenantes.

Les observations que le commissaire des guerres aura pu consigner sur quelques uns des bons de distribution, seront relatées sur le bon totalisé.

Les totalisations se feront de la manière indiquée par l'article 152 du décret impérial du 25 germinal an 13 (2), la forme des bons totalisés restera la même.

Tout ce qui est prescrit aux commissaires des guerres et aux maires par les art. 153 et 154 du même décret, ainsi que par la circulaire du 2 septembre 1806 (2), pour la tenue des registres des totalisations et l'envoi des relevés de ces registres, continuera d'être exécuté.

L'art. 46 de l'instruction de M. le conseiller d'état directeur général des revues, du premier septembre 1810, porte que les décomptes prescrits par l'art. 160 du décret du 25 germinal, seront remplacés à la fin du trimestre, ou au départ des corps et détachemens, par une totalisation générale en triple expédition.

Cette disposition n'est point applicable aux officiers d'état-major et officiers sans troupe, attendu que les revues qui les con-

cernent sont mensuelles.

Les états de totalisation générale seront conformes au modèle ci-joint num. 2; ils seront visés par le commissaire des guerres, et l'on aura soin d'y relater les observations faites sur les bons

⁽¹⁾ Voy. l'art. 45 du num. 548.

⁽²⁾ Voy. le num. 537 page 223 articles 151 à 177, et les notes des art. 152 et 153.

de distribution, et déjà mentionnés sur les bons de totalisation mensuelle.

Ceux-ci, après avoir été timbrés du cachet d'annullation du commissaire des guerres, seront adressés par lui, sans delai, au commissaire-ordonnateur, et resteront entre ses mains, pour y avoir recours au bosoin.

Cependant ceux des bons de totalisation mensuelle qui constateront des fournitures faites aux officiers d'état-major et officiers sans troupe, devant servir de pièces justificatives desdites fournitures, ne devront pas être annulés. Ils resteront entre les mains du préposé, pour recevoir la destination ci-après indiquée.

Dans les dix premiers jours du mois qui suivra le trimestre, chaque préposé adressera à son chef divisionnaire les états de totalisation générale des corps et détachemens, ainsi que les bons de totalisation mensuelle des officiers d'état-major et officiers

sans troupe.

Après la réunion de ces pièces pour toute sa division, le chef de service en formera un bordereau général conforme au modèle ci-joint n.º 3, et le remettra, en triple expédition, au commissaire-ordonnateur, dans les vingt derniers jours du pre-

mier mois qui suivra le trimestre (1).

L'un de ces bordéreaux, appuyé des états de totalisation générale et des bons de totalisation mensuelle des officiers d'étatmajor et officiers sans troupe, devra, en outre, être accompagné de relevés en simple expédition, présentant séparement le montant des fournitures faites à chaque corps ou partie prenante, dans sa division pendant le trimestre. Chacun de ces relevés sera certifié par le chef de service, et conforme au modèle cijoint num. 4.

Il ne sera établi qu'un seul relevé, mais nominatif, pour chacune des classes des officiers d'état-major, officiers sans troupe,

employés, etc.

Ce relevé, disposé de manière qu'on puisse y appliquer le contrôle des revues mensuelles, sera, conforme au modèle ci-joint num. 5.

Dans les dix premiers jours qui suivront la remise des bordereaux généraux, le commissaire-ordonnateur les vérisiera, tant sur les états de totalisation générale, que sur les bons de tota-

⁽¹⁾ Les totalisations trimestrielles doivent être faites par corps et par place sur des états distincts (modèle num. 2) de la même manière qu'il est procédé, pour les totalisations mensuelles: on doit également faire une totalisation générale au départ des corps ou détachemens, lorsque la troupe change de place ou de magasin de distribution, comme lorqu'elle passe dans une autre division. Circul. du 23 avril 1811 A.

lisation mensuelle, et les relevés des registres de cette totalisa-

tion que les commissaires des guerres lui auront adressés.

Il mettra son arrêté au picd de chacune des expéditions du bordereau général, et visera les relevés, après s'être assuré qu'ils sont exactement conformes au bordereau et aux pièces. Aussitöt après, il adressera au ministre-directeur une expédițion du bordereau général, appuyée,

1º Des états de totalisation générale,

2.º Des bons totalisés mensuellement par les officiers d'étatmajor et sans troupe;

3.9 Des relevés par corps;

4.º Des relevés par classe d'officiers d'état-major et sans

troupe.

La seconde expédition du bordereau général sera remise au chef de service, et la troisième restera dans les bureaux du commissair-eordonnateur.

Lorsque le ministre-directeur aura reçu les bordereaux généraux établis per division, il les sera vérisier de nouveau, et la

dépense en sera liquidée définitivement.

Les décomptes avec les parties prenantes seront simultanément établis d'après le rapprochement des extraits de revues générales et des relevés par corps qui auront accompagné les bordereaux

généraux par division.

Les états de totalisation générale pour les troupes, et les bons de totalisation mensuelle pour les officiers sans troupe, qui n'auront point été compris dans les bordereaux généraux, pourront faire l'objet de bordereaux supplémentaires, pourvu qu'ils aient été produits dans le délai de six mois; ainsi qu'il est prescrit par le décret du 13 juin 1806 (1), relatif à la déchéance : cependant, si le réglement du décompte des parties prenantes se trouvait consomné dans les bureaux de l'administration de la guerre, lorsque ces bordereaux supplémentaires y parviendront, ils ne seront admis en liquidation que jusqu'à concurrence du nombre de rations alloué auxdités parties prenantes; le surplus sera rejeté, et restera au compte de l'entrépreneur, sauf son recours contre qui de droit.

On continuera à établir, par puissance, des bordereaux pour

les fournitures faites aux prisonniers de guerre.

Les fournitures faites aux militaires conduits par la gendarmerie et à ceux détenus près les conseils de guerre, continueront à être constatées et justifiées, ainsi qu'il est prescrit par l'instruction faisant suite au décret impérial du 25 germinal au 13, at par celle du 4 décembre 1806 (2).

⁽r) Voy. le chap. 17. (2) Voy. les art. 195 à 200 du num. 537 page 235 et le num. 423 page 72 du vol. III.

Dispositions particulières au service des fourrages.

Toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux différentes branches du service des vivres et du chauffage, et au service des fourrages; néanmoins, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la comptabilité de ce dernier service continuera à être établie par mois.

Cette disposition exclut, à l'égard de ce service, celle relative

à la totalisation générale trimestrielle.

En conséquence, les bons totalisés, au lieu d'être adressés au commissaire ordonnateur par le commissaire des guerres, seront transmis par le préposé, et sans avoir été annullés, au chef de

service, et seront pièces justificatives des fournitures.

Cet envoi aura lieu dans les dix premiers jours de chaque mois et dans les dix jours suivans, les bordereaux généraux, appuyés desdits bons et des relevés par corps ou par classe de parties prenantes isolées, devront être remis au commissaire-ordonnateur, qui les vérifiera et les adressera au ministre avant la fin dudit mois.

3.º SECTION.

Subsistances aux troupes en marche.

Les vivres et les fourrages continueront à être délivres aux troupes en marche, sur les mandats des commissaires des guerres. Il ne sera plus établi de bordereaux particuliers des fournitures faites dans chaque place.

Dans les quinze premiers jours du mois qui suivra le trimestre, chaque préposé devra avoir adressé à son chef de service

les mandats des fournitures qu'il aura acquittées.

Dans les quinze jours suivans, le chef de service dressera et remettra, en triple expédition, au commissaire ordonnateur, le bordereau général des mandats acquittés dans sa division par les préposés sous ses ordres. Ce bordereau sera conforme au modèle numéro 30 A, prescrit par le décret du 25 germinal an 13; on en supprimera seulement la récapitulation des bordereaux de place qui le termine; il sera accompagné des mandats de fournitures, ainsi que des relevés par corps, certifiés par le chef de service, dans la forme du modèle ci-joint numéro 6 (1).

⁽¹⁾ Les fournitures qui sont faites en route aux hommes tirés des compaguies de réserve pour entrer dans la garde impériale, aux gardes nationales et aux conscrits désignés pour le même corps, et aux orphelius destinés pour le régiment des pupilles de la garde, sont à la charge de l'administration de la guerre, à compter du jour où, ils auront été désignés; jusques et y compris le jour de leur arrivée à leur destination; et devront en conséquence être comprises dans les bordereaux gé-

Les commissaires ordonnateurs vérifierent les bordereaux généraux, tant sur les mandats, que sur les registres de feuilles de route des commissaires des guerres de leur division. Ils porteront ensuite leur arrêté au pied de chacune des expéditions desdits bordereaux, et en adresseront, avant le 15 du second mois, une expédition au ministre, accompagnée des relevés par corps, visés par eux, et appuyés des mandats acquittés. La seconde expédition sera remise au chef de service, et la troisième restera entre les mains du commissaire ordonnateur.

Dans le cas où il serait établi des bordereaux supplémentaires, ils ne seront admis en liquidation, comme ceux relatifs aux subsistances des troupes en station, que jusqu'à concurrence du nombre de rations alloué aux parties prenantes par les revues, s'il parviennent au ministre après la consommation des décomptes.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la comptabilité des services des subsistances et des fourrages, à l'exception seulement que cette dernière sera réglée par mois, au lieu de l'être par trimestre (2).

néraux des fournitures faites aux troupes. Les mêmes fournitures, faites aux militaires de la ligne en route pour la même destination sont remboursées par les conseils d'administration des corps de la garde et doivent être établies sur des bordereaux distincts et séparés. Circul. des 7

juillet et 22 novembre 1811 et 8 juillet 1812 A.

⁽²⁾ Les 3.°, 4.°, 5.°, 6.°, 7.°, 8.°, 9.° et dernière sections de cette instruction tontiennent des dispositions sur les indemnités de convois, de route et de logement; sur le traitement des employés et sous employés des hôpitaux; sur les feuilles d'hôpital dont la dépense est susceptible de remboursement au profit du gouvernement : sur les dégradations commises par les troupes dans les bâtimens militaires : et sur les dépenses de gite et geolage. Ces dispositions ne font en général que rappeler les mesures prescrites par les décrets du 16 mai 1810 num. 544 et du 25 germinal an 13 num. 537, ainsi que par les autres réglemens en vigueur sur les matières ci-dessus indiquées; on a pensé qu'il était inutile de les rapporter en entier, et l'on s'est contenté de placer par forme de notes à chacun de ces réglemens, le petit nombre de celles qui sont utiles à connaître et qui apportaient quelques modifications aux articles en vigueur sur ces mêmes matières:

N. 550.

Décret impérial relatif au paiement de la gratification accordée aux sous-officiers nommés officiers après cinq ans de service.

Du 21 décembre 1810,

Any. 1. dater du 1. janvier prochain, la gratification extraordinaire de trois-cents francs, accordée par notre arrêté du 9 frimaire an 11 (1) aux sous-officiers nommés officiers après cinq ans de service, sera payée sur les fonds de la solde; et le paiement en sera ensuite régularisé par les revues.

N.º 551.

Instruction pour servir à l'exécution du décret du 30 décembre 1810 portant réunion du supplément d'étape et des masses d'ordinaire et de pain de soupe à la solde.

Du 4 mars 1811.

Ant 1.er La solde de station des sous-officiers et soldats continuera d'être payée à l'avance et par quinzaine.

Celle de route sera également payée à l'avance et par quinzaine

ou partie de quinzaine, selon la durée de la route.

Lorsqu'un corps ou détachement en marche sera arrivé à sa destination avant l'échéance de la quinzaine, et qu'il n'aura perçu la solde que pour les journées de route, il recevra, sur état complémentaire de paiement, la solde de station pour les journées de la quinzaine restant à écheoir.

3. Lorsque, dans le cours d'une quinzaine, la solde de cette

⁽¹⁾ Voy. le numéro 435 page 94 du vol. III,

quinzaine étant déjà perçue, un corps ou détachement passera d'une solde inférieure à une solde supérieure, et vice versa, il sera fait selon le cas, sur le prochain état de paiement, augmentation ou diminution du trop ou du moins perçu résultant de ce changement de position. Mais si, dans le cas de passage d'une solde inférieure à une solde supérieure, le corps ou détachement n'avait pas de fonds pour faire les avances de solde, le moins perçu, lui sera payé de suite sur état complémentaire (1).

4. La solde des officiers continuera d'être payée à l'expiration

du mois et pour trente jours seulement.

Le mois de février n'étant pas composé de trente jours, la solde des journées à ajouter pour compléter ce nombre, sera la même que celle attribuée à la position dans laquelle l'officier se trouvera le 28 de ce mois, ou le 29 lorsque l'année sera bissextile.

5. La solde de route sera payée pour toutes les journées de marche et de séjour, depuis et y compris le jour du départ jusqu'à celui de l'arrivée à destination inclusivement (2).

Néanmoins elle ne sera point payée pour un mouvement de troupe qui n'exigerait qu'un jour de marche, bien que ce mou-

vement eût pour objet un changement de destination.

Hors le cas de changement de destination, elle ne séra pas payée non plus pour un mouvement de troupe qui n'exigerait que deux jours de marche, c'est-à-dire, à une troupe qui sortirait de son cantonnement pour y rentrer le lendemain 3.

Le troupes qui reçoivent les vivres de campagne, ne peuvent

prétendre à la solde de route.

Les corps et les détachemens ont seuls droit à la solde de route: pour former un détachement, il faut être au moins six hommes réunis du même corps. (4)

(2) Il y a exception à ce principe, en ce qui concerne les officiers, pour la dernière journée des mois composés de trente-un jours, et pour les journées ou la journée à ajouter au mois de février, dans le cas prévu

par le second alinéa de l'art 4.

(3) Voy. l'art. 120 du numére 537 page 214.

(4) Si pendant sa route un détachement est réduit au-dessous de six hommes, il n'en doit pas moins être traité comme détachement nonobstant toute réduction. Décret imp. du 13 mars 1810. - Il doit en conséquence toucher la solde de route jusqu'à destination: cette mesure étant indispensable pour maintenir l'uniformité du traitement à allouer aux hommes d'un même détachement pendant leur route. Circ. du 31 mat 1811 'A. On doit avoir soin de spécifier sur les mandats délivrés que le détachement était originairement de six hommes ou plus. Circul. du 7 oct. 1807 A.

⁽¹⁾ Il est évident, d'après ces articles, qu'il n'est nullement nécessaire de changer les modèles d'états actuellement en usage: on devra seulement lorsqu'il y aura lieu à faire payer l'indemnité accordée par l'art. 2 du décret du 30 déc. 1810, pour distances d'étape parcourues le même jour en sus de la première, porter le montant de l'indemnité sur l'état de paiement, par addition, à la suite des augmentations résultant des mutations.

. 6. La solde que les militaires voyageant isolément sont autorisés par l'article 10 du décret du 30 décembre 1810, à cumuler avec les quinze centimes par lieue, doit être calculée sur le pied fixé par le tarif pour la solde avec vivres de campagne.

7. L'indemnité pour cheval de selle accordée aux officiers agés de plus de cinquante ans, qui voyagent en détachement, sera considérée comme un accessoire à la solde, mais liquidée par un article distinct, tant sur les états de paiement que sur les feuilles d'appel.

Cette indemnité pour les officiers voyageant isolément, continuera d'être contidérée comme indemnité de route et payée sur

les mandats des commissaires des guerres (1).

8. Tout supplément éventuel de solde (2), payable sur les mêmes fonds, qui pourrait avoir été accordé ou pourrait l'être par la suite, tant en station qu'en marche, dans quelques places ou arrondissemens, en vertu de décisions ministérielles, sera liquidé par un article distinct, tant sur les états de paiement

que sur les feuilles d'appel.

9. D'après l'instruction du 1.er septembre 1810, sur l'exécution du décret du 16 mai, les inspecteurs aux revues et les commissaires des guerres ont seuls le droit d'arrêter les états de paiement: néanmoins lorsqu'il y aura dans quelques départemens ou dans quelques places, absence simultanée d'inspecteurs, et de commissaires des guerres, les commandans d'armes, et, à leur défaut, les préfets et sous-préfets, pourront arrêter les états de paiement, mais seulement dans le cas de départ et de passage de troupes (3).

Il sera fait alors une troisième expédition des états: cette expédition sera adressée à l'inspecteur divisionnaire, à qui le payeur devra soumettre l'expédition quittancée et celle portant déclaration de quittance, pour être visées et approuvées; condition sans laquelle le paiement effectué ne sera point admis en dépense (4).

L'inspecteur divisionnaire donnera tous les avis et renseignemens nécessaires aux commandans d'armes, préfets et sous-présets

(2) Tels que l'étaient les supplément à la masse d'ordinaire.

⁽¹⁾ Voy. l'art. 128 du num. 537 page 316.

⁽³⁾ Décisions du ministre de la guerre des 3 dec. 1810 et 14 janvier 1811.

(4) Pour les dépenses qui sont acquittées sur mandats des commissaires des guerres, sans l'intervention des sous-inspecteurs, telles que l'indemnité de convois; les états et déclarations de quittance qui, à défaut de commissaires des guerres, auront été arrêtés par les commandans d'armes ou par les préfets ou sous-préfets, devront être visés par le commissaire ordonnateur. - Le cas de départ ou de passage, est la seule circonstance dans laquelle messieurs les commandans d'armes, messieurs les préfets ou sous-préfets aient le droit d'arrêter les états de paiement en l'absence simultance des inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres; circul. du 6 juillet 1811 A. - Voy, aussi les notes des art 32 et 34 du num. 537 pages 183 et 184 relativement aux revues que doivent passer ces mêmes fonctionnaires.

des départemens et places où il y aura lieu à exécuter ces dis-

positions.

10. La suppression de la masse d'ordinaire ayant entraîné celle de la gestion de cette masse, les dispositions de l'arrêté du 8 floréal an 8, relatives à l'ordinaire dans les chambrées, doivent

être suivies à dater du premier janvier 1811.

11. La solde des prisonniers de guerre en route sera payée d'un gîte principal à l'autre, sur mandats des commissaires des guerres, établis séparément pour chaque puissance, suivant le modèle numéro 5. Ces fonctionnaires ouvriront, à cet effet, un registre particulier, à l'instar de celui qu'ils tiennent pour les indemnités de route des militaires voyageant isolément (1).

Les mandats acquittés dans chaque division seront compris par le payeur, à l'expiration de chaque mois, conformément à ce que prescrit l'art. 10 du décret du 16 mai 1810, dans un bordereau spécial établi séparément pour chaque puissance. Ce bordereau sera vérifié et arrêté par le commissaire-ordonnateur, et une expédition eu sera adressée au ministre de la guerre par le payeur général, pour lui tenir lieu de déclaration de quittance.

Les conducteurs de convois rendront compte, lorsqu'ils seront arrivés à leur destination, des fonds qu'ils auront reçus, et de l'emploi qu'ils en auront fait, au sous-inspecteur aux revues du lieu, ou au fonctionnaire qui suppléera ce dernier. Les fonds que les conducteurs se trouveront avoir en résidu, seront versés immédiatement dans la caisse du receveur le plus voisin, et les récépissés de versement seront adressés à l'inspecteur aux revues, pour être transmis, par ses soins, au directeur général.

12. Le traitement qui était payé, sous le titre de supplément d'étape, aux troupes des puissances alliées, pendant leur route en France, aux détachemens des compagnies de la réserve voyageant hors de leur département, et à ceux des corps de la garde municipale de Paris, sera liquidé sous le titre de solde de route; sur le pied du tarif (tableau num. 29) (2), au

compte du ministère de la guerre.

13. Les indemnités de logement et de fourrages, et tous autres traitemens qui pourront être dus sur les fonds du trésor de l'empire, aux officiers des troupes des puissances alliées, pour le tems de leur séjour en France, seront liquidés, payés et régularisés dans les formes prescrites pour les troupes Françaises, selon la nature des fonds, et distinctement des dépenses qui se trouvent à la charge des puissances respectives:

14. La quotité des supplémens de solde accordés aux mili-

1 4.6 × 10 × 10 × 10

(2) Voy. le tarif num. 32.

^{(1).} Ces, dernières dispositions sont abrogées; voy. le num. 553.

taires en garnison à Paris (1) à veux qui sont détachés en recrutement (2), à ceux employés près les dépôts de conscrits réfractaires, aux conducteurs de conscrits pris dans l'état d'activité, devant rester la même que par le passé, sera calculée sur le pied fixé par le tarif pour la solde avec vivres de campagne.

Ces supplémens continueront d'être payes sur les fonds qui doivent respectivement en supporter la dépense, et seront compris par articles distincts dans les états de paiement et les feuilles d'appet, et même dans les revues, pour les dépenses à la

charge des fonds de la conscription.

N.º 552.

Décret impérial relatif au mode de paiement des supplémens alloués à la masse d'habillement par le décret du 9 mars 1811.

Du 9 avril 1811.

ART. 1.er Les supplémens que nous avons accordés à la masse d'habillement de nos troupes de toutes armes, par les articles 2 et 4 de notre décret du 9 mars 1811, (3) seront payés à bureaux ouverts comme la solde, à compter du 1.er janvier 1811.

2. Ces paiemens seront effectués tous les mois sur des états d'effectif, vérifiés par les sous-inspecteurs dux revués et établis-

sant les droits des corps,

1.º Au paiement de 40 francs pour chaque recrue admis dans le mois; (3).

2.º A la gratification de première mise accordée aux sous-of-

ficiers promus. (4).

3.º Aux 62 francs allonés pour les dépenses de costume de

chaque condamné aux travaux et au boulet. (3).

3.Les avances qui seront saites par les agens du trésor public en vertu de l'art. 1.er du présent décret, setont régularisées par

(2) Voy. la première section de l'appendice du présent chap.

(3) Voy. le num. 477 page 244 du vol. 111. : et relativement au costume

des condamnés le chap. 17 réglem. du 3 fructid. an 13.

⁽¹⁾ Voy. les num. 409 et 410 page 56 du vol. 111.

⁽⁴⁾ Les états spéciaux relatifs au paiement de cette gratification ne pourront être dressés que par les corps dans lesquels les sous-officiers auront été admis comme officiers. Circul. du 13 avril 18(1 A. "Voy. aussi relativement à cette gratification le num. 435 page 94 du même vol.

notre ministre-directeur, suivant le mode prescrit par notre décret du 16 mai 1810 (1); les revues générales porteront décomptes des sommes acquises aux corps pour cet objet, et ces décomptes seront consommés à l'instar de la solde.

N.º 553.

Circulaire relative à la solde de route des détachemens de prisonniers de guerré étrangers, de conscrits réfractaires et de déserteurs, et de militaires convalescens.

Bu 29 avril 1811.

Le vous donne avis, MM., que le ministre de la guerre a décidé, sur les observations du ministre-directeur de l'administration de la guerre,

1.º Que les mandats à délivrer par MM. les commissaires des guerres pour le paiement de la soide de route des prisonniers de guerre étrangers réunis en détachemens (2), ne seraient point inscrits sur un registre particulier, ainsi que l'exige l'article 11 de l'instruction du 4 mars dernier, sur l'exécution du décret du 30 décembre 1810, mais qu'ils seraient portés sur le registre général des corps entiers et détachemens, destiné à présenter toutes les allocations de route, tant en deniers qu'en nature (3);

2.º Que l'indemnité d'étape de 75 centimes, par homme et par jour, allouée aux conscrits réfractaires et déserteurs conduits en détachemens sur des lieux particuliers de rassemblement, autres que les dépôts de conscrits réfractaires (4), et l'indemnité

⁽¹⁾ Voy. le num. 544; pour le paiement de ces divers supplémens, on établit chaque mois des états nominatifs en triple expédition, dont la troisième est remise au sous-inspecteur, pour être jointe à l'état d'effectif qui doit être adresé au ministre en exécution du décret du 28 août 1810 num. 547. Le montant de ce qui est dû pour toutes les portions de chaque corps en station dans l'intérieur est porté sommairement sur les états d'effectif trimestriels afin que ces états présentent le total du crédit du corps. Meme circul.

⁽²⁾ Les prisouniers voyageant isolément, ou en nombre au-dessous de six, n'ont pas droit à la solde de route : ils doivent recevoir les trente centimes par myriamètre.

⁽³⁾ Voy. l'art. 3 du num. 548 page 295.

(4) D'après le décret du 24 janvier dernier, et l'ordre de l'Empereur du 5 mars suivant, pertant que les déserteurs et les conscrits réfractaires se-

de route de 60 centimes, par homme et par jour, accordée aux détachemens de militaires convalescens réunis sur les points de frontières où S. M. l'ordonne, seraient payées sous le titre de

solde de route, au compte du ministère de la guerre.

S. E. a arrêté, en outre, qu'on appliquerait aux paiemens des 60 et 75 centimes, les dispositions de l'article 11 de ladite instruction du 4 mars: enconséquence ces paiemens continueront à s'effectuer sur les mandats de MM. les commissaires des guerres; et les mandats acquittés dans chaque division seront compris, à l'expiration de chaque mois, conformément à ce que prescrit l'article 10 du décret du 16 mai 1810 (1), dans un bordereau spécial qui sera vérifié et arrêté par le commissaire-ordonnateur, et dont une expédition sera adressée au ministre de la guerre par le payeur général, pour lui tenir lieu de déclaration de quittance.

J'ai fait imprimer, pour l'exécution de ces dispositions, un mo-

dèle de mandat, dont un exemplaire est ci-joint.

N.º 554.

Circulaire relative aux distributions qui doivent Etre faites aux bataillons de prisonniers de guerre.

Voy. ce num. page 133 du vol. III.

ront dirigés sur les dépôts destinés au recrutement des régimens de la Méditerranée, de Walcheren, de Belle île et de l'Île de Ré, il n'y a pas lieu, dans l'état actuel de la législation, au paiement de cette indemnité; mais la fixation en est réservée pour les cas où S. M. jugerait convenable de faire diriger des conscrits réfractaires et déserteurs sur des lieux particuliers de rassemblement.

(1) Il résulte de ces différentes dispositions, que l'administration de la guerre n'a plus à pourvoir qu'au paiement des indemnités de route proprement dites, lesquelles ne sont dues qu'aux militaires voyageant en

nombre moindre de six sur la même feuille de route.

N.º 555.

Circulaire relative au traitement et sur le mode de paiement des bataillons de prisonniers de guerre étrangers.

Du 24 juin 1811.

ART. 1.er Les prisonniers de guerre formant les bataillons dont il s'agit (1), sont au compte des fonds affectés aux travaux auxquels ils sont employés, soit pendant l'activité, soit pendant le chômage de ces travaux.

Ils cessent cependant d'être soldés sur ces fonds pendant les journées de route, dans le cas où, passant d'un point de travail à un autre, ils ont plus d'une journée de marche à faire pour

se rendre au nouveau point.

Dans ce cas, ils recevront, pour tout traitement, sur les fonds généraux de la solde du ministère de la guerre, la solde de route fixée par le tableau n. 32 du tarif du 4 mars 1811 (2).

2. Les officiers et sous-officiers Français attachés aux bataillons du génie militaire, seront payés sans interruption sur les fonds généraux de la solde.

On paiera également sans interruption, sur les mêmes fonds, les lieutenans et sous-officiers Français attachés aux bataillons du génie civil.

Ensin, on paiera sur les mêmes sonds, aussi sans interruption,

les sous-officiers Français des bataillons du génie maritime.

3. Dans aucune position, les commis-écrivains de tous les bataillons, les capitaines des bataillons affectés aux travaux des ponts et chaussées, et les officiers des bataillons affectés aux travaux de la marine, ne seront payés sur les fonds de la solde; ils resteront, sans interruption, au compte respectif des fonds destinés aux travaux auxquels les prisonniers sont employés.

4. La fourniture du pain et l'habillement revenant aux sousofficiers Français, seront au compte des fonds des travaux; il y sera pourvu par les soins des conseils d'administration des bataillons, suivant les instructions particulières qui doivent leur avoir été données à ce sujet.

5. Les officiers pris dans l'état de réforme ou de retraite, se-

⁽¹⁾ Voy. le décret impérial du 23 fév. 1811 page 380 du vol. II. .
(2) Les prisonniers en marche recevront en outre une ration de pain; mais cette fourniture sera au compte des travaux; voy. le num. précédent.

ront payés sur le pied de la dernière classe de leur grade dans l'infanterie; ceux pris dans l'état d'activité, conserveront le traitement dont il jouissaient avant d'entrer dans les bataillons.

6. Les paiemens de solde de route à faire en marche aux prisonniers de guerre, s'opéreront par bataillon, sur les mandats des commissaires des guerres et suivant les formes tracées par l'art. 11 de l'instruction du 4 mars 1811, sur l'exécution du décret du 30 décembre 1810 (1), et la régularisation définitive de ces dépenses sera faite, aussi par bataillon, au moyen des bordereaux prescrits par le même article.

7. Les officiers et sous-officiers Français seront payés par bataillon à l'expiration de chaque mois, sur un état nominatif en double expédition, dont une portant quittance, et l'autre, dé-

claration de quittauce.

Cet état sera dressé et certifié par le conseil d'administration de chaque bataillon, visé, vérifié et arrêté par le sous-inspecteur aux revues de l'arrondissement.

8. Pour s'assurer de la présence des officiers et sous-officiers à payer par leurs soins, les sous-inspecteurs au revues en passeront la revue toutes les fois qu'ils le jugeront convenable, et ils en tiendrout un contrôle annuel spécial; que, dans les cas de changement de destination des bataillons, ils transmettront aux sous-inspecteurs de la nouvelle résidence.

générale de comptabilité, par bataillon, des officiers et sousofficiers payés sur les fonds de la solde. Cette revue me sera transmise, comme celle des corps, avec extrait en simple expédition, afin que les décomptes puissent en être réglés dans les formes ordinaires.

La revue sera nominative, et pourra être faite sur les imprimés, modèle numéro 70 de la nomenclature, destinés aux revues des officiers d'état-major. L'extrait sera sommaire, et pourra être fait sur le modèle numéro 80 de la nomenclature.

- paiement, ni des revues trimestrielles des officiers, sous-officiers français, dans les cas de changement de destination des bataillous. Ces états et revues seront toujours établis au lieu où se trouveront les dits bataillons aux époques de l'expiration des mois et des trimestres.
- 11. Il sera fait, chaque mois, pour les officiers et sous-officiers payés sur les fonds de la solde, des tableaux d'effectif portant décompte de l'apperçu des sonds nécessaires à leur paiement, et ces tableaux me seront transmis avec ceux des troupes: ils seront compris, à cet effet, dans les tableaux généraux, modèle numéro 15 de la nomenclature (4 du réglement du 15 avril 1805).

⁽¹⁾ Num. 551 page 324.

N.º 556.

Circulaire relative aux augmentations et déductions qui doivent être faites sur les états de paiement, par suite des mutations, ou du réglement des décomptes ou pour rectification d'erreurs G.

Du ve juillet istr.

L'exécution des dispositions de l'article 81 du décret du 25 germinal an 13, et des articles 10 et 38 de mon instruction du premier septembre 1810 (1), Messieurs, apportant des difficultés aux opérations du réglement des décomptes, LL. EE. les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre ont acrêté que ces dispositions seraient modifiées ainsi qu'il suit:

ART. 1,er Il ne sera opéré sur les états de paiement que les augmentations ou déductions qui proviendront de réglement de décomptes (2)

décomptes (2).

Les augmentations ou déductions pour rectification d'erreurs commises dans les revues, ainsi que celles qui serent ordonnées par les ministres pour causes étrangères au réglement des décomptes, et dont les états seront transmis au directeur général des revues, ne seront opérées que sur les revues (3).

2. Il ne sera plus fait sur les premiers états de paiement d'un trimestre aucune compensation des rappels ou déductions qui pourraient résulter des mutations et mouvemens survenus parmi les sous officiers et soldats dans le cours de la dernière quinzaine

Les inspecteurs doivent avoir le plus grand soin de porter les augmentations ou déductions au verso de la dernière page de l'état de paiement, en relatant, toujours le réglement de décompte en vertu duquel

clles ont eu lieu.

(3) Les revues des corps ne doivent jamais être augmentées ni diminuées pour raison de trop ou de moins pris par suite du réglement des de-comptes qui ne penyent être rectifiés que par les décomptes suivans. Ibid

⁽¹⁾ Num. 537 et 548.

⁽²⁾ Une circulaire du 24 juillet 1812 G, donne des explications détaillées sur ces opérations, desquelles il ne résulte aucune erreur soit au préjudice du trésor impérial, soit au préjudice des corps; puisque la déduction ou l'augmentation, faite par l'inspecteur sur l'état de paiement de la troupe ne doit être considérée que comme une retenue ou un paiement fait par anticipation, qui ne sera définitivément réglé que par le décompte à intervenir.

du trimestre précédent. Cette compensation s'opérera sur l'état de paiement des officiers, établi pour le dernier mois du trimestre (1).

En me chargeant de vous communiquer les dispositions ci-dessus, le ministre de la guerre s'est plaint de ce qu'en général les inspecteurs aux revues n'apportent pas assez de précision et d'exac-

titude à tout ce qui concerne les états de paiement.

Son Exc. m'a, en conséquence, invité à vous rappeler, « 1.º « qu'on doit mettre en tête de chaque déclaration de quittance « ces mots, imputable sur la revue générale du dépôt, s'il « s'agit de journées passées dans l'intérieur de l'Empire, ou sur « celle des bataillons ou escadrons de guerre, s'il est question « de journées passées aux armées, la déclaration de quittance « devant toujours être souscrite au nom du corps et avec la discriction ci-dessus;

Que tous paiemens faits à des individus qui appartienennt à des corps, devant se rattacher à la revue générale de leurs corps respectifs; les inspecteurs aux revues qui les oren donnent ne doivent pas omettre de faire parvenir le double en des états de paiement, avec tous les renseignemens, au sousen inspecteur chargé d'en comprendre la liquidation dans la reen vue générale du corps à qui la déclaration de quittance doit en être imputée;

« 3.º Que les augmentations et diminutions qui résultent des veriglemens de décomptes, doivent être portées de suite sur les premiers états de paiemens qui suivent la réception de ce réver glement (2), et non sur les revues, sauf au ministre de créver diter le corns dans le décompte suivant, si le rélet d'un ou

« diter le corps dans le décompte suivant, si le réjet d'un ou « de plusieurs acquits a été reconnu légitime.

« Un décompte de liquidation ne peut être rectifié que par le « décompte subséquent, de même qu'une revue ne peut être « rectifiée que par la revue subséquente. »

Veuillez, Messieurs, vous conformer exactement à ces dispo-

sitions.

⁽¹⁾ Il résulte de cette disposition que les états de paiement d'un trimestre ne doivent jamais être rectifiés par ceux des trimestres suivans.

⁽²⁾ Les états de paiement ne doivent jamais être entièrement absorbés par les retenues, on doit toujours laisser une légère somme à payer afin que le conseil puisse effectivement donnet quittance. Circul. du 21 fév. 1812 G.

N.º 557.

Circulaire relative aux augmentations ou diminutions provenant du réglement de décomptes et autres retenues sur les fonds de l'administration de la guerre.

Du 27 septembre 1811.

Son Excellence le ministre-directeur de l'administration de la guerre m'a chargé, MM., de vous communiquer l'instruction qu'elle a arrêtée pour fixer le mode d'après lequel doivent être opérées les augmentations et diminutions provenant du réglement des décomptes de subsistances. Cette instruction est conçue ainsi qu'il suit :

Augmentations ou diminutions provenant des décomptes de subsistances.

ART. 1.er Les augmentations ou diminutions provenant des dé-

comptes de subsisances se distinguent en deux espèces.

Les unes concernent les corps qui ne jouissent pas de la masse d'habillement, ainsi que les officiers d'état-major, officiers sans troupe et autres parties prenantes isolées: elles devront être opérées sur la solde;

Les autres concernent tous les corps qui jouissent de la masse d'habillement: on en débitera cette masse dans les comptes ouverts tenus dans les bureaux du ministère de l'administration de la guerre.

Mode à suivre relativement aux augmentations et diminutions qui devront être opérées sur la solde.

2. Les augmentations ou diminutions résultant des décomptes de subsistances, qui devront être opérées sur la solde, le serent sur les revues générales de comptabilité, par les soins de la di-

rection générale des revues.

Lorsqu'il s'agira de déductions, M. le directeur général, en donnant à MM. les inspecteurs aux revues les ordres nécessaires pour que la retenue soit effectuée, leur adressera les réglemens de décomptes et les relevés par cerps des fournitures de subsistances. Les inspecteurs remettront directement aux parties isolées les décomptes qui les concerneront, et feront remettre aux con-

seils d'administration, par les sous-inspecteurs, ceux qui seront relatifs aux corps, ainsi que les relevés.

Ces relevés par corps donneront aux conseils d'administration les moyens de recouvrer tout ou partie des retenues sur les dé-

tachemens qui auraient participé aux trop pris.

Relativement aux augmentations qui devront avoir lieu par suite de retenues que le ministre-directeur reconnaîtrait avoir été mal frappées, il en sera fait rappel dans les revues, d'après les ordres qui seront transmis aux inspecteurs par M. le directeur général des revues.

Mode à suivre relativement aux augmentations et diminutions qui devront être opérées sur la masse d'habillement.

3. Les augmentations et diminutions provenant du réglement de décomptes pour subsistances qui devront être faites sur la masse d'habillement, seront opérées dans l'intérieur des bureaux

de l'administration de la guerre.

Lorqu'il s'agira de déductions, les réglemens de décomptes, avec un bordereau récapitulatif, seront adressés par le ministre-directeur de l'administration de la guerre, aux inspecteurs aux revues des divisions ou des armées où se trouvent les dépôts des corps qui devront supporter les retenues. Les relevés par corps des fournitures de subsistances accompagneront cet envoi; ces relevés, ainsi qu'il est déjà dit plus haut, mettront les conseils d'administration à portée de recouvrer le montant des retenues sur les détachemens qui auront participé aux trop pris.

MM. les inspecteurs conserveront le bordereau, et feront parvénir les réglemens de décompte, ainsi que les relevés, aux différens sous-inspecteurs, qui les rémettront aux conseils d'adminis-

tration.

Les inspecteurs aux revues seront prévenus, dans la lettre d'envoi, que les retenues ont été imputées sur la masse d'habil-lement des corps, et ils seront chargés d'en faire rentrer le montant dans la caisse de chaque régiment, selon le mode indiqué par l'art. 44 de l'instruction de M. le directeur général des revues du premier septembre 1810 (1). Ils devront aussi donner

sous la police d'un sous inspecteur aux revues, comme les officiers qui

⁽¹⁾ Num. 548 page 295; les dispositions de cet art. 44 devront être suivies, dans le cas même où des officiers passés dans d'autres corps, seraient reconnus par le conseil d'administration devoir supporter la totalité ou une portion de la retenue, attendu que ces officiers se trouvent toujours sous l'autorité d'un conseil d'administration, qui doit garantir l'exercice de la retenue au profit du corps sur lequel elle a été frappée. Il ne peut y avoir d'exception à cette règle, qu'à l'égard des individus passibles de trop pris, dont la destination actuelle serait ignorée, ou qui ne se trouveraient plus sous la dépendance d'un conseil d'administration et

les ordres, à l'effet de faire porter, de suite, par les conseils d'administration, la somme retenue, au débit du compte de la masse d'habillement (1).

Les augmentations qui devront être faites par suite de retenues qui seraient reconnues avoir été mal à propos ordonnées, auront, lieu au moyen d'une rectification faite dans les comptes

de la masse d'habillement.

Le ministre-directeur sera connaître à MM. les inspecteurs aux revues la somme rétablie au crédit du corps, afin qu'ils prennent des mesures pour que le versement primitivement ordonné n'ait pas lieu, ou que la restitution en soit saite dans le cas où ce versement primitivement ordonné n'ait versement, ou que la restitution en soit saite dans le cas où ce versement.

Augmentations et diminutions résultant des décomptes des dépenses payables en argent.

Les augmentations et diminutions qui résultent des décomptes des dépenses payables en argent, seront opérées de la manière suivante:

Les sepulles de décompte, ainsi que les déclarations de quittance, seront adressées par le ministre-directeur à l'inspecteur aux revues de la division ou de l'armée où se trouvera stationné le dépôt du corps, et transmises par cet inspecteur au sous-inspec-

teur qui aura la police dudit dépôt.

Conformément au premier paragraphe de l'article 11 de l'instruction de M. le directeur général des revues du premier septombre 1810, les augmentations ou diminutions seront opérées sur les états de paiement établis pour dépenses de même nature. On observera exactement aussi les dispositions des articles 41 et

suivaus de la même instruction.

Lorsqu'une dépense sur laquelle il aura été ordonné une diminution de l'espèce dont il s'agit, ne se reproduira pas au moment où cette diminution devra être opérée, le sous-inspecteur chargé de la police du sorps, après avoir certifié sur la feuille de décompte la non-réproduction de la dépense, prendra une copie de cette pièce et renverra l'original à l'inspecteur division-naire, qui le transmettra au ministre-directeur. À la réception

seraient passes dans l'état-major, ceux qui seraient en retraite, qui se-

raient morts, etc., le corps alors sera déchargé de la retenue.

(1) Voy. relativement à cette opération le tit. 6 du num. 543 page 285.

Dans ces différens cas d'exceptions, si l'officier absent est reconnu passible de la totalité de la returne ordennée sur le corps, le réglement de décompte sern renvoyé au ministre directeur par le sous-inspecteur; et s'il n'est passible que d'une partie de cette retenue, le conseil d'administration établira une feuille de retenue ad hoc, dont il fera déduction sur le réglement de décompte, et qui sera adressée également un ministre par le sous-inspecteur.

de cette seuille de décompte dans les bureaux de l'administration de la guerre, on imputera le montant du trop perçu sur la masse

d'habillement du corps, s'il jouit de cette masse.

Le sous-inspecteur aux revues remettra au conseil d'administration la copie qu'il aura prise de la feuille de décompte, ainsi que les déclarations de quittance qu'il aura gardées par-devers lui, et, si le corps jouit de la masse d'habillement, comme il saura que l'imputation devra avoir lieu sur cette masse, il fera porter de suite, par le conseil d'administration, au débit de ladite masse, le montant de la somme trop perçue par le corps: il surveillera la rentrée dans la caisse du corps, de la somme ainsi portée en recette au compte de la masse d'habillement. Il est bien entendu que l'opération ci-dessus n'aura lieu que dans le cas où le corps recevrait cette masse.

Dans le cas où le corps ne jouirait pas de la masse d'habillement, la retenue devra être opérée sur la solde; à cet effet, M. le directeur général des revues en fera imputer le montant sur les revues générales, d'après l'avis qui lai en aura été donné

par le ministre-directeur.

Dans le cas où la retenue serait reconnue par suite avoir cté faite mal à propos, si l'imputation a eu lieu sur la masse d'habillement, la somme portée au débit du corps dans les comptes de cette masse, sera reportée à son crédit; le ministre-directeur informera l'inspecteur aux revues, de cette rectification, afin qu'il agisse conformément à ce qui est déjà prescrit au dernier paragraphe de l'art. 3. ci-dessus. Mais, dans le cas cu la retenue aurait été opérée sur la solde, le directeur général des revues ordonnera un rappel dans les revues, d'après l'invitation qui lui en sera faite par le ministre-directeur.

Si le résultat du réglement de décompte donne lieu à une augmentation, et que la dépense de même nature sur laquelle elle devrait être opérée ne se reproduise pas, le sous-inspecteur auquel la feuille de décompte aura été transmise, fera établir, par le conseil d'administration, un état de paiement ad hoc, dont le montant sera acquitté de la même manière que si cette dépense continuait d'avoir lien : dans ce cas, l'état de paiement dont il s'agit, sera libellé de manière à faire connaître le motif

pour lequel il aura été établi.

Retenues pour avances de linge et chaussure.

5. Les retenues pour avances de linge et chaussure en route, continueront à s'effectuer, d'après les ordres directs du ministre-directeur, aux inspecteurs aux revues, ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent. Elles s'opéreront, comme par le passé, sur les états d'effectifs et sur les extraits des revues pour masse d'habillement, à l'égard des corps qui jouissent de cette masse, et sur la solde de ceux qui n'en jouissent passe.

· Il résulte des dispositions de cette instruction,

1.º Que, lorsque un trop perçu en subsistances, ou en argent sur une dépensé à la charge de l'administration de la guerre et qui ne se reproduirait pas dans un trimestre subséquent, conceinera un corps ne jouissant point de la masse d'habillement, ou bien un officier sans troupe ou toute autre partie prenante isolée, la diminution ou retenue à laquelle ce trop perçu donnera lieu, devra s'effectuer sur la solde, et être opérée sur les revues générales de comptabilité et leurs extraits (a).

2.º Que, lorsque le trop perçu concernera un corps jouissant de la masse d'habillement, le ministre-directeur sera débiter ce corps, du montant du trop perçu, dans le compte ouvert tenu pour sa masse dans les bureaux de S. E. sans qu'il soit opéré aucune diminution à ce soiet sur la revue générale;

Que le conseil d'administration portera en recette sur ses registres, et pour le compte de la masse d'habillement, la somme dont le compte ouvert aura été débité dans les bureaux ministériels (1);

s'agit donneront lieu, soit parceque le corps ne pourrait pas atteindre les parties qui auraient trop pris, soit par toute autre raison, seront transmisés aû ministre-directeur par l'intermédiaire

de l'inspecteur aux revues;

Que 3 lorsqu'ayant égard à ces réclamations, le ministre aura annullée ou réduit les retenues, les rectifications qui devront résulter de ces nouvelles dispositions, seront opérées de la même manière que les rétenues, c'est-à-dire, par une augmentation pour le compte de la solde sun les revues générales de comptabilité, s'il s'agit d'un corps ne jouissant pas de la masse d'habillement, on d'un officier sans troupe, et s'il s'agit d'un corps jouissant de la masse d'habillement, par un crédit sur le compte ouvert de cette masse, et par une inscription en dépense sur les registres du corps;

4.1 Que:, dans le cas où une dépense en argent, pour la quelle le réglement de décompte aurait déterminé un trop perçu,

\$1) Sur les opérations auxquelles doivent donner lieu ces augmentations

on diminutions; voy. le tit. 6 du num. 543 page 285.

⁽a) D'après les dispositions de l'art premier de la décision des ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, transmise par la circulaire du 22 juillet dernier, num. 556 « les augmentations et diminu« tions par suite le réglement de décompte, doivent s'opérer sur les « états de paiement sculement, tandis que celles pour causes étrangé« res au réglement de décompte doivent s'opérer sur les revues ».

On doit ranger dans cette dernière classe toutes augmentations et diminutions, quelle qu'en soit la cause, lorsque les fonds sur lesquels ou doit les faire porter ne sout pas les mêmes que caux pour lesquels le réglement de décompte a eu lieu.

ne se reproduirait pas au moment où la diminution devra être opérée, l'inspecteur divisionnaire renverra au ministre-directeur la feuille de réglement de décompte; et que si, dans ce cas de non reproduction, ce réglement donnait lieu à une augmentation, le montant en sera acquitté, au moyen d'un état de paiement supplémentaire bien et dûment motivé.

5.º Que les retenues pour avances d'effets de linge et chaussure continueront d'avoir lieu, ainsi qu'il était prescrit avant le

decret du 16 mai 1810 (1).

N.º 558.

Cirtulaire relative au paiement des sommes dues aux militaires passés d'un corps à un autre, pour solde arriérée et pour masse de linge et chaussure.

Du 23 novembre 1811.

partiront, ferent tout ce qui sera en leur pouvoir pour que ces hommes soient payés, sinsi qu'il est dit à l'article 69 de l'instruction du premier septembre 1810, de tout ce qui leur sera da, à l'époque de leur départ, pour solde et accessoires.

2.º Si, à cette époque, il était impossible de leur saire l'avance des sommes leur revenant, le conseil d'administration du corps, ou le commandant du détachement, sormera l'état nominatif des hommes partans: cet état présentena, par trimestre, le décompte individuel de la créance de chacun; il sera vérisé et certisié par le sous-inspecteur aux revues, et envoyé aussitét par lui directement à l'inspecteur de la division du corps dans lequel les hommes devront être incorporés.

Si ces hommes se trouvaient entièrement soldés, il sera formé pour cux un état négatif de créance, qui sera envoyé de la même

manière que le précédent.

3.º A mesure que les hommes arriveront à leur nouveau corps, ils seront payés sur le vu des états parvenus en vertu de l'article précédent; savoir:

Ceux passés dans un des corps de la garde impériale, par rapa pel sur la première revue à établir au profit de ce corps;

⁽²⁾ Voy. les articles 132 à 135 du mum. 537 page 217.

Et ceux passés dans les corps de la ligne, entre les mains des conseils d'administration de ces corps, sur états nominatifs de paiement particuliers, par trimestre et faits au nom des batail-

lons, escadrons ou détachemens des corps primitifs.

4.º Au moyen des dispositions qui précèdent, les hommes qui, passant d'un corps à un autre, n'auront pu être payés avant leur départ, seront, ainsi qu'il est prescrit par l'article 65 de l'instruction du premier septembre 1810, distraits, lors de l'ouverture des paiemens à leurs corps, des états de paiement dans lesquels ils auraient été compris.

Masse de linge et chaussure.

5.º Il sera sormé, pour la masse de linge et chaussure, des états nominatifs présentant pour chaque homme la situation de sa masse, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 29 août 1809, transmis par la circulaire de mon prédécesseur du 7 octobre suivant numéro 205. Ces états, après avoir été visés et certifiés par le sous-inspecteur, recevront, par les soins de ce sonctionnaire, la même destination que ceux de la solde.

Les envois des sommes revenant aux corps dans lesquels les hommes seront incorporés, s'effectueront suivant les dispositions de l'art. 34 de la circulaire du payeur général des dépenses de

la guerre, du 22 juin 1810, numéro 48 (1).

Disposition générale.

6.º L'exécution de ces diverses dispositions remontera au premier juillet 1810, pour tout ce qui restera dû à titre de solde sur un temps postérieur à cette époque, et pour masse de linge et chaussure, soit d'un temps postérieur, soit d'un temps autéfieur.

Veuillez bien, Messieurs, tenir exactement la main à l'exécu-

tion de ces dispositions.

⁽¹⁾ Voy. relativement aux envois des fonds à faire par les corps la 2.º noté de l'art. 71 du num. 548 page 212.

N.º:559.

Circulaire relative aux demandes ou réclamations des conseils et des militaires, concernant le service de l'inspection aux revues.

Du 26 décembre 1811.

L'ai rappelé à MM. les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, Qu'ils étaient juges en premier lieu de toutes les demandes en paiement de solde et de tout traitement militaire dont l'allocation est du ressort de l'inspection aux revues;

Que c'était à eux que les conseils d'administration des corps et les militaires en activité de service devaient adresser dire-

ctement leurs demandes;

Qu'ils devaient saire droit à ces demandes, quand il y avait lieu, ou déduire par écrit les motits de leur retus,, quand elles n'étaient pas sondées sur les lois ou réglemens.

Messieurs les inspecteurs aux revues ont dû vous communiquer ces dispositions; et cependant je reçois fréquemment des demandes ou des réclamations directes de la part des conseils ou des militaires intéressés, sans qu'il me soit prouvé que

les inspecteurs aux revues aient refusé d'y faire droit.

Je suis presque toujours forcé de renvoyer ces demandes à MM. les inspecteurs aux revues divisionnaires; ces derniers s'adressent eux-mêmes à MM. les sous-inspecteurs aux revues; et ce n'est jamais qu'après de longs délais que les corps ou les individus obtiennent une décision de la part de MM. les inspecteurs divisionnaires ou de la mienne.

Pour mettre un terme à ces communications irrégulières, qui multiplient inutilement ma correspondance et ralentissent la marche de l'administration, je dois vous prévenir, Messieurs, qu'à dater du premier janvier 1812, je ne tiendrai aucun compte des demandes ou réclamations qui me seront adressées directement par les conseils d'administration ou par des militaires en activité de service, à moins qu'elles ne soient accompagnées d'un

⁽¹⁾ Cette circulaire prescrit des mesures particulières pour le paiement de la solde arriérée des exercices antérieurs à 1810; ces mesures doivent être considérées comme transitoires; on s'est en conséquence dispensé de les placer dans ce recueil.

titre qui justifie que les inspecteurs divisionnaires ou les sousinspecteurs qui en remplissent les fonctions, ont refusé d'y faire droit.

Vous voudrez donc bien, Messieurs, lorsque le sous-inspecteur aux revues chargé de l'inspection de votre corps croira ne pouvoir accéder à vos demandes, communiquer son refus à l'inspecteur divisionnaire, lequel, en exécution de ma circulaire précitée, y fera faire droit, s'il y a lieu, ou vous donnera par écrit son refus motivé, ou enfin m'en référera, s'il croit avoir besoin d'une décision supérieure.

Veuillez bien, Messieurs, tenir la main à l'observation ponctuelle de ces dispositions, qui seront désormais la règle invariable de mes relations avec vous pour le service des revues.

N.º 560.

Instruction sur la tenue et sur les arrétés de la comptabilité des corps de troupe.

Pu 28 décembre 1811.

L'e conseiller d'état, directeur-général des revues et de la conscription militaire, considérant,

1. Que depuis le décret du 16 mai 1810 (1), relatif au paiement de la solde des troupes, la vérification et l'arrêté de la comptabilité des corps ne peuvent plus être subordonnés à la consommation où réglement des décomptes;

2.º Que le mode prescrit par la circulaire du 23 octobre 1806, pour la centralisation des comptabilités rompt la continuité

des écritures dans la tenue des comptes des dépôts;

3.º Que, pour appliquer au système actuel de paiement, les principes et les formes consacrés par le réglement du 8 floréal an 8 (2), il est nécessaire de modifier quelques dispositions de ce réglement, en ce qui concerne la tenue et les arrêtés de la comptabilité;

A soumis au ministre de la guerre et au ministre-directeur de l'administration de la guerre, les dispositions suivantes, qui ont

été arrêtées par leurs excellences.

⁽¹⁾ Num. 544 page 287. (2) Num. 535 page 126.

TITRE 1.00

Tenue de la comptabilité.

1.Te SECTION.

Des registres.

ART. 1.° Dans les corps non divisés, composés d'un on plusieurs bataillons ou escadrons, on tiendra les registres ci-après indiqués:

Le constil d'administration; un régistre de délibérations, suivant l'ancien modèle; un registre de caisse, suivant l'ancien modèle.

Le quartier-maître; un registre du contrôle général des signalemens des hommes, suivant l'ancien modèle; un registre du contrôle général des signalemens des chevaux, suivant l'ancien modèle, un registre du mouvement général intérieur, ou journal des mouvemens et distributions, suivant l'ancien modèle; un registre-journal des recettes et dépenses, suivant l'ancien modèle (1).

Le capitaine d'habillement; un registre d'habillement, suivant l'ancien modèle; un registre spécial pour la comptabilité des ef-

Une circulaire du 7 août 1807, relative aux reviremens de masse de linge et chaussure, porte, que les conseils d'administration des déta-chemens de guerre et ceux des dépôts, devront se tenir compte parti-culièrement de la masse des hommes passant du dépôt à l'état-major ou de l'état-major au dépôt. Il est évident que par le mot particulierement on n'a voulu faire mention que du compte dont il est question.

Le registre de comptes ouverts bien tenu, est d'une graide utilité dans benucoup de circonstances: mais comme le résultat de ces comptes, apporte nécessairement quelque modification à la représentation des fouds qui, d'après les registres de comptabilité, doivent être dans les caisses respectives du dépôt et des compagnies détachées; il devient indispensable, que la situation en soit constatée à la clôture des comptés de chaque trimestre; ce qui serait très-facile, en produisant des bordereaux signés respectivement par le quartier-maître, et par les officiers payeurs des détachemens, et visés par les conseils d'administration principaux et éventuels.

⁽¹⁾ Dans la plupart des corps, le quartier-maître, indépendamment des registres prescrits par les articles ci-dessus, et par les autres dispositions réglementaires, tient un registre de comptes ouverts, avec les compagnies détachées. Ce registre est pour ainsi-dite indispensable, soit pour les reviremens des musses de linge et chaussure des hommes qui rentrent au dépôt, ou qui rejoignent les compagnies détachées, soit pour le remboursement des fournitures faites aux détachemens qui sont dans l'intérieur, et soit pour une multitude d'articles dont les dépôts et les détachemens se doivent mutuellement des comptes.

Administr. Et comptabil. - num. 560 - tit. 1.01 345

sets de linge et chaussure, suivant le modèle du tableau n.º 3

du registre d'habillement (1).

Les officiers charges des détails; un journal particulier pour l'habillement, suivant l'ancien modèle; un journal particulier pour l'équipement, armement et harnachement, suivant l'ancien modèle; un journal du détail des ustensiles d'écurie et médicamens, suivant l'ancien modèle.

Les commandans des compagnies; un livre de compagnie, suivant le modèle ci-joint A, lequel sera remuvelé tous les ans, et tiendra lieu du contrôle des signalemens du contrôle annuel et du registre de détail de compagnie; un registre du harnachement et contrôle des chevaux, suivant le modèle ci-joint B.

z. Dans les compagnies de gendarmerie, on tiendra, .

Le conseil d'administration; un registre de délibérations, surant l'ancien modèle; un registre de calsse, suivant l'ancien mode.

Le quartier-maître; un registre du contrôle des signalement des hommes, suivant l'ancien modèle; un registre-journal des recettes et dépenses, suivant l'ancien modèle; un régistre de comptes ouverts, suivant l'ancien modèle (a).

3. Dans les compagnies de cauonniers gardes-côtes, ou tiendra,

par direction d'artillerie, les registres suivans:

Le conseil d'administration; un registre de délibérations, sui-

Le quartier-multre; un registre-journal des recettes et dépenses, suivant l'ancien modèle; un registre du contrôle général du mouvement intérieur, saivant l'ancien modèle; un registre du contrôle général des signalemens, suivant l'ancien modèle;

Les capitaines; les livres de compagnie, suivant le modèle'A, sauf les colonnes destinées aux comptes ouverts de la masse de lings et chaussure, qui n'existe point dans ces compagnies.

4. Dans les dépôts de prisonniers de guerre, il sussira de

fenir, un registre-journal des recettes et dépenses.

5. Dans les dépôts de convalescence et dépôts généraux, on tiendra, un registre de délibérations, suivant l'aucien modèle;

un registre-journal des recettes et dépenses.

6. Dans les dépôts de conscrits réfractaires, il sera tenu, un registre de délibérations, suivant l'ancien modèle; un registre de caisse suivant l'ancien modèle; un registre-journal des recettes et dépenses, suivant l'ancien modèle; un registre du contrôle général des signalemens, suivant l'ancien modèle; un registre du mouvement général intérieur, suivant l'ancien modèle; un registre d'habillement, suivant l'ancien modèle; un livre de compagaie, suivant le modèle A.

⁽a) Les effets achetés par le conseil d'administration pour le compte des gendarmes, ne seront portés en dépense sur le registre-journal du quartier-maître, qu'au fur et à mesure des distributions faites aux hommes, et de leur inscription aux, comptes ouverts. Les effets non distribués resteront en magasin comme valeurs représentatives.

(1) Voy. la circul. du 24 déc. 1811 page 307 du vol. III.

tant de la solde payée pour les journées restant à écheoir jusqu'au

prochain prêt.

Quant à la solde perçue pendant la réunion pour le compte de cette dernière portion et pour le tems postérieur à la séparation, elle sera déduite sur le premier état de paiement de la

portion principale.

16. Lorsque deux portions du même comps viendront à se réunir, il sera fait transcription sur les registres de la portion principale, des restans de recette ou excédans de dépense que l'autre portion avait su premier jour du trimestre pendant, lequel la réunion aura eu lieu, ainsi que des recettes et dépenses qu'elle aura faites depuis ce jour jusqu'à celui de la réunion.

17. Lorsqu'un détachement partira d'une portion de corps pour se tent à une autre portion du même corps, on se conforme, a aux art. 15 et 16 ci-dessus; mais la transcription prescrite par le dernier de ces articles devra remonter au jour de la sé-

paration.

18. Lorsqu'un détachement passera d'un corps dans un autre corps, il sera procédé de la manière indiquée à l'article précédent, si pendant la route, le détachement a perçu sa solde au compte du nouveau corps.

Si au contraire le détachement a perçu la solde au compte de l'ancien corps, les recettes et dépenses de la route entreront dans la comptabilité de ce corps, au moyen du compte que rendra, à son retour, l'officier ou le sous-officier conducteur.

Si ce conducteur ne devait pas rejoindre, il rendra ses comptes au conseil d'administration du nouveau corps qui devra les

transmettre au corps primitif.

Dans le cas où le conseil d'administration du nouveau corps ferait, pour le compte du détachement, des perceptions de solde acquise à ce détachement pendant qu'il appartenait à l'ancien corps, ces perceptions entreront dans la comptabilité du nouveau corps.

19. Dans les cas prévus par les art. 15, 17 et 18 ci-dessus,

il sera remis au commandant du détachement,

1.º Un extrait du livre de compagnie, modèle A, certifié par le conseil d'administration et visé par le sous-inspecteur aux revues, ou, à défaut, un extrait du registre-matrique et un état des effets d'habillement, équipement et armement, avec indication, pour chaque homme, de l'époqué de la mise de ces effets en service, et ensin un état de la situation de sa masse de linge et chaussure;

2.º L'état de la solde restant due aux hommes, dans le cas où le trésor impérial ne l'ayant pas acquittée, le corps n'au-

rait pu en saire l'avance (1).

⁽¹⁾ Voy. à ce sujet l'art. 65 du num. 548 page 311, et le num. 558 page 340.

20. Les recettes et dépenses faites pour les conscrits, antérieurement à leur arrivée aux corps, ne seront plus l'objet d'une comptabilité spéciale : elles entreront dans la comptabilité de la portion de corps que les conscrits rejoindront (1). A cet effet, les paiemens qui auront lieu depuis le jour de la réunion aux chefslieux d'arrondissement jusqu'à l'arrivée des conscrits aux corps, seront soigneusement inscrits sur les contrôles nominatifs et seuilles de routes remis. aux conducteurs, qui rendront compte au conseil d'administration des recettes et dépenses qu'ils auront faites. Si les conducteurs ont un résidu, ils le remettront à ce conseil; s'ils justifient au contraire d'un excédant de dépense, le conseil leur en remboursera le montant. Le résultat de cette opération sera consigné sur le registre des délibérations.

21. Les détachemens de gendarmerie employés de l'intérieur. hors de leur département, continueront d'être adminitrés par les conseils d'administration des compagnies des départementains. kesquels ils scront employés (a); et les résidus de masses qu'is rapportenant, lors de leur retour aux compagnies, seront inscrits en recette sur les registres, comme versemens extraordinaires

faits aux masses (b).

22. Les versemens saits par la masse de linge et chaussure à celle d'habillement, et vice versa, dans un corps non divisé, ou dans une portion de corps, seront portés pour endre en recette et en dépense sur le registre de caisse, le jouvnal de quartiermaître, le bordereau des recettes et dépenses à transmettre au dépôt par les portions de corps, et sur le registre central (c).

23. La comptabilité des détachemens de recrutement continue-

ra d'être tenne distinctement de celle de leurs corps.

(a) Circul. imprimée du comité, du premier ventôse an 12.

(c) Cette opération fera connaître la situation respective des masses dont il s'agit, sans occasionner de doubles emplois, puisque ces articles, quorque augmentant la somme, des recettes et celle des dépenses, n'u-

Aueront mullement sur le résultat.

On suivra le même procédé, lorsque, pour des causes imprévues, il y aura lieu à des versemens délinitifs d'un fonds à nn autre; mais, dans les cas d'emprant, on se devra point faire article de recette et de dépense d'ordre de la somme empruatée : l'emprunt ressortira naturellement de l'excédant de la dépense sur la recette.

(1) Voy. Fart. 51 du num. 537 page 193. - Ces dispositions ne dérogent point à celles de l'art. 60 du num. 548 page 309, desquelles il résulte que l'on doit établir des verues particulières pour cette dépense. Lettre

-du 29 avril 1812 G.

⁽b) Comme il importe, pour ce qui concerne les dépenses de la solde, de s'assurer, toutes les fois qu'il est possible, qu'on n'a pas excédé dans ces dépenses les ailocations portées sur les revues, et de reconnaître et expliquer les dissérences qui pourraient exister à cet égard, l'inspecteur ou sous-inspecteur, en vérifiant la comptabilité d'un corps, comparers les dépenses avec le montant des revues, déduction faite des sommes applicables aux paiemens faits hors du corps et qui ne figureraient point en recette et en dépense dans les comptes de ce corps.

Tirre 2.

Arrêté de la comptabilité.

1. Te SECTION.

Comptabilité de trimestre.

F 24. La comptabilité des corps et portions de corps continuera d'être vérifiée et arrêtée chaque trimestre par le sous-inspecteur aux revues.

25. L'arrêté de trimestre aura lieu, pour les portions de corps autres que le dépôt, ou la portion principale dans les corps n'ayant point de spôt, aussitôt après le dernier paiement de la solde du trissestre.

n'aura lieu pour le dépôt et la portion principale dans les corps n'ayant pas de dépôt, dans le courant du quatrième mois

qui suivra le trimestre à vérifier.

26. Si la solde a éprouvé des retards dans son paiement, et qu'à l'expiration d'un trimestre elle ne se trouve point alignée, il ne sera pas moins procédé à l'arrêté de la comptabilité, dans l'état où se trouveront les recettes et les dépenses.

Lorsque les paiemens retardés auront lieu, les recettes et les dépenses qu'ils occasionneront entreront dans les comptes du trimestre courant, avec indication, à chaque article, des trimes-

tres et des exercices auxquels elles s'appliqueront.

Au lieu de seuilles de prêt, il sera sait des états de paiement conformes au modèle ci-joint. D; ces états embrasseront toute la période de temps d'un même trimestre pour laquelle la solde aura été perçue par le conseil d'administration (a).

Lorsque le paiement de la solde n'aura été retardé que pour une partie du trimestre, il sera sait à l'échéance de ce trimestre un réglement de compte spécial entre le capitaine et le quartier-maître, pour l'espace de temps pendant lequel la solde aura été payée à l'avance. Ce régle-

⁽a) La feuille de subsistance prescrite par l'arrêté du 8 floréal an 8, n'ayant été établie, pour ce qui concerne la solde, que dans la supposition où les capitaines percevraient cette solde à l'avance, il est évident qu'elle ne peut être appliquée, au cas prévu par l'article 26 ci-dessus, puisque dans ce cas ils ne doivent recevoir la solde qu'à terme échu, ce qui donne les moyens d'opérer, à l'époque du paiement, une liquidation exacte des sommes dues, cette liquidation n'étant plus subordonnée à des mutations ou à des mouvemens postérieurs au paiement. Chaque état de paiement doit être considéré comme un reglement de compte définitif entre le capitaine et le quartier-maître. It importe en consequence que chaque état soit établi avec le plus grand soin, afin de pouvoir parer aux trop-perçus qui pourraient résulter des réglemens de décomptes dans les bureaux des ministres.

Les états d'émargement pour la solde des officiers, comprendront, mais pour mémoire seulement, les absens, avec indication des motifs de l'absence.

On portera à la quatrième colonne de la feuille de linge et chaussure, le montant des sommes prélevées, à raison de 10 centimes par journée, sur la totalité des paiemens faits pour solde à chaque sous-officier et soldat pendant le trimestre.

27. Il sera transmis, pour chaque portion de corps ayant comptabilité distincte, au dépôt, ou à la principale portion des corps n'ayant pas de dépôt, pur l'intermédiaire de l'inspecteur divisionnaire, dans le courant du premier mois de chaque trimestre, pour le trimestre précédent, à l'effer de servir aux inscriptions à faire sur les registres de centralisation dont il sera parlé ci-après,

1.º Un bordereau général des recettes et dépenses n argent,

suivant le modèle ci-joint n.º 1;

2. Les divers tableaux et états de consommations en matières et effets au compte des masses d'habillement, de chauffage et de ferrage et harnachement, suivant les modèles préscrits ou à prescrire par son Excellence le ministre-directeur de l'administration de la guerre.

28. Si les résultats de l'arrêté de la comptabilité de quelques portions de corps ne sont point parvenus au dépôt aux époques fixées, le sous-inspecteur du dépôt en rendra compte, par l'intermédiaire de l'inspecteur divisionnaire, au directeur général, le 30 du second mois de chaque trimestre, et lui signalèra les portions de corps en retard; il n'en fera pas moins, près des sous-inspecteurs de ces portions de corps, toutes les démarches prompres à faire rentrer les comptabilités non parvenues.

29. Lorsque les résultats de la comptabilité de toutes les portions du corps seront parvenus au dépôt, il en sera fait écriture par transcription littérale des bordereaux des recettes et dépenses en deniers, et par transcription sommaire des bordereaux

des recettes et dépenses en matieres (a);

Savoir:

Pour les objets en argent, sur un registre central qui sera tenu par le quartier-maître, ou l'officier le suppléant, sous la sur-veillance du conseil d'administration du dépôt, et sera conforme au modele ci-joint E.

ment de comple sera fait dans la forme de l'état de paiement modèle D il ne contiendra point de déduction pour les absens, ni d'augmentation pour les hommes rentrés, et présentera seulement la balance des sommes dues avec le montant des feuilles de prêt. Ce réglement partiel encera dans le réglement définitif à faire après le dernier paiement du trimestre.

⁽a) Cette transcription aura également lieu pour la comptabilité par iculière du dépète

Quant aux matières et effets, la centralisation aura lieu ainsi qu'il est ou sera réglé par son Excellence le ministre-directeur

de l'administration de la guerre.

Dans les cas d'envoi ou de remise de fonds, matières et effets d'une portion de corps à une autre, on ne devra point porter sur les registres de centralisation la recette faite par la portion de corps à qui les fonds, matières ou effets, auront été remis ou envoyés, ni la dépense faite par la portion de corps, qui aura ef-

fectué l'envoi ou la remise (a);

Lorsque les dépôts feront des achats d'effets de linge et chaussure pour le compte des bataillons ou escadrons de guerre, les recettes et dépenses qu'ils feront pour cet objet ne seront point portées sur le registre de contralisation, quoiqu'il soit nécessaire qu'elles figurent d'une manière spéciale dans la comptabilité de ces dépôts. Les bataillons de guerre porteront en recette, comme s'ils l'anient perçu directement, le montant des déclarations de qui au au qui leur auront été imputées dans les règlemens de l'ars décomptes, pour raison des paiemens faits aux dépôts dans le cas dont il s'agit. La dépense ne sera inserite qu'au fur et à mesure des distributions faites aux hommes.

Les écritures et toutes les opérations relatives à la centralisation, devrent être terminées dans le courant du troisième mois

qui suivra le trimestre.

30. Dans le courant du quatrième mois qui suivra le trimestré à vérifier, la comptabilité générale des corps divisés et la comptabilité des corps réunis seront arrêtées, et le sous-inspecteur transmettra immédiatement à kinspecteur divisionnaire, pour être envoyé au directeur général, un relevé sommaire des recettes et depenses, suivant le modèle ci-joint n.º 2 (1).

Si le sous-inspecteur a eu occasion de réduire ou de rejeter quelque dépense, il en seus mention dans l'arrêté du relevé som-

maire.

des commandans des détachemens, la comptabilité n'auna pu être vérifiée et arrêtée aux époques fixées, le sous-inspecteur le constatera par un procès-verbal qui sera inscrit sur le registre des délibérations, et dont une expédition sera transmise au directeur général.

⁽a) La raison de cette disposition, est que les envois et remises dont il s'agit ne peuvent apporter aucun changement en plus ou en moins à la situation générale des fonds ou des magasins, et qu'en outre, pour ce qui concerne les recettes, ils figurent déjà sur les registres de centralisation au compte de la portion de corps qui a reçu directoment du trésor ou des fournisseurs, et que, pour ce qui concerne les dépenses, ils y figureront au compte de la portion de corps qui fera la dépense définitive.

⁽¹⁾ Voy. l'art. 10 du num. 561.

2. SECTION.

Comptabilité annuelle.

32. La comptabilité annuelle des corps, et portions de corps continuera d'être vérifiée et arrêtée chaque année par l'inspecteur divisionnaire.

33. L'arrêté s'effectuera pour les portions de corps autres que le dépôt ou la portion principale des corps n'ayant pas de dépôt, dans le cours des deux premiers mois de l'exercice suivant.

Il aura lieu pour le dépôt ou la portion principale des corps n'ayant pas de dépôt, dans le courant des six premiers mois.

34. L'inspecteur transmettra à celui du dépôt ou de la portion principale du corps n'ayant pas de dépôt, dans les quinze premiers jours du troisième mois de l'exercice, l'état des réductions ou rejets de dépenses qu'il aura prononcés; cet état sera conforme au modèle ci-joint numéro 3, et sera négatif lorsqu'il n'y aura pas eu lieu à des réductions ou rejets (a).

35. Si l'état prescrit par l'article précédent n'a pas été envoyé au dépôt à l'époque fixée, l'inspecteur de la division du dépôt, exécutera, le premier jour du quatrième mois, à l'égard des portions de corps en retard, les dispositions prescrites par l'ar-

ticle 28 ci-dussus.

36. Dans le courant du deuxième trimestre de chaque année, la comptabilité générale des corps divisés et la comptabilité des corps réunis seront arrêtées pour l'année précédente, et l'inspecteur transmettra en double expédition (1) au directeur général, les pièces suivantes:

Sevoir:

1.º Le relevé sommaire des recettes et dépenses, modèle num 2;

2.º L'état des réductions ou rejets de dépenses, distinct par

ministère, modèle num. 3';

3.º Les états des recettes et dépenses en argent, matières. et effets, des masses d'habillement, de chauffage, de harnachement et ferrage, et autres, d'après les modèles prescrits ou à

Mais si quelques unes de ces pièces n'avaient pas été envoyées aux époques prescrites, l'inspecteur les enverra avec l'état des réductions ou

(1) Par suite de la réunion au ministère de la guerre, de la direction des revues, il devient inutile que les états relatifs à la comptabilité annuelle des cerps soient rédigés en double expédition, il suffirm d'envoyer une seule copie de ces états à chaque ministre pour les fonds et autres objets qui sont dans ses attributions. Girent. du 16 cord 1812 G.

⁽w) Cot état est, dans le cus dont il s'agit, la scule pièce à transmettre pour faire connaître que la comptabilité annuelle a été arrêtée attendu que toutes les pièces constatant les recettes et dépenses sont déjà parvenues au dépôt, en exécution des dispositions de l'art. 27.

prescrire par le ministre-directeur de l'administration de la

guerre (a).

Il ne sera point dressé de proces-verbal, ni dans le cas prévu par le présent article, ni dans celui prévu par l'art. 30 ci-des-sus, lorsque la comptabilité aura été régulière: l'inspecteur se bornera uniquement à consigner à la suite du relevé sommaire num. 2, les observations qu'il jugera nécessaires. Mais s'il avait reconnu, dans l'administration et la comptabilité, des abus ou malversations, il dressera un procès-verbal motivé, dont il joindra trois expéditions aux pièces ci-dessus requises.

37. Le directeur général présentera, le premier octobre de chaque année, au ministre de la guerre, l'état des comptabilités annuelles qui n'auront pas été vérifiées et arrêtées, et lui signalera les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, ainsi que les conseils d'administration qui auront occasionné ces retards (1).

TITRE 3.º

Dispositions-générales.

- 38. Pour simplifier et réduire les écritures, les dépenses ci-après désignées seront portées chacune par un article sommaire, au moyen d'un bordereau dûment quittancé ou appuyé des pièces justificatives:
 - 1.º Frais de traitement de maladies légères;

2º Frais de médicamens des chevaux;

3.º Frais de réparations de l'habillement et équipement;

4.º Frais de réparations de l'armement;

5.º Frais de réparations du harnachement;

6.º Dépenses pour le serrage;

7.º Frais de bureau.

(1) Voy. le tit. 2 du num. suivant.

39. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues rejetteront les dépenses qu'ils reconnaîtront illégales, et réduiront celles qui excéderaient les fixations déterminées par les règlemens et tarifs: ils dresseront un état de ces dépenses, qui sera transcrit sur le registre des délibérations; mais ces rejets ou réductions ne donneront lieu à des forcemens de recette, que lorsqu'ils auront été approuvés par l'inspecteur général d'armes ou par les ministres.

Quant aux recettes dont l'inscription aurait été omise, et aux dépenses non appuyées de pièces justificatives, ou aux erreurs de

⁽a) Il ne sera transmis, pour les compagnies de gendarmerie, pour les compagnies de canonniers gardes-côtes, pour les dépôts de prisonniers de guerre, et pour les détachemens de recrutement, que le relevé sommaire des recettes et dépenses et l'état des réductions ou rejets. Il en sera de même pour tout autre corps ou dépôt qui n'aurait pas, en de gestion de masses au compte du ministère de l'administration de la guerre.

calcul, les inspecteurs et sous-inspecteurs en seront porter le montant en recette, par un article spécial et motivé, sur le registre de caisse on sur le journal du quartier-maître, selon qu'il

y aura lieu.

40. Lorsque, par suite de déficits ou de forcemens de recette, il y aura lieu à réintégrer des fonds dans les caisses des corps, par voie de retenue sur le traitement des individus passibles de ces remboursemens, ou par tout autre moyen, les sous inspecteur aux revues fera former de suite par le conseil d'administration, l'état des sommes à réintégrer. Cet état présentera le montant de ces sommes, le nom des individus passibles du remboursement, le contingent de chacun (1), enfin les motifs de la réintégration. Il sera vérifié et arrêté par le sous-inspecteur aux revues, et transcrit sur le registre des délibérations.

A la sin de chaque trimestre, le conseil d'administration sormera l'état des rentrées effectuées pendant le trimestre; cet état sera également transcrit sur le registre des délibérations, après avoir été vérissé par le sous-inspecteur aux revues qui s'assurera que le montant en a été porté en recette au registre de caisse.

Le relevé sommaire indiquera au représenté le résultat des

rentrées successivement effectuées.

Lorsque les individus passibles des remboursemens auront quitté le corps, le conseil d'administration sera tenu de poursuivre, soit directement, soit par l'intermédiaire des inspecteurs aux revues, la rentrée des sommes mises à la charge de chacum d'eux.

41. Les livrets de solde des corps ne seront plus retirés chaque année (2). Ils resteront dans les archives du conseil d'administration, comme pièces comptables, pour être représentés aux inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, lors de la vérifica-

tion de la comptabilité.

42. Lorsque l'autorité supérieure aura jugé convenable de prescrire une vérification spéciale pour éclaircir un point quelconque d'administration, l'opération sera renvoyée à l'époque de la première vérification périodique, à moins que l'ordre ne porte expressément qu'il sera dérogé à cette disposition et qu'il y a urgence.

43. Si, par un événement de force majeure, un corps vient à perdre des registres et pièces de comptabilité, il le fera constater d'une manière détaillée par le sous-inspecteur aux revues ou le fonctionnaire le suppléant; qui fera établir de nouveaux registres, et prendra ou provoquera les mesures que les circonstances exigeront. Il en sera rendu compte à l'inspecteur divisionnaire, qui en informera le directeur général.

⁽¹⁾ Relativement à ces sortes de retenues, voy. le num. 444 val. III. page 198. (2) Voy. l'art. 207 du num. 537 page 240.

44. Les inspecteurs aux revues, ou le sous-inspecteur en remplissant les fonctions, ne peuvent se faire suppléer pour la vétification et l'arrêté des comptabilités annuelles, sans une autori-

sation spéciale du directeur-général.

45. Le directeur-général demeure seul chargé de recueillir les divers résultats de la vérification de la comptabilité des corps, et de transmettre aux ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, dans le courant du troisième trimestre de l'exercice, les résultats des vérifications annuelles, après s'être assuré qu'ils ont été régulièrement établis. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues n'auront en conséquence à leur faire directement aucun envoi de résultats, soit de trimestre, soit d'année, à moins d'un ordre spécial de leur part. (1).

46. Le directeur général sera examiner dans ses bureaux, 1.º les relevés sommaires des recettes et dépenses, 2.º les états indiqués par l'article 36 ci-dessus, 3.º ensin les procès-verbaux dressés pour signaler les abus ou malversations qui auraient en

Lieu dans l'administration des corps (1).

L'examen des relevés sommaires aura pour principal objet de l'assurer de l'exactitude des reports des excédans de recette et de dépense des comptes précédens, et de la légalité des effets actifs entrant dans la composition du représenté des sonds de la caisse.

L'examen des états aura pour objet de reconnaître si les dépenses tant en dessers qu'en matières, n'ont pas excédé les fixations déterminées par les tarifs et devis, et si les calculs sont exacts.

Le résultat de cet examen devra faire connaître si l'état de réductions ou rejets indiqué par l'article 35 ci-deseus, est bien établi.

L'examen des procès-verbaux aura pour objet de mettre le directeur général à pontée de donner ou de prevoques les ordres convenables.

47 La présente instruction sera exécutée à partie du 1.44 janvier 1812.

⁽¹⁾ Ces dispositions sont modifiées par suite de la réunion indiquée à l'arz ticle 36; voy. les art. 10 à 12 du num. 561.

N.º 561.

Réglement pour déterminer comment seront établies les relations des ministères de la guerre et de l'actministration de la guerre. G. A.

Du 16 avril 1812.

Considérant que le décret impérial du 15 mars 1812, qui attribue aux bureaux du ministère de la guerre le service de la direction générale des revues, n'a rien statué sur le concours que l'administration de la guerre doit avoir à ce service, pour raison des dépenses de son ressort qui sont contrôlées par les revues;

Considérant qu'il importe de suppléer, à cet égard, au silence du décret, en fixant des dispositions qui puissent servir de règles, non-seulement aux bureaux des deux ministères, mais

'encore aux inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues,

Arrêtent ce qui suit :

TITRE 1.er

Des revues.

Ant. 1.er Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les revues générales et les extraits de revue continueront d'être établis dans les formes prescrites par les réglemens maintenant en

Tigueur.

pièces, seront concertés entre les deux ministères de la guerre et de l'administration de la guerre, lorsqu'ils devront s'appliquer aux revues générales des corps; mais dans le cas où ils s'appliqueraient à des pièces qui n'auront pas en même temps pour objet des dépenses des deux ministères, ces changemens seront ordonnés par celui des deux ministères dans le ressort duquel la dépense sera placée.

3. Les inspecteurs adresseront directement au ministère de la guerre, comme ils adressaient au directeur général des revues,

argent., des six classes d'officiers sans troupe;

2.º Les revues générales de comptabilité des corps de trou-

pes et les feuilles d'appel à l'appui;

3.º Ceux des extraits de ces dernières revues qui s'applique-

ront à la solde et aux autres traitemens en argent, payables sur

les fonds du ministère de la guerre;

4.º Les états des seuilles d'appel non parvenues que prescrit l'art. 26 de l'instruction du directeur général des revues, du premier septembre 1810.

4. Les inspecteurs aux revues adresseront directement au mf-

nistre-directeur de l'administration de la guerre,

1.º Les revues spéciales de subsistances des officiers sans troupe;

2.º Une expédition de chaque extent collectif de ces revues;

3.º Une expédition de chacun des extraits de revues générales des corps de troupe, qui sont applicables aux subsistances, aux masses et aux autres dépenses du ressort de l'administration de la guerre. Avant de faire l'envoi de ces extraits, les inspecteurs devront les comparer avec les revues générales dont ils émancront, et en certifier l'identité au pied de chaque extrait (1);

4.º Les revues générales de solde et de subsistances des officiers de santé et des divers employés militaires dont le traite-

ment est à la charge de l'administration de la guerre;

5.º Une expédition de chacun des extraits collectifs de ces dernières revues.

5. Les inspecteurs aux revues adresseront au directeur général de la conscription, les extraits spéciaux tirés des revues générales des corps, pour les dépenses payables sur les fonds de la conscription: ils certifierent l'identité de ces extraits de revue (1).

6. Les envois mentionnés aux art. 3, 4 et 5, seront faits aux époques, et accompagnés des bordereaux que prescrivent les

réglemens.

- 7. Les revues générales des corps de troupe seront vérifiées dans les bureaux du ministère de la guerre, et les résultats de cette vérification, en ce qui concerne les dépenses du ressort de l'administration de la guerre, soit en nature, soit en argent, seront notifiés au ministre-directeur, lequel donnera des ordres pour les augmentations ou diminutions de crédit qui devront être faites, en conséquence de ces résultats, dans les prochaines revues.
- 8. Pour faciliter la vérification des revues générales, le ministre-directeur notifiera au ministre de la guerre tous les changemens qui seront faits dans les tarifs et dans les dispositions relatives à l'allocation des masses ou indemnités et des divers traitemens en nature.

Actuellement on n'établit qu'un seul extrait de revue, pour toutes les dépenses relatives au ministère de l'administration de la guerre; voy. le numero 562 trois.

⁽¹⁾ En indiquant en toutes lettres soit la somme comprise dans la revue, soit la quantité de journées de présence. Circul. du 16 acril 18.2 G.

TITRE 2.º

De la comptabilité intérieure des corps.

g. Les dispositions des art. 1 et 2 seront applicables aux divers registres et états malatifs à la comptabilité intérieure des corps.

10. Les inspecteurs aux revues adresseront au ministre de la

guerre,

Les comptes que l'art. 28 de l'instruction du directeur général des revues, en date du 28 décembre 1811, leur prescrit de rendre sur la non production des résultats de l'arrêté de la comptabilité des portions de corps;

2.º Les procès-verbaux prescrits par l'art. 31 de la même

instructions

11. Les relevés sommaires de recettes et dépenses que les sousinspecteurs aux revues doivent établir chaque trimestre, d'après l'art. 30 de l'instrucțion précitée, et ceux que, d'après l'art. 36 de la même instruction, les inspecteurs doivent former chaque année, en arrêtant la comptabilité générale des corps, seront désormais établis distinctement pour les recettes et dépenses imputables à chaque ministère.

Ces relevés, ainsi que les états de rejet et les autres pièces prescrites par l'art. 36 de ladite instruction, seront adressés par les inspecteurs aux revues au ministre de la guerre et au mi-

nistre directeur, à chacun pour ce qui le concerne.

12. Le ministre de la guerre et le ministre-directeur, chacun pour receiqui de concerné, motifieront aux inspecteurs aux revues les décisions qu'ils auront prises sur les dépenses rejetées de la comptabilité des corps. T.I.TRE 3.

Dispositions générales. The allford on the clift of more

13. Le personnel des inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues étant place dans les attributions du ministre de la guerre, ce ministre donnera seul tous les ordres relatifs à leur destination.

Le ministre-directeur pourra néanmoins leur prescrire des vérifications spéciales ou extraordinaires qui exigeralent leur déplacement momentane; mais, dans ce cas, il devra se concerter avec le ministre de la guerre, afin qu'il puisse être pourvu, s'il y a lieu, à leur service ordinaire pendant ce déplacement.

14. Les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre. chacun pour ce qui le concerne, correspondront immédiatement avec les inspecteurs aux revues, pour tous les ordres et instructions à leur donner; mais lorsqu'il s'agira de dispositions qui concerneront en même tems les deux ministères, les ordres seront donnés par le ministre de la guerre, qui se concertera

préalablement avec le ministre directeur.

15. Les affaires du ressort de l'administration de la guerre, qui étaient en instance à la direction générale des revues, à l'époque où cette direction a été réunie à la première division du ministère de la guerre, seront terminées dans les bureaux de cette division.

N.º 562.

Mode d'après lequel sont opérées les retenues qui s'exercent sur les traitemens militaires

Extrait de l'instruction du payeur général des dépenses de la guerre.

- Du 4.er japvier 1806.

CHAPITER 3.

Des resenues. (4)

Anv. 163. Les militaires éprenvent des retenues sur leur solde dans les cas ci-après (2):

1.º Pour absence de leurs corps par congés, etc., pour leur traitement dans les hôpitaux, pour leur séjour dans les prisons, pour les délégations qu'ils sont autorisés à faire lorsqu'ils passent aux colonies;

2.º Pour les avances d'argent et d'effets de petit équipement qui leur sont saites en route;

3.º Pour remboursement ou restitution de sommes payées par double emploi ou irrégulièrement;

4.º Pour remboursement de rations de vivres et fourrages perçues indûment ou à titre d'avance;

5.º Pour dégats et dégradations dans les logemens;

6.º Pour dettes.

⁽v) Voy. aussi sur vette matière la dernière note du num. 438 page 99 du 100. 111.
(2) Voy. le num. 444 page 106 du même vol.

Les corps de troupes doivent rembourser sur la 2.º portion de la masse générale, et subsidiairement sur la solde, les effets d'équipement qui leur seront livrés des magasins ou aux frais de l'état, et le prix des façons pour effets d'habillement qu'ils reçoivent confectionnés.

La solde de retraite est assujettie à une retenue de 2 ou 5

centimes par franc.

Les paiemens sur ordonnances spéciales sont également passibles de retenues, principalement en vertu d'oppositions juridiques.

On a vu dans le chapitre 1.er, que les retenues pour absence par congé, etc.. pour séjour dans les hôpitaux et prisons, pour délégations, ont lieu par un moins payé; que le montant des avances faites en route aux militaires isolés, doit être déduit par les sous-inspecteurs dans les décomptes de liquidation établis tous les trois mois sur les extraits de revues; enfin que la retenue concernant la solde de retraite s'opère, par déduction, sur les mandats de paiement (1).

Toutes les autres retenues dont les paiemens sur revues et sur ordonnances spéciales sont susceptibles, et dont il sera traité dans le présent chapitre, s'exercent soit en vertu d'ordres des deux ministres de la guerre, soit spontanément par les payeurs, soit en vertu d'oppositions formées juridiquement entre leurs mains.

Il n'y a, à proprement parler, que deux espèces de retenues l'une au profit du trésor public, et l'autre au profit de divers.

Les retenues de l'une et l'autre espèce s'opèrent par déduction, par imputation, par précompte ou moins-payé.

. S. 1. er Des resenues au profit du trésor public.

164. Les retenues qui devront avoir lieu par déduction sur les revues, en vertu des ordres des ministres, seront opérées sans le concours des payeurs, par les inspecteurs et sous-inspecteurs chargés aujourd'hui d'établir et d'arrêter les décomptes de liquidation de la solde et des masses (2).

165. Lorsque les payeurs auront entre les mains, comme valeurs en caisse ou porte-feuille, les acquits des paiemens inadmissibles, ou des feuilles de réduction envoyées par le payeurgénéral, ils en feront l'imputation sur les premiers états de paiement d'à-comptes, ou dans les premiers décomptes définitifs.

Dans ce cas, il ne sera fait sur les états provisoires, ou décomptes de liquidation, ni déduction, ni mention des sommes à

⁽¹⁾ Co mode de retenue n'est plus suivi; voy. le dernier § de la note du numéro 443 page 105 du vol. III.

⁽²⁾ Ces retenues ont pour objet de faire rembourser ou restituer des sommes payées indûment, par double emploi ou irrégulièrement; voy. à ce sujet l'instruction du premier janvier 1809 num. 543.

retenir, et les quittances seront souscrites pour le montant intégral de ces états ou décomptes, attendu que la totalité en aura été soldée, partie en espèces et partie en acquits ou seuilles de réductions rendues pour comptant.

166. La retenue au profit du trésor public, par précompte ou moins payé, à lieu lorsqu'il s'agit de faire rembourser des sommes indûment acquittées en vertu d'ordonnances, et dont le montant doit être restitué au crédit du ministre ordonnateur (1).

Dans ce cas l'ordre de retenue sera transmis, seulement à l'inspecteur aux revues (2), qui en fera mention sur le mandat ou
décompte à payer ou à consommer avec le corps ou militaire,
qui devra supporter la retenue, ce dernier ne donnera quittance
que du net payé, et la somme retenue sera versée par le payeur
dans la caisse du receveur d'arroudissement, dont le récépisse
(motivé à la décharge du débiteur) sera joint à l'acquit du
net payé pour justifier le paiement intégral du mandat ou décompte.

Le payeur remettra une copie du récépissé, certifiée par lui, à l'inspecteur aux revues (3), qui l'adressera au ministre-ordonnateur, et celui-ci au ministre du trésor public, pour faire restituer à son crédit la somme ainsi remboursée, par l'annullation sur les registres du trésor, de l'ordonnance à laquelle ce rem-

boursement s'appliquera.

⁽¹⁾ Et lorsqu'il s'agit de faire effectuer le remboursement d'effets fournis par les magasins de l'état, et dont la veleur doit êtée versée à la caisse d'amortissement.

⁽²⁾ Ou au commissaire des guerres.

⁽³⁾ Ou au commissaire ordonnateur.

N.º 562 bis.

Instruction sur le mode de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine, et réciproquement de celles de la marine momentanément employées au compte du département de la guerre

Du'3 août 1812.

TITRE 1.0

Des troupes de terre au service de la marine.

Les troupes de terre au service de la marine sont employées, ou pour tenir garnison sur les vaisseaux de Sa Majesté, ou comme passagères.

1. P. SECTION.

Des troupes de garnison.

ART. 1.er Les détachemens mis à la disposition de la marine pour tenir garnison sur les vaisseaux de Sa Majesté, seront soldés et administrés par les soins et sous la surveillance des sous-in-specteurs aux revues, et continueront d'être compris dans les revues de leurs corps respectifs jusqu'au jour de leur embarquement.

En conséquence, les sous-inspecteurs employés dans les arrondissemens maritimes auront soin de se faire remettre, à l'expiration de chaque trimestre et avant l'embarquement, les feuilles d'appel de ces détachemens; ils viseront et arrêteront ces feuilles, qui recevront ensuite la destination prescrite par les réglemens.

2. A dater du jour de l'embarquement, les détachemens pas-

seront sous l'inspection des agens de la marine.

Ils recevront des caisses de la marine, et par les soins de ses agens, leur solde et accessoires, par forme d'avances, remboursables par le département de la guerre, suivant ce que prescrivent les art. 1 et 3 du décret impérial du 20 floréal an 13 (1). Les états de paiement qui seront établis à cet effet, seront conformes aux modéles ci-joint, num. 1, 2, 3 et 4.

⁽I) Numéro 429 page 87 vol. III.

- 3. Les états de paiement dressés en double expédition seront remis par les payeurs de la marine aux payeurs des divisions dans lesquelles se trouve placée leur caisse. Ces derniers leur en rembourseront le montant, porteront ensuite ces acquits en dépense, et leur donneront la destination prescrite par le décret du 16 mai 1810.
- 4. Les agens de la marine veilleront à ce que les contrôles, états de mutation, seuilles d'appel, seuilles de prêt et toutes pièces comptables, soient régulièrement établis. Ils recueilleront les seuilles d'appel, les viseront et arrêteront, et les adresseront aux inspecteurs des divisions militaires dans lesquelles seront stationnés les dépôts des corps auxquels les détachemens appartiendront.
- 5. A la réception des seuilles d'appel des détachemens embarqués, les inspecteurs aux revues des divisions procéderont ou seront procéder à la rédaction des revues particulières en saveur de ces détachemens, à dater du jour de l'embarquement.

Ces revues seront adressées, avec leurs extraits, au ministre

de la guerre (première division, bureau des revues).

6. Les dispositions du titre 12 de l'instruction arrêlée par M. le directeur général des revues, le premier septembre 1810, seront appliquées aux officiers sans troupe ou considéres comme tels (1).

Les extraits individuels recevrent la destination prescrite pour

les états de paiement par l'art, 3.

7. Les états de pairment et les revues des détachemens embarqués pour tenir garnison, et venant à changer, de destination et à passer aux colonies, seront coupés à l'époque du changement.

8. Les détachemens remis à la disposition du département de la guerre, rentreront sous la police des sous-inspecteurs aux revues, à dater du jour de la notification de leur débarquement.

9. Les militaires remis à la disposition de la guerre, et qui auraient quelque réclamation de solde à faire pour un temps pendant lequel ils étaient embarqués, devront adresser leurs de mandes aux agens de la marine, qui y seront droit suivant

qu'il y aura lieu (2).

Dans le gas, cependant où il n'y aurait point d'agens de la marine dans le lieu de la résidence des réclamans, les sous-in-specteurs pourront leur faire payer ce qui leur sera dû; mais ce paiement ne pourra avoir heu que sur la demande du ministre de la marine et d'après l'autorisation du ministre de la guerre.

⁽¹⁾ Voy. la page 313.
(2) Cette demande doit être adressée dans les trois mois qui suivent le débarquement, à peine de decheance; voy. le num. 430 vol. Ill page 88.

Les états de paiement qui pourraient être établis à cet effet, seront conformes aux modèles ci-joints num. 5 et 6.

Des troupes passagères.

seront appliquées aux détachemens destinés à passer aux colonies ou à une expédition lointaine, pour laquelle il est accordé des avances.

11. Les avances seront saites sur états de paiemens définitifs et sur les sonds du département de la guarre, pour un, deux, trois, quatre ou six mois, suivant la décision qui aura été prise à cet égard par le ministre de la guerre (1).

Ces avances seront renouvelées en tout ou partie, lorsqu'il y aura eu du retard dans le départ, de manière qu'au moment de

la mise à la voile, elles soient entières.

12. Lorsqu'après la mise à la voile les avances ne suffiront pas, la marine sera payer le surplus, et s'en sera rembourser par le département de la guerre, suivant le mode qui sera réglé de concert entre les deux ministres (2).

Si ce surplus n'avait point été payé, et que les militaires embarqués eussent des réclamations à faire à cet égard, ces réclamations devront être adressées aux agens de la marine, qui y

ferent droit s'il y a lieu.

13. Les militaires destinés à occuper dans les colonies un emploi supérieur à celui dont ils seront pourvus, ne pourront prétendre au traitement de cet emploi qu'à dater du jour de leur arrivée à leur destination, à moins que le paiement ne soit spécialement autorisé.

14. Lorsque des militaires tinés de quelques corps qui sont soldés sur des fonds particuliers, seront destinés à des expéditions maritimes, on les raiers des contrôles de leurs corps, à dater du jour de leur départ; et ils recevront leur traitement sur les fonds

généraux de la solde.

Ce traitement sera celui dont ils jouissent dans beurs corps, et, comme les sous-inspecteurs aux revues et les agens de la marine pourraient ne point connaître la fixation de ce traitement, les conseils d'administration desdits corps seront tenus, sous leur responsabilité, de leur délivrer un certificat indicant la quotité de ce traitement.

Les paiemens saits à ces militaires seront régularisés par des revues collectives qui les comprendront tous. Ces revues seront

⁽¹⁾ Voy. le num. 427 page 86 du vol. III. (2) Voy. le num. 429 page 87 idem.

nominatives, et distinguées par chapitre, qui comprendront chacun, les militaires ayant appartenu au même corps. Elles porteront en titre; Revues établies en faveur des militaires tirés de

pour être embarques comme troupe

passagère sur en indiquant le nom des

corps auxquels ils appartenaient et celui du bâtiment.

15. Les militaires réformés ou en retraite, mis à la disposition de la marine, seront traités, jusqu'au jour de leur arrivée au lieu de l'embarquement ou de la réunion, comme les militaires dans cette position rejoignant un corps (1).

16. Les militaires n'appartenant à aucun corps, seront payés, jusqu'au jour de l'embarquement, comme officiers d'état-major, mais il leur sera fait une revue particulière, comme formant une

Classe distincte.

Cette disposition ne recevra son exécution qu'antant que les militaires à payer ne seraient pas constitués en dépôt; auquel cas on suivra les instructions données pour l'administration de ce dépôt.

TITRE 2.

Des troupes de la marine au service de terre.

17. Les troupes de la marine au service de terre, et dont les dépenses sont mises à la charge du département de la guerre par des décrets spéciaux, seront administrées par les sous-inspecteurs aux revues, conformément aux règlemens de la marine, sous le rapport des allocations, et suivant le mode prescrit pour les troupes de terre, en ce qui concerne la passation des revues sur le terrain, l'établissement des états d'effectif de paiement, la confection des revues et les arrêtés de comptabilité.

18. Les troupes de la marine au service de terre, et continuant d'être à la charge du département de la marine, seront administrées, à titre officieux, par les sous-inspecteurs aux revues. Leurs états de paiement continueront d'être adressés par les payeurs de la guerre au payeur général des dépenses de la

marine, qui leur en procurera le remplacement matériel.

⁽²⁾ Voy. l'art. 43 du num. 537 page 188.

N.º 562. trois.

Circulaire relative, à l'établissement d'un bureau de revues et de décomptes dans le sein du ministère de l'administration de la guerre, et à la formation d'un extrait de revue général par corps pour les dépenses relatives au même ministère A.

Du 4 août 1812.

Messieurs, le décret impérial du 15 mars dernier, et les dispositions du réglement que le ministre de la guerre et moi avons arrêté de concert le 16 avril suivant (1), pour établir d'une manière fixe vos rapports avec, l'un et l'autre ministère, m'ont déterminé à former un buréau de revues et décomptes. J'ai chargé spécialement ce bureau de requeillir les revues et extraits de revue que je dois recevoir, de préparer l'interprétation des réglemens sur le service des revues en ce qui concerne mon ministère, de notifier toutes les dispositions et décisions apportant une modification quelconque aux revues, de vérifier les revues des huit classes d'employés militaires, enfin de régler définitivement les décomptes des dépenses, tant en nature qu'en deniers, qui sont à la charge de l'administration de la guerre.

Le bureau de revues et décomptes devant, en quelque sorte, être, sous le rapport des revues, le point central de l'administration de la guerre, j'ai reconnu qu'il était possible de réduire le nombre des extraits qui doivent m'être adressés d'après les réglemens, et j'ai saisi avec plaisir cette occasion de simplifier le

travail des sous-inspecteurs aux revues.

J'ai décidé en conséquence, le 5 juillet dernier, qu'à l'avenir tous les extraits tirés de chacune des revues générales des corps pour servir à la régularisation des dépenses relatives à mon ministère, seraient remplacés par un extrait général: Cet extrait sera conforme au modèle ci-joint, numéro 1, pour les corps de troupes à pied et à cheval, et aux modèles également ci-joints, numéros 2, 3, 4, 5, 6 et 7, pour les compagnies de gendarmerie, celles de canonniers gardes-côtes, les détachemens de recrutement, les conscrits, les dépôts de conscrits réfractaires, et ceux de prisonniers de guerre. J'ai

⁽¹⁾ Voy. le num. 561 page 357.

décidé, en même temps, que cette mesure serait mise à exécution à commencer du deuxième trimestre de l'exercice courant.

La confection des extraits généraux de revue exigera de votre part, messieurs, une attention d'autant plus scrupuleuse, que je dois vous prévenis que je renverrai, pour êtse anoulés et remphacés, tous les extraits irrégulièrs qui me seront adressés. Je vous recommande sur-tout une grande ponctualité dans vos envois, et j'espère qu'ils auront lieu aux époques prescrites par les réglemens.

Les imprimés nécessaires à l'établissement des extraits généraux de revue vous seront fournis par les soins de mon bureau des revues et décomptes, lequel réunira à ses attributions le service des imprimés du ressort de mon ministère, qui était confié

précédemment à la direction générale des revues.

certaine quantité d'imprimés d'extraits généraux, proportionnées au nombre des corps qui sont sous son inspection, afin que l'éxécution de ma décision, n'éprouve pas de retards, et je veus ferai connectue très-incessamment le mode que veus devrez suivre pour vos demandes d'imprimés de touts nature, en ce qui me connectue:

APPENDICE AU CHAPITRE SEIZE.

PREMIÈRE SECTION.

MILITAIRES EMPLOYÉS AU RECRUTEMENT DÉPOTS DE CONSCRITS RÉFRACTAIRES (1).

(Nota.) Les dispositions relatives au traitement, au mode de paiement et à l'administration, des officiers et sous-officiers employés au recrutement de l'armée; des officiers, sous-officiers et soldats employés à la police des dépôts de réfractaires et des conscrits faisant partie de ces dépôts, se trouvant éparses, soit dans les lois relatives au recrutement soit dans les réglemens relatifs à l'administration. l'on a jugé qu'il ser rait utile d'en présenter ioi un résumé ainsi que l'indication des décrets et instructions qui ent réglé ces diverses parties.

Détachements de retratement.

Le nombre des officiers et sous-officiers employés, à demoure dans les dés partemens, pour le recrutement de l'armée, a été fixé par le décret impérial du 31 juillet 1806, num 14 vol. I. Ce même décret indique aussi les divers traitemens qui leur seront alloyés ensuite des dispositions antérieures (et notamment de celles de l'art. 15 titre 5 de l'arrêté du 18 thermidor an 10 num, 6.).

L'instruction num. 564 donnée par le directeur général des revues et de la conscription, contient également un résumé des divers traitement dont doivent jouir les détachemens employés à ce service, ainsi que les majors détachés prés des conseils des départemens pour le même objet : et les militaires pris soit dans la ligne, soit dans les compagnies de réserve pour être employés à la conduite des genscrits.

Cette instruction règle en même temps le modo de painment et de régularisation de ces traitemens.

⁽¹⁾ Voy. relativement aux ateliers de déserteurs condamnés, le num. 581-Vol. IV. 24.

N.º 563.

Décret impérial portant sixation du nombre des officiers et sous-officiers de recrutement.

Du 31 juillet 1806.

TIPRE 1. er

Du nombre des officiers et sous-officiers de recrutement.

(Nota.) Voy. la page 25 du vol. I où ce titre a été placé.

TITEB 2.º

De la manière dont les officiers et sous-officiers de recrutement seront soldés.

Ant. 7. A dater du premier octobre prochain, les officiers et sous-officiers de recrutement ne seront plus portés que pour mémoire dans les revues de leurs corps respectifs.

A dater de la même époque, ils seront payés d'après les revues qui leur seront passées par les inspecteurs des départemens dans lesquels ils résiderent, sur des ordonnances qui leur seront délivrées par le ministre de la guerre, sur les produits de la conscription (1).

Ces ordonnances comprendront, pour les sous-officiers, la solde, l'indemnité de recrutement, de logement, de chaussage et de boulangerie. Au moyen desdites ordonnances, lesdits sous-officiers de recrutement seront tenus de se sournir le logement, le pain et le chaussage, et de pourvoir à leur nourriture et à l'entretien de leur linge et chaussure. Pour les officiers, ces ordonnances comprendront la solde, l'indemnité de recrutement et de logement, au moyen de quoi ils se logeront à leurs frais.

La masse générale de chacun des sous-officiers et soldats sera payée au corps, de la même manière et sur les mêmes fonds que leur solde et leurs masses. Les corps seront tenus de pourvoir à leur habillement et à l'entretien de leur grand équipement. L'indemnité de route qui sera due aux officiers et sous-officiers de recrutement leur sera payée sur les fonds du trésor public, de la même manière qu'au reste des troupes. Il en sera de même des journées d'hôpital et des dépenses des convois et transports militaires, lorsqu'ils seront dans le cas d'en obtenir.

⁽¹⁾ Voy. l'art. 6 du num. suivant.

N.º 564.

Instruction relative au mode de paiement et de régularisation des traitemens alloués aux détachemens de recrutement, aux majors employés près des conseils de recrutement et aux conducteurs de conscrits.

Du 18 septembre 1806.

Nota.) Voyez aussi sur cette matière le titre 7 du num. 548 page 308.

ART. 1.er Les revues générales de comptabilité des détachemens de recrutement continueront à être faites d'après les principes et suivant les formes tracées par le règlement du 25 germinal au 13. (1) et sur les modèles qui existent à cet effet.

2. À dater du premier octobre prochain, les officiers et sousofficiers de recrutement ne seront plus portés sur les revues de leurs corps que pour mémoire, du jour où ils en partiront pour se rendre dans les départemens où ils devront exercer les fonc-

tions de rechateurs.

Néanmoins ils ne jouiront du supplément du tiers de solde attribué à leurs fonctions, que du jour de leur arrivée dans les départemens. (Décision ministérielle du 28 brumaire an 13) (2)

3. Il sera tenu, pour les détachemens de recrutement, des contrôles annuels spéciaux qui seront renouvelés comme ceux des corps, et dont l'envoi sera directement fait, à l'expiration de chaque exercice, à la direction générale (bureau des revues).

La tenue de ces contrôles, qui doivent déjà exister, aux termes du deuxième paragraphe de l'article 8 du réglement du 25 germinal, ne devra point empêcher les commandaus des détachemens de fournir à leurs corps, au moins une fois par mois, les états prescrits par le paragraphe suivant du même article.

4. La solde, le supplément de solde, les indemnités et les masses qui sont imputables sur les fonds de la conscription, seront payés sur un seul et même acquit, et d'après un seul décompte, ainsi qu'il scra dit ci-après.

^{(2:} Num. 537 page 173.

⁽²⁾ A dater du lendemain de leur arrivée, voy. le tarif num. 27.

5. Les objets imputables sur les fonds de la conscription, sont: La solde,

Le supplément de solde,

La haute-paye à l'ancienneté, L'indemuité de boulangerie,

L'augmentation de 10 centimes pour masse d'ordinaire,

L'indemnité de logement des officiers, sous-officiers et caporaux,

Et l'indemnité de chaussage. (1)

Tout le surplus sera acquitté sur les fonds généraux de l'administration de la guerre, respectivement affectés à chaque natu-

re de dépense.

6. La solde, le supplément de solde, la haute paye à l'ancieuneté, l'indemnité de boulangerie, les 10 centimes de masse d'ordinaire, l'indemnité de logement et l'indemnité de chauffage, seront payés aux sous-officiers et caporaux, de quinzaine en quinzaine et par avance, sur une seule et même feuille de prêt, conforme au modèle ci-joint sous le n.º 1 (2).

La solde et le supplément du tiers seront payés aux officiers, à l'expiration de chaque mois. Le montant pour les deux premiers mois du trimestre en sera porté, à cet effet, sur la feuille de prêt de la première quinzaine du mois suivant (3). Ce qui reviendra aux officiers pour le troisième mois, sera payé d'après

les décomptes de la revue générale (4).

L'indemnité de logement leur sera payée à la même époque

et de la même manière pour le trimestre entier (5).

7. La régularisation des dépenses acquittées pour les détachemens de recrutement sur les sonds de la conscription, s'opèrera, pour ce qui concerne les payeurs, par un extrait de revue décompté conforme au modèle oi-joint n.º 2, et dont le décompte sera consommé suivant les dispositions des articles 93, 94 et 95 du règlement du 25 germinal, entre le commundant de chaque détachement et le payeur divisionnaire ou son préposé dans chaque département.

(2) Let état doit être nonforme au modèle num. 12 annexé à la circulaire du 16 juin 1810.

(3) Même observation.

(5) L'indemnité de logement est payée sur les mêmes états et sur les mê-

mes fouds que la volde; voy. le num. 546 page 292.

⁽¹⁾ Depuis que la masse d'ordinaire a été réunie à la solde (voy. l'art. premier du num. 415) il a été donné de nouveaux tarifs où sont réunis la solde, le supplément de solde et la masse d'ordinaire des sous-officiers; voy. le tarif num. 27.

^{&#}x27;(4) Les décomptes n'etant plus consommés par les payeurs, ensuite du décret du 16 mai 1810 num. 544 page 287, mais étant régularisés dans les bureaux des différens ministres auxquels ils sont relatifs (voyez les notes placées aux articles 93 et 94 du numéro 537) le paiement des officiers est fait pour le 3.º mois, sur un état séparé de celui que l'on établit pour la troupe; Instr. du pay. génér. du 22 juin 1810.

8. Aussitot la réception de tous les extraits décomptés des détachemens de leur division, d'après ce qui est prescrit à l'art. 95 du règlement, les inspecteurs aux revues en formeront, suivant l'art. 99, un bordeteau particulier, qu'ils adresseront directement, avec les extraits à l'appui, à la direction générale (bureau des revues) (1).

9. La masse générale ne devant point entrer dans les comptes des détachemens de recrutement, mais devant rester dans les comptes des corps qui doivent pourvoir à l'habillement, équipement et entretien des sous-officiers et caporaux des détachemens, le montant en sera payé sur les fonds de l'administration de la

guerra.

Al sera établi, à cet effet, un extrait de revue particulier, suivant le modèle n.º 15 du réglement, du 15 avril et dont l'envoi sera fait en triple expédition au sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil d'administration du corps, ainsi que le prescrit l'article 116 du même réglement, pour les détachemens s'administrant eux-mêmes.

Il sera fait, par le sous-inspecteur chargé de la surveillance de la comptabilité de chaque détachement, une quatrième expédition de cet extrait, pour être envoyée à la direction générale avec

la revue de comptabilité du détachement.

11. Les dépenses des convois et transports militaires, lorsqu'elles auront lieu, seront régularisées suivant les formes prescrites par le réglement du 9 décembre 1805 (18 frimaire) en conformité du paragraphe 5 de l'instruction de S. E. le ministre-directeur de l'administration de la guerre, du 17 avril 1806, sur l'exécution du décret du 10 du même mois (2).

12. L'indemnité de boulangerie sera décomptée, pour chaque journée de présence en station et en marche, aux sous officiers et caporaux, à raison de 30.° deux tiers par ration dans l'arrondissement du midi, qui se compose des 7.°, 8.°, 9.°, 10.°, 11.° et

23.ª divisions militaires;

Et de 19.º et demi dans l'arrondissement du Nord, qui se compose des 1.ºe, 2.º, 3.º. 4.º, 5.º, 6.º, 12.º, 13.º, 14º, 15.º, 16.º, 18.º, 19.º; 20.º, 21.º, 22.º, 24.º, 25.º et 26.º divisions (3).

Cette indemnité ne sera pas payée pour les jours où les sousofficiers et caporaux auront reçu l'indemnité de route comme militaires isolés; leurs journées, dans ce dernier cas, seront

⁽¹⁾ Voy. relativement à la consommation des décomptes la troisième note de l'art. 6: les extraits de la rèvue générale doivent être adressés au directeur général de la conscription avec une expédition de la revue voy. le tit. 7 du num. 548.

⁽²⁾ Voyez les num. 498 et 499 pages 383 et 389 du eol. III.
(3) Le tarif de cette indemnité doit être renouvelé tous les ans, ensuite de la décision du directeur général des revues. Circul. du 21 fée, 1820.

Voy. les notes du tarif num: 27.

portées sur la revue générale, à la colonne des journées en mission avec solde entière.

13. La masse de chauffage sera payée d'après le tarif général arrêté par S. E. le ministre-directeur de l'administration de la

guerre, le 12 fructidor an 13 (1).

Cette masse, dont le décompte sera fait à chaque homme, ainsi qu'il a été dit à l'art, 6 de la présente instruction, ne Bera payée que pour les journées de présence en station; et au moyen de ce paiement, les hommes devront pourvoir eux-mêmes

à leur chauffage.

14. L'indemnité de logement sera payée aux officiers, tant pour les sjournées de présence en station, que pour les journées d'absence pour la conduite des conscrits, d'après le tarif fixé par la loi du 23 mai 1792, et à l'expiration de chaque trimesire, sur le décompte de la revue, ainsi qu'il est dit au dernier (. de l'art. 6 ci-dessus (2).

L'indemnité de logement des sous-officiers et caporaux scra payée en même tems que la solde, à raison de 15 centimes par

homme et par jour de présence en station.

Au moyen de cette indemnité, les sous-officiers et caporaux seront tenus d'acquitter le prix de leur logement, entre les mains des habitaus chez lesquels ils auraient été placés par les maires des communes, dans le cas où, suivant ce qui a été prévu par la décision du conseil d'état, du 19 pluviôse an 11, approuvée par S. M. le 21 du même mois, et transmise par la circulaire du 7 ventôse suivant, ils n'auraient pu se procurer un logement euxmêmes.

Ils n'auront point droit à cette indemnité lorsqu'ils seront

logés dans les casernes.

15 Les 10 centimes de masse d'ordinaire auxquels les détachemens de recrutement ont droit d'après la décision de S. A. le prince ministre de la guerre, transmise par la circulaire du comité de MM. les inspecteurs en chef aux revues, du 23 mai, num. 79 seront payés de la même manière que la masse de chauffage et l'indemnité de boulangerie et de logement, en même temps, que la solde et le supplément.

Ces dix centimes ne seront point dus pour les jours de marche avec l'indemnité de route attribuée aux militaires isolés (3).

16. Le supplément du quart de solde attribué par l'art. 62 du décret du 8 fructidor an 13 (4), aux majors employés au recrutement, sera payé sur les fonds de la conscription.

(2) Voy. les notes de cet art.

⁽¹⁾ Voy. le tarif num. 37.

⁽³⁾ Voy. la note de l'art. 5 de cette instruction.

⁽⁴⁾ Les majors n'ont droit au supplément dont il est question dans cet article que pour le tems que durent les opérations relatives à la levée

A cet effet, à la rentrée des majors à leurs corps, époque à laquelle, d'après les dispositions de l'art. 46 du réglement du 25 germinal, et les dispositions de la circulaire ministérielle du 22 ventôse an 13, relatée dans celle du président du comité des revues, du 6 vendémiaire an 14, n. 75, le rappel de leur solde, pour le tems de leur mission, doit s'effectuer, il sera établi un extrait de revue spécial, lequel sera décompté et acquitté par le payeur, comme ceux des détachemens de recrutement, et le montant en sera compris aux bordereaux particuliers à former pour ces détachemens, en exécution de l'art. 8 de la présente (1).

17. Les supplémens du tiers de solde attribués aux détachemens des troupes de toutes armes allant chercher des conscrits, ainsi qu'aux détachemens requis extraordinairement pour en conduire aux différens corps, seront également payés sur les fonds

de la conscription.

Il sera établi, en conséquence, un extrait de revue spécial, qui sera basé sur les journées portées, pour cet objet, à la revue générale, sur le tableau des supplémens. Le décompte en sera consommé et acquitté par les payeurs, de la même manière que ceux de l'article précédent, et le montant en sera également compris dans les bordereaux prescrits par l'art. 8 ci-dessus (2).

18. Les supplémens de traitement accordés aux osficiers réformés ou autres, par la circulaire ministérielle du 4 mars 1806, requis pour la conduite des conscrits ou leur surveillance dans les dépôts de recrutement, seront aussi payés sur les fonds de la

conscription.

Les revues spéciales à établir en conséquence pour le paiement de ces supplémens seront décomptées pour le compte des fonds de la conscription, et le montant en sera compris dans les bordereaux prescrits par l'art. 8 de la présente. (3).

(1) Même observation qu'aux articles 6 et 8, quant à la consommation des

décomptes.

(3) Les militaires en réforme ou en retraite, ne doivent plus être emple-

yés à la conduite des conscrits.

et pour celui de leur route: ils doivent produire en rentrant à leurs corps un extrait du procès-verbal de la dernière séance du conseil de recrutement afin de justifier qu'ils n'ont pas prolongé leur séjour au-delà du terme nécessaire pour les opérations de la levée. Circulaire du 11 mai 1807 G.

⁽²⁾ Même observation id. Le supplément du aux militaires dont il est question ci-dessus, doit leur être soldé en deux paiemens: le premier, au moment du départ, pour autant de journées que les détachemens ont de gites à parcourir, pour arriver à leur destination; le second paiement doit être fait lors du retour des conducteurs et sur la représentation d'un certificat du commandant du corps constatant qu'ils ont rempli avec exactitude les fonctions qui leur étaient confiées. L'état de paiement est dressé d'après les modèles numéros 13 et 14, joints à la circulaire du 16 juin 1810 et d'après le tarif num 31, voyez le titre 7 du num. 548 page 308 quant à la destination des extraits de revue.

Ges revues scront toujours nominatives.

19. À compter du premier octobre prochain, les commandant des détachemens de recrutement ouvriront un nouveau registre de comptabilité, qui sera vérifié et arrêté par les sous-inspecteurs aux revues, aux époques fixées par le réglement du 8 floréal au 8. Ce registre sera coté et paraphé, à cet effet, par le sous-

inspecteur ayant leur inspection.

Les mêmes sous-inspecteurs leur remettront un nouveau livret, sur lequel seront inscrites toutes les recettes, à partir du premièr octobre. Quand aux comptes qui existeront ensuite entre les capitaines et leurs corps pour la masse générale et les frais de bureau à prélever sur cette masse, d'après la décision du ministre, transmise par la circulaire du comité, du 19 pluviôse au 13, numéro 69 (1). Ils seront particulièrement réglés entre ces officiers et les conseils d'administration, qui sont seuls comptables de cette masse.

Dépôts de conscrits réfractaires.

(Nota.) Voy. relativement à la condamnation des conscrits comme réfractaires les articles 8, 9 et suivans de la loi du 6 flor. an 11 num. 7 vol. I. Et sur l'établissement des dépôts de réfractaires ainsi que sur leur organisation, le tit. premier de l'arr. du 19 vendémiaire an 12 num. 244 vol. II et les décrets des 8 juin et 28 oct. 1868 num. 255 et 257 même vol.

On doit distinguer des conscrits réfractaires, les conscrits retardataires. Ces derniers sont ceux qui, appelés par les lois de la conscription, ont négligé de s'y soumettre et n'out point encore été déclarés réfractaires.

N.º 565.

Instruction du ministre de la guerre, sur la solde et sur la comptabilité des dépôts de conscrits réfractaires.

Du 22 brumaire, an 12.

ART. 1.er Le réglement du 8 floréal an 8 (2) sur l'administration et la comptabilité des corps de troupes, et l'arrêté du 13 brumaire (3) an 10 sur les revues, seront exactement observés

⁽¹⁾ Voy. l'art. 43 du num. 466 page 214 du vol. 111.

⁽²⁾ Num. 535 page 126.

⁽³⁾ Le décret du 25 germinal an 13 num. 537 page 173.

1.º SECT. - MYLIT. EN RECRUT. - RÉFRACT. - NUM. 565. 377 pour les dépôts de conscrits réfractaires, sauf les modifications contenues dans l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 (1) et dans les dispositions qui suivent.

2. Il y aura dans chaque dépôt un conseil d'administration

composé ainsi qu'il suit :

1. Le commandant d'armes de la place ou de la citadelle;

2.º Le capitaine commandant le dépôt:

3.º Deux lieutenans choisis indistinctement dans les compagnies par le général commandant la division.

4.º Un sous-officier également au choix du général comman-

dant la division.

L'un des lieutenans fera les sonctions de quartier-maître, en attendant qu'il en ait été désigné un par le gouvernement (2).

3. Lorsque les officiers seront relevés, ainsi que le porte l'article 13 de l'arrête du 19 vendémiaire an 12, ils seront remplacés sur-le-champ par les soins du général commandant la division, qui est spécialement chargé de veiller à ce que le conseil d'administration soit toujours complet.

4. Il devra être tente un registre matricule par le quartier-

maître.

4. Il y aura en outre, dans chaque compagnie, un contrôle tenu par le premier lieutenant, sous la surveillance du conseil d'administration, dans la forme prescrite par l'art. 9 de l'arrêté du 26 ventôse an 8 contenant, par ordre numérique, en raison du rang d'ancienneté, le noms, prénoms et surnoms de chaque homme, leur grade, et le lieu où ils sont nes ainsi que tous leurs mouvemens (3).

5. Le commandant du dépôt adressera journellement au sousinspecteur de l'arrondissement une note signée de lui, indicative

des mouvemens qui auront eu lieu.

6. Le sous-inspecteur tiendra également un contrôle d'après ces notes journalières, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 10 de l'instruction du premier pluviôse an 10 (3).

7. Les dépôts seront passés en revue chaque mois, aux épo-

ques sixées par l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4).

8. Le paiement de la solde sera fait, par javance, en trois paiemens égaux; les 1.er, 11 et 21 de chaque mois; la première avance sera faite sur une feuille d'appèl arrêtée par le commandant du dépôt, et visée par le sous-inspecteur aux revues, les

⁽¹⁾ Voy. le tit. premier du num. 244 vol. II page 192.

⁽²⁾ Cet efficier doit être choisi de présérence parmi les officiers résormés; voy. pour sou traitement le tarif num. 30.

⁽³⁾ Voy. la seconde section tit. premier du num. 537 page 175: (4) Par le décret du 25 germinal an 13 num. 537.

autres se feront approximativement sur le pied de l'effectif de la

dernière revue. (1).

9. Toutes les sommes appartenant au dépôt, tant en deniers qu'en effets actifs, le registre de caisse et les papiers essentiels à conserver seront enfermés dans une caisse à trois serrures.

Cette caisse sera déposée chez le commandant d'armes, président

du conseil d'administration.

Des trois cless, une sera remise au commandant d'armes, une au capitaine commandant, et l'autre au quartier-maître ou au lieutenant désigné pour en faire les fonctions.

10. Ces trois officiers seront solidairement responsables des fonds déposés dans la caisse, dont il ne sortira jamais rien sans une

délibération expresse du conseil d'administration.

ninistration, il sera dressé un bordereau de la situation active et passive du dépôt, tant en deniers qu'en effets d'habillement, armement et équipement, qui sera signé par tous les anciens et les nouveaux membres du conseil d'administration, visé par le sous-inspecteur aux revues, et transcrit sur le registre des delibérations.

vues du dépôt que pour mémoire: Ils seront passés présens dans les revues de leurs corps respectifs, tant pour leur solde que pour le supplément du tiers en sus qui leur est accordé par l'art. 3 de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, et ils en seront payés par les soins des conseils d'administration des mêmes corps (2).

par le règlement du 8 floréal an 8, et d'après les mêmes for-

malités.

14. Sur le montant des états de prêt, il sera distribué 20 centimes par homme à chaque chef de chambrée pour l'ordinaire: Le surplus sera retenu pour être employé à former la masse de linge et chaussure (3) et celle des deniers de poche.

(2) Ce supplément payable sur les fonds de la conscription est acquitté de quinzaine en quinzaine, à terme échu sur un état dont le modèle est annexé à la circulaire du 16 juin 1810 sous le num. 15 et d'après le tarif num. 31.

⁽¹⁾ Le paiement de la solde est fait aux dépôts de conscrits réfractaires de quinzaine en quinzaine et à l'avance, ainsi que pour les corps de troupes, conformément aux dispositions de la première section til 2 du num. 537, l'état est dressé sur le modèle num. 6 faisant suite à la circulaire du 16 juin 1810 et d'après le tarif num. 30.

⁽³⁾ Cette masse est la propriété des hommes, et les conseils des dépôts doivent en tenir compte aux corps de la ligne sur lesquels les conscrits seront dirigés; ils doivent conséquemment prélever sur les sommes qui resteraient à la masse celles qui pourraient être redues. En cas de mort ou de désertion d'un conscrit; lorsqu'il est en route, la masse d'habillement doit hérifer du restant à sa masse de linge et chaussure ou supporter la dette dont elle serait grevée, Circul. du 4 fév. 1808.

1. sect. - milit. en recrut. - refract. - num. 565.

15. Il sera formé, tous les mois par le quartier-maîtré ou le lieutenant faisant les fonctions de quartier-maître, un tableau général, par compagnie, de la situation de la masse des deniers

de poche.

Un double de ce tableau, signé par lui, visé et arrêté par le sous-inspecteur aux revues, sera adressé le premier de chaque mois au général commandant la division, qui disposera des fonds, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 15 de l'arrêté du 19 vendémaire an 12 et qui en rendra compte au ministre tous les trimestres, après les revues prescrites par le même article.

16. Les conscrits réfractaires auront droit au pain de soupe comme les autres troupes; les formalités prescrites à cet égard par l'arrêté du 24 frimuire an 11 et par la crculaire du 16 ni-

vose suivant, seront exactement observées (1).

17. Les conscrits réfractaires seront traités dans les hôpitaux, ils ne seront rappelés à leur retour que pour le linge et chaussure, et les deniers de poche: le surplus de leur solde sera entièrement retenu, et acquitté directement chaque mois par les payeurs aux économes, sur les feuilles d'hôpitaux revêtues des formalités prescrites par l'arrêté du 13 bruntaire au 10 (2).

N.º 566.

Arrestation et conduite des réfractaires aux dépôts, extrait de l'instruction générale sur la conscription.

Du premier novembre 1811.

723. A mesure qu'un conscrit réfractaire, retardataire, ou tout autre n'ayant pas satisfait à ses obligations, sera arrêté; la gendarmerie dressera procès-verbal de cette arrestation.

724. Outre le procès-verbal indiqué par l'art. précédent, une feuille d'arrestation sera établie pour chaque conscrit arrêté elle indiquera les motifs de l'arrestation de ce conscrit, son signale-

⁽¹⁾ La masse de pain de soupe est reunie à la solde ; voy- le num. 445 volum. III.

Voy. aussi pour la solde des réfractaires, le tarif num. 30.

Voy. pour les revues le tit. 9 du num, 548.
(2) Ces dispositions sont absogées; voy. l'art. 185 du num. 537 page 231.

1.

ment, les renseignemens extraits de ses papiers, ses réponses, etc. 725. La seuille d'arrestation sera toujours dressée par la brigade de gendarmerie qui aura arrêté le conscrit, ou entre les

mains de laquelle il aura été remis.

En conséquence, lorsqu'un sous-officier de recrutement, garde champêtre ou forestier, ou employé les douanes, ou tout autre agent, aura arrêté un conscrit non en règle, ce conscrit gera remis à la brigade de gendarmerie la plus voisine, avec tous les renseignemens qui auront été recueillis sur son compte, et qui serviront à dresser la feuille d'arrestation.

L'officier ou le sous-officier de gendarmèrie, ou le gendarme

qui aura reçu'le conscrit, en donnera récépissé.

720. Tout conscrit arrêté par la gendarmerie, ou remis entre ses mains, sera dirigé sur le ches-lieu du département dans lequel l'arrestation aura eu lieu; il devra y parvenir par la cor-respondance la plus prochaine: pendant la route, il sera déposé dans les maisons d'arrêt (1).

848. Les conscrits qui seront envoyés au chef-lieu du département, pour être dirigés sur le dépôt général des réfractaires,

seront déposés au chef-lieu, dans un local, sain et sur.

Le local désigné par les préfets prendra le nom de dépôt dé-

partemental des réfractaires.

849. Le dépôt départemental des réfractaires sera établi, autant que possible, dans la caserne de la compagnie de réserve; à défaut de local dans cette caserne, le dépôt sera établi dans celle de la brigade de gendarmerie en station au chef-lieu du département.

Dans le cas où il y aurait impossibilité d'établir le dépôt dans la caserne de la compagnie de réserve, ou dans celle de la gen-darmerie, le préfet désignera, après avoir pris l'avis du capitaine de gendarmerie et du capitaine de recrutement, un local

rapproché de ces casernes le plus qu'il sera possible.

856. Le capitaine de recrutement sera chargé de la police, de la discipline, de la surveillance et de l'administration du dépôt départemental, lors même que ce dépôt serait établi dans le

même bâtiment que la prison militaire.

857. Le préset désignera, pour inspecter le dépôt, un officier de santé qu'il choisira parmi ceux qui seront chargés du service dans les hôpitaux et les prisons militaires du chef-lieu. Cet officier de santé veillera, conjointement avec le capitaine de recrutement, à ce que le dépôt soit toujours dans l'état de propreté et de salubrité nécessaire pour la santé des détenus.

858. La compagnie de réserve, ou la gendarmerie, suivant

⁽¹⁾ Voy. pour seur traitement en route, le num. 423 bis vol. III page 78.

que le dépôt départemental sera établi dans leur caserne, sera

chargée de la garde des conscrits détenus dans ce dépôt.

La garde de ces conscrits, si le dépôt est dans un autre local, sera confice à la troupe de ligne; à défaut de troupe de ligne, à la compagnie de réserve; à défaut de celle-ci, aux vétérans; à défaut de vétérans, à la garde nationale.

Le commandant du poste qui fournira la garde du dépôt départemental des réfractaires sera, ainsi que le concierge, respon-

sable de toute espèce d'évasion de ce dépôt.

859. Les conscrits qui, au moment de leur arrestation, se trouveront dans un besoin urgent d'effets d'habillement et de petit équipement, devront en recevoir à leur arrivée au dépôt départemental. Le capitaine de recrutement sera chargé de les leur faire fournir (1).

860. Il sera fetenu sur la solde des conscrits détenus au dépôt départemental cinq centimes par jour, destinés à former la

masse des deuiers de poche.

La portion de masse revenant aux conscrits qui devront être dirigés sur le dépôt général, leur sera remise au moment du départ. La distribution en sera faite par le préfet, sur le rapport du capitaine de recrutement, et d'après les bonnes dispositions que les conscrits auront montrées pendant le tems de leur détention.

861. Les conscrits arrêtés et conduits au dépôt du chef-lieu seront, pour leur subsistance, répartis, quel que soit leur nombre, entre les différens ordinaires de la compagnie de réserve. Un sousofficier, désigné par le capitaine de recrutement, sera spécialement chargé de veiller à leur subsistance; s'il s'apperçoit de quelque irrégularité dans cette partie du service, il en fera sur le champ son rapport au capitaine de recrutement, qui transmettra ce rapport au préset, à l'esset de punir la fraude et de la prévenir par la suite (2).

862. Le capitaine de recrutement veillera à ce que les diverses fournitures auxquelles les conscrits auront droit peudant leur détention au dépôt départemental, leur soient exactement faites.

863. Les conscrits détenus au dépôt du chef-lieu seront soumis à la discipline militaire, aux appels et aux exercices prescrits

pour les corps de l'armée.

Si le local dans lequel ils seront détenus est assez spacieux pour qu'on puisse leur apprendre les premières manœuvres, ils x seront exercés dès le jour de leur arrivée. Le capitaine de recru-

(1) Voy. le num. 472 vol. III page 234.

٨,

⁽²⁾ La compagnie de réserve leur fera fournir une portion de soupe, de viande et de légumes comme aux hommes de service; ils mettront 25 ceutimes par jour à l'ordinaire, indépendamment de la portion de chauds fage destinée à la cuisson des alimans.

tement désignera un sous-officier pour ces exercices, et il tiendra la main à ce qu'ils soient faits aux heures qu'il aura prescrites.

Ces conscrits pourront aussi être employés aux travaux d'utilité publique, s'il s'en trouve à faire au chef-lieu; le préset et le capitaine de recrutement pourront, à cet effet, se concerter avec qui de droit, mais ils devront prendre les précautions nécessaires pour prévenir toute évasion.

878. Les conscrits réunis aux dépôts départementaux pour être dirigés sur les dépôts généraux de réfractaires, seront envoyés au dépôt général dont la circonscription comprendra le département

dans lequel ils auront été arrêtés ou se seront représentés.

379. Lorsque les conscrits réunis au dépôt départemental seront au nombre de cinquante, ils seront formés en convoi et dirigés sur le dépôt général. Les convois ainsi formés prendront la Ménomination de convois éventuels.

Chaque mois, et indépendamment des convois éventuels, les conscrits réunis au dépôt départemental seront dirigés, quel que soit leur nombre, sur le dépôt général: à cet effet, ils seront formés en un convoi qui prendra la dénomination de convoi périodique.

891. La gendarmerie sera chargée d'escorter les convois mis

en route.

Les brigades de gendarmerie se relèveront successivement.

La compagnie de réserve fournira, si besoin est, un supplément d'escorte. A défaut de la compagnie de réserve, le supplément d'escorte sera fourni par les vétérans, et, au besoin, par la garde nationale.

Le supplément d'escorte ira toujours d'un chef-lieu de dépar-

tement à l'autre.

892. La force de l'escorte sera réglée de concert par le préfet, le capitaine de gendarmerie, et le capitaine de recrutement, proportionellement au nombre de conscrits dont le convoi se trouvera composé; elle s'augmentera à mesure que le convoi devien-

dra plus considérable.

893. Les officiers, sous-officiers et soldats de la compagnie de réserve, des vétérans et de la garde nationale, recevront, pendant le temps qu'ils seront en route, et en sus du traitement qui leur est alloué par les réglemens, le tiers de la solde d'activité attribuée à leur grade. Cette augmentation sera prise sur le fonds de la conscription.

903. L'officier commandant le convoi sera partir, au moins deux heures à l'avance, un sous-officier, pour préparer le loge-

ment et les subsistances des conscrits (1).

⁽¹⁾ Voy. pour le traitement en route des conscrits réfractaires réunis en couvois le num. 423 bis sol. III page 78.

904. Pendant le temps de la route, il sera fait, sur la solde journalière de chaque conscrit, une retenue de cinq centimes, pour former une masse de deniers de poche. A l'arrivée du convoi au chef-lieu de chaque département, le capitaine de recrutement sur le rapport de l'officier qui l'aura commandé, répartira cette masse entre les conscrits qui se seront le mienx conduits, et qui auront montré le plus de soumission pendant la route.

APPENDICE AU CHAPITRE SEIZE.

DEUXIÈME SECTION.

MODE DE PAIEMENT

DE LA SOLDE DE RETRAITE, DU TRAITEMENT DE RÉFORME ET DE L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT.

(Nota.) Le mode de paiement de la solde de retraite et du traitement de réforme avait été réglé par deux arrêtés sous la date du 23 vendémiaire an 10, et par un grand nombre d'autres arrêtés, décrets impériaux et décisions ministérielles, que l'on avait mis en ordre et dont on se proposait de donner le texte, lorsque l'on a eu connaissance de l'instruction du 5 juillet 1810.

On avait d'abord pensé, devoir se contenter d'indiquer les modifications que cette dernière instruction apportait aux réglemens en vigueur sur cette matière; et l'on avait en conséquence mis en note des divers actes relatifs à la solde de retraite et au traitement de réforme (voy. la seconde section du chap. 8 vol. II), les principales dispositions qu'elle contient; mais on a depuis considéré que le texte même de l'instruction, serait plus atile aux fonctionnaires chargés de la comptabilité de cette partie et aux militaires eux-mêmes; et l'on s'est décidé à la placer dans ce recueil.

On a cru pouvoir en conséquence se dispenser d'insérer dans ce même recueil, les arrêtés du 27 veudéminire an 10 et autres actes ci-dessus rappelés, dont l'instruction du 5 juillet retrace au surplus toutes les dispositions.

Instruction générale sur la comptabilité des soldes de retraite et du traitement de réforme.

Du 5 juillet ilip. ".

TITRE 1.er (1).

ART. 1.er La solde de retraite est acquittée par trimestre à la caisse du payeur du département ou de ses préposés, ct sur les fonds affectés au paiement de la solde des troupes (2).

2. Les paiemens en sont ouverts le premier jour du mois qui suit immédiatement le trimestre révolu, et continuent jusqu'au dernier jour inclusivement du même mois. Passé ce délai, le rappel des arrérages de solde de retraite dus aux militaires qui ne se sont pas présentés à la caisse du payeur, peut être fait pendant les deux mois qui suivent le temps ctile, et pour chaque dernier trimestre échu, par les commissaires des guerres, sans qu'il soit besoin de l'autorisation spéciale du ministre. Cette autorisation ne devient nécessaire que quand les réclamations sont formées plus de trois mois après l'échéance du trimestre dont on demande le rappel. Dans l'un et l'autre cas, aucune réclamation n'est admise, si elle n'est appuyée d'un certificat du maire de la commune où réside le militaire, constatant le motif qui a empêché d'être payé en tems utile.

3. Les délais fixés pour le paiement des soldes de retraite

n'ont point lieu dans les cas suivans:

(1) Le mode de paiement prescrit par cette instruction, est également applicable aux militaires des camps de vétérans, sauf les exceptions suivantes:

A l'expiration de chaque trimestre, et dans les cinq jours de la revue qui doit être passée à cutte époque, en exécution de l'arrêté du 26
prairial an 11 (page 623 du vol. Il art. 69); le commandant du camp
fournit au commissaire des guerres, l'état nominatif des vétérans, avec
l'indication des semmes revenant à chacun d'eux à titre de solde de
retraite, et des retenues qui doivent leur être faites (même arrêté). Cet
état visé par le commissaire des guerres, est acquitté par le payeur, sans
qu'il soit nécessaire de produire des certificats de vie, à l'officief désignépar le commandant du camp pour recevoir les fonds et pour en faire la
distribution aux vétérans.

Les militaires portés sur cet état sont ensuite compris par un article séparé sur le bordereau des mandats individuels acquittés par le payeur. Décr. du 7 mai 1808 et instruct. du payeur gén. du 24 nov. 1810.

(2) Ensuite des dispositions du décr. imp. du 27 fév. 1811, voy: le num. 302 page 588 du vol. II, les soldes de retraite de 3000 francs et audessus sont inscrites au grand livre des pensions, et sont payées sans l'intervention des commissaires des guerres; ces pensions continueront d'être assujetties aux retenues prescrites par la loi du 28 fructidor un 7.

3.me sect. - solde de Retr. trait. de Rèf. - num. 567. 385

Quand les militaires sont nouvellement admis à la solde de retraite;

Quand ils viennent d'un autre département d'après un chan-

gement de résidence autorisé;

Quand, dans le mois où les paiemens sont ouverts, ils sont employés soit à commander des dépôts, soit à conduire des détachemens de conscrits ou de prisonnière de guerre (1);

Quand ils reprennent du service on qu'ils sont admis aux in-

valides;

Quand, résidant hors de France, ils sont autorisés à toucher par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir;

Enfin quand il s'agit de rappel par suite de nouvelles liqui-

dations.

Dans tous ces cas, ils peuvent demander qu'on fasse le décompte de ce qui leur est dû, et en être payés à bureau ouvert, à moins que l'exercice de la dépense étant sermé par ordre de S. M., le paiement ne puisse avoir lieu que sur ordounance spéciale.

4. Les soldes de retraite sont insaisissables; néanmoins, par exception à ce principe, il y a des retenues dont elles sont su-

sceptibles; ces retenues sont de six espèces:

1.º Celle déterminée par la loi du 28 fructidor an 7;

2.º Celle pour trop perçu dans des paiemens autérieurs, soit

pour solde de retraite, soit pour traitement d'activité;

3.º Celle pour journées d'hôpital, qui s'opère par déduction de la solde de retraite, quand celle ci ne produit pas un franc 75 centimes par jour, ou par la retenue de 1 franc 75 centimes par jour, quand la solde de retraite peut en être frappée;

4.º Celle pour contribution due au trésor public;

5.º Celle ordonnée au profit des corps dont les militaires faisaient précédemment partie;

6.º Enfin, celle ordonnée par le Code Napoleon au profit de la

famille des militaires (2).

De toutes ces retenues, la seconde et la troisième n'étant autre chose qu'une avance faîte par le trésor public, doivent toujours être exercées intégralement, et ne peuvent excéder le cinquieine, ni la sixieme le tiers de ce qui est à payer.

Les trois premières n'ont pas besoin d'être spécialement autorisées; elles s'opèrent par réduction de dépense, et le militaire

ne donne quittance que du net (2).

sus de 500 pr. sont en outre passibles de la retenue du 2 pour 100 exercée en faveur de l'hôtel des invalides; voy. l'art. 2 du num. 316 page 601 du vol. II; et sur le mode de recouvrement de cetté retenue. la note de la page 105 vol, III.

Yol IV. 25

⁽a) Les militaires en retraite ou en réforme me doivent plus être appelés à escorter les détachemens de conscrits; voy. page 55 du vol. I art 475.

(2) Voy. le num. 297 vol. II page 583. Les traitemens de réformé au-dessus de 500 fr. sont en outre passibles de la retenue du 2 pour 100 exch-

Les trois dernières ont besoin d'une autorisation spéciale, et

sont comprises dans la somme quittancée.

Quand une solde de retraite est simultanément passible de plusieurs retenues, les créanciers ne sont point admis à partager au marc le franc; mais on suit, pour le remboursement de ce quileur est dû, l'ordre de priorité ci-dessus indiqué, en sorte que la famille du pessionnaire ne vient en tour qu'après que les autres créances sont soldées.

5. La solde de retraîte est aussi inaliénable, et les militaires qui

en jouissent ne peuvent ui la vendre ni l'engager (1).

6. Elle est incompatible avec la solde d'activité pour un ser-

vice militaire permanent (2).

7. Elle est payée, sans déduction des appointemens de leur emploi civil, aux militaires devenus fonctionnaires publics; et la loi qui défend de la cumuler avec le traitement d'activité, n'est point applicable, savoir:

A ceux qui sont employés dans l'administration des hôpitaux

militaires;

Aux portiers-consignes des places de guerre. Ceux d'entre eux que cet emploi aurait fait rayer du contrôle des soldes de retraite, y seront rétablis avec rappel de tout le temps qu'ils n'ont point touché;

A celui qui remplit les fonctions de secrétaire de place;

A ceux qui font partie des compagnies de canonniers gardescôtes créées par l'arrêté du 8 prairial au 11;

Aux quartiers-maîtres de ces compagnies;

Aux agens d'administration, aux surveillans et aux concierges des différens dépôts et ateliers de déserteurs condamnés soit aux boulet, soit aux travaux publics;

Aux officiers, sous-officiers et soldats qui sont partie des compagnies de réserve créées par le décret du 24 floréal an 13;

Aux militaires faisant partie, même en qualité de remplaçaus,

des gardes nationales requises pour un service actif (3);

Aux généraux sénateurs qui, n'étant point employés aux armées actives et traités comme les généraux de leur grade, re-

⁽¹⁾ Voy. le num. 298 vol. 11 page 584. (2) Art. 4 du num. 289 idem page 569.

⁽³⁾ Les militaires admis dans les cadres du premier ban de la garde nationale, cumulent leur solde de retraite avec le traitement d'activité du gradé qu'ils out obtenu dans les cohortes; voy, page 861 du vol. II.art. 47. Ils continuent à recevoir leur pension, sur les mandats des commissaires des guerres de l'arrondissement de leur résidence; let lorsque leur eloignement de cette résidence, ne leur permet pas de le recevoir eux-mêmes à la caisse où ils sont ordinairement soldés, ils fout toucher le montant de leurs mandats par des fondés de pouvoir, sur des certificats d'existence délivrés par le sonseil d'administration et visé par l'inspecteur aux revues. Circul. du 13 juin 1812 G.

2.^{me} SECT. - SOLDE DE RET. TRAIT. DE RÉF. - NUM. 567. 389 coivent une indemnité de 2000 fr. par mois, pour le service qu'ils

font dans l'intérieur;

Enfin, à ceux qui sont employés dans les équipages auxiliaires de l'armée.

La solde de retraite peut encore se cumuler avec les pensions pour actions d'éclat, ou celles dont jouissent les membres de la légion d'honneur, ou celles dont l'Empereur récompense particulièrement des services militaires, et qui étaient compatibles avec le traitement d'activité, enfin avec toûte pension civile, pourvu que leur camulation ne s'élève pas au-delà de 3000 francs.

8. Le droit à la solde de retraite se perd par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger, à moins qu'on n'y soit autorisé par S. M. l'Empereur (1);

. Il se perd encore par des condamnations à des peines afflicti-

ves ou infamantes, jusqu'à réhabilitation (1).

Les peines infamantes sont la dégradation civique, le carcan,

Le bannissement, et toute peine afflictive.

L'emprisonnement n'est considéré que comme une mesure de sureté, ou comme une peine correctionnelle; et, dans ce dernier cas, le prononcé en appel par une cour de justice crimipelle, ne donnant point à cette peine un autre caractère, on ne doit pas la regarder comme une peine infamante.

Les peines afflictives et infamantes sont, la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps

et la réclusion.

La grace accordée à celui qui a été condamné à une peine afflictive, le remet dans le même état qu'il était avant son jugement, quand les lettres de grâce sont délivrées sans restri-

ction , ou sans, commutation de peine.

9. Tout militaire nouvellement admis, qui, à compter de la date de l'état d'admission où il est compris, laisse passer six mois sans se présenter au commissaire des guerres de son département, n'est rappelé du temps antérieur à sa présentation, que sur une autorisation spéciale du ministre de la guerre. Ceux qui ne l'ont point obtenue ne sont payés qu'à compter du jour où ils se sont présentés.

Sont exceptés de cette disposition les militaires étrangers, retirés dans leur patrie, et payés à Paris par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir, à qui un an est accordé pour se saire con-

naître.

n'est admise quand elle est faite après trois ans d'échéance, ou quand elle a pour objet le rappel de trois années consécutives.

11. Les militaires en retraite peuvent choisir pour leur domicile tous les départemens de l'empire, excepté ceux de la Seine

⁽¹⁾ Voy. le num. 295 et l'art. 3 du num. 289 pages 568 et 582 du sel. II-

Pareille note accompagne l'envoi que, par l'intermédiaire de son ordonnateur, le commissaire des guerres fait de cette demande au ministre, sans l'approbation duquel aucun change-

ment de résidence ne peut être autorisé.

rien toucher dans son nouveau domicile, s'il ne produit le certificat de cessation de paiement qui lui aura été délivré. Ce certificat reste pour sa décharge éntre les mains du commissaire des guerres chargé de lui faire payer sa solde de retraite; mais si, changeant de résolution, il ne se déplace pas, il ne peut continuer à être payé qu'en remettant son certificat de cessation de paiement au commissaire des guerres qui le lui a délivré, lequel alors le rétablit sur ses contrôles, sans autorisation préalable, après toutefois en avoir prévenu le ministre de la guerre.

13 Les militaires suisses retirés du service de France avec solde de retraite, et qui ont fixé leur résidence en Helvétie, y

sont payés à la caisse du payeur qui y est établi.

14. Les militaires qui ne sont pas nés Français, et qui sont retirés en pays étranger autre que l'Hélvétie, mais allié ou ami de la France, touchent leur solde de retraite à Paris par un fondé de pouvoir, et sur la présentation d'un certificat de vie délivré ou visé par un agent diplomatique français, et légalisé

par le ministre des relations extérieures.

- pire d'une solde de retraite, ne peut la toucher qu'à Paris par un fondé de pouvoir, et sur la présentation d'un certificat de vie dans la même forme que celui qu'on exige d'un militaire étranger, ou dans celle qui lui aurait été particulièrement désignée. Il doit en outre, s'il n'en est dispensé, joindre à son certificat de vie un autre certificat constatant qu'il n'a accepté du gouvernement étranger sous lequel il vit, ni pension, ni fonctions civiles ou militaires.
 - 16. Ceux qui, d'après une autorisation du ministre de la guerre,

2. me sect. - solde de ret. trait. de réf. - num. 567.

sont retirés dans les colonies françaises, y sont payés sur l'or-

dre qui en est donné par le ministre de la marine.

pour toute autre cause, continuent de jouir de leur solde de retraite, en justifiant qu'ils ne sont pas en jugement : s'ils sont en jugement, pendant tout le temps qu'ils restent en prison, ils ne reçoivent, s'ils sont officiers, que les deux tiers de leur solde de retraite, et que les trois quarts, s'ils sont sous-officiers ou soldats.

Ce paiement se fait sans qu'il soit besoin de pouvelle autorigation, si le militaire en prison n'a point changé de département; sinon, il ne peut avoir lieu sans une autorisation nouvelle et

sans un certificat de cessation de paiement.

Dans tous les cas, le certificat de vie est admissible, s'il est délivré par le concierge de la prison, et visé par le greffier de la cour de justice criminelle, ou par celui du tribunal de première instance, s'il ne s'agit que de police correctionnelle.

Si le jugement les acquitte des accusations dirigées contre eux, ils reçoivent en sortant de prison ce qui leur a été retenu sur leur solde de retraite; dans le cas contraire, ils n'ont droit à

augun, rappel (1).

18. Quand un militaire est admis dans un hospice civil, comme insensé ou pour toute autre cause, pendant tout le temps qu'il y demeure, sa solde de retraite est payée sur la quittance de son tuteur et curateur, ou sur celle de l'administration de cet hospice.

TITRE 2.

Du registre-matricule ou du contrôle des soldes de retraite.

des guerres, pour leur département, établissent un registre-matricule ou contrôle, pour y inscrire les militaires à qui ils sont autorisés de faire payer la solde de retraite. Ce registre, conforme au modèle ci-joint, n.º 1, est, dans chaque division militaire, divisé par départemens; et dans chaque département, en autant de chapitres qu'il y a de grades militaires. Si la division ou le département renferme un grand nombre de militaires en retraite, au lieu d'un seul registre-matricule, il peut en être établi deux; savoir, un pour les officiers et les employés admi-

nistratifs, et l'autre pour les sous-officiers et soldats: on peut même en établir un plus grand nombre, en destinant un regis-tre particulier pour les grades qui fournissent le plus de militaires en retraite.

20. Nul n'est porté sur ces contrôles, s'il n'est compris dans un état d'admission à la solde de retraite, transmis par le mi-

nistre de la guerre.

21. Les militaires àyant droit à la solde de retraite, sont inscrits sur les contrôles matricules, à la suite les uns des autres, dans le chapitre correspondant au grade qu'ils avaient à l'armée.

Ceux qui n'avaient point de grade militaire, tels que les conducteurs d'artillerie, les charretiers ou haut-le-pieds, sont rangés; savoir, les premiers, parmi les sergens, dans le grade desquels ils ont été liquidés, et les autres parmi les soldats.

22. Leur nom y est précédé d'un numéro d'ordre. Ce numéro ne change jamais; il est le même sur le contrôle de la division et sur celui du département. A cet effet, il est désigné à l'avance par l'ordonnateur, sur l'extrait de l'état du ministre qu'il trans-

met au commissaire des guerres.

Ce numéro d'ordre précède par-tout le nom d'un militaire, non-seulement sur tous les états nominatifs où il est compris, mais encore sur la lettre d'avis qui lui tient lieu de brevet, et sur les certificats de vie ou de visite qui lui sont adressés en

blanc par le commissaire des guerres (1).

23. La date de la naissance de chaque militaire est indiquée à la suite de son nom et de son grade, d'abord sur le contrôle matricule du département, d'après l'extrait de l'acte que le commissaire des guerres s'est fait représenter, et ensuite, d'après l'avis qui en est donné par le commissaire des guerres, sur celui de la division.

Ainsi, tout militaire en retraite doit être porteur d'un acte de naissance, pour le produire quand il en est requis. S'il ne peut en produire l'extrait, parceque les registres de l'état civil de la commune où il est né auraient été incendiés ou perdus, ce fait doit être constaté par le maire de cetté commune; et dans

(1) Chaque militaire, est en outre classé sur le contrôle général tenu dans les hureaux du minisfère de la guerre, pour la solde de retraite et pour le traitement de réforme, sous un numéro qui est indépendant de celui prescrit par fort ci-dessus.

Ce numéro doit être porté sur les registres-matricules de l'ordonnateur, et sur ceux des commissaires des guerres; suir les bordereaux nominatifs des mandats acquittés; sur les états adressés atriministre pour mutations, excinctions, demandés de changement de résidence etc.; sur les mandats de paiement : certificats de visite et de césanton de service ; et sur les titres, individens de sodde de retraite oupde traitement de réforme : il doit enfin être rappélé sur les réclamations que les militaires auront à faire parvenir au ministère. Circul, du 13 août 1812 G. ...

ce cas, l'acte de naissance doit être supplée par un acte de notoriété délivré par un notaire ou par un juge de paix, sur la
déclaration de deux ou trois témoins. Un acte de notoriété devient
également nécessaire, toutes les fois qu'il y a impossibilité absolue de produire un acte de naissance, comme il arrive à ceux
qui, n'étant point nés catholiques, ou pour toute autre cause, ne
sont pas compris sur le registre de l'état civil de leur commune,
ou à ceux qui, étant enfans de troupe, ou qui ayant perdu
dès leur bas âge leurs père et mère, ignorent le lieu qui les a
vu naître.

Les seuls militaires nés hors de l'Europe ou dans les pays en guerre avec la France, sont dispensés, quant à présent, de produire leur acte de naissance. Les déserteurs des troupes étrangères en sont dispensés pour toujours; mais les uns et les autres, pour justifier qu'ils sont dans le cas de cette exception ou temporaire ou permanente, doivent présenter un acte de notoriété.

L'acte de notoriété qui remplace l'acte de naissance, doit saire connaître pourquoi l'acte de naissance ne peut être produit; il doit in liquer les nom et prénoms du militaire; le lieu où il est né, s'il est connu; son âge vrai ou présumé; les corps où il a servi, et principalement celui d'où il est sorti pour jouir de la solde de retraite.

24. Toutes les fois que le nom ou les prénoms d'un militaire porté sur l'état du ministre, ou sur l'extrait qui en et délivré par l'ordonnateur, ne sont point conformes aux noms et prénoms désignés par son acte de naissance, ou par l'acte de notoriété qui en tient lieu, le commissaire des guerres est tenu d'en faire la rectification sur son contrôle, sans rien biffer ni raturer; mais il doit préalablement exiger un acte de notoriété également reçu par un notaire ou par un juge de paix, sur la déclaration de deux ou trois témoins, servant à constater que l'individu désigné par son acte de naissance ou l'acte qui en tient lieu, est identiquement celui dont il est autorisé la faire payer la solde de rétraite.

Pour rectifier, sur son contrôle, des noms ou prénoms, le commissaire des guerres n'a pas besoin d'une autorisation particulière; mais il ne doit pas se borner à faire ces rectifications sur son contrôle: il doit les faire encore sur les lettres d'avis qui servent de titre aux militaires, en sorte qu'il y ait toujours une parfaite conformité de nom entre ces lettres d'avis et le contrôle matricule. Il doit en outre, quand il aura rectifié un nom ou un prénom, en informer son ordonnateur, et celui-ci le Ministère, pour que la rectification s'en fasse également tant sur le contrôle de la division, que sur le contrôle général du ministère de la guerre.

'25. La date de l'état du Ministre autorisant le paiement d'une

solde de retraite, doit être mentionnée sur le contrôle matricule

36. Celle de son cutrée en jouissance doit aussi y être indiquée, telle qu'elle est fixée dans l'état du ministre de la

guerre.

27. Le contrôle matricule désigne également le motif qui a donné lieu à une solde de retraite. Celui d'ancienneté est applicable à tout militaire qui, sur l'état du ministre, n'est point indiqué comme blessé ou comme attaqué d'infirmités non provenant de blessures. Ainsi, celui qui n'a point obtenu la retraite pour l'une de ces deux causes, doit être considéré et classé comme ancien.

28. Les militaires retirés du service pour insirmités non provepant de blessures, sont tenus de se faire visiter tous les aus, au mois d'octobre, par deux officiers de santé, et d'en produire un certificat constatant que les insirmités qui ont motivé leur

retraite subsistent toujours.

A cet effet, le 20 septembre au plus tard de chaque année, les commissaires des guerres adressent aux maires, par l'intermédiaire du préset et des sous-présets, autant de certificats visite en blanc, conformes au modèle ci-joint n.º 2, qu'il y a, dans chaque arrondissement communal, de militaires en retraite à qui sont applicables les dispositions de l'article 38 de la loi du 28 fructidor an 7: ces certificats sont timbrés du numéro d'ordre, du nom, ou prénom et de la commune du militaire qui doit être visité. Les préfets et les sous-présets, sur l'invitation qui leur en est faite par le commissaire des guerres, y indiquent Le jour et le lieu de la visite; ensuite ils les font parvenir aux maires des communes, pour être remis aux militaires qui y sont dénommés. Ceux-ci, munis de leur certificat de visite en blanc, se rendent au lieu et au jour indiqués, et le présentent aux officiers de santé. Faute de quoi, et si leur certificat, rempli dans toutes ses parties, ne parvient pas au commissaire des guerres avant le 1.er décembre, de chaque année, ils cessent de jouir de leur solde de retraite, et sont rayés du contrôle: ils ne peuvent y être rétablis, à moins qu'ayant été visités et trouyés hors d'état de servir, le ministre de la guerre n'en ait donpé l'autorisation; et, dans ce cas, lls ne sont rappelés qu'à compter du premier jour du trimestre dans lequel ils ont adressé leur demande en réinscription sur le contrôle de leur département.

Les militaires soumis à la visite, qui se trouvent dans l'impossibilité de se rendre au jour et au lieu indiqués, pour cause
de maladie, doivent la faire constater par un officier de sauté,
faire légaliser la signature mise au pied du certificat, par le
maire de leur commune, et l'adresser, avec le certificat, de vir
site en blanc, au préset ou sous-préset de l'arrondissement, pour

2¹⁰⁰ SECT. - SOLDE DE RET. TRAIT. DE RÉF. - NUM. 567. 393 le tout être mis sous les yeux de ceux qui sont chargés de la visite annuelle.

29. Les officiers de santé préposés à la visite annuelle des militaires retirés pour cause d'infirmités non provenant de blessures, sont choisis par les préfets et sous-préfets; cette visite est gratuite. En conséquence, dans les communes où se trouve un hôpital militaire, le choix tombe sur les officiers de santé qui en font le service; ailleurs, la préférence est donnée aux officiers de santé qu'un traitement attache au service des hospices civils, les uns et les autres doivent déclarer que le militaire qu'ils ont visité, n'est en état de servir dans aucune arme, ou qu'il peut faire un service de vétéran. C'est à quoi ils doivent exclusivement se borner dans leur certificat: ils le remettent au préfet ou au sous-préfet, qui légalise leur signature, et en fait de suite le renvoi au commissaire des guerres du département (1).

Lorsque, dans les chefs-lieux de sous préfecture, il n'y a qu'un officier de santé, le fait doit être constaté par le sous-préset : ensuite le certificat de l'officier de santé, ne présentant pas une garantie suffisante, sera soumis à l'examen des deux médecins ou chirurgiens préposés à la visite des militaires dans le chef-lieu du département, pour qu'ils puissent, d'après la mention détaillée de l'infirmité, s'assurer si l'officier de santé de la sous-

préfecture a bien jugé.

30. Tout militaire soumis à la visite annuelle des officiers de santé, et qui a été jugé par eux en état de reprendre du service,

conserve sa solde de retraite jusqu'à ce qu'il soit employé.

31. Si, étant jugé propre à un service de vétéran, il a reçu un ordre d'admission dans cette arme, et ne se croit pas en état d'y servir, il peut demander à être contre-visité. A cet effet, l'ordonnateur s'adresse au général commandant la division, qui nomme deux officiers de santé, autres que ceux par qui la pre-mière visite a été faite. S'il est trouvé propre au service, et s'il refuse de le reprendre, il est rayé des contrôles des soldes de retraite. S'il est jugé hors d'état de servir, la solde de retraite lui est continuée; et dans l'un comme dans l'autre cas, l'ordonnateur fait au Ministre de la guerre le renvoi de l'ordre d'admission dans les vétérans.

32. Ne sont pas sujets à cette visite annuelle, quoique retirés du service pour infirmités, les militaires qui faisaient partie de la garde impériale; n'y sont plus sujets, ceux qui sont âgés de

⁽¹⁾ La visite doit être faite en présence du préfet ou du sons préfets et in pe sera admis que les certificats qui constiteut précisement, si le militaire est ou n'est pas en état de servir dans les vétérans: et dans la légatisation desquels le préfet, on le sous-préfet aura certifié que la visite a effectivement en lieu en sa présence : les sommes payées sur des certifiques aon revêtus de ces formalités seront mises à la change des commissaires des guerres. Circul. du 23 juillet 1812 G. « Les quilles des camps de vétérans, ne sont pas sonnis à cette visite.

plus de soixante ans; enfin, n'y sont pas encore sujets, mais pour la première année seulement, ceux qui sont portés sur les ctats d'admission dont la date est postérieure au 31 mars de chaque exercice.

Les militaires, quoique soumis à la visite, en sont encore exempts, lorsque dans le mois où elle se fait, ils sont employés dans la

garde nationale pour un service requis.

Tous doivent être indiqués sur le borderéau (art. 56) du quatriéme trimestre de chaque exercice, dans la colonne des militaires exempts de visite. En sorte que ceux qui doivent être visités, et n'en auraient pas fourni le certificat, devant être rayés des contrôles, le nombre des certificats de visite sera toujours égal à celui des militaires portés sur le bordereau comme soumis à la visite.

33. Après avoir porté sur le contrôle-matricule les sommes dues par an et par trimestre, il faut aussi y établir la retenue

qu'on doit faire sur chaque solde de retraite.

Cette retenue n'est pas la même pour toutes les soldes de retraite. Ou elles sont par an de 900 fr. et au-dessus, ou elles sont au-dessous de 900 fr. par an. Dans le premier cas, on exerce une retenue de cinq centimes par franc, et, dans le se-

cond cas, de deux céntimes seulement par franc.

Si les sommes à payer présentent des centimes, une retenue doit aussi s'opérer sur les centimes dans la proportion du vingtième, quand la quotité annuelle de la solde de retraite est de 900 fr. et au-dessus; et dans la proportion du cinquantième, quand la quotité annuelle est au-dessous de coo fr.; avec l'attention, s'il se rencontre des fractions de centime qui ne sont pas monnaie de compte, d'y substituer un centime entièr.

34. Doivent être rayés du contrôle-matricule; savoir:

1.º Les militaires décédés;

2° Ceux qui, sans une autorisation de l'Empereur, auraient accepté soit une pension, soit un emploi militaire ou civil, offerts par une puissance étrangère;

3.º Ceux qui sont condamnés à des peines afflictives ou in-

famantes;

4.º Ceux qui reprennent un service militaire dont le traitement ne peut se cumuler avec la solde de retraite;

5.º, Ceux qui sont admis à l'hôtel des invalides;

6.° Ceux qui, nouvellement admis à la solde de retraite, laissent, à compter de la date de l'état du ministre, passer six mois sans se présenter au commissaire des guerres de leur département!

7.º Ceux qui, après un an d'absence, ne reparaissent plus; 8.º Ceux qui, dans le délai prescrit, n'out point satisfait

9. Coux qui demandent d'être autorisés à toucher leur solde de retraite dans un autre département;

.

2. me sect. - solde de ret, trait. de réf. - num. 567. 305

no.º Enfin, la première solde de retraite d'un militaire qui en obtient une seconde d'après une nouvelle liquidation qui annule l'ancienne.

35. La radiation d'un militaire sur le contrôle se fait par une simple note marginale, en sorte que son article ne soit jamais

ni biffé ni raturé.

36. Tout militaire rayé du contrôle n'y peut être rétabli sans antorisation spéciale du ministre de la guerre. Il n'y a d'exception qu'à l'égard de ceux qui ont été autorisés à changer de résidence, et qui, changeant de résolution, ne quittent point leur domicile (1).

37. La réinscription se fait par une simple contre-note mise en marge de l'artiele du militaire qui est à rétablir sur le

contrôle.

TITRE 3.º

Du mandat de paiement.

38. La solde de retraite est acquittée sur mandat individuel

expédié par le commissaire des guerres (2).

39. Le pièces régulières et comptables qu'il est nécessaire de produire pour être payé, sont celles dont les modèles réunis sont ci-joints num. 3, savoir, le mandat de paiement, la déclaration qu'on ne jouit d'aucune autre pension ni d'aucun autre traitement, le certificat de vie, la quittance du paiement, quand on touche par soi-même, ou la procuration, quand on touche par fondé de pouvoir.

En tête de ces pièces sont mentionnés le département où réside le pensionnaire, la division militaire dont ce département fait partie, l'exercice et le trimestre de l'exercice sur lesquels il est à payer, le motif qui a donné lieu à sa solde de retraite, désigné par un astérisque ou petite marque en forme d'étoile, ses nom, prénoms, grade, et le numéro d'ordre qui précède

son nom sur le contrôle-matricule.

40. Le mandat de paiement indique, oûtre les nom, prénoms et grade du pensionnaire, la commune où il est autorisé à résider, la date de sa naissance, celle de l'état sur lequel il est compris et que le ministre de la guerre a transmis à l'ordonnateur, la quotité annuelle de sa solde de retraite, le temps pour lequel il est à payer, le montant brut de ce qu'il doit toucher, les retenues qui sont à exercer, et d'abord celle déterminée par la loi du 28 fructidor an 7, qu'on ne doit jamais confondre avec aucune autre retenue; puis les autres qui s'opèrent par réduction de dépense, ensin le montant net à payer (3).

⁽¹⁾ Vpy. la note de l'art. 17 page 389.

⁽²⁾ Voy. l'art., 7, du num.: 544 page 288.

(3) La geteune pour l'nôter des invalides, s'exerce par précompte; voy. les demiers paragraphes de la note première page 195 vol. III.

Si, par décision du ministre de la guerre, une reteuue doit être exercée sur la solde de retraite d'un pensionnaire au profit du receveur des contributions de sa commune, ou du corps dont il faisait précédemment partie, ou de sa famille quand elle en est abaudonnée, le commissaire des guerres en fait mention au pied du mandat, pour en donner connaissance au payeur; et cette retenue, comprise dans la somme quittancée, devra, par le payeur, être envoyée de suite à la partie prenante qui lui aura été indiquée.

41. Les pensionnaires qui ont droit à un rappel pour un tems antérieur au trimestre, et que, d'après les art. 2 et 3, les commissaires des guerres peuvent faire payer sans l'autorisation du ministre de la guerre, sont compris sur un seul mandat pour tout le temps qu'ils sont à payer, à moins que ce tems ou partie de ce temps n'appartienne à un autre exercice, ou que ces pensionnaires n'aient pas renvoyé au commissaire des guerres, pour être annulé, le mandat qui leur aurait été délivré pour ce même tems antérieur.

42. Le 15 du troisième mois de chaque trimestre au plus tard, le commissaire des guerres transmet aux pensionnaires, par l'intermédiaire des présets, sous-présets et maires de commune, les mandats qu'il a expédiés; il y joint les autres pièces comptables en blanc, pour être remplies dans toutes leurs parties, quand le tems à payer est expiré.

Cette disposition n'est point applicable au département de la Scine. Les mandats expédiés et les autres pièces en blanc, resteront dans les bureaux du commissaire des guer es de ce département, et les pensionnaires pourront les y aller prendre dès-

le 15 du troisième mois.

Dans les départements où il y a un camp de vétérans, les mandats, avec les autres pièces comptables en blanc, sont adressés au commandant du camp, lequel est autorisé à expédier, pour les pensionnaires vétérans, les certificats que les maires des communes délivrent aux autres pensionnaires, et à confier à un officier du camp le soin de toucher à la caisse du payeur, pour les vétérans, le montant de leur mandat (1).

43. Pour prévenir le délit résultant d'un mandat falsisié, le même jour, 73 du troisième mois de chaque trimestre, le commissaire des guerres envoie au payeur du département un état nominatif conforme au modèle ci-joint num. 4, comprenant les militaires au profit desquels il a délivré des mandats de paiement, et divisé en autant de cahiers qu'il y a d'arrondissemens

communaux dans le departement (1).

44. Le même jour encore, le commissaire des guerres adresse à son ordonnateur un état numérique et par grade, conferme au modèle ci-joint num. 5, de tous les militaires, faisant, partie de l'effectif et compris sur le contrôle-matricule du département,

⁽¹⁾ Voy. la note de la page 384.

même de ceux dont il n'a pu établir le décompte, par la raison qu'étant nouvellement admis à la retraite, ils ne lui ont pas encore présenté ni fait présenter les pièces nécessaires; mais il n'y comprend pas ceux qui, étant morts, ou admis aux invalides, où qui, ayant repris du service, ne figurent sur l'état nousinatif envoyé au payeur, qu'à raison des arrérages qui leur sont dus.

Lorsque l'ordonnateur a réuni les états numériques et par grade de tous les départemens de sa division, il en forme sur-le-champ un état général qu'il transmet au ministre de la guerre dans les derniers jours, au plus tard, du troisième mois de chaque trimestre.

45. Le payeur n'acquitte point les mandats qui lui sont présentés, si ceux au profit de qui ils sont expédiés ne sont point
compris sur l'état nominatif qui lui aura été envoyé par le commissaire des guerres, si l'on ne représente le brevet sur lequel
est mentionnée, par l'ordonnateur, la conversion de la pension
en solde de retraite, ou la lettre d'avis qui tient lieu de brevet,
et si l'on ne produit en même tems, 1.º une déclaration portant que le pensionnaire ne jouit d'aucune autre pension ni d'aucun autre traitement incompatible avec la solde de retraite; 2.º
un certificat de vie; 3.º lorsque le pensionnaire ne se présente
point en personne à la caisse, une procuration de toucher pour
lui et de donner quittance.

46. Plusieurs militaires étant porteurs d'un double titre, soit parcequ'après en avoir obtenu un par duplicata, ils ont retrouvé le premier qui n'était qu'égaré, soit parcequ'il a été délivré des lettres d'avis qui servent de titre, même à ceux qui sont munis d'un brevet en marge duquel l'ordonnateur a mentionné la conversion de leur pension en soide de retraite, il ne sera admis, à l'avenir, de titre valable que celui que l'ordonnateur aura désigné comme tel par ces mots, Vu bon, et qu'il aura empreint

de son cachet.

A cet effet, l'ordonnateur remplira cette formalité sur les lettres d'avis qui lui seront adressées pour les militaires nouvellement admis à la solde de retraite, et, quant aux anciens pensionnaires, le payeur, lors du premier paiement qui leur sera fait, retirera de leurs mains leur titre pour être de suite transmis à l'ordonnateur, qui, après les formalités remplies, en fera le renvoi au pensionnaire par l'intermédiaire des commissaires des guerres, préfets, sous-préfets et maires de communes.

Les commissaires des guerres veilleront à ce que la formalité ci-dessus indiquée ne soit point remplie à l'avenir sur un double titre; et, pour s'en assurer, ils formeront un état nominatif de tous ceux dont le titre aura été mis en règle, asin d'y avoir

recours au besoin.

47. La déclaration est faite et signée par la partie prenante en présence du maire, qui la certifie véritable. Si le pensionnaire ne sait pas signer, il fait cette déclaration au maire, qui en délivre un certificat, le tout conformément aux modèles des pièces comptables.

48. Le certificat de vie est délivré sans frais, sans intervention de témoins, par le maire de la commune où l'on est autorisé à résider, et sur sa responsabilité. Il n'est point admissible, si la date de la naissance du pensionnaire n'y est point iudiquée. Il doit être également rejeté, s'il est délivre par par tout autre que par le maire de la commune du pensionnaire, à moins que par une décision spéciale, le ministre de la guerre n'ait dérogé à celle du 15 mai 1806, et à moins encore qu'il ne soit question d'un militaire qui ferait, soit pour son compte, soit comme remplaçant, un service actif et requis dans la garde nationale, ou qui serait autorisé à résider hors de France, et par conséquent à toucher sa solde de retraite par un fondé de pouvoir. Dans le premier cas, le maire de la commune où le militaire a son domicile de droit, est autorisé à certifier son existence sur la presentation d'un certificat du conseil d'administration, visé par le chef de la cohorte et légalisé par le sous-inspecteur aux revues, constatant qu'il fait son service en personne dans la garde nationale; dans le second cas, le certificat de vie est délivré par le magistrat compétent, visé par un agent diplomatique ou un commissaire des relations commerciales et légalisé par le ministre des relations extérieures, ou bien légalisé par le ministre de la guerre, quand le certificat de vie est délivré par un employé administratif militàire attaché à un corps de troupes porté au-delà des frontières de la France: mais pour faire connaître au payeur ces cas d'exception, lès militaires qui en sont l'objet doivent être désignés, sur les mandats, par ces mots à la suite de leur nom, absent par autorisation.

49. Quand un pensionnaire ne peut se rendre à la caisse du payeur, il donne, s'il sait signer, sa procuration à qui bon lui semble, et en présence du maire, qui la certifie véritable. S'il ne sait pas signer, la procuration est donnée par le 'maire à la personne qui lui est indiquée par le pensionnaire: le tout'

conformément au modèle des pièces comptables.

50. C'est aussi conformément à ces modèles que sont délivrées les quittances de paiement, soit quand le pénsionnaire touche par lui-même et qu'il sait signer, soit quand il ne sait pas signer ou qu'il touche par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoirs.

51. Si une lettre d'avis n'est point parvenue à un pensionnaire, il en justifie par un certificat du maire de sa commune, et on lui en fait l'envoi, s'il l'a perdue, il en obtient une autre par duplicata, après que le maire de sa commune a certifié que la première est réellement perdue, et que de l'envoi d'une seconde il ne peut résulter aucun abus.

52. Si le pensionnaire est décédé, le commissaire des guerres fait le décompte des arrérages échus à l'époque de son décès, et en porte le montant sur un mandat qui est touché par les héritiers ou leur fondé de pouvoir, en justifiant, vis-à-vis du payeur

de leurs titres d'hérédité.

53. Lorsque, dans le cours d'un trimestre, des pensionnaires reprennent un service incompatible avec la solde de retraite, ou se rendent à l'hôtel des invalides, le commissaire des guerres fait leur décompte, et leur délivre un mandat de paiement pour être acquitté à bureau ouvert, et il les porte en même temps sur un état particulier, qu'il transmet de suite au payeur.

Il lui transmet également les états particuliers sur lesquels il' a porté les autres militaires qu'il pout, d'après l'article 3, faire

acquitter à bureau ouvert.

54. Lorsque le délai fixé par le décret impérial du 6 janvier 1807, pour le paiement de la solde de rétraite, est expiré, le payeur du département réunit les mandats acquittés, et, de ceux qui appartiennent au même exercice, il établit un bordereau en deux expéditions qu'il remplit, savoir, l'une en totalité, l'autre seulement en partie, conformément aux modèles qui lui seront transmis par le ministre du trésor public; et il envoie le tout, avec les mandats acquittés et les autres pièces comptables, au commissaire des guerres du département, qui en délivre un référépissé.

De la revue des mandats.

55. Le commissaire des guerres de chaque département fait la revue des mandats aussitôt que le payeur lui en a transmis le

bordereau avec les pièces à l'appui.

L'objet de cette revue est de savoir si les paiemens ont été régulièrement faits, si tous ont été faits, à combien ils s'élèvent, et combien il reste à payer. Cette vérification achevée, il fait, pour rester dans ses bureaux, un relevé nominatif des militaires dont les mandats n'ont point été acquittés; ensuite il établit et certifie, au pied de chaque expédition du bordereau, le résultat de la revue, dans la forme suivante:

Revue du présent bordereau faite par moi soussigné, commissaire des guerres, chargé du service des soldes de retraite dans le département de j'ai constaté que, sur la somme de (le montant blut), qui était à payer, il a éte retenu par réduction de dépense, en exécution de la loi du 28 fructidor an 7, une somme de plus (s'il y a d'autres retenues par réduction de dépense), celle de et que le montant net des sommes acquittées s'élève à le le la loi du 28 fructifié, à le la la loi du 28 fruction de dépense (s'il y a d'autres retenues par réduction de dépense).

56. Le commissaire des guerres ne garde les expéditions du bordereau que cinq jours au plus; et, après avoir rempli, dans toutes ses parties, celles dont les colonnes étaient restées en blanc, et les avoir toutes deux visées et certifiées, il les remet au payeur du département, avec les pièces à l'appui, en retirant de ses mains son récépissé.

57. Le même jour, le commissaire des guerres envoie à sont ordonnateur l'état de sa revue, conformément au modèle ci-foint n.º 6, comprenant numériquement ce qui était à payer, ce qui

était précompté en exécution de la loi du 28 fructidor an 7, le montant des autres retenues à faire par précompte, le montant net des sommes payées, et le montant de ce qui reste à payer, tant sur le dernier trimestre, que sur les trimestres antérieurs du même exercice et sur les exercices précédens dont la dépense n'aurait pas été formée par ordre de S. M.

A l'envoi qu'il fait de cet état numérique, il joint un état de mouvement des soldes de retraite de son département, pendant le dernier trimestre, et un état nominatif des extinctions dont on lui a donné connaissance: tous deux conformément aux modèles

joints, n.ºs 7 et 8.

58. L'état de mouvement fait connaître, 1.º quelle était, le premier jour du trimestre échu, la situation des soldes de retraite quant à l'effectif et à la quotité annuelle, 2.º les augmentations survenues pendant ce même trimestre, comprenant, sans distinction, les nouvelles admissions, les réinscriptions sur les contrôles, les nouvelles liquidations, et les changemens de résidence; 3.º les extinctious arrivées pendant le même tems, comprenant également, sans distinction, celles provenant de toutes les radiations faites sur le contrôle pour quelque cause que ce soit. On doit faire observer ici, quant aux auciennes et monvelles liquidations, que, n'affectant en aucune manière l'effectif des soldes de retraite, elles ne peuvent augmenter ni diminuer que leur quotité annuelle; 4.º ensin, déduction faite des extinctions, à quoi s'élèvent, le dernier jour du trimestre, toutes les soldes de retraite du département, quant à l'effectif et à la quotité par an.

59. L'état d'extinctions est nominatif; il indique les quotités annuelles éteintes, et les motifs qui y ont donné lieu. Ces motifs peuvent y être confondus; mais ils sont distingués dans les récapitulations dont l'état est suivi. Ces récapitulations sont

au nombre de trois.

La première a pour objet les extinctions réelles, par mort, par condamnation à des peines afflictives ou infamantes, par l'acceptation non autorisée de fonctions ou de pensions dans un gouvernement étranger, par de nouvelles liquidations, et par double emploi. Dans ce dérnier cas, il faut porter en extinction la solde de retraite la plus forte, jusqu'à ce que le ministre ait décidé laquelle doit être maintenuc.

La seconde doit comprendre les militaires qui reprennent un service dont le traitement est incompatible avec la solde de retraite, ceux qui sont admis aux invalides, les absens depuis un an, les inconnus depuis six mois, et ceux qui, soumis à la visite des officiers de santé, n'out point satisfait aux dispositions de l'art. 38 de la loi du 28 fructidor an 7.

Sur la troisième enfin, sont portés les militaires qui, en quittant un camp de vétérans, quittent aussi le département et géralement ceux qui cessent d'habiter le département sur le con-

trôle duquel ils étaient inscrits.

60. Au résultat de la revue du premier trimestre de chaque année, indépendamment des deux états accessoires ci-dessus mentionnés, le commissaire des guerres joint un état collectif comprenant, par ordre de naissances, tous les militaires jouissant de la solde de retraite.

61. Pour pouvoir former l'état collectif par ordre de naissances, les commissaires des guerres ont un registre dont les pages sont timbrées numériquement de l'une des années du dernier siècle, à commencer par celle de la naissance du plus âgé de leurs pensionnaires. Ceux d'entre eux qui sont nés dans la même année, sont inscrits, à la suite les uns des autres, sur la page correspondante à leur année de naissance, et on y joint la quotité par an de leur solde de retraite. C'est du montant de chacune des pages de ce registre, que, déduction faite des extinctions qui seraient survenues, doit se former cet état collectif dont les résultats, quant au nombre d'hommes et quant à la quotité annuelle, doivent toujours s'accorder avec l'état numérique et par grade (article 44) du premier trimestre de chaque exercice.

62. Au résultat de la revue du quatrième trimestre de chaque exercice, et aux deux états accessoires qui doivent l'accompagner, sont joints les certificats de visite de tous les militaires à qui sont applicables les dispositions de l'article 38 de la loi du 28 fructidor an 7. Ces certificats doivent être classés suivant le grade du militaire, et timbrés de son numéro d'ordre. Les sommes payées à des militaires soumis à la visite, et qui ne seraient point appuyées du certificat des officiers de santé, sont rejetées de la revue, et remboursées à l'état par le commissaire des guerres.

63. Aussitôt que l'ordonnateur a reçu le résultat de la revue de chacun des départemens dont se compose sa division, et les états accessoires qui doivent l'accompagner, il en forme des états généraux qu'il transmet de suite, et par un seul envoi, au ministre de la guerre, à qui ils doivent parvenir vers le 15 au plus tard du deuxième mois de chaque trimestre.

64. Quand l'ordonnateur a reçu des mains du payeur divisionnaire les bordereaux en double expédition et les pièces à l'appui, il en donne un récépissé. Ensuite, vérification faite de chaque bordereau, tant des articles qui le composent que du résultat qui le termine, il en arrête, ainsi qu'il suit, les deux expéditions:

Je soussigné, commissaire ordonnateur de la division militaire, ai arrêté le présent bordereau comprenant une somme de pour retenues faites en exécution de la loi du 28 fructidor an; celle de pour d'autres retenues opérées par reduction de dépense, et enfin celle de payée aux pensionnaires y dénomnés.

Aiusi arrêté, à le , 18

65. Cinq jours après la réception du bordereau, l'ordonnateur en remet au payeur divisionnaire les deux expéditions ainsi visées par le commissaire des guerres et par lui arrêtées, et il Vol. IV. 26.

retire de ses mains le récépissé qu'il en a donné. Quant aux pièces comptables à l'appui de chaque paiement effectué, il les conserve dans ses archives, pour, après l'année révolue, être aunulées suivant les dispositions du décret impérial du 10 brumaire an 14.

TITRE 5. Traitement de réforme.

66. Le traitement de réforme ne peut, dans aucun cas, se cumuler avec le traitement d'activité. Il doit continuer d'être payé sur le pied définitivement réglé par la loi du 8 floréal an 11.

67. Les dispositions de la présente instruction relatives à l'immatricule, au mode de paiement et à la comptabilité des soldes de retraite, sont applicables au traitement de réforme, excepté les art. 7, 27, 28, 30, 31, 32, 60, 61 et 62 (1).

TITRE 6.

Dispositions générales.

68. Les pensions cumulatives avec la solde de retraite (art. 7), et les secours annuels accordés à d'anciens portiers-consignes, quoique payés sur la solde des troupes, ne sont jamais confondus avec la solde de retraite ou le traitement de réforme, ni sur le contrôle-matricule, ni sur les états transmis aux payeurs

par les commissaires des guerres. 69. Ces pensions et secours, non soumis à la retenue déterminée pour la solde de retraite par la loi du 28 fructidor an 7, et toujours payables à bureau ouvert, mais auxquels est applicable l'art. 10 de la présente instruction, sont payés par trimestre, sur la présentation d'un mandat individuel et d'un certificat de vie en bonne forme. Les anciens portiers-consignes, à qui des secours annuels sont accordés, y ajoutent une déclaration, certissée véritable par le maire de leur commune, portant qu'ils ne jouissent d'aucun traitement d'activité, ni d'aucune pension sur l'état. A chaque trimestre, le payeur fait, en double expédition, des bordereaux séparés des paiemens effectués sur ces deux natures de dépense; et de même, à chaque trimestre, les commissaires des guerres les comprennent numériquement sur des états à part, dans la forme déterminée pour la solde de retraite, et qu'ils joignent à ceux que les art. 44 et 57 leur prescrivent d'envoyer à leur ordonnateur.

⁽¹⁾ Voy. le num. 294 et l'art. 3 du num. 289 pages 568 et 582 du vol. II. Le traitement de réforme des officiers rentrés des prisons de l'ennema est payable sur revue des inspecteurs: voy. l'art. 85 du num. 548.

70. Les signataires de pièces dont l'exposé serait reconnu faux, sont poursuivis par le tribunal compétent, et condamnés, s'ils sont militaires, à un an de prison, à la perte de leur grade, à celle de tout droit, soit à l'avancement, soit à la récompense militaire; et s'ils sont non militaires, à un an d'emprisonnement et à la restitution du double des sommes indûment payées par le trésor public.

71. Au reçu de la présente instruction générale, les ordonnateurs la mettront à exécution, et ils seront faire les imprimés dont ils auront besoin, conformément à ceux qui leur sont en-

voyés pour modèles.

N.º 568.

Décret impérial sur les indemnités de licenciement à accorder aux employés d'administration des armées.

Du 23 octobre 1811.

ART. 1. et s'employés et sous employés des services administratifs de l'administration de la guerre aux armées, licenciés sur le territoire de l'Empire, pour cause de surabondance, recevront à titre d'indemnité, un mois d'appointemens, qui leur sera payé sur les ordonnances de notre ministre directeur de l'administration de la guerre, et auront droit, en se rendant dans leurs foyers, à l'indemnité de route affectée à leur grade.

Les employés et sous-employés des mêmes services à la suite de nos armées en pays étranger, et licenciés pour la même cause, seront dirigés par la ligne d'étape la plus directe, sur la place de l'Empire de l'extrême frontière, et seront considérés comme en activité de service jusques et compris le jour fixé pour

leur arrivée dans ladite place.

Ils jouiront, en conséquence, de leur traitement, et recevront les rations de subsistances attribuées à leur grade, ou l'indemnité de route, dans les pays où les vivres de campagne ne sont

pas fournis.

Les dits employés et sous employés, à leur arrivée sur le territoire de l'Empire, auront droit, comme les employés licenciés dans l'intérieur, à un mois d'appointemens et à l'indemnité [de route pour se rendre dans leurs foyers.

3. Les employés et sous employés licenciés sur leur deman le ou sur plaintes, n'auront droit à aucune espèce d'indemnité de rou-

te ni de licenciement.

4. L'indemnité de route à payer aux employés ou sous employés des services de l'administration de la guerre, dans toutes les positions où ils y ont droit, est fixée comme il est dit ciaprès (1).

(1) Voy. le tarif num. 45.

Pour assurer l'exécution de ce décret le ministre-directeur de l'admi-

nistration de la guerre a arrêté les dispositions suivantes :

1.º Les employés, et sous-employés compris dans l'article premier recevront leur traitement d'activité jusqu'au jour où leurs lettres de licenciement leur seront remises; 2.º on inscrira sur ces lettres l'époque où elles seront parvenues aux ordonnateurs et celle où elles auront été remises aux employés; 3.º il sera délivré à ces derniers une feuille de route pour se rendre dans leurs foyers avec allocation de l'indemnité fixee pour leurs grades; 4.0 on en usera de même à l'égard des employés à la suite des armées : ils seront payés avant leur depart de la solde acquise jusqu'au moment où leurs lettres de licenciement leur seront remises; 5. le commissaire des guerres leur délivrera une feuille de route pour se rendre dans la place frontière qui leur sera désignée, 6,0 A leur arrivée dans ce lieu ils rentreront dans la classe des employés licenciés dans l'intérieur; 7.º l'employé qui n'arriverait pus sur le territoire, de l'empire à l'époque fixée par sa feuille de route perdra ses droits à la solde de route, à l'indemnité de licenciement et à celle de route pour se rendre dans ses foyers; à moins qu'il ne justifie que son arrivée a été retardée soit par empêchement de force majeure, soit par un ordre de continuer ses fonctions. Il sera accordé aux employés comptables licenciés pour la remise de leurs comptes, un délai qui sera déterminé par les intendans géneraux ou ordonnateurs; pendant ce délai ils serent payés comme en àctivité.

Les ordonnateurs peuvent conserver provisoirement en activité, des employés licenciés pour cause de surabondance lorsque le bien du service exige cette mesure; sauf à en rendre compte à l'intendant général

et au ministre, qui jugera de la validité des motifs.

Tout fonctionnaire qui, sans motif reconnu valable, aurait retenu un employé licencié et qui n'en n'aurait pas rendu compte dans le délai prescrit, sera pécuniairement responsable de la dépense qui en sera ré-

sultée pour le gouvernement-

Pour obtenir le paiement du mois d'indemnité de licenciement les employés adresseront au ministre, leur lettre de licenciement, leur feuille de route, et quand il y aura lieu les pièces mentionnées à l'art. 7; leur livret de solde; un certificat de non comptabilité ou reddition de compta délivré par le chef de service. Circul. du 7 juin 1812 A.

APPENDICE AU CHAPITRE SEIZE.

PREMIÈRE SECTION.

MODE DE PAIEMENT DU TRAITEMENT DE LA LÉGION D'HONNEUR.

-5*6**-**09*6**-**

N.º 569.

Instruction sur le mode de paiement du traitement des membres de la légion d'honneur.

Du 20 juin 1811.

Ant. 1.er Les conseils d'administration adresseront, chaque semestre, au grand-trésorier de la légion d'honneur, un état en simple expédition, conforme au modèle numéro 1.er (1). Cet état, pour être admis, doit porter la date du dernier jour du semestre, ou une date postérieure.

Lorsque la légion devra plus d'un semestre, il sera formé un seul état pour chaque année; des portions de traitement appartenant à des années différentes, ne pourront pas être cumulées

dans un même état.

Il est composé de 9 colonnes sons les titres suivans: 1.re numéros des légionnaires; 2.e noms; 3.e prénoms; 4.e grades dans les corps; 5.e nombre de jours; 6.e sommes; 7.e ne porte aucun titre doit être laissée en blanc; 8.e mutations; 9 e renvoi aux instructions.

Les commandans, officiers et légionnaires sont séparés par des totaux particuliers dont on fait la récapitulation au bas de l'état dans les 2 co-

lonnes des journées et sommes.

fie tarif du traitement est fixé ainsi qu'il suit, déduction faite de la

retenue destinée à l'hôtel des invalides, savoir:

⁽¹⁾ Modèle. Cet état porte en tête le titre de légion d'honneur, grande trésorerie : et immédiatement au-dessous l'indication du corps, et sur le côté de ce titre la désignation du lieu où les paiemens doivent être faits.

Pour un jour; grand-of. 13f. 61; comm. 5,44 of. 2.72 lég. 68c. pour 10 jours idem 136 r1 id. 54,44 id. 27, 22 id. 6.81. pour 1 mois id. 408.33 id. 163.33 id. 81.67 id. 20.42.

- 2. Les conseils d'administration titulaires et les conseils éventuels se concerteront, asin de n'adresser à la grande trésorerie qu'un seul état par semestre, pour tout le corps qu'ils administreront. Les conseils stationnés en France et dans les pays étrangers où la légion a des payeurs établis, seront chargés de l'envoi de cet état.
- 3. Des états dûment visés par un inspecteur aux revues, leur seront adressés, à cet effet, par les autres conseils et les commandans de détachement. Les états partiels seront représentés à l'inspecteur, qui visera l'état-général; il distinguera, dans son visa, les journées qu'il aura constatées lui-même, de celles qu'il certifiera d'après les états partiels; pour opérer cette distinction, après avoir exprimé, dans l'arrêté, la quantité générale des journées de présence, l'inspecteur ajoutera, ainsi qu'on l'a fait dans le modèle: « dont ... journées ont été constatées par les états particuliers qui m'ont été représentés. »

4. L'état général, ainsi visé, sera envoyé au (a) grand trésorier de la légion d'honneur, avec les états partiels à l'appui, (nota) les états partiels devront être distingués de l'état général, par

les mots, états partiels.

5. Lorsque aucun des conseils d'administration d'un corps ne se trouvera à portée des payeurs de la légion, le montant de létat du corps ne pourra être payé qu'autant que le conseil qui en fera l'envoi, déléguera quelqu'un à qui les fonds pourront être remis dans l'un des lieux où la légion d'honneur effectue ses paiemens. Dans ce cas, il suffira d'ajouter, dans le certificat de l'état général, après ces mots, pour les causes y énoncées, l'invitation qui suit : nous invitons S. Exc. le grand-trésorier à vouloir bien faire payer la somme ci-dessus à M.

(désigner exactement les nom, prénoms, qualité et

demeure de la personne chargée de recevoir.)

Les conseils d'administration auront la même faculté, et feront leur délégation dans la même forme, lorsqu'ils désireront être payés ailleurs que dans les lieux où ils sont stationnés.

6. Le traitement des légionnaires se paie depuis le jour de leur nomination inclusivement, jusqu'au jour de leur décès aussi inclu-

sivement.

7. Conformément à l'art. 3 du décret impérial du 18 février 1810, le traitement des grands officiers, commandans et officiers de la légion, ne doit courir qu'à compter du premier janvier de l'année qui suit celle dans laquelle ils sont nommés; il se paie jusqu'au jour de leur décès inclusivement.

8. D'après le décret impérial du 25 mars 1811, le traitement

⁽e) Quelques corps négligent d'adresser directement leurs états au grand trésorier; il en résulte nécessairement, pour le paiement, des retards qu'ils doivent s'imputer.

3. me sect. - PAIEM. DU TRAIT. DE LA LÉG. D'HON. - NUM. 569. 407 des membres de la légion d'honneur est assujetti à une retenue de deux pour cent, à compter du premier avril 1811. En conséquence, à partir de cette époque, le traitement sera calculé suivant le nouveau tarif ci-joint numéro 2.

9. Lorsqu'un membre de la légion quittera son corps, par réforme ou par retraite, le conseil d'administration lui remettra un certificat de cessation de paiement, conforme au mod. num.

3. La note a sera inscrite en marge comme sur le modèle.

10. Lorsqu'un membre de la légion passera dans un autre corps, on lui remettra de même un certificat de cessation de paiement, portant la note c en marge.

11. S'il devient officier sans troupe, le certificat de cessation

de paiement portera la note b.

12. La cessation de paiement aura lieu (dans quelque cas que ce soit), le dernier jour du mois qui précédera le départ du membre de la légion; les conseils d'administration veilleront à ce que la même époque de cessation de paiement soit indiquée dans le certificat modèle n.º 3, et dans l'état modèle n.º 1.er

Ils auront soin que les numéro, nom, prénoms, grade au corps et dans la légion, soient exactement rapportés dans le cer-

tificat, de la même manière que dans le modèle.

13. Le conseil d'administration ne pourra réclamer le traitement d'un membre de la légion venant d'un autre corps, sans joindre à l'appui de l'état n.º 1.67 Le certificat de cessation de

paiement. Voy. la note c en marge du modèle n.º 3.

14. Lorsqu'un membre de la légion sort des états majors, il n'est pas nécessaire qu'il produise un certificat de cessation de paiement; il suffit, dans ce cas, d'inscrire sur l'état dressé conformément au modèle n° 1.er, la même note que celle qui est portée à l'article de M. Bouvier.

15. Il est instamment recommandé de porter éxactement les numéros des membres de la légion, tant sur les certificats de cessation de paiement et sur les états n.º 1.er, que sur les autres pièces que les conseils d'administration sont dans le cas d'adresser à la grande-trésorerie ou de remettre aux légionnaires.

16. Pour faciliter les recherches et pour aider la vérification des états de semestre, les conseils d'administration continueront d'y faire inscrire les commandans, officiers et légionnaires dans l'ordre qui a été notifié par la grande trésorerie. Ils ajouteront à la suite de ceux du même grade dans la légion, déjà existans au corps, ceux qui y entreront par la suite, quels que soient leur grade militaire et la date de leur admission dans la légion.

17. Toutes les instructions antérieures relatives à la formation des états de paiement, se trouvent annulées par la présente.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

OBJETS DIVERS.

N.º 570.

Décret additionnel sur l'organisation de l'ordre judiciaire. (extrait).

Du 11 septembre. 1790

Les entrepreneurs des travaux publics, seront tenus de se pourvoir sur les difficultés qui pourraient s'élever en interprétation, ou dans l'exécution des clauses de leurs marchés, d'abord par voie de conciliation, devant le directoire de district; et dans le cas où l'affaire ne pourrait être conciliée; elle sera portée au directoire de département (1), et décidée par lui en dernier ressort après avoir vu l'avis motivé du directoire de district (2).

4. Les demandes et contestations sur le réglement des indemnités dues aux particuliers, à raison de terrains pris ou fouillés pour la confection de chemins, canaux ou autres ouvrages publics, seront portées de même par voie de conciliation devant le directoire de district, et pourront l'être ensuite au directoire de département; lequel les terminera en dernier ressort conformément à l'estimation qui en sera faite par le juge de paix et ses

assesseurs.

5. Les particuliers qui se plaindront de torts et dommages procédans du fait personnel des entrepreneurs, et non du fait de l'administration, se pourvoiront d'abord devant la municipalité du lieu où les dommages auront été commis; et ensuite devant le directoire du district, qui statuera en dernier ressort, lorsque la municipalité, n'aura pas concilié l'affaire.

(2) Voy. aussi sur cette matière le num. 576 page

⁽¹⁾ Voy. le tableau d'assimilation faisant suite à l'introduction vol. I.

N.º 571.

Arrêté concernant la vente des effets mobiliers, de commerce ou d'approvisionnement, non réservés pour le sérvice public.

Du 22 brumaire an 6.

ART. 1. et le ministre des finances est chargé, exclusivement à tout autre ordonnateur, de faire procéder à la vente des effets mobiliers, marchandises, effets de commerce ou d'approvisionnement, non réservés pour le service public.

2. Les autres ministres, tous autres ordonnateurs, leurs agens ou préposés qui auront à leur disposition, des objets pareils à ceux dénommés dans l'article précédent, en adresseront successivement les états au ministre des finances; ils lui feront part, en même temps, du mode d'après lequel ils pensent que la vente peut en être faite le plus avantageusement.

3. Le ministre des finances fera connaître aux autres ministres ou aux autres ordonnateurs, respectivement, le résultat des ordres qu'il aura donnés pour la disposition des objets dont ils lui auront remis l'état.

4. Le ministre des finances fera rentrer le produit des ventes à la trésorerie, comme y parviennent les récettes ordinaires: Il lui en sera tenu compte en la meme forme (î).

N.º 572.

Extrait de la loi concernant les droits à percevoir sur les grandes routes.

Du 3 nivôse an 6.

5. Les troupes de cavalerie marchant en corps, les gendarmes, les officiers et soldats de toute arme, voyageant séparément ou à cheval, revêtus de leur uniforme et munis de billets de route, sont affranchis de la taxe à payer aux barrières (2).

(2) Voy. l'arr. du 28 prairial au 11 num. 578.

⁽¹⁾ Voy. encore pour les ventes d'objets militaires le num. 575.

17. Le nombre des receveurs sera, autant qu'il sera possible, à chaque barrière, de trois militaires invalides ou retirés avec une paie ou pension, sachant lire et écrire; ils seront choisis par le directoire exécutif: l'un d'eux devra être supérieur en grade, et sera chef du bureau.

18. Le nombre des inspecteurs ne pourra pas excéder deux ceut

cinquante.

Ils seront aussi choisis par le directoire exécutif, autant qu'il sera possible parmi les militaires ayant fait trois campagnes dans la guerre de la liberté, ou ayant droit à un traitement de résorme d'après les lois.

Ils ne jouiront pas des pensions auxquelles ils auront droit,

pendant qu'ils exerceront les fonctions d'inspecteurs.

N. 573.

Arrêté qui détermine la manière de régler les dépenses imprévues faites dans les départemens pour le service militaire.

Du 18 fructidor an 8.

ART. 1. et A compter du premier vendémiaire an 10, les préfets feront régler, par le commissaire-ordonnateur de la division militaire, les dépenses en fournitures de denrées, manutention et transports, que des circonstances imprévues pourraient exiger pour le service militaire, dans les départemens.

2. Ce réglement devra être spit dans la décade qui suivra la

fourniture essectuée.

3. Dans la décade suivante, le commissaire-ordonnateur adressera au ministre de la guerre, les pièces des services par lui réglés.

Le montant en sera ordonnancé par le ministre, dans la forme ordinaire et payé en numéraire sur les fonds mis à sa disposition.

4. Il sera fait déduction par le ministre de la guerre, du montant de ces dépenses, sur les premiers paiemens à faire aux

compagnies chargées du scrvice.

5. Au moyen de ces dispositions, il est de nouveau expressément dé'endu à toute autorité civile ou militaire, à peine d'en répondre personnellement, de disposer d'aucune somme dans les caisses publiques. Les payeurs et receveurs seront également responsables de tout ce qu'ils auraient payé sans une ordonnance régulière.

N.º 574.

Arrêté concernant l'emploi, la destination et le placement des chevaux des différens services de l'armée. (1)-

Du 29 germinal an 9

TITRE PREMIER.

Revues des chevaux des différens services de l'armée, distinction en différentes classes, nombre qui doit être conservé.

Art. 1.er L sera conservé (2).

5. Pour procéder au choix des chevaux qui devront être conservés, les chevaux des différens services de l'armée du Rhin se réuniront successivement à Strasbourg, ceux de l'armée des Grisons, à Besançon, ceux de l'armée d'Italie, à Milan.

6. L'officier général commandant en chef l'artillerie de chaque armée passera une revue desdits chevaux. Il les distinguera en trois classes: 1.º hons; 2,º pouvant être réparés; 3.º devant être vendus; il fera distinguer, par des marques différentes, les chevaux de chacune de ces trois classes.

7. Il répartira, s'il y a lieu, et suivant leur nombre, les chevaux qui doivent être vendus, en deux, trois ou quatre bandes.

Une ou plusieurs handes seront vendues dans le lieu de la réunion, et les autres dans les villes environnantes. Tout sera vendu à l'enchère, sous la surveillance du préset du département (3).

8. Les sommes provenant de la vente desdits chevaux seront versées de suite entre les mains du receveur du département, qui en fournira des bons à vue. lesdits bons seront adressés au directeur du trésor public, et le montant en sera remis à la ban-

⁽r) Le décret imp. du 11 avril 1810, qui supprime le matériel des compagnies d'artillerie attachées à chaque régiment d'infanterie, contient à-peu-près les mêmes dispositions, à l'égard, du placement, chez les cultivateurs des departemens limitrophes des parcs, des chevaux conservés, pour être réproduits ou remplacés au premier besoin - Semblables mesures avaient été prises par le décret du 13 niv. au 2 et par l'arr. du 14 pluv. an 8.

⁽²⁾ Les art. 1, 2, 3 et 4 règlent le nombre des chevaux que l'on a dû conserver à cette époque; ils sout inutiles à connaître.

⁽³⁾ Voy. l'art. 4 de l'arr. du 9 flor. an 9 num. 575.

que de France, pour être placé dans la caisse d'épargnes à intérêt accumulé de six mois en six mois.

Les sommes provenant de ladite vente, ainsi que les intérêts, resteront entre les mains de la banque, jusqu'au moment où il sera nécessaire de faire une nouvelle levée de chevaux pour l'armée.

TITRE 2.

Destination et placement des chevaux qui doivent étre conservés (1).

18. Les 13,600 chevaux à répartir dans l'intérieur de la Fran-

ce, le seront dans les départemens ci-après désignés:

Dyle 180; Escaut 340; Forêts 480; Jemmapes 330, Lys \$10; Marne 470; Meurthe 400; Meuse 530, Meuse Inférieure 190; Mont-Tonnere 370; Moselle 540; Deux-Nèthes 150; Nord 450; Ourte 280; Pas-de-Calais 830; Bas-Rhin 320; Haut-Rhin 280; Rhin et Moselle 150; Roer 400; Sambre-et-Meuse 190: Sarre 270; Somme 400; Vosges 290; Ain 60; Aube 120; Doubs 50; Côte-d'Or 150, Jura 60 Haute-Marne 80; Nièvre 50; Saône-et-Loire 50; Haute-Saône 50; Yonne 130; Allier 80; Ardeche 40; Cantal 40; Cher 100; Creuse 50; Gard 150; Herault 140; Indre 80; Loire 60; Haute-Loire 60; Lozère 20; Puyde-Dôme 80; Rhône 50; Tarn 70; Vienne 110; Haute Vienne 70, Seine-et-Oise 340; Seine-et-Marne 340; Oise 340; Aisne 340; Loiret 340; Eure-et-Loire 340; Calvados 340; Manche 340; Orne 340; Seine-Inférieure 340.

14. Le ministre de la guerre déterminera quels départemens seront réservés aux chevaux de l'armée du Rhin, et quels le se-

ront à l'armée des Grisons.

15. Les 2,800 chevaux qui devront être placés dans la République Cisalpine, le seront dans les départemens en-deçà du Mincio.

TITRE 3.

De la manière dont les chevaux seront conduits dans les départemens -- Mode et conditions de leur placement.

16. Le général commandant en chef l'artillerie de chaque armée, après avoir fait la revue et la répartition ordonnées par les articles ci-dessus, préviendra les présets des départemens res-

⁽¹⁾ Les art. 9, 10, 11 et 12 déterminent les lieux où seront employés les chevaux conservés en activité de service; ils sont inutiles à connaître.

pectifs, du nombre de chevaux qui leur seront destinés, et de l'époque où ils arriveront au premier gîte situé dans le département.

Le commandant de l'artillerie fera partir, sans nul délai, les chevaux du dépôt général de l'armée.

Le sort décidera quels chevaux seront envoyés dans chaque.

département.

17. Le convoi destiné pour chaque division militaire, sera commandé par un capitaine du train d'artillerie, choisi à cet effet par le général commandant l'artillerie.

Il aura sous ses ordres autant de lieutenans ou sous-lieutenans

du train, qu'il y aura de départemens dans la division.

Ces lieutenans ou sous-lieutenans, choisis aussi par le général commandant l'artillerie de l'armée, seront chargés pendant la route, de la surveillance des chevaux du département auxquels ils devront eux-mêmes être attachés.

Ils auront chacun, sous leurs ordres, autant de maréchauxdes-logis en chef ou ordinaires, qu'il y aura de sous-présectures dans le département. Ces maréchaux-des-logis, choisis aussi par le général commandant l'artillerie de l'armée, seront spécialement chargés, pendant la route, de la surveillance des chevaux de la sous-présecture à laquelle ils devront être eux-mêmes attachés.

Il sera choisi parmi les soldats du train, un homme pour quatre chevaux. ils les conduiront jusqu'à la municipalité dans

laquelle ils devront être placés.

18. Les présets seront la répartition du nombre des chevaux entre les sous-présectures. Ils prendront pour base le contingent sourni par chaque sous-présecture lors de la levée du contingent de l'an 8. Le sort décidera des chevaux qui seront envoyés dans chaque sous présecture.

Les présets prendront des précautions asin que les chevaux soient, dès leur entrée dans le département, dirigés vers les

sous-préfectures dans lesquelles ils devront être placés.

19. Les sous-présets répartiront entre les municipalités, le nombre des chevaux qui auront été destinés à la sous-présecture: ils suivront les bases et prendront les précautions prescrites par l'art. ci-dessus.

Les maires placeront les chevaux destinés à leurs municipalités, chez les cultivateurs qui paient les plus fortes quotes de

contribution.

20. Les chevaux arrivés dans chaque municipalité, ne recevront de rations de fourrages de la république, et ne seront soignés

par les soldats du train, que pendant trois jours au plus.

21. Tout individu qui aura reçu un cheval, en aura la libre et entière disposition, il sera tenu de fournir à l'état, dans le mois qui suivra la réquisition qui, en cas de guerre, lui cu sera saite, un cheval ou mulet propre au service du train d'artille-

rie, c'est-à-dire, âgé de cinq à dix ans, taille, pour les mulets, d'un mètre, 54 à 57 centimètres, (ou 4 pieds 9 à 10 pouces); taille pour les chevaux, d'un mètre, 49 à 54 centimètres, (4 pieds 7 à 9 pouces), sains, nets et exempts de vices rédhibitoires.

22. Tout individu qui aura reçu un cheval ou mulet, pourra, après cinq ans à dater du jour de la réception, verser entre les mains du receveur de l'enregistrement de son arrondissement, une somme de 250 fr., s'il a reçu un cheval de la première classe, et une somme de 210 francs, s'i a reçu un cheval de la seconde classse; au moyen de ce paiement, il sera déchargé de toute responsabilité pour le cheval qu'il aura reçu (1).

23. A mesure que les receveurs de l'enregistrement recevront les sommes ci-dessus, ils les feront passer à la trésorerie, qui les versera dans la banque de France, aux clauses et conditions ex-

primées ci-dessus, art. 8.

24. Au départ des chevaux ou mulets, pour les chefs-lieux de présecture, il scra sormé, pour chaque département un contrôle général de chevaux consiés à chaque chef de convoi; contenant leur âge, taille, signalement, numéro et classe.

Il sera ensuite formé un contrôle pareil par sous-préfecture, contenant les noms des municipalités, il en sera enfin formé un troisième, par municipalité, du nom des individus auxquels les

chevaux ou mulets auront été remis.

Ces deux derniers contrôles seront tenus par les maréchauxdes-logis, ils en donneront un extrait à chacun des propriétaires auxquels on aura confié des chevaux ou mulets.

25. Les officiers du train jouiront du traitement ci-après, qui

leur sera payé tous les mois sur revue, savoir:

Les officiers jouiront, en outre de l'indemuité de logement attribuée à leur grade.

Les maréchaux-des-logis auront 240 fr., chacun par an, pour

leur logement et vêtement.

Au moyen du traitement ci-dessus, ils n'auront aucune indemnité à réclamer pour leurs frais de tournée (2).

(2) L'arrêté du 13 messid. an 10, accorde néanmoins aux sous-officiers, 10 fr. de supplément dont, 6 fr. pour frais de tournée, et 4 fi. pour

logement. Circul. du 21 germ. an 11; voy. le tarif num. 35.

On leur a de même accordé une indemnité journalière en remplacement

⁽¹⁾ En cas de décès du dépositaire d'un chevel, le maire se fera représenter le cheval déposé, et fera constater s'il a les qualités requises par l'art. précédent, dans ce cas le maire en donners décharge à la succession et consiera le cheval soit à l'un des héritiers, soit à un autre citoyen solvable de la commune, dans le cas contraire, il en réclamera le prix sur la succession, et le fera verser à la caisse d'amortissement. Déc. imp. du 11 avril 1810 art. 13.

26. Les maréchaux-des-logis du train seront uniquement tenus de se transporter, tous les ans, dans chaque municipalité de la sous préfecture, afin de s'assurer de l'existence des citoyens qui auront reçu des chevaux, et, en cas de mort reconnaître les héritiers. Ils rendront compte de leurs tournées aux lieutenans, et et ceux-ci aux capitaines; pour qu'ils fassent sur les contrôles les changemens nécessaires, et ces derniers à l'inspecteur général de l'artillerie.

27. Les soldats du train qui auront conduit les chevaux, seront, après l'arrivée desdits chevaux, incorporés dans les corps militaires les plus rapprochés, et dans l'arme pour laquelle ils auront été jugés le plus propres (1).

28. Les harnais provenant des équipages d'artillerie rentrés en France, seront répartis entre les arsenaux de Strasbourg et Be-

sauçon.

Ils y seront de suite réparés à neuf.

La garde et la conservation en seront confiés à un garde-magasin des charrois, sous l'inspection du garde général du parc

d'artillerie, qui en sera responsable.

L'inspecteur-général de l'artillerie, d'après les comptes qui lui seront rendus par les inspecteurs du corps, fera un rapport au ministre de la guerre sur les fonds annuels à faire pour l'entretien de chaque harnais. Au moyen de ces fonds qui seront attribués au garde-général du parc, toutes les réparations ou renouvellemens, qu'ils pourraient exiger au moment où on sera dans le cas d'en faire usage; resteront à sa charge, et seront prélevés tant sur ses appointemens que sur la moitie de la masse d'entrețien qu'il devra laisser en dépôt pour caution de sa surveillance.

des vivres. Cette indemnité variait en raison des divisions où se trouvaient détachés les sous-officers. Circul. du 29 frim. an 11.

⁽¹⁾ Ensuite de l'art. 22 du numéro 76 les officiers et sous officiers, détachés dans les départemens, rejoindront leurs bataillons, lorsque ces bataillons devront se dédoubler.

N.º 575.

Arrêté relatif aux ventes d'objets militaires qui seront faites par suite de l'état de paix.

Du 9 sloreal an 9.

ART. 1. er Les objets que le ministre de la guerre jugera devoir mettre en vente par suite d'état de paix, seront distin-

gués en huit classes, savoir;

- 1.º Equipages d'artillerie; 2.º équipages des vivres; 3.º équipages de l'ambulance; 4.º matériel de l'artillerie; 5.º matériel du génie; 6.º vivres-paiu, vivres-viande, légumes, vins et eaude vie; 7.º approvisionnemens de siège, fourrages, avoines, médicamens; 8.º objets divers qui ne se trouvent pas compris dans les classes ci-dessus.
- 2. Aucune vente ne pourra se faire sans les ordres exprès du ministre de la guerre, qui indiquera la nature, l'espèce et le nombre des objets à vendre, ainsi que les magasins ou places d'où ils pourront_être tirés.

3. Le ministre des sinances sera procéder à ces ventes par les préposés de la régie du domaine national, conformément aux arrêtés du 22 brumaire et 23 nivôse an 5, d'après les indications qu'il aura reçues du ministre de la guerre.

4. Les ventes seront faites en présence du préset ou du souspréset. Quant aux objets d'artillerie, y compris les attelages; un officier de cette arme devra assister à la vente: il pourra l'arrêter, si les prix sont trop inférieurs à la valeur des objets.

5. Les préfets adresseront sans délai les expéditions des procès-verbaux de vente, tant au ministre de la guerre qu'à celui des finances et veilleront à ce que les préposés de la régie versent avec célérité, et distinctement le produit des ventes dans la caisse du receveur particulier de l'arrondissement, qui en comptera dans la forme ordinaire, mais par bordereaux séparés, au receveur général des contributions.

6. Le receveur général en fournira ses bons à vue au trésor public; il en tiendra également un compte distinct et séparé, et en adressera deux bordereaux, l'un à la trésorerie, l'autre à

la caisse d'amortissement.

7. Les bons à vue du receveur général, ou leur montant en numéraire, seront versés immédiatement par la trésorerie à la caisse d'amortissement.

8. Il sera ouvert à la caisse d'amortissement un compte distinct de cette nature de recette. Ce compte sera tenu en autant adresseront une expédition au directeur-ministre, en lui rendant compte, chaque trimestre, de l'emploi des crédits affectés à la

solde des employés et charretiers des divers services (1).

105. Le directeur-ministre sera tenir dans ses bureaux un compte ouvert, par trimestre, pour les dépenses de la solde à la charge de chaque masse. Ce compte sera la récapitulation des comptes particuliers et extraits de revue qui lui auront été a-dressés par les ordonnateurs en conséquence de l'art. précédent.

5.º SECTION.

Paiement et régularisation de la dépense des équipages militaires en entreprise (2).

- 106. Lorsque les équipages militaires seront en entreprise, la solde accordée à l'entrepreneur pour l'entretien des chevaux et des voitures, sera payée par à compte tous les mois, dans les proportions déterminées par le marché de l'entrepreneur, en vertu d'ordonnances du directeur-ministre, ou d'après les ordonnances des commissaires-ordonnateurs, imputables sur des crédits ad-hoc.
- 107. Le commissaire-ordonnateur en chef de chaque armée, et l'ordonnateur de chacune des divisions dans lesquelles lesdits équipages seront employés, adresseront au directeur-ministre, à l'époque du 30 du premier mois de chaque trimestre, chacun pour ce qui concernera son arrondissement.

1.º Le bordereau général de la solde due à l'entrepreneur, d'après le décompte de liquidation des revues générales qu'ils auront reçues pour le trimestre précédent, en conséquence de

l'art. 80, ensemble lesdites revues à l'appui.

2° Le bordereau général des sommes dues à l'entrepreneur pour le même trimestre, pour tout autre motif que la solde affectée à l'entretien des équipages, ensemble les procès-verbaux et autres pièces justificatives à l'appui;

3.º Le bordereau général des sommes que l'entrepreneur pourrait devoir au gouvernement, pour quelque motif que ca soit, dont la dépense serait applicable audit trimestre, ensemble les procès-verbaux et autres pièces justificatives à l'appui;

4.º Le bordereau des avances de fonds ou valeurs représentatives que les dits commissaires-ordonnateurs auraient pu faire à l'entrepreneur ou à ses agens dans le cours du trimestre des revues.

(2) Voy. la note placée à l'art. 102.

⁽¹⁾ Même observation qu'aux articles 93 et 94, voy. le tit. 13 de l'instruction du premier septembre 1810, num. 548.

Les commissaires-ordonnateurs, à la même époque, remetront à l'entrepreneur une expédition de chacun desdits bordereaux.

division, pour le trimestre expiré, le relevé général des sommes qui lui seront dues par le gouvernement, d'après les deux premiers bordereaux énoncés à l'article qui précède: il en déduira les sommes à lui imputer d'après le troisième bordereau, ensemble les paiemens d'avances qui lui auront été faits, et il adressera ce relevé en deux expéditions au directeur-ministre, dans le cours du second mois qui suivra le trimestre des revues.

109. Le ministre-directeur fera vérisser dans ses bureaux le relevé général produit par l'entrepreneur sur les bordereaux, revues et autres pièces justificatives, qui lui auront été adressées d'après l'àrticle 107; et après s'être assuré de l'exactitude de ce relevé, il réglera définitivement la somme due à l'entrepreneur,

et lui expédiera les ordonnances de paiement du solde.

TITRE 3.

Des masses.

1. Te SECTION.

Paiement des masses et indemnités payables à l'avance comme la solde.

110. Scront payées à l'effectif et à l'avance, de quinze jours en quinze jours, comme la solde, d'après les bases déterminées ci-après:

1.º La masse du chauffage, lorsqu'elle ne sera pas sournie

en nature (1);

2.º La masse du ferrage pour les bataillons du train d'artillerie (2);

3.º L'indemnité qui 'peut être accordée en remplacement des vivres de campagne;

4º La seconde portion de la masse générale (3).

(2) Aujourd'hui de harnachement et serrage pour tous les corps de cavalerie, decret du 6 juillet 1806.

Une portion de cette masse est payée à hureaux ouverts aux corps employés hors du territoire de l'empire et au delà des alpes; voy. le décrdu 23 mai 1810 num. 545.

⁽¹⁾ La masse de chauffage est acquittée à la fin de chaque mois, art. 5 du décret du 16 mai 1810 num. 548.

⁽³⁾ Les deux portions de la masse générale sont réunies sous le titre de masse d'habillement; une partie de cette masse, ainsi que plusieurs articles du dépenses sont payables à bureaux ouverts de la même manière que la solde; voy. les num. 545, 547 et 552.

111. Le paiement de chacune de ces masses et indemnités, se fera ensuite d'états établis aux premier et 16 de chaque mois, certifiés et quittancés par les conseils d'administration, visés et et vérifiés par les sous-inspecteurs aux revues.

Ces états, conformes au modèle (1) num. 14, porteront décompte provisoire des sommes à payer pour quinze jours (2),

et présenteront, savoir:

Pour la masse de chauffage, l'effectif des sous-officiers et soldats présens, en station, et ne recevant pas le chauffage en nature;

Pour la masse (3) de ferrage des bataillons du train, l'effe-

ctif des chevaux de trait et haut le pied;

Pour l'indemnité de vivres, l'effectif des officiers, sous-officiers et soldats présens ayant droit aux rations qu'elle représente, et

ne les recevant pas en nature;

Pour la seconde portion de la masse génerale (4), l'effectif des sous-officiers et soldats, ainsi que le nombre des hommes incorporés dans le cours des derniers quinze jours, et celui des hommes

désertés pendant le même temps.

jours être payée en totalité dans les mains du conseil d'administration de chaque corps, sauf à lui à faire passer aux détachemens les sommes nécessaires pour les frais d'entretien dont ils

pourront être chargés (6).

Au moyen de cette disposition, les états prescrits à l'article précédent, lorsqu'ils concerneront des détachemens s'administrant eux-mêmes, après avoir été vérifiés et arrêtés par les sous-inspecteurs, seront envoyés par les chefs de ces détachemens au conseil d'administration du corps: le conseil, après les avoir soumis au visa du sous-inspecteur ayant la police du corps, les présentera au payeur de la caisse duquel il tirera sa solde, pour le montant en être, par ce dernier, payé audit conseil et sur sa quittance provisoire au pied de chaque état (7).

113. La masse du chauffage sera payée d'apres la fixation déterminée pour chaque arrondissement par le directeur-ministre,

en raison du prix des combustibles (8).

114. Lorsque le chauffage sera fourni en nature, la compta-

(4) Voy, la troisième note placée à l'art. précéd.

(5) La masse d'habillement,

(7) Ces dispositions sont devenues inutiles.

⁽¹⁾ Ces modèles ne sont plus les mêmes; voy. la note de l'art. 6.

⁽²⁾ Ou pour un mois.
(3) La masse de harnachement et ferrage de tous les corps de troupes à cheval, est calculée sur le nombre de journées des chevaux de chaque corps.

⁽⁶⁾ Ces dispositions ont subi quelques modifications; voy. le décret du 23 mai 1810 num. 545.

⁽⁸⁾ Voy. le tarif num. 37, et la page 117 du vol. III, note 3.

bilité de ce service sera établie et réglée comme il sera prescrit pour les subsistances.

SECTION 2.

Décompte et Régularisation de la dépense des masses payables comme la solde.

115. Il sera fait en triple expédition, des extraits de chaque revue générale des corps ou détachemens, pour servir à liquider et à régulariser la dépense des masses payables comme la solde, suivant les modèles n.º 15 (1).

L'extrait relatif à la masse du chauffage offrira les journées

de présence en station de tous les sous-officiers et soldats.

L'extrait concernant la masse de ferrage des bataillons du train présentera les journées des chevaux autres que ceux des officiers (2).

L'extrait concernant l'indemnité des vivres présentera les journées de présence en station des officiers, sous-officiers et soldats

y ayant droit.

L'extrait relatif à la seconde portion de la masse générale (3), présentera toutes les journées diverses portées à la revue pour les sous-officiers et soldats, et, en outre, l'effectif des hommes incorporés pendant le trimestre de la revue, sans avoir été habillés ni équipés aux frais du gouvernement, ainsi que le nombre des hommes désertés dans le cours du même trimestre, avec une addition de trois-cent soixante-ciuq journées pour chaque homme nouveau, et une déduction de cent quatre-vingt-deux journées pour chaque homme déserté (4).

(1) Voy. la note placée à l'art. 93 et aux suivans, les modèles dont il est ici question ne sont plus les mêmes.

⁽²⁾ La masse de harnachement et ferrage pour tous les corps de cavalerie; (voy la note 2 placés à l'art, 110) sera calculée sur l'effectif des chevaux de chaque corps.

⁽³⁾ La masse d'habillement; voy. la note 3 placée à l'art. 110.

Le sous-inspecteur appliquera sur ces divers extraits le décompte de liquidation de la dépense que chacun devra justifier.

Ce décompte sera établi sur la base des journées portées aux extraits, de manière à présenter par chaque journée soit la fixation particulière, soit la trois-cent soixante-cinquième partie de la fixation annuelle (1).

116. Après avoir arrêté les trois expéditions de chacun des extraits portant décompte, désignés à l'article précédent, le sous-inspecteur les adressera au payeur, comme il est prescrit article

93 (2).

Néanmoins et en conséquence de l'article 112, lorsque ceux de ces extraits qui seront applicables à la masse générale, concerneront des détachemens s'administrant eux-mêmes, les trois expéditions en seront adressées par le sous-inspecteur qui les aura formés, au sous-inspecteur dans l'arrondissement duquel résidera le conseil d'administration du corps; et ce dernier sous-inspecteur, après les avoir visés, les transmettra au payeur du même arrondissement.

a la suite de chaque expédition, consommera et signera contradictoirement avec le conseil, d'administration du corps ou le chef du détachement, ainsi qu'il est prescrit pour la solde, le décompte définitif des paiemens des masses ou indemnités qui en seront l'objet. Les acquits provisoires mentionnés aux articles 111 et 112 seront imputés dans ce décompte, et donnés pour comptant au corps. Après cette opération terminée, une expédition de chaque extrait sera remise au corps; une autre restera au payeur; et la troisième sera renvojée, par ce dernier, au sous-inspecteur, lequel la fera passer à l'inspecteur de la division, avant le 10 du second mois qui suivra le trimestre de la revué.

118. Les inspecteurs réuniront, chacun pour sa division, les extraits de revue qu'ils auront reçus d'après l'article précédent; ils en formeront des bordereaux généraux par trimestre (modèle numéro 15 bis) (3) qu'ils adresseront au directeur-ministre du (4) 10 au 20 du second mois qui suivra le trimestre des revues, avec les extraits à l'appui.

(2) Même observation qu'aux articles 93 et 94 pour ces dispositions et pour les suivantes.

⁽¹⁾ Relativement aux indemnités de convois et de transports directs, les corps établiront suivant le modèle annexé à l'instruction faisant suite au décret du 10 avril 1806 sous le num. 3: un bordereau de ces indemnités auxquelles ils auront en droit et le remettront à l'époque de la revue au sous-inspecteur, ce dernier après vérification le comprendra dans la revue du trimestre; voy. l'art. 9 du num. 498.

⁽³⁾ Le modèle de ce bordereau n'est plus le même; voy. la note placée à l'article 6.

⁽⁴⁾ Voy. la note placée aux articles 93 et 94.

119. Le ministre-directeur sera tenir dans ses bureaux un compte ouvert par trimestre pour la dépense de chacune des masses payables commo la solde. Ce compte sera formé d'après les bordereaux et extraits qui lui auront été envoyés, et servira avec l'état prescrit par l'article 221, à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

3.º SECTION.

Paiement du supplément de solde.

120 (1). Le supplément d'étape aux troupes en marche dans l'intérieur, sera payé à l'avance comme la solde, et par préséférence à toute autre dépense.

Ce supplément sera payé, pour toutes les journées de marche et de séjour, depuis et compris le jour du départ jusqu'à celui

de l'arrivée à destination inclusivement (2).

Néanmoins il ne sera point payé pour un mouvement de troupe qui n'exigerait qu'un jour de marche, bien que ce mouvement

eût pour objet un changement de destination.

Hors le cas de changement de destination, il ne sera pas payé non plus pour un mouvement de troupe qui n'exigerait que deux jours de marche, c'est-à-dire, à une troupe qui sortirait du lieu de son cantonnement pour y rentrer le leudemain.

Les rations de vivres et de fourrages doivent être fournies par les préposés à la subsistance des troupes en marche, pour tous

les jours où le supplément d'étape est payé.

Les corps et détachemens ont seuls droit au traitement d'étape. Pour former un détachement, il faut être au moins six hommes réunis du même corps (3).

Les troupes en marche dans la circonscription d'une armée, ne peuvent prétendre au traitement d'étape, si elles font partie de

ladite armée,

L'indemnité accordée aux officiers de troupes à pied, âgés de plus de cinquante ans (4), lorsqu'ils voyagent dans l'intérieur avec leurs corps ou détachemens, sera considérée comme supplément d'étape, et payée sur les mêmes pièces et pour les mêmes jours.

121. Lorsqu'une troupe devra se mettre en marche dans l'intérieur, la veille de son départ le conseil d'administration établira, d'après la revue d'effectif qui en aura été faite et trans-

(3) Voy. relativement aux détachemens, qui se trouvent, pendant la route, réduits au-dessous de 6 hommes : la note de l'art. 5 du num. 551.

⁽¹⁾ Le supplément d'étape est réuni à la solde; voy. le num. 415 vol 111. (2) Ces dispositions et les suivantes ont été rappelées dans l'instruction faisant suite au décret du 30 décembre 1810 num. 551.

⁽⁴⁾ Cette indemuité est encore accordée à plusieurs autres classes d'officiers; voy. à ce sujet le num. 495. Elle est actuellement payée à l'instar des în lemuités de route pour les officiers qui voyagent isolément; voy. l'art. 7 du num. 551 : elle n'est pas due pour les séjours.

crite sur la feuille de route le même jour (suivant l'art. 34), l'état des sommes qui devront lui être avancées pour supplément d'étape, jusqu'au plus prochain lieu de son passage, dans lequel résideront à la-fois un commissaire des guerres et un payeur. Cet état sera conforme au modèle u.º 16 (1). Le commissaire des guerres, après l'avoir vérifié sur la revue de départ, y portera son mandat de paiement.

La somme portée à ce mandat sera de suite comptée par le payeur au conseil d'administration, qui en donnera son acquit

provisoire au bas de la pièce (2).

dont le corps aura besoin pendant sa reute, à chaque lieu de passage qui sera en-même-tems la résidence d'un commissaire des guerres et d'un payeur. En cas d'absence du commissaire des guerres, il sera remplacé par le commandant d'armes, et, à défaut de celui-ci, par le préset ou sous-préset (3).

Chacun des états sur lesquels sora établi le décompte de ces avances, aura pour base la dernière revue de route, et les mu-

tations survenues depuis le dernier paiement (4).

ment détupe, il sera tenu de la mentionner tant sur la feuille de route, que sur le livret de solde du corps ou détachement qui la recevra.

124. Les acquits provisoires du supplément d'étape qui auront été donnés en conséquence des articles 121 et 122, seront envoyés au payeur dans l'arrondissement duquel devra se rendre le corps (5), pour lui être rendus comme nuls, après que le montant en aura été précompté ou imputé sur le décompte du supplément d'étape, ainsi qu'il sera dit à l'art. 126 (6).

(4) Les formalités prescrites par l'art, 122 doivent pareillement être suivies pour les avances à faire aux troupes d'artillerie de la marine aux compagnies d'ouvriers militaires de la marine, aux bataillons de flotille et de marine impériale; instruction du 15 février 1809.

(5) Les acquits de toutes les sommes payées sous quelque dénomination; et à quelque titre que ce soit sont adressés au payeur-général pour être remis anx denx ministres de la guerre chacun pour ce qui le coucerne; art. 11 et 12 du numéro 544.

(6) Les acquits pour avances faites aux troupes de la marine désignées dans la note de l'art. 122 seront adressés au payeur-général de la marine; instruction du 15 février 1809.

⁽¹⁾ Ce modèle n'est plus le même; voy. relativement à ces dispositions l'art. premier et suivans du num. 415, vol. III.

⁽²⁾ Ce mode de paiement est également applicable aux indemnités de convois; voy. l'art. 5 du num. 544 et l'art. 9 du num. 498.
Voy. l'art. 9 de l'instruction du 4 mars 1811 num. 551.

⁽³⁾ L'on doit s'assurer auparavant de viser ces états, qu'ils renferment tous les renseignemens nécessaires pour faire connaître les corps ou détachemens qui doivent en supporter l'imputation; circul. du 29 sept. 1807.

4. SECTION.

Décompte et régularisation de la dépense du supplément d'étape (1).

125. Il sera formé un extrait de chaque revue générale, pour constater les journées de route et servir àu décompte et à la ré-

gularisation de la dépense du supplément d'étape.

Cet extrait, consorme au modèle numéro 17, présenterà par grade les journées de présence en route dans l'intérieur, des officiers, sous-officiers et soldats qui auront voyagé en corps ou détachement. Le sous-inspecteur y portera le décompte de liquidation des sommes dues pour raison desdites journées; et après l'avoir arrêté en triple expédition, il l'adressera au payeur, comme il est prescrit article 93 (2).

126. Aussitôt la réception dudit extrait, le payeur établira à la suite, consommera et signera avec le conseil d'administration, le décompte définitif du supplément d'étape. il imputera dans ce décompte toutes les avances qui auront été faites au corps, d'après les articles 121 et 122; à l'effet de quoi communication lui sera donnée par le conseil, du livret de solde et des feuilles de route sur lesquels ces avances auront été mentionnées en exécution de l'art. 123.

Les extraits recevront ensuite les destinations prescrites par les

articles 117 et 118.

127. Le ministre-directeur fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre pour le supplément d'étape. Ce compte sera formé d'après les bordereaux et extraits de revue, dont une expédition doit être envoyée au directeur-ministre, en conséquence du dernier paragraphe de l'article précédent. Il servira à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

5.º SEGTION.

Paiement, décompte et régularisation des indemnités de route aux militaires isolés.

128. Les indemnités de route aux officiers, sous-officiers et soldats voyageant isolément, continueront d'être payées sur con-

(2) La dépense pour la solde en route des détachemens de prisonniers de guerre etrangers sera régularisée d'après le mode prescrit pour les indemnités de route; circul. du 6 février 1806 et art. 11 du numéro 551.

⁽¹⁾ Toutes les dispositions que renferme cetté section sont devenues inutiles par suite de la réunion du supplément d'étape à la solde : voy. les notes placées à l'art. 120 : et par suite du nouveau mode de régularisation des paiemens. Voy. la note de l'art 93.

pons délivrés par les commissaires des guerres, dans toutes les positions indiquées par les réglemens (1).

129. Les coupons acquittés de ces indemnités ne seront point considérés comme acquits définitifs dans les mains des payeurs.

de mentionner exactement sur les seuilles de route des militaires isolés, les coupons et les sommes qu'ils leur auront délivrés pour indemnités de route (2). Cette double mention servira aux corps pour les retenues à exercer sur lesdits militaires, lorsqu'ils auront rejoint, pour raison des indemnités de route qu'ils auraient touchées sans y avoir droit; au moyen de quoi les conseils d'administration ne pourront resuser les effets d'imputation dont la retenue devra être faite aux militaires qui auront marché isolément, à moins qu'il ne soit justifié que ces militaires n'auraient pas rejoint, et en même têms qu'il ne resterait rien à leur masse de linge et chaussure.

131. Les avances qui pourraient être faites en route aux militaires isolés, pour objet de chaussure, seront considérées comme indemnités de route payées à des hommes qui n'y avaient pas droit, eu égard à leur position. Elles seront conséquemment mentionnées sur les feuilles de route, retenues et imputées comme il

est dit à l'article précédent.

132. Il ne sera fourni aux militaires voyageant isolément aucun effet, de quelque nature qu'il puisse être, que par les ordres des commissaires des guerres: ces ordres ne seront délivrés qu'en faveur des militaires (3) porteurs de cartouches en bonne forme, sur lesquelles les fournitures d'effets seront exactement mentionnées par lesdits commissaires des guerres (4).

(2) Les indemnités de route des sous-officiers et soldats pourront être payées par les receveurs des arrondissemens, là où il n'y aura pas de préposés; mais les payeurs ou ces derniers acquitteront seuls l'indemnité de

route des officiers; circul. du 11 germ. an 10.

Les uns et les autres devront acquitter, sous la responsabilité des signataires, tous les coupons qui leur seront présentés, en observant seu-lement que ces coupons, doivent toujours porter la mention expresse de la position des militaires, et ne jamais être signés par des secrétaires ni revêtus de l'empreunte d'une griffe; circ. du 11 germ. an 11.

(3) Ensuite des dispositions du décret du 13 février 1808 numéro 472 Ces mesures sont applicables aux conscrits dirigés sur les corps, et aux

réfractaires conduits aux dépôts.

⁽¹⁾ Les préfets et sous-préfets à défaut de commissaires des guerres, continueront de pourvoir à la délivrance des mandats nécessaires au paiement des indemnités affectées aux sous-officiers et soldats seulement; ils aurout soin de renvoyer pardevant les commissaires des guerres tout officier qui prétendrait aux indemnités de route; instruction du 8 frimaire an 12 réimprimée en l'an 13, numéro 495.

⁽⁴⁾ Une circulaire du germinal an 8, prescrit aux commissaires ordonnateurs de traiter pour la fourniture des effets qui peuvent être nécessaires aux militaires en route, avec des marchands et ouvriers etablis dans les lieux de passage; voy. aussi à ce sujet les articles 42 à 45 du num. 480 page 250 du rot 111.

Les hommes qui se scraient écartés de l'itinéraire tracé par

leurs seuilles de route, ne pourront y prétendre.

133. Le payeur de chaque division réunira, à l'expiration de chaque trimestre, tous les coupons d'indemnités de route et les bons d'avances pour effets de linge et chaussure, qui auront été légalement acquittés pendant le trimestre, tant par lui que par ses préposés et les divers receveurs en exercice dans la division : il en formera un bordereau général, suivant le modèle num. 18, lequel sera divisé en deux chapitres, l'un pour les articles dont la dépense devra rester à la charge du gouvernement, l'autre pour les articles dont la dépense devra être supportée par les militaires qui en auront touché le montant (1).

Il établira en même temps pour les articles compris au dernier chapitre, des seuilles de retenue ou d'imputation par corps (2)

suivant le modèle num. 19 (3).

Ce bordereau général sera soumis en double (4) expédition, avec les feuilles de retenue et les pièces à l'appui, au commissaire-ordonnateur, lequel en fera la vérification, tant sur les pièces que sur les relevés des registres des commissaires des guerres. Après s'être assuré de son exactitude, le commissaire-ordonnateur arrêtera ledit bordereau, et en remettra une expédition au payeur pour valoir, dans les mains de ce dernier, comme pièce de dépense régulière et définitive; il enverra l'autre expédition au directeur-ministre, dans le cours du mois qui suivra le trimestre, avec les feuilles de retenue visées par lui, et les pièces à l'appui de ces feuilles (5).

(2) Sur ces feuilles d'imputation seront compris les mandats délivrés pour le paiement des 20 centimes payés à titre d'avance aux militaires de la garde impériale en sus des trente cent. par myria nètre, ensuite du décret impérial du 12 fructidor an 13; voy, la page 348 du pol. III, note 2.

(3) Voy. relativement aux mandats acquittés pour la solde des prisonniers de guerre en route l'art. 11 de l'instruction du 4 mars 1811, num. 551.

(4) En triple expédition. Voy. les art. 10 et 11 du num 544

⁽¹⁾ Ce bordereau sera formé tous les mois et transmis au payeur-général des depenses de la guerre dans la première quinzaine du mois qui suivra celui des paiemens effectués; art. 10 et 11 du décret du 16 mai 1810 n'um. 544. Le ministre directeur a statué à ce sujet, 1.º que les bordereaux d'un mois pourront comprendre des mandats acquittés dans le mois précédent; 2.º qu'il pourra être formé des bordereaux supplémentaires pour les paiemens faits dans les derniers jours de décembre de chaque aunée; mais que ces bordereaux devront être remis aux commissaires ordonnateurs, trente jours au plus tard., après la date des paiemens. Passé ce délai, ils ne pourront être admis saus une autorisation spéciale; décis. du 14 aeri: 1811. A.

⁽⁵⁾ La vérification du commissaire ordonnateur doit être terminée dans les 10 premiers jours qui suivront la remise des bordereaux, dont deux expéditions seront rendues de suile an payeur: la troisième restera provisoirement entre les mains de l'ordonnateur, avec lés pièces. - A l'expiration du trimestre l'ordonnateur vérifie les bordereaux de chaque mois

Quant aux coupons ou pièces à l'appui du premier chapitre dudit bordereau, ils seront timbrés de la griffe d'annulation de l'ordonnateur, et ils resteront en dépôt dans ses archives jusqu'à la régularisation définitive de la dépense, après quoi ils æront brûlés (1).

134. Le directeur-ministre adressera les seuilles de reenue qu'il aura reçues, d'après l'article précédent, avec les pices à l'appui, aux inspecteurs aux revues: ces inspecteurs seront chargés d'en faire effectuer l'imputation par les sous-inspecteurs ar les décomptes de liquidation de la solde (2) des corps que ces seuilles concerneront respectivement, et de les faire remettre à ces corps en même temps que les extraits de revue sur les décomptes desquels l'imputation aura eu lieu, asin de mettre les corps dans le cas d'exercer la retenue des dépenses qui en seront lobjet, sur la solde des militaires qui en auront profité.

135. Dans le cas où quelques uns des bous on coupons imputés et remis aux corps à l'appui des feuilles de retenue, et exécution de l'article précédent, seraient susceptibles d'être refusés, soit parcequ'ils concerneraient des militaires étrangers auxdits corps, soit parceque la dépense en devrait être supportée par le gouvernement, le conseil d'administration du corps qui n aura supporté l'imputation, en formera un bordereau suivant le medèle num. 20, après avoir cousigné sur chaque pièce le motifs de son refus. Ce bordereau, avec les pièces à l'appui, sra soumis en double expédition au sous-inspecteur, lequel rérifiera le motifs de rejet, et, s'il les trouve légitimes, arrêtera les deux

et les compare aux relevés des registres de moute qui lui sont adressés par le commissaire des guerres. Le résultat de sa vérification es consigné sur une fenite contenant le détail des sommes à faire retair aux fonctionnaires qui auraient indûment délivré des mandats.

Cette feuille, qui sera négative lorsqu'elle n'aura donné lieu à aucune observation, sera envoyée au ministre le 30 du premier nois de chaque trimestre pour celui qui précède. A cet envoi seront jointes les troisièmes expéditions des bordereaux mensuels, ain i que les pices et feuilles de retenue à l'appui du chapitre deux desdits bordereaux; instr. du 25 oct. 1810 A.

(1) On observera à ce sujet qu'il ne peut être fait aucun paiement pour indemnité de route ou ponr avance de linge et chaussure sur lannée expirée, au-delà d'un mois après l'expiration de ladite année, sais ordonnance spéciale; lettre du ministre directeur du 22 ect. 1807.

(2) Les retenues dont il est ici question au lieu d'être opérées sur le solde et de rester ainsi au crédit du ministre de la guerre se feront sur de montant des décomptes de la masse générale et rentreront au crédit du ministre directeur de l'administration; décret imp. du 12 janvier 1807. Les retenues de même nature qui concerneront les officiers sans toupe continueront d'être exercées sur la solde desdits officiers; circul. au 18 janvier annexée au décret ci-dessus. On devra consulter également pour ces retenues l'instruction du premier juin 1809 elle trace la marche à suivre pour les opérer sur les décomptes; nam. 543.

expéditions du bordereau, adressera la première, avec les pièces à l'appui, à l'inspecteur, pour être transmise ainsi que lesdites pièces, au directeur-ministre, et conservera la seconde, pour en porter le montant au crédit du corps dans la prochaine revue (1).

Le directeur ministre ordonnera, s'il y a lieu, le rembourse-

ment par qui de droit, des dépenses illégales.

136. Le directeur ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre, des dépenses d'indemnités de route à la charge de la masse des étapes: ce compte sera la récapitulation des bordereaux que le directeur-ministre aura reçus d'après l'art. 33. Il servira de base à l'établissement de ses ordonnances de régularisation.

6. SECT 10 N. (2)

Décompte et paiement des indemnités de logement et de fourrages.

137. Le directeur-ministre ouvrira aux commissaires-ordonnateurs, haque trimestre, les crédits présumés nécessaires pour la

dépense des indemnités de logement et et de fourrages.

138. Il sera formé des extraits de revue pour servir au paiement età la régularisation des indemnités mentionnées au précédent aticle. Ces extraits, conformes au modèle num. 21, seront collectif pour les corps ou détachemens; ils seront collectifs et nominaifs pour les officiers sans troupe et employés militaires.

par grale, les journées de présence en garnison ou cantonnement, i.º des officiers logés chez l'habitant à leurs frais: 2.º de ceux les dans les bâtimens militaires non meublés.

140. Les officiers du génie et les commissaires des guerres,

(2) la plupart des dispositions que renferme cette section se trouvent abrogés ensuite du nouveau mode de paiement porté par le décret du 16 mai 1810; on devra consulter à ce sujet les numéros 5/4 et 546.

⁽¹⁾ Un circ. du 4 décembre 1806, porte en interprétation de cet article, que es sous-inspecteurs ne peuvent créditer les corps dans leurs revues que lu montant de ceux des bons d'indemnité de route et d'avances de ling et chaussure, qui ayant été imputés en retenue sur les décomptes d'apès les ordres du ministre-directeur, sont rejetés par les conseils pour des motifs légitimes; et que les récépissés provisoires de supplément d'étape ou de solde, donnés pour comptant par les payeurs aux corps, doiven être rejetés par ces derniers lorsqu'ils recomnaissent que ces récépisés ne leur sout pas relatifs; et que dans le cas où ces récépissés concerneraient réellement les corps auxquels ils sont présentés, ces derniers ne peuvent se dispenser de les recevoir pour comptant, sauf à se mettre en mesure de les faire régulariser par des revues; si toute-foir ces revues n'ont pas été dressées. Cette circulaire porte en outre que c'et aux sous-inspecteurs à prononcer sur les discussions qui penvent s'élever entre les corps et les payeurs, au sujet du refus des acquits.

chacun pour ce qui le concerne, fourniront aux sous-inspecteurs, sur leurs demandes, l'état des officiers logés dans les bâtimens militaires non meublés (1).

141. L'extrait relatif à l'indemnité de fourrages présentera, par grade, à l'égard des officiers ayant droit à cette indemnité, le nombre des journées pour lesquelles elle devra être payée (2).

142. Le sous-inspecteur appliquera sur chacun des extraits relatifs aux indemnités de logement et de fourrages, le décompte de liquidation des sommes à payer pour l'indemnité qui en sera l'objet, d'après le nombre des journées qui y seront constatées pour chaque grade; et après avoir arrrété l'extrait en deux expéditions, il en fera l'envoi au commissaire ordonnateur avant le 20 du mois qui suivra le trimestre de la revue (3).

143. Le commissaire ordonnateur, après avoir vérifié le décompte, ordonnera le paiement des sommes qui en seront l'objet, sur les crédits ouverts d'après l'art. 137; et avant le 25 du même mois, il adressera au paj eur divisionnaire la première expédition

de l'extrait ainsi ordonnancé.

144. Le montant de chacun des décomptes d'indemnités de fourrages et de logement, ordonnancé comme il est dit à l'article qui précède, sera payé avant le 30 du mois qui suivra le trimestre; savoir pour les corps, dans les mains des conseils d'adninistration, qui en donneront leur acquit définitif, ensuite du mandat de paiement au pied de l'extrait de revue; et pour les officiers sans troupe et employés militaires, dans les mains des parties intéressées, lesquelles en donneront leurs acquits définitifs et individuels.

145. Lorsque les extraits portant décompte d'indemnités de logement et fourrages concerneront une revue faite à l'occusion du départ d'un corps ou détachement ils devront être envoyés au commissaire ordonnateur, dans le délai de cinq jours, à compter de ce départ, ordonnancés par le commissaire ordonnateur, et remis au payeur dans les cinq jours suivans, pour le

montant en être payé sans returd.

146. Lorsqu'un officier sans troupe ou employé militaire changera de division, le payeur ou son préposé, en vertu des états prescrits à l'art. 71 sera tenu de lui payer, par forme d'avance, sur acquit définitif et sur la seule représentation de son ordre

(3) Relativement à cet article et aux suivans; voy. la note placée au titre

cette section.

⁽¹⁾ Voy. l'art. 3 du numéro 544 et les articles 9 et 87 du numéro 548. (2) L'indemnité de fourrages doit être payée aux officiers qui y ont droit pour le nombre de chevaux qu'ils sont autorisés à avoir, sinsi MM. les inspecteurs ne peuvent exiger que ces chevaux leur soient représentés : bien entendu que cette disposition n'est pas applicable aux officiers de troupes à cheval, lesquels reçoivent toujours les fourrages en nature. § 9 de l'instruction du 12 fructidor an 13 A.

de départ et de son livret de solde, le montant de ce qui lui sera du pour indemnités de logement et fourrages jusqu'au jour exclus de son départ du lieu de sa résidence.

Le payeur fera mention de ce paiement sur les états précités, avant le renvoi qu'il en devra faire au sous-inspecteur, en exé-

cution de l'art. 90.

147. Les payeurs feront connaître aux commissaires ordonnateurs les articles des extraits relatifs aux officiers sans troupe et employés militaires dont ils auront payé le montant du décompte, en vertu de l'article précédent. Les commissaires ordonnateurs les ordonnanceront, par préférence à tout autre, sur les crédits ouverts d'après l'art. 137, et en remettront les mandats de paiement aux payeurs, pour valoir dans leurs mains, avec les acquits y applicables, comme pièces de dépense régulières et définitives.

148. Dans le cas où, le 30 du second mois, des mandats de paiement relatifs aux indemnités de logement et fourrages n'auraient point été acquittés à défaut de réclamation de la part des parties intéressées; le payeur renverra au commissaire ordonnateur les extraits de revue, à la suite desquels ces mandats se-

ront écrits.

Le commissaire ordonnateur en formera un relevé, pour étre adressé au directeur-ministre; il annulera les mandats de paiement, tant sur les dits extraits que sur son registre, et il ren-

verra ces extraits à l'inspecteur où sous-inspecteur.

169. A l'époque du 10 du troisième mois de chaque trimestre, le commissaire ordonnateur rendra compte (modèle num. 22) au directeur-ministre, de l'emploi des crédits qui lui auront été ouverts pour les indemnités du trimestre précédent; il lui adressera un compte particulier pour chaque indemnité, et il jointura à l'appui une expédition de chaque extrait ordonnancé dont le mandat de paiement n'aura pas été annulé, ainsi que le relevé prescrit à l'article précédent.

150. Le directeur-ministre fera tenir, dans ses bureaux, un compte ouvert par trimestre, pour la dépense de chacune des indemnités de logement et fourrages: ce compte sera la réca-

pitulation de ceux prescrits au précédent article (1).

⁽¹⁾ Les indemnités de fourrages et de logement sont actuellement acquittées sur les fonds du ministère de la guerre; voy. le numéro 546.

7.º SECTION.

Subsistances en nature (1).

151. La comptabilité des subsistances, comme celle de toutes les dépenses justifiées par les revues, sera réglée par trimestres

8.me SECTION.

Vivres et fourrages en station.

152 La distribution des vivres et sourrages (2) aux troupes et autres parties prenantes y ayant droit en station, sera saite d'après les réglemens arrêtés par le ministre-directeur de l'administration de la guerre.

Les bons délivrés à chaque distribution seront totalisés par place, le dernier jour de chaque mois, ou la veille du départ de

la troupe.

La totalisation sera faite chez le commissaire des guerres, et en sa présence, au pied d'un état (conforme au modèle n. 22 bis) préalablement établi par le garde-magasin, qui présentera le relevé des bons particuliers. Elle sera signée pour les corps, par le quartier-maître, et par un membre du conseil d'administration; pour les détachemens, elle sera signée par le chef de chaque détachement; et pour les parties prenantes isolées, par chaque partie prenante. Le commissaire des guerres la visera, après vérification sur les bons particuliers, qu'il annulera, et qu'il conservera jusqu'à la liquidation définitive, après laquelle ils seront brûlés.

Le commissaire des guerres absent sera suppléé par le maire, lequel, à défaut du cachet d'annulation, bâtonnera les bons particuliers (3).

143. Les commissaires des guerres tiendront registre suivant

(1) Voy. relativement à cette section et à la suivante le tit. 6 de l'instruction du premier septembre 1810, numéro 548 et celle du 25 octobre suivant numero 549.

(2) Toutes les fois que les magasins de distributions de fourrages, ne ser ront pas éloignés d'un demi-myriamètre du lieu de l'emplacement des corps de troupes ou parties prenantes isolées, les uns et les autres de-

vront y aller prendre leurs fourrages.

⁽³⁾ Le maire après avoir rempli les formalités prescrites aux commissaires des guerres, remettra les bons particuliers et les états de totalisation au garde-magasin ou préposé, lequel en fera de suite la remise au commissaire des guerres de l'arrondissement, celui-ci après une nouvelle vérification des bons particuliers, qu'il conservera, apposera pareillement son pisa sur les états de totalisation qu'il enregistrera et renverra au préposé de chaque place; circ. du 2 septembre 1806.

le modèle n. 23, des totalisations qu'ils auront visées en exécution de l'article précédent, et le premier de chaque mois pour le mois précédent, ils en adresseront un relevé aux commissaires

ordonnateurs, et un au ministre-directeur (1).

154. Les maires tiendront également registre des totalisations qu'.ls auront visées en exécution de l'art. 152, et ils en adresseront les relevés en double expédition, à l'époque du premier de chaque mois pour le mois précédent, aux commissaires des guerres, qui les viseront et les transmettront de suite au directeur-ministre et aux commissaires-ordonnateurs (2).

155 Tous les bons constatant les totalisations faites dans la même division, d'après l'art. 152, qui concernerout le même corps scront réunis, dans les premiers jours de chaque trimestre, pour le trimestre expiré, par le préposé du service qui sera le plus rapproché du conseil d'administration ou du chef des détache-

mens (3).

156. Il sera formé des extraits de chaque revue, pour servir au décompte et à la justification des fournitures de vivres et fourrages en station, suivant les modèles num. 24 et 25.

Si les vivres se composent de plusieurs espèces de denrées, telles que pain, viande, légumes secs, vinaigre (4), etc. il y aura autant d'extraits de revue que d'espèces de enrées (5).

157. Chaque extrait de revue relatif aux vivres, présentera, par grade pour les officiers, et en somme pour les sous-officiers et soldats (5),

1.º Les journées de présence en station;

- 2.º Les journées à déduire, pendaut lesquelles les vivres, pour quelque motif que ce soit, n'auront pas été fournis des magasins du munitionnaire;
- 3.º Les journées sur lesquelles devra être basée la fourniture du munitionnaire;

(3) Ces bons de totalisation sont ensuite annulés; voy. la première section du num. 549

(4) Chauffage; voy. Part. 114, page 211.

Les imprimés nécessaires à l'établissement de cet extrait général, dont le modèle est joint à la circul. du 4 août 1812, seront fournis par le même ministère.

⁽¹⁾ Ces relevés seront la copie littérale du registre, ils devront présenter l'addition de chaque colonne. Les lettres portant envoi, au ministre-directeur, de ces relevés seront timbres, bureau central de liquidation; instruct. du 12 fructidor an 13 §. 10.

⁽²⁾ Au moyen des dispositions prescrites par la circul. citée à l'art- 152, les maires ne doivent plus t nir de régistre de totalisation et les relevés doivent être adressés par les seuls commissaires des guerres.

⁽⁵⁾ On ne doit plus établir qu'un seul extrait de revue pour toutes les dépenses relatives au ministère de l'administration de la guerre; décision du 5 juillet 1812.

de parties différentes qu'il y a de classes d'objets à vendre, dé-

terminées par l'art. premier du présent arrêté.

Les sonds provenant de cette nature de recette resteront déposés à la caisse d'amortissément, pour être employés aux dépenses de même genre, le cas échéant.

9. Il ne pourra en être disposé qu'en vertu d'ordonnances dé-

· livrées dans la forme ordinaire.

avec ce fonds particulier, tourneront en accroissement du capital.

L'accroissement provenant de ces bonifications sera constaté

deux fois par an.

cevront des produits de vente, hors du territoire de la république, d'objets compris dans les huit classes déterminées par l'article premier seront également tenus d'en compter séparément à la trésorerie, et d'en envoyer leur déclaration à la caisse d'apportissement, qui en recevra le montant du trésor public, dans la même forme et aux mêmes conditions que ci-dessus.

ordonnées par l'arrêté du 29 germinal dernier (1), sera aussi versé à la caisse d'amortissement, dans la même forme et aux

mêmes conditions que celles ci-dessus prescrites.

N. 576.

Arrêté qui règle la compétence sur les contestations relatives au paiement des fournitures fuites pour le compte du gouvernement.

Du ig thermidor an 9.

Ant. i. Lies contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement, entre les particuliers et les agens du Gouvernément, seront de la compétence des préfets (2).

⁽¹⁾ Num. 574.

⁽²⁾ Voy. encore sur cet objet le num 570 page 408

N.º 577.

Avis du conseil d'état qui annule l'exemption du droit d'octroi accordée pour les approvisionnemens de guerre et de marine.

Du 3 germinal an to.

LE conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, a entendu le rapport des sections de l'intérieur et des finances, surla réclamation du ministre de l'intérieur contre l'exemption du droit d'octroi accordée aux approvisionnemens de guerre et demarine, par délibération du conseil du 28 vendémiaire dernier,

approuvée par lès consuls le 29;

Considérant que les mesures les plus sages et la surveillance la plus active sont encore insuffisantes contre la multiplicité des fraudes qui se pratiquent à l'abri de ces sortes d'exemptions; que déjà l'ancien gouvernement avait essayé envain de les accorder aux établissemens militaires et aux hôpitaux; que l'abus en avait été tellement reconnu, qu'il fut obligé de supprimer ces privilèges par un arrêt du conseil du 3 juin 1788, et de les remplacer par une indemnité proportionnelle en faveur des hôpitaux; que plusieurs octrois étant mis en ferme ou en régie intéressée, sans stipulation d'aucune exemption, il faudrait ou résilier les octrois, ou indemniser les fermiers;

Qu'il résulterait de ces divers inconvéniens un préjudice notable au produit des octrois, qui doit être conservé d'autant plus précieusement, que la majeure partie en est affectée aux hospices

civils, qui ont de grands et d'urgens besoins.

Est d'avis que la reclamation du ministre de l'intérieur doit être admise, et qu'on doit laisser les choses dans l'état où elles étaient avant l'avis du 28 vendémiaire dernier.

N.º 578.

Arrêté portant exemption de la taxe d'entretien des routes, en faveur des généraux divisionnaires et des officiers d'état-major.

Du 28 prairiel an 11.

ART. 1, et. Les généraux commandant les divisions militaires sont autorisés à délivrer, chacun dans la division qu'il commande, aux officiers généraux et supérieurs, aux officiers de l'état-major et aux officiers de cavalerie, des cartes signées par eux et portant examption de tare d'entretion des routes: ces cartes seront considérées comme feuilles de route, et assureront la franchise seulement aux barrières du lieu où résidera pour son service l'officier: parteur de cartes.

2. La franchise assurée par ces eartes sera individuelle, et ne pourra s'étendre ni aux domestiques, ni à aucune personne de

la suite du militaire qui en sera porteur.

3. Les seuls officiers généraux pourront faire usage des cartes d'exemption, lorsqu'ils seront en voiture, mais seulement pour la voiture qu'ils occuperont, quelle que soit d'ailleurs la qualité ou le nombre des individus qui les accompagneraient dans la même voiture.

4. Tout officier, autre que ceux désignés dans l'article précédent, ne pourra réclamer d'exemption en vertu de sa carte, s'il

n'est pas en uniforme et à cheval.

5. La couleur et la forme de ces cartes sera renouvelée tous les trois mois; et, pour éviter toute espèce d'abus, chaque carte, indépendamment de la signature du général commandant la division, sera en outre revêtue de la signature de l'officier qui en sera porteur.

N.º 579.

Arrêté sur les droits d'enregistrement auxquels seront assujettis les marchés et adjudications pour les différens services du département de la guerre.

Du 6 fructitios, an 12.

Ann, nor lous les marchés et adjudications pour les dissérents services du département de la guerre, qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, ou qui auront lieu par la suite, ne seront sujets qu'au droit sixe de l'enregistrement d'un france; lorsqu'aucune clause expresse ne les aura soumis au droit proportionnel d'euregistrement de 50 cent. par 100 str. déterminé par l'ast. 69 de la loi du 22 strimaire an 7.

2. Les actes de cautionnement relatifs auxdits marchés et adjudications, seront soumis au droit proportionnel d'enregistre-

ment de 50 cent. par 100 francs.

3. Les ministres sont charges etc.

N.º 580.

Décret impérial qui fixe le nouveau tarif des chevaux de poste.

Du 20 floréal an 136

APOLÉON, etc.

Le prix des chevaux de poste sera payé désormais par les courriers sur le pied du tarif joint au présent décret.

L'ancien tarif et les auciens réglemens seront exécutés dans tous les points auxquels il n'est pas dérogé par le nouveau

TARIF.

TARIF ANCIEN			TARIF NOUVEAU				TOTAL DU		lic.
Nombre de personnes. Nombre de chevaux.	Prim	Somme totalé.	Nombre de personnes.	Nombre de chevaux.	Prix.	Somme tetale.	TABIF	TARIF	DFFÉRENCE en économie pour le public.
Cabrioletš.			Cabriolets.						
1 2 1 50 3 » 2 3 1 50 4 50 3 4 1 50 6 » 4 5 1 50 7 50			· 3	3	50 1 50 1 50 2 »	3 ». 3 » 4 50 6 »	3 » 4 50 6 » 7 50	3 » 3 » 4 5 •	» » 1 50 1 50 1 50
Limonières.			Li monières.				•		
3 4 5 5 6 7	1 50 1 50 1 50 1 50 1 50	6 » 7 50 9 »	(Nota.) He par chaqued ant le	3 1; sera ; ne pe	1 50 2 payé 1 i rsonne e de q	4 50 6 » 50 c. excé- uatre	4 50 6 » 7 50	4 50 4 50 6 »	» » 1 50 1 50
Berlines.			Berlines.				•		
1 et 2 4 5 5 6 7 6 8 7 9	1 50 1 50 1 50 1 50 1 50 1 50	2 »	4 et 5 Weta) Ii par chaques du no ne sera ja de six ch line.	sera persimbre mais a	ayé r f onne a de six : ttelé ai	» » 9 » 10 50 50 c. 11 delà	6 » 7'50 9 » 10 50 12 »	6 » 6 » 9 » 9 »	» » 1 50 1 50 1 50

Un enfant de six ans et au-dessous ne pourra être considéré comme voyageur; deux enfans, de quelque âge qu'ils soient, tiendront toujours lieu d'un voyageur.

⁽¹⁾ Le salaire des guides est réglé par une loi du 19 frim. an 7, à 75 cent. par poste.

Chaque voiture pourra être chargée d'une vache, soit qu'elle soit entière on en deux parties, et d'une malle. Il sera payé, par chaque article excédent, 50 centimes par poste, outre le prix des chevaux

N.º 581.

Réglement sur l'administration des dépôts de déserteurs condamnés soit aux travaux publics soit au boulet (1).

Du 3 fructidor an 13.

Déserteurs condamnés aux travaux publics.

ART. 1. et Les déserteurs condamnés aux travaux publics reéevront, chaque jour de travail, une ration de pain de sept hectogrammes et demi, et une ration de légumes secs de six décagrammes.

(1) Ensuite du décret du 18 juin 1809 les déserteurs condamnés aux travaux publics, peuvent être mis à la disposition de l'administration des pouts et chaussées. Du moment où les condamnés sont arrivés sur les ateliers, cette administration est chargée des dépenses relatives à leur service et de leur régime administratif, confié à des agens dont la nomination est faite par le préfet sur la présentation de l'ingénieur en chef.

Chaque condamné, avant d'être remis à la disposition de l'administration des ponts et chaussées, doit être pourvu des essets indiqués dans l'article 2 du réglement ci-dessus. Les essets manquans (sauf ceux perdus par les condamnés) seront sournis par l'administration de la guerre.

Les commissaires des guerres doivent eu conséquence rappeler dans leurs procès-verbaux, le nombre et l'espèce des effets mentionnés sur la feuille de route des condamnés.

Chaque condamné sortant de l'atelier, y laisse son habillement; et l'administration de la guerre lui fournit en échange les nouveaux effets qui lui sont nécessaires, soit pour se rendre à son corps, soit pour se rendre chez lui.

Les commissaires ordonnateurs doivent en conséquence faire constater les besoins des déserteurs à leur sortie sfin que le ministre-directeur y pourvoie sur les fonds de son département.

L'administration de la guerre loge les condamnés dans les bâtimens mithaires lorsqu'il s'en trouve de disponibles: lenr traitement dans les hôpitaux est à la charge du même département. Lorsqu'ils sont malades, ils y sont conduits sous escorte, et sont réunis dans une même salle qui est soumise à une police spéciale. Les bandages herniatres et autres fourni-

Les autres jours ils recevront une double ration de pain et une simple ration de légumes (1).

La double ration de pain ne doit être fournie que dans les

circonstances ci-après:

1.º Les jours de repos fixés par le gouvernement;

2.º Lorsque le mauvais temps fait suspendre les travaux;

3.º Lorsqu'un accident ou une incommodité passagère empêche un condamné de travailler, pourvu toutesois qu'il ne soit pas à l'hòpital.

Dans aucun cas l'absence aux travaux, d'un condamné, pour cause de punition, ne lui donne droit à la double ration de

pain.

Le pain et les légumes secs doivent être de la quotité pre-

scrite pour l'armée.

2. Les corps sont tenus de fournir aux condamnés aux travaux publics, à leur départ, les effets d'habillement et d'équipement ci-après:

de grosse étoffe de laine gris-de-fer tirant sur le noir.

Deux chemises de toile forte qui puisse supporter les travaux; Deux paires de guêtres grises;

Deux paires de bas de laine;

Un paire de gros souliers à semelle garnie de clous;

Et en hiver, un capot de la même étoffe et de la même couleur que la veste.

Il sera fait mention expresse et détaillée desdits effets sur

les feuilles de route des condamnés.

La durée de ces essets est sixée à dix-huit mois pour la veste, culotte, bonnet et chemises, à six mois pour les souliers, à un an pour les guêtres, deux ans pour les bas; et trois ans pour le capot.

tures de cette espèce à faire aux condamnés, sont pareillement à la charge de l'administration de la guerre - Les diverses fournitures de chauffage, d'éclairage, de paille, de couvertures, ainsi que celles d'habillement, d'équipement, comestibles etc., sont faites en vertu de marchés particuliers par és par les préfets.

Les mesures de police, celles de discipline et de sureté, restent dans les uttributions de l'autorité militaire, sauf celles relatives aux travaux.

(1) La fourniture de la seconde ration de pain est supprimée; les condamnés reçoivent en remplacement les trois cinquièmes de la ration ornaire de viande (un hectogramme et demi) et une seconde ration de riz eu légumes secs. Circ. du 10 dés. 1806 A.

Les corps imputeront sur leur masse générale la dépense qu'ils

auront faite pour la fourniture des effets ci-dessus (i).

Dans le cas où les condamnés arriveraient aux dépôts sans être pourvus des effets ci-dessus et de bonne qualité, il en sera dressé procès-verbal à l'arrivée par le commissaire des guerres, et la dépense qui résultera de la fourniture des effets non fournis par les corps, ou du remplacement de ceux de mauvaise qualité, sera portée en retenue aux conseils d'administration desdits corps, d'après les ordres qui seront donnés à cet effet par le ministre-directeur.

Le remplacement des effets d'habillement et d'équipement des condamnés aura lieu par les soins des commissaires-ordonnateurs, sur les fonds qui leur seront faits à cet effet par le ministre directeur de l'administration de la guerre : mais tout dommage ou toute nouvelle fourniture faite avant le temps déterminé pour la durée des effets, seront au compte du condamné qui l'aura oc-

casionnée.

3. L'agent d'administration étant chargé de la préparation et cuisson des alimens, il ne doit être fait à cet effet aucune sour-

niture de combussibles.

A l'égard du chaussigne, lorsque les déserteurs sont casernés, il doit être établi dans chaque atelier un chaussioir commun qui sera chausse par les soins de l'agent, au moyen d'un abounement sait avec lui, à raison de trois stères de bois, ou quatre cent cinquante kilogrammes de charbon de terre, ou ensin quatre mille cinq cents tourbes de marais par mois d'hiver: cet abonnement devra être approuvé par le ministre.

L'éclairage des casernes des déserteurs sera fait également par abonnement avec l'agent, fixé par bec de lumière et par heure

d'éclairage, et de concert avec l'officier du génie.

Lorsque les déserteurs seront campés ou baraqués, le chaussage leur sera sourni en nature par l'entrepreneur du chaussage des corps-de-garde: chaque section du dépôt recevra les combustibles

⁽¹⁾ Voy. le num. 477 vol. III page 244. - On alloue aux corps 62 fr. pour le costume des condamnés: le prix des effets est fixé sinsi qu'il suit: le capot, 19 fr. 20 cent.; la veste a manches, 12 fr.; la culotte, 8 fr.; le bonnet 1 fr. 50 cent.; deux chemises, 8 fr. 50 cent.: deux paires de bas de laine, 4 fr.; deux paires de guêtres, 3 fr. 80 cent; une paire de souliers, 5 fr.; total 62 fr. - Lorsque le corps auquel appartient le condamné se trouve dans la division, il doit fournir sans délai ces effets, ensuite de la notification du jugement, et de l'ordre qui in est donné par le général commandant la division. Dans le cas contraire, tette fourniture est faite ensuite des mêmes ordres par un des corps employés dans la division, et à titre de prêt, dont le montant (qui ne doit point excéder les 62 fr. alloués) lui est ensuite remboursé par la corps du condamné, sur la transmission des pièces justificatives de la dépense. Ce remboursement est fait au moyen d'un mandat délivré par le receseur général sur la caisse de service. Circ. du 28 mai 1812 A.

sur le pied fixé pour un corps-de-garde de quatre hommes, mais

sans lumière.

4. Dans les casernes, ils auront des demi-fournitures composées chacune d'une couchette, d'une paire de draps, d'une couverture, d'une paillasse et d'un traversin rempli de paille, des dimensions

fixées pour les troupes (1).

Ces demi fournitures seront fournies par les entrepreneurs deslits militaires, à raison d'une pour deux hommes: le chef de section, et celui qui, dans chaque section se distinguera par sa subordination, son assiduité au travail et sa bonne conduite, devant coucher seuls, ils recevront chacun une demi fourniture.

Lorsque les condamnés seront campés ou baraqués, il leur sera fourni de la paille, comme aux troupes, par les entrepreneurs des fourrages, et des couvertures prises dans les magasins

du campement.

Les éffets de casernement ou campement nécessaires aux condamnés, seront délivrés, en raison de leur nombre, aux agens d'administration, qui en donneront leur reçu, et seront responsables des dégats, attendu qu'ils sont chargés de les constater et d'en faire payer la valeur par ceux qui les auront commis.

5. Les déserteurs condamnés aux travaux publics recevront en

route une double ration de pain (2).

Il leur sera fourni des voitures en route, lorsqu'ils seront au

nombre de dix, pour deux hommes d'escorte.

Dans tout autre cas, ils seront route à pied, à moins que, d'après le certificat des officiers de santé, ils ne soient reconnus hors d'état de marcher: alors il leur sera sourni des voitures par les entrepreneurs des convois militaires, sur le pied sixé pour les militaires isolés.

6. Les condamnés seront traités à l'instar des militaires dans les hôpitaux militaires, ou dans les hospices civils qui consentiront à s'en charger: à défaut de l'un et de l'autre, il sera établi des infirmeries, dont le mobilier sera fourni par l'administration de la guerre, et le traitement abonné à prix de journée.

Le traitement des condamnés malades aura lieu conformément

aux dispositions de l'instruction du 14 nivôse an 12 (3).

La totalité du prix de journée des malades traités aux hôpitaux militaires, hospices civils ou insirmeries, sera au compte de l'ad-

ministration de la guerre.

Il sera attaché à chaque infirmerie un chirurgien aide-major, qui y remplira les fonctions de médecin; ce chirurgien devra visiter fréquemment les ateliers, et s'assurer si, dans le nombre des condaunés, il n'en existe pas dont l'état exige le renvoi à l'infirmerie.

Ce chirurgien sera chargé du traitement à l'atelier, des mala-

dies légères, gales et gonorrhées simples.

⁽¹⁾ Voy. la neuvième section du num. 506 page 416 du vol. III., (2) Vov. le num. 422 et 423 vol. III. page 72.

⁽³⁾ Cette instruction est relative à la police, au traitement et à l'admimistration des atcliers de condamnés au boulet.

Les galeux seront reunis dans un local séparé et hors de toute communication avec l'atelier: ce local sera chauffé dans les départemens du Nord, pendant huit mois, et dans ceux du midi, pendant six mois, à raison d'un stère et demi de bois, ou de deux cent vingt cinq kilogrammes de charbon de terre, ou cufin de deux mille deux cent cinquante tourbes de marais par mois.

Il sera pris toutes les précautions nécessaires pour la désinfection tant de leur vêtement que des effets de couchage : ceux-ci

seront exclusivement affectés aux galeux.

Les médicamens nécessaires pour ce traitement seront fournis au chirurgien, conformément à la circulaire du 25 srimaire an 11. L'agent d'administration sera chargé de leur cuisson et chauftage, ainsi qu'il l'est de celle des alimens.

Lorsque les condamnés seront évacués d'un hôpital sur un autre, l'entrepreneur des convois militaires leur fournira des voitures

couvertes de toile et garnies de paille.

Les actes de décès des condamnés ne devront, en vertu de l'article 28 du code civil, faire aucune mention de la condamnation ni de la détention, il suffira, conformément à la décision du ministre de la guerre du 15 messidor au 13, d'indiquer, pour la profession qu'il était ex-militaire (1).

Déserteurs condamnés au boulet (1).

7. Les dispositions prescrites par l'art. 1. er pour la subsistance des militaires condamnés aux travaux publics, sont applicables à ceux condamnés au boulet.

Les corps seront tenus de fournir aux condamnés au boulet, à leur départ, les effets d'habillement et d'équipement ci-après;

Un gilet long à manches, Une colotte, Un bonnet,

de grosse étoffe de laine brune.

Le tout sera doublé d'une toile forte : le gilet et la culotte attachés avec de grosses agrafes au lieu de boutons, et le bonnet portant en chiffre le numéro du condamné.

Deux chemises de toile forte.

Deux paires de bas de laine brune,

Une paire de sabots,

Et en hiver, un capot de la même étoffe de laine brune.

La durée des sabots sera de deux mois : les autres effets devront durer autant que ceux des condamnés aux travaux publics.

Il sera fait mention expresse et détaillée de ces effets sur les feuilles de route, les dispositions prescrites par l'art. 2, vis-à-vis des corps, pour les condamnés aux travaux publics, auront également lieu pour les condamnés au boulet.

⁽¹⁾ Voy. aussi sur les condamnés aux travaux et au houlet les tit. 6 et 7 du num. 244 vol. II. page 499.

A leur arrivée au dépôt, il leur sera délivré une chaîne et un boulet.

Le poids de la chaîne sera de 5 kilogrammes 9 hectogrammes (12 livres): la longueur de chaque chaînon sera de 74 millimètres (33 lignes); et la circonférence, de 22 millim. (10 lignes).

La chaîne sera bâtie sur une ceinture, et fera le tour du corps sans que la lougueur totale puisse excéder 2 mètres 50 centim.

La ceinture sera fermée par un cadenas sur le côté droit, jet

la chaîne pendra de ce côté.

Pour que le condamné ne puisse s'en débarasser, elle sera retenue par des bretelles de cuir sur lesquelles sera bâtie une, chaîne dont les anneaux seront de deux tiers moins sorts que ceux de la chaîne à laquelle le boulet sera fixé (1).

Le boulet sera fourni des magasins d'artillerie les plus voisins, et la chaîne, par les soins des commissaires ordonnateurs, sur les fonds qui leur seront faits à cet effet par le ministre

directeur.

Les dispositions prescrites par l'article 3, sont également appli-

cables à cet article.

Les déserteurs condamnés au boulet coucheront sur la paille qui sera fournie par les entrepreneurs des lits militaires, et renouvelée tous les dix jours, à raison de six kilogrammes par homme, ou sur des paillasses; mais, dans ce cas, la paille uç sera renouvelée que tous les quatre mois, ils auront une couverture pour deux hommes; elles seront fournies par les entrepreneurs des lits militaires, ainsi que les paillasses. Lorsqu'ils seront casernés le loyer à leur payer, tant pour la paillasse que pour la couverture, sera fixé par le ministre, ainsi que le prix de la paille lorsqu'ils la fourniront.

Lorsqu'ils seront campés ou baraqués, les effets de couchage

leur seront fournis ainsi qu'il est dit à l'art. 4.

Dans l'un et l'autre cas, les agens en seront également responsables.

Mêmes dispositions que celles prescrites par l'art. 5. L'êmes dispositions que celles prescrites par l'art. 6.

Agens d'administration, gardiens et gendarmes.

8. Les agens d'administration des ateliers et les concierges, n'ont aucun droit aux fournitures diverses, ni à aucune indemnité ou gratification pour subsistance, bois, lumières, habillemens, registres, papier, plumes, cuisson et salaison des légumes, ni enfin pour aucun autre objet quelconque.

Les sous-officiers et gendarmes placés près des ateliers, ne re-

⁽¹⁾ Les corps doivent être pourvus au dépens de la masse d'habillement, de chaînes semblables, en nombre pareil à celui de leurs bataillous qui occupent des garnisons différentes. Les boulets, qui doivent être de huit livres, sont mis à leur disposition par les directeurs d'artillerie; et servent ainsi que les chaînes à l'exécution de tous les jugemens de leurs condamnés. Circul. des 5 plus. et 14 flor. an 12 A.

cevront de rations de pain que lorsqu'ils seront hors du département où est leur résidence ordinaire.

Les uns et les autres seront logés et couchés aux frais du gouvernement dans les casernes, tentes ou baraques d'une manière conforme à leurs fonctions respectives: ils y recevront les fournitures qui leur sont dues, des mêmes magasins chargés de les fournir aux condamnés.

Administration générale et comptabilité.

L'administration générale des dépôts sera confiée aux agens nommés par le ministre de la guerre; sous la surveillance des commissaires des guerres.

Les commissaires des guerres donneront aux agens des instructions écrites sur la manière d'administrer et de tenir leurs registres.

A la fin de chaque mois, ils vérifieront les comptes des agens, et en adresseront trois extraits à l'ordonnateur, qui en enverra un au ministre de la guerre, un au directeur de l'administration de la guerre et gardera le troisième.

Les inspecteurs aux revues passeront tous les trois mois les revues des condamnés, dans la forme prescrite, pour les prisonniers de guerre, par les articles 30 et 40 du décret du 25 germinal an 13 sur les revues. Les décomptes à arrêter pour les fournitures, seront faites contradictoirement entre les agens des ateliers et les préposés des fournisseurs. Toutes les formalités prescrites par le décret susdit pour les revues et décomptes des troupes et le renvoi au ministre, seront également observées pour les revues et décomptes à faire aux agens d'administration, pour les différentes fournitures dues aux condamnés.

Les inspecteurs aux revues et les commissaires ordonnateurs tiendront strictement la main, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent réglement, à compter du 1.6° vendemiaire prochain.

N.º 582.

Décret impérial relatif au paiement des dépenses faites pour le service des armées.

Da 13 jain 1806.

TITRE 1.er

(Nota.) Les dispositions de ce titre portent que les réclamations relatives aux dépenses faites pour la grande armée et pour celle d'Italie antérieurement à la publication du décret ne serout plus admises après le premier novembre.

TITRE 2.

ART. 3.º A l'avenir, toutes réclamations relatives au service de la guerre et de l'administration de la guerre, dont les pièces

n'auront pas été présentées dans les six mois qui suivront le trimestre où la dépense aura été faite, ne pourront plus être, admises en liquidation (1).

N.º 583.

Décret additionnel à celui du 13 juin 1806 sur la remise des pièces à l'appui des réclamations concernant le service de la guerre.

Du 12 decembre 1806.

Aar. 1. our sous-traitant préposé ou agent d'une entreprise soumise aux dispositions de notre décret du 13 juin 1806, qui, à dater de la publication du présent, se croirait fondé à ne pas remettre les pièces justificatives de ses fournitures à l'entrepreneur principal; dans les délais fixés par ce décret, pour n'avoir pas été payé de son service par le traitant, devra les déposer, dans les mêmes délais, entre les mains du commissaire-ordonnateur de la division militaire, qui lui donnera en échange un bordereau certifié, constatant le nombre et la nature des pièces versées, ainsi que l'époque et la quotité des fournitures dont elles justifient.

2. Les bordereaux délivrés en exécution de l'article ci-dessus par les commissaires-ordonnateurs, aux sous-traitans ; préposés ou agens, auront pour ceux-ci, lorsqu'ils les présenterent aux tribunaux, la même valeur que les pièces dont la remise aura été faite; et lorsqu'ils les présenterent au trésor public, ils leur tiendront lieu d'opposition, tant sur tous les fonds que le gouvernement pourrait redevoir aux entrepreneurs pour leurs four-nitures, que sur le cautionnement que le ministre aurait exigé desdits entrepreneurs, sauf les droits du gouvernement; et ce, nonobstant toute cession ou transfert qui aurait été fait par les entrepreneurs.

Le trésor public recevra les oppositions des sous-traitans porteurs des bordereaux arrêtés par les ordonnateurs. Ils auront un privilège spécial son les sommes à payer aux entrepreneurs jusqu'à concurrence du montant de ce qui leur sera du pour les fournitures comprises auxdits bordereaux.

3. Les sous-traitans, préposés on agens qui ne se seront point conformés aux dispositions des articles prétédens, encouribnt la déchéance voulue par notre décret du 13 juin : en conséquence

⁽¹⁾ Veg. le Numere suivant,

les pièces justificatives des fournitures qu'ils auraient faites en cette qualité, ne pourront leur servir de titre à aucune réclamation contre qui que ce soit.

N.º 584

Décret impérial concernant la retenue qui se fait dans le commerce sous le nom de passe-de-sacs.

Du premier juillet 1809.

Dux le rapport de notre ministre des finances, relatif à la retenue opérée dans, les paiemens en espèces countie dans de commerce sous la dénomination de passe-de-sacs.

Considérant, 1,0 que, d'après l'usage généralement adopté dans le commerce et les caisses publiques, le débiteur fournit, dans les paiemens en pièces d'argent, les sacs destinés à les contenin, et retient sur la somme la valeur de ces sacs et de la ficelle.

2.º Que le mode de paiement des sacs a l'avantage de dispenser le créancier d'envoyer des sacs pour contenir les espèces, set de donner la facilité d'accélérer les paiemens; que cette retenue faite sur celui qui reçoit, n'est qu'une avance de sa part, puisqu'il la prélève à son tour sur ceux à qui il paie;

3. Que néanmoins cette retenue, dont l'objet n'était, et ne doit être que d'indemniser les débiteurs de la dépense des sacs sa fait naître des abus; qu'elle a dégénéré en spéculation de bénéfice, puisqu'on fait payer les sacs plus qu'ils n'ont couté, et; qu'on se permet même la retenue lorsqu'on ne fournit pas les sacs; etc.

Qu'il convient en conséquence d'établir, à ca sujet, des règles.

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit; Art. 1.er Le prélévement qui sera fait par le débiteur, sous les nom de passe-de-sacs, en remboursement de l'avance saite par

lui des sacs contenant les espèces qu'il donne en paiement, ne pourra avoir lieu, à compter de la publication du présent déscret, que dans les cas et aux taux exprimés dans les articles suivans.

2. Dans les paiemens en pièces d'argent de sommes de cirqcents francs et au-dessus, le débiteur est tenu de fourmir le sac et la ficelle.

Les sacs seront d'une dimension à contenir au moins 1000 fr. chaque; ils seront en bon état, et faits avec de la toile propre à cet usage.

3. La valeur des sacs sera payée par celui qui regoit, ou la rétenue en sera exercée par celui qui paie, sur le pied de quinze, centimes par sac.

4. Le modé de payer en sacs et au poids ne prive pus celui qui reçoit de la faculté d'ouvrir les sacs, de vérifier et de compter les espèces, en présence du payeur.

N.º 585

Circulaire relative aux pertes provenant de l'échange ou dé la réduction des mounaies.

Du 20 juillet 1811.

avais soumis, messieurs, aux ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, diverses propositions au sujet des pertes éprouvées par les corps sur les monnaiés, leurs excellences ont adopté les dispositions suivantes:

- relatives aux fonds de la masse de linge et chaussure et autres masses, sont les seules qui soient susceptibles d'être remboursées. La solde et indemnités ne donneront lieu à aucun remboursement, sauf le cas où, au moment de quitter un pays étranger, les corps auraient reçus, en avance sur la solde, des mounaies qui n'auraient pas cours forcé, pour leur valeur réelle, dans le pays où ils devront entrer.
- 2. Lorsque les corps passeront d'une situation ou les paiemens autiont été faits en France, à une situation où ils devront l'êtres en monnaies étrangères, et vice versa. L'état de la caisse sera constaté, avec bordéreau des espèces qui s'y trouveront: Ce bordereau sera transcrit sur le registre des délibérations.

3. A compter du jour où les corps seront dans le cas de recevoir des monnaies étrangères, les livrets et les registres constateront par masse et par article de recette et de dépense, la nature et la quotité de ces monnaies.

4.º Dans le cas des deux précédens articles; les corps qui auront en même temps en caisse de l'argent de france et des monaies étrangères; subviendront exclusivement, au moyen de ces dernieres espèces, et jusqu'à ce qu'elles soient éntièrement employées, à toutes leurs dépenses courantes.

5.º Lorsqu'un corps devra rentrer en france, ou passer dans un tout autre état où les monnaies du pays à évacuer n'auraient pas cours, il effectuera sur les lieux l'échange de ce qui pourrait lui rester de cette monnaie, selon le cours du change.

Il fera mustater par un sous-inspecteur aux revues, et à som

défaut, par un commissaire des guerres, ou un commandant d'armes.

La quotité des espèces françaises qui se tronvaient en caisse au moment où les recettes ont commencé à être saites en mon-naies étrangères, et qui avaient dû être conservées, ainsi qu'il vient d'être indiqué en l'article 4;

Les commes reques et dépensées depuis;

Celles restant en caisse en ces dernières valeurs;

Le montant de la perte de cet échange, par masse, ou l'im-

possibilité d'opérer l'échange;

6.º En cas de réduction de monnaies, le bordereau des espèces se trouvant en caisse, sera établi par masse, transcrit sur le registre des délibérations, vérifié et alrêlé par le sous inspecteur, ou l'autorité suppléante, dans les vingt quatre heures de la publication du réglement ou de l'ordre prescrivant leur réduction, on y indiquera les sommes dont chaque masse se trouvera grevée, et si elles forment déficit réel à la caisse, ou si elles ont été portées en dépense, et à quel fonds.

7.º Toutes reclamations pour pertes provenant d'échange ou de réduction de monnaies, seront soumises au ministre de la guerre ou de l'administration de la guerre, selon le cas, dans le délai de trois mois, à compter du jour où le corps sera parti du pays dont les monnaies auront dû être échangées et auront donné lieu à une perte, ou de la publication du réglement portant réduction de la valeur des monnaies, ou enfin, de la notification de la présente, pour les pertes antérieures à cette notification.

8. Les membres des conseils d'administration qui n'auront pas rempli les conditions et les formalités prescrites par les articles précédens, seront personnellement responsables de toutes pertes

d'échange ou de réduction des monnaies.

Il me suffit d'ajouter, Messieurs, 1,° que les réclamations dont il s'agit doivent être établies par les copies des procès, verbaux ou bordereaux prescrits par les paragraphes 5 et 6 ci-dessus; 2.° que d'après un avis du conseil d'état en date du 5 février dernier, approuvé par Sa Majesté le 10 du même mois; les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre sont tenus de couvrir les corps, chacun pour ce qui le concerne que montant des pertes; 3.° que, conséquemment, les réclamations ainsi que les titres à l'appui, doivent être divisés selon les attributions de ces ministres.

APPENDICE.

Į.

Analise de divers règlemens, instructions, décisions etc.

(Nota) Voy. au tableau de division générale faisant suite à l'introduction ('voi 1.), les observations que l'on a faites à l'égard de cet appendice. On a suivi pour la classification des matières qu'il contient; le même ordre de subdivision que celui du recueil:

CHAPITRE PREMIER.

RECRUTEMENT ET CONGÉS.

N.º 586.

19 nov. 1811. - Décret impérial - Congés de semestre.

CE décret détermine toutes les formalités qui seront observées pour régler les congés de semestre; dont l'époque et la durée doivent être fixées par des décrets spéciaux, ainsi que les corps appelés à en jouir; et dans ces corps les classes de militaires qui devront y participer. Les dispositions qu'il contient, annablent ou rendent à pen-près inutiles celles que renferment les n. 28, 29 et 31 du recneil — Le texte de ce décret sera placé au premier supplément que l'on publiera.

CHAPITRE CINQUIÈME

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DIFFERENTES ARMES

3.º SECTION ... CAVALERIA

737832382386221926274

N.º 587.

16 décemb. 1811 - Instruction A. Régime des chesseux de

Cetté instruction publiée spécialement pour les corps de davalerie employés en Espague, indique les causès particulières au climat de ce pays, qui produisent les maladies tréquentes dont les chevaux sont atteints; les précautions à prendre pour prévanir ces maladies, ainsi que le traitement à employet pour la guérison des animaux qui en sont frappés. Les dispositions que Vol. IV. 28 cette instruction contient, quoiqu'elles soient particulières à l'ar mée d'Espagne, sont également intéressantes à connaître pour tous les corps de cavalerie.

N.º 588.

3. mars 1812. - Décret imp. - Sous-aides vétérinaires.

Les sous-aides véterinaires attachés aux dépôts des régimens qui forment un 5,° escadron, sont assimilés aux maréchaux-deslogis de l'arme à laquelle ils appartiennent, sous le rapport de la solde, des subsistances et de l'habillement. Circul. du 4 mai 1812.

4.º SECTION. - ARTILLERIE. - S. 1.er

N.º 589.

20 mars 1812. - Décret imp. - Compagnies d'ouvriers-

· Ces compagnies sont composées ainsi qu'il suit, savoir :

1.º Celles d'ouvriers, 1 capitaine en premier et 1 en second; 1 lieutenant en premier et 2 en second; 1 sergent-major; 5 sergens; 1 fourrier; 5 caporaux; 5 m.º ouvriers; 25 premiers ouvriers; 50 seconds ouvriers; 50 apprentis; 2 tamb.; tot. 144 hommes non compris les officiers.

2.º Les compagnies d'armuriers, 1 capitaine en premier; 1 idem en second; 1 lieutenant en premier; 1 idem en second; 1 sergent major; 4 sergens; 1 fourrier; 4 caporaux; 4. m. armuriers; 16 armuriers de première classe; 32 id. de seconde classe; 2 tambours; total 64 hommes non compris les officiers.

Chaque compagnie d'ouvriers d'artillerie est divisée en cinq escouades, dont la dernière, en cas de détachement à l'armée, formera toujours le dépôt de la compagnie dans un arsenal : cette cinquième escouade, forte de 29 hommes sera commandée par le

capitaine en second.

Les compagnies d'armuriers seront composées de quatre escouades, dont une formera pareillement le dépôt, lorsque la compagnie sera détachée: l'escouade de dépôt sera commandée par le capitaine en second et son effectif sera de 16 hommes y compris cet officier. - Ces dernières compagnies doivent être portées au complet de 100 hommes par l'augmentation de 12 armuriers de première classe et de 24 de deuxième.

On doit former dans l'escouade de dépôt de ces compagnies un conseil d'aministration éventuel composé du capitaine, du ser-

gent et du caporal; le fourrier y remplira les fonctions de secrétaire.

Ce conseil sera chargé de centraliser la comptabilité: les revues générales de ces compagnies seront établies au dépôt comme dans tous les autres corps de la ligne. Circul. du 14 sept. 1812 G.

ARTILLERIE. - S. 4.

N.º 590.

31 octobre 1769. Instruction. - Bouches à feu.

Dispositions relatives à la sonte et à l'épreuve des pièces de canons, mortiers, pierriers, et obusiers destinés pour le service de l'artillerie de terre. - Cette instruction a été imprimée dans le recueil des réglemens sur l'artillerie, avec des notes sur les modifications résultant des décisions qui ont été rendues sur cette matière, depuis sa publication.

N.º 591.

1806. Armes. - Instruction rédigée et imprimée par ordre du ministre de la guerre.

Cette instruction est très-utile à connaître, elle est précédée d'une notice historique sur l'invention et sur l'usage des armes à seu portatives; elle entre dans le plus grand détail sur les modèles de suils, mousquetons, pistolets et carabines successivement adoptés et qui sont actuellement en usage; et contient des observations sur le tir de ces armes, sur leur entretien, réparations et transport; et sur les armes blanches adoptées pour les disservations armes. Vey. la note sur les manusactures d'armes, II num. 116 bis pag. 201.

N.º 592.

30 juin 1811. Instruction G. - Ateliers de réparations des armes.

Cette instruction relative à l'entretien, à la conservation et aux réparations des armes dans les arsenaux, contient des dispositions très étendues sur cette matière: elle dispose que le prix des réparations pour les fusils français ne doit pas s'élever au-dessus de 10 fr. et de 6 fr. pour les fusils étrangers: ce qui peut servir de base, relativement aux réparations que l'on fait exécuter dans l'intérieur des corps.

7.º SECTION -- GENDARMERIE.

N.º 593.

9 avril 1811 Lettre G. - Chefs d'escadron.

Ensuite d'une décision de S. M., il ne doit plus être attaché à chaque légion de gendarmerie, qu'un chef d'escadron qui résidera près du colonel de la légion. Cet officier supérieur remplira près des compagnies de l'arme, les fonctions qui seront attribuées aux majors dans les régimens de ligne.

N.º 594.

20 nov 1811 Lettre G - Sous-officiers et gendarmes allant aux hôpitaux externes ou aux eaux.

Ils ont droit dans cette position, de même que pour leur retour, aux 30 centimes par myriamètre; ils ne devront en conséquence être rappelés que de la solde d'hôpital depuis le jour de leur départ de leur résidence jusques à celui de leur rentrée au même lieu.

Ces dispositions modifient celles indiquées dans la note 5, page 350 vol. III, desquelles ils résulte que les sous-officiers et gendarmes en service extraordinaire avaient seuls droit aux 36 centimes par myriamètre.

N.º 595.

25 mai 1812. Circul. G. - Revues et états de paienjent.

Les détachemens de la gendarmerie destinés à faire partie de la force publique d'une armée ou d'un rassemblement, ne seront compris que pour mémoire dans les revues de leurs compagnies respectives, à dater du jour de leur départ pour l'armée ou le rassemblement. - Les états de paiement seront timbrés, tant dans l'intérieur qu'in l'extérieur - Korce publiqué de l'armée all ne sera établi qu'une seule revue générale de comptabilité trimestrielle, pour tous les détachemens composant la force publique d'une armée ou d'un rassemblement; cette revue comptendra toutes les journées écoulées depuis le jour où chaque détachement aura quitté sa compagnie; et sera établie, d'après les dispositions de l'article 36 de l'instruct. du 1 se sept. 1810 no 548, sans néanmoins observer la coupure aux frontières. On y indiquera avec soin les compagnies dont chaque homme sera détaché - Les officiers, sous-officiers et gendarmes seront rappelés des attributions

auxquelles ils auront droit, dans les revues de leurs compaguies, du jour où ils se mettront en route pour les réjeindre sans distinction de coupares; on suivra à leur égard les indications que donne le tarif du 4 mars 1811, sur la fourniture des fourrages en nature.

Ces dispositions ne sont point applicables à la gendarmerie

des armées d'Espagne.

N.º 596.

4 septemb. 1812. Circul. G. - Chevaux des officiers.

Les inspecteurs doivent se faire remettre à l'expiration de chaque mois, par les conseils des compagnies de gendarmerie un certificat constatant que tous les officiers portés sur les états de solde sont montés; et si quelques uns d'entr'eux n'étaient pas pourvus de chevaux, le certificat devra relater le jour où ils auront cessé d'être montés - tout officier qui reste plus d'un mois sans être monté, subit une retenue de deux fr. par jour, et si après deux mois expirés il n'est point encore pourvu de chevaux, il est privé de tout traitement; arrêté du 27 floréal an 7, approuvé le 14 juillet 1812. Ces dispositions ne sont point applicables à la gendarmerie en service extraordinaire, dont les officiers doivent toujours être pourvus du nombre de chevaux attribué à leur grade.

8. SECTION - CORPS DIVERS.

N.º 597.

14 juin 1812. Instruct. A - Bataillons du train des équipages.

Cette instruction règle les rapports d'ordre et de subordination des bataillons du train des équipages militaires. Elle contient des développemens très-étendus. 1.º sur les attributions des officiers généraux et commandans militaires, relativement à ce corps: 2.º sur celles des intendans généraux, des commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres : 3.º sur celles des officiers inspecteurs, et des officiers des bataillons : 4.º sur la subordination et l'avancement.

Le service des transports, pour lequel les bataillons du train des équipages sont créés, faisant partie de l'administration militaire, ces bataillons sont spécialement placés sous les ordres et la police des intendans généraux des commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres.

Les officiers généraux ou supérieurs qui commandent dans les

CHAPITRE HUITIEME,

RÉCOMPENSES.

2.º SECTION - VÉTÉRANS EN ACTIVITÉ.

N.º 601.

25 juillet 1811 - Lettre G. - Première mise.

Les 40 fr. de première mise alloues par le décret du 9 mars 1811 (num. 477 vol. III), ne doivent pas être alloués aux hommes admis dans les bataillons de vétérans et dans-les compagnies de cauquitiers vétérans.

Ces mêmes corps ont droit aux 62 fr. pour chaque déserteur

condamné (même dégret).

CAMPS DE VÉTÉRANS.

N.º 602.

17 mai 1811. Lettre G. - Frais de bureaux.

Les commandans des camps de vétérans des 26.º et 27.º divisions militaires, doivent jouir d'une indemnité annuelle de 600 francs pour trais de bureau.

CHAPITRE DIXIEME.

FORTIFICATIONS - TRAVAUX MILITAIRES.

N.º 603.

24 juin 1807 - Circulaire A - Baux à pusser pour magasins, emplacemens et terrains destinés aux dissérens services de l'administration de la guerre, ne peuvent être passés sans le concours d'un officier du génie, pour discuter et assigner les prix et en même tems pour s'assurer de la convenance du local.

CHAPITRE ONZIÈME.

OBJETS DIVERS.

.2. SECTION - CORRESPONDANCE.

N.º 604.

13 juillet 1812. Circulaire G. - Frais de port de lettres.

Les frais de port de lettres et paquets relatifs au service des revues, à l'adresse des inspecteurs, et qui auraient été taxés, comme ayant été transportés par les postes étrangères, seront à

la charge du ministère de la guerre.

Les juspecteurs et sous-inspecteurs, retireront un reçu motivé du paiement de chaque lettre ou paquet, qui leur sera remistaxé; le reçu relatera, les nom, qualité et résidence de la personne qui leur aura écrit ou adressé la lettre ou le paquet: le premier de chaque mois, les inspecteurs ou sous-inspecteurs formeront des bordereaux des frais qu'ils auront acquittés: ces bordereaux seront réunis, par l'inspecteur divisionnaire dans un bordereau général qui sera adressé, avec les pièces à l'appui, au ministre de la guerre, bureau des indemnités pour l'intérieur, et à l'intendant général pour l'extérieur.

On doit éviter autant qu'il sera possible de faire usage des

postes étrangères.

4.º SECTION - GARDE-NATIONALE.

N.º 605.

Administration générale - Service des auditeurs-trésoriers.

Les auditeurs trésoriers sont chargés d'effectuer, sous la direction des conseils d'administration, les recettes et les dépenses des gardes nationales de leur division, et d'en établir la comptabilité.

Ils sont en outre chargés de la tenue des registres et contrôles attribués, dans les troupes de ligne, aux quartiers-maîtres, en leur qualité de secrétaires des conseils d'administration des corps.

Les sonctions d'administration et le comptabilité intérieures, exercées dans les corps de la ligne, par les quartiers-maîtres sont remplies par les officiers-payeurs, sous la direction et la surveillance immédiate des auditeurs-trésoriers auxquels ils ren-, dent compte.

Les recettes des cohortes sont effectuées suivant les formes prescrites pour les paiemens à saire aux troupes de ligne, saus que les états portent le récépissé de l'auditeur-trésorier au lieu de celui du conseil d'administration.

Le ministre du trésor impérial a publié le 30 avril 1812, un arrêté dont le but est de déterminer le service des auditeurs-trésoriers, et de réglér la forme des comptes qui leur seront rendus par les officiers payeurs des cohortes: il a en outre adressé le 11 mai 1812, aux auditeurs-trésoriers deux instructions pour servir d'interprétation à l'arrêté du 30 avril, et contenant des dévoloppemens tres-étendus sur les comptes qu'ils doivent tenir, sur leurs écritures et sur toutes les parties du service de ces fonctionnaires, dont les opérations sont surveillées par deux inspecteurs généraux du trésor, indépendamment des comptes qui doivent être soumis aux inspecteurs des divisions, sous la police administrative desquels les cohortes sont placées - On devra aussi consulter sur cette matière deux circulaires du 11 mai 1812 émances du même ministère et relatives au service des receveurs généraux et des payeurs en ce qui concerne les cohortes des gardes nationales.

N.º 606.

8 mai 1812. Décret imp. - Masses et sournitures d'habillenient.

Le décret du 18 mai 1813, a fixé les dépenses de première mise d'habillement, coiffure, grand et petit équipement, ainsi que le mode de remplacement des effets d'habillement et de coiffure à l'expiration de leur durée.

On devra consulter en outre sur cette matière 1.º la circulaire du 27 juin 1812 A, relative au mode de paiement d'administration et de comptabilité de cette dépense, de celle des 40 fr. de première mise de petit équipement et de celle d'entretieu accordées par le même décret. Cette circulaire fixe en outre les dépenses qui sont à la charge de la masse d'entretien et détermine les frais de bureau alloués à chaque cohorte.

2.º La circulaire du 23 mars 1812 A: à la suite de laquelle sont des devis des quantités d'étoffes et accessoires, nécessaires à la confection des différentes parties de l'habillement des hommes de l'infanterie et de l'artillerie des gardes nationales, ainsi que le tableau des dépenses qui doivent en résulter.

N.º 607.

27 juillet 1812. Circul. A - première mise de petit équipement.

Les enrôles volontaires, les hommes ayant repris du service après avoir été réformés ou retraités, les conserits dirigés sur les cohortes en excédant de leur contingent pour compléter les cadres, les caporaux, fourriers et tambours des mêmes cohortes ont droit aux 40 fr. de première mise du petit équipement.

N.º 608.

Gurdes nationaux passant dans les corps de la ligne. Voy: ci-après l'analise de la circulaire du 27 juin 1812 placée sous le 1. 635.

N.º 609.

27 juillet 1812 - Circulaire G - Officier-payeur.

Daus le cas où l'officier payeur suivrait les compagnies détachées, le conseil d'administration est autorisé à faire choix d'un sous officier intelligent, pour le remplacer provisoirement, s'il ne se trouve pas au dépôt d'autre officier que le capitaine.

'N.º 610.

27 juillet 1812. - Circul. G. - Solde.

Les officiers ayant le grade de lieutenant en premier ou de lieutenant en second, autres que ceux tires the corps impérial de l'artillerie, et les sous-officiers et soldats, jouiront de la solde affectée à ces grades, par le tarif, dans les compagnies régimentaires d'artillerie.

Le capitaine qui commandera l'escouade de dépôt, et qui n'aurait pas été tiré du corps de l'artillerie, jouira de la selde de capitaine en second dans l'artillerie à pied.

Le tambour recevra celle d'ouvrier ou de soldat avec dix cent.

de plus pour les baguettes.

Les officiers passant d'un corps de la ligne dans une cohorte, ne peuvent avoir droit qu'à la solde de la dernière classe de leur grade, lors-même qu'ils auraient joui dans leurs corps primitifs de celle attribuée à la première. - Cette décision est motivée sur ce que, provisoirement, il ne doit point y avoir de classes pour les officiers des cohortes.

Les auditeurs-trésoriers doivent être payés de leur traitement à compter du jour de leur départ, s'ils ne recevaient àucun traitement comme auditeurs; et dans le cas contraîre à compter du jour où ils ont cessé d'être payés comme auditeurs.

Ils jouissent de l'indemnité de logement attribuée aux quartiers-maîtres, ainsi que du supplément de 10 fr. par mois pour

l'emplacement du bureau.

N.º 611.

27 juillet 1812. Circul. - Haute-paie.

Les hommes à chevrons, qui passent immédiatement de la ligne dans les cohortes, doivent continuer à recevoir la haute-paie
dont ils jouissaient dans leurs corps primitifs - Les sous-officiers
et soldats pensionnes et qui sont reçus dans les cohortes n'ont
pas droit à recevoir la haute-paie dont ils jouissaient antérieurement à leur admission à la solde de retraite, attendu qu'ils
trouvent dans la cumulation de ce dernier traitement à celui de
la solde d'activité, la récompense de leurs anciens services - par
une raison contraire les sous-officiers et soldats retirés sans solde
de retraite doivent recevoir la haute-paie dont ils jouissaient dans
leur ancien corps. Les anciens sous-officiers et soldats peuvent
jouir de cet avantage s'ils réunissent les conditions exigées à ce
sujet.

5.e sect. - Dispositions Diverses.

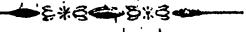
N.º 612.

14 janvier 1811, Circul. G. - Enfans de troupe.

Les dispositions des règlemens, qui autorisent l'admission de deux enfans de troupe, dans chaque compagnie des régimens d'infanterie de ligne (voy. le num. 62 page 15 du vol. II), sont étendues aux compagnies isolées et irrégulières qui ont une existence permanente.

CHAPITRE DOUZIEME.

inspecteurs aux revues et commissaires des guerles.



N.º 613.

22 sévr. 1812. Circul G. - Commissaires des guerres provisoires.

La retenue de 2 pour cent destinée à l'hôtel des invalides; ne doit être exercée relativement aux commissaires des guerres. réformés et remis provisoirement en activité, que sur la portion de

F

leur traitement représentative de celui d'un commissaire des guerres titulaire de deuxième classe fixé à 333, 33 centimes.

N.º 614.

6 avril 1812. Circul. G. - Adjoints à l'inspect. aux revues.

Les frais de bureau des adjoints à l'inspection sont fixés ainsi que pour les sous inspecteurs à 3000 fr. par an sur le pied de paix et à 4000 fr. sur le pied de guerre.

Cette décision motifie celle du 20 janv. précédent d'après la-

quelle le tarif num 5 avait été rectifié.

training to be the same

CHAPITRE TREIZIÈME.

SOLDE ET ACCESSOIRES.

6. SECTION - CONTRIBUTIONS ET RETENUES.

N. 615.

22 avril 1811. Lettre G. - Contribution de 2 cent. par fr.

Les officiers de santé commissionnés et en résidence fixe dans les divisions de l'intérieur, doivent être soumis à la contribution personnelle et mobiliaire prescrite par l'arrêté du 28 thermidor an 10 (vol. III. page 100).

N.º 616.

15. juin 1811. Lettre G. - Retenue dar 2 pour cent.

Les officiers de santé civils requis pour le senvice des hôpitaux; les partiers-consignes; et les agens d'administration et surveillans des ateliers de condamnés au boulet sont soumis à la retenue ordonnée par la décret du 25 mars, 1811 au profit de l'hôtel des juvalides.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

MASSES ET FOURNITURES.

' 1. TE SECTION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES MASSES ET FOURNITURES.

N.º 617.

5 février 1812. Circulaire A. - Employés des équipages du trésor impérial.

Le directeur en chef de ces équipages, le sous-directeur, les conducteurs principaux, les sous-conducteurs et les postillons, jourssent lorsqu'ils sont aux armées, des rations de vivres et de chaustage, dans les proportions réglées par le décret du 30 juin 1810: ces employés, le directeur et le sous-directeur exceptés, sont admis aux mêmes distributions lorsqu'ils sont en marche dans l'intérieur pour se rendre aux armées; ils peuvent aussi être admis dans les hôpitaux (voyez le num. 653): la dépense de ces divers traitemens n'est point à la charge de l'administration de la guerre.

N.º 618.

21 janvier 1812. Circul. A. - Contre-bons.

Aucun préposé ne peut, sous poine de destitution, faire des contre-bons que dans le cas, où par des circonstances extraordinaires dont il sera tenu de justifier, il n'aura pu terminer, dans le jour, les distributions commencées.

Sous la même peine, tout préposé, qui aura été forcé de faire un contre-bon, devra écrire au dor du bon qui lui aura été remis par la partie prenante, qu'il n'a distribué qu'un tel nombre de rations, et qu'il a donné pour le reste un contre-bon, dont le montant devra être rigoureusement délivré en nature le lendemain au plus tard, ce qui devra être certifié sur le bon au bas de la déclaration du préposé: si par l'effet du départ précipité des troupes ces contre-bons ne sont pas acquittés, les préposés doivent en saire la déclaration par écrit au commissaire des guerres.

.N.º 619.

15 prairial, 17 messidor an 10 et 7 pluviôse an 12 - Circul. A. avaries, pertes par force majeure, vente de rations de pain.

Les troupes en marche sont responsables de la perte qui résulte de la vente des rations de pain préparées à l'avance, et qu'elles n'ont pas consommées, ensuite de mutations dont elles auraient négligé de donner connaissance - La remise de ces rations de pain au domaine pour en opérer la vente, doit être justiliée par un procès-verbal, constatant, 1.º l'ordre en vertu duquel il a été fabriqué une telle quantité de pain ; 2.º le motif pour lequel les corps on détachemens auxquels les rations étaient destinées ne les ont pas consommées, et enfin l'impossibilité de les faire consommer par d'autres troupes.

Ces procès-verbaux, ainsi que ceux relatifs aux pertes par force majeure et aux avaries, doivent être dressés et transmis par les commissaires des guerres à l'ordonnateur, dans les cinq jours de l'événement qu'ils doivent constater; pour être ensuite adressés au ministre dans le même délai, avec tous les renseignemens propres à le mettre à même de déterminer, sur le champ et sans éclaircissemens ultérieurs, par qui devra être supportée la perte résultant des avaries, accidens de force ma-

jeure et vente des rations de pain.

N.º 620,

21 mars 1812. Lettre G. - Garnisaires.

Les garnisaires ne doivent point être portés sur les revues, comme ayant participé aux distributions de subsistances fournies par les magasins du gouvernement : pour assurer l'exécution de ces dispositions, les commandans d'armes doivent tenir un contrôle nominatif des garnisaires employés sur les lieux de leur commandement, et envoyer un extrait mensuel de ce conrôle aux inspecteurs.

2. SECTION - MASSE DE BOULANGERIR.

N.º 621.

5 février 1812. Circul. A. - Boulangers; mrveillance à exercer à leur sujet.

Les commissaires des guerres doivent surveiller avec la plus grande attention, le service des boulangers avec lesquels la direction générale des vivres a traité, soit pour la foarniture, soit pour la manutention du pain. Le pain reconnu défectueux sera remplacé à leurs frais. - En cas de récidive ou de fraude, ils cesseront d'être chargés de la fourniture ou de la distribution du pain et seront en outre poursuivis conformément aux lois, de la manière suivante:

Lorsque les boulangers ont été employés momentanément et par circonstance, et sans commission de la direction générale, ils seront considérés comme boulangers particuliers, et seront dénoncés par le commissaire des guerres au procureur impérial du lieu où le délit aura été commis; pour être punis s'il y a lieu, conformement à l'art. 123 du code pénal.

Dans tous les autres cas, les boulangers seront considérés comme fournisseurs, et comme tels seront susceptibles de recevoir l'application des peines portées par l'art. 433 du même code; dans ce cas, le commissaire-ordonnateur transmet au ministre, le rapport qui lui est adressé par les commissaires des guerres, touchant les faits qui peuvent servir de base aux dénonciations.

N.º 622.

24 mai 1812. Circul. A. - Transports de rations de pain.

Le direct général des vivres doit faire transporter le pain aux troupes, en station à une distance de plus d'un démi-myriamètre de la manutention des vivres; ce transport peut aussi être fait à des troupes placées dans le rayon d'un demi-myriamètre, à raison de circonstances urgentes et extraordinaires sur lesquelles les généraux commandant les divisions doivent seuls prononcer, sous leur responsabilité et sauf à rendre compte sur-lechamp au ministre, des ordres qu'ils auront donnés pour ces transports et des motifs qui les y ont déterminés.

Le service des troupes en marche, donne également lieu à des transports de pain, soit à raison de passages très-nombreux ou tardivement annoncés, soit à raison de la non-comsommation du pain préparé et non distribué, parceque les passages annoncés n'ont pas eu lieu, ou parcequ'ils n'ont eu lieu qu'en nombre inférieur à celui que les avis indiquaient.

Le classement dans les comptes, et le mode de justification de ces dépenses sont réglés par la circulaire du 14 mai 1812; et par une instruction du directeur général des vivres, en date du 30 septembre suivant. Cette dernière instr, est très-étendue, et donne les modèles que l'on devra suivre à ce sujet.

3.º SECTION. - CHAUFFAGE.

N.º 623.

Distributions de chauffage. - Il sera à propos de consulter à ce sujet le cahier des charges du 11 avril 1812, relatif aux four-nitures des vétérans, des conscrits réfractaires et prisonniers de guerre. Il indique que le bois blanc pourra entrer dans les disstributions, en augmentant, dans ce cas, la ration d'un quart, c'est-à-dire, qu'au lieu de 4 rations de bois d'essence dure l'entrepreneur sera tenu de fourzir cinq rations de bois blanc.

4.e section - Habillement.

N.º 624.

1. or octobre 1786 - Ordonnance sur l'habillement des troupest

L'ordonnance du 1.er octobre 1786, la dernière qui avait été rendue sur cette matière avant la révolution, contenait des dispositions sur toutes les parties de l'habillement, de l'équipement et armement des officiers, sous-officiers et soldats de toutes les armes: elle se trouve à peu-près entièrement abrogée soit par les décrets, arrêtés et décisions qui ont paru depuis cette époque (Voy. la 4.º section du chapitre 14), soit par les modifications que l'usage a introduites parmi les troupes; de sorte qu'elle est de peu d'intérêt à commente : il serait d'ailleurs ass à difficile de se la procurer.

N.º 625.

4 Brumaire an 10 + Instrucțion - Grand et petit équipement.

Cette instruction abrogée dans une partie de ses dispositions, peut encore être consultée pour ce qui a trait aux dimensions des effets de grand équipoment et de linge et chaussure, et du harmachement des chevaux, les prix qu'elle indique ne sont plus en rapport avec ceux du commerce et il a été donné de nouveaux tarifs à ce sujet. Voy. ci-après l'article tarifs n.º 637.

Vol. IV. 20.

N.º 626.

doivent ensuite d'une décision de Sa Majesté être armés de mousquetons à baionnettes; ils doivent en conséquence être pourvus des effets de grand équipement ci-après: une giberne à la corse placée sur le-devant du corps, garnie de son bois, lorgue de 12 centimètres, 3 millimètres (4 pouces 1/2) large de 4 centimètres 1 millimètre (1 pouce 1/2), et haute de 9 centimètres 5 millimètres (3 pouces 1/2), propre à contenir deux paquets de cartouches de dix au paquet.

Une banderole de giberne en bussle blanchi, large de 7 centimètres 5 millim. (2 pouces 9 lig.), portée en ceinture et attachée avec une boucle de cuivre. Une bretelle de mousqueton, également en bussle blanchi, pour porter le mousqueton en bandoulière, et ne point géner l'homme dans la marche, lorsqu'il

se sert de son outil, de son instrument ou de sa caisse.

Ces mesures ne semblent néanmoins avoir été prescrites, que pour les troupes qui se trouvaient à cette époque sur les côtes de l'Océan.

N.º 627.

7 fevrier 1809 - Circul. A - Hommes embarqués; doivent être pourvus de tous les effets d'habillement, de grand et petit équipement en bon état - L'officier qui est chargé de la conduite du détachement, doit être muni d'un état de situation, certifié par le conseil et visé par le sous-inspecteur, et constatant l'espèce, le nombre et la valeur des effets dont le détachement est pourvu - on doit adresser un double de cét état au ministre directeur, en lui faisant connaître le jour du départ des hommes et celui de leur arrivée au lieu de leur destination.

N.º 628.

21 juin 1810. - Circul. A - militaire remplacé.

Celui qui obtient la faculté de se faire remplacer, laisse au corps son habit, sa veste, sa coissure, son grand équipement; et il n'emporte que ses essets de petit équipement et sa culotte quel que soit, d'ailleurs le temps qu'il ait passé sous les drapeaux. Les essets laissés au corps seront remis au remplacé: et si par suite d'une trop grande dissérence de taille, ils ne pouvaient lui servir, ils seront remis à un autre homme, atin qu'ils ne soient mis hors de service qu'à l'expiration de leur durée légale.

On délivrera au remplaçant une culotte neuve dont la valeur sera prise sur la portion des 100 fr. payés au corps pour l'ha-

and the state of t

billement de ce dernier (1); on versera à sa masse une somme de 40 fr. prise sur les mêmes fonds; en conséquence le remplaçant ne sera point compris comme conscrit dans les états destinés à servir au paiement du supplément des 40 fr. alloués pour les hommes de nouvelle levée.

..... N.º 629.

25 avril 1811. - Circul. A. - Souliers destinés aux militaires isolés.

Dimensions et qualités que devront avoir les effets de ce genre, pour être reçus dans les magasins du campement.

N.º 630.

1.er juin 1811. - Réglement G. - Uniforme des officiers du corps impérial de l'artillerie.

Ce réglement fixe toutes les dimensions de l'habillement, de l'équipement et des armes; et du harnachement des chevaux pour les officiers du corps de l'artillerie.

N.º 631.

3 octobre 1811 - Décret imp. - Approvisionnement de réserve.

Le décret du 3 octobre 1811 dispose, qu'il sera formé dans les magasins de chacun des dépôts des régimens d'infanterie de ligne et légère et d'artillerie à pied, un approvisionnement de réserve, composé pour les régimens d'infanterie de 200 habillemens
et équipemens complets; et pour ceux d'artillerie à pied, de moitié de cette fixation, à quoi il faut ajouter pour l'une et l'autre
arme, les effets de petit équipement pour les hommes de nouvelle leyée.

Ces effets ne doivent être mis en service que d'après les ordres du ministre-directeur de l'administration, ils sont placés sous la responsabilité pérsonnelle du major ou commandant du dépôt. - Une circulaire du 14 octobre contient les mesures qui ont du être prises pour l'exécution de ces dispositions, et le modèle d'état que les corps doivent envoyer relativement à la situation de cet approvisonnement. On devra aussi consulter à ce sujet la circulaire du 12 juin 1812.

⁽¹⁾ Voy. page 72 du vol. I, tit. 13.

N.º 632.

30. décembre 1811. - Circ. A. - Trompettes et musiciens.

Cette circulaire annonce l'envoi des modèles pour l'habillement de ces militaires, et fixe en même tems le prix de la confection de ces effets.

N.º 633.

14 février 1812. - Circul. A. - Havre-sac.

Le prix de cet esset est fixé à 7 fr. 80 cent. pour l'intérieur, et à 8 fr. 30 cent. au-delà des alpes.

N.º 634.

28 avril 1812. - Circul. A. - Effets accordés en gratification.

Toutes les fois qu'il sera accordé par une décision spéciale de S. M., des effets de linge et chaussure ou d'habillement à un corps, à titre de gratification, l'inspecteur sur l'avis qui lui en sera donné par le ministre de la guerre; transmettra une pareille information au sous-inspecteur aux revues, et ce fonctionnaire devra publier, à la tête du régiment la décision de Sa Majesté: aussitôt après cette publication, il s'assurera que les effets soient portés sur les livrets des soldats avec cette indication: accordé par S. M. en gratification.

N.º 635.

26 juin 1812. - Circul. A. - Gardes nationaux passant dans la ligne.

Les gardes pationaux lorsqu'ils passent des cohortes dans les troupes d'infanterie de toutes armes, doivent emporter avec eux les effets d'habillement, de grand et de petit équipement dont ils sont pourvus, aux termes des lois, dans les cohortes. Les fonds représentatifs des effets de petit équipement qui ne leur auraient pas été fournis en nature, et tous les fonds qu'ils auraient à leur masse de linge et chaussure, seront envoyés à leurs nouveaux corps par les conseils des cohortes.

On n'allouera pour ces hommes aux corps de troupes à pied, ni les 40 fr. de petit équipement, ni les 365 journées de pre-

mière mise d'habillement.

Nonobstant les dissérences qu'il y aurà dans les unisormes, il

ne sera fait des renouvellemens aux mêmes hommes qu'à l'expiration de la durée légale de chaque effet: les plaques et les jugulaires des schakos, ainsi que les boutons seront seuls remplacés, au moyen des objets de cette nature que les corps doivent avoir dans leurs magasins.

Même observation qu'au paragraphe premier, pour les effets de petit équipement et pour les fonds du linge et chaussure, à l'égard des hommes passant des cohortes dans les régimens des

troupes à cheval.

Les envois de fonds seront accompagnés d'un bordereau certi-

fié qui présentera le compte de chaque homme.

A leur arrivée dans les corps de cavalerie, ces hommes seront pourvus des effets de petit équipement et de pansement prescrits pour ces corps; mais ils auront pour bonifier leur masse, st sous la surveillance de leur capitaine, la libre disposition des effets de petit équipement qu'ils auront apportés, et qui ne se-

ront pas prescrits pour la cavalerie.

Ils seront en outre, pourvus d'un habillement et d'un grand équipement complets, à l'uniforme de leur neuveau corps, lequel devra renvoyer immédiatement aux cohortes, les effets d'habillement et de coiffure qui en auront été emportés par ces hommes. Les frais de renvoi de ces effets seront à la charge du gouvernement et le transport en sera exécuté par les agens divisionnaires du service des transports directs.

Les 365 journées de première mise seront allouées dans les

revues des régimens de cavalerie.

N.º 636.

Compagnies de réserve. Voy. sur l'habillement des hommes passant de ces compagnies dans les corps de la ligne, la page 355 du vol. II.

N.º 637.

Tarifs relatifs à l'habillement.

Les tarifs du prix des étosses et des essets et ustensiles de toute nature, qui entrent dans l'habillement et l'équipement des hommes et dans le harnachement des chevaux, étant su-sceptibles d'éprouver des variations, on se contentera d'indiquer les plus récents qui ont été arrêtés par le ministre-directeur de l'administration;

Etoffes. Le prix des draps, tricots, cadis et velours pour le service de 1813 est annexé aux circulaires des premier avril, 7 mars et 13 septembre 1812.

Effets de grand équipement, voy. la circulaire du 21 sévrier

Passenienteries, effets de petit équipément et de pansement, voy. la circul. du 18 mars 1811.

Etoffes, effets confectionnés, fournitures de tout genre etc.

A la suite de la circul. du 15 déc. 1811, est un tarif général des marchandises, des effets confectionnés, dont se composent toutes les parties de l'habillement, du grand et petit équipement des troupes; le harnachement des chevaux, les effets de pansement, tous ceux de campement. Ce tarif doit servir de base aux imputations, à faire aux corps qui reçoivent ces objets des magasins militaires (voy. le numéro 480, page 248 du vol. III). Toiles et treillis; le prix des toiles à doublures et treillis est fixé par la circulaire du 24 janvier 1811 pour le service de

cette année.

5.e section -- masse de linge et chaussure.

N.º 638.

3 avril 1806. Circul. A. - Vétérans.

La masse de linge et chaussure des hommes qui sortent de la ligne pour entrer dans les vétérans, ou qui passent d'un bataillon de vétérans à un autre, doit être envoyée directement par le conseil du corps que ces hommes quittent, à celui du bataillon dans lequel ils doivent être reçus:

On doit inscrire en même tems sur leur seuille de route et sur leur cartouche, les effets dont ces militaires sont porteurs.

N.º 639.

18 mai 1812. - Circul G. - Effets de linge et chaussure envoyés aux détachemens de guerre.

Cette circulaire porte que les états de remboursement des effets de linge et chaussure envoyés aux corps employés à la grande armée, après avoir été acquittés par le payeur, recevront la destination prescrite par le décret du 16 mai; que la déclaration de quittance sera considérée comme acquit à imputer aux corps; et que l'imputation s'en fera lors du règlement des décomptes des bataillons ou escadrons de guerre.

Le même mode de remboursement, sera suivi pour opérer la rentrée au trésor, du montant des effets de petit équipement envoyés par S. Exc. le Ministre directeur de l'administration aux corps employés à la même armée - Ces dispositions apportent des modifications au mode qui était suivi à ce sujet. Voy. page 307 du vol. III note 4.

6.º SECTION - FOURRAGES.

N.º 640.

16 janvier 1811. Circul. A - régularisation et comptabilité.

Cette circulaire faisant suite à l'instruction du 25 octobre 1810 num. 540 indique tous les modèles qui seront suivis pour la régularisation du service des fourrages: elle porte que la déduction relative aux substitutions de denrées, se fera en masse soit sur le bordereau de station soit sur celui de route; et prescrit aux ordonnateurs, de se conformer rigourquement aux aunotations mises en marge des modèles de bons de fournitures; on devra encore consulter sur cette matière la circulaire du 10 octobre 1811. A, indiquant toutes les greurs ou irrégularités, qui se rencontrent le plus souvent dans les pièces de liquidation et les changemens survenus dans la comptabilité.

ta de la companya de la comp

19 octobre 1811. Circulo A :- Situation des magasins

-Ar la suite de cette circulaire est un modèle de l'étate de si-ce tuation à transmettre au ministée parules ordonnateurs a relativement aux fourrages et accessoires dont les magasins sent approprie

CHAPITRE QUINZIÈME

MÉPATAUX ET SERVICE DE SANTÉ

N.º 642.

113 mars 1806. Circul. A - Incurables.

Lorsque les officiers de santé reconnaissent, dans les malades confiés à leur soins, des signes d'incurabilité, ils doivent aussitôt adresser au ministre, un état propre à lui faire connaître les noms, et grades de ces individus, et joindre à cet envoi des certificats de visite constatant leur état.

The Arrival of a

N.º 643.

9 octobre 1806. Circul. A. - Militaires détenus.

Les commissions administratives des hospices civils, seront chargées de pourvoir au traitement et à la subsistance des militaires détenus, dans les maisons d'arrêts des places où il n'y aurait pas d'hôpital militaire, lorsque, par mesure de sûreté, l'autorité militaire jugera convenable de les faire traiter à l'infirmerie de la prison. Les journées de ces individus, seront rembourseas au même prix que celles des malades traités à l'hospice. On allouera aux mêmes commissions, 2 fr. pour frais de sépulture des militaires décédés à la suite des maladies dont elles auraient soigné le traitement. Circul. du 2 mai 1868 A - Lorsque les détenus seront dans le cas d'étre admis à l'hôpital, le billet d'entrée qui leur sera delivré; devra être signé par l'officier de santé charge de la visite, par l'officier ayant la police supérieure des prisons, et par le commissaire des guerres ou par le maire en remplacement de ce dérnier fonctionnaire. Circul. 'du 5 avril 1800 A. - Ces hommes doivent être traités dans des salles particulières afin de prévenir leur évasion: pour le choix de ces salles on adoptera de préférence les étages supérieurs. Les senêtres en doivent être garnies de barreaux scellés dans le mur, et les portes seront gardées par un factionulaire,

Toute communication des détenus avec les autres malades sera rigourensement probibée. Lorsqu'il y aura eu évasion, le commissaire des guerres prévenu sur-le-champ, en dressers procès-verbal dans les vingt-quatre! heures 3 il fera pendant ce temps, toutes les recherches nécessaires pour découvrir les moyens d'évasion qui ont été employés, et les circonstances qui ont pu favoriser cette évasion: le procès-verbal fera mention des effets laissés par l'évadé, de ceux, appartenans à l'hòpital, qu'il aurait emportés, et présentera le nombre, et le classement de ces derniers dont la perte ne sera allouée en aucun cas, sauf toutefois aux comptables à exercer leur recours; 1.º sur le produit de la vente des effets appartenans a l'evadé et qu'il aura laissés à l'hôpital; 2.º contre celui que le tribunal aura condamné comme responsable direct de l'évasion (vay. le num: 236, vel. II); 3.º sur les gages de l'infirmier, qui, ne fut-ce que par une simple négligence, aurait donné lieu à l'évasion.

Les procès-verbaux d'évasion seront dressés en triple expédition, dont une sera envoyée dans les 24 heures au chef de l'état-major ou au commandant de la gendarmerie; la 2.º au commissaire-ordonnateur pour être transmise au ministre, et la 3.º restera entre les mains du commissaire des guerres. Circul. des 28 juin

1809 et 16 mai 1810 A.

N.º 644.

15 octobre 1806. Circul. A. Officiers de santé ne peuvent s'éloigner de leur poste sans avoir reçu l'autorisation du ministre ; ou de l'intendant général, pour ceux qui sont employés à la grande armée.

N.º 645.

24 novembre 1806. Décret imp. - Militaires sortans des hépitaux, doivent toujours recevoir à leur sortie la même destination qu'ils avaient avant d'y entrer; la feuille de route dont ils sont porteurs doit être déposée chez le commissaire des guerres, ou le fonctionnaire qui le remplace, pour leur être remise lors de leur sortie: l'exécution de ces mesares est expressément recommandée à ces derniers fonctionnaires.

Ces dispositions sont susceptibles de modifications, quant aux kommes sortant des hospices de l'intérieur, et dont les corps seront au-délà des alpes on hors du continent de l'empire. Ceux qui se trouvent dans cette position doivent être dirigés, 1.º sur l'hôtel des invalides ou sur l'une de ses succursales, lorsqu'ils paraîtront avoir droit d'être admis à la solde de retraite ou aux invalides; 2.º sur le chef-lieu de la division lorsqu'ils n'auront droit qu'à leur réforme; 3.º sur leurs corps ou dépôts lorsqu'ils seront en état de reprendre leur service, et dans le cas où ces corps ou dépôts ne seraient pas éloignés de plus de cent lieues; si leurs corps ou dépôts sont éloignés de plus cent lieues, ils seront dirigés sur les dépôts de convalescence de Strasbourg, Mayence ou Chambéry: et sur le corps de la même arme le plus voisin du lieu où ils se trouveront, si ces derniers dépôts sont pareillement éloignés de plus de cent lieues. Décret imp. du 24 novembre et circul. du 31 décembre 1806. G.

N.º 646.

7 sév. 1807. G. Les Dégradations commises dans les hópitaux, telles que les carreaux de vitres brisés, ustensiles de tout genre cassés etc., sont à la charge des militaires qui les ont occasionnées: on doit les saire constater, suivant le mode prescrit à ce sujet, voy. le num. 343, vol. II.

N.º 647.

28 mars 1810. Circul. A. Jambes de bois.

La première fourniture des jambes de bois est gratuite; elle est faite sur un ordre du commissaire des guerres et par l'hê-

LÉGISLATION MILITAIRE.

pital le plus voisin, soit militaire, soit civil, qui porte cet objet en dépense extraordinaire.

N.º 648.

6 juin 1810 A. Caisses d'instrumens de chirurgie Dispositions générales concernant l'application à ces caisses, de signes devant servir à leur reconnaissance et à prévenir les pertes, ou la détérioration des instrumens, autres que celles résultant de l'usage ordinaire - Ces mesures sont appplicables aux caisses d'instrumens confiées aux chirurgiens majors des corps. Circul. du 18. août 1810. A.

N.º 649.

18 décembre 1810. A Registres de comptabilité en journées.

A la suite de la circulaire, du 18 décembre 1810, sont deux modèles, des registres qui doivent être tenus, dans les hospices civils et dans les hôpitaux militaires régis par économie, pour la comptabilité en journées, l'un de ces registres est destiné à l'inscription des malades entrans à l'hôpital et l'autre pour ceux qui sortent de ces établissemens.

N.º 650.

19 avril 1811. Eaux minérales. - Instruction des inspecteurs généraux du service de santé sur les eaux minérales à l'usage des troupes - Cette instruction très-étendue, traite des eaux minérales artificielles et des eaux minérales naturelles : elle contient des dispositions relatives à l'envoi des militaires aux divers établissemens formés à Aix-la-Chapelle, à Bourbonne, à Barèges, à Acqui et à Montortone; et indique les moyens de rendre plus efficace et moins couteux l'usage de ces eaux.

N.º 651.

19 décembre 1811. Circul. A. - Poids et mesures.

Les commissions des hospices civils, doivent se pourvoir de jeux spéciaux de poids et mesures, pour les distributions alimentaires: les commissaires des guerres doivent y tenir la main.

who is

ĭ

N.º 652.

2 mai 1812. Circul. A. - Mutations de comptables. - Chargés de dépôts d'évacuation: appel nominal des malades qui doit être fait par un économe nouvellement entré en fonctions - mesures particulières à la comptabilité en journées, des chargés de dépôts d'évacuation.

Cette circul. prescrit également aux économes l'établissement de deux comptes séparés quant aux offets, bijoux et argent syant appartenu aux militaires décédés.

N.º 653.

Traitement dans les hôpitaux'- Dispositions particulières à différens corps.

Militaires de la garde-impériale. - La dépense de leur traitement soit dans les hopitaux militaires, soit dans les hospices civils, doit être remboursée par l'administration de ce corps, aut prix alloué pour les autres militaires par l'administration 'de la guerre, aux hôpitaux militaires en entreprise et aux hôpitaux! civils; et à raison de 1 fr. 30 cent. pour les hôpitaux en "régie: en consequence les journées de ces hommes ne figurerant pas sur les états de mois et de trimestre, le prix en sera remboursé par le payeur sur la présentation d'états spéciaux d'ressés à cet effet. Pour les hôpitaux en régie, les comptables de ces établissemens porteront en recette le produit de ce recouvrement; et ils n'en comprendront pas moins les mêmes hommes sur les états généraux destinés à l'administration, afin que ces états cadrent avec les cahiers et relevés de visite. Circulaires des 5 mars et 16 septembre 1808. Ces dispositions ne sont point applicables aux conscrits destinés pour la garde, attendu que ces individus ne sont au compte de ce corps que du moment où ils y ont été passés en revue. Circul. du 26 fev. 1812 A.

Les sous officiers de la garde ne doivent pas être assimilés aux officiers de la ligne pour le régime alimentaire. Circul. du 29'

décembre 1807 A.

Employés des équipages du trésor impérial - Le mode de remboursement de la dépense saite pour le traitement de ces employés, dans les hôpitaux, est le même que celui qui est presecrit par les art. 19 et 20 (page 90 de ce vol.): le prix de la journée et le supplément de traitement sont les mêmes que pour les troupes italiennes: les conducteurs principaux sont traités comme officiers. Circulaire du 5 fevrier 1812.

Il en est de même à l'égard des milit. de la garde municipale de Paris; mais pour ces derniers l'administration de la guerre poursuit le remboursement du prix de la journée. Circul. du 2/3

juillet 1808.

Les militaires des compagnies de réserve, lorsqu'ils se trouvent employés hors du département auquel ils appartiennent, sont traités dans les hôpitaux au compte de l'administration de la guerre.

N.º 654.

Comptabilité des hôpitaux.

Indépendamment des articles que renserme le chapitre 15 on devra consulter, à ce sujet le décret du 25 germinal an 13 n.º 537, art. 185 à 194.

N.º 655.

Médicamens et pharmacies.

On devra consulter sur cette matière.

1.º La circulaire du 24 mai 1806, sur la récolte des sleurs, racines et plantes médicales dont les espèces et les quantités doivent être fixées par les officiers de santé; et le produit constaté

par un procès-verbal rédigé en présence de ces officiers.

2.º La circulaire du 21 prairial an 13, portant que l'usage des nouveaux poids et mesures adoptés dans le formulaire pharmaceutique joint à la circulaire du 15 frimaire précédent, sera provisoirement suspendu dans les pharmacies militaires: que néanmoins, les comptes des pharmaciens seront établis d'après le nouveau sistème métrique.

3.º L'instruction du 5 décembre 1806, concernant les pharmaciens chargés de dépôts de médicamens et les pharmaciens en

chef des hôpitaux militaires.

Cette instruction très-étendue, est divisée en trois parties, dout la première contient les dispositions qui sont relatives aux fonctions, à la gestion et aux comptes des pharmaciens chargés de dépôts: la deuxième traite des dispositions qui concernent les pharmaciens en chef des hôpitaux militaires: et la troisième partie contient des dispositions générales pour ces deux services. Elle est suivie de modèles d'états relatits à la comptabilité, aux demandes de médicamens etc.

L'article 5 de cette instruction est annulé par l'instruction du

2 avril 1808. Voy. mobilier des hopitaux num 656.

4.º La circulaire du 18 octobre 1808, sur les moyens de diminuer la consommation du quinquina; à la suite de cette circulaire est l'avis donné à ce sujet par les inspecteurs généraux du service de santé.

5.º La circulaire du 18 décembre, 1808, sur les médicamens exotiques portés sur les factures et procès-verbaux de versemens faits à des entrepreneurs ou à des hospices civils.

6.º La circulaire du 29 novembre 1810, portant que les deman-

des de médicamens ne devront désormais être faites que deux fois par année et que l'état en sera adressé au ministre par les ordonnateurs, savoir : pour les hôpitaux, les 15 décembre et 15

juin, et pour les dépôts les 10 mars et 10 septembre.

7.º La circulaire du 22 décembre 1810, portant que les pharciens chargés de dépôts ne rendront plus qu'une sois l'anuée, et dans les 15 premiers jours du mois qui suivra l'exercice expiré, les comptes en quantités et en valeurs, qu'ils étaient tenus de rendre chaque trimestre d'après l'instruction du 5 décemb. 1806.

8.º La circul. du 24 janv. 1811, portant que les avaries de médicamens attribuées à leur vétusté, seront supportées par les pharmaciens qui auront négligé d'en provoquer la consommation

en tems opportun.

9.º L'instruction approuvée par le ministre-directeur le 16 mars 1811, relative aux moyens de suppléer la cassonade dans les compositions pharmaceutiques qui ne comportent pas l'emploi du sirop de raisin; cette instruction indique quelles sont les compositions à édulcorer avec les sirops de raisin; celles dans lesquels le miel est préférable : et les formules et compositions qui n'admettent ni les sirops de raisin ni le miel et pour lesquelles l'emploi de la cassonade est nécessaire.

10.º La circul. du 23 février 1812, sur les précautions à prendre dans l'envoi des médicamens; la tare de tous les vases qui

contienpent ces médicamens, doit être indiquée.

N.º 656.

Mobilier des hópitaux.

On devra consulter sur cette matière:

1.º L'instruction du 8 brumaire an 13, sur le service des magasins et dépôts d'effets d'hôpitaux militaires. Cette instruction contient des dispositions sur les fonctions des gardes-maga-. sins, sur les réceptions et expéditions d'effets; sur les effets mis en réparation etc.

2.º La circul. du 24 mai 1806, Sur les procédés qui doivent être mis en usage pour la conservation des matelas, traversins, bonnets, capotes et autres effets en laine: on doit dresser des procès-verbaux pour constater 1.º la situation. de ces, ef-

fets; 2.º les moyens employés pour leur sanification.

3.º La circul. du 14 août 1807, contenant instruction sur les formalités qui doivent être observées, lors des réceptions et

réexpéditions d'effets versés en passe-de-bout.

4.º La circul. du 1.er septembre 1807, contenant des dispositions essentielles sur la réception et sur l'emploi du linge à pansement. Les chirurgiens-majors appelés à l'examen d'une fourniture de ce gearc, doivent l'examiner en détail, pièce par pièce et rejeter ce qui ne réunirait pas les qualités d'admission pres-

N.º 658.

Décès d'un garde-magasin d'effets d'hôpitaux.

Lors du décès d'un garde-magasin, le juge de paix, en présence du commissaire des guerres, appose les scellés sur les effets et papiers relatifs au service du magasin, et l'ordonnateur nomme un régisseur provisoire jusqu'à ce qu'il ait été pourvu au remplacement du décédé.

Le procès-verbal d'apposition de scéllés est de suite envoyé au

ministre.

Si dans l'intervalle de l'apposition des scellés, jusqu'à l'arrivée du successeur désigné par le ministre, il y avait urgence de procéder, soit à une expédition soit à des manutentions, on dresserait procès-verbal de la levée des scellés, en présence du régisseur provisoire, des héritiers du défunt et d'experts nommés contradictoirement ou d'office. Décision du 26 mai 1806 A.

N.º 659.

Vaccine - Avis des inspecteurs généraux du service de santé sur les moyens de vacciner les militaires; cet avis a été approuvé le 29 mai 1811 par le ministre, sauf les modifications suivantes:

1.º La vaccination n'aura jamais lieu aux armées, dans le moment où les corps sont en mouvement, ou sur le point de recevoir des ordres; elle ne sera entreprise que lorsque les troupes se trouveront en garnison ou cantonnées.

2.º Dans les garnisons, les sujets auxquels la vaccination sera applicable, n'y pourront être présentés que successivement, de manière qu'il n'y ait pas trop d'hommes à la fois hors de service.

CHAPITRE SEIZIÈME. PAIEMENT DES TROUPES ET ADMINISTRATION.

N.º 660.

20 mars 1807. Instruction pour l'exécution de la décision portant que les revues générales seront établies avec décomptes, et seront accompagnées des feuilles d'appel G.

Les revues générales de comptabilité qui d'après le réglement du 25 germinal, ne présentaient que les journées des officiers, sous-officiers et soldats, ont été établies avec décompte, à dater du 1. et janvier 1807, ensuite de cette instruction; et les seuilles d'appel ont été adressées au ministre de la guerre à l'appui de chaque revue-Cette instruction indiquait le nombre d'expéditions des revues et celui des extraits de revues pour toutes les dépenses payables à bureaux ouverts ou sur ordonnances: les dispositions qu'elle contient, sont inutiles à connaître et ont été modifiées par des réglemens postérieurs. Voy. sur la rédaction des nevues généralés et des extraits de revues, ainsi que sur leur envoi, le titre 3 du numéro 548.

N.º 661.

4 mars 1811. Circul. - Imprimés relatifs au travail des revues.

A la suite de cette circulaire est une nomenciature des imprimés qui doivent être fournis par le ministère de la guerre aux inspecteurs pour le service dont ils sont chargés. Les demandes adressées à ce sujet doivent indiquer la quautité d'imprimés demandés et les numéros d'ordre de la nomenclature; voy. aussi sur le même sujet le num. 562. p. 367.

N.º 662.

26. août 1811. Circul. G.-Situation à transmettre au minitre.

Les corps on portions de corps recevant sépanément leur solde, remetteut aux sous-inspecteurs, le dernier jour de chaque mois, un état relatif aux sommes qui pourraient être dues sur la solde, les masses et indemnités.

L'inspecteur divisionnaire, à la réception de cet état qui leur ost adressé par les sous-inspecteurs, en forme un relevé et l'adresse au ministre avec les tableaux mensuels d'effectif: aux armées les inspecteurs transmettent en outre ce relevé à l'inspecteur chargé en chef du service.

A l'expiration de chaque trimestre, le sous-inspecteur adresse à l'inspecteur divisionnaire, un état de la situation matérielle des corps, ensuite des vérifications faites sur le terrain lors des revues; et ce detnier fait un tableau général de tous les états reçus des sous-inspecteurs, et l'adresse au ministre.

Les états relatifs aux envois des inspecteurs sont fournis par le

ministère de la guerre.

N.º 663.

7 sept. 1811 G. Militaires rentrés de l'armée d'Espagne.

Lorsque des militaires réunis partent de l'armée d'espagne, soit pour rentrer à leurs corps, soit pour se retirer dans leurs foyers; on remet au chef du détachement, un état arrêté par le conseil et visé par le sous-inspecteur, lequel constate la nature

et le montant de la créunce de chacun des hommes composant ce détachement.

Les sous-inspecteurs employés à Bayonné et à Perpignan, sur le vu de cet état; sont payer tout ce qui revient à ces militaires pour le tems antérieur à leur départ. Ce paiement a lieu sur des états nominatifs établis au nom des bataillons de guerre, et en double expédition.

· La solde échue depuis le jour du départ, jusqu'au jour inclus de l'arrivée à la frontière, sera payée de la même manière, mais

sur des états distincts.

On transmet à l'inspecteur de la division ou du dépôt, une expédition de chacun de ces derniers états pour tenir lieu de

familie d'appel.

Pour les militaires isolés, l'état de ce qui leur est dû est transmis directement au conseil du dépôt; ce conseil en reçoit le montant sur des états établis de la même manière que pour les détachemens; et il solde à ceux qui out rejoint, ou fait parvenir aux militaires retirés dans leurs foyers, (voy. page 312 du numéro 548, art. 71.), ce qui leur est dû.

On applique aux sommes non réclamées dans l'année les dispositions du 3.º S. de l'article 67 dela même instruction (17

page 311.).

N.º 664.

20 avril et 8 sept. 1812. Circul. G. - Garde impériale.

La solde et les indemnités accessoires de tous les corps de la garde impériale, et des officiers d'état-major et d'administration qui y sont attachés, doivent, en vertu d'un décret du 24 mars 1812, être acquittées suivant le même mode que pour les troupes de l'armée de terre. Les inspecteurs passeront à cet effet des revues d'effectif conformément aux dispositions des articles 32 et

Chaque corps de la garde étant administré séparément, il est indispensable, pour l'ordre de la comptabilité, 1.º que les acquits de paiement indiquent les corps de la garde auxquels il sont imputables; 2.º que pour les paiemens saits à des militaires de la ligne dirigés sur la garde, ces acquits sassent connaître les régimens d'où sortent ces militaires, et celui dans lequel ils doivent être admis; 3° qu'il soit établi, pour les détachemens qui seraieut composés d'hommes appartenans à plusieurs corps, des états de paiement en nombre égal à celui des corps auxquels l'imputation doit en être saite.

Pour l'exécution de ces mesures, les inspecteurs ont reçu des tarifs de solde de la troupe, et des appointemens des officiers de

tous les corps saisant partie de la garde.

CHAPITRE DIXSEPTIÈME.

OBJETS DIVERS.

N.º 665.

11 oct. 1812. Circul. A — Habillement des condamnés au boulet				
Une circulaire du 11 octobre 1812, sixe les dimensions du ca-				
pot que doivent porter les condamnés, ainsi qu'il suit, savoir:				
F.ro to	ulle 2	.e taili	e j.e	tarlie.
Largeur depuis la pointe de l'épau-				
	109 »	1 54	2 » 1	001.
		0 28		
		0 23		• -
	434: »	ı 38e) » l	326.
		2 030		
Manches — Largeur depuis la cou-				* . *
ture de l'épaulette jusqu'au poignet,			•	
prise en dessus 7	o3 »	o 663)	636.
	541 »	0 514	j » o	406.
Capuchon - Hauteur du fond de tête o	406 »	0 378	3 o c	355.
	243 m	0 243) 22 O	243.
	68 m	0 541)) (527.

TABLE GÉNÉRALE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE

Des matières contenues dans les quatre volumes.

(Observation essentielle.) Il sera indispensible, pour la recherche des matières contenues dans cette table, de recourir au sommaire qui est à la auite; et dans lequel ou a placé, non-seulement tous les articles principaux qu'elle contient, avec l'indication de la page où ils se trouvent; mais encore une grande quantité de mots, dont l'unique objet étant de renvoyer à ces articles, n'ont, par conséquent, point été placés dans la table.

Les chiffices romains indiquent le volume; et les chiffres arabes désignent la page, le numéro ou les titres, suivant qu'ils sont précédés des lettres p, n ou t; et l'article du réglement indiqué, si le numéro n'est précédé d'aucune lettre; exemples:

Il page 385 n. 174, 1; lisez vol. deux page 385 numero 174 art. 1.4

IV n. 537, t. 8, 2; lisez vol. Il ummeto 537, tit. 8, art. z.

Lorsque l'on ne désigne pas le numéro du volume c'est à celui qui est cité dans l'art, précédent que l'ou doit recourir.

A

A BONNEMEMENS à contracter avec les maîtres-ouvriers, III, p. 219, 60 — Abonnement au théâtre, I, p. 197, 23 — Idem à passer aux économes; voy. hôpitaux.

A-BON-COMPTE ou acquit provisoire, est rendu aux corps lors de la consommation des décomptes, pour être brûlé, IV, p. 203, 86 et p. 206, 95.

ACQUITS ET DECHARGES conservés pendant deux ans, après quoi brûlés, IV, p. 165, 6.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. Justification sur l'exécution des dispositions du Code Napoléon, qui sont particulières aux militaires, II, p. 776, n. 364 — Registre à établir pour la rédaction des actes de l'état civil, id., pag. 778 — En cas de renouvellement doit être envoyé au ministre ib. -- Ceux qui sont tenus à l'état-major d'une armée, sont sous la garde et la surveillance du chef d'état-major, et doivent rester en dépot dans ses bureaux, ib., p. 780 — Modèle des actes p. 805 et suiv.

donnés aux enfans comme prénoms, p. 776. — Actes de mariage, ibid., tit. 2, p. 784 — Officiers de tous grades ne peuvent se

marier sans l'autorisation du ministre et sous peine de destitution, ibid. - sous-officiers et soldats ne peuvent de même se
marier sans la permission du conseil d'administration, ibid. peine de destitution contre l'officier de l'état-vivil qui néglige
de joindre ces autorisations à l'acte de célébration, ib. — formalités à observer pour cette célébration, II, p. 774, n. 362. —
Actes de décès, ibid., tit. 3 Voyez aussi décès. — Mort violente, il ne doit pas en être fait mention sur les actes de décès. — Déclarations à recevoir des prisonniers de guerre rentrés,
sur le décès des militaires, p. 803.

Hors du territoire de l'empire, peuvent être reçus par un officier supérieur en présence de deux témoins, etc., ibid. — Id. dans le tems d'un embarquement, ibid. — De la faculté de disposer des biens, etc. -> Envoi de l'extrait des registres et des actes de l'état civil, p 779, 783, 791 et 797, p. 800, note 1 — A qui doivent être envoyés les testamens faits hors

du territoire de l'empire, p. 809.

ADJOINTS A L'ETAT-MAJOR, leur avancement, I, p. 112, 60 et suiv.; II, n. 51 et 52, p. 5 et 6 — Sout choisis parmi les capitaines, ibid., n. 52 — Ne peuvent obtenir de l'avancement qu'après avoir servi deux ans dans le grade intérieur à celui qu'ils demanderaient, ibid.

ADJOINTS aux adjudans de côtes, voyez artillerie -- A l'inspection aux revues; voy. Inspecteurs — Aux commissaires; voy. commissaires des guerres.

ADJUDANS-COMMANDANS, II, n. 49 et 50, p. 3 et 4.

ADJUDANS DE PLACE, sont nommés parmi les militaires retirés ou non employés, II, n.48, p. 1 — Leur classement, ibid. et 1 p.407 — Doivent se trouver tous les matins chez le commandant d'armes, pour lui faire leur rapport et recevoir ses ordres, I, n. 42, t. 2, 7 et 8 — Se mettent à la tête des troupes à leur arrivée dans les places, id., p. 134, 12.

ADJUDANS-MAJORS sont à la nomination du conseil du régiment I, p. 101, 6 — Leur avancement, id. art, 9 et n. 36 et 38, p, 118. — Adjudant-major de semaine est aux ordres du capitaine de police, I, p. 357, 3 et 4, et p. 358, 9 — Se rend, avec l'adjudant sous-officier et les sergens-majors, chez le major, pour remettre la feuille du rapport général, p. 370, 12 — Ensuite, avec le major, chez le colonel, pour rendre compte de tous les détails et mouvemens du jour précédent, idem 13 — Ils surveillent les divers établissemens d'instruction, id., p. 384, 17.

ADJUDANS SOUS-OFFICIERS, sont à la nominition du conseil du régiment, , p. 101, 6 -- Leur evenoement, idemi, art 10 et 11 - Idem dans l'artillerie sont un choix du chef. titulaire des corps, II, p. 49, 25 - Il en est de même à l'égard des bataillous de supeurs et de mineurs, id., pag. 252, 28 - Dans ces dernières armes ils ont droit au traitement de 2.º lientenant quand un sergent moins ancien qu'eux parvient à ce grade, p. 45, 6, et p. 257, n. 131.

ADMINISTRATION intérieure des corps, 1V, p. 126, n. 535. conseils-d'administration, chargés des détails relatifs à -l'administration intérieure des corps -- Ibid. t. 1, 1 -- Leur · composition id. art. 2 et 3 et p. 277, n. 542 1, 10 et suiv. -- Mode de désignation des membres du conseil ib. '-- Les of-·ficiers désignés ne peuvent refuser d'exercer les fouctions qui leur sont déléguées ib. -- Cas d'exception ibid. art. 2 -- Les officiers chargés de détails ne peuvent faire partie du conseil , ib. art. 8 - Cas d'exception ib. - Fonctions du qu. m. trés. près du conseil ib. et p. 128, art. 5 -- Tous les marchés ou achats sont faits par le conseil on sur sa délégation spéciale, III. p. 207, 3 et IV, p. 130, note 2 -- Les membres les moins avancés en grade opinent les premiers, IV, page 128 6. -- Coux qui sont d'un avis différent peuvent en consigner les motifs sur le registre de délibérations ib. -- Doivent s'assembler tous les 10 jours, et extraordinairement, sur la convocation du colonel ou de l'inspecteur id. 7 -- Noms des membres inscrits en tête du procès-verbal id. et 8 -- Membres suppléans, p. 279, 7 -- Objets à mettre en délibération par qui proposés, p. 129, art ii -- Le commandant peut suspendre la délibération et en référer à l'inspect. aux revues ib. - Officiers choisis par le conseil pour suivre les différens détails d'administre ne peuvent refuser d'obéir aux ordres du conseil, id., 12 -- Les conseils ne peuvent s'immiscer dans ce qui concerne le service, la police et la discipline id, 14 - Sont responsables des fonds excédant les besoins courans qu'ils auraient remis par avance au quartier-maître-trésorier, p. 132,6 -- Retenues. faites aux membres des conseils à raison de dépenses rejetées, III., p. 106, n. 444 -- Dans les détachemens où il y a moins de 3 officiers, il ne sera pas formé de conseil, pag. 281, 15. ORDRE A SULVRE DANS L'ADMINISTRATION CL registres à tenir id. p. 130, t. 2, et p. 344 t. 1.er -- Formalités à saivre en cas de la perte des registres id; p. 355, art. 43 -- Registre de caisse doit être déposé dans la caisse p. 131, art. 2 -- Clefs de la vaisse, sont entre les mains du commandant du régiment, de l'officier le plus élevé en grade et du quartier-maître-trésorier, id. 3 et p: 279, 9. -- Ces trois officiers solidairement responsables des fonds, qui ne doivent jamais sortir de la caisse sans une délibération du conseil, ib. -- Désense de saire aucun paiement à des fournisseurs sans une autorisation du conseil, id. art. 7 et III., p. 219, 57 -- Il ne doit être remis aucun fonds an capitaine d'habillement; id. p. 218, 56 -- Journal du quartier-maître comment il doit être tenu, p. 133, 10 ct

soivans et & 3 et 4 -- Des écritures et de la manière de compter, IV, p.º 349: sect. 2.º

APPOINTEMENS DES OFFICIERS payés du premier au 2 à l'heure qui sera indiquée à l'ordre IV, p. 135, 2 -- Prét fait tous les 5 jours id. art. 3 — Comment, et par qui dis-

tribué à la troupe ib.

nes masses et de leur administration, p. 142, tit. 4; voy. aussi Masses — Dépenses communes p. 152, 49 et III, pag. 213, 42 — Masse de linge et chaussure. Son administration, IV, p. 153, 52 et suivans; voy. également Masse de linge et chaussure — Harnachément et ferrage art. 65 et suivans; voy. aussi à l'art. de cette masse ci-après.

The state of the second of the

mes de leur compagnie ibid.

Registre de détail qu'ils doivent tenir sid, art. 9 — Livrets pour y inscrire le compte de chaque homme, doivent être arrêtés et signés par le capitaine; le résultat doit en être affiché dans les chambrées, id. art. 12 — Provisions. Le chef de chambrée doit mener avec lui un homme, en présence duquel les provisions sont payées, id., 4 — Ordinaire. Le capitaine doit se faire remettre un certificat des bouchers et des boulangers pour attester qu'il ne leur est rien dû par les hommes de leur compagnie, id. -- Le traitement du frater et le blanchissage sont à la charge de l'ordinaire; voyez aussi ordinaires — Des distributions, voy. distributions.

comprabilité (Clôture de la) Les registres doivent être vérifiés tous les trois mois par le conseil, et arrêtés provisoirement par le sous-inspecteur, IV, pag. 164, t. 7, 1. et suivans, et p. 244, 219 - Epoques dela clôture des comptabilités soit trimestrielles soit annuelles pour les portions du corps, détachées de la portion principale ou du dépôt, IV, p. 350, t. 2 - Etats qui doivent être transmis à cette dernière portion, ibid. --- Comptes à rendre par l'inspect., lorsque ces états n'ent pas été adressés, ibid. — Détail de toutes les opérations auxquelles les inspecteurs et sous-inspecteurs doivent se livrer pour les vérifications soit annuelles, soit trimestrielles de la comptabilité des corps et de leur administration intérieure, IV, n. 541; p. 252 — Dépenses rejetées, id:, pag. 261 et 354: t. 3 — Euvoi des résultats de la comptabilité, ibid., voy. aussi Ministres de la guerre - Pièces de dépenses conservées pendant deux ans après cette revue peuvent ensuite être brûlées, p. 165, 6.

ondre à observer dans l'administr. intér. en cas de division

d'un corps id p. 166, tit. 8.

Formation du consoil éventuel id. et p. 177, ni 542 — Détachement commandé pour tenir garnison sur les maisseaux de l'état, id. p. 170, 20 et suiv.

Toutes les pièces de comptabilité sont renvoyées au conseil d'administration du dépôt pour y êtro régularisées, p. 282, 18.

- AGENTS DU GOUVERNEMENT, Formalités pour leur mise en jugement, ll, p. 439, n. 214 -- Les comptables destitués ne peuvent se prévaloir de la prérogative attachée à cette qualification, p. 411, n. 217.
- AIDES-DE-CAMP sont au choix des généraux, I, p. 114, n. 69 Dans quelles proportions ils sont attachés à ces derniers, ib. et II, p. 5 n. 51 Doivent être, remplacés dans leurs corps, id. I, p. 1.4, 70 et II, p. 8, n. 54 De leur momination et de leur avancement, II, p. 6, n. 52 Voyez Artillerie.
- AIGLES ET ENSEIGNES. Les régimens de ligne ont seuls, des aigles, les autres corps ont des enseignes, II, p. 15, m. 62 Chaque bataillon de guerre a un fanion porté par un sous-officier, ib. art. 18 et 1, p. 433 Les aigles et les enseignes sont remises aux corps par S. M. elle même ibid. 19 Aucun corps ne peut porter l'aigle pour enseigne s'il ne l'a reçue des mains de S. M. et s'il n'a prêté le serment par ses députés de la défendre, I, p. 432, n, 47 Voy. Porte-aigle.
- ALIMENS des malades dans les hôpitaux; voy. Hôpitaux Surveillance des officiers à l'égasti des alimens; voy. Ordin.
- ALLARME de telle espèce qu'elle, soit est recounue par la gérale battue à l'improviste, I, p. 191, 7.
- AMENDES prononcées contre les déserteurs, 1, p. 10, 9; II, p. 199, t. 4 Préfets chargés du recouvrement de ces amendes, id. I, p. 11, art. 11 Id. Contre les receleurs de conscrits et de déserteurs, id. 13 et II, p. 489, n. 241. contre les pères et mères qui donnent asile à leurs enfans déserteurs ou réfractaires, ib. Contre les conscrits réfractaires, I, p. 21, 9 Pères et mères civilement responsables du paiement; ib. Est remise aux condamnés graciés lorsqu'elle u'a pas été acquittée, II, p. 514, n. 250; voy. aussi Désertion.
- AMEUBLEMENT des Officiers, III, p. 409, art. 2 et 3 Indemnité d'ameublement, voy. les tarifs.
- AMNISTIE aux déserteurs. Résumé des dissérens décrets portant amnistie, II, p. 541, n. 270.
- APPARTEMENS affectés au service des tribunaux militaires, II, p. 428, n. 198.

APPEL du matin sait immédiatement après le roulement, à qui il en est rendu compte, I, p. 368, t. 4 — Visites extraordinaires après cet appel, id., p. 374, 34 — Sous-officiers qui n'auront pas dénoncé sur leurs billets d'appels les hommes arrêtés après la retraite, seront punis, I, p. 217, 122 — Idem sonné dans la cavalerie pour le déjeuner des chevaux, p. 368, note 4 — Idem pour le pansage et pour la distribution de l'avoine ibid. — Pour saire boire les chevaux ibid. — Pour saire lever et habiller les cavaliers ibid. — Pour donner à dîner et à souper aux chevaux ibid.

APPOINTÉS sapprimés, p. 357, note 3.

APPROVISIONNEMENS de Guerre et de Marine soumis au droit d'octroi, IV, p. 418, n. 577 — En grains, voy. Masse de boulangerie.

APPROVISIONNEMENS de Siège ne peuvent être détournés de leur destination sans autorisation du ministre ou des généraux en chef, III, p. 442, n. 508 — Except. à cette règle, id. et note — Formation d'un comité chargé de surveiller les approvisionnemens de siège; sa composition, id., p. 447, n. 512 — Il assiste à la récéption de toutes les denrées et objets livrés pour ces approvisionnemens, id., art. 5 — Il doit veiller à leur conservation dans les magasins, id. 7 et 8 - Détail des denrées qui entrent dans les approvisionnemens, et proportions qui doivent être observées à ce sujet; voy. la pag. 38 du vol. III, la 11.º sect. du ch. 1/1, et le tarif n. 19 — Qualités que doivent avoir ces denrées, ibid., pag. 443 à 145 — Approvisionnemens des îles et forts en mer, peuvent être distribués aux troupes qui y tiennent garnison, p. 126, n. 450 - Ces distributions ne scront ordonnées que pour un seul jour, ibid. - Comment elles seront régularisées, ib. - Voy. aussi masses de boulangerie, de fourrages atc.

ARMÉE DE TERRE, comment elle se forme, I, p. 1, t. 1— Les particuliers destinés au service de la marine ne peuvent être inscrits pour le service de terre, ibid., t. 2— Chaque armée considérée comme une division milit., IV, p. 243, 216.

ARMEMENT, comment placé dans les chambres, I. p. 359, t. 2 — Sa tenue, id., tit. 5, 18 — Voy. Artillerie et masse d'habillement.

ARMURIER (maître) doit avoir le grade de caporal, II, p. 10, 22, est nammé par le conseil. I, p. 103, 13 — Il ne doit recevoir aucune arme à réparer, que de l'officier chargé du détail, III, p. 212, 33 — Détails relatifs à la réparation des armes dans les corps, ibid, art 24 et suiv., et IV, pag. 151, art. 37 à 49 — Le maître-armurier doit se rembre près des détachemens pour la réparation des armes, III, p. 225, &u — Les corps doivent envoyer leurs armuriers dans les ma-

nufactures d'armesi, pour se perfectionner dans leur profession,
- II, p. 198, n. 114.

ARRIVÉE des troupes dans les places, I, p. 133, tit. 3:— officiers envoyés à l'avance iront prendre les ordres du commandant d'armes: id. art. 2 et page 400, 11 — Halte de la
troupe, an pied du giacis, pour rajuster les parties de son habillement, équipement et armement, p. 134, 10 — Reconnaissance à faire par la garde, ibid. p. 171, art. 82 et suiv. —
Voy. troupes en marche.

ARROSOIRS achetés aux frais de l'ordinaire, II, p. 721, 2.

ARTIFICIER son avancement voy. artillerie et génie.

ARTILLERIE — Avancement; choix pour les différens grades, II p. 45, n. 86 tit. 1 et 3 — des conditions nécessaires à l'avancement, id. tit. 2. — formation des listes de candidats — idem d'un jury pour l'examen des sous-officiers id. tit. 3 Adjudans majors et adjudans sous-officiers au choix des chofs titul. des corps id. art 2) — Le tiers des grades d'officiers est dévolu aux sous-officiers; les deux autres tiers aux élèves de l'école, id. 27 — Lieutenans parviennent au grade de capitaine, en tems de paix les trois quarts à l'ancienneté et un quart au choix du gouvernement; en tems de guerre deux tiers à l'ancienneté, un tiers au choix du gouvernement, id. 29 et 30 — Chefs de ibataillons nommés parmi les officiers ayant 4 ans du grade de capitaine, 33 et note — 4 places d'officiers réservées dans les bataillons du train pour les sous-officiers d'artillerie, idem 49.

Compagnies Coloniales leur création. II, p. 53, n. 87 — Dispositions particulières au service de l'artillerie dans les colonies ivid. — Les officiers, sous-officiers et canonniers après 4 ans de service dans les colonies peuvent demander à rentrer en Europe ibid.

Les inspecteur général, Ses attributions, II, p. 38, n. 83 — Gomité central, est sons les ordres du 1. inspecteur gé-

néral sibid. -- Ses attributions, p. 39 n. 84.

forges fonderies et manufact. d'armes, leur destination ibid., hi et suivans par qui surveillées ibid. — moulins à poudre, ibidem.

.. AIDES-DE-CAMP, ne peuvent être pris parmi les officiers d'artillerie, exception en faveur des généraux de l'arme, p. 56, n. 89.

GARDES D'ARTILLERIE, seront pris parmi les sergens-majors, II, p. 45, n. 86 — Leur classification et leur avancement. idem 39 et suivans, et n. 88 — Leurs fonctions dans l'intérieur, pag. 93, t. 5, 6 et 7 — Idem aux armées, pag. 126, art. 108 et suiv. — Formalités qui deirent être remplies lors

de l'installation des gardes, et lors de leur détés, pag. 97, t. 7 — Sont responsables des munitions et approvisionnemens quelconques qui leur sont consiés, p. 140, n. 102 — Réquisitions des directeurs pour la garde des dépôts où sont des approvisionnemens, id., 3 et 4 — En cas de vol dans les arsenaux sont suspendus jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le vol, ou que l'un des coupables ait été reconnu, id. 7 et note — Sont chargés de l'entretien des armes déposées dans les magasins d'artillerie, p. 185, n. 113, t. 4, et articles additionnels — Rétribution qui leur est accordée à raison de cet entretien, id. 47.

CONDUCTEURS D'ARTILLERVE; sont choisis parmi les sergeno, II, p. 45, n. 86, 4 — Leur avancement, id., 39 et suivans — Leur service aux armées, p. 125, 99 et suiv. — Font quelquesois les sonctions de sous-gardes, id., 123 et suiv.

ouvriers vérérans nommés parmi les sous-officiers et ouvriers d'artilleric, p. 51, 42 — Sont employés dans les arsenaux, voy. ci-après au même article de l'artillerie arsenaux de construction.

OUVRIERS D'ARTILLERIE (compagnies d) leur composition, IV, p. 434 — Leur service aux armées, II, p. 124, 90 et suiv. — Supplémens de solde accordés aux ouvriers, p. 101, t. 9 — Ouvriers en bois ou en ser qui peuvent passer des corps d'artillerie dans les ouvriers, II, p. 58, n. 91.

ouvriers armuriers (compagnies d), leur composition et leur service, II, p. 57, n. 90, et IV, p. 434, u. 589 — ouvriers en bois et en ser qui doivent exister dans chaque compagnie des régimens d'artillerie, ibid., n. 93 — Leur haute-

paye, ibid., art. 1 et tarif n. 15.

TRAIN D'ARTILLERIE, sa composition, II, pag. 39, n. 85 et p. 61, n. 95. — Idem en tems de guerre, idem — Avancement du train, p. 51, t. 4. — Son rang est fixé immédiatement après les troupes d'artillerie, p. 44, art. 38 et 39 — Les compagnies sont exercées aux manœuvres d'artillerie, p. 40, 9 — Uniforme, id., 10 — Équipement des chevaux, ibid., 12 — Major du train, sa nomination, id., 21 — Dédoublement des bataillons du train en tems de guerre, id., 22 et suiv. — Compagnie d'ouvriers du train, sa formation en tems de guerre, id., 31 — Chevaux du train, doivent être reçus et marqués en présence du général d'artillerie, du chef d'état-major, du directeur du parc et du commissaire des guerres, n. 100, p. 128, 127 et suiv.

conseil d'administration établi au grand parc pour régler et arrêter les dépenses relatives à l'artillerie en campagne: sa composition, ib. n. 100, 10 et 42 — Chargé de l'administration de l'équipage aux armées, p. 44, 34 — id. pour l'établissement et la vérification des dépenses faites dans les arsenaux de construction num. 99, p. 114, t. 4 — id. dans

les écoles régimentaires : sa composition p. 150, 7.

. CAMONNIÈRS GARDES-CÔTES. Création, répertition et compoeition des compagnies, II, p. 161, num. 106 --- Les officiers sont choisis parmi ceux qui ont servi dans l'artiflerie de terre ou de marine, ou parmi les officiers en réforme ou en retraite, ib. 3, et p. 168, n. 107, t.4 — Les hommes sont choisis de préférence parmi les militaires qui ont obtenu leur congé ou leur retraite, et qui ont encore les facultés nécessaires pour le service, Il, n. 106, 4 - Canonniers gardes-côtes sédentaires: les compaguies sont composées des habitans du pays auquel elles sont attachées et sont considérées comme gardenationale, id. art. 7 — adjudans-de-côtes pris parmi les chefs de bataillon; leur service, ibid. 8 et n. 107, t. 4 — Adjoints aux adjudans-de-côtes pris parmi les adjoints d'état-major, m. 106, 8 - Uniforme des compagnies id. 9, armement id. 10, entretien 11 - Rangs des officiers id 12 - A qui le commandement est déféré lorsque les compagnies sont rénnies à des troupes de ligne; id. 13 - Service et traitement en tems de guerre. id., t. 2 - En tems de paix, t. 3 - La solde de retraite peut être cumulée au traitement accordé aux canonniers-de-côtes, II, p, 579 note - Mode d'avancement dans ces compagnies: II, p. 168, n. 107 - Un canonnier garde-côte qui, sous prétexte de changement de domicile se soustrait à son service jugé comme déserteur, p. 531, 1.

scole o'Antillerie, parveut se faire examiner de l'école d'arphication, id., p. 141, n. 103 — Compagnies de canonniers du train, de sapeurs et de mineurs qui y sont attachées id. art. 4 — Admission et instruction des élèves, t. 4 et 5. Ils ont le grade de sous-lieutenant id. art. 17 — Ils sont soumis à toutes les lois militaires id. 37 — Penvent être destitués par le ministre pour cause d'inconduite id. 35 et suivans — Il leur est reconnu 4 années de service d'officier à l'instant où ils entrent en cette qualité dans l'artillerie ou dans le génie, id. 43 — Police et administration de l'école id, tit. 6 — Militaires employés à l'école jouissent d'un tiers en sus de leurs appointemens, id., tit. 8 — Sous-officiers et soldats d'artillerie, pauveut se faire examiner concurremment avec les élèves de l'école polytechnique pour passer comme eux à l'école d'application, p. 1/8, n. 104.

n, 96, p. 62 et n. 105, p. 149 — Des officiers et employés pour l'instruction, dans les écoles, et du matériel de l'école, n. 105, p. 149, t. 1 — Parties d'instruction théorique et pratique sur lesquelles seront exercés les officiers, sous-officiers et soldats des différens corps qui composent l'arme de l'artillerie, ibid, t. 2 — Comment sera réglée l'instruction pendant l'hiver et pendant l'été id., tit. 3 — en l'absence du commandant de l'école le commandement en est déféré au commandant du régiment, ou bataillon en garnison dans la

place, id., art. 44 - Salle d'écriture et d'aritméthique ouverte dans chaque corps d'artillerie pour l'instruction des hommes de ces corps ibid., art. 32 — Choix des maîtres id., art. 2.—Leur traitement pris sur les fonds de l'école régimentaire, ibid. CHIMIR (cours de) qui doivent être faits pour l'instruction

des officiers du corps de l'artillerie, p. 160, 45, id.

Mode d'après lequel le compagnies, les détachémens et les officiers seront commandés pour les différens touss de service ibid. — Remplacement des officiers et des canonniers dans une compagnie qui doit partir, ibid., 23 et suiv. Forces des troupes attribuées à chaque grade d'officiers ibid. 50 à 52.

SERVICE DE L'ARTILLERIE dans les places, II, p. 82, n. 98 — Proportion dans laquelle l'artillerie doit être commandée pour le service des places, ib., et n. 105, art. 41 4 et I, p. 150, art. 22 à 24 -- Dispositions de service intérieur, n. 98, t. 1 — Places des officiers et sous-officiers dans l'ordre de bataille; ordre dans lequel les régimens d'artillerie devront défiler, id, t. 2 - Travaux d'artillerie à exécuter; troupes qui y seront employées, et leur police, ich t. 3 - Le commandant d'armes doit être préveau de ces travaux ou des transports à exécuter; I, p. 151, 25 — Officiers d'artiflerie ne peuvent s'absenter des places; sans en prévenir le commandant d'armes qui ne peut cependant les obliger à s'expliquer sur les motifs de leur absence, I, p. 196, 9 — Service des officiers attachés aux directions et aux forges d'artillerie et aux manufactures d'armes, n. 98, p. 82, t. 4 - Projets relatifs aux dissérents ouvrages, et réparations à faire aux attirails et aux bâtimens de l'artillerie - Concours du commissaire des guerres à l'exécution de ces travaux : approvisionnemens en bois et en ser, id., t. 5, et n. 99, p. 114, t. 4.

Comptes à rendre des dépenses qui ont en lieu dans les directions, II, p. 96, t. 6 — Magasins à poudre fermés par 3 serrares: les cless à qui remises, ib., t. 7, art. 4, et I, p. 243, art. 8 — Commissaires des guerres. Leurs concours pour la régularisation de toutes les dépenses relatives aux approvisionnemens, constructions et réparations d'attirails et de

· magasins, id., t. 6 et 8.

vice de ces arsenaux, II, p. 104, n. 99 — Instruction des officiers et des ouvriers qui y sont employés — Ordre à tenir dans les magasins. Des matières et outils, id., t. 2 — Police des ouvriers dans l'arsenal, ib. t. 3 — Salaire qui leur est accordé à raison de leur travail — Direction des dépenses à faire dans les arsenaux, id. t. 4 — Conseil d'administration composé du directeur, du sous-directeur et du commissaire des guerres et des capitaines etc. ib.

sikans: service de l'artillerie dans les siéges, II., p. 130,

n. 101 — Concert entre les généraux d'artillerie et du génie pour la désignation des fronts d'attaque; officiers supérieurs de tranchée, 23 et suivans, et I, p. 344, t. 36 — Tours de service des batteries, II, p. 133, 27 — Supplémens de solde accordés aux sous-officiers et soldats employés dans les sièges pour les travaux de l'artillerie, id., 46 — Caporaux-fourriers et artificiers ne font pas de service dans les batteries ni à la sape, id., 47 — Commissaire des guerres attaché au parc; ses fonctions, ib., art. 21, 71 et suiv.

service un campagne, Il, p. 116, n. 100 — Fonctions du chef d'état-major de l'artillerie dans les sièges, ib., 14 et suivans — En campagne doit prendre l'ordre chez S. M. et

on son absence chez le maréchal de l'armée, id., 24.

riser les dépenses, composé des directeur et sous-directeur, des 2 plus anciens officiers d'ouvriers et du commissaire des guerres; ib., art. 11 — Pièces de dépenses vérissées par ce dernier fonctionnaire, ib., art. 111 et suiv.

ronces d'artillerie; leur direction est indépendante des autres directions d'artillerie, II, p. 180, n. 112 — Fonctions du directeur et des sous-directeurs des forges, ib. — Réception des fers forgés, des boulets et des projectiles creux, id., t: 2 — Des comptes à rendre, t. 3,

nota — Fonte et épreuve des bouches à seu, IV, p. 62,

n. 590.

Anmes: décret relatif à leur fabrication, II, n. 115, p. 199 - Les armes du calibre de guerre ne peuvent être fabriquées hors des manufactures, id. - Demandes et entretien des armes, p. 185, num. 113 — Les armes rendues aux arsenaux doivent être en bon état, id., 6 - Les corps sont responsables des armes des hommes entrés aux hôpitaux, on de ceux envoyés en congé, id., art. 9 - Les armes emportées par les déserteurs sont remplacées au compte des chess de corps, id., 11 — Les armes doivent-durer 50 ans, il n'en est-remplacé annuellement que le 50.°, id.. 12 et 19. — Ce qui excédera cette proportion sera retenu aux membres du conseil sur leur traitement, id, 13 et 17 - Revues d'armement: il doit y assister un officier d'artillerie ou un armurier, id., 13 - Livret d'armement sur lequel sont enregistrées les distributions d'armes, id., 20 et 21 - Pièces d'armes doivent être tirées directement des manufactures, id., 22 et 1V, p. 151, 38 -Les généraux en chef et ceux de l'artillerie doivent se concerter afin d'arrêter la graude consommation d'armes, id., 24 — Pertes d'armes faites à l'armée, ib.

Entretien des armes dans les magasins d'artillerie, id., t. 4, et IV, p. 435, num. 591 et 592; voyez à l'article des gardes — Les inspecteurs généraux font retenir les appointemens des

directeurs dont les armes placées sous leur surveillance sont mal entretenues, id., 59 — Réparations des armes transportées, id., 62 et suivans; voy. aussi Masse d'habillement.

MASSES D'ENTRECIEN d'armes pour les troupes de la confédé-

ration du Rhin, III, p. 449.

convois d'antillerie; le commandement de l'escorte, appartient à l'officier le plus élevé en grade, néaumoins l'officier d'artillerie doit toujours décider les heures de départ et des haltes, II, p. 130, 139 — Transport des armes des pondres et autres effets d'artillerie et attirails de guerre, sont dans les attributions du ministre de la guerre : comment exécutés, II, p. 196, 61 et suivans — p. 179, n. 111; et III, p. 403, n. 503 — Voy. Salpétres et poudres.

- ARTISTES VÉTÉRINAIRES. Leur rang, leur traitement et leur service, II, p. 29 et notes de la p. 838 Ne doivent faire aucune opération importante sans l'autorisation du conseil, IV, 157, 73 Voy. Masse de harnach. Sous-aides vétérin. leur traitement IV, p. 434. n. 588.
- ASSEMBLÉE des troupes. Dispositions qui doivent être suivies lorque les troupes prennent les armes, I, p. 191, t. 18 Elles doivent être informées dès le jour de leur arrivée du poste qu'elles occuperont en cas d'allarme, id., art. 4 Les troupes ne peuvent être assemblées saus l'autorisation du commandant d'armes, id. t. 20, 7.
- ASSIMILATION des grades et emplois; voy. le tableau faisant suite à l'introduct. I.
- ATELIERS de déserteurs condamnés. Traitement des condamnés aux travaux publics et de ceux condamnés au boulet, de quoi il se compose pour les jours de travail, et pour ceux de repos, IV, n. 581, p. 422, art. 1. et 7 Fournitures de chaussage, d'éclairage et de coucher qui leur sont faites, ibid., art. 3, 4 et 7 Ils sont traités à l'hôpital dans une salle soumise à une police spéciale, id., not. 2 et art. 6. Actes de décès des condamnés ibid. Costume des condamnés, de quoi il se compose, ibid., art. 2 et 7 Durée des effets et leur prix ibid. Dimensions du capot, p. 467 On alloue aux corps pour la dépense de ces effets où fr. payables à bureaux ouverts, III, p. 244, v. 747.

L'administration des ponts et chaussées est chargée du regime administrat. des condamnés aux travaux mis à sa di-

sposit., IV, p. 422 note 1.

- Les agens d'administration, surveillans et concierges des ateliers, peuvent cumuler leur traitement avec la solde de retraite II, n. 292, p. 579 note.
- ATTRIBUTIONS des ministres, voy. Ministre de la guerre —
 id. des inspecteurs aux revu's, voy. Inspect. id. des compaisaire des guerres, voy. Commissaires.

AUDITEURS TRESORIERS: leurs sonctions près des cohortes de gardes nationales, II, p. 858, tit. 7; p. 863, n. 386 et IV, p. 441, n. 605 Leur traitement ibid. — Voy Gardenationale.

AVANCEMENT (lois et dispositions générales sur le mode d')

I. p. 100, n. 34; p. 116, n. 35; p. 122, n. 39 et 40 —

L'avancement doit avoir lieu de trois manières; un tiers à l'ancienneté. un tiers à l'élection, un tiers au choix du gouvernement n. 34, 1, p. 100 — Comment cette proportion est établie, id. art. 2 et 3, et pour les colonies p. 120, n. 37

Les nominations ne doivent porter que sur des officiers ou sous-offic. ayant au moins quatre ans de service dans leur grade, p. 122, n. 39 — Lorsqu'il ne se trouve pas de sujets réunissant ces conditions, le ministre doit en être informé, ibid. — durée de service exigée pour l'avancement des sous-offic., p. 123, n. 40 — L'adjud maj., l'adjud. sous-off., le tambour-maj. et le caporal-tamb., sont au choix des memb. du conseil, p. 101, 6 et 7 — Maîtres-ouvriers id., art. 12, choix du sergent-maj., p. 105, art. 24 — Avancement du quartier maître-trésor. et de l'adjud.-maj., I, p. 118, n. 36 et n. 38.

officiers de l'état-major, ne peuvent obtenir de l'avancement, qu'après avoir fait pendant deux ans le service de leur grade actuel dans un régim. de leur arme, I, p. 122, n. 39.

officiens gén. Et supèr., sont tous au choix du gouvernement, I, p, 111, 53, et p. 116, 1 et suiv. -- Les offic. proposés pour le grade de major ou de colonel, ne reçoivent leur brevet, qu'après avoir commandé devant Sa Majesté, p. 122, n. 39.

RANGS DES OFFIC. ET SOUS OFF., date dans toutes les circonstances des brevets, procès verboux d'élection, ou lettres de service, p. 109 note 1. " — Officiers remis en activité après avoir quitté le service; comment classés, I, p. 124, num, 41.

AVANCEMENT dans l'artillerie; voy. Artillerie — Dans l'arme du génie, voy. Génie — Dans la gendarmorie, voy. Genidarmerie.

AVANCES faites en route, IV, p. 217 art. 130 à 136 — Bordereau des avances faites aux sous-officiers et soldats en route; déponillement qui doit en être fait, p. 135, tit. 3 ibid, — voy. aussi Equipement (Effets de petit) — Avances taites au quartier-maître; voy. Administrat. intérieure.

BAGNES, Militaires et marins condamnés aux sers peur insubordination conduits dans les bagnes du Hâvre et de Nice : les dispositions des art 49 et 53 du n. 244 relatives aux dés serteurs condamnés, leur sont applicables II, p. 516, n. 252, voy. aussi Désertion.

BAIN. Usage du bain recommandé pour les soldats, I, p. 377, 513

BANDAGES HERNIAIRES: leur délivrance, IV, pi ga-

BANQUETTE; ouvrage de sortification, I, p. 293:

BANS à publier à la tête des troupes à leur arrivée dans les places, I, p. 136, t. 4, et II, p. 676, t. 3, 30 et suiv. — On ne peu faire battre de bans militaires, sans l'autorisation du commandant d'armes; on dernier doit être aussi informé du la publication des bans de police civile, I, p. 192, art. 1.

BARAQUES; sourniture de la paille, pour les constructions ou réparat des baraques, IH, p. 327, note.

BAS: effet de petit équipement, remis aux hommes de nouvelle levée IV, p. 161, 14.

BAS-OFFICIER, titre supprimé, II, p. 9, 14.

BATAILLONS d'équipages militaires, sont destinés au service des vivres et de l'ambulance, ainsi qu'au transport des effets de campement; leur organisation, II, p. 340, 8.° section — Leur service, traitement et administration ibid., et IV, p. 437, n. 597. — Ces bataillons sont placés sous les ordres immédiats des commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres; ila sont néanmoins subordonnés aux chefs militaires pour tout ce qui est relatif à la tenue, aux exercices et à la disciplines ibid. — Rapports d'ordre et de subordination; attribution des officiers génér, des commandans milit. et des commissaires des guerres relativement à ce corps, IV, p. 437, n. 597.

BATAILLONS d'infanterie: leur composition, II, p. 15, n. 62. BATAILLONS de dépôt, ibid. la comptabilité des corps doit y être centralisée, voy. Administration intérieurs.

BATIMENS MILITAIRES visités pour constater les réparations à y faire, I, p. 242, 6; H., p. 706, t. 1, p. 730, n. 339, et p. 755, tit. 2 — Clefs des magasins à poudre remises au command. d'armes, à celui de l'artill. et au garde, I, p. 243, art. 8 — Administration et entretien des bâtimens II, p. 730, n. 339 — Voy. eucore établissemens et logement.

BAUX relatifs aux emplacemens destinés aux services de l'administration de la guerre, IV, p. 440, num. 603.

· Vol. IV. 31.

- BIDONS, voy. Campement (effets de); petits bidons remplacés par des bouteilles clissées, III, p. 408.
- BILLETS DE LOGEMENT, leur contenu, I, p. 143, 41 et suivans Comment distribués à la troupe, ibid., voy. Logement.
- BLANCHISSAGE du linge est au compte de l'ordinaire, IV, p. 159, 7 — Procédé pour le blanchissage du linge, I, p. 361, note 3 — voy. Hôpit.
- BLESSÉS, défense de les conduire à l'ambulance pendant le combat I, p. 312, tit. 20 Lorsque les militaires blessés sont portés au lieu où les secours les attendent, toute garde devant laquelle lls passeront, devra leur rendre les honneurs militaires, II, p. 625, n. 325 voy. Hópitaux.
- BOISSON (hommes pris de) consignés au quartier, I, p. 372, 26.
- BOISSON des malades dans les hôpitaux, IV, p. 39, sect. 21, voy Hôpitaux.
- BOITE DES RONDES; leur objet, I, p. 183, art. 12 à 14, et p. 186, art. 19 Par qui fournies, III, p. 152, art. 37.
- p. 284, 28 à 32 Les hommes mis à la salle de police ne doivent pas avoir d'autre coiffure, I, p. 397, 47.
- BONS de distributions, comment totalisés, IV, p. 223, sect. 8.e et 9.e, et p 318, n. 549 voy. Revues générales de comptabilité, § subsistances Contre-bons, peines contre les préposés qui délivrent des contre-bons, IV, p. 446, n. 618, voyez Rachats.
- BORDEREAUX de retenue, IV, p. 216, 5. section.
- BOTTES, leur ressemelage est à la charge des hommes, III, p. 177, 22.
- BOULANGERS comment organisés à l'armée, III, p. 28 Surveillance à exercer relativement aux boulangers dans l'intérieur IV, p. 448, n. 621.
- BOULET du poids de 8 livres remis aux corps par les directenrs d'artillerie, pour servir à l'exécution du jugement des condamnés, IV p. 427, 7 — condamnés sau boulet, V. ateliers et désertion.
- BOUTEILLES CLISSÉES, chaque soldat doit en recevoir une lors de son enrôlement; l'entretien de cet ustensile est à la charge des hommes, III p. 407, n. 505.
- BRETELLE DE FUSIL: sa durée tarif, n. 39.
- BREVETS, doivent être communiqués aux inspecteurs, IV, p. 192, 50, voy. avancement.
- BUCHERONS entretenus à la suite de l'armée, III p. 32.

 \mathbf{C}

CAISSE D'AMORTISSEMENT: l'argent et le montant de la vente des effets des militaires décédés aux armées, dans les hôpitaux, ou dans les prisons, on qui se sont évadés de ces derniers lieux, sont versés à la caisse d'amortissement, et les héritiers ou ayans droit doivent se pourvoir à cette caisse pour le recouvrement de ce qui pourra leur revenir, lV,

p. 87, n. 522 et p. 102 n. 525 — Il en est de même à l'égard des corps ibid. — Formalités à observer pour les ventes et versemens ibid.

CAISSES PUBLIQUES; il est desendo à toute autorité civile ou militaire de disposer d'aucune somme dans les caisses publiques, IV, p. 410, n. 573.

CAISSONS' pour le transport du pain aux armées, III, p. 25 à 27 — quantité de rations qu'ils peuvent transporter ibid. — voy. aussi transports.

CAISSONS D'AMBULANCE à la suite des corps; destinés à porter les objets nécessaires pour le premier appareil à mettre sur le champ-de-bataille, IV p. 80, 24— Instrumens, médicamens et effets qu'ils doivent contenir ibid, et p. 124, n. 534.— Conduite et surveillance de ce caisson ibid. Masse destinée à son entretien ibid.

CAMPAGNES, Comment les services et les campagnes sont comptés aux militaires, II, p. 568, tit. 1 et p. 577, n. 292. Le service fait sur les côtes en temps de guerre est assimilé à celui des armées, p. 167, 37 — Le temps entier de la peine de prison est distrait de celui du service, II p. 454, 22 — Le mois de vendémiaire an 14, compte comme une campagne, II p. 582, n. 295.

CAMPEMENT (effets et ustensiles de); en quoi consistent ces effets, III, p. 39 et p. 262; de leur reception et conservation dans les magasins ibid. — De leur distribution à la troupe ibid. Voy. aussi masse des effets de campement et magasins d'habillem.

CANONNIERS GARDES-COTES. Ceux qui font partie de ces compagnies peuvent cumuler leur traitement à la solde de retraite, II, p. 579, 9 — Voy. artillerie.

CANTINES; leur établissement n'est toléré dans les forteresses et postes militaires que la où il n'existe pas d'habitations cieviles, et dans ce cas, il doit être autorisé par le ministre, I, p. 241, art. 7 et note — Employés des droits réunis, out le droit de surveiller les cantiniers des établissement militaires excepté etc., I, p. 131, note 2.

the product of the second of t

CAPITAINE nominat. du capitaine, I, p, 106, 27 et p. 117, 14 — Désigné pour remplacer le major dans la tenue du contrôle, IV, 279, 6 — Commandant un corps ou batail. est exempt de tout autre service, I, p. 274, 24. Comment les capitaines sont classés dans les régimens, II, n. 62, p. 15 et p. 25, n. 69 — Capitaine de police change de veiller à l'exécution des détails de police, discipline et du service intérieur du régiment, I, n. 44, tit. 3, 2 — L'adjudant major et l'adjudant de semaine, id., art. 4, les officiers et sous-officiers de semaine des compagnies, sont spécialement sous ses ordres, id., art. 9 et tit. 4, 18 — Il doit faire la visite des hépitaux, chambres de police, prisons et cachots, id., tit. 4 et IV, p. 65, ast. 427 et 428 — Il peçoit le rapport des officiers de semaine sur l'appel de leur compagnie, l, n. 44, tit. 4 — Son rapport au colonel, id., art. 31.

capitaine d'habillement. dans l'infanterie, II, p. 20, n. 66 — Doit toujours saire partie du dépât, p. 17, 15 — Voy. masse d'habillement.

CAPITAINES-RAPPORTEURS: doivent donner commaissance au commissaire des guerres des mouvemens qui s'opérent dans les prisons, lV, p. 236, 195 — Voy. tribun. milit.

CAPITULATION. Cas où il est désendu de capituler, I, p. 292, tit. 15, et p. 430, art. 111; II, n. 236, bis, p. 483 - pèines contre ceux qui enfreignent ces dispositions, ibid. seront jugés par un conseil de guerre extraordinaire, ibid. — Composition de ce conseil, ibid.

CAPORAL; mode de namination, I, p. 108, 14 et note - Doit tonjours être nommé au choix, ibid. - 8ex fonet, I, p. 356, 6 — Idem de supeurs, conditions relatives à son avancement, II, p. 249. n. 198.

CAPORAL DE POSE chargé de relever les sentinelles, ses fonctions, 1, n. 42, tit. 11.

CAPORAL-FOURRIER. Choix du caporal-sourrier, 1, p. 105, 23 — Son rang parmi les sous-officiers, Il, p. 9, 16, ses sonctions, ibid. et 1, p. 357, 8 — Observations à ce sujet, IV, p. 134 et 136, notes 1 et 3.

CAPORAL-TAMBOUR. Au choix du conseil du régiment, I, p. 101, 6 ët p. 389, 10 — Son avancement, p. 102, art. 12 — Son rang et ses fonctions, II, p. 10, 23; et I, p. 356, 6.

CAPOTES de sentinelles. Leur délivrance et leur entretien, III, p. 151, noté — Epoque où ce vêtement est retiré, ibid. — La garde en est confiée au préposé des lits militaires, ibid. — Comment les réparations sont faites et constatées, ibid.

CARTOUCHE. Homme rentrant au corps sans être porteur de sa cartouche ou congé ne peut toucher le rappel de ce qui lui est dû qu'au bout d'un an, IV, 195, 58.

Le condamné au boulet reçoit une cartouche rouge à l'expiration de sa peine, II, p. 508, tit. 11 — Voy. aussi congés.

CARTOUCHES A FUSIL rendues au sous-officier de semaine à la descente de la garde, 1, p. 372, 22 — Cartouche à balle pour les hommes de garde, 11, p. 190, 27 et 28.

CASERNEMENT (Fournitures de); ne doivent pas être remises aux troupes de passage traité Laurent, III, p. 409, n. 507, art. 48 — Composition des lits, ibid., 2, 4 et suivans Meubles à fournir aux officiers, id., art. 3 — Formalités à observer pour l'admission des fournitures qui doivent être mises en service par l'entrepreneur, id. art. 24 et suivans — Entretien des effets; ibid., 6.° section — Remplacement des effets, id., 7.°, section — Des bâtimens servant à l'exploitation de ce service, idem, 8.° section — Renouvellement des draps et des paillasses, id., 37, 40 et 45 — L'époque du renouvellement de la paille sera consignée sur un livret tenu par le garde-magasin, ibid. — Destination des lits d'officiers et de soldats, 36 et 38 et instruction faisant suite, n. 507, art. 5; dans quelle proportion ils doivent être fournis aux militaires, aux vétérans et aux condamnés etc., art. 39 et idem.

Vétérans infirmes peuvent coucher seuls, ibid., 9 et 39—Démi-fournitures en quoi elles consistent, id., art. 5, sont destinées aux infirmeries régimentaires, aux salles de discipline et aux prisons de police, aux conscrits réfractaires et aux pionniers, id., 42 — Renouvellement de la paille des demifournitures, id., 43. La vieille paille sera rendue à l'entrepreneur, id, art. 61 — Dispositions particulières aux fournitures des infirmeries régimentaires, id., 44 — Les effets qui les composent ne doivent jamais être employés au coucher des hommes en santé, ibid.

service extraordinairs: fournitures remises pour le service des hôpitaux, pour les compagnies de réserve, et pour la gendarmerie, pour le service du campement etc., id., 10.º sect. — Transports, ibid.

prisonniers de guerre. Fournitures de coucher qui leur sont saites, ibid, 4i et note — Doivent être désinsectées avant

d'être employées à l'usage des troupes, ibid.

DISTRIBUTION DES EFFETS et leur rentrée en magasin, id., 11. sect., p. 422 et n. 507, art. 5 et suiv. Loy. des lits à payer par les communes percevant des droits d'octroi; dis-

posit. partic. à ce sujet, n. 507, bis p. 440.

DEGRADATIONS. Autres que celles provenant de l'usage, sont à la charge de la troupe, id., comment constatées, et comment remboursées, ibid., act. 65 et suiv.; — Délais de rigueur pour l'envoi des procès verbaux dressés à ce sujet, ibid. et notes — Police exercée dans les casernes pour la conserva-

- tion des effets, id., 12.° sect. Entrée du garde-magasin ou de ses préposés dans les casernes, ibid. Responsabilité des gardes du génie à l'égard des fournitures de casernement, ibid. comptabilité du service et paiement du loyer des lits, ibid.
- 13.° sect., p. 427 Inventaires à dresser chaque année, ibid. Voy. aussi logement Casernement de la gendarm. voyez gendarm.
- CASERNES visitées par le quartier-maître-trésorier et l'officier du génie avant leur occupation, I, p. 133, tit. 3 et II, p. 713, 5; et au départ des troupes, ordonnance de 68, p. 236, 17 et suiv. Propreté qui doit y reguer, II, p. 706, t. 1 et t. 5.
- CASSATION, cas où l'on peut recourir en cassation contre les jugemens des tribunaux militaires, II, p. 398, 17 Voy. Tribun. milit. et punitions.
- section du chap. 5 Organisation des régimens de carabiniers et de cuirassiers, p. 23 et 25 Ident des régimens de dragons, chasseurs et hussards, n. 70 Forme et dimensions de l'habiliement des troupes à cheval, III, p. 286, n. 483.
- CAVALERIE (Officiers de) doivent être montés sur des chevaux d'escadron, IV, p. 196, 62.
- CERTIFICATS (faux), signataires de faux certificats déclarés fauteurs et complices de désertion, I, pag. 8, 56 voyez désertion.
- CERTIFICATS de bien vivre donnés aux troupes contre lesquelles il n'est parvenu aucune plainte, I, p. 238, 28; II, p. 680, 54 et 698, 24.
- CERTIFICATS de non-paiement. Il ne doit plus en être délivré aux sous-officiers et soldats qui se retirent, IV, p. 311, 69.
- CHAINE que doivent porter les condamnés au boulet, son poids et ses dimensions, IV, pag. 427 Les corps doivent s'en pourvoir, aux dépens de la masse d'habillement, pour servir à l'exécution du jugement de leurs condamnés, IV, p. 427, voy. Boulet.
- CHAMBRES tenues dans le plus grand état de propreté, I, p. 369, 5 et II, p. 721, sect. 1. voy. Logement.
- CHAMBRES DE POLICE établies dans l'intérieur du quartier, I, p. 396, 43 et suiv. Celles des sous-officiers séparées de celles destinées aux soldats, ibid. Comment garnies, ibid. 44 Etablies dans l'intérieur des hópitaux pour la punition des malades en faute, IV, p. 66, 441, voy. prison.
- CHANCELIER de la Légion d'honneur (grand) voy. le chap. 8, 1. r. sect.
- CHARANÇON, insecte qui attaque les grains; moyen d'en préserver les greniers. III, p. 22.

- CHASSE. Les disposit. des lois relatives au port d'armes de chasse, sont applicables aux militaires; exception en faveur des membres de la légion d'honn., II, p. 882, n. 397 Quels sont ceux qui peuvent chasser, ibid. Les militaires pour les délits de chasse sont soumis à la juridiction des juges ordinaires, ibid.
- CHEFS de CHAMBRÉE doivent veiller à la tenue, et sont responsables de tout ce qui est relatif à la police et à la dispipille de la chambrée, I, p. 361, 14, et p. 370, 7.
- CHEF D'ÉTAT-MAJOR ne peut être membre, des conseils de guerre ni de révision. II, p. 427, 6 Ses fonctions à l'armée, I, n. 43, et particulièrement les tit. 9, 10, 11, 13 et 19, voy. service des troupes en campagne Idem d'état-major d'artillerie dans les sièges, voy. Artillerie, art. Siéges.
- CHEVAL-DE-SELLE. Indemnité représentative du cheval-deselle, accordée aux officiers âgés de plus de 50 ans, III, p. 313, §. 2, et p. 346, 2. série — Mode de paiement, IV, p. 214, 120.
- CHEVALTER, titre que portent les membres de la légion d'honneur.
- CHEVALIERS (grands) de l'ordre des 3 toisons d'or, II, p. 562. n. 286.
- CHEVAUX. Heures fixées pour leur manger, I, notes de la page 363, et de la page 369 de leur nourriture, ibid. Comptes rendus des accidens et maladies survenues aux chevaux, ibid. Leur pansage, ibid. Les maréchaux-des-logis et les officiers font panser leurs chevaux par des cavaliers, moyennant une rétribution de 3 francs; note de la page 365, art. 18, et 2.º note de la page 365 art. 18, et 2.º note de la page 365 chevaux, ibid. Régime des chevaux, IV, num. 387, p. 433 Leur visite par le maréchal expert, I, notes de la p. 363 Chevaux menés à l'abreuvoir, ibid. Soins des chefs sur la tenue des chevaux, ibid. Voyez aussi masse des remontes.

cultivateurs, à la charge de les reproduire sur la première réquisition, IV, p. 411, n. 574 — Conditions auxquelles sont faits les placemens, ibid. — Sous-officiers du train détachés dans les départemens pour veiller à la conservation de ces chevaux, ibid. — Leur traitement, ibid.

- CHEVAUX de bât et de selle à fournir aux corps en remplacement de voitures, III, p. 359.
- CHEVAUX malades. Cavaliers laissés en route avec des chevaux malades, comment traités, III, p. 367, 27.
- CHEVRONS, marque distinctive accordée à l'ancienneté de service, III, p. 59, n. 412.

GHIMIE (Cours de) qui doit être fait pour l'instruction des officiers du corps de l'artillerie, II, p. 160, 45.

CHIRURGIEN-MAJOR visite tous les matins les hommes qui lui sont désignés comme malades, I, p. 376, 48; voy. Chirurgiens et hôpitaux.

CHIRURGIENS: nombre de chirurgiens attachés à chaque corps IV, p. 78, 13 et suivans — Les chirurgiens-majors et aides-majors doivent avoir été reçus docteurs, id., 16 — Mode d'admission des sous-aides, ib., cas où ils sont exempts de la conscription, I, p. 30, n. 17 — Élève-chirurgien: Les commandans des corps sont autorisés à dispenser sur la demande du chirurgien-major un ou deux soldats du service habituel pour faire le service d'élève-chirurgien, IV, p. 81, 27 — Subordination des officiers de santé militaires, p. 116, n. 531; voy. aussi hépitaux.

CITADELLES, forts et châteaux! relations de service entre les commandans et ceux des places dont ces forteresses dépendent, I, p. 240, t. 34, p. 446, 39 et II, p. 673, 4 — Dispositions de police et de service, ib.

p. 106, 30 — Ses fonctions, I, pag. 355, t. 1 — comment remplacé, ib. — Prévenu de délit comment jugé, I, p. 414, n. 188 — Création de colonels en second, II, p. 19, n. 64.

COMMANDANT D'ARMES; leur classement, II, n. 48; et I, n. 46, p. 406. - Leurs lettres de service, commissions, etc., sont venregistrées aux greffes des tribunaux ou des principales autorités civiles:, II, p. 673, art. 8, vet, I, p. 411, art. 22 — Ne peuvent s'absenter de leur place, I, p. 132, art. 11 et 12, et p. 426 et 428, art. 90 et 1100 — Leurs rapports avec les généraix de division et des armées, et les commandans des troupes, I, p. 412 et suiv. - Du commandement provisoire des places, ibid., p. 416 et 129, art. 11 à 17, et II, p. 2, art. 4 — La gendarmerie ne peut concourir à ce commandement, wid. p. 678, att. 42 et 43 — Du commandement dans les quartiers et villes ouvertes, I, p. 239 — Communications qui doivent être faites aux commandans d'armes par les commandans de l'artillerie et du génie, id. p. 414 — Les command. d'armes chargent chaque jour de visiter l'hôpital, un ou plusieurs officiers de la garnison, lesquels sont tenus d'assister à la distribution d'alimens IV, p. 65, 427 — Autorisent ou refusent l'information contre les déserteurs, II, p. 466 25 et 26 — Leur concours avec les membres de l'autorité civile, pour les cas qui intéressent la police intérieure des places, I, p 417, t. 3; II, p. 673, t. 3 - Doivent assister à la réception des fournitures de casernement, III, pag. 413, 25 et suiv. — Sont responsables des fournitures faites aux corps-degarde qu'ils établisaient ou conserveraient sans nécestité, III, p. 149, 31; p. 161, n. 459 — Sont autorisés à remplacer les sous-inspecteurs pour le service des revues, et les commissaires des guerres pour la délivrance des feuilles de route, IV, 183, 32, et 34; p. 326, 9, et III, p. 396, n. 501, voy. Places de guerre et états-majors.

COMMANDEMENT à qui il est déféré dans les corps en l'absance du chef titulaire, I, pag. 203, 7 et suiv.; pag. 358, 13 et notes — L'on doit se conformer aux ordres de ce dernier, ibid, — Dans les villes ouvertes où il n'y a pas d'état-major, le commandement appartient à l'officier supérieur en grade, p. 239, t. 33 — Comment le service sera réglé dans ce cas, ibidem.

COMMISSAIRES DES GUERRES; leurs attributions, III, n. 400, p. 1; n. 402, p. 43, et n. 537, p. 173, 1. re sect. - Les généraux les font reconnaître par la voie de l'ordre du jour, III, p. 3,8; leur avancem., p. 46, 32 — Leurs fonctions à l'égard des hôpitaux voy. Hôpitaux - Sont dans l'indépendance des chess militaires, p. 3, 9 et p. 51, n. 406 - Punitions dont il sont susceptibles, ibid. - Doivent déférer aux réquisitions qui leur sont adressées par ces chefs, id. 10 - Remise des papiers relatifs au service auquel ils sont attachés, id. 14 — Mode d'admission, id. 15 — Des commiss. et adjoints provisoires et de leur avancement, p. 45, note 3 - Mode d'examen pour l'admission aux places d'adjoints, p. 46, n. 403 mode qui doit être suivi pour suppléer un commissaire de gu. appellé d'un départ. dans un autre, III, p. 51, n. 406 bis. FONCTIONS GENÉRALES des commissaires des guerres, III, p. 8, sect, 3 - L'ordre et le mot sont portés à l'inspecteur et à l'ordonnateur tous les jours par un sergent, id., sect. 4, 2 — Ils ne peuvent infliger par eux-mèmes aucune punition aux militaires, ibid. 4 - Sont tenus de notifier leur présence et leur signature aux commissaires des guerres employés dans les lieux circonvoisins, p. 15,8 - Remplissent les fonctious

de commiss. impër. près des conseils de révision, II, p. 418. Leur entrée aux séances des conseils d'administration, IV, p. 128, note 2.

Visites qu'ils doivent faire dans les maison de détention de leurs arrondissemens, III, n. 423, 6 et 19 — Doivent assister aux distributions, I, 327, tit. 26, et III, pag. 111. Leurs attributions et leurs fonctions relativement au service des magasins d'habillement, voy. Magasin d'habillement — Doivent assister le plus souvent qu'il leur sera possible soit aux préparations de distributions et soit aux distributions elles-mêmes, III, p. 28 et suiv. id., dans les hôpitaux, IV, p. 42, 261 — Ils visitent les caves, celliers, magasins etc., ibid. 250 — Indépendamment de ces visites, ils doivent en

faire d'extraordinaires, le jour et la nuit, et au moment ou ils sont le moins attendus, ibid.. art. 431 — Sont tenus de faire tous les six mois, à l'improviste, une vérification générale des poids et mesures dont on se sert dans tous les établissemens de l'administration de la guerre, III, p. 48, n. 405 — Ils requièrent des commandans militaires le nombre d'hommes nécessaire pour la garde des hôpitaux, ou l'escorte des évacuations, IV, p. 65, 432 — Les officiers de santé et employés de chaque hôpital, sont sous leur police, ibid, 433 — Ils peuvent pour des cas graves les suspendre de leur fonctions, ibid., 434, et p. 116, n. 531 — Les militaires malades sont également sous les ordres du commissaire des guerres, dans tous les cas qui intéressent le service et la police des hôpitaux, ibid., 435 — Ils doivent réunir tous les dix jours, les officiers de santé en chef et l'économe de l'hôpital, pour s'occuper ensemble des moyens d'amélioration du service, ibid., 448.

Sont responsables des extentions données aux logemens, II, p. 692, 9 — Cas où le concours des commissaires des guerres sera nécessaire pour l'exécution des travaux militaires, II, p. 730, n. 339, voy travaux mil; — Doivent faire procéder en leur présence à la réception et à l'inventaire des fournitures de casernement, III, n. 506, art. 24, 28, 80 et suivans — Leur concours pour les travaux et pour les ap-

. provisionnemens de l'artillerie, voy Artillerie.

Leur service relativement aux troupes en marche, aux transports et convois. III, 8.º sect. du chap. 14, p. 337 — Leurs attributions relativement aux bataillons d'équipages,

II, p. 344, 38 et IV, n. 597, p. 437.

commissaires-ordonnateurs, leurs attributions, III, p. 12, tit. 2 — lls ont sous l'autorité du ministre, la police supérieure des hôpitaux, IV, p. 64, 425 — Ordonnateurs en chef aux armées; leurs attributions, III, p. 12.

COMMISSAIRES GÉNERAUX de police peuvent requérir la force armée en activité. II, p. 877, n, 391.

COMITÉ CENTRAL des revues, remplacé par un directeur général, IV, p. 175, note de l'art. 5 et notions préliminaires.

COMPAGNIES de canonniers vétérans, voy. Vétérans; de canonniers gardes-côtes, voy. Artillerie.

COMPAGNIES d'Infanterie; leur composition, II, p. 15 — On ne peut faire passer les hommes d'une compagnie dans une autre sans l'autorisation des généraux, IV, p. 179, note 1.—Administration int. des comp., voy. administration intér.

COMPAGNIES d'infirmiers; créées spécialement pour le service des malades et des blessés dans les hôpitaux ou aux armées, leur organisation, II, p. 356, n. 161 — Service des cente-

niers et sous-centeniers, des sous-officiers et infirmiers, ibid. Leur administration, ibid. — Voy. aussi Hôpitaux.

COMPAGNIES de pionniers, exclusivement destinées à être employées aux travaux publics, sont composées d'hommes qui se mutilent pour se soustraire au service ou qui montrent une volonté ferme de ne pas servir, I, p. 80 et II, p. 359 — Leur organisation, II, p. 359 — Sont soumises à une discipline et à des peines particulières, ibidem — Sont traitées pour la solde et les masses sur le même pied que l'infanterie, ibid.

COMPAGNIES de réserve. Leur création et organisation, II, p. 345, n. 156 — Sont destinées à fournir la garde des hôtels de préfecture, des maisons de détention, dépôts de mendicité, prisons de police et prisons criminelles, id., 4 — Sont divisées en 6 classes; leur composition, id., 3 — Officiers, sont pris parmi les militaires en retraite, ou en réforme d'un grade supérieur ou au moins égal à l'emploi vacant, id., 4 — Anciens soldats peuvent également y être admis, id., 7. Leurs droits à raison de ce nouveau service id., note — Il en est de même des sous-officiers, id., 5 — Les enrôlemens volontaires y sont autorisés comme pour les corps de la ligne, IV, p. 438, n. 598.

LES COMPAGNIES SONT INSPECTÉES par le colonel de la genémerie, II, p. 345, n. 156, 6— Il en arrête la comptabilité définitivement, id., 12— Il ne peut néanmoins leur donner aucun ordre ni les faire sortir des villes où elles sont en station etc., et il doit s'adresser au préfet lorsqu'il veut seur faire prendre les armes, id., 22— Substitutions entre les soldats de ces compagnies peuvent être autorisées par les présets, id., 7 et note.

Le traitement des officiers peut être cumulé avec la solde de retraite, 8. Il n'en est pas de même à l'égard du traitement de réforme, id.

n. 156, 11 et note — Il peut être présidé par le préset id., 13 — Caisse à trois cless, ibid. — Traitement des sous-officiers et soldats, id., 9 et suivans — Il peut leur être sait des sournitures des magasins militaires sur la demande des conseils au moyen du remboursement, id., 15 — Leur admission dans les hôpitaux civils, id., 16 et IV, pag. 9 note 2 — L'entretien des compagnies de réserve est une dépense départementale et communale, il y est pourvu par le moyen du vingtième des revenus de toutes les communes, II, p. 345, n. 156, 16 — emploi de ce vingtième, p. 353, n. 157.

les colonels sur les régimens qu'ils commandent, II, p. 350, n. 156, 18 et suivans — Relations entre les officiers généraux employés et les présets à raison du service des compagnies, id.

leur fixation et leur emploi, p. 353, n. 157 et p. 354, n. 159 — Les fonds en peuvent être employés indistinctement, ibid, 4 — Congés limités à accorder au cinquième des hommes pour le temps des moissons, n. 160 — Tambours de ces compagnies enrôlés avant l'âge de la conscription, doivent suivre leur destination lorsqu'ils atteindront cet âge, ibid.

COMPLICATION de délit, II, p. 497, 34.

COMPLICE d'un délit assimilé à l'auteur de ce délit, II, p. 464, 16 — Voy. fauteurs.

COMPLOT de désertion soit à l'ennemi, soit à l'étranger et soit à l'intérieur, celui qui en est le chef puni de mort, II, p. 487 n. 240, 5, p. 511, n. 247 et n. 225, p. 455 — Ces dispositions sont applicables à tout officier qui se trouverait dans le même cas, II, p. 487, note 4 — Quel est celui que l'on doit considérer comme chef de complot, ibid.,

Complice qui découvre un complot ne peut être poursuivi à raison du crime qu'il a découvert, ibid. — Déserteur condamné qui révèle un complot d'évasion, reçoit sa grace, II, p.

502, 54.

COMPTABILITÉ. Voy. administration intér. et revues — Idem des hôpit. voy. Hôpitaux — Idem des transports, voy. Transports.

- COMPTABLES destitués, ne peuvent se prévaloir de la prérogative constitutionnelle, d'après laquelle les agens publics ne peuvent être mis en jugement qu'en vertu d'une décision du conseil d'état, II, p. 441, n. 217.
- GONCIERGES des prisons; fournitures qu'ils doivent faire aux militaires détenus, III, p. 73, 1 à 6 Etats qu'ils doivent établir pour en obtenir la liquidation, ibid. et suiv. Sont responsables de l'évasion des détenus; voy. Evasion et militaires détenus.
- GONDUCTEURS de Conscrits, supplémens qui leur sont accordés, et mode de paiement de ces supplémens, IV, p. 371, n. 564, et tarif n. 31.
- CONGÉDIÉS (Sous-officiers et soldats), et pouvant encore servir, sont admis à reprendre de l'activité, I, p. 25, n. 12 Leurs anciens services cumulés avec les nouveaux pour les récompenses, id. 2 Ils reprennent leur ancien grade, id. 3 Ils ont la liberté de limiter le tems de leur service, id. 8 Leur masse de linge et chaussure leur est comptée aux frais du gouvernement, ibid.
- CONGÉS, Signataires de congés délivrés en contrav. aux lois, considérés comme faut. et complices de désert., I, p. 8, 59 Congé absolu, pouvait être cédé par les anciens soldats aux

conscrits, p. 76, n. 25 — Id. de réforme, voy. réforme — Dispositions diverses sur les congés absolus des milit., p. 89, n. 28 — Idem de semestre arrêtés relatife à ces congés, I, p. 92 et suiv, n. 28 et 31 — Le quartier-maître et le chirurgien-major ne peuvent en obtenir que sur l'autorisation du ministre, p. 92, 7 — Les officiers ne peuvent s'absonter sans la permission du commandant de la division ou de la place, ibid. 10 — Rappels au retour des semestriers, IV, p. 195, 55 à 60, et p. 238, 203 — Officiers en retard de rejoindre privés de leur rappel et mis aux arrêts forcés, I, p. 93, 14 — Sous-officiers et soldats en congé expiré, sont rayés des contrôles, et signalés comme déserteurs, II, p. 531, n. 268, t., à 5.

conces Limités. Formalités relatives à la demande des congés limités et à ceux de convalescence, I, n. 27 et 30, p. 89 et 96, et à leur prolongation, ibid. — Décision relative aux congés limités, ibid. et note — Hommes revenus de congé; leur rappel, IV, p. 137, 5; p. 195, 55 — Leur habillement doit être visité lors de leur départ, pag. 150, 35 — On ne doit pas demander de congé pour ceux dont la masse n'est pas complette, et qui ne sont pas pourvus d'argent pour faire leur route, p. 162, 15 — Homme qui rentre au corps sans être porteur de sa cartouche, comment traité; p. 195, 58 — Rappel des hommes en congé de semestre fixé à la moitié de la solde, p. 238, 203.

CONNÉTABLE. Ses attributions, voy. l'art. Notions préliminaires vol. I.

CONSCRIPTION pour l'armée de terre, 'age auquel les Français y sont soumis I, p. 3, 15 — Quels sont ceux qui en sont exempts ou simplement exceptés, ibid., 16; p. 26, n. 13; et p. 34, art. 152 — individus qui, après avoir obtenu l'exception cessent d'y avoir droit, p. 36, art. 170 - Départemens réservés pour la conscription maritime p. 30, n. 18 Durée du service de la conscription, p. 5, 21 - Conscrite ne penvent être requis ni employés par aucune autorité civile ou militaire, administrative ou judiciaire, p. 7, 50 et p. 23, n. 9 — Peines auxquelles ils sont soumis en cas de désobéissance aux lois, p. 7, 53; p. 10, 9, voy. Désertion et conscr. réfract. Ne peuvent être admis à aueune sonction publ., administrat. ou judici., etc. qu'en rapport. un certif. constatant qu'il ont satisfait aux lois de la cousc., id. p. 7, 54 - Sont autorisés à résilier les engagemens par eux contractés avant d'être appelés au service, p. 9, n. 2 - Sont admis à se saire remplacer, p. 10, 2 - Inhabites au service congédiés sans condition de remplacem., id., 3 ... Doivent une indemité si leurs imposit. s'élèvent à 50 fr., p. 13, 5 — Quels sont ceux qui sont passibles de cette indemnité, id. et p. 35, art. 166,

MODE DE RÉPARTITION des contingens, formation et dési-

gnation de ceux qui doivent former les contingens, p, 31, tit. 1 — La répartition pour les départemens est faite par le préset, et celle des arrondissemens par le sous-préset, ibid. — Individus à comprendre sur les listes, ibid., art. 4 — Hommes de couleur ne doivent point y être portés, ibid., art. 14.

art, 73 — Leurs fonctions, ibid., art. 67 — réformes; ajournemens, premiers à marcher, mutilations volontaires, I, p. 37 — Conscrits au-dessous d'un mètre 488 millim. sont réformés pour défaut de taille; ceux au-dessous d'1 m. 542 mill. sont ajournés à la session prochaine p. 38, art. 176 — Conscrit désigné comme s'étant mutilé volontairement envoyé aux pionniers, p. 40, art. 205 à 207, et p. 80.

conscrits a placer au dépôt de droit et au dépôt du sort,

p. 41, 217 à 289.

nésignation des conscrits pour l'armée active, la réserve et le dépôt, ibid, 287 à 100 — Substitutions, I, p. 46, 300 à 219 — Ne peuvent avoir lieu qu'entre les conscrits du même canton portés sur les listes de la même classe, id., 301 - Les hommes des compagnies de réserve peuvent être choisis pour substituans, id., 309 — Les sous-officiers perdent, dans ce cas, le grade dont ils sont révêtus, ibid., 311 — Remplacemens avant le départ des conscrits, I, p. 48, 320 à 344 — Conditions auxquelles les suppléans sont admis, id., 325 — Répartitions entre les corps, départs, incorporat. des consc. I, p. 51; 452 à 461 — Taille prescrite pour le service des différ armes, p. 52, 455 — Convocation et réunion des consc. désignés pour marcher, formation des détachemens, leur escorte et leur itinéraire, I. p. 54, 462 — Choix des officiers et sous-officiers pour escorter les détachemens, ibid., art. 476 — Ne peut jamais être fait parmi les militaires en retraite on en résorme ou servant dans les vétérans, ibid. feuilles de route délivrées par le commiss. des guerres, et avis à donner par ce fonction sur la route que devront tenir les détachemens, ibid., 482 et 483 — Effets fournis aux conscrits, ibid. 485.

inspection des généraux commandant les départemens

que traversent les détachemens, p. 59.

FORMALITÉS à remplir par les économes relativement aux hommes qui se présentent pour être admis dans les hôpitaux,

p. 63, 544 à 542.

Incorporation des conscrits, p. 60 — Les corps ne peuvent refuser les hommes qui leur sont destinés, ibid., 531 — Effets à distribuer à ceux qu'ils jugeraient impropres au service, ibid. — Feuilles individuelles à former pour les hommes ayant abandonné le détachement, ibid. — Etat que le commandant

du corps doit adresser au directeur gén., p. 62.

remplacement dans les corps, sont autorisés à l'égard de tous les militaires ayant 6 mois de service et ne faisant pas partie des bataill. de guerre, I, p. 65, 583 — Exceptions à l'égard des corps d'élite de la garde, des corps étrangers, des bat. colon., réfract. désert. et pionn., lb., 584 à 586 — Les remplaçans peuvent être pris dans tous les départemens de l'empire, excepté pour les hommes des comp. de réserve, ib. — par qui les demandes sont faites, et formalités auxquelles elles sont soumises, ibid. 587 à 591 — Les chefs de corps sont responsables des remplaçans qu'ils admettent, p. 29, n. 16 — Responsabilité des conscrits suppléés et des militaires remplacés, I, p. 67, 592 à 634 — Etats qui doivent être adressés par les corps à ce sujet ibid — Réformes aux corps des conscrits suppléans et remplaçans, ibid., voy. aussi réformes.

ANNÉE DE MASSE D'HABILLEMENT allouée aux corps sur les fonds de la conscription pour chaque militaire remplacé dans

ces corps, I, p. 72, 1273 et saiv.

Déchéance prononcée contre les réclamations non produites dans les six mois qui suivront le trimestre où la dépense a eu lieu, ibid.

Précis des différentes lois relatives aux levées, I, p. 1.74,

note, et p. 73, n. 20.

CONSCRITS déclarés Réfractaires après 40 fours, lorsqu'ils n'ont pas satisfait à l'appel qui leur est fait, ou lorsqu'ils ont déserté en route, I, p. 21, 8 et 9 — Amende qui leur est imposée, ibid. voy. aussi Amendes — lls doivent en outre être traduits dans un dépôt militaire, id., art. 10 — Le pré-

set ordonne leur remplacement, id. 12.

ORGANISATION DES DÉPÔTS DE RÉFRACTAIRES, et police de ces dépôts, II, p. 492, n. 244, t. 1 — Les conscrits de ces dépôts ne doivent jamais se trouver aux manœuvres et exercices de la garnison, ni faire le service avec les hommes qui la composent, ibid., 9. - Leurs fautes de discipline punies plus sévèrement que celles des militaires, id. 11 - lnstruction et service des conscrits, ibid. 14 - Inspection faite tous les trimestres sur l'instruction, la tenue et la conduite des hommes, ibid. 15 - Admis dans les corps de l'armée ' sur les renseignemens avantageux transmis au ministre, ibid. — Nombre des dépôts de réfractaires, p. 520, n. 255 — Arz restation et mode de conduite à ces dépôts pour les conserits, ibid., et IV, n. 566, p. 379 — Tout conscrit qui s'évaderait pendant le tems de la conduite, sera jugé et condamné comme déserteur, II, p. 523, n. 259 — Comment traités pendant la route, IV, p. 379, n. 566 — Tems pendant lequel les sournitures de prison doivent leur être saites, III, pag. 81.

IV, p. 376, n. 565 — Masse des deniers de pouhe, commont elle est formée, ibid., et 11, p. 493, 5 et 15 — Son objet, ibid. — Traitement et mode de paiement des officiers et sous-officiers employés à la police de ces dépôts, IV, pag. 376, n. 565, et tarif n. 31.

- CONSEILS D'ADMINISTRATION des bataillons de conscrits de réserve, 1, p. 18, 48 Conseils d'administration des corps, voy. Administration intérieure Idem dans les parcs et arsenaux, voy. Artillerie Id. de la gendarmerie, voy. Gendarmerie.
- CONSEILS DE DISCIPLINE, I, p. 393, 26 à 42 Idem dans les compagnies de pionniers, II, p. 360, note 4.
- conseils de Guerre spéciaux destinés uniquement à juger les militaires déserteurs et les conscrits réfractaires; leur composition, II, n. 244, t. 2, p. 494 Les membres en sont nommés par le commandant d'armes la veille du jour où le conseil devra se réunir, ibid. Ne peuvent refuser d'en remplir les fonctions; n'ont droit à aucune rétribution à raison de ces fonc., ib. 16 et suiv. Les conseils sont dissous, dès qu'il ont prononcé sur le délit pour le jugement duquel ils étaient convoqués, ibid.

procedure devant le conseil de guerre spécial, idid., t. 3, p. 495 — Deit être instruite et le procès jugé dans 3 jours, idid. — Les séances du conseil tenues chez les commandans d'armes, et sous une tente à l'armée, sont publiques; les membres délibèrent à huis-clos, ibid. — Il leur est défendu sous peine de forfaiture de communer ni de diminuer les peines portées contre les déserteurs, id., art. 41 — Leurs jugemens ne sont sujets, ni à l'appel, ni à la cassation, ni à la révision, ibid. 42 — Frais alloués au graffier pour l'expédition des jugemens, ibid. 60 — Indemnités accordées aux particuliers appelés en témoignage et aux interprêtes, ibid., 63 et 64 — Voy. aussi Désertion.

- CONSEILS DE GUERRE ou conseils de défense, voy. Places de guerre.
- CONSEIL OFFICIEUX chargé de défendre gratuitement les intérêts des militaires qui sont à l'armée, II, p. 769, n. 357.
- CONSERVATION DES PLACES, II, p. 664, p. 332 et p. 726, p. 338, voy aussi places de guerre.
- CONSIGNES changées ou violées, voy. Crimes et délits.
- CONSIGNES de chaque poste remises par écrit dans chaq. corpsde garde, I, p. 164, 18 et 19.
- CONTRIBUTIONS. Les officiers ne sont pas soumis au paiement des contributions, II, p. 680, 58 Exceptions à l'égard des

des officiers d'état-major et autres à résidence fixe, III, numéros 439, 441 et 442 et notes. Sont fixées à 2 cent. par franc, id. p. 100, 1 — portion du traitement sur laquelle cette contribution doit porter, id., note 3 — Mode d'après lequel ces contributions sont recouvrées, p. 102, n. 440.

CONTUMACES; mode d'après lequel ils sont jugés. II, p. 397, 14 — Contumaces des armées supprimées, id., p. 429, n. 199.

CONVALESCENS dispensés de service sur le rapport du chirurgien major, I, p. 373, 49, et p. 156, 10 — Al'armée, voy. Service des troupes en camp.

CONVALESCENS (dépôts de) établis pour mettre les hommes sortant de l'hôpital, à même de se rétablir avant de camper, IV, p. 123 et 1, p. 334, tit. 28 — Mode de paiement et de régularisation pour le traitement des hommes qui font partie de ces dépôts, IV, n. 548, art. 8, 15 et 16.

CONVICTION des accusés, II, n. 178, tit. 12 et 13.

CONVOIS funcbres, 24 messidor an 12, II, p. 652, tit. 26.

CONVOIS MILITAIRES; indemnité de convois militaires, comment payée, III, p. 387, 9, voy. Transports.

CORNETS pour les compagnies de voltigeurs, II, p. 11, n. 59.

CORPS-DE-GARDE; meubles et usteusiles des corps-de-garde visités par le caporal de consigne, I, p. 163, 11 à 13 — En quoi consistent ces meubles, III, p. 150, 33 et suiv. affiché un inventaire dans l'intérieur du corps-de-garde, id., 39 - L'achat, l'entretien et le renouvellement de ces objets sont sous l'inspection immédiate du génie, id., 37 et suiv. et 11, Il doit être tenu par les commandans d'arp. 947 , n. 344. mes un registre sur lequel le nombre de postes est inscrit chaque jour, III, pag. 165, n. 461 — Ce registre est représenté au commissaire des guerres pour établir les revues des corps-de garde, ibid. - Les commandans sont responsables de la dépense des postes conservés sans nécessité, p. 161, n. 459 — Le nombre en est arrêté par le général commandant la division, ibid. — L'état en est transmis au ministre par ces derniers, ainsi que du nombre des postes à la charge des corps, ibitl. - Fournitures de bureau des corps-de-garde et des aubettes de portiers-consignes, III, p. 152, 37 Fournitures des corps-de-garde de passage sont à la charge des communes, III, p. 158, note 1.16, voy. aussi Masse des bois et lumières.

CORPS DE NOUVELLE FORMATION, son organis., IV, p. 241, 211. Comment traité pour l'habillement, III, p. 226, 87.

CORPS HORS LIGNE; organisation et composition des régimens de la Méditerrance, de Walcheren, de Belle-Ile et de l'Ile-de-Ré; II, p. 526, n. 262 — Voy. ce que l'on a observé Vol. IV. 32. à l'égard des corps hors ligne au tableau de division générale

introduction, vol. I.

CORRESPONDANCE pour objets de service, doit circuler sans taxe lorsque les paquets sous bandes croisées et souscrits par le fonctionnaire qui les adresse sont remis au bureau des postes, II, p. 818, 17 et 18, voy. Lettres — Correspondance avec l'ennemi, voy. Crimes et délits.

CORRIDORS ET ESCALIERS balayés par les hommes en pu-

nition, 1, p. 369, 6.

- CORVEES faites par tous les soldats à tour de rôle, I, p 387, 10 - Quels services sont réputés corvées, pag. 273, 15 Corvée de la soupe, p. 362, 17 — Idem des places p. 151, 1.
- . COURS SPÉCIALES; sont investies de la connaissance du crime de faux, etc., II, p. 431, n. 202 — Les militaires sont justiciables de ces tribunaux, n. 203 — Les officiers en retraite peuvent supplier les officiers de gendarmerie pour leur compesition, ibid. n. 221, p. 448. Traitement des officiers qui y sout appelés, III, p. 58, n. 411.
 - COUVERTURES DES LITS à quelles époques et comment nettoyées, I, p. 374, 35, voy. Fournitures de casernement.
 - CRI DES SENTINELLES, 1, p. 162, tit. 11, art. 63, 72 et 89 — En campagne p. 287, 26.
 - CRIMES ET DELITS MILITAIRES et leur punition, 2.º et 3.º sections du chapitre sept, II, p. 451 et 485 - Pour les délits relatifs aux établissemens militaires, voy. Etablissemens militaires — Pour la punition des déserteurs, voyez Désertion.

ABANDON de son poste par un militaire dans le dessein de songer à sa propre sureti puni de mort 4 II, p. 463, 2.

Par une troupe en masse est considéré comme révolte, les 6 plus anciens de service condamnés à dix ans de fers ou les chefs du complot punis de mort, p. 477, 6.

ABANBON DE VOITURES pour se livrer à la fuite, puni de

mort, p. 467, n. 228.

APATAGE d'animaux malades, 20 ans de fers, p. 475, 8. ABSENCE de leur poste par les militaires devant marcher à l'ennemi lorsque la générale a été battue; destitution ou prison suivant le grade du delinquant et les circonstances aggravantes du délit, p. 463, 2 et p. 476, 1 et 2.

ABSENCE ILLÉGALE da commissaire des guerres, destitution,

p. 465, 22.

ARMES ABANDONNÉES lAchement dans une affaire par un militaire, 3 ans de fers, p. 477, 7...

ATPENTAT à la sureté ou à la liberté des particuliers, prison, fers ou mort suivant les circonst. aggravantes, p. 462, 18. ATTENTAT A LA VIA, puni de mort, p. 472, 4.

ATTROUPEMENS; moyens à employer par les chefs pour les dissiper, p. 454, 21 et p. 477, 5 — peine de mort contre ceux qui ne rentrent pas dans le devoir, ibid.

CLAMEURS tendantes à occasionner le désordre dans les rangs:

peine de mort, II, p. 459, 2 et p. 470, tit. 3.

COMPLICITÉ à l'égard d'un délit, même peine que celui qui aura commis ce délit, p. 464, 16 et p. 479, 19.

condamnation d'un militaire à la peine de fers, emporte

dégradation, p. 479, 21.

connivence du commissaire des guerres pour le crime de

vol, puni de 5 ans de fers, p. 474, 2.

consigne générale donnée pour la troupe, violée par un militaire, p. 477, 13 — Même délit commis par une troupe, considéré comme désobéissance combinée, ibid. 14.

consigne non exécutée par un factionnaire en présence de

l'ennemi, 2 ans de fers, II p. 477, 11.

avoir rendu compte, 6 mois de prison, p. 452, 8 et p. 477, 12.

permission d'un supérieur, peine de mort, p. 453, 13; p. 459, 2 et p. 470, tit. 3.

peine de mort, p. 452, 6 et 7; p. 459, 2. section et p. 470, tit. 3 — Même délit, commis par le commandant d'un poste à l'égard de celui qui le relève, puni de la même peine, voy. les articles suivans des pages citées.

puni de 5 à 20 aus de fers ou de mort, suivant les circonstances aggravantes; p. 472, 6 et 7 et l'acheteur ou recéleur de la dépouille provenant de ce crime, chassé de l'armée,

ibid., 8.

DESOBEISSANCE combinée punie de mort, II, p. 476, 3.
DISTRIBUTION DE VIANDES corrompues, prison, 3 mois, p. 475, 9.

EMBAUCHAGE pour l'ennemi, puni de mort, p. 486, n. 239

et p. 471, tit. 4.

Espionnage pour l'ennemi; puni de mort, p. 471, tit. 4.

EVASION DE PREVENUS, II, p. 478, 17.

EXPLOSION DES CAISSONS produite dans le dessein de trahison, puni de mort p. 467, n. 228.

FALSIFICATION de congé, 5 aus de fers, p. 465, 19.

FAUSSES CONSIGNES données par le commandant d'un poste ou par la sentinelle en présence de l'ennemi, peine de mort, Il. p. 452, 5; p. 459, 2.º section; p. 470, tit. 3.

FAUX BONS ou écriture falsissée, 5 ans de fers, p. 461, 5. FOURNITURES de mauvaise qualité reçues par les manutentionnaires et autres employés, un au de prison, ibid., 7. FOURRAGES, VIVRES, etc. coussés à la garde des manuten-

tionnaires et autres employes quelconques et détournés ou ven-

dus, 5 ans de fers, p. 475, 3.

payer, à boire ou à manger chez un habitant; 3 mois de prison à 2 ans de fers suivant les circonstauces aggravantes, 462, 17.

incendie, peine de mort, p. 471, tit. 5.

INFIDELITE dans les distributions, 3 ans de fers, p. 461,

10 — Et si elle a été commise par le moyen de faux poids,

2 ans de fers, p. 474, tit. 7.

inscription au registre matricule sous un faux nom, 5 ans

de fers, II, p. 464, 18.

Insulte faite à une sentinelle de propos ou de geste, punie de prison et de mort si elle est accompagnée de voie de fait, II, p. 453, 12 et p. 463, 9.

Idem, saite par le subordonas au supérieur punie de 5 ans de sers et de mort si elle est accompagnée de voie de sait,

p. 454 18, et p. 478, 15.

Idem, saite par le supérieur au subordonné avec voie de sait, destitution et prison, p. 464, 12 et p. 478, 16.

LEVÉE de PLANS des fortifications, camps etc. considérée

comme espionnage et punie de mort, p. 471, tit. 4.

MARAUDE punie de l'exposition, de la destitution ou des fers suivant les circonstances aggravantes de ce délit, p. 473, titre 6.

menaces des militaires envers leurs supérieurs, 5 ans de fers, et mort si elles sont accompagnées de voies de fait, II, p. 464 11, et p. 478, 15.

MUNITIONNAIRE ou BOULANGER convaincu d'avoir détourné ou altéré les objets destinés à alimenter le service des vivres,

5 ans de fers, p. 475, art. 4 et 5.

opposition d'une troupe soit à la traduction, soit à la poursuite, jugement ou exécution d'un coupable de délit militaire, considérée comme révolte et punie comme telle, p. 478, 18.

PIÈCES D'ARTILLERIE enclouées ou mises hors de service sans ordre supérieur, peine de mort, II, p. 470, tit. 3.

PILLAGE à main armée puni de mort, p. 471 tit. 5.

PREVARICATION des commissaires des guerres, 6 mois de prison à 5 ans de fers, p. 465, 22, et p. 474, 2.

PROPRIETES, ravagées à main armée, peine de mort, ibid. REDDITION d'une place avant qu'il y ait brêche praticable, punie de mort, p. 459, 2.° sect.; p. 470, tit. 3, et p. 705, num. 336.

REFUS D'OBEIR de la part d'une troupe, considéré comme revolte, voy. Révolte — De la part d'un militaire commandé pour marcher contre l'ennemi puni de mort, p. 477, 8 et 9.

RÉVÉLATION à l'ennemi du secret d'un poste cu du mot

d'ordre, punie de mort, p. 470, t. 3.

névolte et désobéissance combinée contre les supérieurs, peine de mort contre ceux qui l'ont suscitée, et contre les officiers présens qui ne s'y sont point opposés, p. 454, 195, p. 476, 3: et de la part des habitans d'un pays ennemi, même peine, art. 4.

sentinelle trouvée éndormie près de l'ennemi, 2 ans de

fers, II, p. 477, 10.

TRAHISON punie de mort, p. 459, 2.º sec., et p. 470. tit. 3. TRAITEMENT reçu deux fois, peine de la destitution, p. 468, num. 230.

mort, p. 470, tit. 3.

VENTE ou distraction d'armes ou d'équipement, etc., 5 ans

de fers, I, p. 462, 13.

viol, puni des fers ou de la mort suivant les circonstances aggravantes, p. 471, tit. 5.

voies de fair envers les supérieurs, voy. Menaces.

vol par augmentation d'effectif de la troupe, 3 ans de

fers, p. 474, i.

voi de l'argent destiné à l'ordinaire ou d'effets appartenans aux camarades du coupable, puni de 6 ans de fers, II, p. 460, 3. et sect., circonstances aggravantes du vol, ibid. et notes.

vol de fournitures de casernes ou d'essets de campement, 3 ans de sers, p. 460, 3.º sect.

vol de poudre ou autres munitions ou effets d'artillerie,

ibid. 15,

vols faits par les militaires aux habitans chez lesquels ils sont logés, 10 ans de fers, ibid 16.

CRIMINEL en route, comment conduit, I, p. 265, 31.

CUMULATIONS, voy. retraite — Les officiers de l'artillerie et du génie remplissant deux fonctions distinctes ne peuvent jouir de deux indemnités, III, p. 55, 10; et tarifs n. 6 et 15 — Cumulation de la solde de non activité à celle des emplois civils, III, p. 60, n. 413 — Idem du traitement de réforme, ibid. — Et respectivement, ibid.

D

DÉCÈS des officiers généraux ou supérieurs, des inspecteurs, commissaires, etc., 2, p. 771, n. 359 — Scellés qui doivent être apposés par le juge de paix dans l'intérieur, et par les commissaires à l'armée, sur leurs papiers, cartes, mémoires militaires, etc., ibid. et p. 792, t. 3 — Levée des scellés et inventaires, ibid. — Décès des directeurs et chefs du génie,

etc.; formalités à suivre pour la remise des papiers relatifs aux places, 2, p. 219, 13, et p. 232, 7 — Idem des officiers d'artillerie employés dans les places, II, p. 92, 37 et suiv. — Idem des gardes d'artillerie, ibid. t. 7, 10 et suiv. — Id. des gardes-magasins d'habillement III, p. 267, art. 80 — Idem des gardes-magasins des effets d'hôpitaux, IV, p. 464, n. 658.

AVIS A DONNER aux militaires, du décès de leurs parens, dont ils sont héritiers, II, p. 768, n. 355; p. 769, 356, et p. 792, t. 3.

ÉPEE et Armes d'honneur des militaires après leur décès, doivent être remis à leurs parens, pag. 772, n. 360 - Effets

des militaires décédés, voy. Caisse d'amortissement.

PREUVES Admissibles pour constater le décès des militaires, II, p. 773, n. 361 — justifications à faire par leurs héritiers pour le paiement des sommes acquises à ces militaires, p. 775, n. 363, voy. aussi Actes de l'état civil.

- DÉCHÉANCE contre les réclamations relatives au paiement des dépenses faites pour le service des armées, et non présentées dans les six mois, IV, p. 428, p. 582 et 583 Contre celles relatives au service de la conscription, I, p. 73, 1275.
- DÉCOMPTES; le réglement des décomptes et toutes les opérations qui s'y rapportent, sont réservées aux soins des ministres IV, p. 290, 16 — Augmentations et diminutions qui en sont le résultat comment opérées, p. 297, 10 et 115 et p. 304, t. 5; voy. aussi revues génér.
- DÉDOUBLEMENT des bataillons du train, II, pag. 42, t. 4; voy. aussi artillerie.
- DÉFENSE des places, I, p. 344, t. 36; et p. 427, ch. 3 et 4; voy. aussi places de guerre.
- DEFENSEUR à donner à l'accusé, II, p. 396, 6; et p. 409, 19 et notes Communications qui leur sont faites, ibid. 21.
- DEFILEMENT à la parade, I, p. 161, 32 Devant le sousinspecteur, IV, p. 182, 28 — Devant les déserteurs condamnés, II, p. 508, 77 — Devant le corps d'un criminel exécuté, I, p. 232, 44.
- DEGATS et dommages, voy. Logement; aux fournitures, voy. Casernement en route, I, p. 402, 23.
- DÉGRADATION civique est encourue par l'expulsion du service, II, p. 455, 27 La condamnation aux fers emporte la dégradation des militaires, p. 479, 21, idem des légionnaires, voy. Légion d'honneur.
- DÉGRADATIONS, voy. Fortific. Casernement Bâtimens de l'habillement et de l'armement, voy. Masse d'habillem.

- DÉLÉGATIONS d'un quart de leur traitement, permises à tous officiers et employés qui s'embarquent, ill, p. 89, art. 1.er—ne peuvent avoir d'effet que pour un an, mais sont susceptibles d'être renouvelées, ibid. 5, formalités à remplir, ibid. 2 et suiv Mode de paiement, IV, p. 310 Les membres de la légion ont le droit de déléguer la totalité de leur traitement, II, p. 560, n. 285 Ces délégations ne sont valables que pour une année, ibid., formalités à remplir, ibid.
- DELITS MILITAIRES, leur définition, 11, p. 365, note A. n. 174, 4; n. 175, 1 et 2 Sont punis de peines afflictitives ou infamantes, suivant leur nature, p. 385, note A et p. 386, 5 Leur prescription acquise au bout de dix ans, id, 89 Leur dénonciation, p. 394, tit. 5 Peines contre les chefs qui négligeraient de dénoncer les délits venus à leur connaissance, p. 403, 22 Pour leur punition, voy. Crimes et délits Pour leur jugement, voy. Tribunaux militaires et conseils de guerre spéciaux.
- DÉMISSIONNAIRES (officiers) doivent être porteurs d'un congé perdent leur rang en donnant leur démission Sont susceptibles d'obtenir la pension après treute ans de service, II, p. 455, n. 225.
- DÉPART des troupes des places; plaintes à porter, I, p. 235, tit. 32; II, p. 680, 54. voy. Troupes en marche.
- DÉPENSES faites pour le service des armées; les réclamations relatives au paiement des fournitures faites pour le service de la guerre et de l'administration de la guerre doivent être faites dans les six mois qui suivront le trimestre où la dépense aura été faite, sous peine de déchéance, IV, p. 428, n. 582 et 583 Idem des corps, voyez Administration intérieure Voy. aussi Déchéance.
- DÉPENSES IMPRÉVUES faites dans les départemens pour le service militaire, comment réglées, IV, p. 410, n. 573.
- DÉPOTS, voy. (Bataillons de) voy. id. Prisonniers de guerre Convalescens Conscrits et conscrits réfractaires.
- DÉPOTS des conscrits. Supplémens accordés à l'officier qui les commande, tarif, n. 60.
- DÉSERTEUR, voy. Désertion Comment les Jdéserteurs sont compris dans les revues, IV, p. 195, 59.
- DESERTEURS ennemis renvoyés au commandant d'armes. I, p. 199, 33 Destination à donner à leur bagage et aux chevaux qu'ils auraient avec eux, ibid. et suivans Voy. aussi Service des troupes en campagne.
- DÉSERTEURS étrangers. Comment reçus au camp, 1, 289, 46; idem dans une place, p. 172, 87 Désense de les recevoir

après la retraite, II, p. 468, n. 229 — Les dispositions relatives au traitement des prisonniers de guerre leur sont applicables lorsqu'il sont réunis en dépôt, voy. prisonniers de guerre.

DESERTION; procédure et peines contre la désertion, 3.e section du chap. 7. Fonctionnaires qui n'exécutent pas les lois relatives aux déserteurs etc. ou convaincus d'avoir favorisé la désertion, punis de la peine d'emprisonnement et d'une amende, II, p. 489, n. 241 — Militaires recéleurs des déserteurs considérés comme leurs complices et punis des mêmes peines, p. 488, 6 — Particuliers convaincus du même délit, punis de l'amende et de la peine d'emprisonnement, p. 489. n. 241 et p. 524, n. 260 — Sont punis des mêmes peines, ceux qui ont favorisé l'évasion des condamnés aux travaux et au boulet, II, p. 500, 50 et 54 — Fonctionnaires et particuliers qui ne dénonceront pas les délits de ce genre venus à leur connaissance, punissables des mêmes peines, p. 491, n. 243.

Signalement des deserteurs doit être envoyé sans retard à la gendarmerie du lieu, au 1. er inspecteur général de cette arme et au directeur général de la conscription, p. 533, tit. 4 — Celui des absens est seulement adressé à ces dernières autorités ibid., tit. 2 et 5 — De la direction à donner

aux déserteurs arrêtés, ibid., tit. 7.

Plainte portée contre les déserteurs, II, p. 495, t. 3 et p. 537, t. 8 — doit être inscrite au registre de délibérations et le récépissé du chef militaire qui l'a reçue y sera annexé, ibid. et IV, page 346, 12 — Forme de cette plainte, ibid. — Procédure, voy. Conseils de guerre spéciaux.

Peines contre la désertion seront suivant les circonstances la mort, le boulet, les travaux publics; l'amende dans tous les cas, tit. 4; et pag. 519 n. 254, et num. 265, 266 et 269

Application des peines contre la désertion, II, p. 505, t. 9 et ibid. — Doivent être punis de mort, le déserteur à l'ennemi, les chess de complot, les officiers qui auraient formé. ces complots; les déserteurs étant en faction, ceux qui ont emporté leurs armes ou celles de leurs camarades; les déserteurs à l'étranger qui y auront pris du service; ceux qui désertent après avoir reçu leur grâce, num. 225, 227, 244 art. 67, 266 et 269 — Circonstances qui caractérisent le crime de la désertion à l'ennemi et désignation des coupables rangés dans ces différentes cathégories, II, n. 240 et n. 244, 68 - Sont punis de la peine du boulet, le déserteur à l'étranger, le déserteur à l'intérieur qui aura emporté des effets appartenans à ses camarades; le déserteur à l'intérieur qui aura déserté plus d'une fois; le déserteur ou conscrit réfractaire placé dans les dépêts ou régimens de Walcheren etc. et qui en déserterait: le déserteur des travaux publics; circonstances aggravantes de ce délit, ibid. 69 et 70 et p. 529, n. 265 — Désignation des coupables rangés dans ces différentes cathégories, p. 506, 71

La désertion à l'intérieur est punie de la peine des travaux publics, id., 72 — Durée de la peine augmentée en raison des circonstances aggravantes de ce délit, ibidem — Quels sont les militaires qui doivent être considérés comme dé-

serteurs, id., 73, 74 et 75, et n. 268, p. 531.

EXECUTION DES JUGEM., id. t. 10, le condamné au boulet parcourt le front entier des gardes et celui de son corps; les troupes défilent devant les condamnés aux travaux publics, ibid. — Gendarmes chargés de la conduite des uns et des autres, doivent être porteurs, d'une copie en forme du jugement de chaque condamné, ibid., Cessation de la peine: t. 11

Le condamné au boulet libéré reçoit une cartouche rouge,

ibid.

Dispositions réglementaires sur les condamnés au boulet, II: p. 499, t. 6 — Le ministre de la guerre désigne ceux qui ont droit à l'indulgence du gouvernement ensuite des rapports favorables faits aux revues passées chaque année, ibid. — l'eines contre les condamnes au boulet qui s'évadent et pour les autres délits qu'ils peuvent commettre, ibid. — dispositions réglementaires sur les condamnés aux travaux publics, divisés en atcliers de 72 hommes, id., t. 7 — Il ue doit jamais y avoir plus de 4 ateliers les uns à portée des autres lbid. — Revues d'inspection passées à chaque atelier à l'instar de celles des condamnés au boulet, ibid. — Condamné aux travaux qui découvrira un complot d'évasion recevra sa grâce, ibid. — Peines pour les fautes de discipline et pour les délits graves quils pourraient commettre; ces derniers comment jugés, ibid., voy. aussi ateliers.

De la peine de l'amende, t. 8 — Mesures prescrites pour

le recouvrement des amendes, ibid.

Revues d'inspection passées dans les bagnes, des militaires détenus pour cause de désertion et d'insubordination, à l'instar de celles des ateliers de condamnés au boulet et aux travaux publics, II, p. 516, n. 252 — Condamnés aux travaux publics et au boulet qui après avoir obtenu leur grâce ne rejoindraient pas, punis de mort, p. 530, n. 266 — Peine encourue par les militaires et marins condamnés aux fers pour désertion et insubordination et qui se seront évadés, n. 256, p. 521.

GRATIFICATION accordée aux gendarmes, aux préposés des douanes, etc., pour l'arrestation des déserteurs, des réfractaires, des condamnés aux travaux publics et au boulet, II, p. 575,

n. 261 et p. 500, 50 — V. aussi ateliers.

DESTITUTION; lorsque le délit emporte cette peine, elle doit être formellement prononcée par la sentence de condamnation; II, p. 479, 20 — Id. encourue pour dettes, voy. Dettes.

DETACHEMENS pour le service des places, leur composition,

E

- ECCLÉSIASTIQUES engagés dans les ordres, exemptés de la conscription, et du service de la garde nationale, I, p. 26, num. 13.
- ÉCLOPÉS mis en route à l'avance, I, page 236, 74, et p. 401, 13.
- ÉCLUSES, voy. Fortifications Les officiers du génie doivent donner connaissance des manœuvres d'eau au commandant d'armes, II, p. 224, 36; p. 670, 35.
- ÉCOLE établie dans l'intérieur de chaque régiment, 1, p. 384 14 — Choix des maîtres pour tenir cette école, id. 15 — Gratification qui leur est accordée ibid.
- ÉCOLE polytechnique, est destinée à former des élèves pour les écoles d'application de l'artillerie et génie, pour celles des ponts et chaussées, des constructions de la marine, des mines et les ingénieurs géographes, II, p. 824, n. 373 Organisation de cette école, ibid. Mode d'admission des candidats, id., tit. 2 Objet, mode et durée de l'enseignement, id. t. 3 Mode d'examen pour l'entrée des élèves dans les écoles d'application, id., t. 5 Les sous-officiers et soldats d'artillerie de sapeurs et de mineurs, peuvent concourir pour y être admis jusqu'à l'âge de 30 ans, II, p. 148, n. 104, et p. 254, 46.
- idem MILITAIRES: prytanée militaire, II, p. 822 Cet établissement est réservé aux fils de militaires destinés à suivre la carrière de leurs parens ibid. Pensionnaires nommés par S. M., conditions qui leur sont imposées, ibid. Ecole spéciale établie à saint Cyr, son organisation, II, p. 832, n. 374 Conditions auxquelles les élèves sont admis: formalités à remplir par leurs parens, ibid. Les élèves sont placés dans les emplois de l'armée qui sont à la nomination du gouvernement 12 et note Ils sont passés en revue par les sous-inspecteurs, de même que les corps de la ligne, id. 13 École spéciale de cavalerie destinée à former des élèves pour occuper des emplois de sous-lieutenans dans les régimens de cavalerie Son organisation, II, p. 837.
- ECOLES régimentaires des mineurs et sapeurs sont commandées par le chef de bataillon de mineurs, II, p. 259 12.
- ECOLES VETERINAIRES, II, p.838, n. 376; les corps de cavalerie sont autorisés à y envoyer des officiers ou sous-officiers pour y prendre les connaissances de l'hippiatrique, ibid. — Réglement relatif aux officiers et sous-officiers détachés près de ces écoles, p. 839, voy. Artistes vétérinaires.

ECONOME, doit remettre chaque mois au commissaire des guerres l'état des militaires appartenant à des corps non stationnés dans la place et qui sont traités à l'hôpital, IV, p. 178, 15, voy. Hôpitaux.

ECRITEAU placé à la porte de chaque chambre, I, p. 359, 3.

ECURIES (service des) I, n. 42, tit. 21, p. 202, et note de de la p. 363. — Noms et attaches des chevaux. ibid. — Ustensiles d'écuries, ibid. — Des gardes d'écurie et de leur consigne, ibid. — Ne pourront quitter leur poste que pour aller manger la soupe, ibid. — Proprété et tenue de l'Ecurie, ibid. — Visites des écuries pendant la nuit, note 3 de la p. 374 — Ecuries à fournir pour les chevaux des officiers et de la troupe, p. 694, 5, 10, et 14.

EFFETS des militaires décédés, doivent être rendus aux corps, ou vendus dans le cas où la dépense de leur transport s'éleverait au-dessus de leur valeur, IV, p. 102, n. 525, voy. Caisse d'amortissement.

ELÊVES des écoles impériales, comment payés lorsqu'ils rejoignent un corps, IV, p. 190, note 3.

ELITE (hommes des compagnies d') Envoyés au dépôt pour y être réformés, ne doivent être remplacés à ces compagnies, que lorsqu'ils ont été congédiés, II, n. 63, et p. 60, n. 94.

EMBAUCHEURS et espions, jugés par des commissions militair. speciales, II, p. 433, 205, sont punis de mort et leurs biens confisqués. p. 471, t. 4; et p. 486, n. 239.

EMPLOIS vacans indiqués dans les revues, IV, p. 192, 49.

EMPLOYÉS des hôpitaux qui quitteraient leur poste sans congé, assujétis aux mêmes peines que les militaires, 11, pag. 485, n. 238 — Employés licenciés, voy. Indemnité de licenciem.

ENFANS de troupe: il peut être admis deux enfans males dans chaque compagnie d'infanterie et dans les compagnies isolées et irrégulières qui ont une existence permanente; un seulement dans celles d'artillerie, de sapeurs, de minéurs et de vétérans, II, pag. 873, n. 390; p. 17, 13; et IV, p. 444, n. 612 — Doivent être agés de deux ans, p. 873, 5 — Conditions et mode d'admission, idem — Les enfans des soldats présérés à ceux des sous-officiers, id. 6 — Les enfans d'officiers ne peuvent plus être admis, p. 879, n. 394 — Officiers et sous-officiers désignés par le chef du corps pour les diriger, surveiller et instruire, n. 390, art. 8 — Les enfans sont admis à contracter un enrôlement volontaire des l'age de scize ans, id. 9 — Ils doivent toujours être au dépôt du corps, id. 3 et notes — Les maîtres-ouvriers doivent avoir comme apprentis deux enfans de troupe, id. 11.

ENGAGEMENT (double) contracté par un remplaçant, 5 aus

de fers, II, p. 458, 7.

ETATS-MAJORS des régimens d'infanterie. Leur composition, 11, p. 15, n, 62.

ETOILE de la légion d'honneur, II, p. 558, n. 282, voyez Légion.

ETRANGERS admis à la retraite: formalités qu'ils doivent observer pour recevoir leur traitement, IV, p. 384, n. 567.

EVACUATIONS de magasins, III, p. 37 — Id. de logement, g: voy. Logement, — Id. de malades; voy. Hôpitaux.

EVASIONS des détenus dans les prisons ou dans les hópitaux; peines encourues par les préposés responsables de ces évasions, II, p. 479, n. 234 — Formalités à observer et précautions à prendre par ces préposés ou par les commandans d'escorte etc., ibid. et p. 481, n. 236, id., des déserteurs condamnés ceux qui les favorisent sont réputés fauteurs de désertion, II, p. 502, art. 54 — Destination des effets des militaires évadés, voy. caisse d'amortissement.

EXEMPTION de service pour cause d'indisposition, I, p. 376, 46 et 47; p. 154, 21 et p. 160, 26.

EXERCICE des détenus; 1.p. 205, 21 — Des travailleurs, ib., p. 217, 126 et p. 387, 8.

EXERCICE EXPIRÉ. Rappel des sommes dues sur un exercice expiré, IV, n. 539, p. 247.

EXERCICES, officiers généraux doivent assister aux exercices et rendre compte au gouvernement du progrès des régimens, 1, p. 220, 2 et 3 — Permission demandée au commandant de la place pour exercer les troupes soit à l'intérieur et soit à l'extérieur des places, ibid, 4 et 5 — Exercices simulés relatifs à l'attaque et à la désense des places, ibid. — Exercices au camp., voy. Service des troupes en campagne.

EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique, II, p. 666, art. 19.

F

FΛÇONS d'habillement, leur prix, tarif n. 40.

FACTEURS des corps, sont nommés par le conseil d'administration, II, p. 811, n. 366 — Ont seuls le croit de retirer des bureaux des postes les lettres et articles à l'adresse des militaires, ibid. — Pour les administrations et hôpitaux, ibid., Voy. aussi Vaguemestres.

FARINES; de leur conservation dans les magasins, III, p. 23 à 25 — Un planton de chaque corps doit assister au blûtage des farines, III, p. 110 - L'essai des farines non blûtés dans l'intérieur de la manutention, doit être fait en présence

des membres des conseils d'administration, ibid, Voy Masse de boulangerie.

FAUTES: détail des contraventions réputées fautes contre la discipline I, p. 390, 2 — Sont réputées plus graves, lorsqu'elles sont commises sous les armes, ibid. 3; voy. Punitions.

Ľ,

Ji.

- FAUTEURS ET COMPLICES de désertion; considérés commé tels, les signataires de faux certificats, I, p. 8, 56 Id. les signataires de congés délivrés en contravention aux lois, ib., 59 Id. les fonctionnaires convaincus d'avoir négligé l'exécution des lois sur la conscription, II, p. 489, n. 241 Voy. aussi Désertion.
- FAUX (Crime de); la connaissance des crimes de faux dans lesquels le trésor public serait intéressé, est attribuée au tribunal criminel de la Seine, II, n. 202 Voy. Cours spéc.
- FEMMES surprises dans les quartiers, I, p. 194 Remises à la police civile, II, p. 679, 52 Nombre de femmes, blanchisseuses ou vivandières qui peuvent être à la suite de chaque corps et des quartiers généraux d'armée ou de division, II, p. 873, n. 390, 13 à 16; et I, p. 321,1 et 2 N'ont droit à aucune solde ni distribution, II, p. 876, 17 Ne sont admises à l'hôpital qu'en temps de guerre, IV. p. 9, 37.
- FEUILLES, de prét IV, p. 136, et p. 158 Id. de subsistance, ib. Id. de décompte du linge et chaussure; son objet, IV, p. 154, 61 Id. d'évacuation d'un hôpital sur un autre, IV, p. 11, sect. 6 De retenues, p. 135, t. 3, et p. 216, sect. 5 Voy, aussi avances et équipement (effets de petit).
- FEUILLES D'APPEL pour les revues, IV, p. 182, 27, et p. 298 t. 2. Pour les revues de trimestre, p. 185, 38 et suiv. de leur rédaction et de leur remise aux sous-inspecteurs, p. 248, n, 540, et p. 298, tit. 2, voy. aussi Revues générales de comptabilité.
- FEUILLES de route; formalités relatives à la délivrance des feuilles de route, pour les militaires isolés et employés qui leur sont assimilés, III, p. 396, n. 501 Ne peuvent, au défaut des commissaires des guerres, être délivrées que par le secrétaire général de présecture, les sous-presets, et les commandans d'armes, id, § 2 Les maires doivent se borner à délivrer des saufs conduits jusqu'à la prochaine résidence de l'un de ces fonctionnaires, id., § 1. er L'itinéraire des militaires, doit toujours être tracé par la voie la plus courte, ib. Les commissaires des guerres doivent rectifier : les allocations illégales portées sur les seuilles de route, III, p. 355, Individ. porteurs de seuilles de route falsissées, I, p. 405, 7.

FEUX éteints, 1., p. 374, 33 et p. 261.

FÉVRIER (mois de), officiers payés dans ce mois pour 30 jours ainsi que pour les autres mois: comment portés lorsqu'ils se trouvent en route, IV, p. 325, 4 et 5.

FORCATS libérés; quel lieu ils doivent choisir pour leur résidence, II, p. 436, n. 208: en route III, p. 352, note 1. re

FORMATION d'un nouveau corps, IV, p. 241, 211.

FORMULES adoptées pour servir de modèles aux jugemens et aux décisions des conseils de guerre et de révision, p. 423, num. 191.

FORTIFICATIONS; disposițions relatives à leur conservation, 1, p. 242, tit. 35, II, p. 663, tit. I et p. 726, n. 338 — A quelle distance des ouvrages on peut bâtir, ibid., Militaires et particuliers employés aux travaux sont sous les ordres et la police des officiers du génie, ibid., et p. 660, num. 332 -Tems que doivent durer les travaux, II, n. 122, p. 238, et n. 332, p. 660 - Sur quel pied le prix de ces travaux sera payé, ibid. — La conservation des travaux et de tout ce qui dépend des fortifications, est attribuée au ministre de la guerre: les corps administratifs, ne peuvent en disposer etc. II, p. 655, 13 et suiv. — Limites de ces terrains ibid. — Les officiers du génie doivent veiller à ce qu'il ne se commette aucune usurpation sur ces limites, ib. — La culture des terrains qui dépendent des fortifications, ne doit avoir lieu qu'en nature d'herbage, p. 667, 22 et p. 729, 18 — Affermage de ces terrains ainsi que des canaux, fossés, etc. susceptibles d'être pêchés, p. 667, 23 — Les militaires ne peuvent concourir aux adjudications, ibid., note — Dégradations dénoncées par les officiers du génie, id., 25 — Paiement des prix de location, id., 27 — Désenses de parcourir les diverses parties de fortifications; id., 28. — Décombres, distance à laquelle ils doivent être déposés id. 34, et p. 729, 17.

Écluses, les officiers du génie doivent donner connaissance au commandant d'armes de la manœuvre des écluses, II, p. 224, art. 36, et p. 670 art. 35 et suiv. — Gardes des fortifications sous l'autorité des officiers du génie, p. 672, 5; et p. 726, n. 338 — Assiches relatives à la conservation des fortifications, ib. — Surveillance des gardes du génie, ibid. Leur répartition pour la surveillance des travaux, établissemens etc., ibid. Supplément de solde qui deur est accordé à raison de cette surveillance, ibid., art. 5 — Commandans des différens postes tenus de leur prêter main sorte, ibid., arrestation des individus coupables de dévastation, id., 13, 14 et suiv.

Comité des fortifications, son institution et sa composition, II, p. 690, 1 et suiv., et II, p. 248, n. 126 — Ses attributions, ibid. — Les plans mémoires et projets relatifs aux colonies lui seront communiqués plt, p. 242, n. 124 — Il est sous les ordres immédiats du premier inspecteur général, p. 246, n. 125, Voy. Travaux militaires, places de guerra et établissemens. FOURNITURES; les contestations entre les particuliers et les agens du gouvernement, à raison du paiement des fournitures faites pour le service des armées, on de l'exécution des marchés, sont de la compétence des préfets, IV, p. 468, n. 570, et p. 417, n. 576—Idem entre les négocians, fabricans, etc., et les corps, à raison de la réception de marchandises ou effets d'habillement, sont décidées par le conseil de préfecture. III, p. 172, art. 21 à 23, voy. Déchéance et Masse d'habillement, voy, aussi Distributions.

FOURRAGES; approvisionnement des fourrages, leur conservation, III, p. 33 et suiv. — Qualités qu'ils doivent avoir, ibid., et p. 318, n. 490 — Caractères distinctifs du mauvais foin, ibid. — Avoine, qualités qu'elle doit avoir, ib. — Son, id. ibid. — Espèce de grains dont l'avoine peut supporter le mélange, ibid. — Dimensions des mesures employées à la distribution de l'avoine, III, p. 309, n. 487, et p. 323 — Distribution des fourrages et accessoires, p. 322, n. 491 — Contestations élevées sur la nature des fournitures, comment jugées, ibid. et notes — Substitution d'une denrée à une autre, doit être autorisée par le ministre, ibid.

Régime du vert; les inspecteurs aux revues dosvent concourir à l'examen des chevaux auxquels cette nourriture peut

être salutaire, ibid. p. 326.

Fourrages en nature, et indemnité représentative, officiers qui y ont droit; cas où ce droit cesse p. 310, n. 488, et notes et tarifs, n. 36 et 48: fixation et composition des rations par arme et par grade, tarif n. 48; l'indemnité de fourrages doit être payée pour le nombre de chevaux que les officiers sont autorisés à avoir, IV, p. 221, note 2 — Elle est acquittée sur les fonds du ministère de la guerre et en même tems que la solde, p. 292, n. 546 — Fourrages de la gendarme-rie, voy. Gendarmerie.

Les officiers employés aux expéditions marîtimes, ceux appelés à remplir des fonctions civiles, n'ont pas droit aux four-

rages, III, p. 312.

Paille de couchage ou de baraquement; mode d'après lequel cette fourniture est faite à la troupe, III, p. 327, article 19 et note, Voy. aussi Paille.

Fourrages en campagne, voy. Service des troupes en campagne.

FRAIS de bureaux; du rapporteur des conseils de guerre et de révision, II, p. 413, n. 187 — Des quartier-maîtres de gendarmerie, p. 317, 33 et tarif n. 29 — Des compagnies de gendarmerie des ports, II, p. 323 10 — Des corps, III, p. 214 43 et IV, p. 152, 49 — Voy. aussi les tarifs des différentes armes.

FRAIS DE BUREAUX et de tournée accordés aux directeurs d'artillerie et des fortifications, III, p. 55. 9 et tarifs; id. aux

GARDE NATIONALE: Sénatus-consulte sur sa réorganisation, II, p. 842, n. 379 — Les officiers sont nommés par S. M., id., 1 - Les gardes seront employées pour le maintien de : l'ordre dans l'intérieur et à la désense des frontières et des côtes: la garde des places fortes leur est spécialement confiée, ib. — Tous les français valides depuis l'âge de 20 jusqu'à 60 ans peuvent être appelés à en faire partie, n. 380, 1 - Décrets impériaux sur l'organisation de la garde nationale en légions, cohortes et compagnies, n. 380, et p. 845, n. 381 — Uniforme de la garde nationale id. 17 et 18 - Lorsque la garde nationale est requise pour un service militaire, elle est assimilée à la troupe de ligne pour la discipline et le traitement; pour les honneurs et les récompenses, id, 20 et n. 381, 18 et 19 - Le service en est incompatible avec des fonctions publiques, administratives, judiciaires et ecclésiastiques, II, n. 381 2 — Du service de la garde nat., id., chap. 2 et 3 - Cas où le remplacement est permis, id., chap. 4 — discipline pour le service intér., id., 5 — De la formation du Conseil de discipline, "ib. — De la comptabilité, id., chap. 6 — Traitement des gardes nationales requises pour un service d'activité, militaire, II, p. 852, n. 383.

Organisation de la sande nationale en trois bans, II, p. 854, n. 384 — Organisation de 88 cohortes levées sur le premier ban — Conseils d'administration des cohortes n. 385; leur traitement, ibid. — De l'auditeur-trésorier ibid. — Remplit auprès de ces corps les fonctions de quar-

tier-maître (voy. Auditeur-trésorier.).

Dispositions relatives aux officiers et sous-officiers des compaguies d'artillerie dans les cohortes, p. 866, n. 356 bis.

Masse d'habillement pour les gardes nationales, II, p. 852, n. 383 et IV, p. 442, n. 606 — Première mise de petit équipement pour les mêmes hommes, ibid., n. 697 — Habillement des gardes nationaux passant dans les corps de la ligne, ib n. 608 — Dispositions particulières relatives à la solde des militaires admis dans ces corps, IV, p. 443, n. 610 et 611.

Composition des tribunaux pour juger les gardes nationales,

II, n. 218, p. 442.

ARDES du génie; leur service, voy. fortificat. et établissement milit. — Leur nomination et avancement, II, p. 249-6 — Sont spécialement sous l'autorité des officiers du génie, p. 726, n. 338 — Leurs commissions sont enregistrées aux greffes de la mairie et du tribunal de première instance, et leurs procès-verbaux ou rapports, font foi en justice, ib., et p. 758, art. 19 — Sont responsables de la conservation des bois de lits, paillasses, etc., des casernes non occupées traité laurent, III, p. 419, 46 et art. 75.

GARDES des généraux en chef, Il, p. 9, n. 56 — Les com-

pagnies d'élite des corps de troupes à cheval sont employées à ce service, ib.

- GARNISAIRES employés contre les pères et mères des conscrits retardataires; convaincus d'avoir favorisé la désobeissance de leurs enfans, II, p. 516, n. 253 Police et traitement des garnisaires, ib.
- GARNISON; nul officier ne peut s'en absenter même pour une seule nuit, sans la permission du commandant d'armes, 1, p. 196, 10.
- GARNISON de Paris; supplément de solde, III, p. 56 et 57, n. 409 et 410, voy. aussi les tarifs.
- GENDARMERIE; objet de son institut., II, p. 266, n. 136, tit.

 1 Les officiers, sous-officiers et gendarmes soumis aux réglemens de thiscipline militaire, id., 99 Et à toutes les dispositions relatives aux crimes et délits militaires, 101 et suivans Etablissemens dans l'intérieur de chaque compagnie d'un registre de discipline, dans lequel on consigne toutes les notes relativ. au service des sous-officiers et gendarmes, ibid., 104, p. 275 Pareil registre teau par le chef de légion à l'égard des officiers, ibid., 105 Ces registres consultés aux époques des vierves, id., 106, et 107 Motifs d'arulus. du corps, 117 et 118.

ronct. Essentielles et ordin de la gendarmerie. Il, p. 277, tit. 9 — Il sera fait mention du service habituel sur les journ tenus par les commandans des brigades, ibid. — Nul voyageur ne peut refuser aux membres de la gendarmerie l'exhibition de ses passe-ponts, ibid., 127 — La surveillance sur la désertion, l'evamén des passeports et des congés des militaires leur sont spécialement confiés, id., rab et p. 485, n. 237 — Ces derniers ne penvent entrer dans les maisons des particuliers pendant la nuit à moins de réclamat venant de l'intérieur de la maison, ibid., 131 et p. 336, n. 150 — Et dans le jour sans un mandat spéc., ibid. — Transmiss des procès-verbaux des corps de dél. etc., ibid., 132.

darmerie prête main forte lorsqu'elle en est légalem. requise aux préposés des douanes, de l'admin. forest, des contributionss etc. — Peut être requise pour l'escorte des deniers publics des convois de poudre de guerre, pour assurer l'exécution des jugemens émanés des tribun., etc., ibid. — Rapp. de la gendarmerie avec les autorités civiles, p. 283, § 3 du tit. 9 — Rapports à faire par les officiers de ce corps aux préfets et sous-préfets sur les événemens de haute pol. et sur les délits et arrestations dont ils auront été informés, ibid. — Procèsverb. des opérations de la gendarmerie, ibid., 148 — Rapports de la gendarmerie avec la garde nationale et les troupes de l'armée de terre, § 4 du tit. 9, p. 286 — L'ordre de sabor-

niers tribunaux, dons le cas où ils scraient en-meme-tems accusés d'un délit du ressort des uns et des autres, II, p. 455, 31, p. 274, 97 et 98; et p. 329, n. 146.

Avancement des quartiers-maîtres, p. 334, n. 148.

la gendarmerie: les officiers et sous-offic. de ce dernier corps doivent s'assurer dans leur tournée que les gardes champêtres remplissent bien les fonctions dont ils sont chargés, II, p. 334 149 — Ces gardes leur adressent par l'intermédiaire des maires, le signalement des malfaiteurs ou autres individus qu'ils auront reçu ordre de faire arrêter, ibid. — récompenses accordaux gardes champ. à raison de leur service, ibid. — Translat. des prévenus; dispositions relatives aux dépenses occasionnées par ces opérations; indemnités allouées aux offic, sous officiers et gendarmes servant d'escorte, p. 336, n. 151.

Fournitures de casernem. pour les compagnies de gendarm., II, n. 153 bis, pag. 388 — Fourrages de la gendarmerie à cheval, II, p. 328, n. 145 — Chev. dont les officiers doivent être pourvus, IV, p. 437, u. 596 — Gendarm: détachée en service extraordin. de son traitement et des indemnités qui lui sont accordées, II, p. 331, n. 147 — Disposit. particulières à la comptabilité des détachement de gendarmerie employ. aux

armées, IV, p. 436, n. 595.

GENERALE battue pour faire prendre les armes à toute la garnison; I. p. 191, tit. 18 *Idem* lors des allarmes, *ibib.*— Les tambours ne doivent jamais commencer leurs exercices par cette batterie, p. 284, 39.

GENERAUX EN CHEF autorisés à suppléer au code pénal par des réglemens particuliers de simple discipline correctionnelle, II, p. 465, 26; et p. 479, 23.

GENIE: service du corps du génie dans les places et sur les frontières ordonu de 1759 et 1776, loi du 10 juill. 1791, et arrêtés du 22 germinal an 4, II, n. 117, 118, 333, 338, 339 et 340 — Officiers de génie concousent pour le commandement avec les officiers des autres armes, II, p. 241, n. 123 — Lorsqu'ils sont détachés aux colonies, ils sont sous les ordres du ministre de la marine, p. 242, n. 124 — Traitement extraordinaire qui leur est accordé, id. — Objets qui dépendent du service de l'arme du génie dans les colonies, id., 11 — Création et fonctions du premier inspecteur et des inspecteurs généraux de l'arme du génie, n. 125,, p. 246.

AVANGEMENT des officiers et gardes du génie et des bataillons de sapeurs et de mineurs, p. 2/9, n. 128: conditions nécessaires à l'avancem., id., tit. 2 — Mode d'avancem., id., t. 3 adjudan-maj. et adj. sous-officiers au choix des chefs titulaires, des corps, id., 28 — Le tiers des grades d'officiers réservé pour les sous-officiers id. 3 — Mode d'avancement dans

les colonies, id., 43.

rojets etc. concernant la place, II, page 206, 58 et suivans — Doit en tenir inventaire, ainsi que des matériaux, ibid. — Formalités à observer pour la remise de ces pièces, id. 90 et 91 — Accord des officiers d'artillerie et de ceux du génie pour les opérations des sièges, ibid. — Train du génie, son organisation, son traitement, service dont il est chargé, n. 134 — Ouvriers du génie, leur organisation, leur service et leur traitement, n. 134 bis, — voy, encore bâtimens et établissemens, fortifications et places de guerre, mineurs et sapeurs?

GENIEVRE brûlé dans les chambres, II, p. 721, sect. 1.10

GEOLE (frais de) dus par les offic., sont fixés à 30 cent par jour, dont la retenue est faite sur leur traitement, et pour les hommes, à 2 cent. 1/2, I, p. 398, art. 52 — Quant à ces derniers, la dépense en est à la charge de l'administration de la guerre, III, n. 448, pag. 66, et pag. 67, note 1 — Voy. Gite et geol.

GÉRENCE: mode d'exécution des travaux militaires par gérence, 11, p. 734, num. 840; voy. trav. milit.

GITE ET GEOLAGE. Rétribution des concierges de prisons; sa fixation, I, p. 398, abt. 52 — Mode de paiement des dépènses faites pour ce service, III, p. 72, num. 423; et IV, p. 235, art. 195 à 200.

GRADE; promotion à un grade, ne donne droit, en général, aux émolumens qui y sont attachés que du jour de la récept., IV, p. 188, art. 43 — Excéptions à cette règle, ibid. et notes.

GRAINS, voy. Masse de boulangerie.

GRATIFICATION d'entrée en campagne, III, p. 93, n. 434 — Supplément à raison de l'avancement en grade, ibid: et note! — Est payée aux officiers suspendus bu destitués lorsqu'ils sont remis en activité, id.; p. 66, n. 418 et notes.

GRATIFICATIONS; pour l'arrestation des prisonniers de guerre, II, p. 374, 31 — Idem pour l'arrestation des déserteurs et des réfractaires, p. 525, n. 261 — Payables aux gendannes par le préposé au service des transports, prévenu de rachat, III, pag. 369, 38 — Accordée au cavalier qui conserve son cheval, pendant six ans, III, p. 122, 18 à 22 — Idem de première mise accordée aux sous-offic promus après cinq ans de service, III, p. 94, n. 435; et p. 244, n. 477 — Indication de ceux qui out droit à cette gratific, p. 95, note 1. — Somme accordée sur la masse d'habillement, ibid. — Idem dans la cavalerie, les mêmes ont droit de prendre dans la remonte un cheval à leur choix, ibid. et p. 336, 35 — Mode de paiement, p. 95, note — La gratificat prise sur la masse d'habillement, pour les sous-officiers promus, n'est acquittable que dans le corps où ils se rendent, IV, p. 328, note 4, 1 —

Effets accordés en gratification par décision spéciale de S. M., IV, p. 452, n. 634.

Idem extraordinaires accordées aux revues d'inspection gé-

nérale, III, p. 96, n. 436.

- GREFFIERS des conseils de guerre et de révision, indemnités qui leur sont allouées, II, p. 413, n. 187 Idem des conseils de guerre spéciaux, p. 504, 60 et 61, voy. Tribunaux militaires.
- GRENADIERS, comment choisis, I, p. 387, t. 9; et II, p. 16, art. 9 Les officiers sont au choix du colonel, I, p. 274, art. 26; et II, p. 17, art. 12 Montent la garde dans des postes séparés, et de préférence à la place d'armes, I, p. 150, 13 Tours de service dont ils sont exempts, p. 269, tit. 7 Sont exempts de corvées, ib. 15 Grenad. postiches, I, p. 274, 24, ne jouissent pas de la haute-paie Grenadiers à la suite ou renvoyés au dépôt, doivent continuer à être payés en cette qualité, II, p. 18, n. 63, voy. Serv. des tr. en campagne et dans les places et quartiers.
- GUÉRITE examinée par le caporal de pose, I, p. 162, t. 11 Visitée par l'officier du génie, 1, p. 242, 6.
- GUÉTTRES fournies aux hommes de nouv. levée, IV, p. 161, art. 14 On doit prendre mesure à chaque homme, idem, p. 154, 58.

H

- HABILLEMENT (effets d'), comment placés dans les chamb., I, p. 360, 10 Toutes les parties de l'habillement tenues dans le plus grand état de propreté, ibid., pag. 380, 16 Moyens à employer à cet effet, ibid., voy. Masse d'habillem.
- HACHES des sapeurs des régimens, III, p. 408, 7.
- HALTES (police dans les), I, p. 402, 24 Id. des escortes de convois, p. 300, tit. 18.
- HAUTE-PAYE à l'ancienneté, III, p. 59, n. 412; et p. 60, n. 414 Ce supplément n'est accordé que pour les corps de la ligne, ibid., note de l'art. 1. er Militaires qui ont cédé leur congé, ne peuvent y prétendre pour leur service antérieur, ibid., note de l'art. 5 Ceux qui y sont admis, continuent à la recevoir dans toutes les positions où ils ont droit à une portion de solde quelconque, ibid., note de l'art. 7.
- HAUTE-PAIE par avancement; les hommes nommés à un nouveau grade ou haute-paie portés sur les revues du jour de leur nomination, IV, p. 194, 53.

HAVRE-SACS; comment placés dans les chambres, I, p. 360, 9. HIÉRARCHIE graduelle, I, p. 195, tit. 20, pag. 202, art. 1 à 18; et p. 355, t. 1.

HOMMES, voy. Militaires — Passant d'une compagnie à une autre, IV. p. 195, 54.

HONNEUR, voy. Légion d'honneur; décès.

HONNEURS, RANGS ET PRÉSÉANCES; décret relatif aux cérémonies publiques, honneurs civils et militaires, II, p. 625, num. 326 - Rang des troupes aux processions du Saint Sacrement, tit. 2 - honneurs à rendre à Sa Majesté; tit. 3, p. 630 — Aux princes, tit. 4 et 5, p. 633 — Aux grands dignitaires, tit. 6, p. 635, 637 — Aux ministres, tit. 7 — Au Sénat, tit. 9, p. 638 - Au Conseil d'état, tit. 10, p. 640 — Aux grands-officiers de la légion d'honneur, chefs de cohortes et aux membres de la légion, tit. 11, ibid., Au corps législatif, 12, ibid. — Aux ambassadeurs, tit. 13, p. 641 - Aux généraux de division, tit. 14, p. 641 - Aux généraux de brigade, tit. 15, p. 643 — Aux adjudans commandans, tit. 16, p. 644 — Aux préfets, tit. 17, p. 645 — Aux commandans d'armes, tit. 18, p. 646 — Aux archevêques et évêques, tit. 19, p. 647 — Aux cours de justice, municipalités, tit. 20, p. 648 — Aux officiers, inspecteurs aux revues et commissaires des guerres, tit. 21, 22 et 23 et p. 649 -Gardes et piquets, tit. 24 - Dispositions générales, tit. 25, p. 650.

On ne rend point d'honneurs après la retraite, ni avant la diane, ibid., p. 650 — Les honneurs militaires ne se cumulent point; ceux qui, ne commandent que par intérim n'ont droit qu'aux honn. fixés pour leur grade et emploi, p. 651, art. 5 et 6 — Honn. funèbres, tit. 26, p. 652 — Honneurs militaires à rendre au colonel général des Suisses, p. 657, n. 329. Place des membres de la légion d'honneur dans les cérémonies publiques, civiles et religieuses, II, p. 657, n. 330 — Rang et service de la garde impériale, II, p. 656 et 658,

n.328 et 331.

HOPITAUX: division et destination des hôpitaux militaires, 24 therm. an 8, IV, p. 2, n. 515 — De leur établissement, classement et destination, ibid., 1. re section — Hôpitaux permanens sont particulièrement destinés au service des divisions militaires, néanmoins ils reçoivent en tems de guerre les malades et blessés qui refluent des armées, ibid., art. 2 — Hôpitaux temporaires sont établis sur les derrières ou les flancs des armées, soit en pays ennemi soit dans l'intérieur, ibid., 3 — Hôpitaux ambulans formés à la suite de l'armée, en suivent les mouvemens et ne sont destinés qu'à fournir les premiers secours, ibid., 1

pitaux, ibid., section 2.° p. 3 — Distance entre les lits, ibid. — Il n'est fait dans les hopitaux aucune construction nouvelle

sans l'autorisation du ministre, ibid, 15.

rounnitures, linges, vêtemens des malades et infirmiers, ustensiles etc., nécessaires aux malades, ibid., section 3, p. 5, et num. 527 et 532, p. 306 et 118 — Tous ces effets sont examinés en présence du commissaire des guerres, p. 57, 356 — Demandes à faire relativement aux vêtemens des malades et infirmiers, num. 532, p. 118 — Mise en service de ces vêtemens, formalités à observer, ibid. — Renouvellement des effets du coucher des malades et mesures de propreté, p. 68, 38.° sect.; étamage des ustensiles de cuivre, p. 58, art. 358 — Les malades ne doivent jamais être posés sur le sol, p. 5, 17.

DE L'HORITAL AMBULANT, des divisions et subdivisions de l'ambulance, IV, num. 515, p. 6, sect. 4 — L'ambulance volante doit être placée à l'avant-garde, afin d'être toujours à portée de se rendre sur le champ de bataille pour adminis-

trer les premiers seçours aux blessés, ibid., 26 et 29.

RÉCEPTION DES MALADES ou blessés et leur sortie, ibid., sect. 5 — Billets d'entrée, comment ils seront dressés, ibid, 33, 34 et 39 — Individus qui peuvent être admis à l'hôpital, p. 8, 35 et suivans et notes — Les prisonniers de guerre leurs femmes et leurs enfans, et les condamnés aux travaux publics et au boulet sont également admis à l'hôpital, II, p. 368, III, p. 133 et IV, p. 422, n. 581 — Soin à donner aux esfets appartenans aux malades admis, p. 10 — Hommes dans le cas d'être traités à la caserne renvoyés aux corps, 49 et note — Dispositions particulières aux militaires de la garde impériale; aux employés des équipages du trésor; aux militaires de la garde municipale; aux militaires détenus et aux incurables, IV, p. 455, num. 642, 643 et 653 — Destination à donner aux militaires sortans des hôpitaux, IV, p. 457, n. 645 - Transport des malades et blessés d'un hôpital dans un autre, IV, p. 11, sect. 6 - Dispositions à suivre pour les évacuations, ibid. — Fournitures et traitement des officiers de santé, employés et infirmiers accompagnant les évacuations, ibid. et III, p. 341, num. 495 — Des vénériens et des galeux, ibid., sect. 7, p. 15 — La gonorrhée et la gale simple sont traitées à la caserne ou sous la tente, ibid., 72 et suivans — Les habits des galeux doivent être désinfectés avant de leur être remis, ibid., 74 — Des hopitaux près les eaux minérales, IV, p. 17, sect. 8 — Formalités à observer pour l'envoi des militaires dans ces hôpitaux, ibid.; individus qui peuvent y être admis, 96 et notes — Des hôpitaux civils où les militaires seront reçus, IV. p. 19, sect. 9 et p.79, 15 — Les chirurgiens des corps doivent faire le service des salles militaires dans ces hôpitaux, ibid. — Des pharmacies et de

leur disposition intérieure, IV, p. 31, sect. 17. Analise des dispositions relatives au service et à la comptabilité des pharmacies, IV, p. 460, n. 655 — Les pharmacies ambulantes ne sont composées que des objets propres à donner les premiers secours, ibid., p. 31, section 17 — Du magasin général des médicamens désigné sous la dénomination de pharmacie centrale, et des dépôts de même nature à la suite des armées, ibid., sect. 18 — Des insirmiers, de leur service et discipline, sect. 19 — Nombre des infirmiers déterminé par celui des malades., p. 52, art. 325 et suiv. — Doivent suivre les offic. de santé à la visite, p. 36, art. 223 — Dans quelle proportion ils sont comptés pour la quantité de viande qui doit être mise à la marmite, p. 40, note 3 — Sont punis par les commissaires des guerres pour les délits relatifs au service ou à la fidelité, p. 34, — En cas de désertion sont punis des mêmes peines que les militaires p. 35 — Gratificat. qui leur sont accordées sur le rapport des officiers de santé, etc. et la proposition du commissaire des guerres adressée au minist. le 1.er fév. de ch. année, ibid — Voy. aussi Comp. d'infirm.

ib., sect. 20 — Le sous-ossiciers de planton ou le commandant de la garde assistent aux visites, afin de saire observer l'ordre et le silence, p. 36, art. 222 et p. 66, art. 436 — La prescription du régime est toujours sait à haute voix, ib. art. 224 — Des cahiers de visite, de leur destination et du soin que l'on doit apporter à leur tenue, ib. 225 et suiv. — Linge à pansement comment délivré; ib., 237 — Nombre de chirurgiens de garde, leur devoir, ib. 217, 239 et 240 — Cham-

bre qui leur est destinée, ib. 241.

DES ALIMENS ET DE LEUR DISTRIBUTION, ib., sect. 21, p. 39 — Qualité des alimens dont se composent les portions, ib. Alimens et boissons fixés à la visite du matin, ib., 243 — Heures de la distribution, ordre dans lequel elle sera faite, ib., 257 — Distributions faites aux malades entrans et sortans, ib. 267 — Marmite de précaution, ib., 269 — Cas où la bière peut être employée, ib. 255 — Le sergent de planton doit toujours assister à la pesée de la viande le matin et le soir et elle doit être mise dans la marmite devaut lui : il assiste pareillement à la pesée du pain, ib., et art. 486 — Alimens légers, leur composition, ib., 250 — Ce que l'on doit observer relativement à leur prescription, ib.

BLANCHISSAGE du linge et des effets dans les hôpitaux per-

manens et provisoires sédentaires, ib., sect. 22, p. 44.

DU SERVICE ADMINISTRATIF, tit. 3 — Des fonctions du directoire central et de ses attributions, ib., sect. 23, p. 44 — Des agens en chef et de l'organisation du-service aux armées, sect. 24 — Répartition des fonds, ib., art. 298 Bureau chargé du retrait et de la vérification des différentes comptabilités, 299 — Service administratif des hôpitaux ambulans — Des hôpitaux permanens et tempornires, ib., sect. 26 et 27 p. 50 — Nombre d'employés et d'infirmiers qui doivent être attachés au service de ces établissemens, ib. et n. 523, art. 51 — Des fonctions et des devoirs des économes et des employés dans les hôpitaux militaires, ib, , sect. 28, pag. 54; voy. ci-après Economes.

d'estets et de derrées et de leur réception, ib., p. 54, sect. 29 — Présence du commissaire des guerres et des officiers de santé à ces réceptions, ib. — Soins des économes pour la conservation des approvisionnemens en tout genre, ib. — Pro-

portions et qualités des fournitures de coucher, ib.

DE L'EQUIQAGE DE L'AMBULANCE et des voitures d'évacuation, ibid., section 30, p. 59 — Des établissemens accessoires au service des hôpitaux, ibid., sect. 31, p. 61 — Du contelier chargé de la réparation des caisses d'instrumens de chirurgie, et du soin de les entretenir dans le meilleur état, ibid. — Du chaudronnier, ferblantier, du tonnelier, de la buandorie et de la boulangerie, ibid.

DE LA POLICE SUFÉRIEURE DES HÔPITAUX, vol. IV, pag. 64, sect. 36 — Est réservée aux commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres, ibid. — Visites du capitaine de police et du commandant d'armes, ib. - De la police particulière et intérieure des hôpitaux militaires, ibid., sect. 37 - Il est défendu aux malades d'avoir dans les hôpitaux des armes, des cartes à jouer et d'y sumer, ibid. 437 - Egards déférences qu'ils doivent aux officiers de santé et aux employés, 439 et suivans — Chambres de police et chambres de sureté qui doivent être établies, 441, et notes - Militaires détenus évadés, voy. Evasions - L'entrée des bôpitaux n'est permise à qui que ce soit, sans une permission du commis saire des guerres, ib. 444 - Except. à cette règle, ibid. 463 — Conférences, ib, 448, — De la propreté intérieure des hôpitaux militaires, ib., sect. 38 — Renouvellement des fournitures de coucher, ib. - Blanchiment des salles, corridors, etc., ibid. — Des portiers, ibid., sect. 39 — Leur surveillance sur tous les objets introduits dans les hôpitaux, ibid. - Peuvent fouiller à leur entrée et à leur sortie tous ceux qui seraient suspects, ibid. - Doivent donner entrée aux préposés des droits réunis, ib., note de l'art. 463 — Ne peuvent vendre aucun aliment on boisson, ibid., — Ces emplois sont donnés de préférence à d'anciens militaires, ib.

DES TESTAMENS ET DES INHUMATIONS, IV, p. 71, sect. 40— Les corps des malades décédés ne sont enterrés que 24 heures après leur mort, ibid., art. 476— Lieux de sépultures et dimensions des tosses, ibid., 477 et suivans— l'officier public prévenu asin de constater les décès, ib., 482—

Vente des effets appartenans aux militaires décédés dans les

hòpitaux, yoy. Caisse d'amortissement.

SERVICE DE SANTE, id. t. 2, p. 20 - Inspecteurs généraux du service de santé nommés par S. M., doivent inspecter chaque année les hôpitaux militaires, les infirmeries régimentaires et les salles des hôpitaux civils destinées aux troupes , IV, p. 76, n. 519 — Dans ces tournées ils fout des cours publics sur les parties du service qui leur sont prescrites, ib. -- Soumettent au ministre le résultat de leur inspection, ib.

Médecins, chirurgiens-majors et pharmaciens, attachés au service de santé des hôpitaux - Proportions dans lesquelles ils sont employés, ib., art. 6 et n. 515, t/2 - Leur service près de ces établissemens, en campagne, les jours d'action et dans les siéges, ib, sect. 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 et n. 519 - Doivent préparer eux-mêmes les appareils, p. 27, art. 152 et suiv. - Sont secondés dans leur service par les chirurgiens des corps, p. 77, 6 et 15 - Des médecins adjoints, n. 519. — Subordination des officiers de sauté militaires, n. 531, p. 116 - Punitions qui peuvent leur être infligées; cas de suspension, ib. --- Le chirurgien-major doit toujours suivre les bataillons de guerre, p. 77, notes — Les officiers de santé en chef doivent faire des cours pour l'instruction des jeunes chirurgiens et pour les sormer au manuel des opérations, p. 78, 12 et notes — Il doit y avoir dans chaque établissement une salle destinée à cet objet, ib.

inspecteurs; leurs fonctions sont purement civiles, ils peuvent cumuler à leur traitement celui de la solde de retraite ou de réforme dont ils jouissent, IV, p. 73, n. 516 et 11, p. 579, note — Ils sont à la nomination de S. M., p. 81, n. 520 - Détail de leurs fonctions et attributions, ibid., et

p. 82 et 413, n. 521 et 529.

ECONOMES; sont dépositaires et responsables des effets, papiers et argent appartenant aux décédés, IV, p. 71, art. 474 - Doivent tenir un registre mortuaire dont ils remettent tous les mois des extraits au commiss. des guerres, ibid., 485 -De leur nomination et du détail de leurs fonctions, p. 81, n. 520, et p. 82, num. 521 - L'économe présente le premier commis à la nominat. du ministre, et nomme les ampl. et sous-employés d'un grade inferieur, p. 84, 6 - Ces employés sont responsables envers lui, p. 95, art. 49 - Etat qui doit en être adressé au ministre, p. 81,6 - Cautionnement des économes, ibid. — Ils correspondent habituellement, et pour tous les objets du service ordinaire avec les commissaires des guerres, ib. - Abonnemens passés, pour les dépenses en légumes, feux, lumières, etc, v. 528, p. 108 — Le commissaire des guerres et l'inspecteur veillent à la qualité des denrées et objets compris dans cet abonnement, ibid, — Ce qui doit être observé lors des changemens d'économes, IV, p. 459, n. 652.

Pok IV. 35

comprabilité des hôpitaux, divisée en journées, en nature en deprées et en mobilier, n. 521 et 523, p. 82 et 88: p. 231 11.º séction, et p. 458, n. 649 — Formes auxquelles elle est soumise, ib. — Feuilles de retenues pour le traitement des militaires en retraite, en réforme, des employés, etc., p, 231, art. 185 et notes - Rédaction et envoi au ministre des états mensuels et trimestricls des militaires traités dans les hôpitaux, ibid. et suiv. — résumé sur les dispositions relatives au service des magasins et à la comptabilité du mobilier des hôpitaux, IV, p. 461, n. 656 - Soumissions, adjudications, et marchés concerpant les fournitures, n. 524, 530, p. 97 et 115. — Les comptes de la gestion des hôpitaux sont rendus à un conseil composé du préfet, du commandant d'armes, du commissi-ordonni et d'un offici supérieur, IV, p. 86, 18.

Hôpitaux régis par entreprise; résumé sur ce mode d'ad-

ministration, 1V, p. 463, n. 657.

HOSPICES pour les membres de la légion, voy. Légion d'hon. HOTES obligation des hôtes à l'égard des militaires auxquels ils fournissent le logement, II, p. 698, 19 et 20.

- IMPRIMES pour le service des revuer, IV, p. 175, p. 368 et p. 465, n. 661.
- INALIENABILITE des retraites, des traitemens de résorme, des pensions militaires et de la légion d'honneur, II, p. 584, num. 298.
- INCENDIE; comment doivent se conduire les commandans des posses pour les cas d'incendies, I, p. 175, 105 à 110, voy. aussi Crimes et délits.
- INDEMNITE accordée à chaque sous-officier et gendarme caserné, 11, p. 318, n. 143 — Idem au sous-officier ou gendarme dont le cheval a été tué, II, p. 273, 88.
- INDEMNITE: de licenciement accordée aux employés des services administratifs de l'administration de la guerre et licenciés aux armées ou dans l'intérieur, IV, p. 403, n. 568 - N'est pas due aux employés licenciés par suite de plaintes ou sur leur demande, ibid. - Mode de paiement, ibid. note.
- Idem, de représentation aux commandans des corps Id. aux commandans d'écoles, voy. les Tarifs et le n. 416, vol. III. Idem, de séjour aux militaires retenus en route pour attendre des compagnons à transporter sur la même voiture, III, p. 367, 27, Idens au savalier laissé su route avec des che-

vaux malades, ibid. et note — Idem aux militaires teuus en résidence pour être entendus à un conseil de guerre, p. 349, 6 19 — Idem aux officiers, p. 355, note 2.

INDEMNITÉ DE VIVRES, III, p. 125, nota — Comment elle est payée, IV, p. 210, 110 et p. 288, 5.

INDEMNITE à raison de pertes éprouvées en campagne — Pertes d'équipage de guerre ou de chevaux, III, p. 91, n. 432 L'indemnité pour les officiers ne peut excéder la gratification d'entrée en campagne, id., 4 — Elle est augmentée d'un tiers dans les colonies, p. 92, n. 433 — Somme fixée pour la perte du cheval, p. 93, n. 495 — Les sous-officiers et soldats reçoivent le remplacement des effets de petit équipement qui ont été pris, ibid. — Sommes perdues à l'armée, et autres objets dont le remboursement peut être alloué, p. 96 décision, n. 437 — Formalités et délais pour faire constater les pertes, num. 432 et ibid.

Les pertes qui ressortissent aux masses ne dounent lieu à aucun remboursement mais doivent être constatées, p. 97, § 3 — Les sommes déposées, et les gratifications ne donnent pa-

reillement lieu à aucun remboursement, ibid.

Déchéance pour toute espèce de réclamation qui n'aura pas été produite dans le délai de six mois, ibid.

INDEMNITÉS DE ROUTE; militaires de tous grades qui ont droit aux indemnités de route, III, p. 341, n. 495. Les sousofficiers et soldats de la garde, reçoivent en outre un supplément de 20 c. imputable sur la masse de ce corps, id., p. 348, note 2 — Les fusiliers de la garde n'ont pas droit à ce supplément, ibid. -- Officiers qui ont droit à l'indemnité représentative du cheval de selle, id., 2.º serie — Militaires à qui l'indemnité de route ne doit pas être accordée, id., 4.º serie - Pour les sous-officiers et soldats elle est acquittée sur les mandats des présets et sous-présets au désaut des commissaires des guerres, id., p. 355 — Ces derniers pourvoient seuls au paiement de cette indemnité pour les officiers, ibid - Mode de paiement et de régularisation. IV, p. 216, section 5.º — Hommes qui ont voyagé avec l'indemnité de route ne comptent comme présens que du lendemain de leur arrivée, IV, p. 193, 51.

Indemnité de route au quartier-maître-trésorier, lorsqu'il va chercher la solde hors de la résidence du corps, III, p. 215,

art. 46 — Voy. aussi Indemnité de séjour.

INFANTERIE; organisation des régimens d'infanterie de ligne et d'infanterie légère, II, p. 15, p. 62 — Sont composés de 5 ou 6 bataillons dont 1 bataillon de dépôt, id., — Le major fait toujours partie de ce dernier bataillon — Composition des compagnies et de l'état-major, id., 4 — Il doit y avoir s

sapeurs dans chaque bataillon d'infanterie, id et note — La compagnie de grenadiers tient la droite, celle de voltigeurs la gauche, ibid., 6 — Les bataillons de dépêt ne peuvent quitter les garnisons qui leur sont assignées sans un ordre de 6. M., id., 14

INFIRMITÉS donnant lieu à la réforme, I, p. 81, n. 25 — Tableaux des infirmités évidentes pour lesquelles les sous-préfets doivent proposer la réforme, et des infirmités ou maladies dont la connaissance et le jugement sont réservés aux conseils de recrutement, ibid.

INFORMATION juridique ordonnée contre les délits militaires, II, p. 408, 12 — Contre le crime de désertion, refusée ou autorisée par le commandant d'armes, II, p. 496, 25.

INGENIEURS géographes; leur organisation en corps militaires II, p. 265, p. 135. In ont pour chef l'officier général direct du dépôt de la guerre, id., 2 — Forment la 6.º classe des officiers sans troupe, IV, 198, note 3 — Comment payés de leur supplément de solde, id., p. 203, note 3.

INSAISISSABLES (pensions), II, p. 584, n. 298.

INSCRIPTION MARITIME; ceux qui en font partie ne peuvent être inscrits pour le service de l'armée de terre, I, p. 4, 16 et p. 34, art. 152 à 164.

et IV, p. 173, 1. sect. Ils doivent concourir à l'organisation, incorporation et au licenciement des corps, III, pag. 8; p. 43, n. 462, et IV, p. 241, 211 — Leur avancement, III, p. 45, note 1.

ADJOINTS A L'INSPECTION aux revues divisés en deux classes; sont nommés parmi les officiers supérieurs et les quartiersmaîtres ayant le grade de capitaine, id., p. 47, n. 404. -Leur traitement et leur avancement, ibid — Les officiers arrivant à un corps, tenus de se présenter chez le sous-inspecteur et en cas d'absence chez le commandant d'armes, IV, p. 191, 46 et 50 — Sous-officiers et soldats joignant un corps pour la première fois présentés au sous-inspecteur par le sergent-major ou le fourrier, id., 51 — Surveillance rigoureus des inspecteurs relativement aux dep. de luxe, voy. luxe -Détail des opérations auxquelles ils doivent se livrer quant à la vérification de la comptabilité des corps et à la surveillance de leur administration, n. 535 et 541, IV — Ne vent se saire suppléer pour cet objet, sans l'autorisation ministre, ibid., p. 356 - Sout juges en premier ressort demandes ou réclamations des conseils et des militaires, IV, p. 342, n. 559 — Inspecteurs et sous inspecteurs aux revues ne peuvent être traduits devant un conseil de guerre qu'en vertu d'une décision du ministre, II, p. 129, n. 200, voy. aussi Administration intérieure, revues générales de comptabilité et masses.

- INSPECTEURS GÉN. d'armes; leurs prérog. lorsqu'ils sont dans les places I, p. 128, 7 Ils font avertir le comm. d'armes lorsqu'ils sont dans l'intent. de faire prendre les armes à la troupe, ibid Dans la cavalorie ils doivent faire un examen particulier des chevaux, III, p. 331, 12 et 21 Ils arrêtent définitivement la comptabilité des corps, voy. Administration intérieure et revues.
- Idem du train, voy. Artillerie Du service de santé, voyez Hópitaux.
- INSPECTION générale saite le dimanche par le commandant du régiment; tous les officiers doivent s'y trouver: Cette inspection a lieu dans les chambres lorsqu'il fait mauvais tems, I, p. 374, 36 Inspection des gardes, p. 160, 27 et 28.
- INSTRUMENS DE CHIRURGIE ne sont reçus qu'après une déclaration des officiers de santé en chef, IV, p. 77, note 1.50 et p. 125. Signes appliqués aux caisses qui renforment ces instrumens, IV, p. 458, n. 648.
- INSUBORDINATION, II, p. 462, sect. 4 et p. 476, tit. 8, voy. aussi Crimes et délits.
- INTENDANT-GENERAL, III, p. 12, note 4 Son traitement, voy. les Tarifs.
- INTERPRETES: voy. Conseils de guerre spéciaux Près des dépôts des prisonniers de guerre, voy. Prisonniers de guer.
- 1NVALIDES, II p. 580, tit. 4 Nul ne peut y être admis s'il n'a perdu un ou plusieurs membres ou la vue, ou s'il ne justifie de 30 ans de service et qu'il n'ait 60 ans, id., 14 Invalides qui se marient sans l'autorisation du ministre tenus de sortir de l'hôtel, p. 594, n. 308 Peines contre ceux qui sont convaincus d'avoir vendu ou donné des effets destinés à leur usage, ibid., num. 309. Destination du mobilier et des effets des invalides après leur décès, pag. 597, n. 312 Police et administration de l'hôtel, p. 601, n. 316 Traitement des militaires qui y sont entretenus ou employés, ibid. Administration des succursales de l'hôtel, ibid., p. 598, n. 315.

Retenue exercée en faveur de l'hôtel des invalides, voyez Retenues et retraites,

- IVRESSE, peines de discipline contre l'ivresse, I, p. 372, 26 et p. 390, 2.
- JAMBES DE BOIS; la première sournitute en est grasuité, IV, p. 457, n. 647.

JEUX désendus au corps-de-garde, I, p. 166, 34.

JEUX DE HASARD sévèrement désendus, 1, pag. 381, tit. 6; p. 194, 15; p. 198, 28; et p. 323, 2 et 3.

JUGES MILITAIRES; âge qu'ils doivent avoir, II, p. 386, 19.

JUIFS assujettis au service personnel, I, p. 46, 302 — Exception en faveur de ceux domiciliés dans plusieurs départemens ibid.

JURÉS; les militaires sont dispensés d'en remplir les fonctions, lorsqu'ils le requièrent pour cause de service justifié, II, p. 884, n. 399.

L

LARD SALÉ, pour quelle quantité il entre dans les approvisionnemens de siège, III, p. 445, n. 514, et tarif n. 49 — voy. rations.

L'ATRINES: surveillance rigour. sur leur propreté, II, p. 723, sect. 2.º

LECTURE des réglemens militaires concernant les crimes et délits, faite tous les 8 jours, I, pag. 375, 40; II, p. 466, 2 — Et concernant le crime de la désertion; faite le 1. d'imanche de chaque mois, pag. 509, 84 — Peines contre les chefs qui négligeraient l'exécution de cette mesure, ibid.

LEGION D'HONNEUR, instituée pour la récompense des services et vertus militaires et civiles, II pag. 547, n. 275. — Sa composition, id. 2 et suivans — Grand conseil d'administration composé des grands officiers et des princes grands dignitaires, présidé par S. M., idem - Composition des cohortes, id., 6 — Traitement des légionnaires, 7 - Serment qu'ils doivent prêter, idem - Hospice établi dans chaque chef-lieu de cohorte, id. n. 276 - Destination et administration de ces hespices, id: t. 4 — En tems de paix il faut avoir 25 ans de service pour être admis dans la légion p. 549, 8 — Organisation de la légion, II, p. 549, n. 276, t. 1 Nomination du grand-chancelier et du grand trésorier, id.. t. 2 - Fonctions du grand-chancelier, ibid. - Conseils d'administration des cohortes, tit. 3 — Noms des membres de la légion doivent être inscrits sur des tables de marbre placées dans le ches-lieu de chaque cohorte — Mode de paiement des légionnaires, 11 p. 553, n. 277: et IV, p. 405, 569 - Administration des biens affectés à la légion d'honneur, ibid.

LA QUALITÉ DE MEMBRE DE LA LÉGION se pend ou est sus-

français, ou en provoquent la suspension, II. p. 655, n. 278, art. 1 et 2 — Aucune peine infamante ne peut être mise à exécution que le légionnaire n'ait été dégradé: formalités à observer pour cette dégradat., id 5 et 6 — Il doit être rendu compte par les chefs militaires des punitions infligées aux légionnaires qui ne peuvent être cassés du grade de sous-officier sans l'autorisation du ministre, ibid. — Comité de consultat. de la légion, donne son avis sur tout ce qui intéresse la discipline des légionnaires, l'administration des biens de la légion, etc., p. 557, n. 280.

ÉTRANGERS admis et non reçus dans la légion, portent le décoration, mais ne prêtent pas le serment prescrit aux légion-naires, et ne jouissent pas des droits politiques attribués à

ces derniers, p. 558, n. 281.

DECORATION; les membres de la légion doivent toujours porter leur décoration, S. M. seule peut porter indistinctement celle d'officier ou de légionnaire, p. 558, n. 282; et p. 559, n. 283. — Dotation de la légion d'honneur: loi du 11 pluv an 13, n. 284; ventes, acquisitions, etc. — Vérificat. de la comptabilité quant au traitem. des membres de la légion, IV, p. 257, 11; voy. aussi délégations.

- LÉGUMES SECS (ration de); sa fixation, III, p. 124, n. 449, voy. Rations.
- LETTRES, taxe des lettres pour les milit., II, p. 821, n. 371 Transport des lettres, paquets et journaux, par toute autre voie que par celle de la poste, est formellement interdit, p. 812, n. 367 Réglement sur les franchises et contreseings, p. 814, n. 368 Fonctionnaires dont la correspond. n'est pas soumise à la taxe, ibid., et n. 369 et 376 Lettres et paquets relatifs au service des revues qui auraient été taxés, IV, p. 441, n. 604.
- LEVÉES, sont ordonnées par le corps législatif ou par le sénat, 1, p. 2, 4 Précis des différentes levées qui ont eu lieu p. 73, n. 20, voy. Conscription.
- LICENCIEMENT d'un corps, IV, pag. 241, 212 Comment cette opération est constatée, id. Destinat. des effets existant en magasin et des fonds restans en caisse, ibid. Indemnité de licenciement, voy. Indemnité de licence.
- LIEUTENANT; élection des lieut., I, p. 105, 26; 'et p. 117, 13 Comment ils sont classés dans les régimens, II, p. 17, 12 Idem de semaine, voy. Officiers.
- LIEUTENANS DES GÉNÉRAUX en chef; leur traitement. voy. les Tarifs.
- LIMITES des terrains militaires aux places et postes, I, p. 422, art. 70; et II, p. 665, 15 à 20.

LINGE ET CHAUSSURE; la visite en est saite tous les mois. par le capitaine, I, p. 375, 39 — Et tous les trois mois par le commandant du régiment, id. 41 — Précautions qui doiv. être prises pour que cette visite soit saite avec sruit, ibid. et note — Effets de linge et chaussure sourcis en route, voyez Equipement; voy. aussi Musse de linge et chaussure.

LINGE SALE; comment rangé dans les chamb., 11, p. 360, 9,

LITS MILITAIRES, marqués du nom des soldats, I, p. 359, 8 — Nombre de lits à fournir aux hommes, II, p. 699, 27 à 46; et III, p. 416, sect. 9.°; composition des lits, ibid. — Le prix d'occupation des lits fournis aux troupes en garnison, est à la charge des communes, II, p. 752, n. 348: et III, p. 440 n. 507 bis, voy. Casernement.

LIVRET de solde, son objet; comment il est établi, à quelle époque il est renouvellé, IV, pag. 239, art. 207 à 209; et notes — Formalités à remplir lorsqu'il à été perdu, ibid. — Tous les paiemens faits aux corps, aux officiers et employés, doivent rigoureusement être inscrits sur leur livret, ibid. et not.

LOGEMENT des troupes, In. 42, t. 5 et 6; II, p. 683, t. 5; p. 693, n. 335; et p. 706, n. 337 — Bâtimens affectés au logement, II, pag. 683, 1. — Les communes ne doivent fournir le logement que lorsque ces bâtimens sont occupés, id. 2, et p. 693, 2 et 3 — Lorsque la troupe doit être logée chez l'habitant, les sous-officiers et soldats, seuls, sont logés en nature, ibid., art. 5 — Dispositions relatives à la répartition du logement, ibid. — Les autorités, civiles doivent donner connaissance au commandant d'armes et au commissaire des guerres de l'assiette du logement, ibid. art. 10.

les dépositaires de caisses, pour les veuves et les filles, pour les offic et employés à l'armée, p. 684, 9 et 13; et p. 695, 11 et suiv. — Avis à donner sur l'arrivée des troupes, relativement au logement, p. 694, 10 — Composition du logement selon les différens grades, chez l'habitant et dans les bâtim. militair., id. 14, 37 et spiv. — Comment garni, idem 17 et suiv. — Dégats et donnages commis par les troupes dans

leurs legamens, p. 685, ro; et p. 698, 22 à 25.

LOGEMENT DANS LES CASERNES ibid., 27 et suivans — Logement des officiers dans les bâtimens militaires, id., 37 et suivans. Comment composé et comment meublé, ibid. — Comment établi et distribué, II, p. 711, tit. 3 et 4 — De la remise des fournitures de casernement, ibid., voy. aussi Casernement (fonthitures de) — Dégradations commises aux bâtimens et aux fournitures, comment constatées et estimées, ibid, p. 716 et 719 et n. 343, p. 744 — Propreté intérieure et extérieure des casernes et pavillons, p. 721, tit. 5 — Baquets disposés dans les escaliers, ibid.

tarif, n. 35 — Officiers qui doivent conserver leur logement ou l'indemnité pendant leur absence, id 45 et 49 et ibid. — Logement à Paris, payé moitié en sus du tarif, id., 51, voyaussi le tarif, n. 35 — Indemnités dues aux habitans qui ent fourni le legement, hors le cas du passage des troupes p. 704, 54 — Sont à la charge des communes, p. 752, n. 348 — L'indemnité de logement est payée aux officiers sur les fonds du ministère de la guerre, et en même-tems que la solde, IV, p. 292, 546; voy. encore Etablissemens militaires et casernement.

LOIS, décrets et réglemens militaires; de leur conservation dans les archives des différentes autorités, II, pag. 871, n. 389. — Les archives doivent être chez le quartier-maître trésorier, ib. voy. Promulgation.

LUXE (dépenses de), rigoureusement prohibées, III, p. 219, 59 et p. 275, num. 481 — Les inspecteurs doivent regarder comme étrangers aux corps les hommes qui se présenteraient revêtus d'effets non prescrits par les réglemens, ibid. — Compte qu'ils doivent rendre relativement à ces dépenses, ibid.

M

MAGASINS D'HABILLEMENT, d'équipement, de harnachement et de campement: réglement relatif au service de ces magasins, III, p. 248, num. 480 — Ces établissemens sont placés sous la police directe des commissaires des guerres, ib. — Devoirs, responsabilité et subordination des gardes et employés des magasins, ibid., tit. 1 — Cautionnement auquel ils sont soumis, p. 245, n. 478 — Des versemens faits dans ces magasins, tit. 2, p. 249 — Commission nommée pour la réception des effets ou marchandises, comment composée, ib., art. 8 — Effets de campement — En quoi consistent ces effets. ibid., p. 262: proportions et mode d'après lequel ils seront distribués aux troupes, ibid — De leur réintégration dans les magasins, ibid., p. 253.

DISTRIBUTIONS aux corps, de marchandises, essets d'habililement, etc., ibid., p. 257 — Idem d'essets de petit équipement aux militaires isolés, id., p. 259 — Remise au domaine

des essets destinés à être vendus, id., p, 265:.

comptabilité en nature, tit. 4, p. 266 — De la tenue des livres, ibid. — Sont visés tous les mois, et arrêtés à la fin de l'année et à chaque mutation de comptable, par le commissaire des guerres, ibid, p, 266 — Comptabilité en deniers, tit. 5, p. 268, de quoi elle se compose, ibid. — Fonds mis à la disposition de l'ordonnateur pour le paiement des dépenses courantes, ibid., p. 272 — Attributions des bureaux du ministère relativement à la comptabilité, p, 274 note.

MAIRES; doivont informer les commiss. des gu. de la mort des militaires pensionn., Il p. 574, 59 — Doivent visiter les dépôts de prisonniers de guerre, II, p. 374, 30 — Obligations qu'ils ont à remplir relativement au service des transports et couvois, III, p. 337, 8.º sect. — Doivent requérir le transport *des milit. tombés malades en route, ib., p. 363, art. 17 — Même réquis. pour tous les détach., p. 364 - Doiv. viser les mandats de fournitures de convois, ibid., et art. 21 - Prononcent sur les difficultés qui pourraient s'élever à raison de ce service, ibid., art. 26 — Leurs visites dans les prisons, p. 74 --- Leprs obligations à l'égard des bâtimens concédés aux villes, II, p. 955, n. 350 — Idem, à l'égard des fournitures de casernement, III, p. 409, dixième section du chap. 14 — Idem à l'égard des distributions, IV, p. 171, n. 536, p. 223, huitième et neuvième section, et p. 318, num. 549, voy. aussi Feuilles de route.

MAISONS DE DETENTION, vayez Prisons milit. et milit. déten.

MAJOR, chargé de recevoir les rapports journaliers relatifs à la police et la la discipline, I, p. 364, 1 Se rend chez le colonel pour lui rendre compte des détails de police et des mouvemens de la veille, p. 370, 13 — Hors l'absence du colonel il ne fait près du conseil que les fonctions de rapportent, IV, p. 278, 5 — Il est chargé de la tenue des contrôles, ibid., et p. 245, n. 538 — Doit toujours être attaché au dépôt, Il, p. 15, 3 — Major de recrutement, voy. Conscription, Création de majors en second, II, p. 19. n. 64, 6.

MAJOR DE PLACÈ, ses fonctions, I, n. 42, tit. 1 et 2, et n. 46, art. 6 et 46.

MALADES A LA CHAMBRE; l'état certifié par le chirurgien major doit en être remis au sous-inspecteur lors de sa revue, IV, p. 182, 27.

MALADES à la chambre de police ou en prison visités, I, p. 396, 46.

MALADIES LEGÈRES, sont traitées à la caserne ou sous la tente par les soins des chirurgiens des corps, IV, p. 15, 72, et p. 80, 21 et 22 — La dépense du traitement est à la charge de la masse générale; somme que cette dépense ne peut outre-passer, voy. le tarif n. 39; voy. aussi Hôpitaux.

MANDATS pour le paiement de la solde de retraite, IV, p. 395, tit. 3 — Pour celui des fournitures livrées aux corps, voyez Masse d'habillement.

MANOEUVRES (champ de) qui doivent être fouruis aux troupes par les villes où relles sont en garn., II, p. 880, n. 395.

MARCHES; tenue de propreté observée dans les marches, I, p. 381, 20, voy. aussi Troupes en marche et Service des troupes en campagne.

- MARCHÉS passés dans l'intérieur des corps ne sont valables que lors qu'ils ont été approuvés par le conseil, IV, p. 129, 12, III, p. 207 et p. 228, num. 468 Marchés généraux pour l'habitlement sont conclus par le ministre, p. 166 note Les inspecteurs doivent se faire rendre compte des marchés passés par les conseils, IV, p. 130, note 2.
- MARECHAUX DES LOGIS du train, détachés dans les départemens pour veiller à la conservation des chevaux, IV, p. 412, tit. 3.
- MARIAGE DES MILITAIRES, voy. Actes de l'état civil Des vétérans, voy. Vétérans; des invalides, voy. Invalides Formalités à observer pour la célébration du mariage des militaires, Il, p. 774, n. 362.
- MARINS EN ROUTE; comment traités, III, p. 344, 25; 346, note 3; p. 351, 37 et IV, p. 215 notes. Pour les subsistances IV, p. 229 note. Pour les transports III, p. 389, note 1. et p. 352, 10.
- MARRONS; pièces de cuivre ou de fer blanc sur lesquelles le numéro et l'heure des patrouilles sont marqués. Sont destinés à faire connaître si le service des patrouilles et celui des rondes sont faits avec exactitude, I, pag. 182, t. 14, et p. 184, tit. 15.
- MASSE DES BOIS ET LUMIERES des corps de garde; III, p. 117, 18 et p. 159, 7: sa fixation, ibid. — Les fournitures pour les corps-de-garde sont faites en nature, au moyen d'adjudications ibid. — Celles des postes civils, tels que les préfectures, les prisons, etc., sont prises sur les fonds des compaguies de réserve etc., ibid. et note. - Celles des corps-degarde de police et celles faites aux postes établis pour la garde des drapeaux sout à la charge des corps, p. 158 et notes, et pag. 162 8. — Ces postes ne doivent être que de 3.º classe ibid. — Corps-de-garde sont divisés en quatre classes, à raison du nombre d'hommes qui les composent, relativement au chausfage et à l'éclairage, III, p. 144, 16. - Fournitures qui doivent être faites à chacune de ces, classes ibid. 17 et suivans. — Il est compté pour les corps de garde un mois. d'hiver de plus que pour le chaussage des casernes id. 26 voy. aussi Corps-de-garde.
- MASSE DE BOULANGERIE; sa création, III, p. 113, 5—
 Est administrée par un directeur général, p. 135, n. 454—
 Résumé sur l'administration de cette masse, ibid. Les officiers et la gendarmerie n'ont pas droit aux fournitures qui sont à sa charge, p. 113, notes Approvisionnemens en grains, III, p. 20 et 109. Achats de grains sur les marchés par les préposés des vivres, p. 136, note Leur conservation dans les magasins, ibid. et suiv. Mélange des grains,

ibid. Présence d'un membre du conseil à ce métange, et à celui des farines, ibid. — Blutage des farines, ibid., p. 109 — Construction des fours', ibid., p. 24 et suiv. — Fabrication du pain, ibid., p. 28 et suiv. — Pain biscuité, ibid., p. 29 — Pertes provenant des ventes de pain, IV, p. 447, n. 619 — Transports de rations de pain, IV, p. 448, n. 622.

Composition de la ration de pain, MI, p. 113, 5 et p. 124, n. 449 — Situations à fournir quaut aux approvisionnemens en vivres-pain, p. 137, n. 455, voy. aussi Distributions.

MASSE DE CAISSON D'AMBULANCE, voy. Caisson d'ambulance — Id. de caissons de vivres, voy. Transports.

MASSE DE CHAUFFAGE; sa destination, III, p. 116, 10 à 20 - Les troupes de passage n'ont pas droit à la masse, n. 456, p. 143. art. g - Composition de la ration de chauffage dans l'intérieur ou aux armées pendant l'hiver et pendant l'été, p. 116, art. 11 a 20, p. 140, art. 1 à 6, et p. 155, 51 — Dans quelle proportion le bois dur et le bois blanc peuvent y entrer, pag, 140, note 2, et IV, p. 449, n. 623 -Epoques où commencent le chaussage d'hiver et celui d'été, dans les casernes, en campagne et pour les corps-de-garde, III, p. 160, n. 408'— Les officiers n'ont pas droit à la distribution du chauffage, pag. 116, 14, et p. 159, 5 - En campagne ils ne le reçoivent qu'en vertu d'une décision spéciale, pag. 130, 3 — Les sous-officiers et maîtres-ouvriers reçoivent double ration, p. 117, 15 - Comment il est pourvu à la fourniture de cette double ration, art. 17, et note - Fixation du prix de la masse, et mode de paiement, p. 158, n. 457, et tarif num. 37 - Compte à rendre chaque année dans le mois de juin de l'emploi des fonds du chaussage, id., 6 — Les marchés passés par les corps doivent être visés par le commissaire des guerres, IV, p. 260, 16 — En campagne il est compté un mois d'hiver de plus qu'en garnison, p. 156, att. 56 - Voy. aussi Masse des bois et lumières.

MASSE DE COMP. dans la gendarmerie, II, pag. 271, 75 et suiv.

MASSE DES CUIRASSES pour les officiers dans les corps de carabiniers et de cuirassiers, III, p. 450, u. 513.

MASSE DES DEN. de poche, voy. Dépôts de réfractaires.

MASSE DES EFFETS de camp. des corps; en quoi ces est. consistent III, p. 407, n. 505 — Leur achat, entretien et transport sont à la charge des corps au moyen d'une somme de 50 centimes qui leur est accordée à raison de leur complet, id., 2.

MASSE D'ENTRET. pour les corps de nouvelle format. : III, p. 226, 87.

MASSE D'ENTRETIEN d'armes, voy. Artillerie.

MASSE D'ENTRETIEN de voitures pour les bataillons d'équipages militaires, II, p. 341, n. 155.

MASSE DES ETAPES; sa destinat, III p. 115 — Voy. aussi Etap.

MASSE DE FOURRAGES; sa fixati, III, p. 114 — Sa destinat., ib. — Composition de la ration de fourrages et d'avoine, ibid. et p. 300, n. 487 et p. 322, n. 491 — Comment les fourrages sont distribués aux troupes, IV, p. 223, 8.º et 9.º sections et p. 318, n. 549 — Décret relatif à la masse des fourrages, en partie abrogé, III, p. 316, n. 489, voy. Fourrages.

MASSE D'HABILLEMENT; sa créat. et son objet, III, p. 119, 23 — Division de la masse en 2 portions, p. 174, n. 463 — Réunion de ces deux portions, pag. 228, n. 468 — Habillement, en quoi il consiste et sa durée, p. 228 n. 468 et n. 482 et 483 — Dépenses qui sont à la charge de la masse, tarif

num. 39.

Masse d'habillement des troupes à cheval divisée en deux portions, p. 231, n. 469 — L'une sous le titre de masse d'habillement, l'autre sous celui de masse de harnachement et ferrage, ib. — Dépenses qui sout à la charge de l'une et de l'autre portion, ib. — Le produit de la vente des funiters est versé à la masse, III, p. 218, 55 — Le restant à la masse du linge et chaussure des hommes morts, desertes etc. y forme accroissement, IV, p. 143, 3 et III, p. 174, 2 — Comment le compte de ces hommes est arrêté; vente de leurs effets, ib. et p. 162, 17 — Comment le versement en est justifié, ib.; pag. 153, 51 — La masse d'habillement doit tenir compte à celle de linge et chaussure des dettes des hommes rayés du contrôle etc., III, p. 220, 61.

DIRECTOIRE D'HABILLEMENT composé de trois membres; sa création, Il1, p. 166, n. 462 — Il fait expédier à chaque corps, sur les ordres du ministre directeur, les étoffes, boutons et fournitures nécessaires à l'habillement, ib. — Inspecteurs charges de surveiller la fabrication des étoffes destinées à l'habillement des troupes; sont partié du directoire de l'habillement, p. 236, n. 474 - Réception des marchandises faite en présence du sous-inspecteur aux revues et du commissaire des guerres, p. 171, 18 à 23 — Formalités à observer en cas de refus de la part du conseil, ib., 21 — En cas de contestations, le conseil de présecture, décide dans les trois jours de la réception du procès-verbal de refus, ibid. -- Les majors sont particulièrement responsables de l'inexécution des formalités prescrites pour la réception des étoffes, effets etc., p. 305, 484 — Mandats adressés au ministre, et aux fournisseurs pour le paiement des marchandises livrées par ces derniers, ib. 19 et suiv. CAPITAINE chargé de l'habillement; sa nomination, III, p.

206, 6 et snivaux, IV, p. 143, 5 et notes, et II, p. 20, n.

les corps d'artillerie et génie, IV, p, 144 — Officiers qui lui sont adjoints présentés par lui, penvent être refusés, ibid. — Le capitaine est seul responsable, ib — Il est rendu compte au ministre du zèle qu'il met à remplir ses fonctions, III, p. 213, 41 — Registres qu'il doit tonir, IV p. 145, 6 et suiv. et III p. 215, 47— Il réside au dépôt, II; p. 17, 15 — Il doit rouler avec les autres capitaines du corps pour tous les services de la garnison, II, n. tô.

DETAIL DE L'ADMINISTRATION de l'habillement, III, p. 206, n. 466 et IV, p. 142, tit. 4 — Remplacemens, dans quelle proportion ils sont saits, tableau n. 89; et III, p. 228, numéro 468, et IV, p. 146, 14 - Magasin général qui doit être établi dans les casernes, III, num. 466, art. 5 — Toutes les parties de l'habillement, de l'équipement et de l'armement seront marquées, id., 34 — Réparations, id., art. 15 et suiv. — Habits réservés pour les hommes de garde, ibid., art. 16 - Réparations de l'équipement et du harnachement, id., art. 17 et suiv. - Réparations de l'armement, id. 24 et suiv. - Modèle de l'habillement présenté à l'inspecteur général lors de sa revue sera exactement suivi, ibid., 7 — Comptabilité en nature id. 47 et suiv. — id. en deniers, ib., 55 — Vieux effets remplacés pag. 176, 11 — Veste et culoue blanche dont peuvent se pourvoir les hommes pour l'été, ibid, 12 et note — Sarraux et pantalons de toile pour les hommes de corvée, id., 13 — Hommes résormés, essets auxquels ils ont droit, id., 14 et note Hommes morts daus les hôpitaux ou qui s'en sont évadés, destination à donner leurs effets, id., 15, et IV, p. 102, n. 525 — Hommes embarqués, militaires remplacés — Gardes nationales passant dans les corps de la ligne, dispositions particulières à leur habillement, IV, p. 450, num. 627, 628 et 635.

FRAIS DE BUREAU et dépenses communes, leur fixation, III, p. 213, 42 — Frais de bureaux extraordinaires ne peuvent être alloués que sur l'autorisation du ministre, p. 215, 45 — Frais de route pour objets administratifs, ibid.

APPROVISIONNEMENT de pièces d'armurerie tirées directe-

ment des manufactures d'armes, IV, p. 151, 38.

forme et dimensions de l'habillement des régimens d'infanterie, p'artillerie, et autres corps à picd, llI, p. 277, n. 482 — Forme et dimensions des effets d'habillement des troupes à cheval, p. 286, n. 483 — Habillement des tambours, musiciens et trompettes, quantités de galons qui doivent y être employés, p. 246, n. 479.

Première mise allouée aux hommes de nouvelle levée, de quoi elle se compose, IV, p. 161, 14 — Quels sont ceux qui y ont droit, III, p, 244, n. 477 — Il est alloué au corps pour cet objet 40 francs à titre de supplément à la masse, ibid. — Ce supplément est payable à bureaux ouverts,

IV, p. 328, n. 552 — Idem aux sous-officiers promus après 5 ans de services, III, p. 54, n. 435 — Est également payable à bureaux ouverts, ibid.

LA COMPTABILITÉ en nature et celle en deniers doivent être vérifiées simultanément, p. 215, art. 50 — Comment les iuspecteurs doivent procéder à cette vérification, ibid. et suiv, et et IV, p. 265, 30 à 39, voy. Mode de paiement voy. aussi Uniformes.

MASSE D'HABILLEMENT pour les gardes nationales, voyez Garde nationale.

MASSE DE HARNACHEMENT ET FERRAGE; sa formation — Dépenses qui sont à sa charge, IV, p. 155, 65 à 77 et III p. 231, u. 469 — Son administration, ibid. et p. 213, 36 à 41 — Abonnement pour le serrage des chevaux, ibid — Approvisionnement en gros des drogues les plus usuelles, ibid. — Administration des médicamens, ibid, 73 — On ne doit faire aucun traitement d'importance sans l'autorisation du ministre, ibid. — Portion de cette masse payable à bureaux ouverts, IV, 291, n. 545.

MASSE DES HOPITAUX, son objet, III, p. 119, 21 — Voy. Hopitaux.

MASSE DE LINGE ET CHAUSSURE; sa création et son objet, III, p. 120, 29 et 30 - elle est sormée au moyen d'une retenue sur la solde, III, p. 61; IV p. 306 n. 485, et IV, p. 153, 52 et suiv. - elle est individuelle et appartient à chiaque homme ibid. - L'administration en est confiée aux conseils des corps, III, p. 307, n. 486. — Les marchés, pour l'achat des effets, sont soumis à l'approbation des inspecteurs ibid. -- Dispositions relatives à l'approvisionnement de ces esfets ibid. — On doit prendre mesure à chaque homme, IV, p. 154, 58. -- Le décompte de la masse sera fait 4 fois l'au à ceux qui auront leur masse complette et leur sac garni id., 59 et suivans, et III p. 306. - Revne du linge et chaussure, IV, p. 154, 60. — Comment elle doit être faite, I, p. 375, art. 39 et note. — Feuille du décompte de lingé et chaussure, son établissement et son objet, IV, p. 154, 61 et suivans. --Versement de la masse des morts et désertés, voy. masse d'habillement. — Déserteurs contumacés, ensuite absous; leur masse. comment rétablie, IV, p. 162, 17. — La masse doit être remise aux détachemens de guerre, pag 167, note. -- Emprunts. à la masse de linge et chaussure sont prohibés, Ill p. 220, 6%. EXPÉDITION d'effets de linge et chaussure aux détachemens de guerre; comment le remboursement en est opéré, III, p.

307, note 4; et IV, p. 454, n. 639.

MASSE DE LOGEMENT, sa destination, III, p. 118, 20.

MASSE DES REMONTES, sa création et son objet, III, p. 121,

34; et p. 122, art. 18 à 22 - Fixation de cette masse, p. 328, n. 492 — Elle est payée sur ordonnance du ministre, ibid. — Elle s'accroit du produit de la vente des chevaux réformés, id. 2 - Mode d'après lequel les remontes sont suites, id. 3 — De quels pays seront tirés les chevaux, id. 4 — Age et taille exigée pour leur réception, idem 5 et 6 - Ils seront tous hongres, à tous crins, et hors des dangers de la castration, id. 7 - Prix que l'on ne pourra dépasser dans les achats, ibid. 9 — Réception des chevaux saite en présence du sous-inspecteur ou du commissaire des guerres et des membres du conseil, id. 12, 18 et suiv. — Doivent être marqués, ibid. — Prime retenue au fourniss., id. 20 — Indemnité de route accordée au fournisseur pour chaque cheval reçu; cette indemnité est à la charge de la masse des fourrages, id. 24 et 31 — Vente des chev. par les corps, id. 29 — On doit faire une incision longitudinale à l'oreille des chev. réformes, ibid. et note — Gratification accordée sur la masse des remontes au cavalier qui conserve son cheval au-delà de six ans, III, p. 122, 18 à 22.

MASSE D'OUTILS, voy. Mineurs et sapeurs.

MASSE DE SECOURS EXTRAORD., voy. Gendarmerie.

MASSES des compagnies de la réserve, II, p. 353, n. 157.

MÉDEGINS, CHIRURG., etc.; jeunes gens tirés des corps ou sujets à la conscription, appelés en qualité de médecins, etc., sont dégagés de tout service lorsqu'ils viennent à être licenciés; peuvent encore être appelés lorsqu'ils donnent leur démission, I, p. 30. n. 17, voy. Hôpitaux, etc.

MEDICAMENS ET PHARMACIES; résumé relatif à ce service, IV, p. 460, n. 655 — Voy. aussi Hôpitaux.

MEDITERRANEE (régiment de la), voy. corps hors ligne.

METEIL mélange des grains pour faire le méteil destiné à la fabrication du pain, III, p. 109, n. 446.

MILITAIRES; sortant de l'hôpital pour rejoindre reçoivent 30 cent. par myriam., III, p. 3/8 — Les hommes comment rappelés pour le tems de leur séjour à l'hôpital, p. 62 — Se faisant traiter ailleurs qu'aux hôpitaux n'ont droit à aucun rappel, IV, p. 196, note 3 — En congé voy. Congés — En mission comment traités, p. 191, art. 45 et suiv. — Militai. envoyés en ordonnance, rejoignant isolément leur corps ou un détachement comment traités, ibid. — Laissés en route avec des chevaux malades, voy. Chevaux malades. Idem détenus ou escortés par la gendarmerie, comment traités pendant leur détention, III, p. 66, n. 419; num. 423 et 423 bis — Ne reçoivent rien le jour de leur arrivée dans une prison, n. 423, — Renvoyés absous à leur corps comment rappelés p. 63

- Ceux qui sont condamnés ou qui se sont évadés, n'ont droit à aucun rappel, ibid. ct IV, p. 237 - Leur traitement dans les hôpitaux, voy. Hôpitaux - Mode de paiement et de régularisation des fournitures faites aux militaires détenus, III, p. 72, n. 423; et IV, p. 235, 13. sect. -- Et pour les officiers, IV, p. 299, 15 - Militaires suspendus n'out droit à aucun traitement tant que dure leur suspension, III, p. 65, n. 417 et 418, et notes — Comment rappelés lorsqu'ils sont réintégrés, ibid — Id. destitués; les disposit. ci-dessus indiq. leur sont applicables - Id. repassant des colonies en france, voy. Troup. de terre - Id. appelés à la compos. des cours crimin. spéciales, III, p. 58, n. 411 — Id. à la suite; offic. nouvellement promus et mis à la suite, comment traités, IV, p. 188, 43 — Idem promus à un nouveau grade, comment rappelés, ibid. et suiv. — Idem isolés, comment et sur quel pied leur solde est rappelée, III, p. 62, 10, et IV, p. 326, 6 - Id. tués en combattant on morts des suites de leurs blessures, sont réputés vivans etc., II p. 771, n. 358 — Appelés en témoignage, voy. Témoins, - Dans les colonies, voy. Troupes de terre — En recrutement, voy. Recrutement.

MINEURS ET SAPEURS; leur service aux armées, II, p 211, 111 et suivans — Rémion des mineurs au corps du génie, p. 237, n. 119 — Idem des sapeurs, 25 frimaire an 2, n. 121 et n. 123 — Règlement sur le mode de travail, de discipline et de salaire pour les mineurs et les sapeurs, p. 238, n. 122 — Tambours répartis sur les ateliers pour annoncer les momens de repos, id, 14 — N'ont droit à aucun suplément à raison de ce service, id., 15 — Usage du vinaigre, prescrit pendant les travaux, id. 19 — Salaire fixé aux deux cinquièmes du prix donné aux ouvriers non militaires, id., 21 — Chaque homme doit avoir un habit de travailleur, id., 22; registre d'émulation, qui doit être tenu, id., 28.

MODE D'AVANCEMENT, voy. Génie.

outils dont les mineurs et sapeurs doivent être munis pour les travaux militaires ou civils. II, p. 255, n. 130 et n. 134 — Masse destinée au remplacement et à l'entretien de ces outils, ibid.

Les caporaux et sapeurs doivent être munis de sapes, haches,

pelles et pioches, ibid.

ORGANISATION des mineurs en bataillons, p. 257, n. 132

-- Supplémens de solde accordés aux mineurs pour les travaux extraordinaires des mines, contre-mines et autres ouvrages de fortification, p. 101, tit. 9 et dans les siéges, p. 137, 60 à 70

-- Idem pour les travaux de la sape dans les siéges, ibid.

Service des compagnies des mineurs en campagne, p. 124, 84. Aptupans sous-officiens des mineurs et sapeurs, leur trai-

· tement lorsqu'un sous-officier moins ancien de grade que les

'adjudans est promu officier, n. 131.

Train du génie; son organisation et son traitement; service dont il est chargé n. 134 Ouvriers du gunie, leur organisation, leur service et traitement, n. 134 bis.

- MINES (contre); leur construction réservée aux officiers du génie, II, p. 227, 48 — Désense de laisser visiter les contremines, p. 103, 10 et 11.
- MINISTRE DE LA GUERRE; ses attributions, I. introduct. - Ministre-directeur de l'administration de la guerre, idem, ibid. — Comment sont établies les relations de l'un à l'autre ministère, quant au service des revues, IV, n. 561, p. 357 - Envois qui leur sont faits à ce sujet, pour la comptabilité des corps par les inspecteurs et sous-inspect.
- MISE (première), pour les hommes de nouvelle levée, III, p. 120, 29 — Effets qui la composent, IV, p. 161, 14; voy. Masse d'habillement — Id. aux sous-officiers promus, voyez idem et Gratifications.
- MISSIONS; par qui peuvent être autorisées les missions des officiers, 1V, p. 191, art. 45 — Comment ces officiers sont traités à leur retour, id. 46.
- MOIS d'hiver et d'été distingués pour le chauffage, tarif n. 37.
- MONNAIES; pertes provenant de leur échange ou de leur réduction; formalités que les corps doivent observer pour faire constater ces pertes et pour en être indemnisés, IV, n. 585, p. 431.
- MONT-CENIS; traitement des troupes qui franchissent le montcenis, III, p. 61, note 1.
- MONTE-RESSORT; l'achat, l'entretien et le renouvellement des monte-ressorts était à la charge de la masse de compagnie, III, p. 451, 513 bis.
- MORTS (hommes); comment portés sur les revues, IV, p. 195. 59 — Leur compte arrêté, et leurs effets vendus, p. 162, 17, voy. Décès.
- MOT D'ORDRE dans les places, doit être de deux espèc., l'un de ralliement pour les gardes des postes extérieurs, et l'autre général pour les postes de l'intérieur de la place, I, p. 179, 2 - Le mot sera toujours donné par la personne du grade le plus élevé, II, p. 678, 44; et pag. 651, 13 - Idem doit se donner le soir après la fermeture des portes, I, p. 179, t. 13 - Dispositions à suivre pour donner le mot dans les places, ibid. _ Officiers auxquels doit être envoyé le mot d'ordre, id. 29 — Il est donné par le préset au capitaine de la compagnie de réserve, dans les villes où il n'y a pas de général ni de commaudant d'armes, 11, p. 3503 19 — Les presets le

- reçoivent chaque jour du commandant d'armes et le font transmettre aux gardes et patrouilles de la compagnie — Il est donné par le préset au commandant de la compagnie de réserve là où il n'y a pas de commandant d'armes, ibid.
- MOUVEMENS; états des mouvemens à envoyer au ministre chaque mois, IV, p. 134, 16, et p. 180, 21, voy. aussi Revues et mutations.
- MUNITIONS fournies aux troupes pour leur's exercices, I, p. 220, tit. 22 et II, p. 185, p. 113.
- MUSICIENS; il ne peut y avoir dans les corps plus de huit musiciens gagistes, II, p. 14, n. 61 Ces musiciens restent au corps dans lequel ils servent, I, p. 36, art. 167. Us ne doivent porter d'autre distinction qu'un galon de 10 lignes de large sur le parement de l'habit, III, p. 176, 8 Fonctions du chef musicien, II, p. 10, 24 Le total de la dépense que la musique occasionne ne doit pas excéder le montant d'une journée de solde des officiers du corps, II, n. 61 et III, n. 444.
- MUTATIONS ET MOUVEMENS communiqués au quartiermaître et remis tous les matins au major ou au chef de détachement, I, p. 370, 9 à 14 et IV, p. 177, 13 — Transmis par ces derniers aux sous-inspecteurs tous les jours, ou tous les cinq jours en cas de résidence différente, id., 14 — Situation de la masse des hommes entrés à l'hôpital indiquée sur l'état de mutations, IV, p. 178, note 2.
- MUTILÉS (hommes qui se sont); destination à leur donner, 1, p. 30, 4 et p. 80, tit 8 Voy. Compagnies de pionn.

N

- NUITS de repos; le service doit être combiné de manière que les hommes n'aient jamais moins de 5 nuits de repos, III, p. 162, 6, et II, p. 675 18.
- NUIT (tems de) pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans les maisons des particuliers, II, p. 336, n. 150.

\mathbf{O}

- OBEISSANCE (caractère de l'), I, p. 355, tit. 1 et p. 390, 4.
- OCTROI; approvisionnemens de guerre et de marine soumis au droit d'octroi, IV, p. 418, n. 577.
- OFFICIER de l'état civil; qui doit en remplir les fonctions dans les corps et états-majors, II, p. 778 à 781 et p. 819 et n. 533, IV, p. 245, voy. Actes de l'état civil.

OFFICIERS, voy. Militaires — Officiers généraux sont à la nomination du gouvernement, 1, p. 116, n. 35 - Leur avancement, ib. - Leur service dans les divisions militaires, voy. Divisions-militaires - Id. à l'armée, voy. Serv. des troupes en campagne - Leur traitement, voy. les Tarifs - Officiers d'état-major, ne peuvent obtenir de l'avancement qu'ils n'aient servi dans un corps de troupe, II, p. 8, n. 54 - Offic. d'ordonnance doivent être remplacés dans leurs corps, p. 8, n. 54 — Officiers supérieurs; leur avancement, voy. Avancement Id. Leur service dans les places, I, p. 188, t. 16 - Employés par les commandans d'armes pour la visite des postes; ibid. de quelle manière ce service doit être fait, ibidem -Leur service en campagne, voy. Service des troupes en campagne -- Officiers disponibles sont justiciables des tribunaux ordinaires, II, p. 449, n. 222 — Officiers de semaine, doivent prendre connaissance de tout ce qui compose la nourriture da soldat, et s'assurer de l'exactitude du compte de l'ordinaire, I, p. 371, 16; IV, p. 158, 4 - Doivent s'assurer que les hommes sont dans la tenue prescrite, ib., voy. Capitaine -Officiers payeurs dans chaque régiment, II. pag. 15, n. 62; leur traitement, voy. les Tarifs - Officiers de recrutement, voy. Recrutement - Officiers dans la cavalerie peuvent saire panser leurs chevaux par des cavaliers, I, p. 386 note 3.

Offic.; comment rappelés de leur traitement à raison de leurs promotions, missions, changemens de destination, sejour aux hôpitaux et autres mouvemens, IV, p. 185, 5. sect. — Idem en congés, ib.; voy. aussi Congés — Idem appelés à remplir des fonctions civiles Comment traités, III, pag. 60, nun. 413 — Idem nommés juges à la cour spéciale, p. 58, num. 411 — Idem résormés, voy. Résorme — Idem admis à la retraite, voyez Retraite (solde de) - Idem réformés ou en retraite; leur admission dans les hópitaux, voyez Hópitaux - Idem détenus, voyez Militaires - Idem prisonniers de guerre, voyez Prisonniers de guerre - Idem remis en activité après avoir quitté le service ou avoir été résormés; comment classés, I, p. 124, n. 41 — Idem démissionnaires, voyez Démission. - Officiers en route; leur traitement, voyez Indemnités de route et transports - Idem chargés à l'armée de remplir les fonctions d'officier de l'état civil, voyez Actes de l'état civil — Officiers de gendarmerie, voyez Gendarmerie.

OFFICIERS DE SANTÉ qui quitteraient leur poste sans congé, assujettis aux mèmes peines que les militaires auxquels ils sont assimilés, II, p. 485, n. 238, voyce Congés — Voyer aussi Chirurgiens et hópitaux — Officiers de santé réformés, voyez Réforme.

OPERATIONS topographiques Désendues jusqu'à la distance de 500 toises d'une pl., II, p. 671, 41.

OPPOSITIONS sur les appointemens des officiers, voy. Retenues pour dettes.

ORDINAIRES réglés sur la souce des compagnies, I, p. 361, 13

Leur gestion consiée au caporal ou à un ancien soldat, id.,
14 — Cahier à tenir par le chef de l'ordinaire pour les recettes et les dépenses, id., 16 — Surveillance des officiers de semaine à ce sujet, ibid. — Obligation des caporaux et soldats de manger à l'ordinaire, id., 19 — Ordinaires des sous-officiers, id., 20 et 21.

Le commandant de chaque compagnie doit s'assurer qu'il n'est rien dû par les chets des ordinaires, ibid., 22, voy. aussi administration intér.

- ORDRE; l'ordre donné tous les jours sur la place d'armes après que la garde aura désilé, l, p. 179, tit. 13 Dispositions d'après lesquelle l'ordre doit être donné, ibid. Doit être porté aux officiers dans le cas où ils m'auraient pu se trouver sur la place, id., 17 et 18 Voy. Mot d'ordre.
- ORDRE (livres d') pour inscrire les ordres journaliers donnés par le commandant du régiment, I, p. 376, 43 et 44 -- Les officiers doivent se le faire représenter lorsqu'ils se sont absentés, id., 45.
- ORGANISATION de l'infanterie, voy. Infanterie; de la cavalerie, voy. Cavalerie; d'un nouveau corps, voy. Formation.
- OUVRIERS des régimens obligés de travailler de leur mêtier chez les maîtres ouvriers des corps, de présérence, I, p. 386, 3.
- OUVRIERS (Maîtres); leur choix est à la nomination du conseil, I, p. 387, t. 9 et p. 103, 13 — Leur avancement, ibid. voy. Tailleur.

P

PAIEMENT (Mode de); la solde de présence et celle de route, et les supplémens de solde sont payés de 15.° en 15.° et à l'avance pour les hommes, IV, p. 202, sect. i.° et à l'expiration de chaque mois pour les officiers, id., 82 et suivans et p. 287, num. 544 et p. 324, num. 551 — Cas où la solde n'aurait pu être payée à l'avance; dispositions que l'on doit suivre à ce sujet, IV, p. 310, tit. 11.

Ossiciers sans troupes, officiers de santé et des diverses administrations militaires payés à la sin de chaque mois sur revues individuelles, de leurs appointemens, indemnités et

Sapplémens de solde, id. et p. 313, tit. 12 et 13.

Les masses sont payables une partie à bureaux ouverts et l'autre partie sur ordenhance du ministre, EV, p, 210, sect. 1.5. p. 287, num. 544, artic. 5 et 8 — Pour la masse d'habillement et de harnachement et ferrage, IV, p. 291, n. 545 — Comment elles sont calculées, IV, p. 211, art. 111 et suiv.

discourse of the

Indemnités de route et avances payées sur coupons délivrés par les commissaires des guerres, IV, p. 216, section 5.°,

et p. 287, n. 544.

Convois militaires payés à l'avance sur mandats du commissaire des guerres, IV, p. 214, 121 III, p. 389 — Fonctionnaires qui peuvent arrêter les mandats, relatifs à l'indemnité de convois, en l'absence du commissaire des guerres, IV, p. 326, 9 — Indemnités en remplacement des vivres

payées comme la solde, IV, p. 288, 5.

Etats de paiement quittancés qui doivent être remis au payeur, id., 9 — Comment établis, IV, p. 295, t. 1 — Les mutations d'un trimestre expiré ne peuvent être portées sur les états du trimestre suivant, p. 333, n. 556 — Les inspect doivent tenir un registre de tous les mandats qu'ils délivrent, p. 295, numéro 5/18, titre 1.er — Les inspecteurs et les commissaires des guerres ont seuls le droit d'a rêter les états de paiement: et les préfets et sous-préféts lors de l'absence de ces fonctionn. Pour le cas de passage seulement, p. 326.

MARECHAUX D'EMPIRE, inspecteurs généraux d'armes, généraux et officiers sans troupe attachés à la garde impériale, peuvent être payés partout où il se trouvent employés, IV,

p. 315, 85; et p. 466, n. 664.

Employes de l'administration militaire, comment payés,

p. 316, tit. 13.

Solde de route, mode de paiement, IV, p. 324, n. 551.
Subsistance (Militaires en) dans des corps, mode de paiement et de régularisation de leur solde, IV, n. 548, 15 et 16.
Solde de retraite et traitement de réforme; mode de paiement, III, p. 381, num. 567; voy. Retraite (solde de).

Militaires employés au recrutement soit à demeure dans les départemens, soit auprès des couseils de recrutement, et soit comme conducteurs de conscrits; mode d'après lequel ils sont payés, IV, p. 369 appendice au chap. 16, première sect.

PAILLE DE COUCHAGE, et pour les prisons de discipline, est fournie par les entrepreneurs des lits militaires dans l'intérieur; et dans les camps et rassemblemens par les soins du ministre-directeur, III, p. 313; p. 318, 17; p. 327, 19, et p. 409, 2,° sect. — Pour les militaires détants, elle est fournie par les concierges, III, p. 72, num. 423, et par le secrétaire de la mairie dans les lieux où il n'y a pas de concierges, p. 78, n. 423 bis — Renouvellement des paillasses, v. Casernement, voy. aussi Fourrages — Pour les prisonniers de guerre, voy. Prisonniers de guerre étrangers.

PAIN. voy. Masse de boulangerie - Francieure de pain aux Gardes-côtes, voy. Artillerie.

PANTALONS de toile pour les corvées, III, p. 176, 13.

PAPIER A CARTOUCHES: l'achat doit en être supporté par la masse d'habillement, II, p. 190, 28.

- PARADE, I, p. 157, tit. 10 Tous les officiers, sans exception, doivent s'y trouver, ibid., art. 23 Comment ils y sont placés, ibid., 25.
- PARC d'artillerie, voy. Artillerie Idem de voitures pour les transports genéraux de l'armée, III, p. 407, numéro 504 bis.
- PARIS; troupes de service dans cette capitale, voy. Supplémens de solde.
- PARTIS; ordres dont doivent être porteurs les chefs de partis I, p. 189, t. 17 Dispositions réglementaires sur les partis Mode de répartition des prises faites par eux, ibid., et p. 336, tit. 30.
- PASSAGE des troupes; avis à donner par le commissaire des guerres, 1, p. 399, 5 Id. d'un défilé, voy. Service des troupes en campagne.
- PASSE DE SACS est fixée à 15 cent. par 1000 fr., 1V, p. 430, n. 584.
- PASSE VOLANS, comment punis, IV, p. 182, art. 29.
- PATROUILLES de police, commandées tous les soirs à l'ordre de la place pour parcourir les rues depuis le commencement de la unit jusqu'au jour, I, p. 182, tit. 14, 9 Dispositions réglementaires sur les patrouilles, et pour s'assurer qu'elles sont exactement faites, ibid. Elles doivent arrêter et conduire chez l'adjudant de place, ou au corps de garde de la place toutes personnes, et tout soldat qui pourraient avoir des querelles, id. 15 Ainsi que ceux qui seraient arrêtés sans l'eu, id. 18, 13.
 - PAVILLONS; logement des officiers, II, p. 702, 43, et n. 337, tit. 4 et 5 Dégradations commises dans les pavillons, ibid.
 - PAYEURS qui refusent de faire un paiement pour les cas prévus par les règlemens, doivent donner par écrit les motifs de leur refus, IV, p. 239, 205 Doivent inscrire, sur les livrets les paiemens qu'ils font, p. 240, 208, voy. Livrets.
 - PEINES; leur distinction en peines afflictives ou infamantes, IV, p. 387 Application des peines contre la désertion, II, p. 505, tit. 9 Cessation des peines relatives au même délit, ibid., tit. 12 Détail des peines, voy. Crimes et délits et désertion Idem de discipline, voy. Punitions.
 - PELOTONS d'infanterie, sont composés d'une compagnie, II, p. 16, 17.
 - PENSIONS; réglement sur les pensions, II, p. yeq1, n. 305 Soldes de retraite de 3000 fr et au dessus sent inscrites au grand-livre des pensions, p. 588, n. 302 et IV, p. 384, note 2 Retenues dont la pension d'un militaire peut être suscep-

tible, voy. Retraites — Formalités à observer pour les demandes de pension, ibid. — Aucune pension ne doit excéder 6000 fr., II, p. 590, n. 303 — Exceptions pour celles qui seront accordées aux veuves et enfans de grands fonctionnaires, p. 592, n. 306.

PERMISSIONS de s'absenter des places, I, p. 195, tit. 20. — Pour les travailleurs, voy. Travailleurs.

PESEE des effets expédiés par les transports, doit être constatée par un procès-verbal, III, p. 378, section 2.º — voyes Transports.

PIERRES A FEU; les corps doivent s'en approvisionner à leurs

frais, II, p. 190, 27 — Exception id. 30.

PIQUET d'avant-garde, destiné au maintien de la police pour les troupes en marche, I, p. 401, 14 et suivans.; voy. aussi Service des troupes en campagne.

PLACES DE GUERRE et postes militaires; leur classement, II p. 663, t. 1—Considérés relativement à la police intérieure sous les trois états de paix, de guerre et de siége id. 5 et suivans, et I, p. 417, t. 3 — Comment ces trois positions sont déterminées, ibid. — Modifications qui en résultent pour les fonctions et obligations des commandans d'armes, ibid. — Dispositions relatives à la police intérieure des places, I, p. 192, tit. 19 et II, p. 673, tit. 3. — Précautions de police et de service prises à l'entrée des places; ibid. et vol. I, p. 171, art. 78 et suiv. — Définition et limites du rayon extérieur des places, I, p. 422. — Limites dans lesquelles il ne peut être élevé aucune construction autour des places de guerre, II, p. 765, n. 352. — Police des rassemblemens et passages, I, p. 424 — Relations de la police militaire avec, la police judiciaire et civile, id. 425.

DEVOIRS DES COMMANDANS D'ARMES relatifs à la désense des places, ibid. et suiv. — Conseil de désense, sa composition et sa réunion, ibid. 429. — Une place sorte ou bastionnée ne peut être rendue avant qu'elle ait soutenu un assaut et qu'il y ait brêche accessible, l, p. 430, art. 111; II, p. 471 et 705. — Peines contre les commundans d'armes et conseils de guerre qui auraient ensreint ces dispositions, ibid. — Cas où la capitulation est permise, II, p. 463. — Conseil d'enquête, I, p. 431. — Conservation des pludes, II, n.º 333, tit. 1.er, et n.º 338, p. 726. — Eu cas de siège, le service des ingénieurs des ponts et chaussées est exécuté par les officiers du génie militaire, n.º 345, p. 748. — Dans les places assiégées, le traitement des officiers et employés, est augmenté de moitié en sus du pied de paix, vol. I, p. 408 art. 10 et 11. Voyez aussi États ajajors des places; service dans les places et quaritiers; et commandans d'armes.

- PLAINTES portées contre les déserteurs, II, p. 495, tit. 3 voy. Désertion.
- Idem contre les troupes et à quelle occasion, II, p. 680, 54, voy, Troupes en marche.
- PLAN nommé directeur doit être entre les mains du chef du génie, II, pag. 204, num. 117, 61 et pag. 220, 14 Formalités à suivre pour la remise des plans, II, p. 210, 90 et 91 Défense aux officiers d'artillerie et du génie de communiquer les plans, II, p. 93, 41, p. 229 59 et 60 Levée des plans, voy. Crimes et délits.
- PLANTON (sergent de) dans les hôpitaux, voy. Hôpitaux.
- POCHE (deniers de); ce qui reste de la solde, prélévement sait de 10 centimes pour la masse de linge et chaussure et de 15 30 ou 40 centimes pour l'ordinaire suivant les diverses positions de la troupe, doit être remis à la disposition des hommes comme deniers de poche Voyez aussi Conscrits réfractair.
- POIDS ET MESURES; leur vérification, voyez Commissaires des guerres Les hospices doivent en être pourvus, IV, p. 458, n. 651.
- POLICE ET DISCIPLINE des troupes dans les places, I, pag. 195, tit. 20 Hiérarchie sur les comptes à rendre concernant ces diverses parties, ibid. Police intérieure, voyez Service.
- POLICE des troupes en marche, I, p. 309, n. 45 Dans les places et dans les quartiers, I, p. 125, n. 42 Police intérieure des corps, voyez Service, police et discipline intérieure.
- PONT-LEVIS, I, p. 173, 91.
- PONTS ET CHAUSSÉES (administration des), chargée du régime administratif des ateliers de déserteurs mis à sa disposition pour le service des travaux publics, IV, p. 422, note i Voyez aussi Travaux militaires.
- PONTONNIERS; création de ce corps, II. pag. 35, n. 81 Les bataillons de pontonniers faisant partie de l'artillerie, toutes les dispositions relatives à ce corps leur sont applicables. Voyez Artillerie.
- PORTE-AIGLES; le premier porte-aigle a le grade de lieutenant ou de sous-lieutenant: comment il est choisi, II, p. 17, art. 17 — Le 2.° et le 3.° porte-aigles ont le rang de sergent et la solde de sergent-major; ils sont choisis parmi les anciens soldats non lettrés: ils portent 4 chevrons, ib. — Les porteaigles sont nommés tous les 3 par S. M. et ne peuvent être destitués que par elle, ibid. Armement et équipement du a.° et 3.° porte-aigle; III, 235, n. 473.
- PORTE-GIBERNES; leur durée, tarif n. 39.

- PORTE-MANTEAUX: comment placés dans les chambres Réglement de 1792, I, p. 360, note 1. re
- PORTES; de l'ouverture et de la sermeture des portes, 1, pag. 175, t. 12 Cless des portes, et autres issues remises au commandant d'armes, id., 2 et II, p. 679, 48 Celles des souterrains, poternes et autres ouvrages dont l'ouverture ne donne pas entrée dans la place, remises au commandant du génie, I, p. 175, 3 et 4, et II, p. 223, 80 à 34 Précautions à prendre pour ouvrir les portes pendant la nuit I, pag. 177, 22.
- PORTIERS-CONSIGNES des places; leur classement, I, n. 46, art. 6— Leurs fonctions et leur traitement, ibid., art. 6, 11, 49 et II, p. 2— Prêtent serment devant le tribunal, ibid., 22— Comment choisis, ibid. et II, n. 48, p. 1— Sont considérés comme employés civils, et peuvent cumuler leur traitement à celui de retraite, ibid.
- POSTES relevés pour les revues, IV, p. 181, 26 Service des gardes dans leurs postes, voy. Gardes et service des troupes en campagne.
 - POSTES, (visite des); officiers supérieurs employés à la visite des postes; I, p. 152, 11 Accompagnés dans leur visite par les adjudans majors et adjudans, id., tit. 9, 11.
 - POSTES d'honneur, II, p. 629, tit. 2 et 3 et p. 658, n. 331.
 - PREFECTURE (Conseils de); juges des contestations qui surviennent entre les corps et les fournisseurs au sujet de la réception des marchandises, III, p. 172, 21 et suiv. voyez Préfets.
 - PREFETS; président les conseils auxquels sont soumis les comptes de la gestion des économes des hôpitaux, IV, p. 86, 18 - Déterminent par un réglement l'emploi de l'indemnité accordée aux militaires détenus, III, p. 72, num. 423 — Assistent aux ventes d'objets militaires faites par suite de l'état de paix, IV, p. 409; nr 571 et 575 - Leur juridiction quant aux contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement, IV, p. 408, n. 570 et n. 576 - Doivent fixer chaque année avant le premier novembre le prix des voitures et des chevaux qui seront fournis aux corps pour leurs transports, III, p. 388, 12 — A défaut de commissaire des guerres, les préfets et sous-préfets délivrent les mandats relatifs au paiement de l'indemnité de route pour les sous-officiers et soldats seulement : et renvoient les officiers devant les commissaires des guerres, III, p. 355 — En l'absence des inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres arrêtent les états de paiement de la troupe, pour le cas de passage et de départ, IV, p. 326, 9 -Revues qu'ils doivent passer, p. 183, note 3 et p. 184 note 2.

- ment au service des transports et convois, III, p 358, n. 497 Idem, quant aux Fournitures de casernement, III, 10.° sect. du chap. 14 Idem quant aux ventes des effets des décédés, IV, p. 102, n. 525 Une partie des obligations imposées aux préfets leur sont également applicables.
- PRÉNOMS; quels sont ceux qui peuveut être reçus par les officiers de l'état civil, II, p. 776, dispositions prélimin.
- PRESCRIPTION; il ne peut courir aucune prescription, aucun délai, aucune pérémption d'instance contre les militaires pendant la guerre, II. p. 769, n. 357 Voy. aussi Tribunaux militaires.
- PRÊT, à quelle époque, et comment il est fait, IV, p. 135, tit. 3 Emploi du prêt, ibid., p. 258, tit. 5, I, p. 361, 15, et III, p. 61, 15.; voy. Administration intérieure.
- PREVARICATION des juges dénoncée à la cour de cassation, I, p. 390, 10.
- PREVOT dans les régimens d'infanterie Suisse; son traitement, voy. les tarifs.
- PRISES en mer, comment partagées, III, p. 84, n. 425.
- PRISONS; le tems entier de la peine de prison est distrait de celui du service, II, p. 454, 22. Dans les communes où ils n'existe pas de maison d'arrêt, la caserne de la gendarmerie doit contenir une chambre de plus pour servir de chambre de surreté, II, p. 320 Observations sur les dispositions relatives aux prisons, pag. 545.
- Phisons de discipline; doivent être établies dans l'enceinte des casernes, I, p. 397, 48, et III, p. 66, u. 419 Chambres de prison des officiers et des sous-officiers et soldats, comment garnies, id., 49 Par qui meublées, id. 52 Prisonniers comment vêtus et nourris, id., 51 Feux et lumières défendus dans les prisons et cachots, id., 55 Cachots, ib., 48 Comment garnis, ibid. et suivans, voy. Chambres de police.
- PRISONS militaires, séparées des prisons civiles, I, p. 225, tit. 25 Dispositions réglementaires relatives aux prisons destinées à la punition des fautes de discipline, ibid. Capitaine commandé sur toute la garnison pour faire la visite des prisons, ibid. 17 Gendarme commandé chaque jour pour visiter les maisons d'arrêt et examiner si les fournitures sont exactement faites, III, p. 72 n. 423, 6 Mode de paiement des dépenses faites par les concierges, ibid. Déchéance prononcée à l'égard de celles qui n'auront pas été présentées dans les six mois, ibid. art. 18 Militaires condamnés à un tems déterminé d'emprisonnement; doivent expier leur peine dans la prison militaire du lieu où siège le conseil, III, p. 68, note 3.

PRISONNIERS DE GUERRE étrang., égards qui leur sont dus, II, p. 361, n. 163 — Non combattans, ne sont pas réputés prisonn. et doiv. être rendus, p. 362, n. 164, ne peuv. être forcés à servir ib. — Les offic. et les otages se rendent à leur destin. sans escorte; l'ossic. ou l'otage qui viole sa parole, sera, s'il est repris, considéré et traité comme soldat, II, p. 383 — Sont justiciables de commiss milit. spéciales, II, pag. 437, n. 209, et p. 373, 21 — Toute résistance, mutinerie ou complot des prisonniers punis de mort, idem 3 — Direction, policeet placement des prisonniers de guerre sur parole, détenus dans les dépôts ou employés comme travailleurs, pag, 370, n. 169 — Interprètes placés auprès de chaque dépôt de prisonniers de guerre, II, p. 362, n. 165 et p. 372, 15 — Leur traitement ibid et tariss.

TRAITEMENT des prisonniers de guerre, II, p. 363, n. 166, p. 365, 19 et suiv., et tarif n. 33 — Est insaisissable, III, p. 99, note — Comment ils le reçoivent en route; compte à rendre à ce sujet par les conducteurs de convois, IV, p. 327, 11 - Marins étrangers sont au compte du département de ·la guerre, II, p. 365, 23 — Fournit. de casernem. qui leur sont faites traité laurent, III, p. 417, art. 41 et note - Paille de couchage qui leur est distribuée, lorsqu'ils sont campés ou baraqués, II, p. 367, 55; et III, p. 327, note — Leur admiss. à l'hôpital, 11, pag. 368, 68 — Commandans, surveillans et chargés de détails des dépôts, comment nommés, comment traités, II, pag. 371, tit. 3, et tarifs — Peines de discipline auxquelles peuvent être condamnés les prisonniers, ibid. 22 — Ne peuvent correspondre avec l'étranger que par lettres ouvertes, id. 28 — Gratification accordée pour l'arrestation des sprisonniers de guerre, id. 31 - Serment que doivent prêter des prisonniers, idem 37 - Ne peuvent obtenir domicile en france, y prendre du service, se marier, etc., que sur une décision du ministre, id. 55 - Dispositions pour prévenir l'évasion des prisonniers, p. 377, tit. 7 — Masse d'habiblement pour les prisonniers travailleurs, III, p. 376, 50 — Officier prisonnier de guerre en jugement, comment traité, IV, p. 439, num. 599.

vice, traitement et administration, Il, p. 380, n. 172 — Les hommes de ces bataill. sont à la charge du génie et des ponts et chaussées; cependant l'administration de la guerre leur fait, sans remboursement, les fournitures qui leur sont relatives, II, p. 133, n. 453 — Mode d'après lequel ces fournitures seront remboursées, ibid. — Mode de paiement des bataillons et des officiers français qui y sont attachés, IV, p. 331, n. 555. PRISONN. DE GUERRE (militaires français); sont remplacés

RISONN. DE GUERRE (militaires français); sont remplacés dans l'emploi qu'ils occupent, II, p. 378, n. 170 — Lors de leur rentrée sont mis à la suite jusqu'à la première place va-

care the part of a conservation by

cante, id. 6 et note — Le rappel de leur traitem ne pourra excéder la demi-solde pour les officiers, et 2 mois pour les sous-officiers et soldats, p. 379, n. 171 — Mode de pairment de ce rappel. IV, p. 299, 15 — Ceux qui reutrent sur parole regoivent dans leurs foyers le traitement de réforme, II, p. 379, 5 — Ils ne peuvent néanmoins le conserver plus de 3 mois, s'ils n'ont fait des démarches pour faire prononcer sur leur aptitude au service, pag. 589, art. 5 — Contrôle particulier des prisonniers de guerre à tenir au dépôt, II, p. 384.

PRIVILÈGE du trésor public pour les dettes des militaires pensionnés ou en réforme, III, notes de la page 98 — Créances des corps sur les mêmes, ibid. — Des femmes et enfans, ibid.

PRIX des effets, doivent être égaux dans toutes les compagn., IV, p. 154, 56.

PROCURATIONS des militaires en pays ennemi ou au bivouac peuvent être passées devant les membres du conseil d'administration, II, p. 769, n. 356.

PROMULGATION des décrets impériaux: époque, à dater de laquelle ils sont obligatoires, 11, p. 878, n. 393.

PROPRETÉ (travaux de), voyez travaux — Du quartier, voy. Casernement.

PROVOCATEURS à la désertion, ne doivent pas être confondus avec les embaucheurs: comment ils doivent être jugés, et de quelle peine ils sont passibles, II, pag. 486, n. 239 et notes.

PUNITIONS pour les fautes commises contre la discipline peuvent être prononcées envers les délinquans par tous les milit. d'un grade supérieur, I, num. 42, tit. 20, art. 37 à 46, et .p. 389, tit. 10 — Tout subordonné doit se soumettre de suite à la punition infligée par celui ayant droit de la lui ordonner, sauf à réclamer, etc., id. 4 --- Compte rendu des punitions, id. 5 - Punitions peuvent être infirmées ou augmentées par le commandant du régiment, id. 6 - Nature des punitions, id. 7, 12 et 17 — Celles de la consigne au quartier et de la chambre de police, pour les soldats, celles des arrêts simples pour les sous-officiers et pour les officiers, ne les dispensent point du service de la place et des exercices: celles de la prison ou du cachot pour les soldats, ainsi que de la chambre de police pour les sous-officiers, les arrêts de rigueur et la prison pour les offic., les suspendent de toutes fonctions militaires, id. 8, 9, 13 et 18 — Par qui ordonnées suivant leur nature, id. 9, 14 et 19 — De la cassation des grades de sous-officiers, I, pag. 196, art. 8 et note; et II, p. 556, 8 — Officiers et hommes punis, comment placés dans les marches, I, n. 44, t. 10, 11 et 16.

Arrêts pour les officiers; comment ils seront ordonnés et levés, id., 21 et 23 — Officier puni des arrêts se présentera en sortant à celui qui les lui aura ordonnés, id., 24 p. 393, et art. 45, p. 200 — Plainte non fondée punie, id., 38 — Plainte d'un subordonné contre un officier supérieur du régiment à qui remise, id., 39 — Les commandans des corps ne sont point tenus de rendre compte au commandant d'armes des punitions uniquement relatives à la police intérieure, I, p. 200, 25 — Punition prolongée au-delà du terme fixé par le réglement, n. 44, I, p. 396, art. 42 — Voy. Fautes.

Q

QUARTIERS, Logemens militaires; doivent être tenus dans le plus grand état de propreté, I, p. 359, 6. — Fermés après l'appel; nul ne peut en sortir sans une permission, ou si ce n'est pour le service, ibid. tit. 4, 32. — Les clefs du quartier remises au commandant de la garde de police, p. 146, 4: voy. Casernes.

QUARTIERS-MAITRES-TRÉSORIERS, sont à la nomination du conseil du régiment, I, p. 101, 6 — Leurs [droits à l'avancement dans ces fonctions, bornés au grade de capitaine, p. 118, n. 36. — *Idem* dans les *mineurs* ne peuvent être choisis que parmi les lieutenans en premier sortant des sous-officiers, II, p. 258, 5.

Au conseil. ils font les fonctions de secrétaires, et n'ont pas voix délibérative, IV, p. 128, 5, et p. 279, 5. — Ils doivent toujours rester au dépôt, II, p. 17, 15. — Frais de route qui leur sont alloués lorsqu'ils vont chercher la solde hors de la résidence du corps, III p. 215, 46. — Ne peuvent commander le dépôt. quel que soit leur grade ou leur ancienneté, I, p. 358, note 2. — Ils remplissent les fonctions d'officiers de l'état civil, voy. actes de l'état civil. — Voy. aussi administration intérieure.

QUARTIERS-MAITRES de la gendarmerie, des dépôts de prisonniers de guerre, des canonniers de côtes, voy. Gendarmerie, prisonniers de guerre, artillerie.

QUINQUINA, IV, p. 460, n. 655.

\mathbf{R}

RACHATS de rations ou de transports sont prohibés, III, p. 112 et 368. sect. 3 et 1V, p. 446, n. 618 — Peines con-

- tre les préposés de transports, pour contraventions commises à ce sujet, ibid.
- RADIATION des contrôles pour longue absence, IV, p. 178, 15 Id. des militaires en congé expiré, ibid. Idem des militaires coudamnés, id., note de l'art. 193, p. 237.
- RALLIEMENT (mot de), I, p. 278, tit. 11, 4 et p. 287, 13.
- RANG DES TROUPES, de ligne entr'elles, II, pag. 677, 33 et suiv. et p. 629, tit. 2 Idem à l'égard des troupes étrangères, ibid. Idem de la garde nationale, ibid. et p. 847, 18 Celui des compaguies de réserve est à la gauche des troupes de ligne, 11, p. 352, 26.
- RAPPORTS particuliers des compagnies, et général pour le régiment; époques où ils ont lieu, I, p. 370, 8 et suiv. Demandes au commandant du régiment saites sur la seuille du rapport, id., 10.
- RATELIERS d'armes sont sous la garde du génie, II, p. 708, 13.
- RATIONS DE PAIN, voy. Masse de boulangerie. De fourrage, voy. id. de fourrages. - De chauffage, voy. Masse de chauffage. — De biscuit, sa composition, III, p. 29 et 30, et p. 124, n. 449. — De viande, sa fixation et qualité de la viande ibid. de lard salé, de riz et de légumes secs, ibid. — de sel, ibid. — de vin, d'eau-de-vie, de vinaigre, ibid. — La distribution du vinaigre est faite sur les ordres des généraux, III, p. 31. — A quelle époque elle doit commencer dans l'intérieur, p. 131, n. 452. — Les prisonniers de guerre, leurs femmes et leurs ensans, et les militaires détenus doivent y participer ibid. — Les militaires traduits sous escorte n'ont pas droit à cette fourniture, ibid. - Les militaires en recrutement n'ont aucune part aux distributions de liquides, ibid. — Dispositions relatives aux distributions des liquides, III, p. 31, et p. 125 et note — Nombre de rations de toute nature à distribuer aux militaires de toutes armes et de tous grades sur le pied de paix et sur celui de guerre, id. p. 130, n. 451. — voyez aussi distributions.
- RECEPTION des officiers, I, p. 196, 8 Ne peut avoir lieu qu'après l'autorisation du ministre, I, p. 123, voy, aussi Avancement.
- RECOMPENSES: militaires proposés pour la retraite, les invalides les vétérans, I, p. 76, note 1, et p. 79. voyez le chap, 8, voyez aussi Légion. Retraites et Vétérans.
- RÉCONNAISSANCES; voy. Service de troupes en campagne.

 id., des troupes arrivant dans les places, I, p. 171, art. 82 et suiv.
- RECRUES, voy. Conscrits, leur petit équipement, voy. mise. (première)

RECRUTEMENT (officiers et sous-officiers de) envoyés dans les départemens; à quelle fin, I, p. 14, tit. 2 et 3 - Comment choisis dans les corps, p. 15, tit. 5, et p. 26, n. 14 -Ne peuvent être remplacés sans l'autorisation du ministre que dans le cas de promotion ou d'embarquement, ibid. - Le capitaine doit prêter serment entre les mains du préset; les officiers et sous-officiers entre les mains du sous-préset, ibid. 14 - Il désigne chaque année, de concert avec le préfet, le lieu de résidence de ses officiers et sous-officiers, ibid., 16, et page 26, 4, - Les officiers ou sous-officiers de recrutement ne peuvent, sous peine de destitution se mêler de procurer des suppléans, 1, p. 49, 327.

Nombre des officiers et sous-offic. par département, p. 26 n. 14 — Doit toujours être complet, idem et note — Officiers et sous-officiers doivent avoir au moins deux aus de service, idem 3 - Pendant la paix, les officiers et sous-officiers sournis par un corps pour le recrutement sont en dedans du complet, idem 6 - En tems de guerre, dans le cas de service hors du territoire français, ou d'embarquement, le corps sera augmenté d'un nombre égal à celui des officiers et sous officiers de recrutement, idem 6. - Traitement des officiers et sousofficiers de recrutement, IV, p. 369 et suiv. __ Mode de paicment et de régularisation, ibid. num. 564 - Portions de ces traitemens qui sont payables sur les fonds de la conscription, ibid. — Les revues de ces détachem doivent être distinctes et séparées, p. 308, tit. 7.

RÉFORMES AUX CORPS; des militaires conscrits, suppléans et remplacans, I, p. 70, art. 613 à 63/1; p. 76, n. 21 et p. 78, n. 24 — Visite des militaires présumés hors d'état de servir, ibid. — Remplacemens de conscrits dirigés sur les corps quoique inhabiles au service, 1, p. 29, n. 16; p. 72, art. 626 et pag. 79, tit. 5 — Les conseils ne doivent présenter pour la réforme ou pour les récompenses que les militaires qu'ils auront fait visiter en leur présence, p. 76, note 1 — Tableaux des infirmités qui rendent ceux qui en sont atteints, impropres au service, p. 81 - Dispositions diverses sur les congés des militaires, p. 89, n. 26.

REFORME (trait. de) des milit. de tout grade, II, p. 575, 62; et p. 580, tit. 3 — Est fixé à raison de la moitié du maximum de la retraite, ibid. — Peut se cumuler avec tout autre traitement que la solde d'activité, ibid. - Est inaliénable, p. 534, n. 298 - Les militaires ne peuvent jouir de ce traitement, pendant de plus de 5 années consécutives, n. 302 bis, p. 589 - Mode d'après lequel il est payé, IV, pag. 384, n. 567, voy. aussi Retraites.

REFORME (traitement de) des officiers de santé; ceux qui sont démissionnaires ne peuvent obtenir ce traitement : ceux

qui en jonistent en sont privés lorsquils refusent de se randre au poste qui leur a été assigué, IV, p. 72, num. 517 — Il se perd également par la destitution ou par la condamnation à des peines afflictives on infamantes, II, p. 560, note 2 — Fixation de ce traitement, IV, p. 73, n. 517 — Il est incompatible avec toute espèce de traitement d'activité, ou d'appointemens quelconques accordés par l'état pour le service des armées, ilitel. — Gratifications de réforme accordées aux officiers de santé n'ayant pas au delà de dix ana de service, ilitel.

REGISTRES; voy. Signalemens — Idem de caisse, de délibé-rations, et registre-journal, etc., voyez Administration intér. - Registre de revues et décomptes, IV, p. 249, 215 - De centralisation, 1V, p. 351, art. 27 à 30 - Idem de route. vey. Transports - Idem d'écrou teun par le concierge des prisons, doit être compulsé par le commissaire des guerres, IV, p. 235. 12.º sect. - Relevé qui doit en être fait, III, p. 72, n. 423, 8; Voy. Gite et geolage - Regist. des conseils de guerre, II, pag. 412, 40 - Registres particuliers de compagnie, IV, p. 160, 9, et p. 344 art. 1 — De recettes et dépenses pour la masse d'habillem., III, p. 218, 56 - Des officiers charges de l'habillement, ibidem 17 et suiv., et IV, p. 145, 6 et suiv. - Bes actes de l'état civil, II, pag. 777 780 — De totalisation pour les subsistances et autres fournitures, IV, p. 223, 153 - Du service journalier de la garnison, voy. Corps-de-garde - Dordres, voy. Ordre - Registr. que doivent tenir les économes, voy. Hôpitoux - Des gardesmagasins d'habiltement, voy. Magasins d'habill.

RÉGLEMENS; il est permis aux généraux en chef de faire des réglemens pour le maintien du bon ordre — Id. à tous command d'un corps détaché, II, p. 390, 11 et suiv. Les peines prévues par ces réglemens ne peuveut qu'être conformes à la loi lorsqu'elles s'étendent sur l'honneur ou sur la vie des milit., ibid., voy. Lois; et Lecture.

RÉHABILITATION; militaires réhabilités, leur traitement, III, p. 65, 2.° sect. du chap. i3.

REMPLACEMENT, voy. Conscription — Idem d'effets, voy. Masse d'habillem.

REPAS DE CORPS at setes, sont désendus, I, p. 381, art. 1, et 11, p. 680, 61.

RETENUES: non prévues par les réglemens, I, p. 382, 2, et bl., p. 680 62 - voy. Retraites, Vétére - Retenues ordona au profit du trésor, où provenant soit de la vérification des revues, soit de la consommation des décomptes; comment opérées, voy. Revues générales de comptabilité.

RETENUES pour dettes, III, p. 98, n. 438 et notes — ne peu-Vol. IV. 36 REVOES de linge et chaassure, I, p. 219, 141; p. 375, art. 40 et 41 - Mesures qui doivent être prises pour que cette revue soit faite avec fruit, soid.

REVUES GÉNÉRALES DE COMPTABILITÉ: réglement du 25 germinal an 13, et instruction du premier septembre 1810, IV, num. 537 et 548—Les revues de tous les militaires en activité, des prisonniers et déserteurs étrangers, des employés de l'administration militaire, des ateliers de déserteurs, etc., des écoles militaires et de l'hôtel des invalides sont dans les attributions du corps des inspecteurs, n, 537, page 173, art. 1,-2 et 3— Officiers résormés et militaires en retraite, sont payés sur les mandats des commissaires des guer-

res, id. 4.

contrôles annuels, sont destinés à inscrire les mutations des hommes et des chevaux, thid. art. 6 — Comment ils doivent être tenus, id., sect 2 - Sont renouvelés chaque année ibid. — Radiation du contrôle des hommes aux hopitaux externes dont l'existence n'est pas justifiée, id. art. 15, voy, aussi Mutations — Revues d'effectif passées inopinément chaque mois sur le terrain, id. 22 - Le commandant d'armes doit être informé la veille au plus tard du moment choisi par le sous-inspecteur, pour faire assembler la troupe, id., 23 et 24 — Comment les revues sont passées, 25 et suiv.; celles de la gendarmerie des canonniers de côtes, etc. ne sont point passées sur le terrain, id., 30. — Etat des malades à la chambre et des chev. à l'infirm, remis par le major, id. art. 27 Tableaux d'effectif envoyés au ministre: Remplacement du sous-inspecteur pour les revues d'effectif, id, p. 183 et notes Teur confection, id., 37, et p. 303, tit. 3 et 4.—. Il ne deit en être fait qu'une seule par trimestre, et pour toutes les Portions d'un même corps en station dans l'intérieur ; ou em ployées à la même armée; IV, n. 5/8, p. 298, att. 13 -· Phies delivent toutes être établies au dépôt des corps, id., 4 Révires des ilétalhémens de recrutement; et des corps paye par un gouvernement étranger, p. 308, tit. 7 et 8.

Feuilles de rectification, p. 252, nota.

Le respectation properties du trésor, augmentations of diminutions provenant de la vérification des revues ou du réglement des décomptes, comment opérées, IV, p. 282, nu libre 548, pl. 267, artivo et i i, p. 303, arti 32; p. 333 pl. 356, et p. 333, n. 557 (Derations à Arte dans le cortantes des corps par suite de ces augmentations ou déduction.

reullies p'aire, ne doivent être sloss qu'à l'expiration du trimestre, excepté, etc., num 548, art. 17 et suiv. — Comment établies, p. 185 2, 5, section, et p. 248, n. 540; et en cas de mouvemens aux armées, id., et à qui remises, p. 301, 18 à 29 — originaux des brevets, seuilles de rouse,

congés, etc. sont communiqués aux inspecteurs.

Officiers arrivant à un corps après une absence quelconque doivent se présenter chez le sous-inspecteur, l'U, p. 192, 50 — comment rappelés sur les revues, à raison de leurs dissérentes positions, id. 43 et suivants, et notes, et p. 149, n. 540. Sous-officiers et soldats agrivant au corps sont présentés au sous inspect, par un sous-afficier, p. 193, aut, 51: — Comment rappelés, id et suivans.

Chevaux, comment compr. sur les revues, id-, art. 6a, et

suivans - Non marqués ne peuvent y être portés, ibid.

envoi des revues au ministère, IV, p. 197, ant 66, et

p. 304, art. 34.

officiers sans thouse divisés en 6 classes, p. 197, 68, et note, — Leurs mouvemens communiqués à l'inspecteur, p. 198, 69 — Comment payés, id., et p. 313, tit. 12 — Revues gén. des officiers sans troupe, comment établies, 69 et suiv. et id — Les inspecteurs et sous-inspecteurs, peuvent exiger que les officiers sans troupe et employés militaires sujets à leurs revues, à la seule exception des généraux et des commissaires-ordonnateurs, se présentent dans leurs bureaux à la fin de chaque mois, p. 243, 214.

REVUES DES OFF. DE SARTE et des employes militaires, IV,

p. 200, sect. 7, et p. 313, tit. 12 et 13:

MODE DE PAIEM. de la solde, p. 202, tit. 2, voy: aussi

Pairment (mode de).

DÉCOMPTE ET RÉGULARISATION de la solde, id., 2.º sect.: les décomptes sont consommés dans les burcaux des ministres, p. 205, art. 93 et 945 p. 200, art. 15, et p. 304, tit. 5 et 6 — Opérations qui sont la suite du réglement des décomptes, ibid.

Paiement des masses et indemnités payables à l'avance comme la solde, à l., tit. 3. — Comment le calcul en est établi, p. 211, art. 111 à 116x voy. aussi Paiement — Paiement, décompte et régularisation des indemnités de route aux militaires isolés, id., sect. 5 — Avances imputées aux corps ibid. — Pièces imputées sur les décomptes et susceptibles d'être refusées, art. 135, et p. 252 note.

subsistances en nature et autres distributions faites à la troupe en station, p. 223, 8° section, et n. 549, p. 318 — Idem aux troupes en marche, ibidi, 9° section, et n. 536 et . 540, pag. 171 et 322 — Formes auxquelles sont coursis les bons de distributions et les totalisations, ibid. — Comment ous

distributions sont régularisées, id., et p. 306, tit, 6.

SARREAU dont les hommes de corvée doixent être pourvus.
Ill, p. 176, 13.

SCELLES et inventaires les scelles sur les effets des militaires décédés dans l'intérieur, sout apposés par le juge de paix, et aux armées par le commissaire des guerres, Il p. 792, tit. 3 — Voy. Décès.

SCELLÉS; les gendarmes ou autres militaires ne peuvent être employés à la garde des spellés, [1, 11, 337, p. 152.

SCHAKOS; coissus, adoptée pour touses les armes à l'exception de la cavalerie et des dragous, III, p. 227, p. 467 — Description de toutes les parties du schackes, p. 237, n. 475 — Sa durée, taris, n. 39 — Formes et dimensions des plumets, houpettes et plaques de schakos, p. 212, p. 476.

SECRÉTAIRES-ARCHIVISTES des places comment classés et comment traités, I, p. 407, art. 6, 11 et 13 — Leurs fonctions, id., art. 6, 44 et 48 — Ils sont charges de la tenue du registre d'ordre et de la garde des archives de la place, II, p. 2, art. 6 et p. 676, art. 23 à 30 — Et de la publicat des bans, épid. — Penvent cumuler leur traitement à celui de retraite, II, p. 579, note.

SEJOUR; revue faite par les sons inspecteurs à la troupe dans tous les lieux de séjour, I, p. 399, tit. 1 — Inspection générale du régiment dans la même circonstance, I, p. 381, 20 — Lors des séjours les commandans sont obligés d'en voyer à l'ordre comme si leur troupe était en garnison dans la place, I, p. 234, 5.

SEMAINE, chef de bataillon, adjudant-major, adjudant, officiers et sous-officiers de semaine; leur devoir, 1, p. 368, tit. 4 — Voy. Officiers.

SENTINELLES, relevées de deux heures en deux heures, et pendant les serves gelées toutes les heures, I., p. 167, art. 43, et p. 294, art. 3. — Ne doivent se laisser relever, ou donner de nouvelle consigne que par les capor de leur poste, p. 168, art. 53. — Etant en faction ne peuvent quitter leurs armes, ni s'asseoir, lim, chanter ou parler, etc. id., 55 — Doivent s'arrêter, faire face en tête et porter ou présenter les armes aux officiers qui passeront devant elles, id., 58 et 59 — Devant les magasins à poudre feront faction avec une hallebarde, id., 61 — Doivent tirer et appeler la garde lorsqu'il n'a pas été repondu au qui-vive et à leur avertissement, id., 70 Ne laisseront passer sur le rempart que los rondes et les patrouilles, id., 71 — Après onze heures pe doivent laisser posser aucune personne qu'elle ne porte du feu, id., 14, 8 — Trouvées endormics, voy. Crimes et delits — Ne doivent jamais faire moins de six heures de faction, III p. 161, m. 459 — Vôy aussi Service des troupes en campagne.

SEPARATION des portions d'un régiment, voy. admin, intér.

SERGENT-MAJOR; choix du sergent-major, I., p. 105, 24—
Son avancement, ibid. et suiv. — Idem d'artillerie, son avancement, voy. Artillerie — Idem de sapeurs et de mineurs,
degré d'instruction qu'il doit avoir et son avancement, II,
p. 249, n. 128 — Le sergent-major est chargé de tous les
détails du service, de la discipline et de la comptabilité, II,
p. 10, 18 — Il est responsable envers le capitaine de l'emploi de tous les deniers de la compagnie, I, p. 357, 8.

SERGENT; election des sergens, I, p. 104, 2i — Idem d'extillerie, son avancement, voy. Artillerie — Idem de sapeurs ou de mineurs, son avancement, degré d'instruction qu'il doit avoir, II, p. 249, n. 128 — Ses fonctions, I, p. 357, 7 et II, p. 9, n. 57.

SERVICE DES TRAVAILLEURS, I, p., 385, tit. &.

SFRVICE, POLICE ET DISCIPLINE intérieures des troupes règl. du 24 jain, 1792, n. 44, l', p. 355 — Principes génér. de la subordination, ibid., tit. 1.25 — Subordination graduelle, ibid. — Caractère de l'obéissance et de l'autorité, ibid. — Buses de la discipline intérieure des compagnies, fonctions des sous-officiers et comment remplacés en leur absence, ibid. — Le caporal fourrier en cas d'absence no sera pas remplacé, ibid., art. 8 — Fonctions des officiers, et comment suppléés, art. 10 et suivans — Colonels ne peuvent rien changer aux dispositions des réglemens, ibid., art. 13 — Assiette du logement, arrangement des chambres, et formation des ordinaires, id., tit. 2, p. 359 — Logement assis selon l'ordre de bataille, ibid. — Ecriteau placé à la porte de chaque chambre, ibid., 3.

officients et sous-off. commandés pour la police et le service intérieur, idem tit. 3, p. 364 — Dispositions relatives à la tenue et au service des écuries, id. et p. 363. — De l'ordne journalier et habituel de service, police et discipline, id, t. 4, p. 368. — De la tenue, t. 5, p. 377. — Diverses règles

de police générale des corps, id., t. 6, p. 381.

id., t. 8, p. 385. — Du remplacement des grenadiers et tambours, id., t. 9, p. 387. — Des punitions, id., t. 10, p. 389.

RERVICE des troupes dans les places, I, p. 148, t. 7. —
Réglé par les commandans d'armes, id., 2 et suiv. — Tours de service dans les places, id., t. 8. — Officiers exemptés de ce service, id., 25 et 26. — Comment les hommes seront commandés, id., t. 9, 1.00 et suiv.

SERVICE DANS LES PLACES et dans les quartiers, ordonnance de 1768, I, p. 125: du commandement dans les provinces, dans les places et dans les quartiers, id., ti 1. — Du service des officiers généraux employés, et des états-majors, id.

t. 2, p. 131. — De l'arrivée des troupes dans les places, id. t. 3, p. 133. — Des bans qui doivent être battus à la tête des troupes, t. 4, p. 136. — Du logement, t. 5, p. 137. De l'établissement des troupes dans leur logement, t. 6, p. 146. - Du service des troupes dans les places, id., t. 7, p. 148. De l'ordre à observer dans les places pour commander le service, t. 8, p. 151. - De l'ordre à observer dans les régimens pour commander le service, t. 9, p. 155. — De l'assemblée, de l'inspection, et de la parade des gardes, t. 10, p. 157. — Du service des gardes dans leurs postes, t. 11, p. 162. — De l'ouverture et de la sermeture des portes, t. 12, p. 175. — De l'ordre et du mot, t. 13, p. 179. retraite et des patrouilles de police, t. 14, p. 182. rondes, id., t. 15, p. 184. — Du service des officiers supérieurs des troupes dans les places, id., tit. 16, pag. 188. — Des détachemens de guerre et partis, t. 17, p. 189. l'assemblée des troupes, t. 18, p. 191. — De la police des places, id. t. 19 et 20 p. 192 et 195 — Discipline et police intérieure des régimens, t. 21, p. 202. — Des exercices des troupes, t. 22, p. 220. — Des distributions, t. 23, p. 222. — Des hôpitaux, t. 24., p. 224. — Des prisons militaires, t. 25, p. 225. — Des conseils de guerre et des exécutions, 1.26, p. 227. scellés et inventaires des officiers des états-majors des places et autres, t. 27, p. 232. — Des troupes qui passeront dans places, t. 31, p. 234. — Du départ des troupes d'une place, t. 32, p. 235. — Des quart. et villes ouvertes, t. 33, p. 239. — Des citadelles, forts et châteaux, t. 34, p. 240. — Fortifications et bâtimens militaires, t. 35, p. 242. — voy. places de guerre.

SERVICE DES TROUPES EN CAMPAGNE règlement de 1792, 1, p. 2, 5. — Préparatifs de campagne, id. t. 1.—Équipages des officiers généraux supérieurs et particuliers; équipages des corps; ordre pour leur marche ib. t. 1, 19 et 21 — Fonct. des vaguemest. des corps, ibid. — Effets, ustensiles et outils dont les corps et les hommes doivent être pourvus à leur entrée en campagne, id. t. 1. et n.º 505, III, p. 407. — Soldats, comment ils doivent être exercés pour les mêttre en état de supporter les fatigues de la campagne, et pour mettre les chevaux en haleine, id. art. 6 et note. — Chevaux, voitures et fourgons que peuvent avoir les corps et les officiers de tous grades, id., art. 8, 9, 10, 11 et 22. — Ces voitures appartiendront aux officiers, ou pourront être requises à condition qu'elles seront changées dans chaque arrondissement. ibid.

REVUES D'ENTRÉE EN CAMPAGNE, id., t. 2, p. 253. — Officiers généraux doivent s'assurer par des revues de la validité des hommes et de la bonne qualité des fournitures., idem. — Formation des'brigades, id., t. 3, p. 254. — Ordre pour marcher ou pour sibid

marcher ou pour camper, ibid.

DU CAMPEMENT, id:, t, 4, ibid! - Detachemens envoyes à l'avance pour le tracé du camp, ibid - Convalescens doivent marcher à la queue des campemens, ibid. - Ainsi que les chevaux éclopés, ibid. - Les domestiques, les voitures et chevaux de bat, ne doivent point marcher avec les campemens ibid. - De l'étublissement dans le camp, id., tit. 5. - Distribution du fourrage des terrains fanchés ibid., art. 4, 5 et t. 26, p. 333. — Les défenses ordonnées seront publices par un ban, t. 5, art. 9. — Détachemens envoyés aux approvisionneniens sous escorte, id., 24 et t. 12, art. 22 et suiv. Communications à ouvrir, id. 27 et suiv. — Situation à envoyer toutes les 15.4 au chef d'état-major de la division'et successivement à ceux des corps d'armée, id., art. 36. — De fa garde de police, de celle du camp et du piquet, id., t. 6, p. 259. — Garde de police commandée dans chaque régiment id. art. 1. . Service du capitaine de police, même titre. -La garde de police ne doit rendre d'honneurs à personne, id. art. 5. — De la garde du camp, id, art. 18 et suiv. — Il n'y a qu'une seule garde du camp pour chaque corps; ibid. - Elle rendra les honneurs prescrits pour les divers grades, ibid. — En marche les prisonniers, les criminels sont escortés par cette garde, ibid. — Du piquet, id. art. 32 et suivans — Détachemens et gardes qui sont extraordinairement commandes, sont fouruis par les piquets de chaque corps, ibid. officiers et soldats qui composent les piquets doivent être toujours prets à prendre les armes, ibil. - Les compagnies de grenadiers ne doivent jamais fournir à la garde de police, à celle du camp ou du piquet, ibid, art. 43.

DE L'ORDRE A OBSERVER POUR COMMANDER LE SERVICE et de la composition des détachemens et des gardes, id., tit. 7, p. 269 — 2 tours de service, indiqués, le service armé et les corvées, ibid. — Compagnies des grenadiers ne sont jamais commandées pour ces différens services à moins d'ordre piécis, ibid. — Officiers et sous-officiers d'ordonnance auprès des généraux, commandans, etc., ibid. — Des officiers supérieurs de piquet, id., tit. 8, p. 275 — Ces officiers doivent se trouver à la tête des piquets toutes les fois qu'ils sont assembl., ibid.

Organisation de l'armée et des états-majors-généraux, id., tit. 9, p. 276 Armée partagée en un nombre de divisions d'infanterie et de cavalerie, et chaque division en deux brigades, ibid. — Officiers généraux et supérieurs de jour, ibid. Officiers supérieurs chargés du détail de chaque divison, ibid. — Ordre à observer pour commander les gardes et détachemens, id., tit. 10, p. 278 — Officiers généraux et supérieurs commandés chacun à leur tour et selon leur rang d'anciennèté, ibid. De l'ordre et du mot, id., tit. 11, p. 278 — L'ordre et le mot donnés à la garde montante et au plus taid, une demi-heure avant le coucher du soleil, ibid. — Ordre

communique à ceux qui doivent en avoir connaissance chacun pour ce qui le concerne, ibid. - On ne doit jamais battre à l'ordre la nuit, ibid. — De la retraite, des appels et autres règles du camp, id., tit. 12, p. 281 - De l'assemblée, inspection et départ des gardes et détachemens, id., tit. 13, p. 284 - Heure à laquelle on battra pour la garde, ibid., i.er — Du service des gardes dans leurs postes, id., tit. p. 286 - Tambours ou trompettes venant du côté des ennenemis, comment reçus par les gardes, ibid. - Déserteurs, ibid. — Instruction pour les commandans d'un poste ou lieu fermé, id., tit. 15. p. 292 - Mesures à prendre pour la délense du poste; conditions auxquelles la capitulation est permise, ibid. et n. 236 bis, II, p. 483 - Deux seules espèces de capitulation peuvent être ratifiées, l'une d'obtenir les honpeurs de la guerre, la seconde de se rendre prisonniers de guerre, etc., 1, p. 293 — Des sentinelles; elles deivent toujours ètre posées en vue de la garde qui les place, id,, tit. 16, p. 294 — Seront relevées toutes les deux heures et d'heure en heure dans les fortes gélécs, ibid., art. 2 et 3 - Placées pour la garde de l'artillerie ou des poudres, seront saction le sabre ou la baionnette à la main, ibid. - Détuchemens, rang que les troupes y garderont entr'elles et du rang que les of-ficiers preudront entr'eux pour les commander, id., tit. 17 p. 296 - Les détachemens marcheront entr'eux suivant le rang de leur brigade, mais les officiers commanderont suivant l'ancienneté de leurs commissions ou brevets, ibid. - A qui doit être déféré le commandement à parité de grade ou d'ancienneté, ibid. — Mot de ralliement à donner à la troupe, ibid. — [Instruction pour les commandans de détachemens et escortes de conyois, id., iit. 18, p. 300.

pes marches, id., tit. 19, p. 304 — Routes à ouvrir du côté où la division doit marcher, id., art. 1.er — Dispositions de l'armée pour la marche en colonnes, ibid. — Distributions qui doivent être faites aux hommes, id., art. 32 et 33 — Approvisionnemens des vivandiers, id., 34 — Dispositions relatives à la police et à la discipline des troupes pendant la marche, ibid. — Dans les marches ou haltes il ne sera rendu d'honneurs à personne, ibid. En marche les campemens de chaque corps sont précédés de la garde du camp et suivis de

celle de police, tit. 6, p. 265, art. 29.

INSTRUCTION POUR LES Jours DE COMBAT, id., tit. 20, p. 312

— Attention à donner sur la tenue des armes, ibid. — On ne fora jamais quitter les havre-sacs pour combattre, ibid. — Défense sous peine de la vie de quitter les rangs pour dépouiller les morts et pour transporter les blessés, ibid. — Après le combat le butin est rapporté au corps et partagé par compagnies, ibid — Hommes qui se sont distingués, présentés aux généraux la lendemain de l'action, ibid.

· · · · ORDRE DE MARCHE DES EQUIPAGES et du vaguemestre général du grand quartier général, id., tit. 21, p. 318 — Toutes les voitures numérotées; id., 1. et tit. 25, p. 326 - Lestres et paquets retifés de la poste par les vaguemestres, tit. 21, p. 320 - Revues à passer pour constater le nombre des chevaux et des voitures, id., art. 5 - Pivandiers, blanchisseuses et marchands à la suite de l'armée, id., tit. 22, p. 321 - Leur surveillance et police attribuée à la gendarmerie, id., pr\$21 et tit. 25, p. 325. Patentes dont ils doivent être porteurs, tit 22, p. 321 — Métier de vivandier interdit aux soldats, ibid! —

Désense de donner à boire après la retraite, id., 7.

Police et précipline, id., t. 23, p. 323 — Chasse, jeuxe de hasard défendus aux militaires, id., art. 2 et 3 - Destina-"'tion à donner aux chevaux et aux bagages des déserteurs ennemis, idem 4 - Secrétaires, interprêtes et autres gens d'affaires à la suite de l'armée, idem ; art. 5 - Nom des militaires qui se seraient enivrés, mis à l'ordre, idem; art. 8 -Défense de tirér des armes à feu, îtt., art. in Employés "'des administrations dorvent porter l'uniforme qui leur est affecté, idem, art. 13 - Repression des délits, idem, titi 44, proposition d'un tribunali prévôtal dans chaque corps "d'armée pour le jugement des délits de simple police, idem, wart. 2 - Formation de commissions militaires pour les delits " 'qui sont de leur compétence, id. art. 3 - Formation de conseils de guerre, id. aut. 4, 5 et 6 . Gendarmerie, id. t. 25, 🧈 p. 325 - La gendarmerie doit weiller au ben ordre et à l'exé-· cution de toutes les dispositions de "police prescrites "par les " ordres du jour, ittem, art. 1. er Comptes à rendre par le commandant de la gendarmerie au major général, idem art. 7 10 — L'ordre et la police dans les distributions surveillées par la gendarmerie, idem, art. 9.

Des distributions, id. t, 26, p. 327 -- Un commissaine des · iles guerres et un officier d'état-major doivent se trouver à " toutes les distributions pour veiller au bon ordre et s'assurer de la bonne qualité des fournit., ibid: Lation de pair aug-. mentée pendant la guerre, idem art. 26 - Mesures à pfendre pour accélérer les ditributions, ibid. — Emplacement des bou-"cherice; ordre-d'enterrer les entrailles des faithaux abattus, 1. 5, art. 32, p. 258 - Des fourrages, id. tit. 27, p. 330-Sauve-garde à placer pendant le tems des fourrages, sdein, art. 23.

" ENTHEPOTIDES CONVALESCENS, id., cit. 28, p. 934 - Officiers et sous-officiers désignés pour y maintenir l'ordre et la discipline, ibid. — Couvalescens sortis des hopitaux, conduits h ces entrepôts, ibid. - Envoyes & l'armée après leur rétablissement, ibid.; voy. Convalescensi in the convalescension of the

bes sauve Gardes, 'id. i tit. 29', 'pag.' 386' - Som places dans les lieux où d'y a des établissemens à conseiver ; soit and the state of the

- art. 25, et p. 117, art. 12 Leurs fonctions, p. 357, 10, voy. Officiers.
- SOUS-OFFICIERS; on comprend sous cette dénomination les homines en grade jusqu'à celui de caporal inclusivement, IV, p. 239, 204 et HI, p. 306, n. 485.
- SOUS-OFFICIERS de semaine dans chaque compagnie schargés de faire exécuter tous les détails de police, de discipline et du service intéreur, réglement de 92, I, p. 367, 4 et 5 L'un des sous-officiers devra toujours se trouver au quartier, ibid.. voy. Militaires.
- SUBORDINATION GRADUELLE, I, page 202, article 2 et suivans, et p. 355, tit. 1 Caractère de l'obéissance et de l'autorité, ibid. 4.
- SUBSISTANCES, voyez Masse de boulangerie, Rations, Fourrages, etc.
- SUBSISTANCE (feuille de), son usage, IV., p. 136, 4, et p. 159.5; doit stre tenne à jour, ibid.
- SUBSTITUTION d'une denrée à une autre pour les rations de fourrages, III, pages 110; 323, 13, et tarif numéro 48 et notes.
- SUISSES ? régimens); l'eur uniforme, tableau numéro 40 bis; leur solde et accessoires, tarif numéro 12.
- SUPPLEANT déserteur, condamné à 5 ans de boulet, p. 506, note première Ses père et mère ne sont point responsables du paiement de l'amende, voyez aussi Conscription.
- SUPPLEMENT DE SOLDE accordé aux militaires en garnisque à Paris, III, p. 56, numéro 400, et 57, n. 410 N'est pas du aux officiers généraux, ibid. Ce que l'on doit entendre par supplément de solde, IV, p. 203, art. 87.
- SUPPLÉMENT D'ÉTAPE rémni à la solde, III, p. 61, n. 415

 --- voy de tavif n. 322
- SURVEILLANS et concierges, voy. Ateliers Idem des déposs de prisonniers de guerre et rangers.

and the second of the second o

The state of the s

TABLIER de sapeurs, est à la chargé de la masse d'habillement 1V, p. 450, n. 1126, et tarif n. 39.

as A straight or well as

TAILLEUR (mattre) à le rang de sergent, II, p. 9, n. 57 — Il doit prendre mesure à chaque homme, IV, p. 148, 23 et III, p. 208, 6 — L'habillement est essayé en sa présence, 16., 26 et 9 — Il répondé de la coupe et des façons, ibid.

- Salaire du maître-tailleur et de ses ouvriers réglé par le conseil, III, p. 208, 10.
- TARIFS de solde des masses et indemnités et des traitemens et fournitures quelconques, voy. à la sin du vol. 1V Tarifs relatifs aux prix des étoffes et des effets consectionnés; leur indication, IV, p. 453, n. 637.
- TAMBOURS; sont choisis par le commandant du régiment, I, p. 389, 10 Leurs aunées de service peuvent compter dès l'âge de 14 ans pour les récompenses, II, p. 578, 4 Ecqle des tambours à la suite de chaque régiment et de chaque bataillon de dépôt, II, p. 20, n. 65.
- TAMBOUR: MAJOR; est à la nomination du conseil du régiment, I, p. 101, 6 Son avancement, ibid. et suiv. Son rang et ses attributions, II, p. 9, n. 57 Son service, ibid. et I, p. 157, tit. 10, p. 213, 89 et p. 368, tit, 4.
- TELECRAPHES, sont dans les attributions du ministre de l'intérieur.
- TEMOINS qui ne comparaitraient pas; peines qu'ils encourent 22 septembre, 90, 11, pag. 367, 49 et pag. 392, num. 177 Audition des témoins, pag. 387, 56 et suiv. et pag. 395, tit. 12 Mode de procéder à l'égard des faux témoins, peinea qui leur sont applicables, p. 398, n. 179 et notes Mode à suivre pour recevoir les dépositions des militaires éloignés des tribunaux où leur témoignage est requis, n. 180 Dépositions des princes, des ministres des généraux en chef, etc., p. 402, art. 16 Militaires et employés appelés en témoignage, pe peuvent prétendre à raison que leur déplacement à d'autre indemnité qu'à celle de route, 17 floréal an 5, p. 413, 2 Ils reçoivent néanmoins le traitement d'activité ibid. et, IV, n. 548, p. 296, 7 Mode de paiem., ibid. Indemnité allouée aux témoins non militaires, ibid., 3.
- TEMOIGNAGE; militaires et employes appelés en témoignage, voy. Témoins,
- TENTES; estets de campement à délivrer aux troupes par chaque tente, H1, p. 262:
- TENUE; cheveux comment hes, I, p. 377, tit. 5 Coissure, id., 3 et 10 Col, id., 4 et 11 Habillement, id., 5 et 12 Boncles uniformes, id., 6 et 13 Tonue sous les armes ou de service, id., 7 et 14 Grenadiers doivent setils parter des moustaches, id., 8 Surveillance des sous-officiers relativement à la tenue, id., 19 Tenue des sous-officiers et soldats à la chambre de police, p. 397, 47 Idem dans les prisons ou cachots, id., 50 Idem des gardes d'écurie, p. 363, note Idem des chevaux, voyez Chevaux.

TIRAGE des postes, ordonnance de 68, n. 42, p. 157, 5.

TOISONS D'OR (ordre des trois); sa création, sa composition, II, p. 562, n. 286 — Pour y être admis il faut avoir fait la guerre et avoir reçu trois blessures dans des actions différentes: exceptions, etc., ibid.

Pour être grand chevalier il faut avoir commandé en chef,

, etc., ibid.

Réunion générale des grands chevaliers fixée au 15 août, o. 563, o.

Commandans et chevaliers ne doivent plus quitter leur régi-

ment, ibid., 10.

La pension de commandeur est de 4000 fr., celle, de chevalier de 1000 fr.

TORREILLAGE: gout que les grains contractent; manœuvres pour le saire disparaitre, III, p. 22.

TOURNEVIS; la première fourniture de cet outil est à la charge de la masse d'habillement; le renouvellement est au compte des hommes, 1V, p. 161, note 3.

TOURS DE SERVICE; voy. Service dans les places et service des troupes en campagne.

TRAVAILLEURS; retenue qui leur est faite au profit de l'ordinaire, I, p. 362, 18 — Idem pour payer leur service, p. 386 4 — Nombre des travailleurs fixé, p. 385, tit. 8, 1 — Permissions pour travailler demandées par les capitaines, idem 2, ne doivent être accordées qu'aux hommes instruits et de bonne conduite, idem — Police des travailleurs, idem — Comment ils doivent être vétus, idem, 9 — Les soldats qui travaillement pour le compte du gouvernement seront dispensés de faire leur service et de le payer, p. 217, 125 — Les travailleurs seront exercés deux fois la semaine, idem 126 et p. 387 8.

TRAVAUX MILITAIRES; doivent être exécutés par entreprise, II, p. 686, tit. 6 - L'adjudication en est passée pardevant les corps administratifs, les commissaires des guerres et les officiers du génie, ibidem - Formalités qui doivent être observées à ce sujet, ibid., et p. 221, 23 et suiv. — L'exécution des travaux confiée aux officiers du génie p. 686, tit. 6, 11 -Toisés qui doivent en être faits, idem et suivans - Doivent êire inscrits sur les carnets des officiers du génie, p. 735, 4 et 5 - Les fonds affectés à l'exécution des travaux sont insaisissables, p. 688, note 2 — Mode d'exécution des travaux par gérence, p. 734, n. 340 — Attributions des ministres de l'intérieur, de la guerre et de la marine relativement aux travaux des grandes routes, ponts, canaux etc., p. 748, n. 345, et p. 753, n. 349 — Communications qui doivent avoir lien entre les agens de ces dissérens ministères pour l'exécution des travaux, ibid., voyez Bátimens, établissemens, fortisications etc.

TRAVAUX de propreté; le samedi spécialement consacré aux travaux de propreté et de tenue, I, p. 374, 35.

TRAVESTISSEMENT puni, I, p 197, 21, voy. Uniform.

TRANSPORTS ET CONVOIS MILITAIRES: objet du service des convois, III, p. 358, n. 497 art. 1 — Il s'exécute par le moyen de voitures à 1, 2, 3 ou 4 colliers, et par de chevaux de selle, de trait ou de bat, ibid., art. 2 — Ces derniers modes ne sont employés que lorsqu'ils ont été ordonnés par les mandats des commissaires des guerres, et sur des routes

particulières, ibid., art. 6.

isolément, ont droit d'être transportés, ibid., art. 9 — Les militaires conduits par la gendarmerie, ne sont point placés sur une même voiture avec ceux qui voyagent librement, ibid., page 361 — Visite des officiers de santé et autres formalités qui doivent être observées, pour ordonner le transport des uns et des autres, ibid., sect. 2, page 362 — Le fonctionnaire qui, le premier, ordonne un transport en est responsable, p. 389.

HEURES auxquelles les fournitures pourront être exigées sui-

vant les diverses saisons. ibid., art. 23, p. 565.

preserrions de police pour le service des convois, section 3, p. 368 — Rachats de fournitures espressément défendus; ameude et destitution contre le préposé convaince de ce délit, ibid. — Surveillance à exercer par la gendarm. à ce sujet.

convois a la suite des corps; objet auquel ils sont destinés, proportions et prix d'après lesquels ils sont alloués et remboursés aux corps et détachemens, u. 498, art. 6 et 8 et n. 502 — Mode de paiement de l'indemnité des convois, id. art. 9 — Tarif qui doit ètre arrêté par les présets pour le remboursement du prix des voitures sournies sur les réquisitions des maires, ibid. 11 et 12 — Mode d'exécution du service des transports à la suite des corps p. 392, § 3 — comptabilité pour le même service, ibid., §. 4 — Mesures de police à l'égard de ceux qui priveraient les détachemens du secours des transports dont ils auraient touché le prix, § 5, p. 395.

comptabilité du service des convois militaires, page 370, section 4 — De la tenue des registres de route et des relevés qui doivent en être établis; des bordereaux par-

ticuliers et des bordereaux généraux, ibid.

rnansports des effets d'hôpitaux, d'habillement, d'équipement, de harnachement et de campement, III, p. 377,
titre 2 — Mode d'exécution de ce service, p. 378, sect. 2.,
— Les ordres sont donnés à l'entrepreneur par le ministredirecteur, ou par les commissaires des guerres ibid — Reteque exercé pour cause de retard dans l'exécution des ordres

reçus, ibid. — Comptabilité des transports directs, p. 381, section 3.º

et leur fixation III, p. 383, n. 498 et n. 502 — Suppléments alloués pour les armes et l'équipement des semestriers, pour le transport d'un habillement neuf etc., ibid., art. 3 et 4 — prix alloués aux corps pour ce service. ibid., art. 8 — Comment le décompte en est réglé, ibid. art. 9.

mode d'execution de ce service, n. 499, § 2 — Comptabilité, ibid., § 4 — Chaque transport devra être employé dans le bordereau et la revue du trimestre pendant lequel il

sera arrivé à sa destination, id. p. 394.

Transports qui se feront sur le Pè, III, n. 496 p. 356. Dispositions pénales contre les particuliers pour refus de voitures, p. 396, n. 500.

Pertes, déchets, avaries etc. que peuvent éprouver les denrées, marchandises etc., dans leur transport; recours qui doit

être exercé à ce sujet, p. 401, n. 502 bis.

Transports d'artillerie, sont à la charge du ministère de la guerre: comment exécutés, numéro 503, p. 403 — Transport des vivres et des effets de campement aux armées, des malades, blessés et des effets et ustensiles nécessaires à l'ambulance, III, p. 25, 26 et 405, n. 503 bis — Caissons à la suite des corps et généraux, pour le transport de leurs bagages aux armées, n. 504, page 406 — id. à l'état-major des corps d'armée pour le transport des archives, ibid. — Caisson accordé aux inspecteurs à l'armée, tarif n. 5 note 2 — Transports généraux ou service du parc, exécutés sur réquisition de l'intendant général dans le pays où l'on fait la guerre, n. 504 bis, p. 407.

TRIBUNAUX MILITAIRES; institués pour la répression des crimes et des délits milit., se divisent en conseils de guerre, en conseils de révision, en commissions militaires et en conseils de guerre spéciaux (voyez pour ce dernier tribunal les mou

Conseils de guerre spéciaux), II, p. 385, note A.

conseils de guerre perman, leur compétence relativement aux personnes et relativement aux délits, ibid. et num. 186, p. 405, n. 206, p. 434, et n. 220, pag. 448 — Définition des délits militaires, p. 385, note A; p. 386, art. 4 et p. 389, art. 1 — Si parmi les prévenus d'un même délit, il y a un ou plusieurs militaires, un ou plusieurs individus non milit. la connaissance en appartient aux juges ordinaires, p. 385, note A; p. 389, art. 5 et n. 183 — Désignation de ceux qui sont justiciables des conseils de guerre, p. 385, note A, p. 407, 408 et notes — Les délits commis par les militaires hors de territoire occupé par les armées ou en congé, ou par des of ficiers disponibles sont du ressort de la justice ordin. p. 385 note A; p. 398, art. 20; p. 434, num. 206, et pag. 449, n. 222

composerion des conseils de guerre, H, 186, p. 405, n. 188, page 414, et n. 200, p. 429 — Juges nommés par le commandant en chef de la division, p. 406 — Parens et alliés ne peuvent sièger au même conseil, n. 186, art. 7 et 8, et note — Age que les juges doiv. avoir, p. 386, art. 19 — Capitaine-rapporteur, Sa nomination; Destitution prononcée contre celui et contre les membres des conseils qui refuse-raient d'en exerc. les fonctions, ib. et p. 403, n. 182 — Substituts qui peuvent être donnés au capitaine rapporteur, ainsi qu'au greffier.

p. 394, t. 5, et p. 408, art. 12 — Peines contre ceux qui, ayant comaissance des délits, ne les dénonceraient pas, p. 403, art. 22.

procédure devant les conseils, 1.º sect. du ch. 7 — Audition des témoins, p. 387, n. 174; p. 395, t. 12; et p. 408,
artic. 13 et suiv. — Peines contre ceux qui ne comparaissent
pas, ibid. et p. 392, art. 4 Personnes dont le témoignage
ne peut être reçu, p. 396 — Faux témoins; mede de procéder contre eux, n. 179 — Mode qui doit être suivi pour rerevoir les dépositions des militaires éloignés des tribunaux où
leur témoignage est requis, n. 180, p. 400 — De l'examen
et de la conviction, p. 395 et 409.

CHOIX DU DEFENSEUR, p. 409, art. 19 et motes.

LES SEANCES des conseils sont publiques; mais le nombre des spectateurs en est limité, II, p. 410, art. 24 — Police dans les tribun., p. 397, art. 12, et p. 410, art. 24 — Les juges délibèrent à huis clos; comment les voix doivent être recueillies; nombre de voix exigé pour l'absolution ou la condamnation des prévenus, p. 410, 411 et notes — Culpabibilité déclarée par la majorité des voix, ibid.

commutation; Le droit de commutati est considéré comme dérivant du droit de grace, et sous ce rapport it est interdit

aux conseils de guerre, p. 424, n. 193.

semblée sous les armes; le commandant requis par le capitaine-rapporteur pour le lieu et l'houre de l'execution et pour le nombre d'hommes en armes qui devra s'y trouver, p. 412, art. 38.

Grave. Le droit de faire grace appartient à l'Empêt. senl, II, p. 430, n. 201 - Le recours en grace ne peut en aucun cas suspendre la procédure, ni le jugement définitif, et doit

être exercé pendant le délai de l'instruction, ibid.

Exécution des jugemens; doit avoir lieu dans les 24 lieures, à la diligence du capitaine-rapporteur pp.397, tit. 13 Ne peut être différée sous aucun prétexte, pag. 385; art. 76 Exécution des jugemens à monti soite militairement par un détachement du corpà dobt est le prévénu, sihon de la troupe

présente sur les lieux; dispositions à suivre dans ces exécutions, pag. 466, sect. 6. — Jugemens adressés au corps et au ministre de la guerre, II, p. 412, art. 39 et 40.

PRESCRIPTION de l'action publiq contre les délits, est acquise par un laps de dix ans écoulés sans qu'il y ait eu des pour-

suites, p. 389, art. 89.

des conseils, II, p. 413, n. 187 — Indemnité représentative du cheval de selle, accordée aux membres du conseil, lors qu'ils sont obligés de voyager, ibid. et III, p. 347, àrt. 5 — Indemnité des témoins non militaires, II, p. 413 — On alloue 15 fr. par mois pour frais du bureau du greffe, ibid.—
12 fr. pour chaque jugem contradictoire, et 6 fr. pour chaque jugem. rendu par coutumace, ib. — Appartemens affectés au service des tribunaux milit. u. 198, p. 428 — Instruction sur les dépenses des tribunaux militaires, IV, p. 439, n. 600.

FRAIS DE JUSTICE; le remboursement de ces frais doit être prononcé dans les jugemens de condamnation rendus par les conseils de guerre et commissions militaires, la liquidation

en est saite par les présidens, n. 219, p. 444.

conseils de nevision; leur institution, II, n. 189, p. 418 - A pour objet la révision des jugemens rendus par les conseils de guerre, ibid art. 11 - Leur composition, art. 1 et suiv. — Idem dans : les places investies et assiégées, n. 192, p. 423 — Les commandans qui ont nommé les membres conseils, et les chefs de l'état-major de la division ne peuvent faire partie ni du coascil de guerre, ni du conseil de révision, p. 419, art. 5 et p. 427, art. 6 — Les membres des conseils de révision doivent être âgés de 30 ans, avoir 6 ans de service ou avoir sait trois campagnes, n. 189, p. 418 -Délai pour se pourvoir en révision, n. 190, p. 422 — Le conseil prononce l'annulation des jugemens à la majorité des voix n. 189, art. 16 — Il ne peut connaître du fond de l'affaire, ibid. 17 — 2.º jugement attaqué sur le fond par les mêmes moyens que le premier, la révision ne peut en être soumise au conseil, ibid. 23 et note.

CONSEIL DE GUERRE EXTRAORDIM., voy. Capitulat.

DISTOSITIONS PENALES, voy. Crimes et délits.

commissions militaires; Leur composition, n. 205 et 207, p. 433 et 435 — Dans leurs jugemens, la culpabilité est déclarée par une majorité de 5 voix, n. 207 — Ces jugemens ne sont sujets à aucun recours, et sont exécutés dans les 24 heures de leur prononciation, n. 185, p. 405 et notes — relativement à la procédure etc, ces tribunaux doivent en général, se conformer à ce qui est prescrit pour les conseils de guerre, p. 433, art, 9 et suiv. et notes — Commissions militaires spéciales instituées pour le jugement des espions et des embaucheurs, ibid. Par qui nommées, ibid. — Leur compétence, ibid. art. 1 et note.

- TROMPETTE-MAJOR est à la nomination du conseil d'administration, I, p. 101, 6. Son avancement, ibid., 10 Son rang, II, p. 21, n. 67 Ses fonctions, ibid.
- TROUPES DE TERRE au service de la marine; sont à la charge du département de la guerre jusqu'à leur débarquement dans les colonies, III, p. 86, n. 427 et note Prises en mer comment partagées, p. 84, n. 425 Avances à faire aux troupes qui s'embarquent, p. 86, n. 427. Leur traitement dans les colonies; dispositions du n. 426. Sont exemptes de la retenue de 3 c. par fr. exercées sur les troupes de la marine, ibid., note 2 Repassant des colonies en France, 27 thermidor an 7, p. 82, n. 424 et p. 87, n. 428 Comment traitées, ibid. Doivent réclamer ce qui leur est dû dans les 3 mois de leur débarquement sous peine de déchéance, n. 430, p. 88.—Mode de paiement et de comptabilité des troupes de terre mises à la disposition de la marine et réciproquement, IV, n. 562 bis, p. 363.
- TROUPES en marche; avis à donner par le commissaire des guerres sur leur passage, I, p. 399, art. 5 — De passage dans les places, I, p. 234, tit. 31 — Revues qui doivent en être passées à leur départ, dans tous les gîtes d'étape et à leur arrivée, IV, p. 184, art. 34 et I, p. 399, tit. 1 - Leur départ; précautions à prendre par le commandant du régiment, I, p. 235, tit. 32 — Ne doivent point fournir de garde la veille de leur départ à moins de nécessité absolue, ibid. art. 8 — Visite du casernement, ibid., 17 et suivans — Réclamations qui pourraient être faites par les particuliers, id., 21 et suivans - Ne seront plus reçues une demi-heure après le départ du régiment, ibid. — Mesures de police à prendre pendaut la route, 1, p. 399, tit. 1 — Officiers envoyés en avant pour faire préparer les subsistances nécessaires à la troupe, ibid. — Doivent en même temps traiter pour les fournitures de convois ou transports à la suite de gîte en gîte, III, p. 392, § 3 — Eclopés mis en route à l'avance, I, p. 401 Avant-garde, ibid., art. 14 - Arrière-garde pour faire rejoindre les traineurs, ibid., art. 17 et suiv. — Ordre de marche, ibid., tit. 1 et 2 - Troupes qui se rencontrent eu route, I, p. 249, 19 et II, p. 658, 5 — Soldats malades en route déposés dans les hôpitaux, I, p. 401. tit. 1, art. 21 - Précautions à prendre contre la désertion, ibid., art. 19 et suiv. - Traitement des troupes en marche, voy. Indemnités de route et transports.
- TUTEUR temporaire nommé parmi les officiers du corps, pour les enfants des militaires morts hors du territoire de l'empire, 11, p. 803, 3.

U

UNIFORMES des généraux, III, n. 464, p. 178 — Id. des officiers de l'état-major des armées, p. 182 — Id. des officiers de l'état-major et employés des places, p. 186 — Id. des officiers du génie et des employés des fortifications, p. 190 — Id. des inspecteurs aux revues, p. 192 — Id. des commissaires des guerre, p. 194 — Id. des officiers réformés, p. 197 — Id des officiers jouissant de la solde de retraite, p. 199 — Id. des officiers de santé et employés de l'administration des hôpitaux, p. 200.

Les officiers de tout grade, résormés sans traitement ne peu-

vent porter aucun uniforme, p. 198.

Les officiers employés dans les administrations militaires ou civiles, ne peuvent porter que l'uniforme attribué à leurs fonctions actuelles, ibid. — Les militaires ne peuvent dans le lieu de leur service porter d'autre habit que l'uniforme, II, p. 680, 60 — Peines contre celui qui porterait un uniforme ou des décorations pour lesquels il n'aurait aucun titre, II, p. 230, art. 62 — Voy. Masse d'habillem.

USTENSILES de cuisine, H, p. 724, tit. 6 — Comment tenus, I, p. 360, 12, — L'usage des ustensiles de cuivre est prohibé, ibid.

USTENSILES d'écurie; leur première fourniture est au compte de la masse, le remplacement est au compte des hommes, III, p. 177, 21

V

- VACCINE; quelle marche on doit suivre pour la vaccination des militaires, IV, p. 464, n. 659.
- VAGUEMESTRES; leurs fonctions, 1 n. 43, tit. 1 et 21 Sont payés de leur traitement sur revues de l'inspecteur, en produisant un certificat du vaguemestre général, visé par le chef d'état-major, tit. 1, art. 14, voy Service des troupes en compagne.
- VEDETTES; S. M. seule a le droit d'en avoir deux à la porte de son palais, II, p. 650, tit. 25.
- VENERIENS; ne sont plus assujectis à une retenue particulière pour leur traitement à l'hôpital, III, p. 61, n. 415 Ne peuvent recevoir leur congé absolu ou limité, qu'après leur guérison, I, p. 89, n. 26 Militaires en retraite ou en réforme atteints de la maladie vénérienne ne peuvent être admis à l'hôpital, IV n. 515, note de l'art. 36 Voy, aussi Hôpitaux.

VERIFICATION des revues, voyez Revues générales de com-Exptabilité, voy. aussi Administration intér. — Retenues provenant de la vérification des revues, voy. Idem.

VETERANS (camps de); leur institution, loi du 1. floréal, an 11, II, p. 615, u. 322. Concessions de terre en faveur des militaires de terre ou de mer griévement blessés à la guerre, qui s'établiront dans les 26. ou 27. divisions militaires, ibid. et p. 617, n. 323 — Conditions et âge requis pour être admis à cette faveur, p. 615, 1. er et suiv. — Les militaires Sont tenus de résider sur ces terres et de contribuer à la defense des places frontières, quand ils sesont appelés, ibid., 2. les concessions ne peuvent être engagées ni aliénées pendant l'espace de 25 ans; conditions auxquelles elles seront transmissibles, id., 5 et suiv.

organisation gén. des camps de vétérans, p. 617, n. 323, tit. 1 - Habitation des vétér., id., t. 2 - Mise en possession des vétérans, idem, tit. 4 - Evaluation, répartition et délimitation des terres, idem, tit. 3 — Mutations, idem, tit. 5 Le commandant du camp doit rendre compte des mutations au général commandant la division, ce dernier au ministre de la guerre, idem, art. 40 - Mariage des vétérans, doit être autorisé par le ministre de la guerre sur la demande saite par l'intermédiaire du commandant du camp et du général commandant la division, idem 47 — Les vétérans sont armés aux frais de l'état et habillés lors de leur admission, 64 et suiv. — Revues des camps à passer chaque semestre par le général commandant la division, idem 71 - Traitement des vétérans et de leurs familles jusqu'à leur install. au camp, p. 617, n. 323 et 324 Mode de paiem. de la solde de retraite dont jouissent les vétérans, IV, p. 384, n. 567 - Retenues à exercer sur ce traitement, pour contraventions de police, II, p. 622, 55 et suiv.

VÉTÉRANS en activité, leur organisation, II, n. 320 pag. 612 — Les militaires qui justificat de 24 ans de services ou qui sont jugés hors d'état de continuer un service actif aux armées par suite d'infirmités contractées au service sont admis aux vétérans.

Quartiers maîtres doivent être pris parmi les commissaises des guerres non employés, idem 8 — Service dans les vétérans peut être cumulé avec les services antérieurs pour la solde de retraite, note de la page 609 — Les vétérans ne doivent monter la garde qu'une fois la semaine, p. 610, art 23, doivent être placés de préférence dans les départements qu'ils désignent. idem, art 33.

canonniers véterans, composit des compag de canonniers vétéraus, p. 612, n. 319 — Sont sous le commandement et l'inspection des directeurs de l'artillerie, ibidem et note.

MOMMES A'DMIS AUX VETENANS; ne penvent se retiren dans

leurs foyers; ils doivent se rendre à leur destination sous peine d'être considérés comme déserteurs, p. 615, n. 321 — Les hommes admis dans les bataillons et compagnies des vétérans n'ont pas droit à la première mise; on doit allouer aux mêmes corps le supplément relatif aux déserteurs condamnés, IV, p. 440, n. 601.

VENTES d'effets d'habillement ou leur échange sont formellement prohibées sans autorisation du ministre, Ill, pag. 233, n. 471 — Il doit être sait mention de ces dispositions dans les marchés relatifs à l'habillem., ib. Voyez Crimes et délits — Vente des effets des militaires décédés, Voyez Caisse d'amortissement.

VENTES des effets mobiliers de commerce ou d'approvisionn. pour la guerre, non réservés, IV, p. 409, n. 571 — Sont faites, sur les ordres des ministres dans les attributions desquels sont les objets à vendre, et à la diligence du ministre des finances, idem, et p. 416, n. 575 — Les préfets ou sous-préfets doivent assister à ces ventes, ibid.

VEUVES ET ORPHELINS des militaires tués dans les combats, ou morts dans les six mois de leurs blessures, sont suscéptibles d'obtenir des pensions; titre à produire, II, p. 580, tit. 2 — Ces pensions sont réglées à raison du quart ou du tiers du maximum de la solde de retraite affectée au grade de leur mari ou père, ibid. — Elles cessent d'être payées aux ororphelins, lorsque le plus jeune d'entr'eux est parvenu à l'âge de 20 ans, ibid Pensions des veuves des militaires morts à la bataille d'Austerlitz, p. 591, n. 304.

VIANDE; approvisionnement de la viande, III, p. 30 — Emplacement des boucheries, ibid. — Animaux abattus la veille des distributions, ibid. — Voyez aussi Rations et service de troupes en campagne.

VIN; ne se distribue en campagne qu'à désaut et en remplacement d'eau-de-vie, III, p. 125 et note — Voyez Rations et approvisionnemens de siéges.

VINAIGRE; est destiné à corriger la putridité de l'air ou des eaux mal saines, III, pag. 31, et p. 124, n. 449 — Voyer Rations.

VISITE de bâtimens, saite au départ et à l'arrivée des troupes II, p. 221, art. 19, voyez Casernes et Etablissemens.

VISITE des hópitaux faite par un capitaine, commandé sur toute la garnison, pour s'assurer si les malades n'ont aucune plainte à porter, I, p 224, tit. 24 et lV, p. 65, art. 427 et 428, — Doit être également faite par les officiers supérieurs et par le commandant d'armes, ibid.

IDEM des conscrits arrivés aux corps, I. p. 60. art. 529 et

- suivans, et page 70, tit, 5 inspection de réforme par les généraux, ibid. Remplacement des suppléans jugés inhabiles au service pour des causes antérieures à leur admission, ibid, et p. 29, n. 16 Conscrits qui se mutilent, destination à leur donner, voy. Compagnies de pionniers, voy. Réformes.
- VISITES DE CORPS aux princes, aux grands dignitaires, aux ministres, aux généraux etc., etc., voy. Honneurs—Tenue qui doit y être observée, II, p. 651, 12.
- VIVRES nettoyées le premier de chaque mois, I, p., 359, 7.
- VIVRES voy. (indemnités de), et vivres pain, voy. Masse de boulangerie.
- VOLTIGEURS, formation des compagnies de voltigeurs dans les régimens d'infanterie, II, p. 11, n. 59 et n. 60 Sont composées d'hommes vigoureux et de la taille de 1 mètre, 598 milim. au plus, n. 57, ibid. La taille des officiers ne doit pas être au-dessus d'un mètre 625 millim., ibid. Armement, habillement et instruction des voltigeurs, ib. Les voltigeurs doivent être exercés à monter lestement en croupe d'un homme à cheval, ib. Les officiers et sous-officiers sont armés d'une carabine rayée, ib. Rang que doit avoir en bataille la compagnie de voltigeurs, n. 62, art. 6.

INDESATION des articles contenus dans la Table des matières. Nota. Voyez l'observation de la page 468.

A	N.s des pag.
A. W.1 des pag.	Arrière-gar., v. troup. en marche 583
Aband. d'un poste, v. crimes. 498	Arrêts, v. punitions 557
Abat. d'anim. malad., v id id.	Arrivée des troup. dans les pl. 474
Abonnemene	Arrondissem. milit., v. division 507
A-bon-compteid.	Arrosoirs 474
Abseuce iliég. v. crimes 498.	Artificier id.
Absence per congé, v. congés. 492	Artillerie id.
Achats, v. marchés 539	Artistes véterinaires 479
A-compte, v. avances 480	Assemblée des troupes
Acquits et décharges 468	Assimilation des grades id.
Actes de l'état civilid.	Ateliers de désert. condamnés. id.
Adjoints à l'état-major 469	Attentat, p. crimes 498
adjoints	Attributions
Adjudans commandansid.	Attroupem., v. id
Adjudana de sôtes, v. artillerie 474	Aubettes, v. corps de garde 497
Adjudans de place	Auditeurs trésor
Adjudans-majorid.	Angmentat., v. reques gênér 564
Adjudans-sous-officier id.	Auxiliaires, v. equipages 5:0
Adjudical. b. fortific., travaux et	Avancement
. kopitaux	Avancesid.
Administrat, intér. des corps. 470	Avant-garde, v. troup. en marche 583
Administr. de la guer. v., minist. 546	Avaries, v. transports 579
Afferm. v. fortifit 514	Avoine, v. fourroges 515
Agens du gouvernement 472	_
Agens d'administr. v. atel 479	В
Aid. de camp 472	Ragag a france Ken
Aigl. et enseignesid.	Bagag., p. transp. 579 Bagnes 481
Aigl. et enseignes id. Aid. maj. v. chirurgiens 488	Bagnes 481
Aigl. et enseignes id.	Bagnes 481 Baignoires , v. hópitaux 525
Aigl. et enseignes	Bagnes
Aigl. et enseignes	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481
Aigl. et enseignes	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id.
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id. Bans id.
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag, herniaires 481 Bauquette 1d. Bans id. Baquets id.
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag, herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baquets id. Baraquem, v. paille 550
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baquets id. Baraquen, v. paille 550 Baraques 481
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag, herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id.
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens 488 Alimens Allarme Ambul. v. hôpit. et transp. 525 579 Ameudes Ameublem. des offic. Annistie Ancienneté v. avancem. 472 Appel Appel 473 Appointem. v. administe. intér 470	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Baiaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas-officiers id.
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens 488 Alimens Allarme Ambul. v. hôpit. et transp. 525 579 Amendes Ameublem. des offic. Amnistie Ancienneté v. avancem. 480 Appartem- Appel 473 Appointem. v. administr. intér 470 Appointés 473	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag, herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas-officiers id. Bataill, de dép.
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens Alimens Allarme Ambul. v. hopit. et transp. 525 579 Ameudes Ameublem. des offic. Annistie Ancienneté v. avancem Appartem Appointem. v. administe. intér Appointés Appointés Approvisionnem. de guerre et	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Baiaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas-officiers id. Bataill. de dép. id. Id. d'équipages milit. id.
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens 488 Alimens Allarme Ambul. v. hópit. et transp. 525 Amendes Ameublem. des offic. Amnistie Ancienneté v. avancem. 472 Appel Appel 473 Appointem. v. administe. intér 470 Appointés Approvisionnem. de guerre et de marine id.	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires. 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas id. Bas id. Company of the service of t
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens Alimens Allarme Allarme Ambul. v. hopit. et transp. 525 579 Ameudes Ameublem. des offic. Amuistie Ancienneté v. avancem Appartem Appel Appointem. v. administe. intér Appointés Approvisionnem. de guerre et de marine Approvisionnem. de siége id. Approvisionnem. de siége id.	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires 481 Banquette id. Bans id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas-officiers id. Bataill. de dép. id. Id. d'équipages milit. id. Id d'infanterie id. Bataill. de prisonn. de guerre,
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens 488 Alimens Allarme Ambul. v. hôpit. et transp. 525 579 Amendes Ameublem. des offic. Amistie Ancienneté v. avancem. Appel Appel Appointem. v. administr. intér 470 Appointés Approvisionnem. de guerre et de marine Approvisionnem. de siège id. Archives v. lois. 537	Baignoires, v. hópitaux Baignoires, v. hópitaux Bain Balaiement, v. corridors Bandag. herniaires. Banquette Bans Bans Baraquem., v. paille. Baraques Bas Id. Bas Bas Id. Bas Bas Id. Id. Id. Id. Id. Id. Id. Id
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens Allarme Allarme Ambul. v. hôpit. et transp. 525 579 Amendes Ameublem. des offic. Annistie Ancienneté v. avancem. Appel Appel Appointem. v. administr. intér 470 Appointés Approvisionnem. de guerre et de marine Archives v. lois. Armée de terre 488 472 473 Approvisionnem. de siège id. Archives v. lois. 537 Armée de terre 488 473	Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires. 481 Banquette 1d. Bans id. Baquets id. Baraquem, v. paille 550 Baraques 481 Bas id. Bas-officiers id. Bataill. de dép. id. Id. d'équipages milit. id. Id d'infanterie id. Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 556 Id. de sapeurs, v. mineurs 545
Aigl. et enseignes Aid. maj. v. chirurgiens Alimens Allarme Ambul. v. hôpit. et transp. 525 579 Ameudes Ameublem. des offic. Amuistie Ancienneté v. avancem. Appel. Appel. Appointem. v. administr. intér 470 Appointés Approvisionnem. de guerre et de marine Approvisionnem. de siège id. Archives v. lois. Armée de terre 473 Bagnes	
Aid. maj. v. chirurgiens	Baignoires, v. hópitaux Baignoires, v. hópitaux Bain Balaiement, v. corridors Bandag. herniaires. Banquette Bans Bans Baquets Baraquem., v. paille. Baraques Bas Bas Id. Bas-officiers Bataill. de dép. Id. d'équipages milit. Id. d'équipages milit. Id. d'infanterie Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 556 Id. de sapeurs, v. mineurs 545 Id. du train, v. artill. Bâtim. militaires. 481 681
Aid. maj. v. chirurgiens	Baignoires, v. hópitaux Baignoires, v. hópitaux Bain Balaiement, v. corridors Bandag. herniaires. Banquette Bans Bans Baraquem., v. paille. Baraques Bas-officiers Bataill. de dép. Id. d'équipages milit. Id. d'équipages milit. Id. d'infanterie Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 556 Id. de sapeurs, v. mineurs 545 Id. du train, v. artill. Bâtim. militaires. 681 Baux id.
Aid. maj. v. chirurgiens	Baignoires, v. hópitaux Baignoires, v. hópitaux Bain Balaiement, v. corridors Bandag. herniaires. Banquette Bans Baquets Baraquem., v. paille. Baraques Bas Bas Id. Bas-officiers Bataill. de dép. Id. d'équipages milit. Id. d'infanterie Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 545 Id. du train, v. artill. Bâtim. militaires. Baux Bay Jag Jag Jag Jag Jag Jag Jag J
Aigl. et enseignes	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires. 481 Banquette id. Bans id. Baquets id. Baraquem, v. paille. 550 Baraques 481 Bas id. Bas id. Bas id. Bas id. Id. d'équipages milit. id. Id. d'infanterie id. Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 545 Id. du train, v. artill. 474 Bâtim. militaires. 481 Baux id. Bidous (petits) 482 Billets d'hôpitaux, v. hópitaux 525
Aid. maj. v. chirurgiens	Baignoires, v. hópitaux
Aid. maj. v. chirurgiens	Bagnes 481 Baignoires, v. hópitaux 525 Bain 481 Balaiement, v. corridors 498 Bandag. herniaires. 481 Banquette id. Bans id. Baquets id. Baraquem, v. paille. 550 Baraques 481 Bas id. Bas id. Bas id. Bas id. Id. d'équipages milit. id. Id. d'infanterie id. Bataill. de prisonn. de guerre, v. prisonn. de guerre étrang. 545 Id. du train, v. artill. 474 Bâtim. militaires. 481 Baux id. Bidous (petits) 482 Billets d'hôpitaux, v. hópitaux 525

N.s des pag.	N.s des pag.
Blanchisseuses, p. femmes: 513	Id. de poseid.
Blessés 482	1d. fourrier
Blessures, v. retraite 562	Id tembour
Blûtage des farines, v. masse de	Id. tambour id.
boulangerie	Carabine a coltinature
Bois et lumières, e. masse des. id.	Carabine, v. voltigeurs 587
Boisson (homine pris de) 482	Carabiniers, v. caval 486.
Boisson des maladesid.	Cartouche
Boîte des rondes id.	Id. a fusil
Bounet de pol id.	Casernem. (fouruit. de j id.
Bons de distrib id.	Casernes
Bordereaux de retenue id.	Cassat. de jugemid.
Rottes id.	Cassat. de soffic., v. punition 557
Bouf salé, v. approv. de siège 473	Cavaler (offic dia)
Bouches à seu, v. artillerie . 474	Cavaler (offic. de)id.
Boucles, p. tenue	Centen. et scent., v. comp, d'inf. 490
Boulang., v. (masse de) 539	Cerémon. publiq., v. honneurs 525
Boulangers 482	Certific. de bien viv
Bouletid.	Id. de non paiem id.
Bourdaine, v. salpetres 567	Id. Fauxid.
Bouteill. clissées 482	Chaine
Brancards, v. caissons d'ambul 483	Chambres id. Id. de pol id.
Bretelle de fasil 482	Id. id. o. hopitaux. 525
Brevets id	Chanc. de la lég. d'hôn. (grand) 486
Brigades v. serv. des tr. en camp 570	Chaugem. de compagn. v. comp. 490
Brigadierst, v. caporaux 484	
Bureaux, v. (frais de) 515	Chasse. 486
Bucherons 482	Chasseurs, v. cavalerie 486
~	Chauffage, v. masse de 540
··· C	Chef de Bat., v. offic. et avanc. 548 480
	Chef de chambree
Cachots, e. prisons 555	Chef de compl., v. compl 492
Cahiers de visite, v. hopitaux. 525	Chef d'état-major
Cahiurs d'ordin. , v. ordinaire. 549	Chemise, r. equip. (eff. de petit) 510
Caisse d'amortissement 483	Chev. de selle
Caisse des corps, v. administr.	U Chevalier
intérieure	Chevaliers (grands)
Caisses publiques	Citev. legges, p. cavet
Caissons	l Cheviax
Caissons d'ambalance id.	Chevanx de Dat
Id. à la suite, p. transp 579	Id. Malad id.
Id. de viv. v. id.	Chevronsid.
Camp, v. serv. des tr. en camp, 570	Chimie (cours de)
Campagnes	Chirurg id. Id. Id. maj id.
Campem., v. serv. des tr. en camp. 570	chair. id.
Camps de vétérans, v. vetérans 585	Gliqix, v. avancem
Canaux, o. travaux miditaires. 578	Citadelles, forts et chât 488
Canonniers gardes-côtes 483	Clameurs, v. crimes et délits. 498
Id. véteraus, v. véterans en act. 585	Classement, v. avantément 480.
Cautines	Clefs des portes, v. portes 554
Cantonnem., v. serv. des troup.	Cloture de la compt., 2. adm. int. 470
en camp.	Code penal, v. ronseil de guerre,
Capitaine /	crim, et dél., trib. mil. 496 498 580
44. Ullamiteut.	Constince, v. tenue
-2, capporteur,	
mapitulistid	Colonel
Superal	Colonel
•	
	•

.

N.s des pag.	N.s des pag.
Colonies, e. troup. de terr 583	Id. de guerre spéciaux 490
Colonnes de marche, v. serv. des	Id. de préfecture, v. préfecture 554
troupes en camp 570	Id. de recrutem., v. conscription 493
Colonnes mobil., v. garnisaires 519	Id. de révision, v. trib. milit. 580
Combat (jour de), v. serv. des	Id. officieux
troupes en camp 570.	Conserv. des plac., v. pl. de guer. 552
Comédie, v. abonnem 468	Consignes, v. portiers 554
Command. d'armes, 488	Consignes
Command. de divis., v. divis. 507	1d. de chaque posteid.
Id. de la garde de police, v. garde 516	Id. v. punitions
Id. d'un poste fériné, v. serv. des	Contre-appel, v. appel 473
troupes en eamp 570	Contre-bous. v. bons.,
Commandement 489	Contre-seings, v. lettres 538
Id. des plac., v. command. d'arm. 488	Contributions 496
Commiss. des guerres 489	Gontrole. v. signalem 575
Conimiss. génér. de police 490	Contrôles annuels, v. rev. gén. 564
Commiss. milit., v. tribun 580	Contestat, v. fournitur 515
Comité, v. légion, approv. 534 473	Contre-rondes, v. rondes 566
Id. central, v. artill 474	Contumaces 497
Id. central des revues 490	Convalescid.
Comité des fortificat., v. fortif. 514	Convalesc. (dépôts de)id.
Id. de surveill., r. approvis 473	Convict. des accusésid.
Communic., g. serv. des troup. en camp	Convois funèbrid. Convois milit., v. transp 579
Commutation e. tribun 580	Cornets
Compour du conour rétérans	Corps-de-garde id.
v. vétérans 585	Corps de nouv. format id.
Id. d'infant 490	Corps hors ligne id.
Id. d'infirm id.	Correspond
Id. de pionn	Corridors et escal id.
Id. de réserveid.	Corvéesid.
Compet. des tribunaux milit.,	Costume des condamp., v. atel. 479
v. tribun, milit	Coupons, e. avançes et indemn.
Complicat. de délit 492 Complice d'un delit	de route ma de 190 531
complet de désertid.	Cours spécial
Comptabilitéid.	Gri des sentinellesid.
Comptables destit id.	Grimes et délits militaires id.
Concierges des prisous id.	Crimin. en route 501
Concussionnaires, v. crimes 498	Cuirasses, v. masse de 540
Condamnés aux travaux publics	Cuirassiers, P. cavaleria 480
et au boulet, v. atel. de désert. 479	Cuisine, v. ustensiles 58
Conducteurs de conscrits 492	Cumulat., p. retroite56
Id. d'artillerie, v. artillerie 474	Culotte, v. masse d'habillem 54
Confection de l'habill., v. masse	' n
Conférences v. hópitaux 541	· · 2
Congédiés, sous-offic. et sold 492	Décès 501
Congés	Déchéance
Connétable	Déchets et avaries, v. transp., 570
Conscript. pour l'armée de terre id.	Décomb. v. fortific 51
Conscrits, v. conscription id.	Décomptes 502
1d. déclar. réfract? 495	Id. du ling. et chaus., v. mass. de 543
Conseils d'administration 496	Décorat., v. légion 534
Cons. de défense, v. plac. de guer. 552	Découchers, p. frais de 516
Id. de discipline	Dédoublem. des bat. du train. 502
Id. de guerre, v. tribun. milit. 580	Déduct., v. rev. genér 564
Id. de guer. extraord. v. capitul. 484	Défense des placi 501

N.s des pag,	N.s des pag.
Défenseur 502	
Desilem. à la parad id.	Droits réunis 507 Durée des effets d'habillement, id.
Degats et domm id.	Duel id.
Dégradat id.	
Degradations id.	\mathbf{E}
Délégat 503	*
Délibérations, v. administr. inter. 470	Eau-de-vie, v. rations 559
Délits militaires 503	Eaux minérales, p hôpit 525
Demandes des capit., v. garde 516 Demi-fournit., v. casernem 485	Ecoléviastiques
Demi-fournit., v. casernem 485 Démissionn. (officiers) 503	Echanges, v. ventes 586
Deniers de poche, v. poche 553	Echantill, v. masse d'habillem. 541
Denrées, v. substitut 576	Felopés
Depart des troup. des places 503	Ecluses id.
Dépenses id.	Ecole id.
Depenses de luxe, e. luxe 537	Id. d'artill. et du génie. v. artill. 474
<i>Id.</i> imprévues 503	Id. polytechnique 508
Dépositions, p. temoins 377	Id. milit id.
Dépots	Id. régimentaires id. Id. vétérin id.
Dépouillem., e. crimes 498	Econome
Descente de la garde, r. garde 516	Ecriteau id.
Déserteurs 503	Ecuries (serv. des) id.
Id: ennemisid:	Effectif (rev. d'), p. remes 564
Id. étrangersid.	Effets de camp., v. campem 483
Désertion 504	Id. de linge et chauss; v. masse
Désobéissance, p. crimes 498	de linge et chauss
Destitution	Id. des milit. décédés 509 Id. perdus à la gu., v. indemn.
Détachement 506	pour pertes
Id. de recrutement, v. recrutem. 560	Elect., v. avancem
Détention 506	Elève chirurg., o. chirurg 488
Détenus militaires id.	Elève des écoles impériales 500.
Dettes des officiers id.	Elite (homm. des comp. d'). id.
Deuil du colon., id. de famille. id.	Emhaucheursid.
Dévastat., v. crimes 498	Emplois vacans
Diane	Employés des hôpit id. Employ. infidèles, v. crimes 498
Diminut.; v. reo. génér 564	Emprunt, v. m. de linge et ch. 543
Directeur, v. artill. génie . 474 522	Enclouage de canons, o. crimes 498
Id. des fortific., v. fortific 514	Enfans de troupe 509
Direction, v. artill 474	Engagement (double) id.
Id. génér. des viv. de la guerre. 506	Enrolement volontaire 510
Directoireid.	Eurôlés volont., v. enrôlem id
Discipline id. Disponibles, v. offic 548	Enseignes, v. vigles 472
Dispositions pénales, v. crimes. 498	Entreprenents, v. fournitures . 515. Entret., v. corps de nouv. form. 497.
Distribut	Envoi de fonds 510
Divis- milit 507	Epaulettes de grenadiers id.
Domestiques id.	pée et armes d'honneur id.
Dommages, v. dégats 502	Epinglettes, id.
Dotat., v. légi. et inval 534 533	Equipages
Douanes	Id. auxiliaires
Dragonne id.	Id. des viv. et de l'ambulance,
Dragons, v. caval	Equipem. 510
Draps. v. casernem	Id. (effets the petit) id.
Progues, a masec de burnado, 543	Becoste, v. serv. des tr. en comp 579

A.s des beg.	N 5 des pag
Escounde 510	Forçats libérés 518
Espagne, v. solde arrièrée 575	Forges, v. artillerie 4-1
Espions, g. crim, et délits et	Formules
tribun. milit 498 580	Fortifications
Etablissem. milit 519	Forts, v. cita delles 488
Etumage, v. hopitaux 525	Fournitures 513
Etapes 511	Id. de casernem., v. casernem. 485
Etal civil, e, (act. de l') 468	Fourrages,
Etat major 5t1	Fourrier, v. caporal fourrier 481
Id. des places	Fours, v. m de boulang 53
1d. des régimens d'infanterie . 512	Fourgon, v. caissons
Etats de paiem., v. paiement,	Frais de bureau
(mode de) 549	Id et de tournée id.
Etosse, v. masse d'habillement 541	Id. de découchers 516
Etoile de la lég. d'honn., v. légion 534	Id. de justice, p. tribun 50
Etrangers, v. légion id.	Id. de poste
Id. admis à la retraite 512	Id. de représentat., v. indemn. 53
Evacuat. des malad., v. hopit. 525	Id. de tournee, v. gendarm 510
Evasions	Id. de voyage au qu. maître,
Examen des préven., v. tribun. 580	v. indeinn. de route 53
Exécut. des jugem., v. tribun. id.	Frater
Exemption de service 512	Froment; v. masse de boulang. 5%
Exercice expiréid.	Fumiers
Exercices	T (1222000 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
Exercices des déten id.	G
Existence (certif. d'), v. retraites 562	
	Gabions, v. serv. des tr. en camp.
Extraits de rev. v. revues 504	§. siéges
Enturity ment in mot de l'ét ein 160	Galeux, v. malad. légeres 53
Extraits mort v. act. da l'et. civ. 468.	
Extraits mort., p. ars. aa t et. civ. 400.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54
${f F}$	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Gurde
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Gurde
Fabric du pain, v. m. de beulan. 539 Façons d'habillem 512	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Gurde
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem 512 Facteurs des corps	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas 51 Garde impériale
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Gurde
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas 51 Garde impériale
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en comp. 570	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 51 Garde impériale
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 36 Garde municipale 36 Id. nationale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 36
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic de désert id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 51 Garde impériale 51 Garde-magas
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Facines, v. serv. des tr. en cump. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 51 Garde impériale
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en cump. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en comp. 570 Fautes contre la discipline 523 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteure des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Factipes, v. serv. des tr. en cump. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic de désert id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 537	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 36 Garde municipale 36 Id. nationale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 36 Gardien de hatterie, g. artill. 46 Garnisaires 55 Garnison de Paris 55 Gendarmerie 36 Gendarmerie 36 Gendarmerie 36 Gardien de Paris 55 Gendarmerie 36
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteure des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en comp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteure et complic de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpiqs 577 Feames 513.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 1d Garde municipale 1d Id. nationale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 1d Gardien de hatterie, g. artill. 4 Garnisaires 55 Garnison de Paris 56 Générale 55
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteure des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteure et complic de désert id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Femmes 513. Fermeture, v. service des troup.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 36 Garde municipale 36 Id. nationale 56 Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 36 Garnisaires 56 Garnison de Paris 56 Générale 56 Générale 56 Généraux en chef 36
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic de désert id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Femmes 513 Fermeture, v. service des troup. dans les places 569	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 11 Garde-magas. 12 Garde-magas. 13 Garde-magas. 14 Id. nationale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 16 Gardien de hatterie, g. artill. 4 Garnisaires 55 Garnison 66 Garnison 66 Générale 55 Générale 55 Généraux en chef 14 Génér
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Facipes, v. serv. des tr. en comp. 570 Fautes contre la disciplique 523 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. 1. crimes 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Fammes 513 Fermeture, v. service des. troup. 1. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 56 Garde impériale 56 Garde-magas. 36 Garde-magas. 36 Id. nationale 56 Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. des généraux en chef. 36 Gardieu de hatterie, v. artill. 46 Garnisaires 56 Garnison de Paris 56 Générale 56 Généraux en chef 36 Généraux en chef 36 Génie (corps du) 36 Génièvre 36 Génièvre 36 Garde de camp. 54 Genève 56 Génièvre 56 Garde de camp. 54 Genérale 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Générale 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Génièvre 56 Génève
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Fascines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Feromes 513 Fermeture, v. service des. troup. 498 Fernage, v. masse de harnach. 543 Ferialles 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 56 Garde impériale 56 Garde-magas. 36 Garde-magas. 36 Garde municipale 36 Id. nationale 36 Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 36 Garnison de hatterie, v. artill. 46 Garnison de Paris 36 Générale 56 Générale 56 Génie (corps du) 36 Génièvre 36 Geole 36 Geole 36 Geole 36 Geole 36 Garde 36 Génièvre 36 Geole 36 G
Fabric du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs at complic de désert id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Feomes 513 Fermeture, v. service des. troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. 35 Garde-magas. 36 Id. autionale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 56 Garnisaires 55 Garnison de Paris 55 Générale 55 Générale 66 Générale 66 Génie (corps du) 36 Génièvre 66 Geole 55 Geole 66 Geole 55
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'halullem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Feames 513 Fermeture, v. service des. troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id.	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde 51 Garde des déten. v. évas 51 Garde impériale 51 Garde-magas 51 Id. nationale 51 Id. champêtres, v. gendarm. 51 Id. des généraux en chef 51 Id. du génie 63 Gardien de hatterie, v. artill. 4 Garnison 53 Gendarmerie 53 Généraux en chef 53 Généraux en chef 53 Génie (corps du) 63 Génièvre 53 Génièvre 53 Gérence 53 Gérence 53 Gérence 53 Gérence 53 Gérence 53 Gérence 54 Gérence 54 Gérence 55
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en comp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Formes 513 Fermeture, v. service des. troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id. Id. dévacuation, v. hôpitaux 525	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde 51 Garde des déten. v. évas. 51 Garde impériale 51 Garde-magas 51 Garde-magas 51 Id. autionale 51 Id. champêtres, v. gendarm. 51 Id. des généraux en chef 51 Id. du génie 63 Gardien de batterie, v. artill. 44 Garnisaires 53 Garnison de Paris 65 Généraux en chef 53 Généraux en chef 54 Génie (corps du) 66 Génie (corps du) 66 Génie 65 Géreuce 65 Géreuce 65 Géreuce 65 Géreuce 65
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteure des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteure et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. 408 Faux témoignage, v. témpins 577 Formes 513 Fermeture, v. service des. troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id. Id. d'évacuation, v. hôpitaux 525 Foux éteints 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale Garde-magas. d. Garde-magas. d. Garde municipale d. Id. actionale for chef. 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. des généraux en chef. 55 Id. du génie gardie. 65 Garnisaires formaisaires form
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. v. (rimes 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Femmes 513 Fermeture, v. service des troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id. Id. d'évacuation, v. hôpitaux. 525 Feux éteints 513 Février (mois de) 514	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde Garde des déten. v. évas. 55 Garde impériale 55 Garde-magas. Garde-magas. Garde municipale 55 Id. actionale 55 Id. champêtres, v. gendarm. 55 Id. du génie 65 Gardien de hatterie, g. artill. 45 Garnisaires 55 Garnison 66 Genérale 65 Générale 65 Générale 65 Générale 65 Génie (corps du) 66 Génièvre 66 Geole 65 Génece 65 Gites d'étap. g. étape 65 Gite et geol. 65 Gonorhée, v. malad. légères 65 Gonorhée, v. malad. légères 65
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la disciplique 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. v. (rimes 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Formes 513 Fermeture, v. service des troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id. Id. d'évacuation, v. hôpitaux 525 Foux éteints 513 Février (mois de) 514 Filles, v. temmes 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 56 Garde impériale 56 Garde-magas. 36 Garde-magas. 36 Id. autionale 56 Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. des généraux en chef. 36 Id. du génie 36 Gardien de hatterie, v. artill. 36 Garnisaires 36 Garnisaires 36 Générale 36 Générale 36 Générale 36 Génie (corps du) 36 Génièvre 36 Génièvre 36 Géreuce 36 Géreuce 36 Gites d'étap. v. étape 36 Gite et geol. 36 Gonorhée, v. malad. légères 36
Fabric du pain, v. m. de beulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccines, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la discipline 513 Fauteurs et complic de désert id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript sous un), id. 498 Faux témoignage, v. témpirs 577 Femmes 513 Fermeture, v. service des troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route 16 Id. d'évacuation, v. hôpitaux 525 Feux éteints 513 Février (mois de) 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten. v. évas. 56 Garde impériale Garde-magas. Garde-magas. Garde municipale de la la mationale Id. mationale Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. des généraux en chef. 16 Garnisaires Garnisaires Garnison Garnison Garnison Genérale Générale Générale Généraux en chef Génie (corps du) Génièvre Geole Geole Geole Geole Goole Gites d'étap., v. étape Gite et geol. Gonorhée, v. malad. légères Gouverneurs, v. etat. maj. des pl. Grace, v. tribun. milit.
Fabric. du pain, v. m. de boulan. 539 Façons d'habillem. 512 Facteurs des corps id. Factionnaire, v. sentinelles 568 Falsificat. de farines v. crimes 498 Farines 512 Faccipes, v. serv. des tr. en camp. 570 Fautes contre la disciplique 513 Fauteurs et complic. de désert. id. Faux (crime de) id. Faux nom (inscript. sous un), id. v. (rimes 498 Faux témoignage, v. témpins 577 Formes 513 Fermeture, v. service des troup. dans les places 569 Ferrage, v. masse de harnach. 543 Feuilles 513 Id. d'appel id. Id. de route id. Id. d'évacuation, v. hôpitaux 525 Foux éteints 513 Février (mois de) 514 Filles, v. temmes 513	Gamelles, v. m. d'eff. de camp. 54 Garde des déten., v. évas. 56 Garde impériale Garde-magas. Garde municipale de la champêtres, v. gendarm. 56 Id. champêtres, v. gendarm. 56 Id. du génie Gardien de hatterie, v. artill. 46 Garnisaires Garnison Garnison Garnison Générale Générale Générale Générale Génie (corps du) Génièvre Geole Geole Geole Geole Gouverneurs, v. étape Gite et geol. Gouverneurs, v. etat. maj. des pl. Grace, v. tribun. m:lit. Grade

•	
N. s des pag.	N.s des pag
Gratification d'entrée en camp. 523	Infirmiers v. compag 490
Gratifications	Infirmités, v. retraites 562
Id. extraordinaires 524	lufirmités
Id. de réforme, v. réfor. (trait. de) 560	Informat. juridiq id.
Greff. des cons. de gu. et de rev. 524	Ingén. géograph id.
Grenadiers id.	Inhumation, v. hopitaux 525
Guérite · id.	Insaisissables (pensions) 532
Guêtres id.	Inscript. maritime
	Inspecteur aux revues 532
TU	Inspect. génér. d'armes 533
H	Insp. du serv. de sante, v. hopit. 525
Habillem., v. magas. d' 537	Inspecteur du train, v. artillerie 474
Id. (effets d')524	Inspecteurs, v. masse d'habillem. 541
Hache des sapeurs id.	luspection générale 533.
Haltes (pol. dans les) id.	Instigateurs, v. embaucheurs et
Harnachement (v. m. de) 543	complot 509 492
Haute-paie à l'ancienneté 524	Instrumens de chirurgie 533
1d. par avancement id.	Insubordination
Havre-sacs 525	Intendant général n . td.
Hernies, v. bandag. et infirm. 481 532	Interpretes id.
Hiérarchie graduelle 525	Invalides id.
Hippiatrique, v. ecole veterin 508	Inventaires, v. scelles 568
Hommes 525	Id. v. corps de garde 497
Hom. de nouv. lev. (v. mise 1. re) 546	Ivresse
Honneurs 525	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
Id. rangs et préséances id.	Ţ
Hôpitaux id.	
Hospic., v. hopit 525	Jambes de bois, 533
Hôtel des inval., e. inval 533	Jeux désendus 534
Hôtes 530	Jeux de hazard id.
Hussards, v. cavaler 486	Jours de combat, v. service des
	troupes en campagne 570
. т	Jugemens, v. tribunaux milit. 580
<u> </u>	Juges militaires 534
Imposit., o. contrib 496	Juifs
Imprimés 530	Journal (registre) v. adm. intér. 470.
Imputat., v. reten et rev. gen. 561 (564	Jurés
Inaliénabilité	Juridiction militaire, v. trib. mil. 580
Incendies id.	T
Incorporat., v. licenciem 535	 ,
Incurables, v. hopit 525	Lard salé
Indemnité 530	Latrines id.
Id. de fourrages, v. fourrages . 515	Lecture des réglemens militair. id.
Id. de frais de bureau et de	Légion d'élite, v. gendarmerie 519
tourn., v. frais de id.	Légion d'honneur 534
Id. à la gendarmer., v. gendarm. 519	Légionnaires, v. légion d'honn. id.
Id. de liceuciement 530	Légumes secs (rations de , 535
Id. de logement, v. logement. 536	Lettres (taxe des) id
1d. pour pertes d'équip. de guer. 531	Levée, v. formation 514
Id. de représentation aux com-	Levée du camp, v. service des
mandans des corps 530	troupes en campagne 570
Id. représentat. du chev. de sel. 487	Levées
Id. de routeid.	Licenciement id.
Id. de séjour 530	Lieutenant des généraux id.
I de vivres 53t	Lieutenant id.
Instalterie, v. organisat 531	Limites des terrains militaires id.
In delité, v. crimes 498	Linge, ν . hopitaux $\dots 5_{25}$
rasiro er. ségim. e. malad. légèr. 538 🕌	Linge et chaussure 536
- '	

593

N.s des pag.	N.s des pzg
Linge sale 536	Id. d'outils, r. mineurs et sap. 545
Liquides, v. rations 559	Id. des sec. extraord., v. gendar. 519
Lits militaires 536	Matricule, v. signalemens - 575
Livret d'armement, v. artill 474	Médecius, v. hopitaux 525
Id. de solde 536	Idem chirargiens 544
Id. des hommes, v. admin. int. 470	Médicamens id.
Logem. des troupes 536	' Mediterranée, v. corps hors ligne 497
Lois, décr. et réglem. milit 537	Mesures, v. poids
Lumières, v. m. des bois et lum. 539	Méteil 54
Luxe (dépenses de) 537	Militaires id.
	Mineurs et sapeurs 545
. M	Mine (contre) 546
,	Ministre de la gu. et de l'adm. id.
Magas. d'habillement etc 537	Mise (première) id.
Magas., v. bátim 481	Missions
Maires	Mobilier, v. hopitaux 525
Maisons de détention id.	Mois d'hiver et d'été 546
Maîtres-ouvriers, v. ouvr 549	Monnaies id.
Majorité des voix, v. tribun 580	Mont-cenis id.
Majors	Monte-Ressort id.
Major de place id.	Morts (hommes) id.
Malades, v. hopit 525	Mot d'ordre id.
Idem à la chambre 538	Moustaches, v. tenue 577
Maladies légères id.	Mouture, v. masse de boulang. 539
Mandats	Mouvem. (état des mouvemens) 547
Manœuvres (champs de) id. Manufactures, v. artill 474	Munitionn. infidèles, v. crimes 498
	Munitions, v. salpetres 567
Maraude, v. erimes 498	Munitions
Marchés 538	Mutations et mouvemens id.
Marchés	Mutilés
Mariages des militaires id.	Mulles
Marine, v. troupes de terre . 583	. , N
Marins	I .
Marrons id.	Naissance, v. actes de l'état civil 43
Masse des bois et lumières des	Nomination, v. avancement . 480
corps-de-garde id.	Noms, v. actes de l'état civil 168
Idem de boulangerie id.	Nuit de repos id.
Idem de caisson d'ambulance. 540	i Mait (rems as)
Idem de chauffage id.	O
Idem de compagnie id.	
Idem de cuirasses id.	Obéissance (caractère de l') id.
Idem dans les comp. de la rés. 544	Octrois, approvisionnement de
Idem des effets de campement 540	guerre, etc id. Officier de l'état civil
Idem des deniers de poche id.	Officier de l'état civil • • · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Idem d'entretien, v. corps de	Officiers de santé
nouvelle formation 497	Orientians tonographicases id
Id. d'entret. d'armes, v. artill. 474	Opérations topographiques . id. Oppositions id.
Idem Idem de voitures 541	Ordinaires 549
Idem des étapes id.	Ordre
Idem de fourrages id. Idem d'habillement id.	Ordre (livre d') id.
The pour la garde nationale 5.9	Ondres de chevalerie v. légion.
Idem pour la garde nationale 518 Idem de harnachement et ferr. 543	toisons et réunion . 534 568 563
	Organisation 5 id
Idem des hôpitaux id. Idem de linge et chaussure . id.	toisons et réunion . 534 568 563 Organisation
Idem de loyement id.	Otages v. prisonniers 5 di
Idem des remontes id.	Otages, v. prisonniers 5 id Outils, v. masse d' 5 id
Talia ites, remonics	#

	393
N,s des pag.	Ponts et ch. (administr. des) 553
Onvriers (compag. d.) p. artill. 474"	Porte-aiglesid.
Id. en bois et en fer, v. artill. 474	Porte-gibernes
1d. des régimens	Porte-manteaux
Id. (maîtres)id.	Portesid.
Id. vétérans, v. artillerie 474	Portiers - consignes des placid.
Zo. Veterata , v. orrosorie . 3 4/4	Poste, v. (frais de) 516
19.	Postes (visite des) 554
· A	Postes d'honneurid.
Paie, e. haute paie 524	Postes relevésid.
Paiement, (mode de) 549	Postiches, v. grenadiers 524
Paillasses, v. casernement 485	Poudre (mag. à), v. artillerie 474
Paille de couchage 550	Poudres, v. salpetres 567
Pain	Préfecture (conseils de) 554
Pausage, v. chevaux	Préfecture (conseils de) 554 Préfets
Pantalons de toile	Première mise, v. mise et corps
	de nouvelle formation . 546 497
Papier à cartouches	Prénoms 555
Pare id	Préposés, v. évasion 512
Parc , id,	Préposés, v. évasion 512 Préscription 555
Paris, v. supplément de solde 576	Pret . v. administration inter 470
Partis 551	Prèt, v. administration inter. 470 Prévarication
Passage des troupes . id.	Prévôtid.
Passe-de-sacs id.	Prévôtid. Princes, p. honneurs
Paggarulang id.	Prises en mer
Patrouille de police	Prisonniers, v. prisons de disci-
Pavillons	pline et militaires detenus . 544
Payeursid.	Idem de guerre étrangers 556
Peche des foss. ou étangs, a fortif. 514	Idem de guerre milit. français id.
Peines	Prisons Idem de discipline Idem militaires
Pelot. d'infanterie id.	Idem de discipline id.
Pensionnaires, v. écoles militair. 508	Idem militaires
Pensions	Privilège du trésor public
Péremption, v. prescription . 555	Prix des effets
Permissions, v. travailleurs 578	Procedure, p. mioun. militair.
Portes, p. indemnités	Procurations
Pesée	Drofoes at ponditit in referite 560
Pharmaciens, e. hopitaux 525	Projets, v. fortificat. et art. 514 474
Pharmacies, p. medicamens .544	Promotion, v. avancement 480
Pièces d'armurer., p. artillerie 474	Promulgation des decr. imper. 557
Pierres à feu	Proprete (trav. de) v. travaux 579
Pillage, v. crimes	Provisions, v. administr, inter. 170
Piquet d'avant-garde 552	Provocateurs
Places de guerre et postes mil. 552	Prytanée, v. écoles militaires .508
Plaintes	Publications , v. bans
Idem contre les troupes id.	Provocateurs 557 Prytance, v. ecoles militaires 508 Publications v. bans 481 Punitions 557
Plau id.	
Planton (sergent de) id.	\mathbf{Q}
Poche (denier de) id.	Quartier général, v. service des
Poids et mesures id.	troupes on compagns 570
Police et discipline id.	Quartier-maitre tresorier 558
Police des places, v. pl. de gu. 552	Quartiers id.
Police des troupes en marche 553	Quartiers-meitres
Idem génér des hôp., v. hôpit. 525	Quinquinaid.
Id. judic. (offic. de.) v. gendarm. 510	\mathbf{R}
Pont-levis	Rachat de rations
Ponts, v. travaux militaires . 578 Pontonniers, v. artillerse 474	Radiation des contrôles559
modulities i i 424	i rigararian als controles 333

566 his des pig T	N.s des pag.
Ralliement (mot de) 559	Roulement du matin 566
Rangs, v. honn. et garde imp. 525 517	Route
Rang des officiers et sous-offic.,	Routes, v. travaux militaires et
v. avancement	indemnité de 578 531
Id. des troupes 559	Routes
Rapportsid.	
Rapporteur, v capitaine 484	S.
Rateliers d'armes 559	1
Rations	Sabre 566
Recéleur des des., v. désertion 504	Sac-à-terreid.
Theception	Sac du soldat
Id. d'étoffes, v. masse d'habill. 541	Sacs avaries, v. transport 579
Récompenses militaires 559	Sacs de toile
Reconnaissances, v. service des	Saisiesid.
troupes en campagne 570	Salle d'instructionid.
Recrues	Salles militaires
Recrutement, v. conscription 493	Idem d'escrime et de danse id.
Recrutement (offic. et sof. de) 560	Salpêtres et poudres id.
Reformesid.	Sapeurs dans l'infanterie id.
Réforme (indem. de) v. consc. 493	Idom, v. mineurs
Id. (traitement de) 560	Sarreau
Réfractaires, v. conscrits 495	Sauf-conduit, v. feuille de route 513
Registre	Sanve garde, v. service des trou-
Régie, e. masse de boulangerie	Scellés 570
et hopitaux	Scelles et inventaireid.
Réglemens	Schakosid.
Remontes, v. masse des' 543	Secrétaires archivistes des places id.
Remplaçans, v. suppléans 576	Sejourid.
Remplacement 561 Réparations d'habiilement et	Id. des militaires, v. indemnie 530
Réparations d'habillement et	Sel, a rations
d'armem., v. masse d'habill. 541	Semaine, v. officiers 548
Repas de corps	Semestre, p. congés
Repas de corps	Semestriers, v. idid.
Représentation, v. indemnité 539	Sentinelles 568
Réserve, v. comp. et conscript. 491 493	Séparation
Retenue, v. retraite veter. 562 585	Sépulture, o hópitaux is
Retenues	Sergent
Retenues pour dettesid.	Sergent-major
Retraite	Service des travailleurs id.
Retraite id. Id. (solde de) id.	Id. de santé, v. hópitaux 52
Rámich Forder Abitat	Services, v. retraite, vétérans
Révulion ('ordre de la)	et campagnes 562 585 483 Service, police et discipline
Révisión v tribun militaires 580	intér. des troupes 56
Révolte, o. crimes 498	Service
Revues	Id. dans les pl. et dans les quart. id.
Revnes de départ, de passage	Id. des troupes en campagne 57
et d'arrivée idi	Sièges
Id. d'entrée en campagne, ».	Signalemens (registre de)
revues des troupes en campug. 570	Soldatsid
Id. de la gendarm. v. gend. 519	Solde arriéréeid
1d. des insp. génér. d'armes . 563	Id. de routeid
Id. de linge et chaussure . 564	Id. des troupesid
Id. génér. de comptabilité . id.	Id. de retraite, v. retraite 50
Rixes	Son, v. fourrages et masse de houlangérie 515 53
Roudes 566	Soupe (corvee de la) 5'

597

NUMÉROS DES TARIFS.

```
N.os
      Grands dignitair.. grands officiers génér.; command. en chef d'arm., lient.-gén., etc. Adjudans commandans, aides-de-camp, adjoints à l'état-major-général et vaguernes.
      Prais de bureau des chefs d'état-major d'armée, corps et divisions d'armée, et des
           divisions de l'intérieur
 4.
5.
       Etat-maj ir des places.
       Inspecteurs aux revues et commissaires des guerres,
       Etat-major et employés de l'artillerie.
 6.
       Id. du train d'artillerie, des équipages et des canonnièrs gardes-côtes.
 8:
       Id. et employés du génie.
       Ingénieurs géographes.
École d'artillerie et du génie.
 9.
IO.
       Officiers de santé des hôpitaux.
.11
       Infanterie de ligne et légère.
72.
       Carabiniers 'et cuirassiers.
13-
       Dragons, chasseurs et hussards.
14.
       Artillerie à pied.
15.
       Id. à cheval,
16-
       Train d'artillerie.
17.
       Pontonniers, ouvriers et armuriers,
18.
       Canonniers gardes-côtes.
Ig.
       Batailions de sapeurs et de mineurs et compagnies d'ouvriers militaires du gente.
20.
Ĺ1.
       Id. du train du génie.
       Compagnies de pionniers.
22,
       Bataîlions du train des équipages.
23.
       Compagnies de réserve.
24.
       Id. d'infirmiers.
25.
       Officiers de sante des corps.
26,
       Détachemens de recrutement.
27.
       Vétérans impériaux.
28.
       Gendarmerie impériale.
29.
       Dépôts, de conscrits réfractaires.
30.
       Militaires employés près les dépôts et conducteurs.
31.
       Solde de route représentative de l'ancien supplément d'étape.
58.
       Prisonniers de guerre.
Surveillans des dépôts de prisonniers de guerre et conducteurs,
53.
34.
       Indemnités de logement et d'ameublement,
33.
       Rations de fourrages.
Masse de chauffage.
86,
37.
       Masses, d'habillement, de harnachement et ferrage.
38,
3g. •
       Id. nomenclature des dépenses.
       Ids Tarifs des confections.
40.
40 bis. Tableau des couleurs distinctiv. de l'habillem. des troupes d'infant, et de cavaler.
41. Id, des remontes.
42.
       Id. d'entretien et de remplacement des équipages,
       Id. de voitures pour les bataillons d'équipages.
45.
       Caissons à la suise des corps.
       Indemnités de route.
45.
46.
       Gravification d'entrée en campagne.
       Trajtement des fonctionnaires et employés de 'alministration des hôpitaux militair
47.
       Distributions de toute nature.
43.
4·,
       Approvisionnemens de siège.
       Solde de retraite.
50.
Бi.
            · ld.
```

Traitement de réforme.

. • • ·

• • i • 1 š , • **,**

TARIFS

DE LA SOLDE, DES SUPPLÉMENS DE SOLDE

ET INDEMNITÉS.

OBSERVATIONS GENÉRALES.

§. 1.er Solde (1).

1.º La solde des officiers d'état-major, employés militaires, canonniers gardes-côtes en temps de paix, gendarmes et officiers de santé des hôpitaux, est calculée et payabl par mois, à raison de la douzième partie de la fixation annuelle, et par jour, à

raison de la trois-cent-soixantième partie.

Celle des officiers des corps de troupe est calculée de la même manière, et la quotité de l'ancien supplément d'étape a été ajoutée à la trois-cent-soixantième partie de la solde annuelle de station pour former celre de marche. Les officiers des corps doivent donc, comme ceux d'état major, être payés pour trente jours chaque mais, quelle que soit leur position. Les deux journées, ou la journée, ajoutées, dans ce cas, au mois de février, pour compléter le nombre de trente, seront payées sur le pied de la solde due à l'officier en raison de sa position le 28 ou le 29, selon que l'année sera ou ne sera pas bissextile (2.)

2. La solde des sous-officiers et soldats est calculée par jour, dans chaque position, et doit être payée pour les journées effec-

tives de chaque espèce.

3.º La solde des officiers d'état-major et des corps, des officiers de santé des corps et ambulances, et des employés des administrations militaires, allant aux hôpitaux ou en revenant, est, pour le temps de la route, soit dans l'intérieur, soit aux armées, la même que celle de présence en station et du pied de paix, selon le grade ou l'arme (3).

La solde des sous-officiers et soldats, est, dans la même posi-

v tion, la même que celle de présence à l'hôpital.

4.º Les officiers rentrant des prisons de l'ennemi, en vertu d'un cartel d'échange ou sur parole, sont rappelés, à leur arrivée en France ou dans les pays occupés par les troupes françaises, de deux mois de demi-solde, s'ils sont restés deux mois ou plus au pouvoir de l'ennemi; s'ils ont été moins de deux mois dans les prisons, le rappel n'a lieu que pour les journées de la cap-

⁽¹⁾ La solde de non-activité est fixée à la moitié de la solde de paix on d'activité. Ce traitement n'avait d'abord été accordé qu'aux Généraux de division et de brigade, aux adjudans-commandans, aux aides decamp et adjoints, qui, par des circonstances particulières, n'étaient pas mis en activité (voy le numéro 51 vol. II.); mais plusieurs décisions, l'ont alloué, depuis, à des officiers sans troupe et même à des officiers des corps de troupe. - Le paiement s'en effectue de la même manière que la solde en général.

⁽²⁾ Voy. les art. 4 et 5 du numéro 551
(3) Voy. la note 1.xe de la pag. 353 du vol. III, et l'art. 61 du num. 537 vol. IV.

tivité: ce rappel s'effectue à raison de la solde de station et du

pied de paix, selon le grade ou l'arme des officiers (1).

Semblable rappel a lieu pour les sous-officiers et soldats (1), mais sur le pied de la solde entière attribuée à la position dans laquelle les vivres de camp, gue sont fournis, ou à celle de station au pied de paix, s'ils appartiennent à un corps jouissant aux armées d'une solde de guerre.

5.º Les officiers en jugement jouissent, pendant la durée de leur détention, d'un tiers de leur solde de station et du pied de paix selon le grade ou l'arme; et lorsqu'ils sont acquittés, ils

sont rappelés du restant de leur traitement (2).

6.º Les officiers qui font admettre leurs domestiques dans les hôpitaux, doivent payer sur leur solde, la journée de traitement à raison d'un franc.

7.º La solde d'hôpital est celle de station et du pied de paix, déduction faite, pour la retenue affectée aux hòpitaux, des deux tiers pour les sous-officiers, soldats et employés militaires, et pour les officiers, savoir:

De 3^f 00^c pour les officiers d'un grade supérieur; de 2.^f 00.^e pour les capitaines; de 1.^f 50.^c pour les lieutenans; et de 1.^f 25.^e

pour les sous-lieutenans.

S. 2. - Supplémens, de solde.

1. Les supplémens de guerre pe sont dus que pour les journées de présence aux armées actives en pays étranger, ou aux rassemblemens dans l'intérieur de l'empire, lorsque ces rassemblemens sont mis sur le pied de guerre par une décision spéciale (3).

Le supplément de guerre n'est pas dû aux officiers de santé dans les rassemblemens, soit dans l'intérieur, soit au dehors de l'empire (décisions de sa Majesté, des 19 messidor et 15 fructi-dor an 12): ils n'y ont droit qu'aux armées actives (3).

2.º Le supplément de solde de Paris n'est dû qu'aux militaires

⁽¹⁾ Voy. le numéro 171 page 379 du vol. II. et l'art. 15 du num. 548, vol. IV.

⁽²⁾ Voy. le num. 421 vol. III.

⁽³⁾ Cette disposition est applicable aux officiers de santé des corps; la solde de guerre fixée par le tarif (tableau n.º 26), ne doit être payée à ces officiers de santé qu'aux armées actives.

Ce principe est susceptible d'une légère modification en ce qui concerne les officiers du train d'artillerie, et les officiers de santé rejoignant isolément l'armée. Le supplément de guerre doit leur être payé à dater du jour où il dépassent la frontière pour entrer sur le territoire de l'armée et pour leur retour jusqu'à la frontière. Circ. du 28 ooût 1807. G-

Les officiers, sous-officiers et soldats des bataillons du train ainsi que les officiers de santé des corps, qui, pour une cause quelcouque, se seront éloignés de leurs drapéaux ou du lien de leurs fonctions ne seront rappelés pour le tems de leur absence que sur le pied de paix. Méme circ.

en service dans cette place: les officiers généraux n'y ont pas droit (1).

Ce supplément est calculé ainsi qu'il suit, savoir :

Pour les adjudans commandans, les colonels les sous-inspecteurs l'aux revues et les officiers supérieurs, à raison d'un cinquième de leur solde de paix et de station;

Pour les capitaines, à raison d'un quart de la même solde; Pour les lieutenans et sous-lieutenans, les adjoints aux commissaires des guerres, les contrôleurs des manufactures, les gardes et conducteurs d'artiflerie, à raison d'un tiers;

Pour les autres employés militaires, à raison de deux cir-

quièmes f

dix centimes, de la solde attribuée à la position dans laquelle les vivies de campagne sont fournis, ou de celle de station au pied de paix, pour les corps jouissant aux armées d'une solde de guetre (2);

Pour les caporaux, brigadiers, soldats, zambours et trompettes, à raison de la moitié de la même solde, également moins

dix centimes (2);

Ensia, pour les ensans, à raison de la moitié de leur an-

cienne solde, sans aucune déduction sur cette moitie.

3.º Les supplémens de solde de guerre et de Paris sont dus seulement pendant la présence des militaires à leur poste, et

nou pour les journées d'hôpitaux, de mission et de congé.

Le supplément de guerre n'est pas dû pour les journées passées hors de l'arrondissement de l'armée ou du rassemblement: mais les officiers qui passent d'une armée active à une autre, en conservent la jouissance sans interruption (3).

4.º Les commandans des corps ont droit à une indemnité de

représentation, déterminée par le tarif de chaque arme.

Cette indemnité est de 1,800 fr., 1,500 fr. ou 600 fr. par

an, selon l'arme et la composition du corps.

Les commandans des corps hors-ligne composés de plus d'un bataillon où escadron, et pour lesquels il n'y a pas de tarif spécial, out d'ort à l'indemnité de 1,800 fr. ou 1,500 fr. selon leur arme, et ceux des corps composés d'un seul bataillon, à l'indemnité de 600 francs (4).

Les commandans des demi-brigades ou régimens provisoires

⁽¹⁾ Voy. les numéros 409 et 410 vol. III.

⁽¹ Les dix ceutimes représentent la portion de la masse d'ordinaire qui a été fondue dans la solde de station; laquelle portion ne pouvait être camulée avec le supplément de solde de Paris

⁽³⁾ Cette disposition n'est applicable qu'aux officiers d'état-major et officiers de santé des hôpitaux pour lesquels il n'existe pas de solde de marche.

⁽⁴⁾ Voy le num, 416 vol. III. relativement à l'officier qui doit recevoir cette indemnité en l'absence du commandant titulaire, ou lorsque ce-lui-ci ne peut en jouis

ou de marche, composés de plus d'un bataillon ou escadron, out droi, à l'indemnité de 1,800 fr. ou 1,500 fr. selon leur arme.

§. 3. -- Hautes-payes.

1.º Les sous-officiers et soldats des corps de troupes de toute arme (les régimens suisses exceptés) jouissent d'une haute-paye

d'ancienneté, fixée ainsi qu'il suit, savoir:

Pour les hommes de 10 à 15 ans de service (1 chevron), 1. fr. par mois; pour les hommes de 15 à 20 ans de service (2 chevrons), 1. fr. 50 c. par mois; pour les hommes de 20 aus et au-dessus (3 chevrons), 2 fr. par mois.

2.º La haute-paie à l'ancienneté se paie, comme la solde des officiers, à raison de trente jours pour chaque mois: elle est due

pour les journées d'absence comme pour celles de présence.

3.º Les tambours et caporaux-tambours jouissent, dans toutes les positions, d'une haute-paye de dix centimes par jour, pour l'entretien de la caisse et des baguettes : cette haute-paye a été comprise dans les tarifs; elle n'est susceptible ni de retenue ni d'augmentation, et il doit en conséquence en être fait abstraction dans les calculs de supplémens de solde

S. 4.

Traitement des officiers de la maison de l'Empereur, ou attachés à la garde impériale.

1.º Les maréchaux d'empire, les officiers généraux on supérieurs et autres attachés à la personne de LL. MM. ou à celle des princes et princesses de la samille impériale, ou à la garde impériale et aux palais impériaux, ont droit aux traitemens suivans, qu'ils doivent recevoir sur les fonds communs de l'armée, savoir :

Maréchaux d'Empire Colonels généraux.

Dans l'intérieur. Le traitement de 40,000 fr. par an, comme maréchaux d'empire, sans aucune indemnité de logement ni de fourrages, ces indemnités étant payées sur les revues de la garde.

Aux armées. 1.º Le même traitement de 40,000 fr. par an;

2.º Lorsqu'ils commandent en chef une armée ou un corps

d'armée, les 40,000 fr. attribués à cette fonction.

3 ° La fourniture du logement et de vingt-quatre rations de fourrages en nature; dans ce cas, ils cessent d'avoir droit dans la garde au paiement des indemnités représentatives de ces deux objets.

Généraux Aides-de-camp de Sa Majesté.

Dans l'intérieur. 1.º Les appointemens attribués pas les tarifs. à leurs grades respectifs dans la ligne;

2.º L'indemnité de représentation de 12,000 fr. par an à ceux qui sont généraux de division, et de 4,000 fr. à ceux qui sont généraux de brigade;

3.º Les indemnités de logement et de fourrages, lorsqu'ils ne

reçoivent point la fourniture de ces objets en nature.

Aux Armées. 1.º Les appointemens attribués à leurs grades;

2.º Le supplément de guerre du quart en sus de ces appoin-

temens;

3.º L'indemnité de représentation de 12,000 fr. par an à ceux qui sont généraux de division, et celle de 4,200 fr. à ceux qui sont généraux de brigade.

4.º Les fournitures de logement et de fourrages en nature.

Généraux colonels ou majors des régimens de la garde impériale.

Dans l'intérieur. Les appointemens attribués par les tarifs à lours grades respectifs, sans aucune indemnité de logement ui de fourrages, ces indemnités leur étant payées sur les revues de la garde.

Aux Armées. 1.º Les appointemens attribués à leurs grades; 2.º Le supplément de guerre du quart en sus de ces appoin-

temens;

3.º La sourniture du logement et des sourrages en nature; dans ce cas, ils cessent d'avoir droit, dans la garde, aux indemnités représentatives de ces objets.

Officiers généraux ou supérieurs gouverneurs ou sous-gouverneurs des palais impériaux, adjudans supérieurs et adjoints de ces mémes palais, écuyers de LL. MM. et des princes et princes cesses de la famille impériale.

Dans l'intérieur. 1.º Les appointemens attribués à leurs grades respectifs;

2.º L'indemnité de logement, et celle de fourrages sur le pied

de paix.

Nota. Ceux de ces officiers qui ne sont point officiers généraux, jouissent, lorsqu'ils se trouvent en service à Paris, du supplément de solde attribué aux militaires en garnison dans cette place.

Les mêmes officiers et ceux qui sont officiers généraux, ont droit au supplément d'indemnité de logement accordé dans la même place.

Aux armées. 1.º Les appointemens de leurs grades respectifs;

2.º Le supplément de guerre du quart en sus de ces appoin-

temens, à ceux qui y ont droit par leur grade;

3.º L'indemnité de représentation de 12,000 fr. par an à ceux qui sont généraux de division, et de 4,200 fr. à ceux qui sont généraux de brigade;

4.º La sourniture du logement et des sourrages en nature.

Dans l'intérieur. 1.º Les appointemens attribués par les tarifs aux capitaines de cavalerie de 1.re classe en station, quel que soit leur grade;

2.º L'indemnité de logement attribuée à ce grade;

3.º L'indemnité de fourrages pour deux chevaux.

Aux armées 1.º Les appointemens spécifiés pour l'intérieur;

2.º La fourniture du logement et de huit rations de fourrages en nature.

2.º Les aides-de-camp des divers officiers généraux attachés à la personne de LL. MM., aux divers corps de la garde et aux gouverneurs des palais impériaux, ne doivent tous, indistinctement, être payés que suivant leur grade et leur position.

Ceux qui se trouvent employés à Paris avec leurs généraux, ont droit, pendant leur séjour dans cette place, au supplément de solde et d'indemnité de logement attribué aux militaires qui y sont en garnison.

§. 5. -- Corps hors-ligne.

Les corps hors-ligne sont payés suivant le tarif de l'arme à laquelle its sont assimilés par le décret de leur création.

§. 6. -- Gardes nationales.

- 1.º Les gardes nationales mises en activité de service, sont assimilées à l'infanterie de ligne et payées d'après le tarif de cette arme. n.º 12.
- 2.º Lorsqu'elles sont réunies en corps, elles reçoivent, pour les sous-officiers et soldats, une indemnité de 8 centimes et demi par jour, sormant une masse pour l'habillement.

Nota. 1º Les grands dignitaires ne penvent recevoir aucun autre traiteme

2.º Le traitement des maréchaux d'Empire membres du Sénat, appliau commandement d'une armée ou corps d'armée, hors du territ de l'Empire, ou au commandement d'un corps d'armée dans l'intéries ou enfin au gouvernement d'un pays conquis, est fixé par une décise spéciale, qui en règle en même temps le mode de paiement.

Il en est de même pour les officiers généraux membres du Sénat?

pelés momentauément à un comman tenfent militaire.

3.º L'indemnité de représentation n'est due aux généraux de division de brigade dans l'intérieur que pour le temps de leur présence de leur division ou département.

Le général de briga le remplaçant provisoirement le général de divisidans le commandement d'une division, et le colonel remplaçant prisoirement le général de brigade dans le commandement d'un déparment, n'ent droit ni l'un ni l'autre à l'indemnité de représentation

DLDE, INDEMNITÉS SUR REVUES.

OBSERVATIONS.

par mois.	par jour.	
f. c. m. 333 33 3 000 00 0 333 33 3 000 00 0	f. c. m	(1) Son traitement est payé sur ordonnances spéciales. (2) Les traitemens des grands officiers de l'Empire peuvent etre cumules avec ceux des fonctions militaires, diplomatiques ou civiles. (5) Le traitement des Inspecteurs-généraux d'armes, à l'exception de ceux des premiers Inspecteurs, est le même que celui des Généraux en activité, sauf les traitemens extraordinaires payés sur ordonnance spéciale du Ministre.
250 0 0. 0	41 66 6 66 66 6	(4) Lorsqu'une armée est mise sur un demi-pied de paix, ce traitement n'est que de 6000 fr., et le supplément de guerre n'est pas dû.
000 00 0 500 00 0 "	33 33 3 16 66 6	(5) La solde de non-activité peut être cumulée avec les traitemens attachés aux fonctions diplomatiques ou civiles; mais il faut que ces fonctions soient déléguées par élection ou par l'Empereur. Voyez le num. 413, page 60 du vol. 3. (6) Lorsqu'une armée est mise sur un demi-pied de paix, ce traitement n'est que de 3,000 fr., et le supplément de guerre n'est pas dû.
» 250 00 0 312 50 0 250 00 0 250 00 0	41 66 6 10 41 6 33 33 3 41 66 6 20 83 3	(7) Même observat.qu'aux Génér. de divis, en non activité.
333 33 3 250 00 0 300 00 0 333 33 3 408 33 3 450 00 0 333 33 3 416 66 6	27 77 7 8 33 3 16 66 6 27 77 7 6 94 4 11 66 6 27 77 7 13 88 8	

commandement qu'ils exercent ainsi provisoirement, à moins qu'elle no leur soit accordée par une décision de sa Majesté, et qu'il n'en soit fait mention sur leur commission respective.

mention sur leur commission respective.

Les généraux de brigade nouvellement promus aux armées au grade de général de division n'ont droit au traitement extraordinaire de 12,000 francs que du jour où ils prenuent le commandement d'une division, et les colonels promus également aux armées au grade de général de brigade n'ont droit à celui de 4,200 francs, que du jour où ils prennent le commandement d'une brigade.

5.0 Le traitement extraordinaire de 12,000 francs ou de 4,200 francs, selon le grade, n'est point dû à l'officier général remplissant les fonctions de chef d'état-major-géneral d'armée, attendu qu'il reçoit sur ordonnances spéciales une indemnité particulière pour frais de bureau et

dépenses extraordinaires. Lette indemnité est également payée au géneral de division chargé du commandement d'une subdivision : décision de S, M. du 8 juin 1868.

ARMES ET GRADES.	Traitement, Solde, Indemnites payables sur revues,		
	par an	par mois.	par jour.
Adjudans-commandans.	f.	f. c. m.	f. c. z
Dans l'intérieur ou au pied de paix. Solde Aux armées Solde	6,000 6,000 1,500	500 00 0 500 00 0 125 00 0	16 66 կ 16 66 է 4 16 ե
Nota. Pour les frais à bureau, tant dans l'intérieur qu'aux armées. (Voir le Tableau suivant n.º 3.)			
Aides-de-camp. (a)	,		
Colonel. Major. Chef de bataillon ou d'escadron Capitaine Lieutenant. Sous-lieutenans (locsqu'il s'en trouve) Adjoints à l'Etat-major.	5,500 4,700 4,000 2,300 1,450 1,150	438 33 3 391 66 6 333 33 3 191 66 6 120 83 3 95 83 3	15 27 7 13 01 11 11 . 6 38 : 4 02 7 3 19 ;
Tant dans l'intérieur qu'aux armées. Solde Vaguemestres.	2,300	191 66 6	6 3 8
Vaguemestre général		, « ,»	1 30 0 75
Mota Depuis l'arrêté du 19 frimaire an 10.	on ne r	· econnait nlu	s d'adiais

Mota. Depuis l'arrêté du 19 frimaire an 10, on ne reconnait plus d'adjoint actives hors des frontières et sur le pied de guerre, on emploie des obicies leur grade, sur le même pied que les aides-de-camp, quelle que soit lu

Ceux qui sont officiers d'infanterie, ne doivent plus, du jour de ka qui suit,

Colonel	358	66 6	13 Ex 8
	3600 358	33 3	11 9
	3600 300	00 0	10 0
	3100 91	66 6	3 0
	3100 83	33 3	2 77

Quant à ceux qui sont officiers de cavalerie, ils conservent le traiteme

⁽a) Les aides-de-camp sont tenus, pour jouir du traitement d'activité, certifié par ce général.

l'État-major-général et Vaguemestres.

Solde d'hôpital,	Supplément de solde dans Paris,	OBSERVATIONS.				
par jour.	par jour.					
f. c. m. 13 66 6 13 66 6	f. c. m. 3 33 3 » »	Aux armées mises sur un demi-pied de paix, ce supplément n'est pas dû				
12 27 7 10 05 5 8 11 1 4 38 8 2 52 7 1 94 4	3 05 5 2 61 1 2 22 2 1 59 7 1 34 2 1 06 4	Les aides-de-camp n'ont point de supplément de guerre. Ceux du connétable ont un supplément égal à leur solde, au moyen duquel ils n'ont point droit au supplément de Paris. Ceux dont les généraux sont eu congé ou malades, conservent pendant la durée des congés ou maladies de ces généraux leur traitement comme disponibles, c'est à-dire, la solde d'activité de leur grade et l'indémnité de faurrages.				
4 38 8	1 59 7					
» »	» »	A titre de supplément de solde pour les journées d'activité. Doit, en outre, recevoir le traitement de son grade, suivant son arme				

l'état-major que du grade de capitaine. Cependant, lorsqu'aux armées l'autres grades près des états-majors, ces officiers doivent être payés suivant irme.

entrée en France, être payés que suivant leur arme et d'après le tarif

/ O I/R:

c.	m.	f.	c.	m.
		2	77	7
94	4	2	38	8
00	0	. 2	00	O
		1	01	8
52	7	0	92	5
	94 00 55	c. m. 88 8 94 4 00 0 55 5 52 7	94 4 2 00 0 2 55 5 1	94 4 2 38 00 0 2 00 55 5 1 01

les aides-de-camp de leurs grades respectifs.

présenter un double de l'ordre qui met leur général en activité deservice,

Frais de bureau des Chefs d'État-major d'armée, Con et Divisions d'armée, et des divisions de l'intérieu de l'Empire.

ARMES ET GRADES.		XAT		
		par mois	par jour.	OBSERVATION:
Chef d'état-major général d'une armée, ou d'un corps d'armée commandé par		f.	f. c. m,	f d'état- par une order. 1,8 ofr.
un général en chef (1)	72,000	6 0 00	200 00 0	chel ke pacc acc
Chef d'étmaj. des jadjudant command (2)	3,600	I ~	i 🖵	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
div. act. aux arm.) offic. d'un grade infér.	1,800	150	5 00 0	squeri nu à stré
Chef d'état-major général (3)	•••••		• • • • • • •	Lor Lor ure; itée
Chef d'ét. maj y adjud. command de division au officier d'un grade		150	5 oo o	ales. de de bemu
En (pied de guerrel inférieur		75	2 50 o	
Italie,)			} .	inis inis tre
au pied de paix adjud. command officier d'un grade intérieur	720		•	
En Chef d'état-major général (3) [Illyrie] Chef d'état-major de divis. milit	1,800	150	5 oo o	ordolicial,
Dans les iles Ioniennes (4)	·	1		
dans la 1.re division militaire(5)			• • • • • • •	n ve icie e d e m
dans la 27.º idem	3,000			officer of the control of the contro
Dans les dans la 30.e idem	2,160 1,800	180 150		pai qu qu
dans la 25.e idem	1,500	125		(-
Pintér (dans les 5.e, 10.e, 25.e et 29.e la.	1,440	120	4 00 0	nnit n'es cial
de de 14.e, 22e., 23 e, 24.e et 26.e id.	1.320	110	3 66 6	spe spe mee
dans les 2.e, 9.e et 10.e idem.	1,200	100		
dans les 4.e, 11 e, 15.e, 18,e, 20.e	- 0		_ 00 0	Cett Aux Payx
et 21.º idem	9 60	80	2 66 6	E E

Nota. 7.º Les frais de bureau doivent toujours être alloués à l'officier qui exerce les fonctions de chef d'état-major, et ne peuvent, dans aucun

cas, être payés à l'officier général commandant.

Le fourgon peut être attelé de quatre chevaux, pour lesquels les

fourrages doivent être fournis en nature.

^{2.}º Lorsque les chefs d'état-major des divisions actives aux armées sont autorisés à avoir, pour le transport des papiers, un fourgon or caisson, pour lequel ils reçoivent un fonds de première mise, ils ont droit à une indemnité de 80 francs par mois. Cette indemnité, destinée à l'entretien des chevaux et du fourgon, et à la solde du charretier, est liquidée chaque mois par une revue individuelle et payée ensuite, en vertu d'une ordonnauce spéciale du ministre de la guerre, ou de l'intendant général, ou du commissaire ordonnateur en chef de l'armée.

(N.º 4.) État-major des Places. (a)

'ARMES ET GRADES.		Liaitein., Solde, ludemu. payables sur revues,						ď	d'hôna-		observations
		par an.	mois.		_1	par jour,		P2	bat logs.		i [
1.74 clas	solde indem.de représen.	6. 8000 7000	666	66 33	6	22	22 44	4) 20 20	DTL.	maiderds rayecto cyssou's dugrado dugrado du a res train po
mmand.) solde indem de représeu.	6000 4000	500 333	00 33	3	16 11	66 -	1	39		crint co rumule r trate activité at qui e sig que u des su
3.	§ solde	1000	83	33	3	3	77	7	10	_	scenyent coide de solde d' suils on rrtcon
(4.0	{ indem.de représen. } 1.** classe	600 1800	50 150	00 00	0	5	66 00	6 o 3	» 00	0	civis, ice, ir, de la civis, de la civis, ge da p
place. Secrétaire	2.* casec 1.** classe 2.* classe	1200	100	00	0	3	33	3 1	11	1	ploy ploy eur nt su etre
	3.º classe 4.º classe		66		6	2		20		0 5	0 0 0 0 0 0 0
(c) Portier-consigne(2)		500	42	66	6	1	38	80	46	2	

Nota. 1.º Les adjudans de place remplacent les commandans d'armes, pendant leur absence on pendant les vacances; et dans ce cas, ils recoivent une indomnité de représentation, fixée ainsi qu'il suit:

	SAVOIE: .					
		f. c. m. l	f. c. m.	1		
ns les places de 1.70 et 2,0 classes	1000	83 33 3	2 77 7	39		
. de 3.4	500	41 66 6	ı 38 8	39		
ns les places de 1.70 et 2.0 classes de 3.0	300	25 o o	o 83 3	- 36		

2.º Peudant leur absence de leur poste, les commandans d'armes ne conservent la jouissance de l'indemnité de représentation, qu'autant qu'elle leur est accordé par decision ministérielle. Dans tous les cas, on doit deduire sur cette indemnité celle attribuée à l'adjudant de place qui exerce le commandement.

3.º Les adjudans de la place de Paris sont payés de la même mamère que les aides-de-camp de leurs grades respectifs, employés dans cette place.

Ensuite des dispositions du décret impérial du 24 décembre 1811, numére 46, page 46 du vol. I, le traitement des officiers de l'état-major des places est fixé sur de non-veltes bases, mais comme ca décret n'a point encore jusqu'à ce jour été misé exécution, on a pense qu'il était à pr. pos de conserver le sarif n.º 4, qui doit etre suivi jusqu'à ce que la réorganisation de l'état-major des places alt été epérée confermement sux dispositions du décret du 24 décembre. Voyes le premier titre de ce décret.

Voyez relativement sun frais de buresu des commandans d'armes la note e de Part. 87 du num. 557 vol. IV

Les portiers contignes sont considérés comme employés civils, et penvent comuler teur pension de retraite au traitement affecté à teur emploi. Voy. la note de la page 579 du vol. II.

ARMES ET GRADES.			l'raitement, Solde, Indemi payables sur revues,						
	•	par au.	par mois.	par ja					
ì	Inspecteurs aux revues.	(f.	f. c. m.						
` .(Inspecteur en chef	15,000 10,000	1,250 00 0	4					
Solde	(de 1.re classe	8,000	.833 33 3 666 66 6	27 5					
Joider	Sous-inspect. de 2.e de 3.e	7,000 6,000	500 0 0 0	IO ;					
	(a) Adjoint de 1.re classe	5,000 4,000	416 66 6 333 33 3	15 M 11 :					
S-1-1	Inspecteur en chef	3,750 2,500	312 50 0 208 33 3	10 j					
Suppl.	Sous-inspect de 1.re classe:	2,000	166 66 6	5					
guerre.	de 3.e		145 83 3 125 00 0	4 3 4					
	(a) Adjoint de 1.re classe	1,250 1,000	104 16 6	2					
Fr	Inspecteur en chef aux armées (ou inspec- teur en remplissant les fonctions)	12,000	1,000 00 0	30					
Frais de	Inspecteur (ou dans l'interieur	4,000	333 33 3	4					
burea _u et de	lés fonction) (et en Italie	6,000	500 00 0	6					
tourn. (2)	Jaux armées, camos et Italia	4,000	250 oo o 333 33 3	11					
	(a) Adjoints dans l'intérieur	1,800	150 00 0 225 00 0	71					
	Commissaires des guerres.		į						
Intend	ant général d'armée (3)	22.000	1,833 33 3	ℓ_1					
6.14.	Commissaire ordonnateur	10,000	833 33 3	2.					
Solde	des guerres de 2.e	4,000	333 33 3	11					
75	Adjoint dans l'intér., au pied de paix aux arm., au pied de guer. (4)		150 00 0 300 00 0	T .					
de	Intendant général (5)		••••						
	Commissaire ordonnateur	•	250 00 0 125 00 0	•					
	<u> </u>	1	<u> </u>						

Nota. 1.º Les inspecteurs et sous inspecteurs aux revues, et les comfeur nomination, à l'indemnité de frais de bureau qu'ils conscru 2.º Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, ayant ordre de se ou fourgon pour le transport de leurs papiers; mais il leur est prentree à leur résideuce, une indemnité de 80 francs par moretier; et, en outre, il leur est fourni des fourrages pour quatre L'indemnité de 80 francs est liquidée chaque mois par une rev tre de la guerre, ou de l'intendant général ou du commissaire et

a) Décret impérial du 21 novembre 1811, et circulaire du 20 janvier 1812. G.

de	Supplem	
	de solde	,
oitai	dans Paris	OBSERVATIONS.
-		
our.	par jour.	
of Taxo		() ———————————————————————————————————
2. m.	f. c. m.	
>	>>	(1) Ce supplément ne se paye point aux armées mises sur un demi-
٥	»	pied de paix.
22 2	4 44 4	(2) Les Inspecteurs et sous inspecteurs aux revues conservent l'in-
44 4	3.88 8	delinite de Itals de oureau , au pied de gnerre dans les armées mises l'
44 4 36 6		sur un demi-pied de paix.
38 8		(5) Le traitement des Intendans généraux est fixé par des décisions
11 1))	speciales qui en determinent en meme-temps le mede de paiement.(b)
	<i>!</i>	(4) Les 1,8co fr. attribués aux armées en sus de la solde au pied de
. • • • •	1	paix, sont accordes a titre de supplément de guerre.
. • • •		(5) Leurs frais de bureau sont fixés par des décisions spéciales du
		ivilitatie-Litrecteur de l'Administration de la guerre, et pauls en l
		verta d ordonnances.
		(6) Lorsqu'il est attribué des frais de bureau aux adjoints, ils sont
>>	>>	payes en vertu d'ordonnances spéciales.
>>	>>	
	,	
	1 .	·
)) '	1 ~	
• • • •		
	,	
• • • •		·
• • • •		
• • • •		
• • • •		
• • • •		·
	1	1 · . · · · · · · · · · · · · · · · · ·
		, .
• • • •		
»	, »	
>>	`» .	i i
83 8	»	l i
11 1	>>	
50 o	t 66 6	
50 0		,
		, and the second se
• • • •		¶'
• • • •		j
>>	»	
» ×	»	<u> </u>
	ļ .	J.
dont	nateurs et	commissaires des guerres ont droit à dater du jour de l'

idonnateurs et commissaires des guerres ont droit, à dater du jour de sôme qu'ils sont en congé en mission, ou disponibles.

ne armée active, sont autorisés à se pourvoir, à leurs frais, d'un caisson sur où ils justifient de l'existence de ce fourgon jusqu'au jour de leur entretien de ce même fourgon et des chevaux, et pour le salaire du chare trait.

duelle, et payée ensuite en vertu d'une ordonnance spéciale du minis-

raitement 'est fixé à 5000 fr. par mois et les frais de bureau à 6000 fr. également par mois.

ARMES ET GRADES.		ent,Solde, I	
•	par an.	par mois.	par je
Officiers de l'État-major.	f.	f. c. m.	f. c.
Premier inspecteur général(1)	85,000	71033 33 3	236 II
Général de division et de brigade (2)	6,250	520 85 3	I, 55
Chef de bataillen sous-directour	4.500	375 00 0	T2 fe
Examinateur	4.000	333 53 3	11 n 6 t.
Capitaine détaché des) à pied en 1.er	2,500 2,000	208 3 3 3	5;
corps(i)	2, 100	233 35 3	6.
en 2.6	2,700	191 66 6	
à pied en 1.er	1,500	108 35 3	3 4
Lieutenant idem(3) a cheval en 1.er	1,700	141 66 6	4:-
	1;500	125 00 0	4 i* 5 7
Capitaine à résidence fixe et à vie	2,100 1,500	125 00 0	4 15
1	- 5		'
Traitemens extraordinaires, frais de bureau et de tournée.			
Général de division, commandant en chef l'arme de l'artil- lerse aux armees actives ou corps d'armée, sur le pied de			
guerre (4)	12,000	1,000 00 0	3 3 🖺
Général de brigade, idem (4)	4,200	350 00 0	11 %
Officier commandant l'arme à défaut d'officier général (5).	••••	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	ļ ····
Colonei ou majer commandant l'arme dans les divisions des corps d'armée (6)	2,400	200 00 0	6 4
Chef de bataillon ou d'escadron, idem (6)	1,800	150 00 0	3 3
Capitaine	600 2,400	50 CO 0	6.
Directeur d'artillerie dans i'intérieur (7)	1,800	150 00 0	5 3
l Chaf d'état-mai, près le général l	1		5;
command. en chef l'artiferie (Officier général (8) d'une armée composée de (Officier d'un grade infér. (8) plusieurs corps d'armée	6,000	500 00 0	16 3
Chef d'état-major d'une armee qui n'est point divisée en		1	-6.
	0,000	500 00 0 300 00 0	16 4
Chef d'état-major ou directeur Officier supérieur	3,6ro 1,800	150 00 0	5
de parc dans un corps d'arm. Capitaine on Lieutenant			
Employes de l'Artillerie.	0./0	1	64
de manufact.) 1.re classe	2,400 1,800	150 00 0	5 -
Contrôleur (10) · · · · · 〈 d'armes, / Réviseur	1,500	125 00 0	41
de forge ou fenderie	1,600	133 33 3	57
I.re classe	1,800 1,500	15à 00 0	4
Garde d'artillerie dans les places 2.6	1.100	91 66 6	5:
Conducteur dans les places	1,200	100 00 0	51
/ Seuerar	2,400 2,300	150 00 0	5 1
ordinaire	1,600	133 33 3	4
dans les places	1,40	116 66 6	5
Artificier	1,800	150 00 0	4
(aux armées	x,600	133 33 3	1
chef dans l'intérieur	1,400	108 33 3	3 3
Ouvrier vétéran sous-chef. } aux armées	1,300	91 66 6	3
d aver ammine	800	66 66 6	:
ouvriers dans l'intérieus (11).	540	45 00 0	
Ouvriers id. attachés aux fonderies.	400 300	53 55 5 25 CO O	G
, 2.0 0.0000	1		<u> </u>

Nota, Dans aucun cas, et sous aucun prétexte, un Colonel d'artillerie remplissant des fe déterminées, lorsqu'il y a droit, ou pour celles de son grade, s'il commande un ce

olde l'iôpital	Supplém. de solde dans Paris	
jour.	par jour.	
.to	6.0.	
c. m.	1. 0. 141.	(1) Y compris les indemnités de logement, de fourrages, de frais de bureau, d'inspection, et de tournée, etc.
36 r	3 47 2 2 50 0	(2) Comme à l'état-majer-général dont ils font partie.
50 0 94 4 55 5 77 7 38 8 66 6) 1 73 6 1 38 8 1 94 4 1 59 7 1 38 8	(3) Les officiers détachés des corps de'l'actillerie à l'état major de leur arme, doivent être payés comme efficiers sans troupe, et être compris, à cet effet, dans les revues des officiers de la 4.e classe, la décision transmise, à cet égard, par la circulaire imprimée du Directeur général des revues, du 22 mars 1807 numéro 26, n'ayant été ni rapportée ni modifiée par l'instruction du premier septembre 1810. (a)
11 1 22 24 66 6 83 3	1 20 5 1 57 4 1 38 8 2	(4) Sans autre indemnité pour frais de bureau et de tournée, ni autre traitement extraordinaire, et sans que le général de brigade puisse, dans aucun cas, jouir des 12,000 fr. attribués au général de division, à moins d'une décisien expresse de l'Empereur.
	,	(5) Son traitement extraordinaire est fixé par décision spéciale du Ministre de la guerre.
	. ` `	(6) Sans aucun autre frais de représentation.
7	• • • • • • •	7) La classe du Directeur est déterminée par celle de la direction dans laquelle il est employé.
ir e e e e		(8) Il n'y a point de frais de bureau pour les officiers employés près le chef d'état-major en qualité de sous-shefs.
· · · · · ·	»	(9) Si le chef d'état-mejor est officier général, il peut opter pour l'in- demnité de son grade, sans aucune autre indemnité de représentation.
ke"	• • • • •, • • •	(10) Y compris l'indemnité de logement, dont la somme représentative est la même que celle des lieutenans, c'est-à-dire, 144 francs par an pour celle de logement, eu 72 francs peur celle d'ameublement. (Voir le tableau numero 35)
a	» »	(11) Les ouvriers reçoivent en outre dans l'intérieur, sur les fonds par- ticuliers des directions, un supplément de 75 centimes par journée de travail.
22 6 8 1 6 8 8 1 2 6 1 6 6 8 8 6 5 8 0 1 2 6 1 6 6 8 8 6 5 8 0 1 2 6 1 6 6 8 8 6 5 8 0 1 2 6 1 6 1 6 6 1 6	2 22 2 1 66 6 1 38 8 1 48 1 1 06 6 1 38 8 1 01 8 1 11 1 3 3 3 1 55 5 3 1 22 2 3	(a) Les capitaines en second ne comptent plus dans les régimens et fent partie de l'état-major-général du corps. Voyez l'article 15 du numére 386 bis; ils ne deivent toucher que le traitement fixé pour les officiers de ce grade dans l'artillerie à pied. Ceux qui faisaient partie des régimens d'artillerie à cheval, lorsque cette mesure a été adeptée, et dont les noms sent indiqués dans la circulaire du 10 août 1812 G, ont été exceptés de cette disposition, et censervent le traitement qui leur était attribué.
0 0 17 0 7 7	0 60,0))	
		_

États-majors des Bataillons du Train d'Artillerie, Équipages et des Compagnies de canonn. Gardes-co

ARMESET	GRADES.	Traite p	m., S iyahle					te		olde òpit	1	Sup de d.s	S c
		par an.	_	ar ois.		-	eur our	-		par er.		ľ	pr l'
Train d'Art	£	f	c n	n	f	•	m	f	e	m	f (c	
Inspect. génér. Chef suppose de la constaine inspecteur. Adjoint sous-lieuten. Artiste vétérinaire en	olément de solde (solde	1500 1500 2800 1800 2800 1200 1500	375 125 233 15 233 100 125	33 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 0	3 , 1 , 3 , 3 , 3 , 3 , 3 , 3 , 3 , 3 ,	2 4 75 73 42	50 16 77 00 77 33 16 50	0 6 7 0 7 3 6 0	9 4 5 2	50 »	7 7 6	1 9	00 m O4 m O4 m O4 m M M M M M M M M M M M M M M M M M M
Bataillons des Viajor (1)	solde	2800 1 20 0 2000 3000 2300	166 250 191	33 00 66 00 66	6 0 6	73 58 6	77 33 55 33 38	73 538	5 2 5 4	77 55 33 38	5 3 0	2 3 f 9	33

Note. 1. Les officiers des bataillons du train d'artillerie et des équipages jouissent à leurs corps, sur le pied de guerre, d'une solde de guerre: mas S. Exc. le Ministre de la guerre avant décidé, le 2 juillet 1810, que le supplément qui résulte de la différence existante entre la solde ma pied de guerre et celle au pied de paix, ne pouvait être cumulé avait le supplément attribué aux fonctions d'officier d'état-major, on na porté, sur le présent tarif, la solde qu'au pied de paix.

2.º Les quartiers-maîtres des compagnies de canonniers gardes-cole avaient droit à des frais de bureau qui étaient compris sur les revue de l'état-major. Ces frais doivent maintenant être payés aux conseidadministration, d'après les états de paiement des compagnies, étre en conséquence compris dans les revues de ces compagnies.

⁽¹⁾ Les majors et inspecteurs ont droit, en outre, pendant le temps de leur présence leur poste, à une indemnité de frais de bureau fixée à 250 fr. par mois pour le majet à 125 fr. pour les inspecteurs. Cette indemnité se paye en vertu d'ordonnances spéciale (2) La solde du quartier-maître peut être cumulée avec la solde de retraite jusqu'à cond rense toutefois de la solde d'activité du grade dont se quartier-maître est revêtu.

État-major et Employés du Génie.

ARMES ET GRADES.	Traitement, Solde, Indomnités Solde de sol payables sur revues, d'hôpital, d.s Pa										de		
	par an.	par	mois.		par	jou	r.	pa	joi	ır.	pa	r jo	ur.
Officiers de l'État-major. Premier inspecteur général (!). Général de divis. et de brigade (2) Colonel directeur Major. Sous-directeur de s.re classe. chef de batail. de 2.e classe. Capitaine. en premier en second Lieutenant Examinateur Traitemens extraordinaires, frais de bureau et de tournée. Comme à l'état major de l'artill., tabl. n.º 6, à l'except. du 6.e art. concernant les capitaines command. l'arme dans une division.	\$5000 6250 5000 4500 4500 2500 2000 1500 6000	520 416 375 333 208 160 125	• • • • :	3 .3 6 0 3 6 0	17 13 12 11 6 5	36 88 50 11 94 55 16			36 88 50	8 0 1 45	. 3 2 2 2 1 1	47 77 50 22 73 38	7 0 2 6 8
Employés du génie. Garde (a):			66 6 66 6			88 05 50			29 01 83				

N.º 9.) Ingénieurs géographes.

ARMES ET GRADES.		ent, Solde, ayables sur re-		Solde d'hôpital,	Supplém de solde d.s Paris
	par an.	par mois.	par jour.	par jour.	par jour.
Solde.		f. c. m.	f. c. m.	f. c. m.	f. c. m.,
Colonel	6250 4500 2500 2000 1500	520 83 3 375 00 0 208 33 3 166 66 6		14 36 1 9 50 0 4 94 4 3 55 5 2 66 6	3 47 2, 2 50 0, I 73 6, I 38 8, I 38 8
Colonel	3600 2400	300 00 0	10 00 0 6 66 6		y

⁽¹⁾ Ces supplément se paient aux armées sur revues, comme la solde et en même temps; mais dans l'intérieur, ils s'acquittent en vertu d'ordonnances spéciales et saus revues.

⁽¹⁾ Y compris l'indem, de logem, de fourrag, de frais de bur, d'inspect, et de tourn, etc(2) Comme à l'état-major général dont ils font partie.
(3) Leurs traitemens sont payés sur les fonds du matériel du génie, en vertu d'orden, spéciale (a) Par décret impérial du 14 juin 1311, les gardes du génie ont été portés à 600 divisés en 3 classes, dont 100 de la 1.re, 150 de la 2.e, et 350 de la 3.e

(N.º, 10) Écoles d'Artillerie et du Génie.

ARMES ET GRADES.	Traitement, solde, Indemn. Solde payables sur revues, d'hôpin
	Par an. par mois. par jour. par jour.
École d'application.	. f. c. m. f. c. m. f. c. z.
État-major officiers (1)	11
Sciences mathématiques physiques, construction et fortification adjoint	et on
Commandant solde (2) supplément (3)	1,200 100 00.0 3 33 3
Professeurs. \{ de mathématiques de dessin	3,000 250 00 0 8 33 3 2 77 3 2,000 166 66 6 5 55 5 1 85
Répétiteur	. 1,200 100 00 0 3 33 31 11:

Nota. Les commandans des écoles qui jouiraient d'une indemnité que conque de représentation, autre que celle attribuée à ce commandament, ne pourront prétendre au supplément de 1,200 francs, si en n'est par option; mais hors ce cas, et toutes les fois que le commandant ne sera ni officier général ni directeur, il pourra, que que soit son grade, percevoir ce supplément, qui est spécialement attribué aux fonctions.

. 10

⁽¹⁾ La solde de station de leur grade et un supplément du tiers en sus.

⁽²⁾ Celle de son grade.

⁽³⁾ Les officiers généraux et les directeurs n'ont point droit à ce supplément.

Officiers de santé des hôpitaux.

ARMES ET GRADES	t		, solde	- 1	Sol d'hôg		Supplém de solde d.s Paris			
•	par an	Par	mois.	par	jou		par j	our.	par	jour.
nspecteur général du service de santé lédecin, chirurgien et pharmacien en chef d'armée Ldem principal lédecin, chirurgien-major et pharmacien en chef d'hôpital, ayant moins de 10 ans de service dans ce grade (1) dem ay. plus de 10 ans et moins de 20(1) dem de 20 à 30 (1) dem de 30 et au-dessus (1) lédecin-adjoint lem ayant déjà servi comme médecin en chef d'hôpitaux ou comme médecin desire ardinaire.	6000 4000 2000 2200 2400 2700 1500	500 333 166 183 200 225	00 0 33 3 66 6 33 3 00 0	25 16 11 5 6 7	55 11 66 50	5 1 6 0	3 95 4 50 5 96	5 1 6 6	1 5 1 6 1 8	» » » 88 8 52 7 66 6
decin ordinaire aux armées, et ayant plus de 10 ans de service dans ce dernier grade. lédecin des salles milit. minimum. dans les hospic. civils(2) maximum. harmacien attaché aux mêmes salles (2) hirurgien et pharmacien aide-major lem sous-aide-major.	1700 900 1800 800	75 150 66 125	66 6 00 0 66 6 00 0 66 6	2 5 2 4	50 00 22 16	0 2 6	• •	6	1 3	8 8

Vota. 1.º Les médecins, chirurgiens et pharmaciens de tous les grades indistinctement reçoivent aux armées actives, qui sont sur le pied de guerre au-delà des frontières, un supplément égal à la moitié de leur solde.

2.º Le supplément de solde accordé dans Paris aux médecins, chirurgiens et pharmaciens employés dans cette place, a été calculé à raison d'un quart pour les médecins, chicurgiens et pharmaciens en chef des hôpitaux; d'un tiers pour les médecins-adjoints, les chirurgiens et pharmaciens aides-majors, et de la moitié pour les sous-aides-majors.

3.º Le supplément de guerre se calcule, comme celui de Paris, pour les médecins, chirurgiens et pharmaciens majors sur le pied de la solde fixée ci-dessus pour les diverses classes d'ancienneté de service.

4.º Les officiers de santé en jugement jouissent, pendant la durée de leur détention, du tiers de leur solde. Ceux qui sont acquittés sont, après le jugement, rappelés du restant de leur traitement, de la même manière que les officiers d'état-major. (Art. 5, §. I.er des observations générales portées en tête du présent tarif.)

5.º La solde d'hôpital pour les officiers de santé a été établie sur le pied de la solde ordinaire, retenue faite sur cette solde d'un fr. 60 cent. pour les majors, d'un franc 20 centimes pour les aides-majors et

médecins-adjoints, et d'un franc pour les sous-aides.

nistre-directeur de 'ladministration de la guerre, qui fixe leur traitement.

⁾ Les médecins, chirurgiens et pharmaciens majors ayant atteint le nombre d'années de service fixé pour chaque classe d'ancienneté, ne peuvent être admis à recevoir la solde attribuée à ces classes, qu'en vertu d'une décision spéciale ministérielle.

1 Ils doivent, pour être payés, être reconnus et nommés en cette qualité, par le Mi-

	SO	LDE DE	PRESENCE
	Monsuel dos offic.		K Na Lleki ers et de uv
GRADES.	avec on saus	1466	en m.
	vivres	vivres	sans le
	de	₫●	wivres 2.2
	campa-	campa~	de cam-
· ·	gne.	gne.	pagne.
OFFICIERS.	,	·	
Étut-major.	fem	fcm	femi
Colonel en prémier	416 66 6		
Major Sen premier	400 00 0 358 33 3	11 94 4	1 1 94 4 1
Chef de batation	300 QQ U	10 00 0	
Quartier-maitre-trésorier (1) (160 66 6		1
Officier payeur (r)	104 16 6	3 47	3 47 4
Aumonier, ministre, juge (infanterie suisse)	1 90 00 0	3 33 3	5 5 5 3
(i.re classe	200 00 0	6 66	6 66 6
Capitaine 2.e idem	166 66 6	5 55 9	5 55 5
Lieutenant 1.re classe	104 16 6	3 47	3 47 2
Sous-lieutenant	91 66 6 33 33 3	2 77	
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.			
Petit État-major.			
Vaguemestre (en temps de guerre) (2)	a c	1 60 1 66	6!
2.e et 3.e Porte-Aigle	u	0 80	
Caporal-tambour	l a	0 55 0 55	
Maître-ouvrier, prevôt (infanterie suisse)	20	0 30	
Sergent-major	3	0 85	2 00 6
Sergent, fourrier) v	0 72	0 9- 6
Appointé (infanterie suisse)	9	9 40	0 53 6
Tambour		0 35 0 45	- 1
Compagnies du centre.			
Sergent-major	a	0 80	0 77 0
Caporal Appeinté (infanterie suisse)	1 10	0 45 • 55	0 0 50 0
Fusilier		0 30	
Enfant de troupe	*	. 3	0 20 0
C. Cre classe	120 83 3	4 02	7 4 02 7
Officiers Sous-lieutenant	104 16 6 95 83 3	2 4-	3 47 1
Some-efficiers Sergent et fourrier	*	0 90	0 1 05 0
et soldats. (3) Caporal	,	0 55	0 0 70 0
Curist & condition	>>	0 40	0 655 0

	DE ENCE,	Suppié-	
str.	à 'l'hôpital	des ilde dans Paris , ——— par jour.	OBSERVATIONS.
TA 4625076 36 370528	8 11 1 7 00 0 3 55 5 1 85 5 1 97 3 1 83 5 4 66 6 5 5 6 6 5 7 7 5 1 52 7	2 77 7 2 66 6 6 2 38 8 2 22 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	Nota. 1. Le commandant de chaque régiment reçoit, à titre d'indemnité, pour frais de représentation, un supplément de 1,800 francs par an payable tous les mois avec la solde. 2. Les sous-officiers et soldats des compagnies du centre réunies avec des compagnies de grenadiers pour former des bataillons d'élite (aux armées), les adjudans, les tambours-majors et les tambours-maitres de ces bataillons, reçoivent la haute-paie de 5 cent. attribuée aux compagnies d'élite. 3. Les gardes nationales en activité étant assimilées à l'infante-rie de ligne, les chefs de légion qui les commandent, jouissent de l'indemnité de représentation de 1,300 fr. par an. Mais si le commandement des cohortes ou légions est remis à des majors de la ligne, ceux-ci ont droit seuls à l'indemnité de représentation, et les chefs de légion ne doivent plus la recevoir. Lorsque les majors commandent un seul bataillon, ils n'ont droit qu'à l'indemnité de de 600 fr., qui est due au chef de bataillon à défaut de major. (1) Ou la solde de leur grade, si elle excède 1,200 f Si par son ancienneté de grade l'officier payeur se trouve lieutenant de 1,e classe, il doit en avoir le traitement, sans faire nombre parmi les lieutenans de 1,re classe. circul. du 11 juin 1808. (2) Ceste solde ne se paye que pour le temps de l'activité dans les fonctions de Vaguemestre. Dans toute autre position, le Vaguemestre
0.00550	0 10 6 0 10 6 0 20 6 0 10 6	0 22 0 0 22 0 0 12 5 0 17 6	est payé suivant son grade. (3) Les seus-officiers et soldats conservent la haute-paie à l'ancienneté.
265077 75	010	13 8 0 15 0 0 0 0 5	
0 1 4 1,5 5 0 C 5 5 0 C	010	0 14 B 0 12 5 0 07 5 0 05 0	
15 95 6 7 •	1 97 9 1 94 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	1 15 7 4 1 06 4 0 0 26 0 0 13 8 6 0 17 3	

	1		SOLI	DE I	DE	PRÉS	SENC	CE	,
		suelle fficiers		des	offi	URN iciers	A L I	È le la	RE,
GRADES.	ave	c eu	2	rec		en s	tatio	, 11	en III avec ::
	saris	vivres	Vi.	vres	,	sans	Zivi		seL.ca
	de c	ampa-	} ,	đe;		•	de		P(2)
	g	n e.	ea m	ıpan	θ.	cam	pagn	e.	6. 257 201
OFFICIERS.									
Etat-mejor.	f	c m	f	C	m	f	C	m	f :
	a 3	33 3	4 _	27	7		27		23 2
Colonel en second	1 .	66 6	•	88			88		
Major en 1.er		66 6	L	05			05		
Chef d'escadron		66 6 33 3		22 11		5	22 11		10
Quartier-maître (2)		66 6		88		1	88		1
Adjudant-major		66 6		38			38		
Compagnies.		00 -	_	,					
Capitaine de 1.re classe		33 3		94	4		94		9
2. Class (66 6		38	1		38		9
Lieutenant . } 1.re classe		83 3 16 6		υ 2 47	7	3	02 47	2	3
2.0 Classe		83 3	3	19	4	3	19	4	5
Sous-lieutenant		UU J	~	4 J	7		- J	7	
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	[]								
Petit Etat-major.				-				ļ	
Adjudant sous-officier		»	I	77	0	1 3	92	0	2
Artiste vétérinaire (a)	100	00 0	3	33 cc	5	5	33	3	
Vaguemestre (en temps de guerre (3)		»				••••			
Brigadier-trompette	I	»		10	O	1	2J	O	1 1
Maître sellier . armurier tailleur, bottier, culottier.		»	١	38		0	53	n	C I
		~							}
Compagnies.							بم		
Maréchal des-logis chef		>>		00			15		
Marechal des-logis et fourrier		»	0	90	0	1	CO	0	0
Rainadier]	»	0	32 32	Ö	0	57 52	O	0
Carabinier, cuirassier (b)		» (75			90		
Trompette))))	ľ))))		0	90 24	0	a
Enfant de troupe	ļ			- -	1	•			•

⁽a) Decr. Imp. du 30 décembre 1811, page 29 du vol. II., ce décret 1 (b) La solde des deux hommes quil, dans les corps des troupes à cheval se par jour sans distinction d'arme. (Circul. du 28 juin 1811.)

: Cuirassièrs.

OLDED	ABSENCE	,	
en	3	Supplément de soldé dans Paris,	OBSERVATIONS.
emestre.	l'hôpital.	par jour.	
f c m 7 63 8 6 94 4 6 52 7 6 11 1 5 55 5 1 94 4 3 19 4	12 27 7 10 88 8 10 05 5 9 22 2 8 11 1	3 05 5 2 77 7 2 61 1 2 44 4 2 22 2 1 29 6	(1) Le commandant de chaque réglment reçoit, à titre d'indemnité, pour frais de représentation, un supplément de 1 500 par an, payable tous les mis avec la solde. (2) Ou bien suivant son grade, si la solde de co grade est supérieure. (3) Cette solde ne se paie que pour le temps de l'activité dans les fonctions de Vaguemestre. Dans toute autre pesition, le Vaguemestre est payé suivant son grade.
3 47 2 3 19 4 2 01 3 1 73 6 2 59 7	4 38 8 2'52 7 1 97 2	1 59 7 1 34 2 1 15 7	
> 88 5 66 6 	1 83 3 0 Io 0 0 Io 0	o 45 o 5 o	
50 0 45 0 26 0 19 0 37 5	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 30 0 0 26 0 0 16 0 0 09 0 0 27 5	

int l'indemnité de route à laquelle auront droit les artistes vétérinaires. sés à la conduite du enisson d'ambulance aux armées est de 35 centimes

		S	OLDI	E DE	PRE	SEN	GE)	
	Mensi des off	nelle fici ers		J O	URN ciets	A L	IÈ	R E	
& GRADES.	2760	;	avēč vivres i		en station			25 ec. t1	
	de ca gn	mp i -	camb q	e ,		bså, qs	ıe.	ots.	
OFFICIERS.	,			hunnaladik."					
Etat-major.	1	c ta.,,	£	e m	. 2	C	tn.	f :	
Colonel en premier (1)	458	33 3	15.	·27 7 88 · 8	15	5 27 3 88			
Colonel en second]39u	66 6	13,	05 13	1,3	3 of	5 5	17.	
	333	33.3	11.	.11,1	1.1	1 1 1	1	15	
Ouartier-maître 2)	116	66: 6 66: 6	_	88 8 38 8		3 88 5 38			
Compagnies.				•		•			
Capitaine de 1.re classe		33 ⁷ 3 66 ⁷ 6	•	.94 4 38 8	7 1	5 9/ 5 3/			
re classe	120	83.3	4	U2 . (7	4 0:	2 7	e	
Sous-lieutenant	95	16.6 83'3	3	47.	4	3 4	9 4		
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.		į		à					
Petit Etat-major.	٤	₹ } #		•					
Adjudant sous-officier		» '	1 3	60 33'	o¦ 3	1 7 3 3	5 e 3 3	21	
Artiste vétérinaire		» '	l I	66	6				
Rrigadier-trompette		» ;	0	_) o[0 9	3	0 1	
Maître sellier . armurier tailleur, bottier, culottier.). l	» ;	. 0	33,	0	0 4	8	١	
Compagnie d'élite. Maréchal des-logis chef))	0	93		1 0			
Maréchal des-logis et fourrier	• [»	0	80, 52	0	o 9	5	0 1	
Brigadier	• [» ´	, o	38	0	o 5	3	י ס	
Trompette	• [» ,		75		o 9	0 (0 ;	
Compagnies du centre.									
Maréchal-des-logis chef	:	»		88 75		0 9			
Brigadier	. 1	»		47		o i	32	cl ·	
Dragon, chasseur, hussard	•	. »		70	0	0 8	35	O '	
Tambour (dragon)	• 1))))		9 70 »	0	0 3		- 1	
I Durante de la companya de la compa			i		ı			l	

<i>j</i>				
LUE D'	ABSENGE,	•		
		Supplément		
!!				<u></u>
٠,		de sulde		
en	ž			OPCEDVATIONS
,		dans Paris,		OBSERVATIONS.
				·
nestre.	l'hôpital.			·
:.	_	par jour.	,	
	•	b kir lam.	,	
			**	CONTROL OF THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE
	•		(i) Le cor	nmandant de chaque régiment, reçoit, à titre
,		ŧ l	d'indemn	ité, pour frais de représentation, un supplément
∷ Çapa	f,c~m	f c	de 1,500	francs par an, payable tous les mois avec la
	A ,C 111	t t 'in	" soldd.	, -, -,
63 8	.0 65 5	3 05 5	(2) Ou bie	n suivant son grade, si le traitement de ce grade
	12. 27-7		, est supéri	eur
	10 88 8	2 77 7	(3) Cette i	olde ne se paie que pour le temps de l'activité
32.7	10 05 5	2 61 1	dans le	s functions de vaguemestre. Dans toute autre po-
11 '1	, 9, 22 2	2 44 4	sition :	le vaguemestre n'est payé que suivant son grade.
5 5 5	, 8,,11 1	2 22 2		· · ·
.94 4	2 38 8	1 29 6	,	
19 4	4 38 8	1 59 7		• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
- J 7		' '		
;	, ··	1 ·		
47 2	4.94.4	1 73 6		·
	4 38 8	1 59 7		
19. 4 01. 3				• •
	•	1 2 (•	
73 6	3 97 3	1 15 7	h 4	
59 7	1 94 4	1 00 4	•	
	,	•		٠,
; \$	f			11011
			•	
			l i	
80.0	0 53 3	0.5/.0		
80 o	0 53 3		■	
66 6	1 83 3			
*****		,	l '	
42.5	0 10 0	o 32, 5	1	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
,39 o	0 10 0	0 29 0	и .	The second of th
16 5	0 10 0	0 06 5	į	
	1		!	. •
,	1	•	. :	
46 5	0 10 0	0 27 2	, !	The state of the s
400	0 10 0	0 22 0	1 . J	
26 o	0 10 0	0 16 0		
19 0	0 10 0	0 09 0		
37 5	0 10 0	0 27 5.		A
42.5	0 20 0	0 22 5	10	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
440	1 200	1 22 3	i	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
		ł	•	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
44 0		0 25 2	•	
44 0	0 10 0	•	l	• •
37 5	0 10 0	0 20 0	•	the many that the second of the second
23 5	0 10 0	0 13 5		•
16 5	0 10 0	p o6 5		1
35 o	0 10 0	0 25 0	•	
40 o	0 20 0	0 20 0	ł	
*	0 10 0	0 08 2	3	
	1	1		•

32°

	•	S	J l	IJΕ	DI	E F	NE	SEN	LŁ,
	.Aen esof			de:				LIE de la	
,		avec cu sans vivres de campagne-		de			'11 6	364	
OFFICIERS.						!			
Etat-n.ajor.	f	¢	m	f	t	m	f	c m	f
Colonel (1) Major Chef de bataillon Quartier-maître (2) Adjudant-major Compagnies.	375 130	66 00 ''00	6	14 12 3	36 50 33 55	ٰءِ ر غ	14 12 3	36 1 50 0 33 3 5 55 3	19 1
Capitaine } en 1.er en 2.e (a)	208 156 125 108	66 00	6	4	94 55 10	G	4	94 4 55 3 10 () 6
SOUS OFFICIERS ET SOLDATS.		,	, , ,		•		,		
Petit Etat-major. Adjudant-sous-officier de 2.e lieutenaut(3) avec solde (de sous-officier Tambour-major Caporal-tambour Musicien Artificier en chef Maître armurier tailleur, cordennier Compagnies.	:	30 30 30 30 30 30 30		1 10 0 1	56 60 65 81 58 44 75 32	0 0 0	1 0 0 1 0	56 75 96 73 59 47	0 11 0 11 0 11 0 11 0 11
Sergent-major Sergent, fourrier Caporal. Artificier Canonnier b {1.er. 1.e Tambour Enfant de troupe		» » » »		0 0	44 98 71 46 37 46	0 0	0 0	59 13 80 66 61 52 61 23	0 0

3

⁽b) Les capitaines de seconde classe sont actuellement attachés à l'état-mais (b) Les 4 ouvriers en bois et en fer qui doivent exister dans chacune des compagnent des par jour, qui est payée avec la solde. Voy. le numéro 93, 10

A STATE OF THE PARTY.			
LDE D	ABSENCE,	Supplément	
'en	3	de sol de dans Paris.	OBSERVATIONS.
estre.	l'hôpital.,	par jour.	
58 6 1 0 6 7 2 7 3 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	f c m 14 36 1 11 72 2 9 50 0 1 83 3 3 55 5 4 94 4 3 55 5 2 66 6 2 11 1	f c m 3 47 2 2 94 4 2 50 0 1 11 1 1 38 8 1 38 8 1 38 8 1 30 3	(1) Le commandant e chaque regiment reçoit, à titre d'indemnite, pour frais de representation, un supplément de 1,000 fr. par an, payable tous les mois avec la so.de. En temps de guerre, l'officier qui commande le depôt de chaque regiment a seul droit, ques que soit son grade, à l'indemnité de représentation: mais cette indemnité ne doit sui etre payée que dans les proportions suivantes; à raison de 450 francs par an, lorsqu'il y a au dépôt cinq compagnies; à raison de 00 francs par an, lorsqu'il y a dix compagnies; et à raison de la totalité des 1,800 francs, lorsqu'il y a quiuze compagnies. Cette indemnité, dans quelque proportion qu'elle soit payée, ne pent se cumuler avec celle de commandant d'une école régimentaire, ou avec tonte autre indemnité. (a) Ou bien suivant son grade, si la solde de ce grade est supérieure. (3) Cette solde est calculée à la 365, e partie de la fixation annuelle; elle doit conséquemment etre payée pour les journées effectives de chaque espèce.
80250050 0055	2 06 1 0 53 3 0 10 0 0 20 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	1 18 7 0 54 0 0 32 0 0 25 5 0 19 6 0 27 5 0 6 0 0 47 6 0 29 5 0 15 5	
3 0 3 0 5 3 0 5 5 5 5 0 5 5 6 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 20 0 0 10 0	0 15 5 0 13 0 0 08 5 0 08 0 0 09 2	

Alerie. Voy. la note a du tarif n.º 6. égimens d'artillerie à pied et à cheval, reçoivent une haute-paie de cinq

0 81 0

0 61 0

o 56 o

0 47 0

0 70 0

>>

0 96 o

o 76 o

0 63 0

o 85 o

o 28 5

Enfant de troupe

GRADES.

OFFICIERS.

Etat-major.

Compagnies.

en 1.er

SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.

Petit Etat-major.

Brigadier-trompette

Compagnies.

Capitaine ...

Lieutenan**t.** .

Maître..

Artificier

Canonnier (a)

Trompette ...

avec solde

Brigadier

Solonel (1).....

LDE D'	AB FNCE,		· ·
en nestre.	Phôpital.	Supplément de solde dans Paris,	OBSERVATIONS.
	f c m 15 75 0 12 83 3 10 61 1 2 38 8 4 38 8 5 77 7 4 38 8 3 22 2 2 66 6	f c m 3 75 6 3 76 6 2 72 2 1 29 6 1 59 7 1 59 4 1 59 4 1 58	(1) Le commandant de chaque régiment reçoit, à titre d'indemnite pour frais de représentation, un supplément de 1,500 francs par an, payable tous les mois avec la solde. En temps de guerre, l'indemnite de représentation n'est due qu'à l'officier qui commande le dépôt de chaque régiment, et quel' que soit son grade. Mais elle ne doit, dans ce cas, être payée que dans les proportions suivantes: A raison de 375 francs' par an, lorsqu'il y a su dépôt deux compagnies; A raison de 750 francs par an, lorsqu'il y a trois compagnies; Et à raison de la totalité des 1,500 francs, lorsqu'il y a cinq compagnies. Cette indemnité, dans quelque proportion qu'elle soit payée, ne peut se cumuler avec celle de commandent d'une école régimentaire, ou avec toute autre indemnité. (2) Ou bien shivant son grade, si ce grade est supérieur à celui de 2.e lieutenant. (3)' Cette sol est calculée à la 365.e partie de la fixation annuelle; elle doit conséquemment être payée pour les journées effectives de chaque espece.
5570559 . 7400835 »	2 60 9 0 58 3 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	1 36 9 0 60 0 0 40 0 0 26 0 0 30 0 0 09 0 0 51 6 0 33 2 0 30 5 0 20 5 0 18 9 0 13 5 0 25 0 0 11 7	

		SULDE	DE PRÉ	SENCE,				
	MENSU des offic		JOURNALIERI des officiers et de la troup					
GRADES.	pied	pied	avec vivres de campagne,					
•	de guerre.	de paix.	pied de guerre.	pied souder paix.				
OFFICIERS.	,							
Etat-mojor.	fem	f c m		fcm f				
	283 33 3 141 66 6 200 00 0	233 33 3 116 66 6 150 00 0	9 44 4 4 72 2 6 66 6	7 77 7 10 3 88 8 63 5 00 0 8				
Compagnies. Lieutenant		150 00 0 125 00 0		5 00 0 4 16 6				
Petit État major.								
Adjudant-savec (de slieut.(2) sous offic. (solde de sous offic. Artiste vétérinaire	70 31	39 39	4 93 1 2 46 0 1 08 0	4 10 9 6 1 71 0 1 0 90 0 1				
Sellier - bourrelier, armurier, chef de forge	,	3 0	1 08 0	o 90 0 11 o 38 0 0				
Compagnies. Maréchal-des-logis chef Maréchal-des-logis, fourrier.		70 70	2 25 0 1 41 0	1 54 0 1				
Brigadier	. » . »))))))	0 62 0 0 56 0 0 70 0					
Eufant de troupe	·	*	*	0 25 0 1				
Sous-lieutenant	. »	10 20	4 16 6 2 60 0 0 98 0	30) 6 30 3 1				
Ouvrier	••	» »	o 73 o o 58 o o 46 o					
	•							

Nota. 1.0 La solde due pour les journées d'absence, dans les cas prévus officiers et soldats du train d'artillerie, d'après le taux fixé ci-dess 2.0 La solde de guerre n'est due qu'aux acmées actives ou dans y ont droit du jour où ils dépassent la frontière, ou de celui où i

7)] Artillerie.

OLDE D	ABSENCE,	Supplément	
en emestre.	à l'hòpital.	de so <u>l</u> de dans Paris. par jour.	OBSERVATIONS.
f c m 3 88.8 1 94 4 2 50 0	f c m 5 77 7 2 63 8 3 00 0	f c m 1 94 4 1 29 6 1 25 0	(1) Les quartiers-maîtres des bataillons du train ne peuvent recevoir aucun autre traitement, quel que soit leur grade. (2) Cette solde est calculée à la 365.e partie de la fixation annuelle; e'le doit conséquemment être payée pour les journées effectives de chaque espèce. (3) Ces ouvriers n'existent qu'aux armées et sur le pied de guerre.
2 50 0 2 08 3	3 50 0 2 91 6	1 66 6 1 38 8	
2 05 4 2 85 5 2 45 0 5 45 0	2 85 9 0 57 0 0 10 0	1 36 9 0 68 4 0 36 0 0 45 0	
77 0 77 0 54 0 540 5 528 0 525 0 535 d	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 19 0 0 61 6 0 43 2 0 40 5 0 28 0 0 25 0 0 35 0 0 12 5	
2 08 3 2 30 0 0 49 0 0 36 5 0 29 0 0 28 0	2 91 6 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0		

du décret du 30 décembre 1810, doit être rappelée aux officiers, soussolde de station au pied de paix. nblemens mis sur le pied de guerre: les individus réjoignant isolément at dans l'arrondissement de l'armée.

Pontonniers, Ouvrie

	, pa		SOL	DE I	DE	PRÉ	SEN	CE	
		uelle fici ers				UR N			
GRADES.	276		vec		en station			en mr	
		vivres ampa-	i .	de		l .	de	169	Pul
	i	ne.	i	apag	nė.	cam	pagi	ıe.	et sc g
BATAILLONS DE PONTONNIERS.		• •							
OFFICIERS.				8 -			_		
Etat-møjor.	I	e m		r e	m		•	m	fı
Chef de bataillon (1)	375	00 0	13	50	0	12	50 32	0	16
Quartier-maître (2)	100 166	66 6	5	55	5	5	55	5	8 %
Compagnies.				- 0					
(un ser	208	33 3	6	94	4	6	94	4	9 %
Capitaine en 2.e	166	66 6	5	5 5	· 5		94 55		8:
Lieutenant .		33 3		16 61			16 61		6 6
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	100	<i>J</i> J (01	4		U.	•	
Petit Etat-major.					•				
Adjudant-sous-officiers \ de 2.º lieuten.(3) avec solde \ de sous-officier		33		56			56		1
avec solde de sous-officier		» ' »	1 1	6ö 81			75 96		1 1
Constructeur		»	1	44	0	I	•	0	
Maître & Armurier	1	>>		75			90		
(Tailleur, cordonnier))	1 0	32	.	1 "	47	, 0	
Compagnies.	ŀ)))	•	11	,		59		
Sergent-major))))		44 98	0		13		
Caporal		"	0	88	0	1	03		
Ouvrier.))))		73 48			88 63	_	
Pontonnier)))))	1	46			6:		' i ''
Enfant de troupe		*			• •		2	9 0	0 4
Compagnies d'ouvriers et d'armuriers.			1	-		1			
OFFICIERS.	l	,	1.			1			
Même traitement que les officiers des bataillon de Pontonniers.	4		1.			1			
SOUS-OFFICIERS BT SOLDATS.		•				I			
Sergent-major		**		79			9		
Sergent, fourrier	1	» ») 98) 88			0.		
Caporal Maître))		83			9		
Ouvrier t.er		»		73		0	8	8 c) 0
Annenti	•	·50 °	٠,	> 58 > 48	1	1	7. 6.	2 .	
Tambour))		, 40 > 46	0		6	J (5 6
Tambour Enfant de troupe	1	*	ı	N	•	0	2	9 6	• O

t Armuriers.

SOLDE D	'ABSENCE,	Supplément	
•	,	de sulde	
en	•	dans Paris,	OBSERVA,TIONS.
iemestre.	l'hôpital.		~
		par jour.	
f e m	f c m	2 50 0	(1) Les chefs de bataillon commandant les bataillons de pontonniers ont droit à une indemnité de représentation de six-cents francs par an, payable par mois, avec la solde. Lersque le chef de bataillen, commandant le corps, reçoit une autre indemnité, en raison de sa position, ou enfin lorsqu'il ne se trouve point en droit de toncher celle de représentation, nul autre officier ne peut y prétendre.
и 66 6 2 77 7	1 83 3 3 55 5	1 38 8	(2) Ou bien suivant son grade, si le traitement de ce grade est supérieur.
3 47 2 2 77 7 2 08 3 5 80 5	4 94 4 3 55 5 2 66 6 2 11 1	1 73 6 1 38 8 1 38 8 1 20 3	3) Cette soide est calculée à la 365,e partie de la fixation annuelle; elle doit conséquemment être payée pour les journées effectives de chaque espese.
β; •		0 .	,
78 o 80 o 45 5 72 o 37 5 16 o	2 06 1 0 53 3 0 20 0 0 10 0 0 10 0	1 18 7 0 54 0 0 25 5 0 62 0 0 27 5 9 06 0	
12 72 0 12 49 0 13 44 0 14 36 5 14 24 0 14 28 0	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 20 0 0 10 0	0 47 6 0 29 2 0 34 0 0 26 5 0 14 0 0 08 0 0 12 0	
89 5 49 0 44 0 41 5 36 5 29 0 24 0	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 20 0 0 10 0	0 61 6 0 29 2 0 34 0 0 31 5 0 26 5 0 19 0 0 14 0 0 08 0	

GRADES.	SÖLDE				
	annuelle.	mensuele			
Gardes-côtes en temps de guerre.	,	***************************************			
OFFICIERS.	f.	f. c. z			
Capiteine Lieutenant SOUS-OFFICIERS ET CANONNIERS.	1,200 800	100 m;			
Sergent-major	50	30 001			
Sergent	. >>	24 00 0			
Caporal	>>	19 50 9			
Appointé	X	18 00			
Tambour	39	15 00 0			
Gardien de batterie	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	50 001			
En temps de paix.					
OFFICIERS.					
Capitaine	боо	50 00			
Lieutenant	400 .	33 33			
SOUS-OFFICIERS ET CANONNIERS.					
Sergent-major	150	12 50			
Sergent	72	6 00 1			
Caporal	5 4	4 50 1			
Canonnier	45 36	3 50			
Tambour	45	3 00 s 3 75 s			
Gardes-côtes sèdentaires en temps de guerre.	70				
Capitaine	• • • • • • • • • •				
Lieutenant	•••••	• • • • • • • • • •			
Sous-officier, canonnier	••••••	•••••••			
		j			

Nota. 1.º Le traitement de 600 francs, accordé aux gardiens de batterie, a jouir ;ils sont payés de la solde d'activité à leurs compagnies, ou de leurs les revues des compagnies de canonniers gardes-côtes.

2.º Les frais de bureau des compagnies de canonniers gardes-côtes s les directions où il y a plus de dix compagnies, et à 10 francs pour Cette indemnité se paye chaque mois avec la solde, et sur les mi

ensuite dans les revues de ces compagnies.

3.º Les militaires pensionnés, qui font partie des compagnies de cu vité fixée par le présent tarif.

⁽⁴⁾ Cette indemnité est payée en outre aux officiers, sous-officiers et canonniers de ces de 1. Aux officiers, sergens majors et tambours occupés chaque jour de l'instruction d

^{2.} Aux canonniers pour les journées d'instruction, en blanc, aux manœuvres des ba 3. Pour les jours qu'ils passent à escorter des munitions dans l'intérieur des îles.

^{4.} Pour ceux des travaux aux batteries, soit pour réparations d'affuts, plates-formes, 4. Enfin, pour ceux qui sont employés à l'embarquement et au débarquement de s

SOLD	E JOURNA	LIERE	
station.	en marche.	à l'hôpital.	OBSERVATIONS.
f. c. m. 33 3 22 2	f. c. m. 6 33 3 4 72 2	f. c. m. 2 38 3 1 47 2	, ,
80 0 65 0 60 0 50 0 60 0 66 6	1 40 0 1 15 0 0 90 0 0 85 0 0 75 0 0 85 0	0 60 0 0 50 0 0 35 0 0 30 0 0 25 0 0 35 0	
66 6 11 1	•	•	
41 6 20 6 15 0 12 5 10 0 12 5			canonniers est , lei , évaluée par mois à la .e partie de la fixation annuelle.
00 0 00 0 50 0	A'titre d'inde les côtes (a)	emalié pour chaqu	ne journée de service sux battèries et sur
			de de retraite dont ils pourraient complément des 600 francs sur
ctions où	il y a moins d	le 10 compagn	r mois et par compagnie pour ies. compagnies; elle est comprise
s gardes-c	ôtes, peuvent	cumuler la so	lde de retraite avec celle d'acti-

[,] en temps de guerre maritime, dans les cinq positions suivantes: ls de leur compagnie.
, et pour les jours de l'école à feu.

ns, etc. et effets d'artillerie ; décision du 18 nivère un 13 C.

		SOLDE	DE PRI	ÉSENCE,					
		UELLE	JOURNALIÈRI des officiers et de la tros						
G R-A D E S.	pied	pied	avec vivres de eampagne,	sans vivre at					
	de guerre.	de paix.	pied de guerre.	pied sau					
OFFICIERS.	, , ,		,						
État-major.	fem	fem	fcm	f c m f					
Capitaine-commandant	200 00 0	233 33 3 150 00 0 116 66 6	6 66 6	7 77 7 101 5 00 0 81 3 88 8 61					
	200 00 0 150 00 0	150 00 0 125 00 0		5 00 0 ; 4 16 6					
SOUS-OFFIC. BT SOLDATS. Petit-Etat-major.		•							
Adjudant-savec de sous - lieut. sous offic. solde de sous-offic. Artiste vétérinaire. Trompette-maître Maîtres sellier.	» » »	» »	4 93 1 2 50 0 4 16 6 1 08 0 1 08 0	4 10 9 6 1 75 0 2 4 16 6 4 1 60 0 1 0 90 0 1					
ouvriers. tailleur, bottier Compagnies.	*	»	1 08 0	0 38 0 0					
Maréchal-des-logis chef Maréchal-des-logis, fourrier Brigadier	20 20 20	29. 20.	2 25 0 1 41 0 1 01 0	1 54 0 11 1 08 0 11 0 81 0 11					
Appointé Maréchal-ferrant , bourrelier Soldat	>) >)) 30°	o 70 o o 62 o o 56 o	0 60 0 0 6 6 1 0 50 0 0 0 1 1 1					
Trompette	,	. 39 . 39	0 70 0	0 70 0 00					

Nota. 1.º La solde due pour les journées d'absence, dans les cas prévus par l'a dats du train du génie, d'après le taux fixé ci-dessus pour la sold 2.º La solde de guerre n'est due qu'aux armées actives ou dans le y ont droit du jour où ils dépassent la frontière, ou de celui où ils

uin du Génie. (a)

LUE	ABSENCE	Supplément	
en lestre.	à l'hôpital.	de solde dans Paris, par jour.	OBSERVATIONS.
88 8 50 0 94 4 50 0 98 3	f cm 5 77 7 3 00 0 2 63 8 3 50 0 2 91 6	f c m 1 94 4 1 25 0 1 29 6 1 66 6 1 38 8	(a) Ce bataillon est composé ainsi qu'ii suit, savoir: Etat-major, 1 cap. command.; 1 lieut. adjud. maj.; 1 sous-lieut. quart. maître; adjud. sous-off. 1; chirurg. aide-maj. 1; art. vétérin. 1; tromp. maître 1; maître- sellier-bâtier-bourrelier 1; aides-selliers-bâtiers-bour- reliers 2; maître-tailleur 1; maître-cordonnbottier 1; Total 12. 6 compagnies de guerre composées de 1 lieut. et 2 sous-lieut.; 1 maréch. des log. chef; 3 maréch. des log.; brigad. feurr. 1; brigad. 6; soldats dont 6 appointés 113; marech. ferrant, l'un d'eux expert 2; charron 1; selliers bourreliers 2; bottier 1; tailleur 1; trompettes 2; haut- le-pieds montés 8; Total 144. 1 compagnie de dépôt. Lieut. comm. 1; sous-lieut. 1; mar. des log. chef 1; maréch. des log. 2; brig, fourr. 1; brig. 4; soldats 90; maréch. ferr. 1; aide-vétér. 1; sellier- bougr. 1; trompett. 2. Total 105. (1) Le quartier-maître ne peut, quel que soit son grade, recevoir un autre traitement.
37 5 38 3 10 0 15 0 9 0	0 58 3 1 38 8 0 10 0 0 10 0	0 70 0 1 66 6 0 50 0 0 45 G	
7400855	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 61 6 0 43 2 0 40 5 0 30 0 0 28 0 0 25 0 0 35 0 0 12 5	

lécret du 30 décembre 1810, doit être rappelée aux officiers, sous-officiers et sol-ton an pied de paix.

blemens mis sur le pied de guerre: les individus réjoignant isolément dans l'arrondissement de l'armée.

	SC	L	DE	D.	E J	PRE	ESE	NC	Ł,
•	Mensuelle iesofficier		JOURNALIÈRE, des officiers et de la trouje						
GRADES.	avec ou lans vivre de lampagne	7.5	cam	de			static vivi	res s	PE.
OFFICIERS.	f e	m	f	•	m	; f	e	m	f
Capitain#	150 00	0	5	Q O	o	5	00	0	8 1
Lieutenant	91 66	6	3	o 5	5	3	o 5	5	5]
Sous-lieutenant	83 33	3	2	77	7	2	77	7	5
sous-officiers et soldats.	,								
Sergent-major	»		0	80	0	0	85	0	1
Sergent, fourrier	, ' »		0	62	0	d	67	0	C
Caporal	. »		4						1
Pionniers	. »		0	30	0		35	; 0	
Tambour			0	40	0	1	o 45	j 0	,

en estre.	ABSENCÉ,	Supplément de solde dans Paris, par jour.	OBSERVATIONS
c m. 50 0	f c m 3 00 0 1 55 5 1 52 7	f m 1 25 0 1 01 8 0 92 5	Il n'y a point de classes parmi les espitaines et lieu- tenans des compagnies des pionniers.
5 o	0 10 0 0 10 0 0 10 0	• 32 0 • 24 8 • 22 5 • 15 0	
:5 o	0 20 0	0 15 0	

			5 (1)	LDE	D	F	R	ÉSF	N	C E	
	MENSUELLE JOURNALIE des officiers et de la t									RE	
GRADES.	pied pied		de			en station - sans vivre de campag,			en Ba avec, sellet poli		
	de gr	ue ite.	ide	paix.	pied de guerre.			pied de paix.			SOUS-
OFFICIERS.											
État-major.	f	e m	f.		j	· c	m	f	•	m	i i
Capitaine-commandant Lieutenant adjudant-major				33 3 00 0		44 66	4	7 5	77 00	7	10 ·
Lieutenant adjoint	200	00 0	150	00 0	6				00 88		7 %
Quartier-maître sous-lieut. (1)	141	66 6	116	66 6	4	72	2	3	88	8	6 a
Compagnies.				-							
Lieutenant	•			00 0 00 0		66 00		1 .	00 16		6.1
SOUS-OFFIC. ET SOLDATS.	130	00 0				•	U	"			
Petit-Etat-major.] .			
Adjudant-Savec de sous - lieut. sous-offic. solde d'adjudes-offic.			,	•		93 46		4 -	10 7I	_	6 1
Maréchal-des-logis chef. avant			,		1	40	U	1	/-		
rang d'adjudant sous-officier	×			•	4	25			54		11
Artiste vétérinaire)))))	•		41 08		•	90 90		14
Trompette-maitre	»		,	•		08			00		11
sellier, dourel., armur. Maîtres maréchal. charron.	39		,	•	,	o 8	0		90	0	1,,
rang d'adjudant sous-officier Fourrier. Artiste vétérinaire. Trompette-maître (sellier, bourel., armur. Maîtres maréchal, charron. ouvriers: cordonnier, bottier,											
danieui-culouici	**		,		1	08	0	0	38	0	} 0 &
Compagnies.			,.		_	~ E		_	K /	_	1
Maréchal-des-logis chef Maréchal-des-logis, fourrier.))			25 41			54 08		1!
Brigadier	»		X	•		01	1		81		1 2
Ouvriers maréchal - ferrant, bourrelier, charron	` 		×	,	6	62	0	0	56	0	0
Soldat	>>		>		•	_	0	,	50		, -
Trompette) 		0	70	0		70 25		0
Eufant de troupe	; »)i	•		Ŋ		U	4 0	0	1 0

Nota. 1.º La solde due pour journées d'absence, dans les cas prévus à l'a soldats des bataillons du train des équipages ayant voyagé isolément, d 2.º La solde de guerre n'est due qu'aux armées actives, ou dans le y ont droit du jour où ils dépassent la frontière, ou de celui où ils

DE D'	ABSENCE,	Sapplément -	
en lestre.	à l'hôpital.	de solde dans Paris. ————————————————————————————————————	OBSERVATIONS.
e m	f e m	fcm	(1) Les quartiers-maîtres des bataillons du train des équipa- ges ne peuvent recevoir aucun autre traitement, quel que soit leur grade.
38 8 50 0 50 0 14 4	5 97 7 3 50 0 3 50 0 2 63 8	1 94 4 1 66 6 1 66 6 1 29 6	
60 0 18 3	3 56 o 2 91 6	t 66 6 1 38 8	
.5 4 .5 5	2 85 g o 57 o	1 36 9 0 68 4	
7 0 4 0 5 0	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 61 6 0 43 2 0 36 0 0 50 0	
45 o	0 10 0	o 45 o	
(.9 0	0 10 0	0 19 0	·
了 O 14 O 5 O	0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 61 6 0 43 2 0 40 5	
3 o 5 o 3 o 2	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	o 28 o o 25 o o 35 o o 12 5	
			

écret du 30 décembre 1810, doit être rappelée aux officiers, sous-officiers et ux fixé ci-dessus pour la solde de station au pied de paix. lemens mis sur le pied de guerre: les individus rejoignant isolément dans l'arrendissement de l'armée.

•

			SO	LDE	DE	P F	RÉ:	SEN	CE,		
	MENSUELLE des officiers,					JOURNALIÈRE des officiers et de la troup					
GRADES		pied		pied		de		en station en en sans vivres arecade campag.			
	de g	uerre.	de	paix.	de	ied guer	re.		pied paix	PCI SOC-	
OFFICIERS.	£	c. m.		c. m	f.	(c.	m.	f.	c. n	n.	
Centenier		00 0	166	66 6	7	5 0	0	5	55 5	; 8 j	
Sous-centenier faisant fonctions de quactier-maître	183	33 3	133	33 3	6	g T	1	4	44 !	4 6	
Sous-officiers et infirmiers.											
Sergent-major		»		» 	2	10	0	1	5o (0 11	
1.re classe		>>		»	1	5 0	0	1	00	0 1	
Caporal-sourrier idem		»		»	1	5 0	0	1	00	0 1	
2.e classe		>>) >		00			75		
Cuisinier, chef-ouvrier	Ì	»))		50		1	00	,	
Infirmier ordinaire		»		>>		60			50		
Cor-de-chasse	1))		»	1	00	0	:_c	75	0 1	

Officiers de

			SOI	LD	E	D J	E J	P R	ĖSE	NCI
	•	Men	suelle	,]		J	0 1	UR I	NAL	III
GRA	Pied			avec les vivres de campagne.			en station, avec et sans vivres 'a de campag.			
		đe	paix.		,	ied	(1)	•	Pied pais	, a
		The same of the sa	c. m.	1	f.				c. I	— _
)	(jusqu'à 10 ans de serv.	.66	66 d	ьl	8	33	3	5	55	
Chimmerican maion	de 10 à 20 ans	183	33	3	9	16	6	6		
Chirurgien-major	de 20 à 30 ans				•			1	66	•
(3)	de 30 et au-dessus.	205	00	\mathcal{J}	11	25	0		50	
Aide major	(de 30 et au-dessus.	125	00	٦	6	25	0		16	
Aide-major Sous-aide-major			66			33		2	22	2
Sous-aide-major.										

Nota. Le 4.º § des observations portées au pied du tarif n.º 11, Off

	PABSENCE	Supplément
o n	À	de solde dans Paris,
estre	l'hôpital.	par jour.
e. m.	f. c, m	f. c. m,
77	3 55 5	1 38 8
. 2 2	2 94 4	1 48 1
5 ο	0 10 0	0600
0 0	0 10 0	0 40 0
00	0,100	0 40 0
7 5	0 10 0	o 37 5
00	0 10 0	0 40 0
5 o	0 10 0	0 25 0
7 5	0 10 0	0 37 5

OBSERVATIONS.

Nota. 1. La masse de linge et chaussure est fixée à 10 cent. par homme et par jour indistinctement pour tous les grades.

36 centimes. Quand les infirmiers sont nourris dans les hôpitaux où ils sont employés, ils reçoivent seulement 14 centimes, dont 10 pour le linge et chaussure,

et 4 pour deniers de poche.

3. La solde due pour journées d'absence, dans les cas prévus par l'art. 10 du décret du 30 décembre 1810, doit être rappelée aux centeniers, sous-centeniers, sous-officiers et infirmiers ayant voyagé isolément, d'apprès le taux fixé ci-dessus pout la solde de station are

près le taux fixé ci-dessus pour la solde de station au pled de paix.

4. La solde de guerre n'est due qu'aux armées actives, ou dans les rassemblemens mis sur le pied de guerre : les individes raisiement individes par le pied de guerre : les individes raisiement individes par les individes raisiement individes par les individes raisiement individes par les individes pa

guerre : les individus rejoignant isolément y ont droit du jour où ils dépassent la frontière, ou de celui de leur arrivée dans l'arrondissement de l'armée.

.

Corps.

E D'	ABSENCE,	Supplém. de selde dans Paris.	OBSERVATIONS.
m. 7 5 3 0 3 1	f. c. m. 3 95 5 4 51 1 5 06 6 5 90 0 2 96 6 1 22 2	f. c, m. 1 38 8 1 52 7 1 66 6 1 87 5 1 38 8 1 11 1	(1) Cette solde n'est payable qu'aux armées actives; voyent le deuxième alinéa, S. Il des observations générales. (2) La solde d'hôpital a été calculée de la même manière que pour les officiers de santé des hôpitaux. (3) Les chirurgiens-majors ayant atteint le nombre d'années de service pour haque classe d'ancienneté, ne peuvent être admis à recevoir la solde attribuée à ces classes, qu'en vertu d'une décision spéciale ministérielle.

		SOLDE DE	PRÉSENCE,					
		JOURNALIERE,						
e Bare	Mensuelle,		EN MAR	CHE				
GRADEŞ.	en station.	en station.	en détachem.	iso en koa l'isiem de en				
OFFICIERS.	f c m	f e m	,fcm	f:				
Gapitaine de 1.re classe de 2 e idem de 3.e idem de 1.re classe de 2.e idem Sous-lieutenant. SOUS-OFFICIERS ET CAPORAUX.	222 22 2 200 00 0 138 88 8	7 40 7 6 66 6 4 62 9 4 07 4	11 88 8 10 40 7 9 66 6 7 12 9 6 57 4 6 20 3	7.6 -4.4				
Compagnies de grenad., sergent	ນ ຈ ນ	1 06 0 0 76 6 0 92 6 0 70 0	1 31 0 0 91 6 1 17 6 0 85 0 (d)	0				

Les officiers et sous-officiers en recrutement à Paris ont droit, en ouler 2.º Les militaires détachés en recrutement, lorsqu'ils sont logés dans le sernement, paient le prix de ces fournitures au préposé de l'entreprise, an de sous-officier et caporal : dans ces deux cas, les journées des lits sont dans de détachement en remettent le montant au préposé chaque true lieu à allouer celle de logement.

3.º Tous ces objets se paient sur les fonds de la conscription, d'apple 4.º Les détachemens de recrutement sont au compte des fonds de la les départemens où ils doivent exercer leurs fonctions; ils cessent d'êtn à leurs corps.

Dans ces deux positions, les militaires des détachemens de recrutement payés, s'ils marchent isolément avec l'indemnité de route, que sur le fournis aux corps de leur arme; et s'ils voyagent en détachement, ils

b) Cette indemnité n'est pas payée pour les jours où les hommes ont reçu l'indemnité (

⁽a) La solde affectée aux fonctions de recruteur ne doit conséquemment leur être pay départ pour retourner à leur corps, après que leur mission est terminée : circul. du 28 brus duire des conscrits.

⁽c) Pour les journées de présence en station seulement.
(d) Les officiers et sous-officiers pendant leurs tournées dans l'arrondissement qui lour est déplacement auxquels les obligent leurs fonctions, dans la circonscription du déplacement le traitement fixé par l'une ou l'autre de ses deux solonnes, suivant que leur

spartemens pour les levées de la Conscription.

en estre.	ABSENCE,	Supplément de solde dans Paris; par jour.	OBSERVATIONS.
13 3 7 7 0 0 3 6 2 7 8 8	f c m 4 66 6 3 55 5 3 00 0 1 97 2 1 55 5 1 52 7	f c m 1 66 6 1 38 8 1 25 0 1 15 7 1 01 8 0 92 5	
6 o 5 o 1 o 2 5	0 10 0 0 10 0 0 10 0 0 10 0	0 18 8 0 15 0 0 14 8 0 12 5	

a solde; savoir: deur est payée sans interruption pendant leurs absences, pour conduire mens militaires meublés.

encs 50 centimes pour cheval de selle.

de service comme dans les corps;

de la masse de chautfage ci-après, num. 37;

rif donné par la circulaire imprimée du directeur général du 21 février

d'u'ils ne sont point logés dans les casernes (c).

dément de traitement attribué dans cetté place.

ns militaires, et qu'ils reçoivent des fournitures des entrepreneurs du caso cent. par jour pour chaque lit d'officier, et de 4 cent. pour chaque lit es et décomptées dans les états de paiement et les revues, et les commanque l'indemnité de 10 et 4 cent. pour loyer des lits est payée, il n'y a pas

es états que la solde, et se portent dans la même revue.

tion, à dater du jour où ils partent de leurs corps pour se rendre dans le de ces fonds, du jour où ils quittent les départemens pour retourner

droit à la solde affectée aux fonctions de recruteur, et ne doivent être solde attribuée à la position dans laquelle les vivres de campagne sont qu'à la solde de marche attribuée aux mêmes corps (a).

er du lendemain de leur arrivée au lieu du recrutement, jusques et non compris celui de leur t droit néanmoins à cette même solde, lersque pendant leur reute, ils sont chargés de con-

militaires isolés.

droit ni à la solde de marche ni à l'indemnité de route : il en est de même, pour les ils se trouveront attachés. Lorsqu'ils sont en route pour la conduite de conscrits, ils considérer comme détachemens on comme militaires isolés.

GRADES		501	DE DE	PRÉSEN	CE
BATAILLONS DE VÉTÉRANS		des			
BATAILLONS DE VÉTÉRANS, C. m C. e. m C	GRADES,	avec	avec vivres	en station,	1
BATAILLONS DE VÉTÉRANS, C. m f. e. m f			de	sans vivres	see.
OFFICIERS. Etat-major. Chef de bataillon Quartier-maître (1) Adjudant-major Compagnies. Capitaine 1.er id.m. 2.e idem 2.e idem 3.e.		campagne.	campagne.	de campag.	105
Etat-major.	BATAILLONS DE VÉTÉRANS,	,			
Chef de bataillon					1
Quartier-mailer (1)	•	•		f. c. m.	1.1
Capitaine 1.71 classe 1.25 00 0 3 33 3 3 33 3 6	Chef de bataillon	200 00 0	6 66 6	6 66 6	10
Capitaine Capi	Adjudant-major	100 00 0	2 2 2 3	3 33 3	6
Capitaine { 1.re classe 125 00 0 4 16 6 4 16 6 7 100 00 0 3 33 3 3 3 33 3 3 33 3 3 33 3 3 33 3	H	100 00 0	3 33 3	3 33 3	"
Lieutenant 2.0 idem 100 00 0 3 33 3 3 33 3 3 33 3 3 33 3 3 33 3	Carre classe	125 00 0	4 16 6	4 16 6	-
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS. Petit Etat-major. Adjudant-sous-officier	2.e idem	100 00 0	3 33 3	3 33 3	6
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS. Petit Etat-major. Adjudant-sous-officier	Lieutenant § 1.er u.m.	83 33 3	2 77 7	2 77 7	
Petit Etat-major.		73 00 0	2 30 0	1 2 30 0))
Adjudant-sous-officier					į
Tambour major	Adjudant-sous-officier	,,	. 60 0	1 65 0	1,
Caporal-tambour	l' Tambour major	» ·			1 '
Musicien.	Caporal-tambour	»		1	0
Compagnies Sergent major Sergent fourrier S	Musicien	»	4		
Sergent Marier Sergent Serge	_	, »	0 30 0	0 35 0	0.1
Sergent fourrier					
Caporal.	Sergent tourrier	>>		3	1 '
Veleran	Caporal) "		1	
Tambour Enfant de troupe. Compagnies de Canonniers vétérans. OFFICIERS. Capitaine. 1.e classe 2.e idem 125 00 0 5 00 0 5 00 0 6 16 6 7 16 6 7 16 6 7 17 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	Veleran	>>	• <u>•</u>	1	
Compagnies de Canonniers vétérans. OFFICIERS. Capitaine \begin{cases} 1.0 \cdot	[lambour		0 40 0	•	F
OFFICIERS. Capitaine \{ \begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc		»	» ·	0 20 0	3 4
Capitaine \begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc				}	
2.e idem 125 eo 0 4 16 6 4 16 6 7 100 00 0 3 33 5 3 33 3 5 2 77 7 5 SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS. Sergent major 3 44 0 1 49 0 1 1 1 1 1 1 1 1 1	f a also				
Lieutenant . \ \begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc	Capitaine	130 00 0	5 00 0	1 .	
SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS. Sergent-major Sergent, fourrier Caporal Canonnier-véteran. Tambour S3 33 3 2 77 7 2 77 7 5 1 44 0 1 49 0 1 3 0 71 0 0 76 0 0 5 1 2 77 7 7 5	Lientenant 1.er idem	100 00 0	3 33 3		
Sergent-major	2.e idem	83 33 3	i e		
Sergent, fourrier					
Canonnier-véteran. Tambour "" O 71 O O 76 O O 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	Sergent-major	'n			1
Canonnier-véteran	Ganoral	»	•	1	- `
l'ambour	Canonnier-véteran)) 	•.	7.	
Entant de troupe	lambour	y		_	1
	Entant de troupe	» -	æ	ł	0 4

		and the second second second	
DE D'ABSENCE,			•
		Supplém	
	, à	de solde	
·	; =	dans Paris,	OBSERVATIONS.
stre.	l'hôpital.		
		par jour.	
			Nota. Les commandans des bataillons de vétérans n'ont pas droit à l'indemnité de représentation de 600 fr. par an. (1) Suivant son grade.
. m.	f. c. m.	f. e. m.	
3 3	3 66 6 .	1 33 3	•
5 6	ı 33 3	o 83 3	
3 3 3 6	3 16 6	1 04 1	
368 360	1 33 3	0 83 3 0 92 5	•
' ' O	1 00 0	o 83 3	
	1		
• 0	0 53 3	o 64 o	
. 5	0 26 6	0 32 0	
5 . o	0 18 3	0 27 5	
	0 10 0	- 130	†
; o	o 26 6	32 0	` •
· 0	0 20 0 0 15 n	0 24 0	
, O	0 10 0	0 15 0	
.	0 20 0	0 15 0	
· o	3 00 o	1 25 o	
,· 3	·2 16 6	1. 04 1	:
. 6 . 8	1 83 3 ·1 27 7	0 92 5	
		J	
; O	0 48 0	0 57 6	· ·
i. O	o 32 6 o 23 6	o 39 2 o 35 5	
0	o 15 3	0 23 0	
· U	0 07 8	0 11 7	
		Ì	,

	GRADES.	TRAITEMENT ENTIER comprenant la solde et les masses,			
	par an.	par mois.	par jour.	F ²	
	Officiers.	f. c. m.	f. c. m. 583 33 3	f. c. m. 19 44 4	f L(
Chef	d'escadron	5 ,2 00	433 33 3	14 44 4	1
Capitaine.	en 1.er	3,000 2,800 2,000 1,800	250 00 0 233 33 3 166 66 6 150 00 0	7 77 7 5 55 5	
que dans la	e capitaines et lieutenans en second gendarm, des ports et arsenaux marit.	1,600	133 33 3	4 44 4	
Sous	officiers et Gendarmes.			2 00 0	
Brigades à cheval. Brigades à pied.	Maréchal-des-logis Brigadier Gendarme, trompette Maréchal-des-logis Brigadier Gendarme et tambour	700 600	116 66 6 108 33 3 90 00 0 58 33 3 50 00 0 41 66 6	3 61 1 3 00 0 1 94 4 1 66 6	
	(001101110 00 011111			n faite de	
Brigades à cheval	Maréchal-des-logis	715	59 58 3	2 87 5 2 59 7 1 98 6 T E .	1 2
	OU PORTION DU TRAITE				•
	toutes indemni	tés et ma	sses déduit	tes.	_
Officiers Sous-officie	_	3,990 2,054 1,854 1,491 1,291 1,091 820 720	332 50 0 171 16 6 154 50 0 124 25 0	3 58 0 3 63 0 2 27 7 2 00 0 1 38 8 1 66 6 1 38 8	

Nota. Le supplément du quart de solde accordé aux officiers, sous-officiers que dans le département de la résidence des compagnies auxquelles les que recevoir le traitement de service extraordinaire.

2011			والمراب المراب	
	INDEMNIT	ÉSPAYABLES AVEC I	LA SOLDE,	1
ément				
<i>*</i>	pourservic. extraordin.			
iolde	hors du	- 4		
Paris,		Pour frais de to	urnée.	
	oupour			OBSERVATIONS.
	déplacem.			
· —	[·			
•	l '	· ·	Sommes	
-jour	par jour.	Nombre de revues par an.	dues par chaque	·
	1 ' '		revue.	•
·				
i. m.	1	•		(a) Decr. imp. du 3 cetob. 1811.
8 8	f. c. m. 5			Voy. la note de la page 294 du vol. II
3 0		1 revue par départ.nt	200 00	, ,
	• • •	4 id. par départ. r. revue et par arrondis., pour les	100 00	Lorsquo les efficiers recoivent
.88	4 00 }	y compris celui) antres		les fourrages des magasins du gou-
	1	de leurrésid. (a) revues.	50 00	vernement, ils subissent, sur leur
8 3	3 00 j	3 id. par compagnie.	100 00	indemnité de service extraordi-
, ,	3 00	Ι (7	. >>	naire, la déduction d'un franc par ration.
5 1	2 50	6 id. par lieutenance		
N .	2 50	o .m. bur wearenamee	1 00 00	I and the second of the second
	1 - 55		<u>"</u>	<i>}</i>
	[Pour frais de bu	ureau.	Les frais de bureau de la gen-
		A P		darmerie maritime sont payes sur
8 ì	2 50	300 francs.	· ·	la masse des secours.
	1	INDEMNITES		
		TNDEMINITES		į
	4	her pour service extraor	d par iour.	
	our decouc	Her,		
	par nuit.	dans l'intérieur. a	+ at 14	
,.		The state of the s		Ce tarif de solde n'est dans le
٠.	fr. c.		fr. c.	cas d'être suivi que lorsque la por-
•	0 70		o 90 '	tion de soide affectée à la nourri- ture des chevanx est donnée, en
, »	0 60		o' 80 (gratification; ce qui ne peut arri-
) 33	o 50	o 50 /	v 70	ver qu'aux armées, et en vertu de
>>	o 60	0 40	0 70	décision speciale de S. M.
:) >	o 50	o 35	o 6•	,
, <u>,</u>	0 40		o 5o	
(•		- 1	
je a	įla nourritu	re des chevaux.	•	
. a	}	(On doit dans tou	ites les posit	ions et dans tous les cas, hors celui
Υ) prévu à l'observatio	n précédente	e décompter d'après ce taux la l
‡ '	1	solde des sous-offic	iers of genda	armes montés, en ajoutant un franc
נ יו י		pour chaque journé	e de cheval.	
i l	SUPPLÉMEN			
k §	du quart de so			
1	près les ateli de déserteu			
	condamnés			
∤. 		المسلم		
.	}		r	
þ /		On n'a pas porté	ici le supp	plément du quart de solde des offi-
· 1		Ciers, parcéqu'il n'	est pas à prés	sumer qu'il s'en trouve souvent qui il
, 		soient employes pro	es les atelier	s. Lorsqu'il y en aura, leur supplé- e la soide proprement dite.
, (•	C'est également	er io bion di	que doit s'opéres la retenue de deux
j, 1		centimes par franc	pour la cent	ribution personnelle.
	3	į į		
	• 56		-	
0	•	9		i i
D 0				[1
P 4 1	o 34	,		•
5 6	0 34	5		. ,
6 9 5 5	o 34	7		
5 5	0 27	7		
				·
ndar	mes, emp	loyés prés les ateli	ers des de	éserteurs condamnés n'est du
				hors du département, ils doi-
, ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	LA AMBAGABA (- D a Phint		stand and and an analysis and and and
	•	•		i

Dépôts de Conscrits réfractaires, Conscrits avant qui n'ont point de m

	GRADES.	en	jour static	rna on
C	uartier-maître de dépôts de conscrits réfractaires onscrits réfractaires	0 0	35 30 30	0

(a) Les conscrits marchant societées exigent un rassemblement extraordinaire de m ces dépôts, doivent jouir, s'ils sont en activité, du supplément égal au tiers de la soite classe de leur grade. Ces supplémens sent payés sur les fonds de lageonscription, en

Militaires employés près les dépôts de Réfracti

DESIGNATION des fonctions à exercer près les Conscrits.

Dépôts de réfractaires.

Militaires pris dans les corps de troup. pour être employés à la police des dép. Solde de présence avec vivres de ca

Militaires pris dans l'état de réforme ou de retraite

Conscrits en marche.

Conducteurs 'étrangers aux détachemens de recrutement dont . il est question au tableau n.º 27. pris, soit dans les corps, soit dans

pris parmi les militaires en retraite \tabl. 32, s'ils sont au nomb. de 6ets ou en réforme...

NATURE du Traitement et ses proportis

Un supplément du tiers en sus

1.º Le complément nécessaire avec leur solde de retraite ou le m de réforme, porter leurs appointem taux de la solde de paix et de s sans vivres de campagne, de la nière classe de leur grade.

2.0 Un supplément du tiers a de cette dernière solde.

1. Le supplém. du tiers en susdel de leur grade pour le temps de leur tant pour aller à la destination des des que pour retourner à leur résiden

2.º La solde de, route fixée par rif tableau num. 32, si les coudu sont au nombre de six et au-des

On l'indemnité de route, si sont pas au nombre de six au-m

1.º Le complément nécessaire aves leur solde de retraite ou tr de réf., porter leur solde au ta celle de la deruière classe de leur 2.º La sold. de march. déterminé

Ou l'indemnité de route, s'is

au-dessous de ce nombre. 3.º Et le supplém. du tiers en su sold. d'act. de la dern. clas. de leu

vée aux corps (b), et Recrues des corps hors ligne recrutement.

OBSERVATIONS.

Comme quartier-maître d'infanterle s'il est lieutenant ou sous-lieutenant, et comme capitaine de troisieme classe d'infanterie s'il est capitaine.

Depuis le jour de leur réunion aux chefs-lieux d'arrondissement.

Depuis le jour de leur arrivée au lieu de leur recrutement jusqu'à celui de leur arrivée au corps ou au depôt de recrutement.

cent la solde qu'à compter du lendemain de leur arrivée au corps.
formation d'un dépôt pour les reunir. Les officiers qui seraient désignés pour commander; et s'ils sont réformés ou en retraite, d'un applément égal autrers de la solde de la dernière au accordés aux autres militaires employés au resrutement; voyez l'appendice du chap. 16.

Conducteurs de Conscrits en route.

OBSERVATIONS.

ence

itai

. 111

O (

pplément se paie sur les fonds de conscription.

mplément se paie sur les fonds

pplément se 'paie sur les fonds la conscription.

pplément se paie sur les fonds la conscription.

solde se paye sur les fonds de

mnité de route se paye sur les idats des commissaires des guerres.

mplément se paye sur les fonds la solde.

indemnité se paye sur les mandats commissaires des guerres. pplément se paye sur les fonds la conscription. Nota. Lorsque les conducteurs sont pris parmi les soldats, le supplément du tiers de solde leur est payé comme caporaux.

(1) Les généranx commandant les divisions militaires, sont autorisés à employer pres les depôts de conscrits réfractaires des officiers d'état-major, à défaut d'officiers de corps; dans ce cas, ces officiers sont traités comme ceux de corps; lorsqu'il y a insuffisance d'officiers en activité, on employe des officiers en réforme ou en retraite.

rale du directeur général de la conscription, du 24 mars 1811, défend de mettre, dans aucun cas, les détachemens de conscrits sous l'escorte des officiers et sous-officiers en réforme ou en retraite. Il n'y a donc lieu à l'application des dispositions contenuedans ce paragraphe, que dans les cas extraordinaires et par suite d'ordres supérieurs.

Solde de route représentative de l'ancien Supplén d'étape parcourues en un

DÉSIGNATION DES GRADES.	de représ de l' supp	ancia
	par	jon.
		f. (
Colonel	5	00
Major	4) 5
Chef de bataillon ou d'escadron	4	0 6
des compagnies d'infirmiers, et juge des régimens suis-	3	œ
ses au service de France	•	1
Lieutenant, sous-lieutenant, chirurgien aide et sous-aide, 1.er porte-aigle des régimens d'infanterie, sous-centenier)	
des compagnies d'infirmiers, aumonier et ministre des	3	50
régimens suisses	•	
Quartier-maître	suiv. s	20 (TOS
Sergent-major, maréchal-des-logis chef, tambour et	_	~
trompette-major	0	4
Sergent, maréchal-des-logis, fourrier et artiste vétérinaire Caporal, caporal-tambour, brigadier, brigadier-trompette,	0	35
soldat, tambour, trompette, musicien, maître-ouvrier,	0	2
ouvrier et enfant de troupe		•
Indemnité représentative du cheval de selle	4	50
Nota. La solde de route se paye pour les journées de s 1.º Aux prisonniers de guerre voyageant par convois ou dé 2.º Aux troupes de la confédération du Rhin ou des pu circulaire du directeur gén. des revues, du 12 octobre 1808 3.º Aux compagnies de la réserve voyageant hers de les 4.º Aux corps de la garde municipale de Paris lorsqu'ils objet de service.	tacheme issances , num. ur d épa	ens: alid 133; riend
(a) Les quinze sentimes de masse d'ordinaire attribués à ces	troupe	• ba

⁽a) Les quinze sentimes de masse d'ordinaire attribués à ces troupes pu du trésor imperial.

ape, et Supplément de solde pour les distances sus de la première.

de s les pe pe n un en	distances arcourues jour	OBSERVATIONS.			
f.	c.				
3	00	,			
1	8 0	•			
1 .	6о				
	·				
1	20				
		·			
1	00				
_					
ant c	on ando				
	ou grade				
, O	40				
0	16				
0	14	\cdot			
	- 4	•			
•	10 »	Cette indemnité n'est attribuée qu'aux espitaines, lieutenans et sous-lieutenans des troupes à pied ayant plus de cinquante ans d'âge; elle n'est due que pour les journées de marche.			
port	de à leur	s de marché: tarif particulier ci-après). nce, dans les cas prévus par les décisions transmises par la			
	s les cas prévus par l'instruction du 30 avril 1810; ées ou qu'ils en reviennent, ou enfin lorsqu'ils sortent de Paris pour				

mes décisions, seront payés sur le titre de solde de station à la charge

GRADES, TITRES

ou

QUALIFICATIONS DES PRISONNIERS dans leurs pays.

GRADES
de l'armée françai
auxquels
ils sont assimils

Soldats de toutes armes	
Canonniers (cordonn., bottier, culottier,	1
	Soldat id.
Ouvriers-des-corps . tailleur, sellier, armurier, éperonnier, maréchferrant,	- Ooluae sa
artiste vétérinaire	
Non-combattans	
Domestiques mâles	
Commissaires des guerres ordonnateurs commiss. ordinaires.	Commissaires des gue
Interprètes choisis parmi les prisonniets	••••••
2.º Armées navales et marine marchande de	
toutes les puissances (les Anglais exceptés).	
Amiral	Général de division.
Vice-amiral	1
Chef d'escadre	Général de brigade
Capitaine de vaisseaux	Colonel
Capitaine de frégate	Chef de bataillon
Leutenant de vaisseau	(
Lieutenant de frégate	Capitaine
Enseigne)
Maître ou chef-ouvrier	Sergent d'infanterie.
Matelot	6.11.4 (2
Volontaire	Soldat id
Ouvriers et tous autres	Com Hombonom
saédois, du port de 50 tonneaux et au-dessus	Sous-lieutenant
3. Prisonniers anglais.	, 1
Armée de terre.	
	· .
Feld-général ou feld-maréchal	Général de division.
Lieutenant-général	Général de brigade
Major general,	
Brigadier général	Colonel
Colonel	Capitaine
Lieutenant	Lieutenant
Enseigne	Sous-liqutenant
Bas-officier	Soldat d'infanterie.
Soldats. Non-combattans	Column a marametre
Marine royale anglaise.	
	Cinial de disina
Amiral commandant en chef	Général de division

sonniers de guerre.

ten st	DE ation dépôts,		L D E alière.	OBSERVATIONS.
is.	par , jour.	à l'hôpital.	en route.	·· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
. m,	f. c. m.	f. c. m.	£. '0.	
	0 15 0	0 05 0	● 2 5	Les otages sont traités comme les non-combat- tans, lorsqu'ils in ont point des moyens d'existence.
ж о •	3 33 3 2 50 0 0 75 0	2 33 3 1 50 0	5 0 0 4 00	Traitement fixé par décision spéciale. L'interprête jouit de la solde de son grade comme prisonnier; les 75.es lui sont payés à titre de supplément, et seulement pour les journées d'activité. Il ne peut y en avoir qu'un par 500 prisonniers.
50 o	8 33 3 5 55 5	7 33 3 4 55 5		Même observation qu'au 1.61 S. Armées de terre de toutes les puissances.
10 0 20 0	3 33 3	2 33 3	5 00	
ٔ ه مر ا	2 50 o	1 50 o	4 00	·
ο΄ Το ο΄	1 66 6 1 25 0	1 00 0 0 75 0	3 oo 2 50	
ii	0 31 0	0 10 3	·o 35	
u.	0 15 0	o o5 a	0 25	
4 6 6	_0 97 2	o 55 6	2 50	
10 O	8 33 3	7 33 3		Iden.
6 6	5 55 5	4 55 5	}	•
ю о	3 33 3	2 33 3	5 00	·
)O O	2 50 1 66 6	1 50 0	4 00 3 00.	
io o	1 25 0	o 75 o	2 50	
6 6	0 97 2	0 55 6	2 50	
,	0 07 5	0 02 5	o 25	
30 0	8 33 3	7 33 3		Idem.

GRADES, TITRES ou QUALIFICATIONS DES PRISONNIERS deus leurs pays.

de l'armee francos auxquels ils son asses

Amiral portant pavillen ou grand mât de hune. Vice amira! Réar-amiral Commodore Post-captain de trois aus Maester and commander, ou captain-nopost Capitaine de brûlot Lieutenant sans distinction Commissaire de marine Comptador de vaisseau Ministre à bord des vaisseaux Midshipman, ou aspirant de la marine royale. Officiers (chirurgien major de santé.) Idem de 2.º classe et aide à. Interprètes des officiers (a). Matelots, volontaires Ouvriers Canonniers pris sur les vaisseaux de roi, et tous autres, sans distinction. Marine marchande anglaise.	Général de division Général de brigade. Colonel
capitaines. 80 touneaux et au-dessus. Subrécarque	Sous-lieutenant Soldat d'infanterie.
u'ont pas été pris sur les bâtimens de leur nation, et qui n'ont aucun grade dans l'armée de terre ou navale, et tous autres	

Nota. 1. Les officiers prisonniers de guerre de toutes les puissances indistanctement, peut conséquemment leur accorder ausune fourniture en nature.

Ceux promus à de nouveaux grades par leur gouvernement, depuis leur captivité.

2. Les sous-offic, et se idats, et tous ceux traités comme tels (les Angl. exceptés), n

On leur délivre, pour le coucher, des demi-feurnitures ou de la paille de couchag
revues; celle des demi-fournitures est liquiéée et légularisée suivant l'instru tion une

3. Les femmes et enfans n'ont dreit en station, qu'à la fati n du pain et a celle de 4. Les sous-officiers et soldats anglals, et tous les prisonniers de cette nation d'une ration de pain du poids d'une livre; d'une ration de viande; d'une ration de les femmes et les enfans n'ont droit en tation, qu'au pain et au chauffage : on les 5. Les sous-officiers et soldats anglais, et les prisonniers de cette nation qui leur se par homme et par an, payable à l'effectif d'après les journées d'existence des prisonniers de cette de cett

Ces deux masses s'administrent en commun, et, les prisonniers n'en reç ivent aucun de 6. La solde d'hôpital des prisonniers de guerre est celle de station dont en a supérieur à celui de capitaine; 66 cent. 6 m. pour ceux assimilés au grade de capitaine : les deux tiers pour ceux assimilés aux sous-officiers et soldats. La retenue faite sur lecaux chirurgieus-majors; de 40 cent. pour ceux assimilés aux aides-majors; et de 35 cent

-				
S O I	D E ns les dép.	S O L journa	D E	OBSERVATIONS.
mois.	par jour.	à l'hôpit.	en route.	
ç. m.	f. c. m.	f. c. m	f. c. m.	
0 0 0	8 33 3	7 33 3	• • • • •	
66 6	5 55 5	4 55 5		Idem.
00 0	3 33 3	2 33 3	5 oo o	
00 0	2 50 0	1 50 0	4 oo o	
00 0	1 66 6	1 00 0	3 oo o	
50 o	1 25 o	0 75 0	2 5o o	
16 6 50 0 16 6	1 25 0 0 97 2	o 55 6 o 85 o o 64 o 1 oo o	2 50 0 2 50 0 2 50 0	Traitement fixé par décision spéciale Payé en reute suivant son grade. (a) Les interprètes doivent toujours, lorsqu'il est possible, être choisis parmi les officiers; s'il ne se trouvait point d'officiers, il doit en
e. > , lt	0 07 5	0 02 5	o 25 o	être rendu compte au ministre (art. 14 du ré- glement du 8 octobre 1806).
ι 6 6	0 97 2	o 55 6	2 50 0	
> .1 <u>a</u> .	0 07 5	0 02 5	o 2 5 o	
.>	>>	»	0 12 5	

à aucun sutre traitement qu'à celui fixé par le présent tarif pour chaque grade; et on ne

e soldats, jeuissent par jour, indépendamment de la solde de 7 centimes 5 millimes; légumes secs : d'une ration de chauffage.

irche la solde de o fr. 12 cent. 5 mil.

qu'au traitem. du grade qu'ils occupaient au moment où ils sont tombés au pouvoir des français.

en damment de la solde qui leur est attrib., à 1 rat. de pain et à 1 rat. de chauffage par jour.

ere fourniture se calcule en raison des journées, et se comprend, en conséquence, dans les
eur de l'admin. de la guerre, du 14 décemb. 1807, sur les lits militaires (traité Laurent).

on leur alloue en route une solde de o fr. 12 cent, 5 m.

[,] ainsi que les femmes et les enfans, ont droit à une masse d'entretien fixée à 6 francs, masse de linge et chaussure fixée à 5 cent. par homme et par jour.

a retenue affectée aux hôpitaux, savoir: 1 fr. pour tous les officiers assimilés à un grade ceux assimilés aux lieutenans; 41 cent. 6 m. pour ceux assimilés aux sous-lieutenans, et l'é est d'un fr. pour ceux traités comme les colenels; de 52 cent. 2 m. pour ceux assimilés aux sous-aides-majors.

Surveillans des Dépôts de Prisonniers de guerr

•	•		
DÉSIGNATION DES FONCTIONS A EXERCER			
	près		
LES PRISONN	IERS DE GUERRE.	þar	
		_	
D E	POTS.		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	parmi les officiers ou sous-officiers	• • • • • •	
do in gonda motio importan		Lear	
Commandant de dépôt, pris préforme (1)	parmi les militaires en retraite ou en	1.4	
lordinic (1)		1110 7.	
Surveillant		(ب ر	
	,		
Traitement fixe p	our frais de bureau	3)	
Charge Traitement	dans les dépâts de 500 à 1000 pri-	2,	
de détail.) supplémentaire		•	
pour fruis du burgo	dans ceux de 1000 à 2000	30	
frais de bureau.	dans ceux de 2000 et au-dessus	35	
Convoi	s en marche.		
dû à leur, a Ceux pris pas retraite, or marche, au employés p	ns les corps ont droit au traitement rme et à leur grade en route mi les militaires en réforme ou en et droit, pour le temps de leur même supplément de solde que ceux rès les dépôts, et, en outre, à la etc fixée par le tableau num. 32.		
Nota. 1.0 Il ne pent y avoir o	ru'un seul commandant par dénôt de	nr. u	

Nota. 1.º Il ne peut y avoir qu'un seul commandant par dépôt de preut peut y avoir, outre le commandant, un officier ou sous-offic. chargé de

2. Le complément des 100 francs par mois, revenant aux efficiers restration de quittance, et se régularise, savoir : à la fin de chaque trime ducteurs, par une revue spéciale établie au lieu de l'arrivée desdits conducteurs.

3.º Les indemnités de frais de bureau dues aux chargés de détail, se p d'après des extraits de revue envoyés à ce ministre.

⁽¹⁾ Ensuite d'une déclsion du ministre de la guerre en date du 16 janvier 1812, il di les dépôts de prisonniers de guerre anglais dont la force est au-dessous de 500 prisonuers des autres puissances, aux commandans des dépôts, de des chargés de détails (on remarquera qu'il ne pourrait y en avoir, qu'ensuite d'une à à ceux des dépôts de 500 à 1000 prisonniers, 75 francs; à ceux des dépôts de 1000

ducteurs de convois de Prisonniers en marche.

DO

Г. OBSERVATIONS. jour. N'a drait à aucun traitement, à moins qu'il ne remplisse les fonctions de chargé de détail. (Voir la note el-apres). re pour, 04 60 i. Idem. . porter uscs par Il ne peut en être employé saus autorisation expresse du Ministre de la guerre. Il ne pout être employé de chargé de détail que dans les dépôts de 500 prison-**3** niers et au-dessus. Dans les dépôts de moindre force, le commandant remplit les fonctions de chargé de détail, et reçoit les 26 fr. de frais de bureau. **:3** * 6 6

q-cents hommes et au dessous. Dans les dépôts excédant cette force, il retraite, se paie sur états nominatifs, avec un double portant déclaceux employés près les dépôts, par une revue spéciale; et pour les cou-

tu d'ordonnances du ministre directeur de l'administration de la guerre,

aux commandans de dépôts une indemnité de frais de bureau fixée ainsi qu'il suit : Pour nes par mois ; pour ceux de 500 à 1000 prisonniers, 125 francs ; pour ceux de mille et re et au-dessous, n'ayant point de chargés de détails, 100 francs; aux mêmes, s'il y existait e du ministre de la guerre, voyez le titre 3 du num. 169, page 371), 50 fr. par mois; , 100 francs par mois.

68

ARMES ET GRADES.		ANNUELLE lemnité	OBSER V AT 19	
	de logement.	d'ameu- blement.	OBSERVAIL	
	***************************************	f. c. m.		
Maréchal d'Empire et colonel général (1)		******	(1) Lorsq. les p oficiers de :	
État-major général.		1	sont pourse fonctions is	
Général ou command. en chef d'armée (2)	6,000	2000 00 0	ils recoives	
Lieutenant général (3)	3	_	à ces foncti	
deneral de division ()	1,8 00	600 00 0	(2) Les matel d'empire, m	
Généraux de divis. inspect. de la gendarm.	4,000	»	du senat, len	
Général de brigade	1,200	400 00 0	sont appeal	
Adjudant-commandant	600	200 00 o	COT PS d'2M	
Aide-de-cam Colouel	600 480	200 00 0 160 00 0		
et adjoint. (4) Capitaine	216	108 00 b	Ou su gouve	
Lieutenant et sous lieuten.		72 00 0	a ann bays ca	
			ou à l'autre	
Etat-major des places.	ŧ		indemnites la position	
(de 1.re classe	1,200	400 00 0	ne reçois.	
Commandans de 2.e	1,000	333 33 3		
d'armes (a) de 3.e	800	266 66 6	(3) Les gén. 1	
de 4.0	600	200 00 0	1000000000000	
Adjudans) de 1 re classe	216	108 00 0	un commi	
de place (a) (de 2.e	144	72 00 0	لفدم ساماها	
Secrétaires de 1.e classe	144	72 00 0 66 00 0	selon la pa	
écrivains (a) \ de 3.e	120	60 00 0		
1 de 4.e		54 00 0	le traitem	
Portier- consigne	108		de leur gn ne peuv.:	
	Į.		y prétendu	
Inspect. aux revues et Commis. des guerres	·		(4) Les aidH	
Inspecteur en chef aux revues			pas droiti i indem deil	
Commissaire ordonnateur en chef	1,800	• • • • • •	ou d'ameab.	
Inspecteur aux revues	, , , , ,	400 00 0	qu'il leur si une double	
(5) (Commissure ordonnateur	1,200	400 00 0	(5) L'ind. d	
Sous-inspecteur aux revues	600	300 00 0	none été e	
Commissaire des guerres.	}		minist de	
(Adjoint aux commissaires des guerres	144	72 00 0	des 26 uor. 23 mars 13	
Officiers d'élat-major et employés de l'artill.	j ·		les cas ou	
et du génie, et Ingénieurs géographes.	i		cept. aux d de la loi di	
Colonel-directeur	600	200 00 0	1792, cesf	
maior (du génie)	540	180 00 0		
Sous-directeur major (du génie) chef de batail ou d'escad	480	160 00 0	(6) Les capit	
Capitaine et lieutenaut (6) (b)	216	108 00 0	d'artil art	
Elève sous-lieutenant	144	72 00 0	à cette ind	

⁽a) Les offic. et empley. des places, ens. du déc. du 24 déc. 1811, voy. la note a du tarauront droit aux indemn. suiv., savoir: Command. de 1.re classe 1200; 2.e 600; 3.e 540; Adjud. de 1.re 480; 2.e 420: 3.e 240; 4.e 210.-Secrét. arch. de 1.re 210; 2.e 130; 5.e 150; Port. consig. de 1.re et 2.e clas. 120, 3,e et 4.e 103, Aides batel. 96. Les uns et les autre vent, pour indemnité d'ameublement le tiers de celle de logement.

(h) Les lieut. de mineurs détachés dans les places pour y faire les mêmes fonct. que il du génie doivent recevoir la même indemnité que ces derniers; circul. du 9 fruct.

te du tarif des indemnités de logement et d'ameublement.

ARMES ET GRADES.	FIXATION de l'ind		OBSERVATIONS.
	de lògement.	d'amen- blement .	OBSERVATIONS.
atrôleur de manufacture d'arme, forge	f.	*	(1) Cette indem-
ou fonderie (1)rde d'artillerie, conducteur, chef d'on-	144	72	nite se trouve comprise dans la soide ou traitem.
riers-vétérans, garde adjud. du génie		6o	des contrôleurs et réviseurs.
rde et sergent-major du génie	108	54	(2) Ces indemnités
gent idem, et sous-chef ouvrier-vétéran issicier, ouvrier-vétéran et caporal du	96	48	sont payées, com- me la solde, sur les fonds du ma-
jénie	72	36	tériel du génie,
aservateur des casernes (2)	108	54	en vertu d'ordon- nances spéciales.
elier, canotier (2)	72	36	(3) Les médècins
Canonniers gardes-côtes.	Ì		et pharmaciens
	·		attaches aux sallés militaires dans les
En tems Adjudant des côtes chef	480	1 ['] 60	hôpitaux civils ,
guerre (a) Adjoint capitaine	216	108	n'ont droit à au- cune indemnité
Quartier-maitre	144	8	de logement.
dien de batterie, en tout tems	72	, 72 , 36	(4. Les quartiers-
·	,-		maîtres des régi- mens et les offi-
Etat-major du train d'artillerte,	·		ciers-payeurs des
et des bataillons d'équipages.	,		bataillons d'élite let des bétaillons
pecteur général et major	, 48o	160	et escadzens de
otaine inspecteur	216	108	guerre, dont les
oint sous-inspecteur	144	72	buteaux ne peu- vent etre placés
Ecoles.	,	·· .	dant les casernes,
fesseur	216	0	reçoivent une in- demnité supplé-
oétiteur	120	108	mentaire de 10
·		60	fr. par mois, qui
Officiers de santé des hopitaux.	, '		s'accroît à Paris du supplément de
pecteur général du service de santé Jecin, chirurgien et pharmacien en	600	200	moitlé en sus, et qui se réduit à
hef ou principal des armées	480	160	cinq francs, lors- que le logement
m des hôpitauz (3)	316	108	est fourn i saus moubles.
t aide-pharmacien	144	72	
rurgien et pharmacien sous-aide	108	72 54	
Corps de troupes.			3
onel et colonel en second	600	200	
for et major en second		180	
f de bataillon ou d'escadron	480.	160	Ī ·
Capitaine, centenier, et capit. de ca-	`	† ·	
Quartmaît., quel que soit son grade. Adjudant-major idem	216	108	
Chirurgien major	I		
n temps de guerre et artiste vétérin.		72	1
Arrèté du 21 frustidor en 11.	- 13		

Suite du tarif des indemnités de logement et d'ameublen

ARMES ET GRADES. '	PIXATION de l'inc	OBSERVATI	
	de logement.	d'amen- blement.	
Chirurgien aide-major	f. 144	f. 72	(r) Ces inde- se paient so mêmes fond
Sous-officier du train d'artillerie détaché dans les départemens (a) Chirurgien sous-aide-major	120 108	60 54	d'apres les revues quappointener employes.
Equipages militaires, vivres, effets de campement et ambulance.	• ,	1 1. 1	
Agent en chef d'armée, chef de serv. (1) Contrôleur, chef de divis., caissièr, artiste vétérinaire, capitaine	216	108 72	

N.a 1.º L'indemnité de logem. n'est due que lorsque lès offic. et employées sont ni campés, ni baraqués, ni logés dans les bâtimens militarou autres Ceux logés dans les bâtim. non membl. ont droit seulem. à l'indem. d'anna 2.º Les indemnités de logement et d'ameublement se paient tous les mavec la solde et sur les mêmes étals et revues.

3.º Les indemnités de logracht et d'ameublement sont augmentées de moi en sus, pour les officiers et employés en service ou eu garnison à P 1 4.º Ces indemn ne doivent être payées qu'aux offic, présens à leur poste. El sont, méanmoint, dues pendant la durce des congés ou missions, aux inspect d'armes et à leurs aid!-de-tamp, aux command. d'arm. et aux adjud. de planx inspect, aux revues, aux commiss. des guerre et aux offic. de l'artill. en génie employés dans les directions, ports et arrent, et enfin aux offic. medes conseils de guerre et de révision, et des cours de justice spéciale crin s'ils en jouiss, au moment de leur départ, pour ces congés ou missions. Dans le cas de changem, de résid., ces indemn, ne sont pas dues pour le de la route. Les offic, passant de l'inactivité ou de la réforme à l'activit ceux nommés pour la première fois, n'ont droit à l'indemnité que du de leur arrivée à leur destination, si cette destination ne l'exclut point.

6.º Les grands dignit. de l'empire n'ont droit à aucune indemnité de logem 6.º Les off. disponible ou en non-activ. n'ont point droit égalem. à cette ind 7.º L'off. du génie chargé en chef du service d'une place (le colonel-direction d'off. en-faisant les fonct. excepté) a droit à un supplém. d'indemn. de leg fixé à 10 fr. par mois, pour l'emplacement des papiers, plans et mémo. Si le logement est fourni sans meubles, le supplément est de 5 frant Les gardes du génie ont droit au supplément de 10 ou de 5 fr., lorsque se trouvent seuls dans une place, et qu'ils sont chargés du dépôt des papier La présence du directeur n'exclut point le paieme du supplém- dans la plou ce directeur réside, à moins qu'il ne fasse personnellement le sen particulier de cette place, en même tems que celui de la direction.

droit à l'incomnité de logement pendant le tems de leur mission, dans le cas où les leur départ, ils nauraient pas été logés dans les bâtim. milit.; circ. du 27 germinal a (d) Lors viun offic. rempressant des fonct. civiles reçoit des lettres de service, il a de l'indemnité de logoment attribuée a son giade: arrêté du 25 minuité an 12, n.º 415, 14

⁽a) Cette indemn. devait être divisée en 2 parties, dont l'une de 4 fr représentait le leg et l'autre de 6 fr. était assign. aux frais de tourn. : cette dernière devait être payée en el lorsque ces sous-off. étaient logés dans les bâtim. milit.; d'où il résulte qu'il y anrait en dans le tarif ci-dessus, où la décision du ai germinal an 11 serait révoquée.

(b) Elle ne doit conséquemment pas être payée aux généraux ou adjud. commandans colonels- ommandans les corps de toutes armes, employés aux armées hers des front-le logement leur étant alors fourni gratuitement; circul. du 13 juillet 1807.

rif des rations de fourrages pour sérvir au paiement de l'indemnité représentative en argent.

		NOMBRE DE	RATIONS	(1) Ils ne peuvent eumuler ces rations avec celles attrib.
ARMES ET GRA	DES.	au pied de paix.	au pied de guerre.	aux fonctions milit. dont ils serai.pour. (2) Les offic. génér.
				sénat. jouissent des indemnit. de four.
nds officiers { maréchal l'empire.(1)} colonel gé	d'empire	24 10	24 10 :	attribuées aux offic. généraux de ieurs grades. Circul. du
Gén. ou comm.			κ	12 sept. 1809. A. 5) Les aides-de-
Lieutenant géné		»	10	camp du connétab. n'ont droit qu'aux
En activité ou		1.		rations attribuées à
Général de divi		8	8	leurs grades. (4) Les offic. supér.
Général de brig	gade		6	employés aux arm. près de l'état-mai
\djudant-comm	nandant	6 3 3	4	Lont traités comme
colene	el		4 . 1	les aides-de-eamp de leurs grades re-
Aide-de-schef		2	3	spectifs. Mais dans
i-major camp (3) d'esc	et sous-lieut.			l'intérieur, au pied de paix, ceux de
djoint-capitair		2	3 '	l'arme de l'infant.
	-	1	{	ne doivent être traités que suivant
En non-	_	, ,		leur grad. dans cet-
Général de divi		3	»	te arme. Ceux des corps de troupes à
Général de brig		3	» »	Cheval sont traites
Adjudant-comm				sur le même pied que les aides-de-
Aide-de-camp et adjoint		E	>>	camp dans cette position.
e-major des places (5).))	»	(6) Les command.
mdant-général d'armée.		» \	10	d'armes, en cas de siége, regoivent
		8	8	les fourrag, en nat.
Inspecteur en c		.6	8	(6, Les inspecteurs et sous-inspecteurs
cteurs Inspecteur		4	6	aux revues employ.
Frevues Sous-insp. et c	_	3	. 4	aux arm. ont droit pour ieurs chevaux
mmis. Commissaire d	les guerres et		3	de fourgon, à qua-
Fuer. (6) adjoints à l'i	nspection	2	1 3	tre rations en sus de celles attribuées
Adjoints aux	commissaires	1 1	· 2 .	à leurs grades.
des guerres.		[1	(7) Les chefs de ba- taillon d'artillerie,
colondirect., m			•	détachés près les
major detache			4	forges et manufac- tures, reçoivent
l'artillerie a p		2	4	l'indemnité pour
colonel d'ingéni major détaché			,	deux rations au pied de paix.
major l'artillerie à c		3	4 3	(3) Les capit, d'art.
chef de bataillo		2 3	3	à pied détach, près le forges et manuf.,
herie, chef d'escadron			,	reçoivent, au pied
genie et d'ingén. géo	graphes	2	3،	de paix. l'indemn.
capitaines du	génie et de		1	pour une ration. (9) Les cap. et lieut.
l'artillerie à pi	ied (8)	×	3	d'artil. en résideli.
- Capitaines de la		2	3	fixe et à vie nepeu- yent, quel que soit
et d'ingén. géo lieutenans d'arti	lerie à cha-	1 1	1	le corps d'où ils
et lieutenans e			, ,	sortent, être classes dans les offic. d'art.
d'ingénieurs g			3	à cheva!, et n'ont
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	4 -1 (9).	1		conséquem. droit à aucune indemu.
		1	1	de fourrages.
Z.	À	•	•	

Suite du Tarif des rations de fourrages pour servi paiement de l'indemnité représentative en argent

	NOMBRE D	E RATIONS	(1) La four:
ARMES ET GRADES.	au pied de paix.	au pied de guerre.	leur etre fin nature: 02 24 pend. leurs l'indemants
Adjud. des côtes et capitaine-adjoint (1)	2	2	mème piec .
Corps de troupes.			major, lorg. constant que fournitare r
Cavalerie, artillerie à cheval et train d'artillerie et des équipages (2)	»	39	leur être fai (2) Les four. teujoursète
Artil.à pied (Colonel et major et génie. (3) Chef de bataillon	2	4 3	nis en nita (3) Les qui maîtres, as
Infanterie, Colouel, colon. en 2.0, maj.	2	3	maj. et ies lieut. et ies ayant plus
Sapeurs Chef de bataillon Chef de bataillon Officier de santé	í »	2	ans d'ige; dre it , au pi guerre, i u
Inspecteur général Train des Inspecteur ordinaire	3	4 3 3	val pour lett fourr. dett. fournis en n
equipages. Offic. attach. Capitaine (a) à l'état maj. Lieutenant et	2	3	a moins at ait and de spéc. qui m
du train. (Sous-lieuten. Officiers (Insp. gén. du service de santé	1 10	2 /	le paiem de dans l'arm corps d'arm
Officiers de santé en chef d'armée Offic. de santé des ambulanc.	>>	4 3	(4) Décr. de 1811.
Compag.es Centenier et sous-cent. (4)	»	1	

Nota. 1.º L'indemnité de fourrages est payable pour tous les jour l'année. Cette indemnité est payée chaque mois, avec la soldie, su mêmes fonds, le même état et la même revue; elle est fixe, à padu premier jauvier 1811 et jusqu'à nouvel ordre;

En France et en Italie, à un franc par ration, En Illyrie à un franc cinquante ceutimes, Dans les îles Ioniennes, à un franc trente-cinq ceutimes.

2. Cette indemnité ne se paye que pour les rations dues au pied paix, celles dues au pied de guerre étant toujours fournies en natucependant, lorsque les officiers ont eu l'ordre de se rendre à une mée, ils ont droit à l'indemnité représentative pour le nombre de vaux du pied de guerre, dont ils justifient l'existence, depuis le de leur départ jusqu'à celui de leur arrivée sur le territoire de l'ai où ils doivent commencer à recevoir les fourrages en nature.

Ont droit à l'indemnité sur le même pied, les officiers d'état-m qui quittent momentanément l'armée pour y rentrer, lorsqu'ils j

fient avoir emmené leurs chevaux avec eux;

Ensin, ceux qui rentrent de l'armée pour passer à une autre stination, out droit à cette indemnité depuis le jour de leur s du territoire de l'armée, et où ils justissent avoir cessé de recevo fourniture, jusqu'à celui de leur arrivée à ladite destination.

⁽a) Circulaire du 26 septembre 1822, A.

(N.º 37)
Tarif de la Masse de Chauffage.

sses.	NOMS des	M O	15	PR	IX	DI YISIÕNS
.5565.	DÉPARTEMENS.	d'hiver.	d'été.	d'hiver.	⁄ d'été.	militaires.
re	Ourte	6	· 6	2 c	1.0	25.e
·e	Golo	6	6 6 6	2.	2.	23.e 23.e 23.e
,e	Allier	5	· 6	3.	1 5.m	25.e
е	Arno (l') Basses-Alpes Deux-Nèthes Dyle Taro. Escaut Forêts Jemmape Indre Ille-et-Vilaine Lys Meuse Meuse-Inférieure Morbihan Nord. Orne Pas-de-Calais Rhône Roer Tibre Trasimène Vaucluse Var	5665666566665	68766766676666676768878	4.	2.	2.e 29.e 8.e 24.e 24.e 24.e 21.e 13.e 16.e 15.e 16.e 14.e 16.e 16.e 16.e 16.e 16.e 16.e 16.e 16
e	Ardèche Aveyron Bas-Rhin Basses-Pyrénées Bouches-de-l'Escaut Charente Corrèze Corrèze Côtes du-Nord Dordogne Doubs Dròme Eure Gaid Hautes-Alpes Haut-Rhin	4 4 6 5 6 5 5 5 6	8867677767677866	5.	2. 5.	9.e 9.e 5.e 11.e 24.e 20.e 21.e 13.e 20.e 6.e 7.e 15.e 9.e 7.e

Suite du N.º 37)
Suite du Tarif de la Masse de Chauffage-

Classes.	NOMS'	M C	ols'	PR	IX.	Dì
JIMBS G2.	DÉPARTEMENS.	d'hiver.	d'été.	d'hiver.	d'été.	
	Haute-Saoue	6	6	(
	Haute-Vienne	5	7			
	Jura	6	7	1		
	Isère	6	6			ł
	Landes	5	7	ł		Ì
\	Léman	6 5 5	.6			
	Lot	5	7		Ì	•
	Lot-et-Garonne	5	i			Ì
	Lozère	4 · 6	. 78.			1
	Meurthe		6		į	
	Méditerranée ,	4	8		_ ~ _	
5.e <	Mont-Blanc	6	6	> 5.c	2.c 5.m	
	Mont-Tonnerre	6	6	1		l
•	Moselle	6 5	6	Ì	l	i
	Nièvre	5	- 7	l		1
	Rhin-et-Moselle	ľ	3			•
	Sarre	6	6			Ĭ
	Somme	6	6	•	ł	
	Taru	4	8	ł	1	l
	Walcheren (île),	6	6			1
	Vendée		6	1		ı
	Vienne		6.)		ì
					1	i
	Aube		7 6	ì		I
1	Bouches-du-Rhin	.			<u>[</u>	
	Calvados	8	, 6	1		Ì
	Cantal	-	8	1		
	Cher.	, 5	7	1		ł
3	Côte-d'or		7	1	Ì	ı
• •	Deux-Sèvres	5	7	ł	1	ł
	Doire		7 7 6			
	Pô		7	j		ł
	Finistère,	_		}	l	ł
	Hérault	. 7	8			
6.0	Hante-Loire,,	5	7	6.c	3.c on	:
	Haute-Marne		7	(ı
	lles et Forts en mer	_	7		1	
			6	ł.		
	Loire		7			
:	Loire-Inférieure		76		į	
•	Manche	•	6	1	1	
	Maine-et-Loire	_	1			I
!	May snne	• •/	7		1	
ļ	N/T To the second secon		7	}	1	
	Ombrone (I')	3 2	1 2	1	1	•
		= '1	•	•	•	

Suite du Tarif de la Masse de Chauffage.

	NOMS des	M C	is .	PR	IX	DIVIS IONS
1 550 5.	DÉPARTEMENS.	d'hiver.	d'éte.	d'hiver.	Id'eté.	milit aires.
, (Pyrénées Orientales Sarthe	5	777776	6.°c	3.c o.m	10.e 22.e 18.e 27.e 27.e 18.e 7.e
	Ain Aisne Eure-et-Loir Loiret Oise Seine-et-Marne Seine-et-Oise,		6677777	7.	3 5	6.9 1.re 1.re 1.re 1.rc 1.re
.• {	Alpes-Maritimes Apeunins Bouches-du-Rhône Charente-Inférieure Gênes Gironde Hautes-Pyrénées Marne Montenotte Seine-Inférieure	5	8 786 7776 76	8.	4 •	8.e 28.e 8.e 12.e 28.e 11.e 10.e 2.e 28.e 15.e
{	Haut-Adige (la place de trente exceptee) Italie, 1. re division, Istrie, Albanie, Dalmatie	5	7	10.]	3 5	Italie.
0.e	Gers	5	7	9.	4 5	10.0
1.e	Arriége	5 5	7	10.	5 о	6.01
2.0	Aude	4	8	12.	6 o	10.0
3.e	Haute-Garonne	5	7	16.	8 o	10.0
4.e	Place de Trente (Haut-Adige)	5	7	25.]	8 5	Italie.
		_	, 			

Vota. Lorsque le tarif de la masse de chaussage, dans les départemens des 17.0, 31.0 et 32.0 divisions militaires, sera réglé et connu, on portera ces départemens à la suite de ceux de leurs classes respectives.

I arif des masses d'habillement, de harnachemen ferrage pour les corps de toutes armes.

	E .	FIXA Es n			
	decre des 25 et 6	an, nt les ts imp s avril pillet	pa	r Jour.	OBSERVATE
	f.	c.	f.	dixm.	Les corps à velle formar a
Infanterie Suisse	48	29	0	1323	çoivent une mière for
Vétérans (sans redingottes)	39	21		1074	d'étoff. et t
Infanterie légère	49	53		1356	extraordini:
Artillerie à pied) "	,	Ì		argent pour a penses acce.
Pontonniers	/,0	39	,	1325	de l'habine
Ouvriers d'artillerie	48	39	ľ	1323	voy. l'art. (: 466; au mo-
Sapeurs et Mineurs] /a.	_ w	_	4	quoi il ne
Canonniers vétéraus (sans redingotte).	43	95		1204	alle né sur les
Carabiniers masse d'habillement	65	91	ł.	1805	se penda: ; mière anne:
masse de harnach. et ferr.	20 67	08	[o55o 1838	qu'à l'epoque
Cuirassiers masse de harnach. et ferr.	20	08		0550	par le m qu'un fonde-
masse d'hahillament	55	95		1532	tien fixe 😘
Dragons masse de harnach. et ferr.		63		o565	Pour l'eff.
Imassa d'hahilluman!	70	· 30		1926	6 f. par an e 1643 mil. p:
Chasseurs masse de haruach. et'ferr.		00		0575	Pour iz
Hussards masse d'habillement	80	41		2203	le train 679 8 f. 40 id 27
masse de harnach. et ferr.	21	00	_	0575	25016 риза
Artill.e à cheval. mosse d'habillement	68	55		1878	
masse de harnach. et ferr.		0	° o	0575	
du gánia y masse a nadmement	56	84	1	1557	
et des équipages. (masse de harnach, et ferr.	48	00		1310	
Compagnies de pionniers	3 9	16	#O	1073	
·	ľ				

On se proposait de faire connaître par les tableaux n.cs 39 et 40, les uantités d'étoffes de toute uature, et de tous les objets dont se compose habillement des troupes de toutes armes: la durée des lsets; le prix es façons; et de donner en même tems une nomenclature de tous les rticles de dépenses qui sont à la charge de la masse d'habillement, voyez les notes des pag. 177, 207, 209, 216, 231 etc. vol. III); mais l'a option du nouvel uniforme (voyez les num. 482 et 483 même vol.) yant amené de nombreux changemens aux dispositions en vigneur sur tte matière, on s'est, vu contraint à différer l'impression de ces tableaux, tiendu que l'on n'a pu, jusqu'à ce jour, se procurer des renseignemens ssez précis à ce sujet, pour pouvoir donner à ces tableaux l'exac itude igoureuse que demandent ces sortes d'indications.

On réparera cette lacune dans le premier supplément que l'on se propose

e publier.

Tableau des couleurs distinctives des régimens d'insa l'Artillerie et les

ABRÉVIATIONS .. { R. G. Rouge garance. Bl. F. Bleu foncé. V. N. Velours noir.

B. R. Brun roug Bl. C. Bleu celes Cha. Chamois.

-										
1	ATION		Fond	COL	LET,	ÉPAUL	ETTES	REV	ERS.	PAR
de	8	et	, qe							~
ARM	ES.	Compag	l'habit·	Fond.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Fond
Gendar.	• .		Bleu.	Écar.	``>>	Bleu.	Écar.	Ecar.	>>	Blen
Artil. à ch. et P			1dem	Bleu.	»	1dem	Idem	Bleu.	Ecar.	Ecat.
Vêtéran	15		Idem	a. G.	»	Idem	R. G.	R. G.	W	Bleu,
Infant.	de lig	Gren. Fusil. Voltig.	Ide m		Bleu. Idem Idem	Roug Bleu. Cha.	Ecar.	Blan. Idem Idem	Idem	1dem
	. (Carab.		,	Bleu.	Écar.	Ŕoug	Bleu.	Blan.	Bleu.
Infant.	légèr.	Fusil.	I de ni	Idem	Idem	Bleu	Blan.	Idem	Idem	Idem
		Voltig, Gren.	I <i>de n.</i> Blau		Idem »	Cha. Roug		<i>Idem</i> Ver t.	1	Idem Veri
Garde Pa		Fusil. Voltig.	Idem Idem	<i>Idem</i> Cha.	>>	Blanc Cha.	I '	Idem Idem	» Idem	Iden Iden
Comp.	d'arm.		Bleu.	Écar.	. 30	Blea.	Ecar.	Bleu.	Ecar.	Ecal,
Comp. Bat. de				Bleu. V. N.			_	<i>Idem</i> V. N.		Idem V. N
' Infirmi	ers	Gren.		R. G. Jaun		B. R. Écar	Blan.	R. G. Jaun	» »	R. G Jau
	1.er	Fusil. Voltig.	I de m	[dem		_	[Idem Idem	Idem *	Iden Iden
	2.0	Gren. ' Fusil.		Bl. F. <i>Idem</i>			в. F .	Bl.F. <i>Idem</i>		Bl.F. Idem
	2.0	Voltig.	1dem	Cha.	Idem	Cha.	Cha.	Idém	Idem	Idem
Suisses	1	Gren. Fusil.	Gar.	v. n.	Idem	Écar.	v. n .	V.N. Idem		V. N. Idem
	3.0	Voltig.		-	1	Cha.	>>	Idem	Idem	Idem
			Gar.	BI. C.	Idem	Écar.		Bl.C. <i>Idem</i>		B. C. Idem
	4.e	Voltig.					*	Idem	1dem	Idem

⁽¹⁾ La seule différence entre l'artillerie à pied et à cheval, consistera ent à la hussarde.

caise et étrangère, et des corps de cavalerie, y compris ui sont assimilés.

Cadis rouge. Cadis vert.

Cadis blanc. C. Bl.

C. G. Gadis garance.

Cadis écarlate.

C. B. Cadis blen. Cadis rouge. C. R.

					4						
TES		HES RÉES	RETRO	OUSS13	DOUB	LURE	ORNE	MENS.	ВО	UTO	N S
Lisérè.	Posit.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Partie supét- du corps-	ladic et bas- ques.	Espèce	Coule.	forme	Coule.	Orne- mens
Ecar.	Entra-	Ecar.	Ecar.	Ecar.	roil.	C. E.	Gren	Bleu.	Plats	Blan.	Aigle n.o et
Idem	En long.	Idem	Id em	1dem	Idem	idem:	ldem	idem	idem	Jaun.	exerg. N.o et can. en saus
>)	[dem	R. G.	Blan.	Blan.	Idem	C. Bl.	N cour.	idem	l '	Blan.	N.º
Ecar.	[dem	Ecar.	Idem	Idem	Idem	idem	Gren	Roug		Jaun.	idem
1dem		Idem		Idem		idem	N cour	Bleu.	idem	ıdem	idem
1dem		Idem		Idem		i dem	cor de	Cha.	idem	idem	idem
>>	ldem	Blan.	Bleu.	Blan.	Toil.	Drap bieu.	Gren	Roug	idem	Blan.	cor-de chasse et n.o
»	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	idem	cor-de	Blan.	ì	}	idem
))	<i>Idem</i>	Idem	Idem	1dem	Idem	idem	idem	Cha.	idem	idem	idem
		Vert.				C. V.	Gren	Roug	idem	Jaun.	Uni
Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	1 dem	idem	N. c.	Blan.	idem	idem	idem
	ldem	L	Idem	Idem	Idem	idem	cor-de chasse	Cha.	idem	idem	idem
Ecar	Idem	Ecar	Ecar.	Ecar.	Γoil.	C. R.	Gren	Bleu.	idem	idem	N.o et can.en
		}_,	1_,	1	. ,	<i>\ ,</i>		1.,	l.,		saut.
Idem	3	Idem	E.		Idem				idem		idem
		Roug		i .	I	1	Hach. en saut	idem	idem		A cui-
Blan.	aem	Gar.	Gar.		Idem	C. G.	»	, »	idem	•	Uni.
»	Idem	Jaun	Blan.			C.Bl	Gren	I_ ~	Léger bombe		N.º
»	Idem		Idem			idem	N. c.		idem	idem	idem
»	ldem	1	Idem	1		1.	cor-de chasse	Cha.		idem	idem
Gar.	1 dem	Bl.F.	•	1	M	ıdem	Gren		idem	4	idem
Idem		1	Idem	1		1	N cour.			idem	idem
		Idem	ł	5	ł		cor-de chasse		_	idem	_ 1
i	[dem dem	1	Idem Idem	1	Idem Idem	idem idem	Gren N		idem idem	• 4	idem idem
		ldem					cour. conde chasse	Cha.	idem	idem	
Idem	I dem	B. C.	Idem	Idem	[dem	idem	Gren	Gar.	idem	idem	idem
~ .		Idem	_		ldem	idem	N cour.		idem		idem
Idem	Idem	Idem	Idem	ldem	Idem	idem	•	Cha.	idem	idem	ideni
					-						- 11

ernière aura les épaulettes rouges, des paremens à pointes et des boutons

Uniforme des Carabiniers, Cuira

Z		,	COL	LET.	ÉPAUL	ETTES.	BRIDE d'épaul	PARE	MENS.	PAT
NATIO	neméro Régimens	FOND de	-	<u> </u>	. —			-		~
DÈSIGNATION DES ARMES.	NEW ES B	l'habit	Fond.	Liséré	Fond	Liséré	Ford.	Fond.	Liséré.	Poni
	*	Blauc.	Bt- C-	Rlanc	Laine.	Avec	Blanc.	Rouge	Blanc	Blan.
Carabin	I.er		·		roug.à frange	tresses blanch.				
Ca	2.e	idem.	Idem.	idem.	idem.	idem.	idem.	Bleu.	idem.	Bles
	, l.er	\	Écarl.	- 1		1	1	Écarl.	39	Ecarl
Cuiras siers.	2.e 3.e 4.c 5.e 6.e 7.e 8.e 9,c 11.e 12.e 13.e	Bleu.	idem. idem. idem. idem. idem. Jonq. idem. idem. idem. idem. idem. idem. idem. idem.	Bleu.	Laine rouge.		Bleu.	Auro. idem. Bleu. Jonq. idem. Bleu. Rose.	» Auro. » Jong. »	Blea. Lear. Aure. Blea. Jong. Rose. Lie to Vil. Blea.
Tr: d'arti	ai n llerle.	Gris de fer	Bleu .	Gris de fer.	Guis de fer	Bleu .		Bleu .	Gris de fer.	Gris de in
Tr da g	rain génie.	idem.	Panne, noire.))	idem.	Gris de fer.		Panne noire.	»	Paus nois:
Tra des	ai n ` équip.	idem.	Br. M.	»	idem.	Br. M.		Br. M.	dem.	Gris de fer-

Frain d'Artillerie, du Génie et des Équipa

HES RÉES.	netal	bus ess.	poul	BLURE.	ORNI	emens.	В	04	
Lisére.	nd.	Lisére.	Partie supe- rieure du corps.	Taille et basques	Espèce.	Coule.	Forme.	Couleur.	Ornem.
Bl. C.	Bl. C.	Bl. C.	Toile.	BL. C.	Gren.	Blanc.	Plats i.	Blancs.	Grenad.
idemi	idem.	idem.	idem.	idem.	idem.	idem:	idem	idem.	idem
	malapha *	1		•	•				
Ecarl.	Ecarl.	Ecarl.		Ecarl.		Sint and		1	
idem. Auro. idem.	dem. Auro. idem.	idem.		idem. idem. Auro. idem.	N:4 4 4	. 1 - 1	7 9 6 7 4 13 4 1		52
idem· Jonq. idem. idem. Rose.	_	idem. Jong. idem. idem.	1 011e.	idem. Jong. idem. idem.	, ;	4,92	Plats	Blanks	Num.
idem. idem. Lie de	Rose.: idem. idem. Lie de vin:	idem. idem. Lie de		Rose. idem. idem. Lie de vin,		2 . !			
	dem.			idem.					
3leu.	Bieu :	Bleu .	Toile.	Bleu .	Gren.	Gris de fer-	Plats	Blancs,	Canons en aant.
							•		
dem.	idem.	idem.	i dem .	Cadis Bleu	Une cuirasse	idem,	den .	idem :	Cuiras se surmont. d'un'. casque.
	 '	i		• .	,	`.b./*.	.• .	,	ing. Al-
Br. M.	Br. M.	Br. M.	idem.	Br. M.	N couronn.	idem.	idem.	idem.	Num.º

Régimens. Papil. Rand. Lisém. Fond. Lisére. Fond. Lisére. Pond. 1.67	81,	es de					-		—
1.er. Rearl. Vert. Bearl. Ecarl. Bearl. 2.9	. 43	i 1	1 2	Lisone.	Fend.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Pond.
Secondary Seco						7 3.4 73			
3.	1.er		. Ecarl.	Verti	. 17 //5 /	Ecarl.	Ecarl.		Ecarl
dem.				• •	;	1		4 3	l _
S		io a a di da			** \$	٠,			
6.e Cram Vert. Cram Vert. Cram Vert. Cram Vert. Cram Vert. Cram Vert. Sidem. Idem. I		••••		i i					
7.° Cram Vert. Orass. Cram Gram Gram Gram Orass. Cram Gram G	3.44 1	• • • •				1	•		
Nert. 8 1				ļ	1		1	L <u>'-</u>	
9.e	7.0		Claim	1	Ý	C/am.	Стаць		Oram
10.0	8 e		Vert] , [Million .	idem .	. `	iden.
10.0						1	•		Vert
11.e	· · · · · ·					•		1.	
Crain Vert. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Rose f. Ro	A Y		,	`{ ,	i	1		1	
Ros. f. Vert. 14.° Vert. 15.° Vert. 16.° Vert. 18.° Vert. 18.° Vert. 19.° Vert. 20.° Vert. 21.° Jonq. Vert. 21.° Jonq. Vert. 22.° Vert. 24.° Vert. 24.° Vert. 24.° Vert. 25.° Vert. 26.° Vert. 27.° Auro. Vert. 28.° Vert. 29.° Auro. Vert.	12.0			Vert.	1				Vert.
Vert. Nos. f. idem. Vert. vert. vert. idem. idem. idem. vert. lidem. vert. lidem. idem. idem. idem. idem. vert. lidem. idem. vert. lidem. idem. idem. idem. idem. idem. lidem. idem.	13.0	AH			510	Rose t.	Hose f.]. ·	Rose
14 Vert. Ros. f. Vert. Vert. idem. idem. idem. Vert. 17. e Vert. Nos. f. idem. Vert. Vert. 18. e Vert. Nos. f. Nos. idem. idem. No			`; \		2	1). J.	'	.
Vert. Vert. Vert. idem. dem. dem. dem. idem. i			Vert.	»	į		dem.		idem.
idem. Vert. Nert.	15.0	· Ver	Ros. f	Vert.	Vert.	ietem.	dem.	· > 1	
Ros. 6. Vert. 19.0 Jonq. Vert. 19.0 Jonq. Jong. Jong	16.0		idem.	Vert	! '	idem.	dem!	•	•
Jong. Vert. Jong.									
Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Auro. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Auro. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Auro. Vert. Jonq. Idem. Vert. John. Vert. John. Vert. John. Vert. Jong. Roug. Roug. Roug. Roug.	18,0				, '			1	-
Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Vert. Vert. Jonq. Vert. Vert. Jonq. Vert. Vert. Jonq. Vert. Vert. Vert. Auro. Vert. Vert. Auro. Vert. Vert. Vert. Auro. Vert. Vert. Vert. Vert. Auro. Vert. Vert. Vert. Vert. Jonq. idem. idem. idem. idem. Vert. Auro. Vert. Ver	19.0	+ 1	Jonq.	Vert.	!	Jonq.	lond.		Jonq.
Jong. Vert. Vert. idem. idem. Jong. idem. jdem.		ì	t lar		i '		٠	. 11	id
idem. Vert. Jong. Vert. Jong. Jong. idem.		• • • •		1	Ì				
Vert. Jonq. Vert. Jonq. Vert. Vert. Vert. Vert. Auro. Vert.		• • • • •			l	1 .			•
Jong. Vert. Auro. Vert. Auro. Auro. Vert. Auro. Auro. Vert. Auro. Auro. Auro. Auro. Auro. Auro. Vert. Auro. Auro. Vert. Auro. Auro. Vert. Auro. Auro. Vert. Auro.	• 🕒	•		1	•		S .	1	
Auro. Vert. Auro. Auro. Auro. 26 Vert. Auro. Vert. Auro. idem. idem. idem. Vert. 28 idem. idem. idem. idem. Vert. 30 Vert. Dragons de la garde G.de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Roug.						l	.	1	
Vert. Note to the second seco				•		_			B .
Auro. Vert. 28.e idem. Vert. 29.e Vert. Nuro. Vert. Wert. Wert. Dragons de la garde G.de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Roug.			Auro.	1 616]	
Auro. Vert. idem. idem. idem. Auro. Vert. 29.6 Vert. Nuro. Vert. idem. Vert. Dragons de la garde G.de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Roug.	26.		Vert.	»	Į.	idem.	idem.	<u> </u>	idem
28.e Vert. Vert. idem. Vert. Vert. Vert. Roug. Roug. Roug.	27.9			Vert.				-	Vert.
Dragons de la garde G.de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Roug.	28.e					2		į	
Dragons de la garde G.de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Rouge	29.0	••••		» .		F		1	T
de la garde G. de f. Roug. G. de f. G. de f Roug. Rouge Mouge	30.0	••••/	B	Vert.		idem.	idem.		Yert.
de la garde G. de f. Roug. G. de f Roug. Rouge	Dan		· 1	1				Ì	•
de Paris.	Drate la	gons (C. 4	le f Rome	G. dof	G. de f	Roug	Rouge	1 3 >>	Roug
	de la	Paris.				6	6	1	
	11 40 1	,		,	} ·			1	}
		J	1	, t	• ^	• •	-	ſ	-
	11		,	, ` . •					
			•	•	•				
	11 -	•		,					
	11	,							
	· 1 1								

Dragons.

									-	
POC	. •	RETRO	ussis.	DOVE	LURE.	ORNER	MENS	B O	UTO	NS.
FIGUR	EES.						,			
Positio.	Liséré.	Fond	Liséré.	Partie supé- rieure du corps.	Taille et basques	Espèce.	Coul.	For.	Coul.	Num
]	•				,	+	3			
En	Ecarl.	Ècarl.	Ecarl.		Roug.	·				1.er
travers.	idem.	idem .	dem.		idem .				:	2.6
Jusm.	idem.	idem.	wem.		idem .				:	3.e
ictem.	idem.	idem.	idem.		idem.	,	·			4 e
4 r O 6 1	idem.	udem.	idem.		idem.	,		•		5.e
idem.	ıdem.	idem.	idem .	;	idem.	Į .	,			G.o
	Grain.	2	Grain.	} ;	Ciam.					7.0
travers.	J.GIII.		1	• ,						'
	idem.	idem.	idem.		idem.					8 0
idem.	idem.	idem .	idem.		idem.				·	9.e
		idem .	idem .	1	idem.					10.6
Enlong	idem.	idem .	dem.		idem.					11.6
	idem.	idem.	idem .	1	idem.					12.0
F.n	Rose f.	L.	lose f		Rose f	1			1	13.e
travers.	110561	110001		1	,				į	
idem.	idem.	idem.	idem.	1	idem.		•		ļ	14.0
	•	idem.	idem .		idem.			ì	1	15.e
·	idem.	idem.	iúem.	Taile.	1	Gren.	Vert.	Plats	Bla	16.e
En long	idem.	idem.	idem.	1 0110.	idem.			1		17.0
	1	idem.	idem.		idem.	·		•		18.6
En	idem.	L	Jouq.		I] .	19.0
ravers.	Jonde	Jond.	. 1,000	1.	Jonq.	Ī				
dem.	idem.	idem .	idem .		idem.		İ		1	20.6
	idem.	idem.	idem ·		idem.	1	•			21.e
En long	idem.	idem.	idme.	,	idem.	1	1		1	22.6
dem.	idem.	idem.	idem .	ł	idem.	1	*	1		23.0
dem.	idem.	idem.	idem.	ł	idem.		ľ		Ţ.	2.j.e
" En	Auro.	Auro.	Auro.	1	Auro.	1	1		1	25.
ravers.	1				1	1 .	1	1	1	
dem.	idem.	idem .	idem .	ł	idem.	ł	1	Į		26.e
dein.	idem .	idem .	idem.		idem.	1	1	1		27.e
j≟n long	idem .	idem.	idem.	1	idem .	i	1	1	1	28.e
dem.	idem.			-	idem .					28.e
dem.	\idem.	idem.	idem.	ł	idem!	1.	1		1	29.
1	1		1	1	1	ı	f		1	j
i En long	Roug.	Roug.	Roug.		Roug.		G. de f			3o, e
•	•	•	1	•	• ,	•	1	•	•	1

,	Numer	Fond	COL	L,E T.	ÉPAUL	ETTES.	R EV	ERS.	PAREMLY;
ARME.	des régim.	de" l'habit.	fond.	liséré.	fonds	lis é ré.	fond.	lis ér é.	fond. liter
3	,	·	Ecarl			Eearl	Ecarl	•	Ecarl
CHEVAU-	2.e 3.e		Auro. Rose.	Vert,		Auro. Rose.	Auro. Rose.		Auro. Rose.
LÉGERS français,	4.e : . 5.e	1	Cram Bl. C.		Vert.	Cram Cram			Cram BL. C.
	6.0		R. G.		·	R. G.	R. G.	•	R. G.
	:		;	•	; ! .	ť	1		
	7.•	Bleu.	Jaun.	Bleu.	Bleu.	Jaun.	Jaun.	-	Jaun.
CHÉVAU- LÉGERS polonais.	8.•	id.	Bleu. Cham	Jaun. Bleu.	id.	id.	id.	*	Bleu. Ja

au-lêgers.

POCHES FIGURÉFS.		RETROUSSIS.		DOUBLURE.		ORNEMENS.		BOUTONS.		CEINTURES.	
posit.	lfséré.	fond.	Liserė.	partie supér. du corps.	taille et, bas- ques.	espèce	coul.	forme.	coul.	fond.	raies.
	Ecarl	Ecarl		Toile	Ecarl	Aigle			·	·	
	Auro.	Auro.			Auro						
Dans	Rose.	Rose.			Rose .		.,		at. Jaun.	,	
les plis	Cram	Cram	»		Cram		Vert.	Plat.			
	Bl. C	Bl. C			Bl. C.			,			
	R. G.	R. G.			R. G						

		Jaun.	\		Jaun.		Demi sphér.	Blanc	3leu	Blan.
»	'n	id.	Þ	Coile	id.	,	id.	id	id.	id.
•		Cham			Cham		i d.	id.	id.	id.

	Numér.	Fond	COL	LET	ÉPAUI	ETT E S	REV	PA	
ARME	des	đe	~		~		-		-
·	égimén	l ³ habit.	Fond.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Fend.	Liséré.	Pon
Chasseurs à cheval.	1.er 2.e 4.e e e e e e e e e e e e e e e e e e	Vert	Ecarl. Vert. Ecarl. Jonq. Vert. Jonq. Rose. Vert. Cram. Orang Vert. Orang Nert. Orang Auro. Capuc Vert. Capuc R. G. Vert. R. G.	Vert. Rouge Vert. id Jonq. Vert. id Cram. Vert. id Orang Vert. id Vert. id id		Ecarl. id Jony. id Rose. id Cram. id Orang id Auro. id R. G. id Amar.	Vert	Ecarl. Idem.	Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem
	29.° 30.° 31.°		Amar.	Amar. Vert . id		id id Cha		Idem. Idem. Cha.	Ides

		براند درای براند از می در در برای برای برای برای برای برای برای برا					
OCHES URÉES	RETROUSSIS	DOUBLURE	ORNEN	ibns.	BOUTONS.		
t. Liseré.	Fond. Liséré.	Partie Taille super. et du bas- corps. ques.		Coule.	Forme.	Couleur.	
Williams.	-				1.		
Ecarl.	Écarl.	Ecarl				,	
id Jonq. id id Rose: id id Orang id id S. id Auro- id id Capuc	Bl. C. Idem. Idem. Auro. Idem.	Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem	g Cor de chass.	Vert.	Demi- sphér.	Blancs	

Suite du N.º 37)
Suite du Tarif de la Masse de Chauffage.

Classes	NOMS'	· M O	IS	PRIX.		
Ciasses.	DÉPARTEMENS.	d'hiver.	d'été.	d'hiver.	d'été.	
	, Wanti Saana	G	C	•		
ļ	Haute-Saoue	6	6	}		
·	Haute-Vienne	5 6	7 6			
	Isère	6	6	Ì		
	Landes	5			1	
,	Léman		. 7 6	ł	1	
	Lot	6 5 5	7	ļ		
	Lot-et-Garonne	5	7		•	
	Lozère	1 .	. 78.		1	
	Meurthe	4 6	6	}	1	
	Méditerranée	4	8		}	
5.e (Mont-Blanc	6	8 6	5.c	2.c 5.	
4,	Mont-Tonnerre	6	Ğ	().0		
•	Moselle	6	· 6	ĺ	}	
	Nièvre	5		i		
•	Rhin-et-Moselle		7 6			
	Sarre	6	. 6	}	}	
. '	Somme	6	6	ł	•	
•	Taru	4	8	1]	
	Walcheren (ile)	6	6		İ	
	Vendée	6	6			
	Vienne		7 6	1	Ī	
· ·	Vosges	6	6)	ļ	
	Aube		7		İ	
	Bouches-du-Rhin	1	6		ļ	
	Calvados		. 6 8			
	Cantal	4	8	1	1	
į	Cher		7	į	1	
,]	Côte-d'or	5	7	1	}	
	Deux-Sèvres	5	7	1 .	Ì	
1	Doire	5	7	j		
	Pô		7	•		
	Finistère,		7 6 8	•		
	Hérault	4	_		}	
6.0	Hante-Loire	5	7	(6.c	3.c o	
	Haute-Marne		7	<i>(</i>	i	
	Indre-et-Loire		7		}	
	lles et Forts en mer		6		ŀ	
	Loire	5 5	7		•	
•	Loire-Inférieure		7.	•		
•	Manche	• •	6			
	Maine-et-Loire		6			
	Mayenne		7			
	74.gr	2	2			
	Marengo Ombrone (I') Puy-de-Dôme	5	7			
		5	7	1		

Suite du Tarif de la Masse de Chauffage.

es.	NOMS des	M ()15	P R	IX	DIVIS IONS
	DÉPARTEMENS.	d'hiver.	d'éte.	d'hiver.	ld'eté.	milit aires.
	Pyrénées Orientales Sarthe Saone-et-Loire Sésia Stura Yonne Simplon Ain Aisne Eure-et-Loir Loiret Oise Seine-et-Marne Seine-et-Oise, Alpes-Maritimes Apeunins Bouches-du-Rhône Charente-Inférieure Gênes Gironde Hautes-Pyrénées Marne	5556 66555555 45	777776 6677777 87867776	6.c 7.	3.c o.m	10.e 22.e 18.e 27.e 27.e 18.e 7.e 6.9 1.re 1.re 1.re 1.re 1.re 28.e 28.e 12.e 28.e 11.e 10.e 2.e
(Montenotte	5 6	. ⁷			28.e 15.e
{	Haut-Adige (la place de trente exceptee) Italie, 1. re division, Istrie, Albanie, Dalmatie	5	7	10.]	3 5	Italie. Italie.
,e	Gers	5	7	9•	4 5	10.0
,e	Arriége	5 5	7 7	10.	5 о	10.0
,e	Aude	4	8	12.	6 o	10.6
,e	Haute-Garonne	5	7	16.	8 o	10.6
.е	Place de Trente (Haut-Adige)	5	7	25.]	8 5	Italie.

ta. Lorsque le tarif de la masse de chaussage, dans les départemens des 17.0, 31.0 et 32.0 divisions militaires, sera réglé et connu, on portera ces départemens à la suite de ceux de leurs classes respectives.

I arif des masses d'habillement, de harnachement ferrage pour les corps de toutes armes.

		FIXA			
		nt les ts imp avril uillet	pa	r Jour.	Observatiq
	f.	c.	f.	dixm.	velle formita
Infanterie Suisse	48	29		1323	çoivent une 1
Vétérans (sans redingottes)	39	20 21	1	1074	mière foar i d'étoff. et mis
Infanterie légère	49	53		1356	extraordina :
Artillerie à pied) 49	33	"	1000	argent potta
Pontonniers		,			penses accept de l'habitet
Ouvriers d'artillerie	48	39	0	1325	voy. l'art. 🚉
Sapeurs et Mineurs)				466; au more
Canonniers vétérans (sans redingotte)	43	95	σ	1204	quoi il ne
Imasse d'hahillement	65	16	0	1805	se pendar .
Carabiniers masse de harnach. et ferr.	20	08	0	o 550	mière annes
(massa d'hahillument	67	10	. 0	1838	qu'à l'eposter par le m
Cuirassiers masse de harnach. et ferr.	_ ,	ο8	0	o 550	qu'un fonda:
masse d'hahillement :	55	95	o	1532	tien fixe as
Dragons	20	63	0	e 565	6 f. par an e
masse d'habillement	70	'3o	0	1926	1643 mil. pr
Chasseurs masse de haruach. et ferr.	a -	00		0575	Pour la male le train car
Image d'habillamant	8o	`4t	E .	2203	8 f. 40 id =
masse de harnach, et ferr.	2	00		o575	23016 pu :=
Artill. à cheval. masse d'habillement	68	55	0	1878	
masse de narnach. et terr.		00	' o	0575	
Train d'artillerie (masse d'habillement	56	84	0	1557	
du génie masse de harnach. et ferr.		00	Ø	1310	
Compagnies de pionniers	39	16	0	1073	
Compagned to the control of the cont			~		•

On se proposait de faire connaître par les tableaux n.c. 39 et 40, les santités d'étoffes de toute uature, et de tous les objets dont se compose habillement des troupes de toutes armes: la durée des éstets; le prix es façons; et de donner en même tems une nomenclature de tous les ticles de dépenses qui sont à la charge de la masse d'habillement, voyez les notes des pag. 177, 207, 209, 216, 231 etc. vol. III); mais l'apption du nouvel uniforme (voyez les num. 482 et 483 même vol.) vant amené de nombreux changemens aux dispositions en vigneur sur ette matière, on s'est, vu contraint à disserer l'impression de ces tableaux, tendu que l'on n'a pu, jusqu'à ce jour, se procurer des renseignemens sez précis à ce sujet, pour pouvoir donner à ces tableaux l'exac itude gourense que demandent ces sortes d'indications.

On réparera cette lacune dans le premier supplément que l'on se propose

e publier.

Tableau des couleurs distinctives des régimens d'insa l'Artillerie et les

ABRÉVIATIONS .. { R. G. Rouge garance. Bl. F. Bleu foucé. V. N. Velours noir.

B. R. Brun row Bl. C. Bleu celes Cha. Chamois.

						******	VIII.			
	n e itan	Régim.	Fond	COL	LET,	ÉPAUI	L et tes	REV	ERS.	PIN
d	es	et	' de		$\widetilde{}$	-	~	 ~	<u> </u>	~
ARI	ARMES.		l'habit	Fond.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Fond	Liséré.	Forc
Gendar. à pied Artil. à pied, à		3	Bleu.	Écar.	΄, χρ	Bleu.	Écar.	Ecar.	»	Blea
ch. et P		E .	1dem	Bleu.	>>	Idem	Idem	Bleu.	Ecar.	Ecar,
Vétérai	as		Idem	ռ. G.	>>	Idem	R. G.	R. <i>G</i> .	w w	Bleu
Infant.	de lig	Gren. Fasil. Voltig.	Ide m Ide m	Idem Cha.	Bleu. Idem Idem	Bleu. Cha.	Ecar. Bleu.	Blan. Idem Idem	Idem Idem	Iden Iden
	ا	(Carab.		Ecar.	Bleu.	Écar.	Roug	Bleu.	Blan.	Blea,
Infant.	légèr.	Fusil.	I de ni	Idem	1dem	Bleu	Blan.	Idem	Idem	Iden
•		Voltig, Gren.	-	Cha. Vert.	Idem »	Cha. Roug	Bleu.	<i>Idem</i> Vert.	Idem »	Iden Vert
Gar de P	-	Fusil. Voltig.		<i>Idem</i> Cha.	30 38	Blanc Cha.	Vert.	Idem Idem		Iden Iden
, Comp.	d'arm.		Bleu.	Écar.	>>	Blea.	Ecar.	Bleu.	Ecar.	Ecal
Comp. Bat. de		·		Bleu. V. N.		<i>Idem</i> Bleu.		Idem V. N.		Iden V. N
' Infirmi	e rs	Gren.		R. G. Jaun		B. R. Écar	Blan.	R. G. Jaun	» »	R. 6 Jaw
	l.er	Fusil. Voltig.	1de m	[dem	Idem	_	Jaun »	Idem Idem	Idem *	Iden Iden
	2.e	Gren. ' Fusil.		Bl. F. <i>Idem</i>			» B. F.	Bl.F. <i>Idem</i>	Gar. Idem	Bl.f. Idem
)	Voltig.		1			Cha.	Idém		Idem V N
Suisses		Gren. Fusil.		V. N. Idem			v."N.	V.N. Idem	Idcm	V. N. Idem
		Voltig.			Idem	,	»	Idem	_	Idem
		Gren. Fusil.		Bl. C. Idem			в. С.	Bl.C. Idem	Idem	B. C. Iden
		Voltig.	Idem	Cha.	Idem	Cha.	30	Idem	Idem	1den

⁽¹⁾ La seule différence entre l'artillerie à pied et à cheval, consistera et à la hussarde.

aise et étrangère, et des corps de cavalerie, y compris ui sont assimilés.

Cadis rouge.

C. Bl. Cadis blanc. C. G. Gadis garance.

Cadis vert. Cadis écarlate.

C. B. Cadis blen. C. R. Cadis rouge.

TES	POC FIGU	HES RÉES	RETRO	oussis	DOUB	LURE	ORNE	HENS.	B 0	UTO	N S.
Lisérê.	Posit.	Liséré.	Fond.	Liséré.	Partie super. du corps.	ladie et bas- ques.	Espèce	Coule.	Forme	Coule.	Orne- mens
Ecar.	Entra- vers.	Ecar.	Ecar.	Ecar.	roil.	C . E.	Gren	Bleu.	Plats	Blan.	Aigle n.o et
Idem	En long.	Idem	Id em	1dem	Idem 	idem.	ldem	idem	idem	Jaun.	Can.
>>	[dem	R. G.	Blan.	Blan-	Idem	C. Bl.	N cour.	! _	idem	Blan-	ensau N.º
Ecar.	[dem	Ecar.	Idem	1dem	Idem	idem	Gren	Roug		Jaun.	idem
lclem	Idem	Idem		Idem		idem		Bleu.	idem	ıdem	idem
ldem		Idem		Idem		idem	cor de chasse	Cha.	idem	idem	idem
>>	ldem	Blan.	Bleu.	Bian.	Γoil.	Drap bleu.	Gren	Roug	idem	Blan.	cor-de chasse et n.o
»	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	idem	cor-de	Blan.	ł	idem	idem
>>	Idem	Idem				idem	idem	Cha.	idem	idem	idem
Vert.	Idem	Vert.	Vert.	Vert.	Toil.	C. V.	Gren	Roug	idem	Jaun.	Uni
Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	ldem	idem	N. c.	Blan.	idem	idem	idem
Idem		Idem	_	Idem		idem	cor-de	Cha.	B	idem	idem
Ecar	Idem	Ecar		1	I	C. R.	chasse Gren	Bleu.	idem	idem	N.o et
Jam	<i>Idem</i>	Idem	77000	7.2.	Idem	idem	idem	idem	idem	idam	idem
Roug		1 :		V. N.		C. E		1 / 4	K .	Jaun.	A cui-
Blan.	Taem	Gar.	Gar.	Gar.	Idem	C. G.	»	»	idem	id em	Uni.
»	Idem	Jaun	Blan.	Blan	l'oil.	C.Bl	Gren	Roug	Léger bombe	idem	N.º
»	Idem			Idem		idem	N. c.	Jaun		idem	idem
	ldem		}	Idem		idem	cor-de chasse	Cha.		idem	idem
		Bl. F.		Idem		idem			idem		idem
Idem		I.dem] .	Idem	l	N cour.		ldem		idem
_		Idem	1		Idem		cor-de chasse			idem	idem
		Blan.	i _	Idem		idem			idem		idem
1 dein	1 dem	Idem	1dem	Idem	<i>Idem</i>	idem	N cour.	Nor.	idem	idem	idem
<u> </u>	Idem			Idem	_	idem	conde chasse	Cha.	idem	idem	idem
Idem	I dem	B. C.	Idem		<i>Idem</i>	idem	Cren	Gar.	idem	idem	idem
Idem	Idem	Illem	Idem	Idem	[dem	idem	N cour.	B. C.	idem	idem	idem
Idem	Idem	Idem	Idem	ldem	Idem	idem	cor-de	Cha.	idem	idem	iden

lernière aura les épaulettes rouges, des paremens à pointes et des boutons

Uniforme des Carabiniers, Cuiras

							فالمرجب المستحيدين			
NATION .	iéro gimens.	, FOND	,C O L	LET.	ÉPAUL	ETTES.	BRIDE d'épaul	PARE	MENS.	PAT
DESIGNATION DES ARMES.	NUMÉRO DES R'GIMF	de }'habit	Fond.	Liseré	Fond	Liséré	Fond.	Fond.	Liséré.	Foni
in.	I.er	Blauc.	BI. C.	Blanc.	Laine. coug.à	tresses		Rouge	Blanc	Blace.
Carabin	2.e	idem.	Idem.	idem.	frange	blanch.	idem.	Bleu.	idem.	Blea
	, i.er	· ·	Écarl. [!		. 1	Écarl.)	Ecarl.
Cuiras siers.	2.e 3.e 4.c 5.e 6.e 7.e 8.a 9,c	Bleu.	idem. idem. A uro. idem. idem. Jonq. idem. idem.	Bleu	Laine rouge.	Bleu.	Bleu.	ide m.	Ecarl. N Auro. Jong. Rose	Blez. Ecar. Aur. Blev. Jone, Blev. Jone, Blev. Blev. Rose Blev.
Tr. d'arti	ai n llerle.	Gris de fer	Bleu .	Gris de fer.	Gris de fer	Bleu .		Bleu .	Gris de fer	Gris de te
Tr du g	rain jénie.	idem.	Panne, noire.	»	idem.	Gris de fer.		Panne noire.	"	Paun noire
Trades	ai n ėquip.	idem.	Br. M.	»	idem.	Br. M.		Br. M.	idem.	Gris de fer

rain d'Artillerie, du Génie et des Équipages.

HES LÉES.	RETR	us sis.	DOU	BLURE.	ORNI	EMRNS.	В	OTON	s.
Lisére.	nd.	Liséré.	Partie supė- rieure du corps.	Taille et basques	Espèce.	Coule.	Forme.	Conleur.	Ornem.
Bl. C.	Bi. C.	Bl. C.	Toile.	BL, C.	Gren.	Blanc.	Plats .	Blancs.	Grenad.
iđemi	idem.	idem.	idem.	idem.	idem.	idem	idem	idem	idem
	•						•		
Eçarl.	Ecarl.	Ecarl.		Ecarl.					
idem.	idem.	idem.		idem.			, , ,		, 5p H
<i>idem.</i> Auro.	dem: Auro.	idem. Auro.	<u> </u>	idem. Auro.		1.1		3	
	idem. idem.	idem.	٠,	idem.		, (c			
Jonq.	Jonq.	Jonq.	Toile.	Jong.	Gre-	Bleu.	Plats .	Blanca	Num
_	idem. idem.	idem. idem.	,	idem.	nade.	:			110,110
Rose.	Rose.	Rose.		Rose.				117	
dem.	idem.	idem. Lie de		idem.	,				
vin.	, vin:	viv.		Lie de vin.	, .				, î
idem.	edem.	idem.	. :	idem.	i i				,
•	. 1	1						•	
Non	Dia.	Dia.	Taile	DI.	C	Gris	Dista:	Blancs.	Canons
sieu.	Dien :	Dieu ,	1 011e.	Dieu.	Gren.	de fer.	Plais	Blancs.	en sant. av ec -n.
•	ļ				•		* 1		
	i ,	4		٠	•	•		· · · ·	
dem.	idem.	idem.	idem.	Cadis Bleu .	Une cuirasse	idem.	dem.	idem .	Cuiras se surmont. d'un' casque.
	- -'	i	į	· · · ·	1 :	`.b''-	3	\$ p.k	os d'
1	*		i	; • • • •			<u>!</u> 1	',' 	,
Br. M.	Br. M.	Br. M.	idem.	Br. M.	N cou- ronn.	idem.	idem.	idem.	Num.º

Mr. I will go the mary mary works

Numeros For	COL		ÉRAU	ETTES.	R E V	е д. s.	. PARE	MENT
des de	1 5 ?1		į	,	•	Liséré.	Pond.	Liser
	***************************************		-					
1.01	,		3		Ecarl.		Bearl.	,
3.e		Vert.	٠,	idem.	idem.	, , ,	idem. Vert.	Ear.
4.e	idem.		i	idem.		1	Ecarl.	
5.e	Vert. Ecarl			idem. idem.		ł	Vert.	_
7.0	Gram		•	Cram.	1.2		Cram.	
8.e	Vert.	»	4		idem.		iden.	,
9.e .		Vert.		T	:dem :		Vert.	
10.e	· •	Vert.		idem.		i	Cram.	
11.6	Vert.			idem.	a -	1	idem.	
12.0	.	Vert.		1	idem.	1	Vert. Resef.	1 1
13.0	Ros. fi	• 1, 1	2 .	Ruse f.	nose i.	i.	Trees.	
14.e	Vert.	3	nade.	,	dem .	. ,	idem.	,
15.0 Ver	Ros. f,	Vert.	Vert.	ieem.	dem.		Vert.	I
16·e	idem.	Vert :	. 555		dem:		Rose f.	1
17.0	Vert.	» ;		idem.	idem :		idem.	1 -
18.6	Ros. f.			l	idem:	[·	Vert.	
19.6	Jonq.	Vert.	,	Jond.	jond.		Jonq.	•
20.0	1	6	·	: Ja	:d	· ·	idem.	
20.e 21.e	Vert.	w Vort		idem. idem.	idem. idem.		Vert.	1 - 7
22.e	Jonq. <i>idem</i> .	Vert. Vert.		idem.	idem.	l	Jong.	
23.0	Vert.			idem.	idem.]	idem.	
24.0	Jong.	Vert.			idem.	, .	Vert.	1 - 1
25.e		Vert.'		Auro.	Auro.		Auro.	
26.	Vert.	- 3 9		idem.	idem.		idem.	
27.4	Auro.				idem.		Vert.	
28.e	idem.			idem.	idem.		Auro,	1
29.e	Vert.	>>		F	idem.		idem.	
30.0/	Auro.	Vert.		idem.	i dem .	٠	Vert.	Ame
Dragons de la garde G.d de Paris.	e f. Roug.	G. de f	G. de f	Roug.	Rouge	*	Roug.	,
1	9	1]	•		l	1

.) Dragons.

FIGUR	HES.	RETRO	USSIS.	Doce	LURE.	ORNE	MENS.	B O	UTO	N S.
Positio.	Liséré.	Fond	Liséré.	Partie supé- rieure idu corps.	Taille et basques	Espèce.	Coul.	For.	Coul.	Num
mu,	Ecarl.	Ècarl.	Ecarl.	,	Roug.	,	•			1.er
idem. En long	idem. idem. idem.	idem. idem. idem.	dem.	·	idem . idem . idem .			4	• • • •	2.0 3.0 4.0
idem: En travers.	idem. idem. Grain.	·	idem . idem . Gram!		idem . idem . Cram.					5.e 6.e 7.e
idem. Enlong idem.	idem.	idem . Idem . idem .	idem . idem . idem . idem .	,	idem , idem , idem , idem ,					9.e 10.e 11.e
F.n travers.			idem.		idem . Rose f		•			12.6 13.6
Enlong idem. idem.	idem. idem.	idem . idem . idem .	idem . idem . idem . idem .	Toile.	idem . idem . idem . idem .	Gren.	Vert,	Plats	Bia ,	15.e 16.e 17.e 18.e
travers.	idem.	idem . idem .	idem •		Jouq. idem. idem.	·				19.0 20.0 21.0
idem.	idem. idem. idem. Auro.	idem.	idem . idem . idem . Auro.		idem . idem . idem . Au10.	·		₹	•	22.e 23.e 24.e 25.e
<i>idem.</i> <i>idem.</i> En long	idem .	idem .	idem . idem . idem .	,	idem . idem . idem .				,	26.e 27.e 28.e
L.	idem . idem .	idem . idem .	iaem . idem .		idem . idem !					28.e 29.e
En long	Roug.	Roug.	Roug.		Roug.		G. de f			3 _{0,} e

تسع		- d. b				man and a market of				بالمراجع في المراجع	
	1,	Numer	Fond	COL	LE T.	ÉPAUL	ETTES.	B EV I	ERS.	PARE	MEX5.
	ARME.	des régim.	de l'habit.	fond.	liséré.	fonds	li sé ré.	fond.	lis é ré.	fond.	lisez.
		(· 1.er		Ecarl			Ecarl	Ecarl		Ecarl	
	•	2.e		Auro.			Auro.			Auro.	
	CHEVAU- LÉGERS français.	3.• 4.e	Vert.	Rose. Cram	Vert.	Vert.	Rose. Cram		w	Rose. Cram	,
		.5.e		Bl. C.	•		BL C.	Bi. C.		Bl. C.	
	-	6.0	}	R. G.			R. G.	R. G.		R. G.	.}
- 11		•			* ,		•				
	0111111	7.0	Bleu.	Jaun.	Bleu.	Bleu.	Jaun.	Jaun.	•	Jaun.	
	LÉGERS	3.0	id.	Bleu.	Jaun.	id.	id.	id.	39	Bleu.	Jz
	CHEVAU Légers polonais.	(, 9.e	id.	Cham	Bleu.	id.	Cham	Cham		Cham	,

au-lêgers.

POC FIGU	H ES RÉES.	RETRO	oussis.	DOUB	LURE:	ORNE	MENS.	BOUT	rons.	CEIN	runes.
posit.	lfséré.	fond.	Liseré.	partie supér. du corps.	taille et, bas- ques.	espêce	coul.	forme.	coul.	fond.	raies.
	Ecarl	Ecarl		-	Ecarl						
-	Auro.	Auro.	٠		Auro						
Dans	Rose.	Rose.	L	Tail.	Rose.	Atala	971	.31 4	T	,	
les plis	Cram	Cram	»	Toile	Cram	Aigle	Vert.	Plat.	Jaun.		
	Bl. C	BI. C			Bl. C.			•			
•	R. G.	R. G.		İ	R. G						

		Jaun.	\		Jaun.		Demi sphér.	Blanc	3leu	Blan.
))	»	id.	*	Coile	id.	,	id.	id	id.	id.
•		Cham			Cham		i d.	id.	id.	id.

ARME	Numér.	Fond de	~	LET	ÉPAUI	ETTES	REV	ERS.	P.
·	égimen	l'habit.	Fond.	Liséré.	Fond.	Liserd.	Fond.	Liséré.	Po:
Chasseurs à cheval.	1.er 2.e 4.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6.e 6	Vert	Ecarl. Vert. Ecarl. Jonq. Vert. Jonq. Rose. Vert. Cram. Orang Vert. Orang Bl. C. Vert. Auro. Capuc Vert. Capuc Vert. Capuc Vert. Capuc Vert. Capuc	Vert. Rouge Vert. id Jong. Vert. id Cram. Vert. id Orang Vert. id Orang Vert. id Capuc Vert.		Ecarl. id Jony. id Rose. id Cram. id Orang id	Vert	Ecarl. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem.	Iden Iden Iden Iden Iden Iden Iden Iden
	20. 29. 30. 31.		Amar.	Amar. Vert . id		Amar. id id Cha		Amar. Idem. Idem. Cha.	Idea Idea

Ecarl. Écarl. id Idem. id Idem. id Idem. Jonq. id Idem. idem. idem. Ide	OCHES ORÉES	RETROUSSIS	DOUBL	UAR	ORNEN	ens.	BOUT	ons.
id Idem. id Jonq. id Jonq. jonq. id Idem. Jonq. id Idem.	t. Lisere.	Fond. Liséré.	supėr. du	et bas-	Espèce	Coule.	Forme.	Couleur.
id Idem. Jonq. Jonq. id Idem. id Idem. id Idem. Rose: Rose. id Idem. id Idem. Cram. id Idem. id Idem. Orang id Idem. id Idem. id Idem. id Idem. Auro. id Idem. idem. Idem.	Ecarl.	Écarl.	F	Ecarl.		-		·
id Idem. id Idem. Cham Cham Cha.	id Jonq. id id Rose: id id Orang id id Orang id id Auro id id Capuc id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id Auro id id	Idem. Joaq. Idem. Idem. Rose. Idem.	Toile	Idem. Idem.	de	Vert.	sphér.	Blancs

<u> </u>		· ,					
arrand DOC	3	ELI	S S E.		,]	D O L M i
NUMÉROS. des	fond	bordure des bords	ganses,		co	ULEUR	du
RÉGIMENS,	de la pelisse.	et du colet, houdin, lours de manches.	olives,	doublure.	fond du dolman.	collet.	paremen
1.er régim.	Bleu cel.		Blauche		Bien cél. féncé.		Rouge
2.6		;	id		,	Br. Ma. Gris ar	
3.e			Rouges.			Bl. imp	
5.e · · · · · ·			Citron.		Bl. cél.	ы. С.	Blanc.
6.°	Bl.imp	Peau noire.	Jaunes .	4	•	Ecarlat	
7.•			Jau. ser.			id id	1 (
8.•	/		Blanche Jaunes.	-		Bleu clai	
10.e		4 . i	Blanche	:	Bl.; C.	Ecarlat	Ecarla:
****	Bl. imp.	Blanche	Jaunes.	Fl. rou	Bl. imp	id	id
A	. .	•	•	•	Ŧ	1	l

		CEIN	FURE.	de cheval,	1	
-	culotte	1	9 -e	veste d'écurie, manteau,	Boutons de peliss.	
gile	kongrois.		712.);	(e acha-	dolman	·
raci	e de la completo. La completo de la completo de la completo de la completo de la completo de la completo de la completo de la co			rapue ». porte- mantean.	or gilet.	
-		35 Table 1 Tab	\			
Écar	at, Verte	Clare in the	Blanch.		Blancs, ronds.	
Bl. c	él. Bl. cél.		id		<i>1d</i>	Les tresses de la cu- lotte hongroise, et cel- les du collet, de la po-
	ar. Gris ar.	•	id	2 3	id	che du devant et des paremens du dolman, sezent-de même cou-
•	p. Bl. imp	r	Jaune	i i	Jaunes.	tresses et plives de la pelisse.
	el. Bl. cel.	zano di	id		id	ration of the second
Ecar	at Blené		idrovos	Vct.	id	
id	Ecarl	18,0	idaes		idean.	A A A R
.d	id		Blench.		Blancs.	e sant se en en en en en en en en en en en en en
, Bleu c	lair Blen clair		Jaune .	1	Jaunes.	17104 171 11
Ecar	at. Bl. çél.		Blanch.		Blance.	All the transfer of the second
id.	Bleue		Jaune .		Jannes,	Action of the

A Bridge Will will arrest

. Moved to number 3 vectors and the contract the contract to promine and they was talk.

them early and the street and the statement

Masse des Remontes.

, •									
T	DESIGNATION des	MO!	VTAN A M A	T	J1 /.1.		R V	'A T10	NS.
	CORPS.	par an	i par	jour.	Figures.	ite de le dei , et à	t spbvi	ecroit du p aux, réforme anir à l'acha es frais acce	es at dei 1
	Carabiniers et Cuirassiers Tragons	51 4	3	a new repayment	et sol	r paiet par m d. qui endan	ont cost	d'une gratificordée aux onservétes ns en temperatification	soud here!
	Ar iller à cheval. Prain d'Artillerie, du Génie et des Equipa-	1 1	3	anch.	dans de tie	us apr la rem ers de étach	s 5 an et à l solde aux é	eccorde au de serv. un eur choix. l accor. aux cot. d'hippin e la masse d	ese : off :
	Tarif des Mass	es d'e	nt e	9.42.) ien e	d d	e r	i enap	laceme	
	Tarif des Musse Equipa	ges à	lı	sitte	des	C	rps	(-)	=
	DÉSIGNATIO des	N	S/R	E PIED	DE C	GUEN IIRI '		SURLEPI	ED DE
	MASSES.			ar an.			our. e. m.	par an.	par
	Entretien et remplarem voitures d'artilleties Entretien et remplacem	1): (re p	<u> </u>	O O	08	2 1	200 50	6
	Ferrage et harnacheme	nt des		โลนทะ	1	0	2 I	225	C
A 100 M	voitures d'artillerie caissons d'administra Remoute ou remplacem vieux chevaux	ation		ilaoch. laupe .				48 41: .72	
N 10 1 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	(t) Les corps qui doivent	se pouro		équipage	s, rec	coiver	it pou	r l'ordinain	re és
4 4 4 4	Les fonds de premièr Pour le caisson d'an compris (a) Pour chaque caisson	npalauce,	chevau	x, harna	is, bra	comp	et m	atelas	. 251
	Pour les équipages les voitures étant arsenaux de l'etat	d'artilleri tirées d	pai pa pa	r cheval r harnais r selle .		•••••	400 45 60		
	(2) La première portion e antretien.				nent de	es voi	tures,	et 13 denz	færm <u>,</u>

⁽a) Voyez le num. 634 vol. IV.
(b) Voyez le num. 503 bis vol. III.

Masse d'éntrelien du mitures pour des dutaillons the second of the condication of the second of the second of

masse estifixée à 154 par voiture et par mois elle n'est-payée que sur la poitié de cette lixation pendant la première année de leur mise en service. CHULLER ME TO THE

Caissons	anla suite des Corps et d	les Généraux.
1.5	PE CAISONS and Control of the Caison's and the caison's a	the state of the s

r bataillon

r compagnie d'artillerie légère...

r bataillon d'artillerie à pied

ur deux escadions.....

ur la compagnie des gardes ı général en chef.....

Pour les officiers d'état-major.

ef de l'état-major.......

néral en chef

donnateur en chef.... néral de division et son état-major:

néral de brigade......

donnateur de di

Idem de l'ambulance.......

nmandant de l'artillerie

Idem du génie

de la chaient allenes OBSERVATIONS.

Ces fournitures no sont faites qu'ensuite d'une décision spéciaie de S. M.

là 2 cheveux s'ils sont généraux de division.

Tarif des Indemnités de route pour les Officiers, s Officiers et Soldats de toutes armes et de tous grade

The same was a street or the same of the s	-
DESIGNATION	FIXATION
des	DE L'INDERN
	par journée in
GRADES.	11
	11580113
The state of the s	
Colonels ou adjudants-commandants commandants d'armes de première et de deuxième classe commissaires ordonnateurs sous-inspecteurs aux revues regisseurs, directeurs gén, et inspecteurs-gén, des hôpitaux mé-	S t
decins, chirurgiens et pharmaciens en chef des armées.)
Majors	4 50
Chefs de hataillon ou d'escadron commandans d'armes	•
" de troisieme et de quatrieme classe commissaires des guerres - médecias, chirurgions et pharmaciens prin-	Ì
cipeux des armées - directeurs orginaires de service,	
directeurs de correspondance et des comptabilité di-	/•••
recteurs principaux des hôpitaux, contrôleurs, inspec-	
teurs, garde-magasins généraux et principaux	7
Capitaines de toutes armes adjudans de place méde-	
cins et médecins-adjoints des hopitaux de l'intérieur	
et des armées, chirurgieus-majors des hopitaux et des	1 110
corps, pharmaciens en chef des hopitaux de l'intérieur	1 14 Sec. 1
et des armées, centenier des compagnies d'infirmiers et juge dans les regimens suisses gardes-magasius, pré-	,
posés, comptable, économes on directeurs des hô-	
pilaux, chefs de fiarc, premiers dommis, employés de	
première classe du service des hopitaux	,
Lieutenaus et sous-lieutenaus de toutes armes officiers	, , ,
invalides de tous grades - adjoints aux commissaires	
des guerres (1) chirurgien aide et sous-aides des ho-	**:
pitaux et des corps - aides et sons-aides pharmaciens	
des hôpitaux de l'intérieur, et des armées aides-garde- magasins, commis aux écritures, commis aux distri-	. 20 50
butions, commis de deuxième et, troisième classe, du	, 2 %
service des hôpitalix, sous-chefs de parc et autres l	
premier porte-aigle des régimens sous-cepleniens	;
des compagnies d'infirmiers - aumoniers et ministres	
des régimens suisses	
Sous-officiers et soldats, femmes et enfans, sous-em-	30° par myri
	, i
Femmes et enfans de militaires et d'invalides admis à	15 idem
Militaires tenus en résidence isolément	nte nun lan
	75° par jour.

⁽¹⁾ Les adjoints ont droit à l'indemnité allouée aux commissaires des guerres, longil remplissent les fonctions. (Circul. du 21 germinal au 23)

arif pour la gratification d'entrée en campagne.

DÉSIGNATION des GRADES.	sommes allouées.	OBSERVATIONS.
Officiers d'Infanterie.		Les inspacteurs et sous-inspecteurs, re- çoivent la gratification du grade au-
utenans et sous-lieutenans.	300	quel ils sont assimilés (voy. les num. 402 et : 04 vol: 111). Les officiers de santé reçcivent la grati-
vitaines	400	fication attribuée aux différens grades de l'infantérie; savoir : les officiers
fs de bataillon	60●	de santé en chef, celle de colonel : les officiers de santé principana, eclle de major ; les medestres chirurgiens
Ors	700 (1)	et pharmacions majors, celle de chr f de bataillon; les aîdes-majors, celle
mels.	800	de capitaines; les sons-aides, ceste de lieutenaits. Decis. des 4 pluviose
Troupes à chesal. (2)		an 7, et 12 germinal au 11.
tenans et sous-lieutenans.	400	(1) Décision ministérielle du 6-germ. an 12. (2) Les officiers de l'état-maj. de l'armée,
itaines	500	ainsi que les officiers de l'artiflerie et du génie; sont assimilés aux officiers de
fs de bataillon	700	•avalerie pour cette gratification; lett.; du ag for. 1792 art. 1.
ors	800 (1)	
nels	900	for a supplied to the second of the second o
Etats-Majors.		Paris and the second
raux d'armée	6 0 00	
raux de division	3000	and the probability of the second
raux de brigade	2000	
missaires ordonnat: en chef	2000	
missaires ordonnateurs	900 ′	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
missaires des guerres	5p o	
ints	400	I am william in the Some word in man
		······································
	•	the contract comments to the con-
* *	1	

DESIGNATION des		DE PAR		OBSERVA
FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS.	classe.	2.0 classe.	3.e classe.	
Inspecteurs	Gooo'f.	4000	3500	Paris, qu da co cest que le la cu ul mus i ;
Id. provisoires	1800	1500	1200	Ce traiteme que sur decu ; decis, du 11;
Economes	3000	2400	3000	Gineldnet
Premiers commis	1800	1600	1400	
Id. adjoint	1800	*	, , , , >	Îl n'y 2 de 12- 'adjoint que 12- taux de 140 cas.
Commis aux écritures	1500	1300	, >>	
Deuxième commis id.			. ,	Leurs treitme
Commis provisoires	*	*	.	par décision : décis. du axhid
Gardes-magasins d'effets	1200	1000	900	ļ
1d. des sacs	1000	900	800	
Dépensiers	1000	900	. 800'	Varie da 1001 d'après les éta décis, du as fost
Gages par mois, des insirmiers.				
Infirmiers majors et servans	30	24	20	
Ensirmiers ordinaires	20	16	14	
		• •	-	ı

T des denrées qui entrent dans l'approvisionnement traordinaire des places de guerre, pour le cas de ge, avec indication des bases d'après lesquelles les urnitures doivent être calculées.

SICNATION	D'A CE C		ŀ
_ •	BASES		
des	d'après lesquelles chacun desdits	OBSERVATIONS.	
EES ET OBJETS	objets doit être calculé.		
previsionnement.	opjets don ene calcule.		F
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
1			
ien t	49 kilogrammes (ou un quistal) de grains, trois quart froment , un		
to the	quart seigle, par trois mois pour cha-		•
	que homme; on y ajoute un cin-	Le'biscuit n'ent. point	•
	quième pour le blutage.	ordinair. dans l'approv. Les places, le ministre	
it	2 Hángung mari dan ann an am an an an an an an an an an an an an an	décid. particul. quelles sont celles où il doit	
pour distribut.	3 décagrammes (ou une once) par homme et par jour, pour la moitie	eu être rassemblé, et	
ordin.	de la durée présumée du siège.	dans quelle quantité.	
	(6 décagtam, fou ronces) par homme		! :
de salaison.	et par jour pour les deux tiers de		
[c. ;]	la durée présumée du siège	L'approv. en viande fraîche ne doitse faire	
mes secs;	16 décagram, pour la moitié id. 1760 de kilogram, (ou un trentième	qu'au moment où une	
••••••	de livre) par homme par jour.	place est sur le point d'èt. assiég. C'est alors	
	hectogram. 1/2 (ou 8 onces) par	aux gen. com. des pl.,	
de fraiche	l'isominé, par jour, pour le tiers de	ordonn. , commis. desi guer. , à aviser au moy.	ł
, 1 10	la darée présumée du siège.	d'avoir la quantité de	
salé	(i heotogram. 1/4 (ou 4 onces) par		•
	homme par jour, pour les ² / ₉ . hectogram. (ou 3 onces) par hom.	à raison de 500 livres à la raie.	
idem	¿ par jour pour les 4/9 de la durce	•	l
ا ساما	présumée du siège.		
· les chevaux	\$7 kilogram. 337 gram. (15 livres) Fpar jour pour toute la durée du siège.	'	•
our	jio kilogram. (vingt livres) par bœuf		
les bestiaux.	par jour pour la moitié du siège.	La paille de couch.	
pour	5 kilogram. (10 livres) par cheval	ne se distrib. ordinai- rem. dans les plac. et	
les chévaux.	pour toute la durée du siège.	garnis, qu'à raison de	
de couchage.	2 kilogram. et demi (5 livres) par homme par mois.	55 liv. par lit, tous les 6 mois; cette proport.	ŀ
	2 tiers de décalitres (deux tiers de	a été angm. nont le cad	
nc) boisseau) par cheval par jour.	à portée de pourvoir	
	1 /4 de licto (/4 de prese) par nom.	aux bes. , și les troup. ven.à être casematées.	
• • • • • • • • • • • • • • • • • • •	l'et par jour, pour la moitié de la		l
	(durée du siège. (1/16 de litre (1/15 de pinte) par hom.		
de-vie	par jour , pour tout le siège.		
igre	$\int_{20}^{1}/20$ de litre (\int_{20}^{1} de pinte) par hem.		
process segments	pour un mois sur trois.		
de ,chauffage.) ¹ / ₁ go de stêre (' ⁶ / ₁₀₀ de corde) par h. et par jour.	back are included	. '
_	14 stères (1 corde) pour 40 quintaux	de chand.; dans ée and	
du pain.	de farine ou 45 quint, de grains.	naquantite d'huile doit	
delles	3 chandelles de 16 au kilog. (8 la	erre double de la quan la tité de chandell. fixée	
CLUZZUS 1 1 1 1 1 1 1 1	livre) pour 16 hommes par jour, 1	a. Serethmes	
	•		.

État du nombre des rations allouées à chaque grade s pied de paix, en rassemblemens, et sur le pied de gu à dater du 1 et août 1810, arrêté par SM. le 30 juin

		Sur l			le pied u rasse	
DESIGNA	TION DES GRADES.	Four	rrages	pain,	Chauf-	r our
		on opti-	non acti- vité.	riz où légum. ses, sel, viande	fage.	rassen ble- mens. ;
Eto	t-major genéral.			(a)		•
Maréchaux d'E	Empire	24	20	24	24	24
Officgén. (1)	d'une division	. >>	, » .	., 16	16	16
	pecteurs-généraux (2)	10	×	10	10	10
	generaux de division	8	4 3	8	8	8
Adjudans-com	généraux de brigade			6	8	5
		3 3	2	3 3	6 6	3
Aidde-camp	thef d'escadron ou de ba-	3	1	3	•	
et officiers	taillon	2	. 1	2	6	2
attachés à	apitaines	2	51		Z	2
	ieutenaus ou sous-lieuten.	i		2	. Z	1
Officiers, d'ordo	nnance pres S. M	2	»	2	4	2
lutendant génér		»	»	10/	10	10
	nspecteurs en chef	8.	»	8	8	8
	nspecteurs	4.	×	, 6,	8	6
	ous-inspecteurs	3	>>	3	. 6	. 4
	djoints à l'inspection	2	»	3.	4	:
	ommiss. ordonn. en chef ommissaires ordonnat	»	מ ר	8	8	2
	onamissaires des guerres.	3	»	2	0	3
	djoints	2 1	· * *	: ' 2' !	2	
	nspecteurs généraux	» l		, , ,	488646	3
l m	rédecins, chirurgieus et	~· }			Y	1 -1
	harmaciens en chef des	, i I	. 1.	' '	j	
	armées		, » I	. 2	6	2
cl	hirurgiens-majors, aides	j	<u>.</u> [1	
	et sous-aides attachés aux				•	
aux armées	corps de troupes à pied.	» ,	. 70	2	4	>
des corre	irurgiens-majors attachés		: -	j	•,]	
wips s	dés et sous-aid attach id	1, 3	*	2	7	1
V	dés et sous-aid. attach. id., édecins, chirurgiens et	* 1	· ***	.4	4	1
	pharmaciens attachés aux	1	' <u>'</u>		1	
	imbulances et hôpitaux	Ī	. 1.	; '' 		
	le l'armée	. w . t	· »	2	4	*
		•	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			

⁽¹⁾ Les officiers généralix sénuteurs doivent recevoir les fournitures de campagne aux officiers généralix de leur grade : circul. du 12 septembre 1809.

(a) Les lieutenans généraux sont assimilés aux colonels généraux pour les fournité tout genre.
(a) Cetté colonne est divisée en 4 dans l'original, dont une pour chaque espèce de tures; ainsi l'on doit entendre qu'il est alloné qu pareil nombre de rations, 1. de la colone est porté oi la colone est porté oi l'accomment en legumes secs, 3° de sel, 4. de viande à celui qui est porté oi l'accomment de l'accomment de l'accomment de l'accomment de l'accomment de l'accomment de l'accomment de l'accomment de la colone de l'accomment de l'accomment de la colone de l'accomment de l'accomment de la colone de l'accomment de la colone de l'accomment de la colone de la colone de l'accomment de l'accomment de la colone de la

	_	pied paix		le pied n rasse		
	Fou :	rages.		h.i	Four	rages.
DÉSIGNATION DES GRADES.	en acti- vité.	en non acti- vité	pain, riz ou légum. secs, sel et viande.	Chauf-	aux rassem ble- mens.	sur iepied de guerre
Officiers des places et des côtes. (de 1.re classe	»		3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	6444.22 66644444 4 444444444444 2 2 4 6 6	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	3211, 32 3442331 2 2133,3322232144
génie et inspecteurs ordinaires capitaines	*		2	4	2 2	4 4 3 3
lieutenans et sous-lieuten. artiste vétérinaire en chef.	».)		2 2	4	1	2

traitement des officiers de l'état-major d'une ville déclarée en état de siège, sujyra i de la garnison de cette place.
La cun selon son grade, pour les rations de vivres seulement.

mformément à l'arrêté du 21 fructidor an 11.

em. Ils doivent cependant être, pour les rations de fourrage, assimilés aux officiers du p, dans le cas en, isolés de leur troupe, ils remplissent les fonctions particulières aux iers de ce corps.

1.1

s capitaines, lieutenans et sous-lieutenans d'infantérie âgés de plus de 56 ans, contiont de recevoir, en campagne, la ration de fourrages attribuée à leur grade par l'ar-

du 19 germinal an 10. s chefs de bataillon d'artillerie attachés aux forges et manufactures d'armes, recevront ration en sus de celle fixée pour leur grade et pour le pied de paix. Les capitaines d'arie à pied employés de cette manière, recevront une ration.

		e pied paix.	Sur et e	le pied	de gue
DÉSIGNATION DES GRADES.		en non activité.	Vivr spain, riz cu légum. secs, sel et viande.	Chauf-	Fourra
Sous-officiers de toutes armés, caporaux- fourriers et brigadiers-fourriers(1) (a) Capor., brigad. et soldats de toutes arm(b) (centenièrs et sous-centen. Compagnies sous-officiers et caporaux- d'infirmiers fourriers infirmiers(2) (a) (soldats infirmiers (2) (b) Gendarmerie (3)		*	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 2 1 2 2	2 1 4 2 1	1) 2) 1) 2) 2) 2)
Payeurs générary. Directeurs général des services réunis. des vivres-pain des vivres-viande des fourrages. des hôpitaux des hôpitaux des hôpitaux des équipages auxiliaires. Inspecteurs principaux des services réunis	}	"	3	8	3
des vivres-pain des vivres-viande Agens en chef, des fourrages. ou directeurs des hôpitaux principaux. des équipages auxiliaires du chaufiage. de l'imprimerie. Postes mili- inspecteurs en chef taires. Directeurs en chef	,,	39	2	6	2
Payeurs divisionaires Caissier du payeur général Chefs aux constructions des vivres Directeurs de correspondance et de comptabilité des services réunis. Caissiers, chefs de comptabil. des hôpit. Caissier des divers services Gardes-magasius principaux des hôpit. des vivres-pain des vivres-viande des fourrages de l'habillement des équipages auxiliaires	"	,	2	4	25

⁽¹⁾ Les adjudans sous-officiers, jouissant en gratification et, par supplément, de la differe de la solde d'adjudant à celle de sous-lieutenant, ne recevront que les rations attribut leur grade.

(2) Hors des hôpitaux seulement, conformément au décret du 13 avril 1809.
(3) En campagne, comme les troupes à cheval, suivant les grades correspondans: du 18 l'initiation de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement, elle reçolt des rations de partement de la company de partement de partemen

⁽⁴⁾ Comme l'infanterie.
(2) Ils reçoivent en outre au pied de paix une ration de pain et 2 de chauffage.
(b) idem jdem ide.n et une de chauffage.

		pied	Sur et ei	le pied n rasse	de gu mblem	erre
DÉSIGNATION DES GRADES.		Fourrages.			Fourrages	
	en	en non	riz ou légum secs,	Chauf-	aux rassem	sur le pied
	acti- vité.	acti- vité.	sel et	fage.	bio- mens.	de guerre
nomes divisionnaires du service des			البطالية بيسن		-	
pitauxducteur de l'imprimerie	5 ,,	•,	2	4	, 99	3.
pecteurs et directeurs particuliers des stes militaires		"	1 1/2	4	77	2
des parcs des parcs préposés préposés mptables. des vivres-viande. des services réunis des-maga- is, commis incipaux, du chauffage chefs com des hôpitaux. nomes des ambulances, ou directeur rticuliers des hôpitaux efs de parc, chefs de brigade, adjunts et sous-adjudans des équipage xiliaires itrôleurs, caissiers et employés de stes de première classe	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	2)	L 1/2	4	***	1
ployés des postes de 2.º et 3.º classes nmis et employés de toutes classes	sí "	,,	1.		37	1
m compris ci-dessus	.,	,,	2.	5	77	>>
ges, charretiers, romainiers, bouchers ucheurs ouvriers, journaliers et in miers autres que ceux faisant partis s compagnies organisées s-employés des postes (courriers e stillons)	e »	,,	1	1	n	**
guemestres (1)	.) "	"	×	- 37	"	77
illerie idem ordinaires conducteurs en chef idem principaux	***	,,	*	2	79	1
ie) gardes du gévie(2) portiers consigne (3)	, ,	"	"))))	"	•,
ployés attachés aux états-majors (4) "	,,	l ï	, 2	"	1 ,,

Suivant le grade auquel ils sont assimilés.
Comme les gardes d'artillerie.
Comme les soldats, mais seulement lorsque la place a été déclarés en état de siège.
Hors du territoire rançais seulement.

SUB

C H 1

6

Rations de pain, à sept hectogrammes et demi.

Idem. de biscuit, a cinq hectogrammes et demi

Idem de viaude fraiche et bœuf salé, à deux hect et de

Idem de lard salé, à deux hectogrammes.

Idem de riz, à trois décagrammes.

Idem de légumes secs, à six décagrammes.

Idem de sel, à un soixantième de kilogramme.

NUMÉRO Jer

BOJS

Charbon To de terre.

stère. hectog. hectog. m.

1/125 24 12

12

'/250

RATIONS ..

d'hiver; d'été...

FOURRAGES.

Carabiniers, cuirassiers, dragons, artillerie légère et guides

Trains d'artillerie et du génie, et des équipages militaires, des pages auxiliaires, des postes, de l'imprimerie et de la tres

Les chevaux des offic. gén. et d'état-major, ainsi que ceux de la gendant Pour les chev. des off. attachés aux régim. d'infant., d'artill. et du génie revues, commiss. des guerres, offic. de santé, et autres parties pren. qui ont de La ration de vert pour les chevaux de toutes armes est de quarante kilo

Paille de couchage, de baraque On délivrera la paille de couch. à rais. de 5 kil. (10 liv.) par hom. tous les il Four les corps de-garde n'ayant point de lits-de-camp, on fournira égale 1. re classe, composé de 16 hommes et au-de 3 ns; 12 hottes peur un con garde de 3. e classe, composé de 7 hommes et au-dessous.

Lorsqu'il devra être fait des fournit. de paille pour le baraquement, l'étate il sera fourni 40 bottes de paille de 5 kilogram., par régiment ou bal

⁽a) La nourriture des bœus attachés aux batailions des équipages est composée aussi qu'i (b) Il pourra en être fourni aux officiers, mais seviement lorsque la troupe sera approve

rentes rations.

C E S.

Les liquides scront distribués à raison d'un litre de vin pour quatre hommes; d'un litre d'eau-de-vie pour seize hommes; d'un litre de vinaigre pour vingt hommes.

 $E \cdot$

es fixations rapportées au tableau ci-contre num. r.er, pris le chauffage nécessaire aux avant-postes et à es autres gardes des camps et cantonnemens. endant des ordres étaient donnés pour que, dans cantonnemens, les corps-de-garde fussent fournis ent, la distribution s'en fera dans la proportion dé-: pour les corps-de-garde des places. pendant tout le temps que la distribution se fera corps-de-garde, la troupe de cantonnement ne le chauffage que sur le pied fixé pour les troupes son, c'est-à-dire, dans les proportions ci-contre

NUMERO II.							
ВО	TS	Charbon	Tourbes de marais				
à la mesure.	au poids,	de terre.					
stére.	hectog.	hectog.	nombre .				
1/150 1/300	20 10	10 5	10 5				

PIED DE PAIX	OU DE RASSEMBLEM.		EN MARCHE dans l'intégiour,		
emier avril	pendant 5 mois, du prémier novemb. au 51 mars.	Sur le pied de guerre	sur le pied de guerre, comme sur le pied de paix.		
. de foin. e paille. t. d'avoine.	5 kilog. de foin. 5 id. de paille. 6 172 lit. d'avoine.	7 kilog. de foia. 5 id. de paille. 8 172 lit. d'avoine.	9 kilog, de foin.		
. de foin. paille. t. d'avoine.	4 kilog. de foin. 5'id. de paille. 6 172 lit. d'avoine.	5 kilog. de foin. 5 id. de paille. 8 122 lit. d'avoine.	7 1/2 kilog. de foin. 8 1/2 lit. d'avoine.		
de foin. paille. t. d'avoine.	6 kilog. de foin- 4 id. de paille. 3 172 lit. d'avoine.	7 kilog. de foin. 4 id. de pailie. 9 112 lit. d'avoine	9 kilog, de foin. 9 172 lit. d'avoine.		
. de foin. paille. t. d'aveine.	5 kilog. de foin. 4 id. de paille. 6 172 lit. d'avoine.	5 kilog. de foin, 4 id. de paille. 8 172 lit. d'avoine.	7 kilog. 112 de foin. 8 122 lit. d'avoine.		

: les fourre d'après la composition sixée pour les carabiniers, cuirassiers, etc. nmand. d'armes et des adjud. des côtes : pour ceux des inspect. aux les rat. en nat. aux armées, la composition sera celle des chasseurs et huss. rusche à l'écurie, ou à la soulée dans la prairie.

es abri-vents.

. chang. il pourra en être fourni par extraor. sur les ord. du gén. com. en ch.(b) 5 jours, 20 bottes de paille de 5 kilog. l'une, pour un corps-de-garde de 2.º classe, composé de 8 à 16 homines; et 6 hottes pour un corps-de-

r le chef de l'état-maj. gén., de concert avec le comm. du génie et l'ordonn, abri-vents de la gardé da camp.

station de ro kilog. de foin et de 3 lit. d'avoine; en route, de 12 id. et de 4 lit. id. en sora fixée par l'intendant général; réglem. du 5 août 1794.

TARIF de la solde de retraite d'après les dispos de la loi du 28 fructidor an 7.

SOLDE DE RETRAITE POUR ANCIENNETÉ.				SOLDE DE RETR	
GRADES.	minimum, d'ancienneté.	maximum d'ancienneté.	infirmités non provenant de blessures minimum.	Membre, ou bles, equiv.	
Général de brigade. Chef de brigade. Chef de bataillon ou d'escadron Capitaine Lieutenant Sous-lieutenant Adjudant sous-officier (1). Sergent maréch. des-logis ou conducteur d'artillerie (1). Coporaux et brigadiers(1). Soldats de toutes armes et charretiers d'artillerie (1). Commissaire ordonnateur (2). Idem ordinaire Inspecteur général du service de santé, officiers de santé en chef aux armées ou supér. dans les hôpitaux militaires Officier de santé de première classe. Idem de troisième classe. Idem de troisième classe.	200 170	6000 4000 3000 2000 1600 1200 600 450 340 3600 1800 1800 1200 600	2000 1350 1000 670 550 400 340 200 135 115 100 1200 600 400 400	3000 (2010 1500 1	

⁽¹⁾ Le maximum pour les grades inférieurs dans le cas de la perte de membres ou de la vue, est élevé ainsi qu'il est dit article 32.

⁽²⁾ Les inspecteurs aux revues ensuite du tarif annexé à la loi du 8 i au 11, sont assimilés pour les retraites, savoir : les inspecteurs en aux généraux de division ; les inspecteurs, aux généraux de brigad sous-inspecteurs, aux colonels.

RIF de la solde de rétraite d'après les dispositions de la loi du 8 floréal an 11.

GRADES.	à 30 ans de service, moitié du maximum.	de 50 ans de service, un 20.e de l'autre moitié	
ral de division. ral de brigade dant commandant ou chef de bri- de bataillon ou d'escadron aine. enant. lieutenant dant sous-officier. nt-major ou maréchal-de-logis en at ou maréchal-des-logis ral ou brigadier. t de toute arme et du train d'ar- ie. teur en chef aux revues teur aux revues. uspecteur issaire ordonnateur. issaires des guerres nt aux commissaires r de santé en chef de première classe de deuxième classe de troisième classe	3000 2000 1200 900 600 450 350 300 182 50 136 87 ¹ / ₂ 109 50 91 25 3000 2000 1200 1800 900 450 450 450 300	150 100 60 45 30 22 50 17 50 15	6000 4000 2400 1800 1200 900 700 600 365 273 75 219 182 50 6000 4000 2400 3600 1800 900 3600 1800 900 600

⁾ Pour la perte de 2 membres, le maximum et la moitié en sus.

la perte d'un membre, le maximum et le quart en sus. sures qui, sans causer la perte d'un membre, en ôtent l'usage absolu. noitié du maximum et le vingtième de l'autre moitié par chaque année service ou campagne.

mités provenant, soit de blessures soit des événemens et fatigues de

uart du maximum, après vingt ans de services, campagnes comprises.

3 autres quarts pour chaque année de service ou campagne, ce qui nue le maximum à 50 ans.

Tarif des traitemens de réforme pour tous les gi militaires et emplois administratifs militaires, de les dispositions de la loi du 8 floréal an 11.

DÉNOMINATION des GRADES.	Traitement de réforme.	OBSERVATIO
Général de division	3000	
Général de brigade	2000	_
Adjudant commandant ou chef de brigad.	1200	
Major.	1000	
Chef de bataillon ou d'escadron	900	
Capitaine	600	•
Lieutenant	450	
Sous-Iieutenant	350	,
Inspecteur en chef aux revues	3000	
Inspecteur aux revues	2000	
Sous-inspecteur	1200	
Commissaire ordonnateur	1800	
Commissaire des guerres	900	
Adjoint aux commissaires	450	1
Ossicier de santé en chef	1800	,
Idem de première classe	900	
Idem de deuxième classe	450	
Idem de troisième classe	300	

(. -. • . / . . į ;

YC176718

RETURN TO the circulation desk of any University of California Library or to the NORTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY Bldg. 400, Richmond Field Station University of California Richmond, CA 94804-4698

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

- 2-month loans may be renewed by calling (510) 642-6753
- 1-year loans may be recharged by bringing books to NRLF
- Renewals and recharges may be made 4 days prior to due date.

DUE AS STAMPED BELOW

AUG 2 6 1998						
		•				
						

12.000 (11/95)